



En s'intéressant à la notion de réemploi si familière aux historiens d'art pour l'appliquer à l'histoire des concepts et des pratiques politiques dans l'Italie médiévale et moderne, ce livre place au cœur de la réflexion la façon dont l'histoire et les catégories temporelles furent gérées dans le champ politique. Comment, dans l'Italie médiévale et moderne, l'histoire fut-elle citée, réemployée dans le vocabulaire des institutions et de la pratique politique, sollicitée dans la théorie politique – qu'il s'agisse de la construction de l'image du prince ou de l'idéologie républicaine, utilisée pour représenter le monde d'ici-bas et ses événements dans les cycles peints aux murs des églises ou des palais ? Quelles formes diverses pouvaient prendre ces procédures de réemploi ? Quels étaient les objectifs poursuivis ? Quels sont les moments qui furent les plus propices à cette quête des références ? Quels pouvoirs choisirent de récupérer et de transformer les matériaux de l'histoire ?

Cette étude part à la rencontre de tous ces usages du passé avec l'espoir de saisir un peu de la culture des sociétés italiennes de la fin du Moyen Âge et du premier âge moderne, un peu de leurs expériences temporelles et de leurs rapports à l'histoire.

Légende : Domenico Ghirlandaio (1449-1494) et assistants, *Brutus, Mucius Scaevola et Camille*, Florence, Palazzo Vecchio (salle des Lys) © 2014. Photo Scala, Florence – avec l'aimable autorisation des Musei Civici Fiorentini

## LA POLITIQUE DE L'HISTOIRE EN ITALIE

collection dirigée par Dominique Barjot & Lucien Bély

Dernières parutions

- Les Préfets de Gambetta*  
Vincent Wright
- Le Prince et la République.*  
*Historiographie, pouvoirs et société*  
*dans la Florence des Médicis au XVII<sup>e</sup> siècle*  
Caroline Callard
- Histoire des familles, des démographies*  
*et des comportements.*  
*En hommage à Jean-Pierre Bardet*  
Jean-Pierre Poussou  
& Isabelle Robin-Romero (dir.)
- La Voirie bordelaise au XIX<sup>e</sup> siècle*  
Sylvain Schoonbaert
- Fortuna. Usages politiques*  
*d'une allégorie morale à la Renaissance*  
Florence Buttay-Jutier
- Au cœur de la parenté. Oncles et tantes*  
*dans la France des Lumières*  
Marion Trévisi
- Le Tabac en France de 1940 à nos jours.*  
*Histoire d'un marché*  
Éric Godeau
- 150 ans de génie civil,*  
*une histoire de centraliens*  
Dominique Barjot  
& Jacques Dureuil (dir.)
- Des paysans attachés à la terre ?*  
*Familles, marchés et patrimoines*  
*dans la région de Vernon (1750-1830)*  
Fabrice Boudjaaba
- La défense du travail national ?*  
*L'incidence du protectionnisme sur*  
*l'industrie en Europe (1870-1914)*  
Jean-Pierre Dormois
- L'Informatique en France de la seconde*  
*guerre mondiale au Plan Calcul.*  
*L'émergence d'une science*  
Pierre-Éric Mounier-Kuhn
- In Nature We Trust.*  
*Les paysages anglais à l'ère industrielle*  
Charles-François Mathis
- L'Ingénieur entrepreneur.*  
*Les centraliens et l'industrie*  
Jean-Louis Bordes, Pascal Desabres,  
Annie Champion (dir.)
- La Guerre de Sept Ans en Nouvelle-France*  
Laurent Veyssière & Bertrand Fonck (dir.)
- Représenter le Roi ou la Nation ?*  
*Les parlementaires dans la diplomatie*  
*anglaise (1660-1702)*  
Stéphane Jettot
- « C'est moy que je peins ». Figures de soi*  
*à l'automne de la Renaissance*  
Marie-Clarté Lagrée
- La Faveur et la Gloire. Le maréchal de*  
*Bassompierre mémorialiste (1579-1646)*  
Mathieu Lemoine
- Les Maîtres du comptoir : Desgrand père*  
*& fils. Réseaux du négoce et révolutions*  
*commerciales (1720-1878)*  
Jean-François Klein
- Les Habsbourg et l'argent.*  
*De la Renaissance aux Lumières*  
Jean Bérenger
- Frontières religieuses*  
*dans le monde moderne*  
Francisco Bethencourt  
& Denis Crouzet (dir.)

Caroline Callard, Élisabeth Crouzet-Pavan  
& Alain Tallon (dir.)

# La politique de l'histoire en Italie

Arts et pratiques du réemploi  
(XIV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle)

Ouvrage publié avec le concours de l'université Paris-Sorbonne

Les PUPS, désormais SUP, sont un service général  
de la faculté des Lettres de Sorbonne Université

ISBN version papier : 978-2-84050-909-7

© Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2014

version numérique : © Sorbonne Université Presses, 2025

ISBN de ce PDF : 979-10-231-0862-0

Mise en page Emmanuel Marc DUBOIS, Issigeac  
d'après le graphisme de Patrick VAN DIEREN

SUP  
Maison de la Recherche  
Sorbonne Université  
28, rue Serpente  
75006 Paris

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

[sup@sorbonne-universite.fr](mailto:sup@sorbonne-universite.fr)

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

Le nouveau n'est pas dans ce qui est dit,  
mais dans l'événement de son retour.  
Michel Foucault, *L'Ordre du discours*



## INTRODUCTION

*Élisabeth Crouzet-Pavan*

Pour introduire notre propos, pourquoi ne pas faire surgir un monument du xv<sup>e</sup> siècle italien et brièvement évoquer l'histoire du temple Malatesta de Rimini ? Il faut alors convoquer un premier protagoniste, le seigneur et condottiere Sigismond Malatesta et sa commande artistique, son projet de transformer l'église gothique de sa ville, dédiée à saint François, en un mausolée dynastique et un temple à sa gloire et à celle de son lignage. Mais, tout aussi importante, une deuxième figure apparaît, celle de l'architecte à qui revient de concevoir le plan du renouvellement de l'édifice, Leon-Battista Alberti. Le chantier avance et une enveloppe de marbre est surimposée sur l'ancienne église dédiée au fondateur de l'ordre des franciscains. Un nouveau monument s'élève, riche d'une profusion d'ornements, à mesure que les artistes travaillent au décor : colonnes et chapiteaux, bas-reliefs, médaillons, frises, sarcophage à l'antique... L'Antiquité est donc refaite dans ses formes, sa mythologie et son panthéon, si bien que le pape Pie II condamna, faut-il le rappeler, cet édifice « rempli d'œuvres païennes au point qu'il semblait moins une église chrétienne que le temple d'infidèles adorant le démon ». Mais pas seulement. On sait qu'à Rimini, Sigismond avait fait chercher, pour sa précieuse commande, des matériaux tirés du port romain et d'une basilique antique. On sait qu'à Classe, près de Ravenne, des monuments en ruines, mais aussi Sant'Apollinare, avaient fourni au chantier de Rimini des marbres. Le temple de Rimini offre donc un bel exemple d'usages multiples et associés du passé des lieux, de leur présence, de leur mémoire, mais aussi plus amplement de l'histoire, un bel exemple d'une conscience historique du passé, ou plutôt des passés, venant nourrir la densité du présent et du futur. Un bel exemple encore de réemplois si l'on suit les définitions qu'ont pu proposer de ce terme les historiens de l'art<sup>1</sup> : réappropriation, dans un contexte architectural radicalement différent, d'un premier édifice et, pour ce

1 Arnold Esch, « Reimpiego », dans *Enciclopedia dell'arte medievale*, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, vol. IX, 1998, p. 876-883 ; *id.*, « Reimpiego dell'antico nel Medioevo: la prospettiva dell'archeologo, la prospettiva dello storico », dans *Ideologie e pratiche del reimpiego nell'alto medioevo*, Spoleto, Centro italiano di studi sull'Alto Medioevo, 1999, p. 73-108.

qui est de l'église de Rimini, de la sacralité qui lui était inhérente ; utilisation, et ce sont des pratiques qui furent beaucoup plus fréquentes, dans un ordre fonctionnel nouveau, de matériaux et de fragments décoratifs antiques, de dépouilles romaines employées ici à côté de citations à l'antique. La structure de l'église dédiée au saint patron des franciscains, remaniée à l'âge communal<sup>2</sup>, est manipulée, transformée, rendue méconnaissable tandis qu'un autre passé, celui de l'Antiquité, sollicité dans les matériaux utilisés, comme dans les formes et le décor du monument, commence une vie nouvelle, au sens plein du terme. Dans le temple de Rimini, diverses temporalités coexistent et dans cette église qui témoigne du nouvel art de bâtir dans l'Italie du xv<sup>e</sup> siècle, le temps, dans l'écoulement long de son cours, paraît se faire palpable et l'histoire sensible.

10

Ce sont de tels usages de l'histoire et l'écheveau des relations passé/présent que cet ouvrage se propose d'examiner. Il s'agit d'un thème désormais bien exploré, en premier lieu sans doute parce que la question des rapports de l'histoire et du temps est au cœur de la réflexion historique<sup>3</sup>. Peut-être encore, et ce deuxième facteur ne doit pas être négligé, parce que celui qui tente d'écrire aujourd'hui l'histoire, souvent à la recherche un peu anxieuse d'une herméneutique, applique ses propres interrogations au passé qu'il considère, s'essayant dès lors à saisir la place de l'histoire dans les systèmes de représentation des sociétés étudiées. Or ces interrogations sont nombreuses, qu'on veuille pour les expliquer invoquer les incertitudes actuelles de la discipline historique ou les sollicitations du débat contemporain largement envahi par l'« usage public » qui est fait de l'histoire, un « usage public » qui recouvre une gamme de situations bien plus large que celle définie par Jürgen Habermas quand il mit en circulation sa célèbre formule<sup>4</sup>. En somme, l'historien, confronté à l'usage politique de l'histoire, s'est aperçu que cet usage politique n'était pas une nouveauté, qu'il avait une histoire dont il fallait mener l'écriture. À une réflexion féconde, et déjà ancienne, sur les genres historiques et la production historiographique est en conséquence venue s'ajouter, de manière plus récente, une abondante production sur les régimes d'historicité<sup>5</sup> et leurs effets sur la manière de construire le récit du passé, de s'y référer, d'en faire des usages mémoriels. À des travaux nombreux sur la *memoria* comme structure englobante des sociétés anciennes<sup>6</sup> se sont associées

2 Un premier édifice préexistait en effet.

3 Voir ici le très beau volume de Pierre Moret et Pierre Toubert (dir.), *Remploi, citation, plagiat : conduites et pratiques médiévales, x<sup>e</sup>-xii<sup>e</sup> siècle*, Madrid, Casa de Velázquez, 2009.

4 François Hartog et Jacques Revel, « Note de conjoncture historiographique », dans F. Hartog et J. Revel (dir.), *Les Usages politiques du passé*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2001, p. 13-24, ici p. 17-18.

5 François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Éditions du Seuil, 2003.

6 Voir, par exemple, ceux d'Otto Gerhard Oexle, *Memoria als Kultur*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1995.

des analyses sur l'évolution des formes d'historicisation du passé. Réservant aux notes de bas de page la mention de quelques-uns de ces travaux sur les questions de l'instrumentalisation du passé ou des réutilisations de l'histoire<sup>7</sup>, on se contentera de citer ici un nom, celui bien sûr de Koselleck<sup>8</sup>. La référence est obligée puisque le cadre global de compréhension proposé par ses travaux a pu susciter et fortement inspirer certaines des études récentes<sup>9</sup>.

Les pages qui suivent n'ont pas pour objet d'offrir une autre célébration révérencieuse de la sémantique des temps historiques élaborée par cet auteur<sup>10</sup>. Leur but est plus simplement d'examiner comment, dans l'expérience italienne des derniers siècles du Moyen Âge et du début des temps modernes, des temporalités différentes purent cohabiter et s'accorder, comment dans le présent de cette société, du fait de l'affleurement spontané de strates antérieures de l'évolution historique, ou par le jeu même des acteurs de cette histoire, des phénomènes d'anamnèse furent à l'œuvre. Il a semblé que cette thématique pouvait être pour les siècles qui nous occupent, ceux de l'Italie des derniers siècles du Moyen Âge et de la première modernité, particulièrement féconde.

Plusieurs données peuvent en effet justifier ce choix.

En premier lieu, les humanistes italiens ont eux-mêmes produit un discours sur la perception du temps qui était la leur, énonçant l'idée d'une rupture qui aurait été en train d'opérer avec les temps obscurs de l'âge moyen, une rupture que leurs écrits marquèrent et sacralisèrent et qui aurait concerné l'univers figuratif et les lettres mais pas seulement. Ils ont par là même énoncé la thèse de l'existence d'une irrémédiable distance les séparant du passé proche, pour choisir au contraire de rendre à la vie et au présent un passé plus lointain qu'ils décrivaient comme oublié, englouti. Il en résulta la construction d'un rapport différent au temps du présent puisque le passé – celui de l'Antiquité – était alors pensé comme venant féconder ce présent et rendre possible si ce n'est un nouvel âge d'or, ou au moins une ère nouvelle bouleversant l'ordre ancien du monde. L'histoire et la connaissance de l'Antiquité purent alors devenir, dans cette optique, des disciplines de l'espérance, et le rapport au temps,

7 Pour quelques références : Yitzhak Hen et Matthew Innes (éd.), *The Uses of the Past in the Early Middle Ages*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 ; Gerd Althoff, Johannes Fried et Patrick Geary (dir.), *Medieval Concepts of The Past: Ritual, Memory, Historiography*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002 ; Jean-Marie Sansterre (dir.), *L'Autorité du passé dans les sociétés médiévales*, Rome, École française de Rome, 2004.

8 Reinhart Koselleck, *Le Futur Passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990 ; *id.*, *L'Expérience de l'histoire*, Paris, Gallimard, Éditions du Seuil, 1997.

9 Ainsi l'introduction de Pierre Chastang (dir.), *Le Passé à l'épreuve du présent. Appropriations et usages du passé du Moyen Âge à la Renaissance*, Paris, PUPS, 2008.

10 Pour une lecture de Koselleck, voir Paul Ricœur, « La philosophie critique de l'histoire », dans *id.*, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Éditions du Seuil, 2000, p. 385 sq.

pour certains, cessa d'être seulement déterminé par la pensée augustinienne. La redécouverte d'un patrimoine intellectuel, l'appropriation de ses modèles fournissaient en effet à ces humanistes, et à ceux qui les lisaient, des armes dans la lutte contre le temps. La sagesse passée, absorbée, ingérée, conférait – du moins tel était le sens du message répété – des certitudes, dissipant pour une part la peur de l'avenir. Le passé devenait présent ou plutôt il nourrissait le présent, le chargeant de grandeur, d'intensité et de dignité. Grâce à la participation active de l'ordre du passé, une véritable ivresse saisissait celui qui prétendait désormais affronter le temps, sans peur, avec confiance<sup>11</sup> et ces évolutions dans les formes de l'expérience temporelle influaient sur la manière de se référer aux événements du passé.

12

D'où des interventions qui furent alors menées sur l'histoire la plus récente, condamnée à être souvent gommée, masquée ou déformée dans les discours et les écrits, alors que dans les faits elle continuait bien sûr à peser sur le présent. D'où en revanche des usages multiples d'une histoire de l'Antiquité. Nous avons choisi de les scruter dans les pratiques et les idéologies politiques. Il existe, inutile de le dire, bien d'autres terrains possibles d'investigation. Mais la façon dont l'histoire et les catégories temporelles sont gérées dans le champ politique a plus particulièrement retenu notre attention. Comment, dans l'Italie qui nous occupe, l'histoire fut-elle citée, réemployée dans le vocabulaire des institutions et de la pratique politique, sollicitée dans la théorie politique qu'il s'agisse de la construction de l'image du prince ou de l'idéologie républicaine, utilisée pour représenter le monde d'ici-bas et ses événements dans les cycles peints aux murs des églises ou des palais ?

En outre, et il se dessinait ainsi une incitation supplémentaire à notre étude, ces décennies furent aussi celles de nouvelles attitudes à l'égard de l'histoire. La discipline commença à se constituer comme une catégorie autonome lorsque l'histoire ne fut plus vue comme la scène où intervenait essentiellement la toute-puissance divine. Pour déterminer le cours des événements, l'homme dorénavant tendait à devenir un acteur principal<sup>12</sup>. Les historiens commencèrent donc à réécrire le passé de leur présent et, espéraient-ils, de leur futur. Avec les premières histoires humanistes et particulièrement l'œuvre de Flavio Biondo, une mutation du discours historique s'accomplit à mesure que procédait une authentique réhabilitation de la mémoire et que, partant du constat de la « déficience » des chroniques médiévales, s'imposait la volonté d'éliminer du cours du passé toutes les interventions miraculeuses dans les événements et les « fables » compilées par les chroniqueurs. Le statut de l'histoire changeait

11 Élisabeth Crouzet-Pavan, *Renaissances italiennes. 1380-1500*, Paris, Albin Michel, 2007.

12 Peter Burke, *The Renaissance Sense of the Past*, London, E. Arnold, 1969.

tandis que la notion de régénération, avant celle de progrès qui n'était pas encore d'actualité, s'affirmait. Comment en conséquence ne pas s'intéresser à l'histoire, à son récit, à ses formes de diffusion, puisque le réemploi fut ainsi alimenté ? Dans le passé, tel qu'il était rendu disponible par les écrits et par les images, quels faits, quelles figures, quels modèles ou quels repoussoirs étaient susceptibles d'être employés et réactualisés ? Quelles étaient, sur tel personnage, tel événement, telle pratique, les lectures de l'histoire qui se concurrençaient ou au contraire dominaient ? À quelles appropriations les hommes du xv<sup>e</sup> ou du xvi<sup>e</sup> siècle procédèrent-ils ? Mais comment aussi la recherche, au moins revendiquée, d'une exigence nouvelle d'érudition fut-elle conciliée avec les arrangements qu'un pouvoir, désireux souvent de retoucher l'histoire à son profit, pouvait demander au cercle de ses historiens ? Comment enfin évoluèrent dans leur forme et leur contenu les réponses à toutes ces questions ? Telles sont quelques-unes des questions qui ont guidé l'organisation de cette rencontre.

On l'aura remarqué, ce propos introductif évite soigneusement un terme et son épaisseur conceptuelle et historiographique, celui de Renaissance. Il l'évite même si, tant les acceptions chronologiques connaissent une grande fluidité selon les auteurs, il aurait été aisé de l'appliquer aux siècles qui sont ici considérés, des expériences romaines du xiv<sup>e</sup> siècle au premier âge moderne<sup>13</sup>. Non pas que, refusant ce terme, on ait voulu pour autant sacrifier à la croyance en ces autres essences que sont le Moyen Âge et l'époque moderne. Mais il ne s'agissait pas de s'enfermer dans l'étude du seul dialogue avec l'Antiquité. L'objectif a été plutôt, refusant la charge interprétative du concept de Renaissance, de montrer, au cours d'une période longue, comment l'histoire biblique, l'histoire romaine, l'histoire du haut Moyen Âge, l'histoire communale et seigneuriale, l'histoire lointaine ou récente, l'histoire la plus fantaisiste ou la moins légendaire furent comprises et réécrites pour proposer des réponses propres au temps de qui procédait à ces opérations. Le but était de laisser faire librement et sereinement la recherche de tous les usages de l'histoire, non pas seulement celui des images attendues de César, de Scipion ou de Brutus mais aussi, par exemple, celles des saints patrons protecteurs de l'identité communale, pour comprendre comment les références choisies bougent, pour saisir comment, selon les moments historiques, elles sont aussi parfois associées, cumulées jusqu'à former un corpus neuf, inattendu. Les exemples du retour à la liberté dans la Lucques de la fin du xiv<sup>e</sup> siècle ou les pratiques de résistance actives dans l'état territorial milanais et vénitien aux xv<sup>e</sup> et xvi<sup>e</sup> siècles montrent ainsi cette étrange coexistence du présent et de fragments d'un passé que l'on s'est réapproprié, l'intrication d'une

13 Sur ces questions voir Wallace K. Ferguson, *La Renaissance dans la pensée historique*, Paris, Payot, 2009.

histoire, rafraîchie, retaillée, plus ou moins transformée, et d'un présent que l'on espère de la sorte modifié. Ces situations historiques ne sont pas alors sans faire songer à ces galeries contemporaines d'hommes et de femmes illustres où figures romaines et héros médiévaux cohabitent, à ces grandes fresques historiées où les événements du passé, proche ou plus lointain, sont à Florence ou à Venise représentés avec les couleurs du présent, où les acteurs mis en scène, venus du passé mais aussi du présent, coexistent ensemble sur un même mur. Choix a donc été fait de partir à la recherche de tous ces matériaux qui sont exhumés pour être à nouveau soumis à l'épreuve du présent, au service des enjeux du présent, et qui font du présent une sorte de puzzle sémiologique.

14

L'enquête, dans le même temps, a eu pour objet d'interroger, avec les formes diverses que pouvaient prendre ces procédures de réemploi, les objectifs qui étaient poursuivis. On le sait, l'histoire n'est pas que recueil d'exemples. Pourquoi se réapproprier le passé ? Pas seulement pour le citer, voire le plagier même si, dans ce cas aussi, il connaît bien sûr une lecture nouvelle. Le réemploi peut prendre la voie de la profanation ou de l'exorcisme, de la défiguration ou de l'exaltation, de l'instrumentalisation ou de la neutralisation... La gamme complexe de ces usages et les attitudes – face au passé et à la réalité politique du moment – qui les déterminent, devaient bien être prises en compte par l'analyse. D'autant que, liés qu'ils sont aux attentes du moment, ces usages n'ont pas seulement vocation à être variés. Ils peuvent être également concurrents, voire antagonistes. Dans la lutte des pouvoirs, des autorités, des modèles politiques dont l'Italie était le cadre, ce sont des passés différents qui purent être réactualisés, comme il fut possible qu'un même fragment d'histoire soit repris pour être enchâssé dans des discours et des pratiques adverses. Les pratiques de réemploi sont par là même à observer autant de manière synchronique que diachronique. Mais il importe encore de définir quels ont été les moments et les situations plus particulièrement propices à cette quête des références, quels pouvoirs, autorités ou instances furent les plus habiles à récupérer, à transformer les matériaux de l'histoire. Des matériaux, tour à tour parés de lustre et d'utilité, tour à tour sélectionnés et exhibés en fonction de leur charge didactique ou symbolique, tant il est vrai que le stock à disposition des modèles et des informations, des sens et des remémorations était comme inépuisable, tant il est vrai aussi que les horizons d'attente, multiples, évoluaient.

Il est bien sûr possible, c'est une forte évidence, de relever à un moment donné, dans toute société étudiée, des phénomènes d'asynchronie, des décalages qui résultent du caractère même de l'évolution historique. Mais ces décalages ou ces distorsions peuvent être aussi provoqués ou induits. Des fragments d'histoire, libérés, peuvent venir se ficher dans le présent de ces sociétés et compliquer encore le jeu des temporalités. Dans le même temps, des procédures

de travail sur la mémoire sont sans cesse à l'œuvre, menées par des acteurs divers. Le passé, par ces réappropriations, surgit dans le présent, doté d'une nouvelle intelligence utile aux questions du temps. Les usages du passé et de l'histoire que nous considérons sont donc de deux ordres. Il existe tout un processus d'utilisation dans les discours, les représentations, les systèmes idéologiques italiens, de l'histoire antique mais aussi d'une histoire plus proche, et il est intéressant d'examiner les mécanismes et les significations à l'œuvre dans ces arts du réemploi. Mais les différents acteurs du jeu politique peuvent aussi faire ressurgir, pour les faire vivre à nouveau, des comportements, des postures, des situations venus d'un passé réel ou inventé, et ces autres usages, moins souvent analysés, sont aussi actifs dans la culture politique de ces sociétés.

Notre étude collective, modeste jalon dans une enquête qui bien évidemment devrait être plus large et plus systématique, part donc à la rencontre de tous ces usages du passé avec l'espoir de saisir un peu de la culture des sociétés italiennes de la fin du Moyen Âge et du premier âge moderne, un peu de leurs expériences temporelles et de leurs rapports à l'histoire.



PREMIÈRE PARTIE

**Se souvenir de Rome**



## UNA POLITICA DELLA MEMORIA: MILANO FRA ROMA ANTICA, PAVIA E FEDERICO BARBAROSSA

*Paolo Grillo*

Affrontare il problema dell'uso della memoria di Roma a Milano e a Pavia obbliga necessariamente a far riferimento a una piccola *querelle*, in realtà, come vedremo, facilmente risolvibile, che però ha attirato l'attenzione di un numero notevole di studiosi. Il problema riguarda l'attribuzione di una lapide che attribuisce a una città non nominata il titolo onorifico di «seconda Roma». La prima notizia su tale iscrizione risale alla fine del XIII secolo, quando lo scrittore milanese Bonvesin da la Riva ne riportò il testo, affermando che esso era un encomio dedicato a Milano e posto sulle mura del centro urbano<sup>1</sup>. Agli inizi del Trecento, però, l'autore pavese Opicino de Canistris rivendicò alla sua patria la lapide e il relativo elogio<sup>2</sup>. La piccola vertenza letteraria, proseguita nei secoli successivi fra studiosi e polemisti dei due centri, è in effetti molto utile per comprendere come l'uso della memoria dell'antichità (anche se si trattava della tarda antichità e non dell'epoca classica), divenne un elemento fondamentale nella propaganda e nella lotta ideologica per l'affermazione della supremazia sulla Lombardia occidentale.

### MILANO CAPITALE IMPERIALE: LA VITALITÀ DI UNA MEMORIA

Bisogna innanzitutto osservare che, in realtà, fino alla seconda metà del XII secolo le città lombarde non coltivarono in maniera particolare la memoria del loro passato romano. Come ha ben osservato Jorge Busch, gli scrittori di Milano, come anche il bergamasco Moisé del Brolo, autore del *Liber Pergaminus*, sottolinearono piuttosto l'origine gallica e longobarda delle

<sup>1</sup> Bonvesin Da la Riva, *Le Meraviglie di Milano (De magnalibus Mediolani)*, ed. P. Chiesa, Milano, Fondazione Lorenzo Valla/A. Mondadori, 2009, p. 134.

<sup>2</sup> Ticinensis Anonymi, *Liber de laudibus civitatis Ticinensis*, ed. R. Maiocchi e F. Quintavalle, Città di Castello, S. Lapi, 1903, vol. XI, p. 25.

loro patrie, trascurando i Romani o, peggio, considerandoli come invasori<sup>3</sup>. Pavia, dal canto suo, che in età classica non conobbe alcuno splendore particolare, preferì investire sulla valorizzazione del suo passato longobardo, carolingio ed ottoniano, quando invece ebbe il prestigioso ruolo di capitale del *Regnum*<sup>4</sup>. Nessun comune lombardo, a differenza di quanto avvenne a Roma o a Pisa, cercò mai di ricollegarsi esplicitamente all'esperienza della repubblica romana – al di là dell'esistenza di «consoli», peraltro comune all'intera Italia centrosettentrionale – recuperando dizioni classiche per le proprie magistrature o valorizzando peculiarmente i resti monumentali dell'epoca antica quali sedi ufficiali<sup>5</sup>.

Milano, comunque, aveva tutto l'interesse a coltivare la memoria soprattutto dell'epoca tardo imperiale, quando per oltre un secolo, dal 268 fino al 402, aveva ricoperto il ruolo di capitale della parte occidentale dell'Impero<sup>6</sup>. A quell'epoca apparteneva, tra l'altro, la maggior parte dei monumenti più antichi della città a partire dalla grandiosa cinta muraria di Massimiano, che risaliva alla fine del III secolo e che con la sua imponenza rappresentava uno dei motivi di orgoglio

- 3 Jörg W. Busch, «Mailand und Rom. Das antike Rom in lombardischen Geschichtsvorstellungen», *Frühmittelalterlichen Studien*, 36, 2002, p. 380-396, con riferimento soprattutto a Anonymi Mediolanensis, *Libellus de situ civitatis Mediolani, de adventu Barnabe Apostoli et de vitis priorum pontificum Mediolanensium*, ed. A. Colombo e G. Colombo, Bologna, Zanichelli, vol. I/2, 1931, a *Annales Mediolanenses*, ed. G.H. Pertz, in *Monumenta Germaniae Historica, Scriptores*, Hannover, Impensis Bibliopolii Hahniani, vol. XVIII, 1863, p. 359-382, e al *Liber Pergaminus* di Mosè del Brolo, la cui edizione più recente è Guglielmo Gorni, «Il “Liber Pergaminus” di Mosè del Brolo», *Studi Medievali*, 11, 1970, p. 409-460.
- 4 Piero Majocchi, *Pavia città regia. Storia e memoria di una capitale medievale*, Roma, Viella, 2008. Gli stessi re longobardi, in realtà, avevano almeno nel corso dell'VIII secolo promosso una forma di identificazione fra Roma e Pavia: Thomas Granier, «Capitales royales et princières de l'Italie lombarde d'après la poésie d'éloge (VII<sup>e</sup>-IX<sup>e</sup> siècle)», in *Les Villes capitales au Moyen Âge*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006, p. 57-74.
- 5 Anche se può essere significativo il fatto che nel 1130, durante una crisi fra le autorità comunali e l'arcivescovo, i consoli milanesi abbiano pronunciato una sentenza sullo sfondo dei resti del teatro pubblico: Cesare Manaresi, *Gli atti del comune di Milano fino all'anno MCCXVI*, Milano, Capriotti, 1919, p. 6-8, doc. 3, per il contesto politico: Paolo Grillo, «A Milano nel 1130. Una proposta di rilettura della composizione “tripartita” del collegio consolare», *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il Medioevo*, 109/1, 2007, p. 219-234. Un programmatico recupero della tradizione classica si ebbe ad esempio a Pisa, dove non solo il consiglio del comune prese il nome di «senato», ma l'amministrazione della giustizia fu ideologicamente «romanizzata» con la precoce introduzione di norme dal *Corpus iuris civilis*: per tutto ciò Chris Wickham, *Legge, pratiche e conflitti. Tribunali e risoluzione delle dispute nella Toscana del XII secolo*, Roma, Viella, 2000, p. 185-278; per il contesto politico di tali recuperi: Mauro Ronzani, «“La nuova Roma”: Pisa, Papato e Impero al tempo di San Bernardo», in O. Banti e C. Violante (dir.), *Momenti di storia medievale pisana: discorsi per il giorno di s. Sisto*, Pisa, Pacini, 1991, p. 61-77.
- 6 Aristide Calderini, «Milano durante il Basso Impero», in *Storia di Milano*, vol. I, *Le origini e l'età romana*, Milano, Fondazione Treccani degli Alfieri, 1953, p. 301-414. Una sintesi è fornita da Massimiliano Pavan, «Milano capitale dell'Impero», *Studi romani*, 36, 1988, p. 1-12.

dei milanesi<sup>7</sup>. A questa si aggiungevano diverse basiliche, fra cui spiccava quella di San Lorenzo, edificata sul modello del Pantheon «per confermare Milano quale sede della corte e quindi capitale dell'Impero»<sup>8</sup>, quanto restava del grande palazzo imperiale, nella zona fra Porta Vercellina e Porta Ticinese utilizzato per ospitare i sovrani di passaggio ancora nell'XI secolo<sup>9</sup>, e della zecca, nonché il grande arco trionfale edificato nella seconda metà del IV secolo all'esterno di Porta Romana<sup>10</sup> e che, proprio per le sue dimensioni e la sua posizione strategica era stato oggetto di combattimenti durissimi durante l'assedio della città da parte di Corrado II nel 1037 e lo sarebbe stato di nuovo nel periodo delle guerre fra il comune ambrosiano e l'imperatore Federico Barbarossa<sup>11</sup>.

Il ricordo dell'epoca in cui Milano era stata la capitale imperiale veniva nutrito soprattutto attraverso il culto del santo patrono della città, sant'Ambrogio, che aveva retto la cattedra episcopale ambrosiana proprio nell'ultimo quarto del IV secolo (374-397). Almeno tre volte all'anno – negli anniversari dell'ordinazione episcopale (7 dicembre), del battesimo (30 novembre) e della morte del santo (commemorata il primo giovedì successivo alla Pasqua) – in tutte le chiese della città e in molte della diocesi si leggeva pubblicamente e si predicava la vita di Ambrogio<sup>12</sup>. In quelle occasioni i Milanesi potevano dunque ascoltare la narrazione dei conflitti e dei rapporti fra l'arcivescovo e gli imperatori nell'epoca in cui la corte imperiale aveva la sua sede a Milano. Nel medesimo quadro storico erano situate le commemorazioni di san Simpliciano (il 16 agosto)<sup>13</sup> e la narrazione dei miracoli dei santi Gervasio e Protasio, festeggiati il 19 giugno<sup>14</sup>. Esistevano dunque numerose occasioni nelle quali i cittadini di Milano potevano scoprire o riscoprire il passato imperiale della loro città.

Il riferimento al passato imperiale quale momento essenziale nella storia della città si fece però problematico a causa delle tensioni legate alle lotte patariniche

7 Così il *Versum de Mediolano civitate*, un poemetto dell'VIII secolo, vantava il fatto che la città fosse circondata da «celsas opertasque turres in circuitu»: Versus de Verona, *Versum de Mediolano civitate*, ed. G.B. Pigghi, Bologna, Zanichelli, 1960, p. 143.

8 Maria Luisa Perer Gatti, «Milano ritrovata, ovvero il tempio della memoria», in *id.* (dir.), *Milano ritrovata. L'asse via Torino*, Milano, Il Vaglio, 1986, p. 31-99, qui a p. 42.

9 Silvia Siena Lusuardi, «Topografia della zona di via Torino fra tarda Antichità e Medioevo», in Maria Luisa Perer Gatti (dir.), *Milano ritrovata, op. cit.*, p. 144-153, qui alle p. 144-146.

10 Su tutti questi monumenti si vedano le schede in AAVV, «Milano (Mediolanum)», in *Milano capitale dell'impero romano. 286-402 d.c.*, Milano, Silvana Editoriale, 1990, p. 91-152.

11 *Annales Mediolanenses*, *op. cit.*, p. 365-366.

12 Angelo Paredi, «Ambrogio, santo (334c.-397)», in *Dizionario della chiesa ambrosiana*, Milano, NED, vol. I, 1987, p. 110-118, a p. 117.

13 Cesare Pasini, «Simpliciano di Milano. Santo (+ 401)», in *Dizionario della Chiesa ambrosiana*, Milano, NED, vol. VI, 1993, p. 3454-3460.

14 *Id.*, «Protasio e Gervasio, santi (III sec.)», in *Dizionario della Chiesa ambrosiana*, Milano, NED, vol. V, 1992, p. 2971-2975.

e alla riforma gregoriana, che videro contrapposte le ambizioni centralizzatrici della curia romana e la lunga tradizione autonoma della cattedra episcopale milanese<sup>15</sup>. Ne nacque un lungo scontro, durato oltre mezzo secolo, durante il quale, per i propagandisti vicini agli arcivescovi, il vocabolo «romano» divenne un termine squalificante, che indicava gli avversari, i nemici degli «ambrosiani»<sup>16</sup>.

Nella prima metà del XII secolo il conflitto fra Roma e Milano ebbe ancora numerosi colpi di coda, sicché i rapporti fra le due sedi non migliorarono<sup>17</sup>. Per di più, a complicare l'uso della memoria imperiale e romana di Milano, dal 1154 scoppiò la lotta contro Federico Barbarossa, un imperatore che, come appare chiaro dall'*incipit* delle decisioni prese durante la dieta di Roncaglia, nella sua azione contro le autonomie comunali intendeva richiamarsi all'operato dei suoi predecessori romani: Costantino, Valentiniano e Giustiniano<sup>18</sup>. L'appoggio di cui Federico poté godere nei primi anni della sua azione da parte di papa Eugenio III<sup>19</sup>, dovette contribuire al desiderio dei Milanesi di distinguersi, in quanto «Longobardi», dai loro nemici ora più che mai «Romani», come dimostra il fatto che il primo anonimo milanese che descrisse la guerra fra la città e Federico Barbarossa nomina i Romani insieme agli Unni, ai Vandali, ai Goti e ai «Winili» fra i popoli barbarici che avevano oppresso la Lombardia e avevano saccheggiato e distrutto Milano<sup>20</sup>.

La situazione politica mutò però in breve tempo. Come è noto, già al concilio di Besançon del 1157 i rapporti fra papato e impero andarono peggiorando, per poi guastarsi del tutto dopo l'elezione di Alessandro III al soglio di Pietro<sup>21</sup>.

15 Annamaria Ambrosioni, *Milano, papato e impero in età medievale*, Milano, Vita e pensiero, 2003.

16 Jörg W. Busch, «Mailand und Rom...», cit., p. 381-383.

17 Pietro Zerbi, «La chiesa ambrosiana di fronte alla chiesa romana dal 1120 al 1135», in *id.*, *Tra Milano e Cluny. Momenti di vita e cultura ecclesiastica nel secolo XII*, Roma, Herder, 1978, p. 125-230; Annamaria Ambrosioni, «Dagli albori del secolo XII alla vigilia dell'episcopato di Galdino», in A. Caprioli, A. Rimoldi e L. Vaccaro (dir.), *Storia religiosa della Lombardia. Diocesi di Milano (1ª parte)*, Brescia, Caprioli, 1990, p. 195-226.

18 Sulla dieta di Roncaglia e il rapporto fra legislazione federiciana e tradizione romana si vedano ora i saggi raccolti in G. Dilcher e D. Quaglion (dir.), *Gli inizi del diritto pubblico. L'età di Federico Barbarossa: legislazione e scienza del diritto. Die Anfänge des öffentlichen Rechts. Gesetzgebung im Zeitalter Friedrich Barbarossas und das Gelehrte Recht*, Bologna, Il Mulino, 2007, e Gerhard Dilcher, «La "renovatio" degli Hohenstaufen fra innovazione e tradizione. Concetti giuridici come orizzonte d'azione della politica italiane di Federico Barbarossa», in G. Constable, G. Cracco, H. Keller e D. Quaglion (dir.), *Il secolo XIII: la "renovatio" dell'Europa cristiana*, Bologna, Il Mulino, 2003, p. 253-288.

19 Ferdinando Oppl, *Federico Barbarossa*, Genova, ECI, 1994, p. 60-61.

20 *Annales Mediolanenses*, ed. cit., p. 360. Sui cosiddetti *Annales Mediolanenses* e sull'identificazione di due mani diverse che vi operarono (una fino alla distruzione della città, una per gli anni successivi): J. W. Busch, «Sulle tracce della memoria comunale di Milano. Le opere dei laici del XII e XIII secolo nel "Manipulus florum" di Galvano Fiamma», in P. Chiesa (dir.), *Le cronache medievali di Milano*, Milano, Vita e pensiero, 2001, p. 79-88, alle p. 81-83.

21 Ferdinando Oppl, *Federico Barbarossa*, op. cit., p. 72-73.

Dopo la distruzione (1162) e la ricostruzione (1167) di Milano, con la contestuale creazione della Lega Lombarda, le città dell'Italia centro-settentrionale si trovarono saldamente alleate del papa in funzione antifedericiana<sup>22</sup>. Ora l'Urbe e il suo pontefice non erano più i nemici per eccellenza e il comune di Milano era in grado di rivitalizzare la memoria del suo ruolo in epoca imperiale contro un imperatore che della memoria e della legge dell'antica Roma aveva fatto uno dei suoi punti di forza propagandistici<sup>23</sup>.

#### UN PROGRAMMA ICONOGRAFICO: LA NUOVA CINTA MURARIA DI MILANO

Dopo il loro rientro in città, i Milanesi procedettero a una rapida ricostruzione delle fortificazioni distrutte nel 1162 dal Barbarossa, abbandonando il vecchio tracciato murario e realizzando una nuova cinta fortificata, che includeva un'area più vasta, la cosiddetta cerchia dei «terraggi», così denominata perché a lungo difesa da un fossato e da un terrapieno privi di mura<sup>24</sup>. Già nel 1171 si terminò la realizzazione delle sei porte che dovevano dare accesso alla città<sup>25</sup>. I sei manufatti furono realizzati con espliciti intenti propagandistici, nei quali il richiamo all'antichità aveva un ruolo essenziale<sup>26</sup>.

In primo luogo, la ripresa del modello classico era evidente nella forma stessa delle porte. Esse, di norma, nelle città comunali italiane erano munite di un'unica torre, che sovrastava l'ingresso sottostante, come illustra ad esempio il caso della quasi coeva «Porta Torre» di Como<sup>27</sup>. Le porte milanesi, al contrario, presentavano due torri che fiancheggiavano la coppia di fornicie che permettevano di attraversarle, secondo lo schema che gli antichi romani avevano diffuso in tutte le regioni da loro conquistate, fra cui Milano<sup>28</sup>. Ancora, le sei nuove porte urbliche vennero rivestite di un paramento marmoreo policromo,

22 Marcel Pacaut, «La papauté et les villes italiennes (1159-1253)», in C. D. Fonseca (dir.), *I problemi della civiltà comunale*, Bergamo, Comune di Bergamo, 1971, p. 33-46.

23 Franco Cardini, *Il Barbarossa: vita, trionfi e illusioni di Federico I imperatore*, Milano, Arnoldo Mondadori, 1985.

24 Maria Teresa Donati, «La cinta muraria milanese», in *Milano e la Lombardia in età comunale*, Milano, Silvana, 1992, p. 150-153.

25 Antonello Vincenti, «Le fortificazioni di Milano e del suo territorio in epoca comunale e viscontea», in M. Mirabella Roberti, A. Tabarelli e M. Vincenti (dir.), *Milano città fortificata*, Roma, Istituto italiano dei castelli, 1983, p. 25-39.

26 Michele T. Florio, «“Opus turrium et portarum”: le sculture di porta Romana», in *Milano e la Lombardia in età comunale, op. cit.*, p. 189-192, a p. 191.

27 Enrico Guidoni, «Appunti per una storia dell'urbanistica nella Lombardia tardo-medievale», in C. Pirovano (dir.), *Lombardia. Il territorio, l'ambiente, il paesaggio. Dalle incisioni rupestri alla sintesi leonardesca*, Milano, Electa, 1981, p. 109-162, a p. 118.

28 L'unica porta della cinta di Massimiano a tutt'oggi identificata e scavata, Porta Ticinese, presenta infatti un ingresso a due fornicie, fiancheggiato da due torri poligonali: Massimiliano David, «Indagini sulla rete viaria di Milano in età romana», in Maria Luisa Perer Gati (dir.), *Milano ritrovata, op. cit.*, p. 119-139, alle p. 126 e 128.

probabilmente tratto da quanto restava delle loro antenate della cerchia di Massimiano<sup>29</sup> e sul quale, come attesta ancora oggi il caso di Porta Nuova, vennero posti bassorilievi funerari di reimpiego risalenti al III e al IV secolo<sup>30</sup>. Come è stato giustamente affermato, tutto ciò implicava «la volontà di riconoscersi nel mondo antico, di sottolineare la continuità con questo mondo che la città risuscitata voleva rappresentare»<sup>31</sup>.

La costruzione più importante fu comunque la nuova Porta Romana. Questa fu oggetto di un dettagliato programma ornamentale che, con bassorilievi e lapidi, fece del manufatto un vero e proprio «arco trionfale» del comune che non a caso fu posto proprio di fronte all'arco romano, sopra ricordato<sup>32</sup>. Porta Romana in effetti era il luogo ideale per un importante investimento ideologico. Essa evocava un rapporto diretto con l'Urbe e con la memoria imperiale sin dal nome, dato che, se come le altre porte avesse preso nome dalla città antistante, avrebbe dovuto chiamarsi porta «lodigiana». Proprio nel IV secolo, del resto, l'ingresso alla città dal quale provenivano i viaggiatori e i magistrati provenienti da Roma era stata oggetto di interventi edilizi volti alla costruzione di un'imponente via porticata lunga 600 metri, che culminava nell'arco trionfale, forse eretto dall'imperatore Graziano<sup>33</sup>.

È interessante notare, innanzitutto, che la costruzione della porta fu celebrata da una lapide che riporta i nomi dei consoli dell'anno 1171. Questi magistrati nel testo si definiscono «*consules reipublice*», con l'uso di un termine classico, legato esplicitamente all'antichità romana<sup>34</sup>. Fino a quel momento tale dizione non era mai stata utilizzata nella documentazione milanese, nella quale si parlava piuttosto di «*consules communis*» oppure di «*consules civitatis*»<sup>35</sup>, similmente a quanto accadeva nella maggior parte dei comuni dell'epoca<sup>36</sup>. La nuova definizione era entrata da pochissimo nel lessico politico milanese, essendo attestata per la prima

29 Paolo Mezzanotte, «Degli antichi archi di Porta Romana», *Archivio storico lombardo*, 37, 1910, p. 423-438, a p. 428.

30 Anche a Porta Romana fu riutilizzata una lapide funeraria romana, ritrovata durante la demolizione e poi andata smarrita: P. Mezzanotte, «Degli antichi archi di Porta Romana», cit., p. 428 nota. Non si può escludere che questo materiale di reimpiego fosse già stato utilizzato nella cerchia massimiana.

31 M. T. Florio, «“Opus turrium et portarum”...», cit., p. 191.

32 La definizione è di Patrick Boucheron, «Palimpsestes ambrosiens : la commune, la liberté et le saint patron», in P. Chastang (dir.), *Le Passé à l'épreuve du présent. Appropriations et usages du passé du Moyen Âge à la Renaissance*, Paris, PUPS, 2008, p. 15-38, qui a p. 19.

33 Donatella Caporusso, «La via porticata e l'arco onorario», in *Milano capitale dell'impero romano*, op. cit., p. 99.

34 La trascrizione più recente in Graziano Alfredo Vergani, «Lapide di Porta Romana», in *Milano e la Lombardia in età comunale*, op. cit., p. 472.

35 C. Manaresi, *Gli atti del comune di Milano...*, ed. cit., *passim*.

36 Sulle denominazioni dei primi magistrati civici è ancora fondamentale Ottavio Banti, «“Civitas” e “commune” nelle fonti italiane dei secoli XI e XII secolo», in G. Rossetti (dir.), *Forme di potere e struttura sociale in Italia nel Medioevo*, Bologna, Il Mulino, 1977, p. 217-232.

volta nel trattato di pace con Como, stipulato nel 1170 grazie alla mediazione della Lega Lombarda<sup>37</sup>, evidentemente nello stesso clima culturale di recupero e rivalutazione del passato classico in funzione antiimperiale.

La porta fu inoltre dotata di un complesso apparato ornamentale, di cui oggi sopravvive soltanto una parte, purtroppo non più *in situ*, dato che il manufatto fu smantellato in età napoleonica e le decorazioni vennero trasferite nei musei civici<sup>38</sup>. Le sculture superstiti illustrano un progetto iconografico organizzato su diversi registri narrativi, che finora non è stato possibile ricondurre a una lettura unitaria<sup>39</sup>. Ad alcuni bassorilievi di carattere eminentemente storico e narrativo, che mostrano la ricostruzione di Milano da parte delle città della Lega Lombarda e il rientro dei cittadini nella città rinata, si affianca una composizione di argomento biblico, che rappresenta Davide o Sansone in lotta contro un leone, una raffigurazione di Sant'Ambrogio che allontana gli ariani e una scultura particolarmente criptica, nella quale un uomo ieratico e barbuto siede a gambe incrociate sopra una figura mostruosa<sup>40</sup>. Una costante che caratterizza le sculture è però identificabile in un più o meno esplicito richiamo all'antichità, richiamo che doveva essere fin dal primo momento evidente dal nome di uno dei due artefici che firmarono il ciclo, Anselmo detto *Dedalus alter*<sup>41</sup>.

#### DA VALENTINIANO AL BARBAROSSA: SANT'AMBROGIO A PORTA ROMANA

Come ha recentemente affermato Patrick Boucheron, «*les sculptures de Porta Romana jouent subtilement sur la concordance des temps entre le présent héroïque*

37 C. Manaresi, *Gli atti del comune di Milano...*, ed. cit., p. 103-107, doc. 73

38 P. Mezzanotte, «Degli antichi archi di Porta Romana», cit., p. 425-430.

39 Come ha recentemente osservato Jean-Claude Schmitt, «La porte de la ville, un vecteur d'idéal. À propos de la Porta Romana de Milan», relazione presentata al convegno *Les vecteurs de l'idéal. Marquer la ville. Signes, empreintes et traces du pouvoir dans les espaces urbains (XIII<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècle)*, Roma, 10-12 dicembre 2009.

40 Descrizione e riproduzione dei bassorilievi nelle schede di Graziano Alfredo Vergani, «Rilievi di Porta Romana» e «Figura virile con drago», in *Milano e la Lombardia in età comunale*, op. cit., p. 471-474. Sulla Porta Romana e le sue sculture la bibliografia è vastissima per cui si rimanderà soltanto ai contributi più recenti. Punto di partenza indispensabile rimane Angiola Maria Romanini, «Arte comunale», in *Atti dell'11° congresso internazionale di studi sull'Alto Medioevo*, Spoleto, CISAM, vol. II, 1989, p. 23-52. L'analisi oggi più importante è fornita da Andrea von Hülsen-Esch, *Romanische Skulptur als Reflex der kommunalen Entwicklung im 12. Jahrhundert. Untersuchungen zu Mailand und Verona*, Berlin, Akademie Verlag, 1994, da integrare con Michele Camilla Ferrari, «Die Porta Romana in Mailand (1171). Bild, Raum und Inschrift», in E. C. Lutz, J. Thali e R. Wetzel (dir.), *Literatur und Wandmalerei I. Erscheinungsformen höfischer Kultur und ihre Träger im Mittelalter*, Tübingen, Niemeyer, 2002, p. 115-152. Molti spunti anche in Marialuisa Bottazzi, «Frater Jacobus, Jacobus abbas. Impero, cistercensi e celebrazione monumentale nel conflitto milanese (1160-1183)», *Studi Medievali*, 48, 2007, p. 271-306.

41 M. C. Ferrari, «Die Porta Romana in Mailand (1171)», cit., p. 142. L'artefice che divise il lavoro con Anselmo aveva nome Girardo.

*d'une commune en lutte contre l'Empire et le passé glorieux d'une cité qui fut capitale d'Empire*<sup>42</sup>. Questo «gioco sottile» è molto evidente in uno dei bassorilievi posti sulla porta, che rappresenta l'arcivescovo in atto di cacciare gli ariani dalla città. L'opera è stata oggetto di interpretazioni contrastanti, fin dal Medioevo, dato che all'originaria iscrizione che spiegava semplicemente che i soggetti raffigurati erano «*Ambrosius, Ariani*», pochi anni dopo ne fu aggiunta un'altra, che denotava una lettura diversa e identificava negli Ebrei i profughi che, sferzati dal santo, abbandonavano Milano: «*Ambrosius celebs Iudeis abstulit edes*»<sup>43</sup>.

I critici moderni non sembrano aver dedicato particolare interesse alla scultura, considerata in sostanza eccentrica rispetto al *corpus* decorativo della porta. Da alcuni studiosi essa è stata considerata un'aggiunta impropria, imposta dalla chiesa milanese o inserita un po' surrettiziamente dai chierici che avevano partecipato all'elaborazione del programma iconografico al fine di mandare un messaggio di ortodossia antieretica<sup>44</sup>. Altri ricercatori hanno più sottilmente rilevato un possibile parallelo fra gli eretici del IV secolo e i seguaci dell'antipapa di nomina imperiale Callisto III<sup>45</sup>: l'opera avrebbe così contribuito a creare un parallelo fra le gesta del santo patrono e quelle dell'arcivescovo Galdino della Sala<sup>46</sup> che, in effetti, sappiamo aver allontanato da alcune chiese i sacerdoti seguaci del Barbarossa<sup>47</sup>.

Partendo da queste intuizioni, è forse possibile dare una spiegazione più approfondita del significato del bassorilievo ambrosiano, inquadrandolo in quella cosciente ripresa del passato romano della città già evidente nella struttura della Porta. Come si è ricordato in precedenza, infatti, i cittadini milanesi conoscevano bene la vita del loro santo patrono e sapevano che egli nel corso della sua vita aveva più volte umiliato gli imperatori. Innanzitutto, come ci narra la *Vita* di Ambrogio di Paolino da Milano, Porta Romana era stata teatro di un piccolo miracolo riguardante il santo che, intendendo fuggire a Pavia per evitare l'ordinazione episcopale, si ritrovò invece inspiegabilmente «*ad portam civitatis quae Romana dicitur*»: in quell'occasione, l'autore paragona Ambrogio proprio a una porta turrita che, come la torre di Davide a Gerusalemme, contro Damasco,

<sup>42</sup> P. Boucheron, «Palimpsestes ambrosiens...», cit., p. 20.

<sup>43</sup> Da ultimo: G. A. Vergani, «Rilievi di Porta Romana», cit., p. 472.

<sup>44</sup> Così ad esempio A. von Hülsen, «À propos de la Porta Romana de Milan : dans quelle mesure la sculpture de l'Italie du Nord reflète-t-elle certains aspects de l'histoire communale ?», *Cahiers de civilisation médiévale*, X<sup>e</sup>-XI<sup>e</sup> siècle, 35, 1992, p. 147-153, a p. 149.

<sup>45</sup> A. M. Romanini, «Arte comunale», cit., p. 26; una proposta interpretativa in M. L. Bottazzi, «Frater Jacobus Jacobus albas...», cit., p. 281.

<sup>46</sup> P. Boucheron, «Palimpsestes ambrosiens...», cit., p. 22-23.

<sup>47</sup> Da ultima: Patrizia Merati, «La rappresentazione dell'esperienza: mediazioni culturali e meccanismi della memoria a Milano nel XIII secolo», *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge-Temps modernes*, 113, 2001, p. 453-492.

avrebbe fatto da barriera contro la «*perfidia hereticorum*»<sup>48</sup>. È dunque evidente il nesso immediato che i Milanesi avrebbero costruito fra il bassorilievo e il luogo in cui era stato posto. Inoltre, la raffigurazione della cacciata degli Ariani richiamava alla mente un episodio ben preciso. Gli eretici infatti avevano ricevuto il permesso di predicare nella città da parte di Giustina, madre dell'imperatore Valentiniano II. Quando Ambrogio aveva deciso di allontanarli dalla basilica Porziana che era stata loro accordata, l'esercito imperiale tentò di fermarlo, ma di fronte al sostegno popolare di cui godeva il vescovo, le truppe non osarono agire e, anzi, simpatizzarono con i cattolici. Giustina dovette piegarsi e ritirare il permesso<sup>49</sup>. La cacciata degli Ariani da Milano era stata dunque una chiara vittoria della chiesa milanese contro l'imperatore. In quest'ottica si spiega anche la confusione, di poco posteriore, di questo episodio con l'allontanamento dei Giudei: anche in quel caso, infatti, Ambrogio si contrappose alla decisione presa da Teodosio di perseguire i responsabili dell'incendio di una sinagoga, ottenendo anche in questo caso un successo sul sovrano<sup>50</sup>. Quale che fosse l'evento raffigurato, la lettura era comune: la città, impersonificata dal suo santo patrono, era stata in grado di imporsi sulla volontà imperiale nel passato e, dunque, lo sarebbe stata anche nel futuro.

#### FEDERICO O MASSIMIANO?

È dunque possibile affermare che Porta Romana e le sue decorazioni erano espressione di un preciso programma iconografico volto a esaltare il rapporto fra la Milano capitale imperiale del 268-402 e la Milano cuore dello schieramento antiimperiale degli anni Settanta del XII secolo<sup>51</sup>, alla base del quale stavano sia la conformazione architettonica della porta stessa (e delle altre fortificazioni della nuova cinta) sia alcune delle sculture che adornavano l'ingresso sud-occidentale alla città.

In tale prospettiva è possibile offrire anche un'ipotesi interpretativa sulla scultura più misteriosa fra quelle che si sono conservate, che rappresenta, come si è già ricordato, un personaggio barbuto, in vesti regali, seduto a gambe incrociate a cavalcioni di una figura mostruosa. Di modesta esecuzione<sup>52</sup> – fatto che ha

48 Paulini, *Vita Ambrosii*, ed. A. A. R. Bastiaensen, in C. Mohrmann (ed.), *Vita di Cipriano, Vita di Ambrogio, Vita di Agostino*, [Milano], Fondazione Lorenzo Valla/A. Mondadori, 1975, p. 51-125, qui a p. 62.

49 *Vita Ambrosii*, ed. cit., p. 68-70. V. anche A. Paredi, «Ambrogio...», cit., p. 113.

50 *Vita Ambrosii*, ed. cit., p. 80-82.

51 Sulla rapida acquisizione della *leadership* sulla Lega Lombarda da parte di Milano si veda Alfred Haverkamp, «La Lega lombarda sotto la guida di Milano (1175-1183)», in *Costanza 1183. Un difficile equilibrio di poteri fra società italiana e impero*, Bologna, Cappelli, 1984, p. 159-178.

52 G. A. Vergani, «Figura virile con drago», cit.

spesso reso problematico capire se certi elementi apparentemente grotteschi fossero caricaturali o semplicemente frutto delle scarse doti dello scultore – l'opera è stata oggetto di interpretazioni differenti. Già agli inizi del Trecento, il cronista Galvano Fiamma le attribuiva un aneddoto, forse di fantasia: si sarebbe trattato di un omaggio all'imperatore bizantino Manuele Comneno, che diede un contributo finanziario alla ricostruzione delle mura milanesi, il quale però rimase sdegnato dalla pessima qualità del ritratto<sup>53</sup>. Nei secoli successivi si affermò però una nuova interpretazione, rimasta quella tradizionale, secondo la quale i Milanesi avrebbero voluto effigiare in forme derisorie il Barbarossa e sua moglie Beatrice, identificata nella protagonista di un'altra scultura, con un gioco di parole di contenuto osceno, posta sopra porta Tosa<sup>54</sup>.

Agli inizi del Novecento, Ferdinand Güterbock, in un'analisi che ebbe il merito di riaprire la questione interpretativa, negò con forza tale lettura e espose alcuni elementi ancor oggi fondamentali per comprendere l'opera. Innanzitutto spezzò il legame fra la figura maschile e quella femminile, di fattura completamente diversa e presumibilmente posteriore. Poi rilevò che gli elementi caricaturali erano frutto di una lettura *a posteriori*, dovuta alla modesta qualità dell'opera, che in realtà doveva raffigurare un sovrano nella pienezza dei suoi attributi, dal manto, allo scettro, alle gambe incrociate, secondo la tradizione figurativa bizantina. Egli tornava così a identificare nel misterioso personaggio Manuele Comneno<sup>55</sup>. Gli autori successivi si sono divisi fra le due letture, finché Andrea Von Hülsen-Esch ha proposto di non cercare un'identificazione precisa del personaggio e di interpretarlo come una semplice figura apotropaica, rappresentante in maniera astratta la regalità e posta sopra la porta con funzione beneaugurante<sup>56</sup>.

Se però si cerca di inquadrare la scultura in un programma iconografico volto a riaffermare il passato glorioso di Milano e a proporre, anche architettonicamente, la nuova cinta muraria come una replica di quella di età imperiale, allora una nuova interpretazione della misteriosa figura può essere proposta. L'antica cerchia infatti era stata realizzata da Massimiano, uno dei quattro tetrarchi creati da Diocleziano, l'augusto di Occidente che, avendo spostato la sede della corte da Roma a Milano, aveva indubbiamente un ruolo di primo piano nella memoria collettiva della città: nel XII secolo l'antico palazzo imperiale era ancora

53 Galvanei De la Flama, *Chronicon Extravagans et Chronicon Maius*, ed. A. Ceruti, estratto da *Miscellanea di storia patria*, Torino, Stamperia Reale, vol. VII, 1869, p. 708.

54 G. A. Vergani, «Donna che compie un gesto osceno», in *Milano e la Lombardia in età comunale*, op. cit., p. 474-475.

55 Ferdinand Güterbock, *Ancora Legnano!*, Milano, Ulrico Hoepli, 1901, p. 37.

56 A. von Hülsen, «À propos de la Porta Romana de Milan...», cit., p. 152; *Id.*, *Romanische Skulptur...*, op. cit., p. 96-109.

noto come il «*palatium quod dicitur Maximiani*»<sup>57</sup>, e agli inizi del Duecento il Codagnello, uno dei principali interpreti della propaganda milanese, ne faceva uno degli eroi della resistenza cittadina contro gli Ungari e i Longobardi, mentre Galvano Fiamma nel Trecento lo definiva *tout court* «*rex Mediolani*»<sup>58</sup>. La figura ha in effetti espliciti riferimenti alla regalità secondo l'iconografia del XII secolo, come il manto, lo scettro e la posizione a gambe incrociate<sup>59</sup>, mentre l'assenza della corona potrebbe rimandare direttamente alla tradizione classica che non prevedeva tale attributo per gli imperatori: all'epoca il dato era ben noto, dato che lo stesso Barbarossa si fece rappresentare in tal modo nel 1160<sup>60</sup>. Monete e statue superstiti ci mostrano che caratteristica di Massimiano era la barba fluente, fatto poteva essere noto anche ai milanesi dell'epoca<sup>61</sup>. In effetti, al di là della diversa qualità dell'esecuzione scultorea, è sorprendente l'affinità fra il bassorilievo ambrosiano e la raffigurazione che di Massimiano diede una ventina di anni dopo uno scultore vicino all'Antelami, nei suoi episodi della *Vita di San Donnino*, nella chiesa di Borgo San Donnino (oggi Fidenza): l'artista, infatti, pose l'imperatore nella stessa posizione e, con l'aggiunta del globo e della corona, dotandolo delle medesime caratteristiche fisiche e iconografiche, quali il manto, i capelli e, soprattutto, la barba lunga e ricciuta<sup>62</sup>. Rappresentare il personaggio che aveva eretto la prima cinta muraria milanese e aveva portato la sede imperiale nella città ribadiva con efficacia il legame diretto tra la Milano del XII secolo quella che era stata capitale dell'Impero. Si trattava di una componente fondamentale di un programma iconografico che sarebbe culminato nell'esplicita rivendicazione del ruolo di «seconda Roma» per la metropoli ambrosiana.

#### MILANO «SECONDA ROMA»

Si può ipotizzare, in conclusione, che il programma iconografico della porta culminasse in un elemento oggi perduto, ossia la lapide, già ricordata,

57 Siena A. Lusuardi, «Topografia della zona di via Torino...», cit., p. 145.

58 Citazioni in P. Majocchi, *Pavia città regia*, op. cit., p. 153.

59 A. Von Hülsen, «À propos de la Porta Romana de Milan...», cit., p. 151.

60 Hermann Fillitz, «Bildnis Kaiser Friedrichs I ("Cappenberger Barbarossa-kopf")», in *Die Zeit der Staufer. Geschichte – Kunst – Kultur*, vol. I, *Katalog*, Stuttgart, Württembergisches Landesmuseum, 1977, p. 393-394.

61 Basti il rinvio a una moneta conservata proprio a Milano, riprodotta in Aristide Calderini, «Milano romana fino al trionfo del cristianesimo», in *Storia di Milano*, vol. I, op. cit., p. 215-297, a p. 247.

62 Sulle sculture di Fidenza i loro autori, si veda Willibald Sauerländer, «Benedetto Antelami», in C. Frugoni (dir.), *Benedetto Antelami e il Battistero di Parma*, Torino, Einaudi, 1995, p. 3-70, alle p. 21-36, e Arturo Carlo Quintavalle, *Benedetto Antelami*, Milano, Electa, 1990, p. 83-98.

il cui testo è riportato da Bonvesin da la Riva, che celebrava Milano come seconda Roma:

*Dic, homo qui transis, dum porte limina tangis / «Roma secunda, vale, regni decus imperiale / Urbs veneranda nimis, plenissima rebus opimis / Te metuunt gentes, tibi flectunt colla potentes, / In bello Thebas in sensu vincis Athenas»*<sup>63</sup>.

Secondo una testimonianza tardiva, ma non per questo inattendibile, la *Chronica archiepiscoporum Mediolanensium*, che risale agli inizi del xiv secolo, infatti, tale epigrafe era posta proprio sopra Porta Romana<sup>64</sup>. Lo stesso afferma Galvano Fiamma, pur attribuendola fantasiosamente all'epoca di Pompeo<sup>65</sup>. Il testo era invece con ogni probabilità del xii secolo, dato che era composto in esametri leonini, un verso particolarmente apprezzato nell'Italia comunale, tanto che fu utilizzato da diversi autori dell'epoca, soprattutto nell'ambito dei poemi storici e delle *laudes civitatum*<sup>66</sup>. Non è impossibile, dunque, che esso fosse fra gli elementi decorativi della porta che sono andati smarriti nel corso dei rifacimenti che essa subì nel corso dei secoli<sup>67</sup>. Essa, con la sua esplicita affermazione che Milano era la seconda Roma avrebbe rappresentato il giusto culmine di un progetto organico che dalla forma architettonica della porta alle citazioni virgiliane, dal richiamo all'epoca di Sant'Ambrogio all'omaggio prestato a Massimiano mirava a rievocare l'epoca in cui Milano era stata la capitale dell'Impero e ad adombrare forse un parallelo tra la fondazione di Roma e la ricostruzione di Milano dopo la distruzione federiciana.

La possibilità che la lapide potesse esser stata effettivamente collocata su Porta Romana è rafforzata dalla circostanza che, in effetti, all'epoca il tema aveva conosciuto un primo successo presso il gruppo dirigente milanese. Di poco posteriore alla ricostruzione della fortificazione, un testo letterario raramente preso in considerazione, ma di grande interesse, presenta una significativa testimonianza dell'attitudine da parte dei governanti ambrosiani a costruire un forte parallelo fra Roma e Milano. Soffermiamoci un istante su di esso.

Il 29 maggio 1176, l'esercito milanese, appoggiato da alcuni rinforzi giunti da altre città settentrionali, ottenne una grande vittoria a Legnano sull'armata imperiale guidata da Federico Barbarossa<sup>68</sup>. Pochi giorni dopo i consoli di

63 Bonvesin Da la Riva, *Le meraviglie di Milano*, ed. cit., p. 134.

64 F. Savio (ed.), «La "Chronica archiepiscopum Mediolanensium" citata e adoperata da Galvano Fiamma», *Rivista di scienze storiche*, 5, 1908, p. 85-118, a p. 100.

65 Galvaneus De la Flama, *Chronicon Extravagans...*, ed. cit., p. 695, citato in Alessandro Colombo, «Milano "secunda Roma" e la lapide encomiastica dell'antica Porta Romana», *Archivio storico lombardo*, 83, 1956, p. 148-169, a p. 149 nota.

66 V. A. Colombo, «Milano "secunda Roma"...», cit., p. 162.

67 Sui quali si veda P. Mezzanotte, «Degli antichi archi di Porta Romana», cit.

68 Paolo Grillo, *Legnano 1176. Una battaglia per la libertà*, Roma/Bari, Laterza, 2010.

Milano scrissero ai loro omologhi bolognesi annunciando il successo. La lettera si compone di due parti, che secondo alcuni autori sono arbitrariamente giustapposte, ma che probabilmente hanno invece un legame piuttosto stretto, anche se non immediatamente evidente. In un primo momento, i Milanesi descrivono i frutti della vittoria elencando il bottino e i prigionieri catturati sul campo; in seguito, con quella che apparentemente sembra un'innocua divagazione («*si parva liceat evagare*» è l'espressione che introduce il testo) costruiscono sapientemente un parallelo tra la nascita di Roma, quella di Costantinopoli e la fondazione/rifondazione di Milano. L'anonimo redattore dell'epistola, infatti, rimarcava che sembrava esserci un parallelo fra il carattere dei cittadini e l'animale protettore che segnò la genesi dei diversi centri urbani. Roma era stata contrassegnata da un avvoltoio, e infatti i Romani erano rapaci, Costantinopoli da una fenice, e infatti i bizantini erano ricchi e invincibili, Milano, infine da una scrofa lanuta, infatti era stata in grado di subire colpi apparentemente mortali e, ora che era risorta, un candido manto di letizia, quasi come lana, la ricopriva<sup>69</sup>. Sebbene l'affermazione non sia esplicitata, la costruzione retorica del brano, con il triplice parallelo fra l'Urbe, Costantinopoli e Milano adombra chiaramente la candidatura di quest'ultima come «terza Roma» a fianco delle prime due.

La rivendicazione dell'eredità romana e del ruolo di capitale imperiale da parte di Milano, iniziata negli anni Settanta del XII secolo nel contesto delle lotte con il Barbarossa, trovò un importante e forse inaspettato riconoscimento da parte dello stesso Federico I quando, dopo la pace di Costanza, decise di riconciliarsi con la città rivale. La celebrazione delle nozze fra Enrico VI e Costanza d'Altavilla nella basilica di Sant'Ambrogio, nel 1186, e probabilmente la contestuale incoronazione imperiale del figlio di Federico rappresentarono per la metropoli ambrosiana un momento di particolare importanza in tale direzione<sup>70</sup>.

#### LA LAPIDE CONTESA

Tutto ciò finì col creare un vivo allarme a Pavia, la città rivale di Milano per il predominio sulla Lombardia occidentale. Pavia, come si è già accennato, non aveva fino a quel momento riservato particolare attenzione al suo passato

69 C. Manaresi, *Gli atti del comune di Milano...*, ed. cit., p. 143-144, doc. 102. Sul mitologico animale che secondo la tradizione segnò il luogo della nascita di Milano si veda Bonvesin Da la Riva, *Le meraviglie di Milano*, ed. cit., p. 16 e 177. Si noti che, come aveva già osservato il Lamma, il testo è amichevole nei confronti di Costantinopoli e avverso ai Romani (Paolo Lamma, *Comneni e Staufer. Ricerche sui rapporti fra Bisanzio e l'Occidente nel secolo XII*, Roma, Istituto storico italiano per il Medioevo, vol. II, 1957, p. 250): in effetti all'epoca la città di Roma parteggiava per l'Impero, tanto che il papa non poteva risiedervi.

70 F. Opll, *Federico Barbarossa*, op. cit., p. 184.

romano, rivendicando invece con forza la sua tradizione plurisecolare di capitale del *Regnum Langobardorum*, prima, e del *Regnum Italiae*, poi<sup>71</sup>. È possibile che, in tale contesto, come rivendicazione della classicità pavese sia stata prodotta a Pavia una lapide che celebrava la città come seconda Roma.

Si è già ricordato che la coppia di lapidi è stata oggetto di una vivace contesa fra eruditi di Milano e di Pavia, ognuno intento a rivendicare il pezzo originale alla propria città<sup>72</sup>. Curiosamente, un *leitmotiv* su cui insistono tutti coloro che hanno studiato le due lapidi è la perfetta uguaglianza dei due testi. In realtà, basta leggere le iscrizioni per rendersi conto che, benché vi siano chiare assonanze fra l'una e l'altra, esse sono ben lungi dall'essere identiche. Come si è già visto, quella milanese infatti recita:

*Dic, homo qui transis, dum porte limina tangis / «Roma secunda, vale, regni decus imperiale / Urbs veneranda nimis, plenissima rebus opimis / Te metuunt gentes, tibi flectunt colla potentes, / In bello Thebas in sensu vincis Athenas»*<sup>73</sup>.

32

Quella pavese, invece:

*Quisquis nunc intrat deflexu poplite dicat / Dic prope qui transis, qui porte limina tangis / «Roma secunda vale, mundi caput imperiale / Tu bello Thebas, tu sensu vincis Athenas / Te metuunt gentes, tibi flectunt colla potentes»*<sup>74</sup>.

Le differenze sono tali che è impossibile pensare, come fecero alcuni studiosi, che si trattasse della stessa lapide trasportata da Milano a Pavia<sup>75</sup>. Vi erano dunque due iscrizioni distinte, una collocata a Milano e oggi perduta e una, riprodotta in più esemplari, a Pavia. Se si dà credito alle testimonianze dei cronisti milanesi, l'esemplare ambrosiano era collocato su Porta Romana, dove, come abbiamo visto, sarebbe stata ben integrata nel messaggio che il manufatto e le sue decorazioni volevano trasmettere. È possibile che, come replica a tale messaggio, il governo pavese abbia fatto redigere un testo simile, ma non identico, riferendolo ovviamente alla propria città e facendolo collocare sulla porta urbana di San Vito e, forse, anche su altri ingressi alla cinta muraria.

<sup>71</sup> P. Majocchi, *Pavia città regia*, op. cit.

<sup>72</sup> Per gli episodi più recenti della disputa si vedano A. Colombo, «Milano “secunda Roma”...», cit.; Barbara Agosti, «Una lapide encomiastica. Pavia “secunda roma”», *Bollettino della società pavese di storia patria*, 90, 1990, p. 3-12; P. Majocchi, *Pavia città regia*, op. cit., p. 137-139.

<sup>73</sup> Bonvesin Da la Riva, *Le meraviglie di Milano*, ed. cit., p. 134.

<sup>74</sup> Anonymi Ticinensis, *Liber de laudibus*, ed. cit., p. 25.

<sup>75</sup> Aveva osservato la differenza fra le lapidi A. Colombo, «Milano “secunda Roma”...», cit., p. 157-158, senza però per questo voler abbandonare l'ipotesi della traslazione della lapide, che secondo lo studioso sarebbe di età carolingia e, sottratta dai Pavesi all'atto della distruzione di Milano, sarebbe poi stata riscritta e adattata a Pavia (*ibid.*, p. 166-168). La ricostruzione risulta però inutilmente complessa.

Il più antico dei pezzi superstiti può essere infatti datato tra la fine del secolo XII e gli inizi del secolo XIII<sup>76</sup>, quando Pavia decise di rivalutare il proprio passato romano e tardo-antico e, soprattutto, di sminuire quello milanese, come dimostrano anche alcuni libelli polemici nei quali si rivendicava una pretesa precoce conversione al cristianesimo di Pavia negando la tradizione barnabita che attribuiva l'evangelizzazione di Milano direttamente all'apostolo Barnaba<sup>77</sup>.

La somiglianza fra i due testi finì nel giro di qualche decennio col causarne la sovrapposizione. Ritenendoli di età classica, diversi autori tra la fine del XIII e la metà del XIV secolo ne rivendicarono la titolarità all'una o all'altra città<sup>78</sup>. In questa sede non è pertinente seguire lo sviluppo della *querelle*; la sua stessa esistenza, comunque, è estremamente significativa: dopo il profondo mutamento politico e culturale del XII secolo<sup>79</sup>, anche due città che fino ad allora avevano fondato la propria identità rispettivamente sul passato gallico-longobardo (Milano) e di capitale regia longobarda e carolingia (Pavia) non poterono più fare a meno di riproporre e di rivalutare la propria memoria romana.

<sup>76</sup> P. Majocchi, *Pavia città regia*, op. cit., p. 137.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 141-142.

<sup>78</sup> I principali testi sono utilmente presentati e commentati da P. Majocchi, *Pavia città regia*, op. cit.

<sup>79</sup> Per il quale basti il rinvio a *Il secolo XIII: la «renovatio» dell'Europa cristiana*, op. cit.



## QUELQUES ASPECTS DU RÉEMPLOI DANS LA ROME COMMUNALE (XII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> SIÈCLE)

*Jean-Claude Maire Vigueur*

La question du réemploi de matériaux anciens, en vertu même de leur diversité, peut être examinée sous des angles très variés. Cet ouvrage ne s'intéresse pas à la question du réemploi dans le domaine de la production artistique ni au droit mais, même en tenant compte de ces exclusions, la question du réemploi de matériaux antiques dans le cas de la Rome communale, autrement dit pour la période qui va du XII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle, touche à de nombreux problèmes qu'il est impossible de traiter exhaustivement dans le cadre de cet article. Il nous a donc fallu faire des choix : nous laisserons complètement de côté tout ce qui touche au réemploi des structures matérielles de la Rome antique, problème immense et passionnant qui voisine avec celui de la conservation des monuments et autres édifices de la Rome antique. Nous dirons en revanche quelques mots de la connaissance que les Romains de l'époque communale pouvaient avoir de leur passé antique, même si on ne peut parler de réemploi au sens strict du terme. Il nous semble en effet que cette question a d'étroits rapports avec le problème que nous voudrions mettre au centre de notre réflexion, celui de la réutilisation par les Romains de concepts et d'institutions politiques de l'Antiquité. En d'autres termes, nous privilégierons les aspects politiques de la question du réemploi, sans négliger tout à fait les aspects plus proprement intellectuels.

Commençons par l'un des épisodes les plus connus de l'histoire de la Rome médiévale dont la signification semble avoir pour elle la force de l'évidence : la *renovatio senatus* de juillet 1143 ou 1144, qui marque à Rome l'instauration définitive du régime communal. En fait, à Rome comme ailleurs, cet épisode fondateur avait été précédé de signes avant-coureurs qui laissaient clairement entendre que, depuis un certain temps déjà, les Romains cherchaient à s'émanciper de l'autorité pontificale et avaient commencé, dans certains domaines, à agir de leur propre initiative, voire même à se doter de structures capables de fonctionner hors de tout contrôle de

l'administration pontificale<sup>1</sup>. Il n'empêche : à partir de cette date, le pouvoir, à Rome, est bel et bien exercé ou, en tout cas, revendiqué par une assemblée dont les membres se veulent les héritiers du sénat antique. On aimerait certes en savoir davantage sur l'état d'esprit des Romains qui, par un beau jour de juillet, s'élancèrent à l'assaut du Capitole et redonnèrent vie au sénat, et surtout sur ce qu'ils savaient réellement de l'histoire de la Rome antique. En dehors même de la ré-exhumation du terme de *sénat*, le seul témoignage contemporain dont nous disposons sur les intentions des Romains nous vient d'Otton de Freising. C'est en effet chez lui que l'on trouve pour la première fois l'expression fort éloquente de *renovatio senatus*, et c'est également lui qui attribue aux Romains, outre la résurrection du sénat, la reconstruction du Capitole et la refondation d'une autre institution fondamentale de la Rome antique, l'ordre équestre<sup>2</sup>. Peu importe ici ce que pouvait être cet ordre équestre dans l'esprit d'Otton et dans la Rome du XII<sup>e</sup> siècle. Retenons en revanche qu'Otton n'a aucun doute sur la volonté des Romains rebelles à la papauté d'imiter les *antiquorum Romanorum exempla* et donc de revendiquer pour eux l'héritage de la Rome antique. En revanche, et contrairement aux allégations d'Otton, il est tout à fait exclu qu'Arnaud de Brescia ait pu avoir une quelconque influence dans ce réemploi d'institutions antiques de la part des révolutionnaires romains, puisque, comme l'a bien montré Arsenio Frugoni, le grand réformateur religieux n'est arrivé à Rome qu'à la fin de 1145 ou même en 1146<sup>3</sup>. Au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, les Romains ne sont évidemment pas les seuls à se poser en héritiers de la Rome antique. À cette date, la plupart des villes de l'Italie du Nord et du Centre se sont déjà dotées d'un collège de consuls qui va peu à peu s'imposer, au cours du demi-siècle qui suit, comme le principal rouage du système de gouvernement en vigueur dans les villes communales. À Pise, la ville où il est fait pour la première fois mention de consuls, en 1085, ce processus est plus précoce qu'ailleurs, à tel point que dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle le consulat s'est déjà imposé comme la pièce maîtresse de l'organisme communal, comme une institution beaucoup plus active et puissante, nous dit Volpe, que le principal conseil de la cité, d'où les consuls sont issus et dans lequel ils retournent sans doute après leur sortie de charge<sup>4</sup>. Or, il n'est pas sans intérêt de constater que c'est justement vers le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, semble-t-il, que se répand à Pise l'usage de parler de *sénateurs* et de *sénat* pour désigner les membres de ce conseil et le conseil

1 Sur ces premières formes d'autonomie, voir Jean-Claude Maire Vigueur, « Il comune romano », dans *Roma medievale*, éd. A. Vauchez, Roma, Laterza, 2000, p. 120-121.

2 Ottonis Episcopi Frisingensis et Raweginii, *Gesta Friderici I imperatoris*, éd. F.-J. Schmale, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1986, p. 308.

3 Arsenio Frugoni, *Arnaldo da Brescia nelle fonti del secolo XII*, Torino, Einaudi, 1989, p. 57-58.

4 Gioacchino Volpe, *Studi sulle istituzioni comunali a Pisa*, Firenze, Sansoni, 1970, p. 140.

lui-même. La ré-exhumation de ce terme n'aurait toutefois pas de grande signification en elle-même si elle ne s'accompagnait pas de toute une série de phénomènes qui, dans le domaine du droit comme dans celui de l'art et de la culture littéraire, témoignent sans la moindre ambiguïté possible d'un très fort renouveau de la *Romanitas* à Pise<sup>5</sup>. Or, en dehors même du témoignage d'Otton de Freising, on a de bonnes raisons de penser que cette renaissance n'a pas été moins forte à Rome qu'à Pise.

Arnaud de Brescia, nous dit Otton de Freising, aurait incité les Romains, entre autres choses, à « réédifier le Capitole<sup>6</sup> ». En quoi cette « réédification » a-t-elle pu consister en 1143, nous l'ignorons, mais nous savons que dans les années qui suivirent le coup d'éclat et d'État de 1143, les Romains construisirent sur les restes du tabularium antique un *palatium* d'où seront datés tous les actes du sénat. Impossible de dire si ce palais se composait d'un seul ou de plusieurs niveaux, s'il était construit en bois ou en dur et, dans ce dernier cas, si le rez-de-chaussée était déjà orné de ces magnifiques colonnes de réemploi qui devaient, à partir du milieu du siècle suivant, soutenir les arcades de la loggia ouverte sur la place et auxquelles Michel-Ange se garda bien de toucher lorsqu'il fit recouvrir le palais médiéval de l'admirable façade que nous connaissons. Ce qui est sûr, c'est que les Romains, non contents d'usurper en quelque sorte le terme de *palatium*, jusque-là réservé aux résidences de l'empereur et du pape, s'efforcèrent d'aménager et d'embellir la place devant laquelle il se dressait, de manière à lui conférer une dignité égale à celle des lieux où l'autorité pontificale se manifestait avec le plus d'éclat dans Rome, le Latran et le Vatican. Comme au Vatican, où les Romains pouvaient admirer le seul obélisque encore debout, le sénat fit donc ériger sur la place du Capitole un obélisque qui reposait, qui plus est, sur quatre lions de pierre, emblèmes du pouvoir judiciaire. Et comme sur la place du Latran, où se dressait la célèbre statue équestre de Marc Aurèle, alors tenue pour celle de Constantin et dans laquelle les Romains voyaient un symbole de la suprématie pontificale, particulièrement en matière de justice, les sénateurs exposèrent en belle évidence sur la place du Capitole une sculpture antique chargée de valeurs analogues mais dont la commune revendiquait désormais le monopole pour elle seule : la sculpture, saisissante de réalisme et maintenant visible dans les jardins des nouveaux Musées capitolins, représente un lion plantant ses crocs dans le flanc d'un cheval qu'il vient de terrasser. On manque d'indices pour dater avec précision l'installation de cette statue sur la place du Capitole et un doute persiste sur son emplacement, que certains

5 Chris Wickham, *Legge, pratiche e conflitti. Tribunali e risoluzione delle dispute nella Toscana del XII secolo*, Roma, Viella, 2000, p. 202-203.

6 Arsenio Frugoni, « Sulla *Renovatio Senatus* del 1143 e l'*Ordo Equestris* », *Bullettino dell'Istituto storico italiano per il Medioevo e Archivio muratoriano*, 62, 1950, p. 170, n. 2.

verraient plus volontiers sur l'escalier extérieur du palais communal que sur la place elle-même<sup>7</sup>. Malgré ces incertitudes et quel qu'ait été le temps mis par le sénat pour atteindre ses objectifs, il semble à peu près certain que la commune de Rome ait voulu dès le début ériger le Capitole en symbole de son autorité sur la ville, et qu'elle l'ait fait à la fois en puisant dans le répertoire symbolique de l'Antiquité romaine et réutilisant des morceaux de monuments antiques. Le procédé est identique à celui que les papes ne cessaient d'employer, depuis la fin du x<sup>e</sup> siècle, pour affirmer leur souveraineté sur la ville. Les résultats, eux, ne sont pas tout à fait les mêmes, la place du Capitole ne pouvant en aucune manière rivaliser avec celle du Latran où les papes ont accumulé depuis le xi<sup>e</sup> siècle les plus belles et parfois les plus colossales statues de bronze ayant survécu au naufrage de la Rome antique.

38

Le troisième témoignage dont nous souhaitons faire état, toujours pour étayer la thèse d'un renouveau de l'Antiquité romaine dans la Rome du milieu du xii<sup>e</sup> siècle, est d'origine pontificale. On le trouve en effet dans une lettre adressée par le pape Eugène III (1145-1153) au chancelier de l'empereur Wibaldo. La lettre est datée du 2 septembre 1152 ; Eugène III y fait état, pour s'en plaindre, de la volonté des Romains de procéder, le 1<sup>er</sup> novembre suivant, à une réforme des institutions communales : les Romains auraient eu l'intention, d'après lui, de doubler le nombre des sénateurs et de créer deux consuls, dont l'un aurait eu compétence sur la ville, l'autre sur l'extérieur. Pour autant qu'on le sache, la réforme resta à l'état de simple projet mais elle est révélatrice, selon Duprè Theseider, le premier à avoir attiré l'attention des historiens sur ce passage<sup>8</sup>, de la volonté des Romains de modeler de plus en plus étroitement leur régime politique sur celui de la République antique où deux préteurs, urbain et extra-urbain, se partageaient l'exercice de la justice. Mais le plus étonnant, dans cette affaire, c'est que, toujours d'après le témoignage d'Eugène III, l'idée d'une telle réforme serait née non pas dans le cerveau des *nobiles* et *maiores*, autrement dit dans la fraction la plus cultivée de la population, mais de la *rusticana turba*, donc dans l'esprit de gens dont on voit mal comment ils auraient pu avoir une connaissance aussi précise des institutions de la République romaine. À moins bien sûr – et cela nous paraît être l'explication la plus plausible – qu'Eugène III ait voulu souligner le caractère insensé de ce projet en l'attribuant aux seuls gens du peuple.

7 Jean-Claude Maire Vigueur, *L'Autre Rome. Une histoire des Romains à l'époque communale (xii<sup>e</sup>-xiv<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Tallandier, 2010, p. 410-413.

8 Eugenio Duprè Theseider, *L'idea imperiale di Roma nella tradizione del Medioevo*, Milano, Istituto per gli studi di politica internazionale, 1942, p. 144 et 155-156. Voir aussi Paolo Brezzi, *Roma e l'Impero medievale (774-1252)*, Bologna, Cappelli, 1947, p. 338.

Le dernier témoignage que nous évoquerons est celui de la diffusion à Rome du titre de *consul Romanorum* ou de *proconsul Romanorum*. Ce titre est attesté tout au long de la période qui va de 1134 à 1293, mais son usage est surtout fréquent au cours des années 1190-1250. Au total, le titre est porté par une centaine de personnages dûment recensés par M. Vendittelli, à qui nous emprunterons nos observations sur le sujet<sup>9</sup>. Tous font partie de la couche supérieure de la société citadine et donc de la *militia* communale, mais cette appartenance ne suffit pas, de toute évidence, à justifier le port de ce titre : il existe en effet, dans la Rome de cette époque, bien d'autres personnages tout aussi importants que les cent *consules* ou *proconsules Romanorum* recensés par M. Vendittelli qui n'ont pourtant pas droit à ce titre. L'explication de cette apparente anomalie nous est fournie par un passage de Boncompagno da Signa, personnage extravagant mais aussi remarquable connaisseur des sociétés communales de son temps. Tous les *consules Romanorum*, nous dit Boncompagno, appartiennent à d'anciennes et puissantes familles de la ville, ce que nous savions déjà, mais ils sont de plus membres des plus importants conseils de la commune et du sénat, et ceci *absque aliqua speciali electione vel vocatione*. En d'autres termes, les *consules Romanorum* sont des personnages qui appartiennent de droit et sans limite de temps au principal conseil de la commune, le pluriel et le syntagme utilisés par Boncompagno pour désigner ce conseil s'expliquant sans doute par les changements intervenus, autour de 1200, dans la composition et la dénomination du sénat créé en 1143. Aux yeux des Romains, ils pouvaient donc passer pour des sénateurs à vie, exactement comme l'étaient, on le sait, les sénateurs de la Rome antique dont beaucoup étaient d'anciens consuls. Tout cela implique bien sûr, de la part des Romains des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, une connaissance des institutions de la Rome antique sur laquelle nous allons maintenant nous pencher, mais non sans rappeler qu'il n'a jamais été question, jusqu'ici, que de mots, de symboles et de monuments : face au pape et éventuellement à l'empereur, les Romains des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles se réclament d'une Antiquité dont ils s'estiment les héritiers légitimes. Derrière les mots et les symboles se cachent des réalités qui n'ont bien entendu rien à voir avec celles de la Rome antique mais qui ont un grand besoin de légitimité, et c'est à ce besoin que répond le réemploi de mots et de symboles tout droit venus de la Rome antique<sup>10</sup>.

9 Marco Vendittelli, « *Romanorum consules*: riflessioni su un passo di Boncompagno da Signa », dans *La nobiltà romana nel Medioevo*, éd. S. Carocci, Rome, École française de Rome, 2006, p. 211-236.

10 On trouvera une position beaucoup plus réservée sur l'importance de ce type de réemploi dans la Rome du XII<sup>e</sup> siècle dans Ingrid Baumgärtner, « Rombeherrschung und Romerneuerung. Die römische Kommune im 12. Jahrhundert », *Quellen und Forschungen aus Italienischen Archiven und Bibliotheken*, 69, 1989, p. 27-79.

Il n'est pas facile de présenter synthétiquement l'image ou la vision que les Romains du Moyen Âge pouvaient avoir de l'Antiquité classique – du moins pour toute la période antérieure au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, date à laquelle commence à se diffuser une culture que l'on peut qualifier d'antiquaire, dans le sens que ce mot avait autrefois en français et qu'il continue d'avoir en italien, où il est couramment utilisé dans sa forme adjectivale. Rares sont en effet les textes qui nous permettent d'entrevoir ce que les Romains des <sup>xii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles savaient ou imaginaient de la Rome antique. Même si deux de ces textes ont eu une énorme diffusion et ont circulé sous d'innombrables versions et dans plusieurs langues, on en revient toujours aux mêmes œuvres : il s'agit des *Mirabilia*, un texte qui nous est parvenu incorporé dans un manuel de la curie romaine – le *Liber Politicus*, rédigé dans les années 1140 et 1143, et dont l'auteur, Benoît, chanoine de la basilique Saint-Pierre, est certainement un Romain –, de la *Graphia aurae urbis Romae*, rédigée une bonne dizaine d'années après les *Mirabilia* par un moine du Mont-Cassin, Pierre Diacre, lui aussi d'origine romaine ou presque, puisqu'issu de la grande famille des comtes de Tusculum, et enfin de la *Narrazione delle meraviglie della città di Roma*. L'auteur de ce dernier ouvrage, maître Grégoire, était probablement anglais mais très lié aux milieux ecclésiastiques de Rome dont il partageait la culture, raison pour laquelle (et faute de mieux) on est en droit de voir en lui un bon témoin de la culture antiquaire de l'élite romaine de son époque, c'est-à-dire des toutes premières décennies du <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècle<sup>11</sup>.

De ces trois auteurs, maître Grégoire est sans conteste celui qui possède la connaissance la plus approfondie de l'Antiquité romaine ; il a de toute évidence une connaissance directe des auteurs qu'il cite – Lucain, Ovide, Virgile, Horace, Suétone et Sénèque – alors que chez ses prédécesseurs celle-ci passe souvent par le filtre des compilations médiévales. Il fait preuve par ailleurs d'un esprit critique dont on chercherait en vain la trace dans les *Mirabilia* ; face à plusieurs interprétations divergentes d'un même monument, il choisit la plus crédible et donne les raisons de son choix ; quand il ignore quelque chose, il l'avoue et ajoute qu'il procédera à de nouvelles recherches à l'occasion d'un prochain séjour à Rome. Loin d'être un ramassis de légendes dont la seule originalité consisterait à accorder plus de place au merveilleux païen qu'au merveilleux chrétien, la *Narrazione* de maître Grégoire est un ouvrage qui fourmille de précieuses informations sur l'état des monuments antiques dans la Rome de son époque et qui, grâce à la culture et à la sensibilité artistique de son auteur, est capable de formuler sur ceux-ci des jugements du plus haut intérêt, aussi bien sur le plan historique qu'esthétique. C'est donc à bon droit qu'un des éditeurs

11 Sur ces trois ouvrages, voir Jean-Claude Maire Vigueur, *L'Autre Rome*, op. cit., p. 447-448.

de la *Narrazione*, Cristina Nardella, a reconnu en maître Grégoire un excellent représentant du courant que l'on qualifie de pré- ou de proto-humanisme et qui s'est surtout développé en Angleterre, pays d'origine de Grégoire<sup>12</sup>. Ceci étant, la supériorité de maître Grégoire sur ses prédécesseurs ne doit pas nous faire oublier que sa *Narrazione* appartient au même genre littéraire que les *Mirabilia*, la *Graphia* et les innombrables œuvres qui en sont dérivées. Or, plus que d'un genre littéraire à proprement parler, il s'agit, comme l'a très bien montré Gustav Seibt dans son livre sur l'Anonimo romano, d'une forme d'historiographie propre à la ville de Rome. Pour être plus précis encore, il s'agit même, jusqu'à la *Cronica* de l'Anonimo, de la seule forme d'historiographie pratiquée à Rome, en dehors des chroniques centrées sur la figure du pape ou de l'empereur. Le point commun à toutes les œuvres qui relèvent de ce genre est de proposer une approche du passé fondée sur le déchiffrement des *memorie*, autrement dit des monuments et autres vestiges matériels de l'Antiquité romaine<sup>13</sup>. Pour procéder à une telle opération, les auteurs ont recours à différents instruments parmi lesquels les légendes médiévales occupent indéniablement une place importante mais que l'on a eu trop souvent tendance à exagérer. En réalité, ces auteurs tirent beaucoup de choses de l'observation directe des monuments eux-mêmes, exception faite des inscriptions qu'aucun d'eux, pas même maître Grégoire, n'est en mesure de déchiffrer. Il n'en reste pas moins que c'est dans la littérature classique qu'ils vont chercher la majeure partie des informations, véridiques ou légendaires, qui alimentent les notices sur les lieux et monuments qui forment la trame de leurs ouvrages sur les « merveilles de Rome ». L'expression, si souvent utilisée dans le titre même de ces ouvrages, ne doit pas nous induire en erreur : loin de proposer une littérature de rêve et d'évasion, c'est bien de l'histoire que nous vendent les auteurs de *Mirabilia* et autres *Meraviglie di Roma*, et leurs œuvres nous fournissent, nous semble-t-il, un bon témoignage sur la culture antique dans la Rome du XII<sup>e</sup> et du début du XIII<sup>e</sup> siècle.

Passons à la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle et essayons de mesurer les progrès accomplis par la culture antique par rapport à la période que nous venons d'évoquer. Il suffit de citer les noms de Pétrarque et de Cola di Rienzo et de songer à ce que la *Cronica* de l'Anonimo romano nous révèle du climat culturel de Rome à son époque pour prendre la mesure du chemin parcouru en un siècle. Faute de place, nous devons nous en tenir, pour chacun d'eux, à des constatations simples, pour ne pas dire triviales. S'agissant de Pétrarque tout d'abord : ses sentiments à l'égard de la Rome de son époque, dont il n'ignore

12 Cristina Nardella, *Il fascino di Roma nel Medioevo. Le « Meraviglie di Roma » di maestro Gregorio*, Roma, Viella, 1997, p. 40-41.

13 Gustav Seibt, *Anonimo romano. Scrivere la storia alle soglie del Rinascimento*, trad. C. Colotto, Roma, Viella, 2000, p. 79-80 (1<sup>re</sup> éd. Stuttgart, Klett-Cotta, 1992).

rien de la décadence, sont certes très ambigus, mais cela ne l'a pas empêché de nourrir la plus grande estime pour un certain nombre de Romains dont il appréciait, selon les cas, la connaissance des auteurs et des monuments antiques, les qualités morales, qui lui rappelaient celles des anciens Romains, parfois même le style qu'il juge, dans le cas de son ami Giovanni Colonna, « aussi sublime que pathétique<sup>14</sup> ». Pur produit de la culture locale – puisqu'avant d'accéder au pouvoir il n'avait quitté Rome qu'une seule fois pour se rendre à Avignon –, Cola di Rienzo a d'abord séduit ses concitoyens grâce à ses capacités oratoires avant d'acquérir, après sa chute, une réputation internationale dans le domaine littéraire grâce à la circulation, dans différentes cours européennes, de recueils de ses lettres<sup>15</sup>. Sur Cola, nous disposons aussi du témoignage très précis de l'Anonimo qui parle de sa capacité à composer en prose et en vers latins, à déchiffrer les inscriptions, à traduire et à expliquer les auteurs anciens<sup>16</sup>. Tout cela étant bien entendu confirmé par ce que nous savons, essentiellement grâce à la *Cronica* de l'Anonimo, des rites et des symboles imaginés par Cola, au cours de son tribunat, pour illustrer son programme et galvaniser les foules en sa faveur. Or si l'Anonimo est aussi précis quand il nous parle de tout cela et s'il est capable de définir en des termes aussi techniques la culture de Cola, c'est qu'il est lui-même un excellent représentant de cette élite à la fois culturelle et sociale qui forme le premier cercle du public de Cola jusqu'à son accession au pouvoir, et dans laquelle le futur tribun recrute ses premiers partisans. Pour l'Anonimo, pour Cola et pour les quelques dizaines de juges, de notaires et de riches propriétaires qui partagent leur passion de l'Antiquité, il ne saurait être question, comme c'était souvent le cas pour les proto-humanistes de la période précédente, d'accéder aux auteurs classiques par le biais de compilations médiévales ou de textes incomplets, fautifs ou corrompus. Ce qu'il leur faut, ce sont des textes aussi proches que possible de l'original, ce qui les amène à rechercher et à collationner entre eux les meilleurs manuscrits. Très peu d'entre eux ont bien sûr les moyens, le temps et la capacité de procéder à de telles recherches mais il semble bien que, dans le petit cercle des humanistes romains, tous puissent profiter des progrès accomplis dans ce domaine et accéder aux meilleures versions des œuvres antiques. La chose paraît bien établie dans le cas de l'Anonimo lui-même puisqu'il pu avoir connaissance de la quatrième Décade de Tite-Live, jusque-là inconnue, grâce à un manuscrit rapporté de Chartres

14 Pétrarque, *Lettres familières*, trad. A. Longpré, Paris, Les Belles Lettres, 2002, IV-VII, p. 256-257.

15 Sur Cola di Rienzo, voir Jean-Claude Maire Vigueur, « Cola di Rienzo », dans *Dizionario biografico degli Italiani*, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, vol. 26, 1982, p. 662-675 ; Tommaso Di Carpegna Falconieri, *Cola di Rienzo*, Roma, Salerno, 2002.

16 Anonimo romano, *Cronica*, éd. G. Porta, Milano, Adelphi, 1979, p. 143.

par Landolfo Colonna<sup>17</sup>. On voit mal, d'ailleurs, comment un aussi modeste notaire que Cola aurait pu acquérir une telle connaissance des auteurs anciens sans avoir accès aux manuscrits que de plus riches personnages étaient, eux, en mesure de se procurer.

Landolfo Colonna (1250-1331) est l'oncle de Giovanni Colonna (1290-1343/44), issu comme lui de la branche de Gallicano, dont Pétrarque admirait tant le style à la fois pathétique et dramatique<sup>18</sup>. Très différents par leur carrière, l'un accumulant les bénéfices tandis que l'autre avait fait le choix de la pauvreté en entrant dans l'ordre des Frères prêcheurs, ils partageaient néanmoins la même passion pour l'Antiquité et composèrent tous deux des œuvres historiographiques qui restent fidèles, du point de vue des modes de composition, au modèle dominicain de la chronique universelle, mais qui témoignent d'une connaissance des auteurs classiques bien supérieure à celle de leurs prédécesseurs, obtenue, on vient de le voir, grâce à une recherche systématique des meilleures leçons. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que les deux Colonna aient croisé sur leur chemin, à Avignon ou à Rome, un troisième auteur, aussi familier qu'eux de la littérature classique mais qui les surclasse nettement par sa connaissance des lieux et des monuments de la Rome antique. Il s'agit, on l'aura peut-être compris, de Giovanni Cavallini dont la famille, une des plus riches et des plus honorables du rione Monti, était d'ailleurs liée à certains des Colonna<sup>19</sup>. Achevée peu de temps avant sa mort, survenue à Rome en 1349, sa *Polistoria de virtutibus et dotibus Romanorum* se compose de deux parties bien distinctes mais qui visent l'une et l'autre à exalter la grandeur de la Rome antique : la première (livres I à V) à travers l'analyse des qualités morales du peuple romain, la seconde (livres VI à IX) à travers la description d'une ville qui surpasse toutes les autres par la qualité et la beauté de son site, de ses murailles, de ses constructions, etc. Le livre X est, quant à lui, un court traité sur la suprématie du pouvoir pontifical. La lecture de la *Polistoria*, alourdie comme elle l'est par d'innombrables citations qui occupent presque la moitié du texte, n'est certes pas une partie de plaisir. Elle n'en révèle pas moins un homme d'une haute stature intellectuelle, dont l'intérêt pour l'Antiquité dépasse de très loin le simple goût pour la recherche érudite et « antiquaire ». Giovanni Cavallini est en fait un homme qui connaît parfaitement les maux de la Rome de son temps, comme le montrent ses notes en marge de deux manuscrits que

17 Massimo Miglio, « Colonna Landolfo », dans *Dizionario biografico degli Italiani*, op. cit., vol. 27, 1982, p. 349-352.

18 Agostino Paravicini Bagliani, « Colonna Giovanni », dans *ibid.*, p. 333-337.

19 Marco Palma, « Cavallini dei Cerroni », dans *Dizionario biografico degli Italiani*, op. cit., vol. 22, 1979, p. 785-787.

nous avons conservés<sup>20</sup>, et qui ne voit d'autre remède à cette situation que la réactivation des qualités morales qui ont fait la grandeur de la Rome antique. Ce qui est exactement l'opinion de Pétrarque, mais aussi de Cola di Rienzo, de l'Anonimo romano et de tous ceux qui, à Rome, partagent leur passion pour l'Antiquité classique.

Entre le milieu du XII<sup>e</sup> siècle et le milieu du XIV<sup>e</sup> siècle, la connaissance de l'Antiquité en Occident a évidemment réalisé d'énormes progrès et Rome – c'est ce que nous nous sommes efforcés de montrer dans la seconde partie de cet article – a joué un rôle de tout premier plan dans la redécouverte de son propre passé. Ceci posé, dès le milieu du XII<sup>e</sup> siècle, on en savait assez de l'histoire de Rome pour avoir une idée assez claire des différents régimes politiques qui s'y étaient succédés, ou tout au moins pour établir une nette distinction entre la période républicaine et la période impériale. La question que nous voudrions examiner maintenant est celle de l'éventuelle préférence des Romains pour l'un ou l'autre de ces deux régimes et, plus généralement, celle de l'attitude des Romains à l'égard de ces deux régimes et celle de son évolution.

La question n'est pas nouvelle, même si elle n'a jamais fait, à notre connaissance, l'objet d'une étude systématique. C'est une question que les historiens ne pouvaient ignorer en ce qui concerne certaines particularités de l'histoire de Rome au Moyen Âge, à commencer bien entendu par l'obstination des Romains à revendiquer le droit d'élire l'empereur. Le plus souvent cependant, ils l'ont fait dans des termes qui les conduisaient à durcir et à opposer des opinions qui, dans l'esprit des Romains, étaient à la fois changeantes et nullement incompatibles entre elles. Par ailleurs, même si on a peu d'éléments pour y répondre, on ne peut faire l'économie de savoir si tous les Romains partageaient les mêmes opinions dans ce domaine, ou s'il existait au contraire de fortes divergences entre eux en fonction, par exemple, de leur appartenance sociale ou de leur niveau culturel. Enfin, il nous paraît nécessaire d'admettre dès le départ qu'il est impossible de s'en tenir aux seules considérations d'ordre politique quand on cherche à comprendre la préférence des hommes du Moyen Âge pour l'une ou l'autre des deux grandes périodes de l'histoire romaine.

Compte tenu de ces observations préliminaires, nous affirmons que la thèse d'une très forte attraction des Romains pour l'empire est le fruit d'une généralisation hâtive qui repose elle-même sur un amalgame tendancieux.

20 Il s'agit d'un Valère Maxime (Vat. Lat. 1927) et d'un exemplaire du *Liber Pontificalis* (Vat. Lat. 3762) : voir Massimo Miglio, « *Et rerum facta est pulcherrima Roma*. Attualità della tradizione e proposte di innovazione » [1981], dans *id.*, *Scritture, Scrittori e Storia*, vol. I, *Per la storia del Trecento a Roma*, Manziana, Vecchiarelli, 1991, p. 45-48.

Qu'en est-il en effet de l'attitude des Romains à l'égard de l'Empire ? Bon nombre d'historiens, et non des moindres – je pense en particulier à Duprè Theseider<sup>21</sup> – soutiennent que les Romains ignoraient presque tout de la Rome républicaine et que, tout en étant partisans de leur autonomie communale, ils restaient convaincus d'être les héritiers de la Rome impériale ; c'est à ce titre qu'ils revendiquaient le droit de participer, d'une manière ou d'une autre, à l'élection de l'empereur – de l'empereur allemand évidemment ! Cette idée d'une filiation directe entre la Rome des Césars et la Rome médiévale est à la base de ce que l'on appelle « le mythe de Rome » au Moyen Âge et elle est largement répandue dans l'Occident de cette époque. Elle n'a donc rien de spécifiquement romain en dehors du fait que les Romains s'en servent périodiquement pour exercer une sorte de chantage sur l'empereur, en particulier pour obtenir de lui des privilèges de nature fiscale ou territoriale. Cola di Rienzo, qui sera le dernier à exhumer le droit des Romains à nommer l'empereur, le fera non pas par ambition personnelle, comme on le soutient trop souvent, mais parce que l'espèce de principat qu'il entendait instaurer lui paraissait le seul moyen de réaliser cette unité de l'Italie, ou d'une certaine Italie, qui était devenue l'objectif principal de toute sa politique à partir d'une certaine date. Si donc l'Empire des Césars fascinait les Romains du Moyen Âge, c'était essentiellement, voire même exclusivement, à cause de sa puissance territoriale, et pas du tout pour la nature du régime politique qu'il incarnait. Reste ensuite à savoir si tous les Romains éprouaient la même fascination pour l'Empire ou, mieux, pour le mythe de la grandeur impériale. Je dois dire que Duprè Theseider n'évade pas la question, même s'il lui donne deux réponses peu compatibles entre elles : en bon néoguelfe qu'il est, il estime que seule une toute petite minorité de gens cultivés était prête à se battre pour l'idée impériale<sup>22</sup>, mais il dit aussi partager l'opinion de l'historien allemand Schmitthenner pour qui les partisans « de l'autonomie et, en seconde position, de l'impérialité de Rome » se recruteraient principalement dans les milieux populaires<sup>23</sup>. Pour notre part, nous pensons que le « *ceto colto* », comme le dit Duprè Theseider, et les gens du peuple, tout en étant également imprégnés du mythe de la grandeur impériale, l'utilisaient chacun à sa manière : l'élite s'en servait comme d'un levier pour arracher des avantages politiques à l'empereur et comme d'un moyen de pression sur la papauté, les milieux populaires comme d'une justification de leur aspiration à jouer un rôle plus important au sein de la commune. Dans un cas comme dans l'autre, il faut y insister, on admire l'Empire pour sa grandeur et pour sa

21 Duprè Theseider, *L'idea imperiale di Roma...*, op. cit., p. 9.

22 Ibid., p. 25.

23 Ibid., p. 23-26.

puissance territoriale, jamais pour le type de régime qu'il incarne. Exception faite, bien sûr, de certains clercs qui, conformément à la doctrine de l'Église qui a toujours vu dans la monarchie la meilleure forme de gouvernement, pouvaient voir dans l'Empire romain un précurseur des monarchies médiévales.

Le politique me paraît, en revanche, loin d'être absent dans l'admiration que les Romains peuvent éprouver à l'égard de la période républicaine. L'auteur des *Mirabilia* comme celui de la *Narrazione* sont tous deux de fervents admirateurs de la république qu'ils mettent bien au-dessus de l'empire. Le chanoine Benoît et maître Grégoire sont aussi fascinés l'un que l'autre par ces héros de l'Antiquité qui sont prêts à tout sacrifier pour le bien de la république alors que les empereurs, quand ils retiennent leur attention, font davantage l'objet de critiques que d'admiration<sup>24</sup>. Or, une telle exaltation de la république au détriment de l'empire n'a rien de fortuit et ne peut être considérée comme le simple reflet des grands ouvrages classiques dans lesquels nos deux auteurs sont allés puiser leur connaissance de la Rome antique. L'un et l'autre étaient tout à fait en mesure de comparer les mérites respectifs de la république et de l'empire et leur préférence pour la première est le résultat d'un choix parfaitement médité dans lequel les considérations morales jouent sans aucun doute un rôle prépondérant, sans qu'il faille pour autant en exclure une nette préférence pour la forme de gouvernement élargi que représente la république. Cette république à laquelle la commune de Rome emprunte, plus ou moins à la même époque, une partie de son lexique et même de ses institutions. Tous les intellectuels de cette époque ne font d'ailleurs pas le même choix : l'auteur de la *Graphia*, qui compose son œuvre une dizaine d'années après les *Mirabilia* et qui est, lui, un fervent adepte de l'empire, reprend grande partie du texte des *Mirabilia* mais en le modifiant dans un sens pro-impérial et de manière à diminuer les mérites de la république<sup>25</sup>.

Deux siècles plus tard ou peu s'en faut, on retrouve la même exaltation du modèle républicain chez deux personnages qui connaissaient leurs auteurs classiques sur le bout des doigts et s'exprimaient donc en parfaite connaissance de cause, Pétrarque et Cola di Rienzo. Du fait même de la richesse et de l'abondance de ses écrits, c'est évidemment vers Pétrarque qu'il faut d'abord se tourner si l'on veut comprendre les raisons qui suscitent chez eux un tel

24 Louis Duchesne, « L'auteur des *Mirabilia* », *Mélanges d'archéologie et d'histoire*, 24, 1904, p. 479-489 ; Chiara Frugoni, « L'antichità: dai *Mirabilia* alla propaganda politica », dans *Memoria dell'antico nell'arte italiana*, t. I, *L'uso dei classici*, éd. S. Settis, Torino, Einaudi, 1984, p. 9, n. 15 ; pour une position plus nuancée, voir Cristina Nardella, *Il fascino di Roma nel Medioevo*, op. cit., p. 40.

25 Ingo Herklotz, « *Miranda sed non scribenda*. Il campus Lateranensis nel Medioevo », dans *id.*, *Gli eredi di Costantino. Il papato, il Laterano e la propaganda visiva nel XII secolo*, Roma, Viella, 2000, p. 66-68.

enthousiasme pour la République romaine – et pour elle seule, notons-le bien, car les idées de Pétrarque en ce qui concerne les régimes politiques de son époque posent de tout autres problèmes que nous examinerons dans un second temps. Plus que la république elle-même, en tant que régime politique, c'est d'ailleurs la période républicaine dans son ensemble qui suscite l'admiration de Pétrarque. Car aux yeux de l'homme de lettres, qui porte sur l'histoire de Rome le regard de Tite-Live, l'incomparable grandeur de cette période réside avant toute autre chose dans la valeur des hommes qui, après avoir abattu la monarchie, ont progressivement étendu l'autorité de Rome sur la plus grande partie du monde civilisé, anéantissant au passage des ennemis aussi terribles que les Carthaginois. Les héros de Pétrarque sont ceux de Tite-Live et, s'il les admire, c'est d'abord pour les qualités que leur prête Tite-Live : la piété, le courage, le dévouement à la patrie ou, mieux encore, à cette chose abstraite qu'est l'État-république<sup>26</sup>. Chacun d'eux possède sa propre physionomie et se distingue des autres par un trait particulier ou par une action d'éclat qu'il est le seul à avoir accomplie. Mais tous ces héros font aussi partie de catégories plus générales qui regroupent par exemple les grands conquérants, les guerriers les plus valeureux, ceux qui abattent ou chassent les tyrans, ceux qui ont sacrifié leur richesse personnelle au bien de l'État, etc. Pour Pétrarque, aucun doute : Cola di Rienzo a toutes les qualités des héros qui ont fait la grandeur de la Rome antique ; plus précisément, il voit en lui un troisième Brutus : le premier a délivré Rome du dernier roi étrusque ; le second a tué Jules César ; Cola, lui, a libéré Rome de la tyrannie des barons<sup>27</sup>. Ceci étant, même si Pétrarque a toujours exprimé une préférence inconditionnelle et absolue pour le régime républicain par rapport aux formes anciennes de gouvernement autocratique, qu'il s'agisse de la monarchie archaïque ou du principat post-républicain, en bon lecteur de Tite-Live il en connaît très bien les contradictions internes et, là encore, il n'hésite pas à prendre position en faveur de la plèbe et à citer en exemple ceux qui ont défendu ses droits face à l'arrogance de la noblesse. C'est ainsi qu'il invite Cola, nouveau Brutus qui, à la différence du premier, occupe la charge de tribun et non pas de consul, à se comporter non comme les consuls, qui ont été maintes fois les ennemis de la plèbe en actes et en paroles, mais comme les tribuns qui ont toujours été ses plus ardents défenseurs<sup>28</sup>. L'image que Pétrarque se fait de la République romaine n'a donc rien d'éthérée

26 Hans Baron, *La crisi del primo Rinascimento italiano*, trad. R. Pecchioli, Firenze, Sansoni, 1970, p. 58-60 (1<sup>re</sup> éd. Princeton, Princeton University Press, 1955, sous le titre *The Crisis of the Early Italian Renaissance: Civic Humanism and Republican Liberty in an Age of Classicism and Tyranny*).

27 *Briefwechsel des Cola di Rienzo*, éd. K. Burdach et P. Piur, Berlin, 1913-1929, t. III, p. 68.

28 *Ibid.*, p. 73 ; Ugo Dotti, *Petrarca civile. Alle origini dell'intellettuale moderno*, Roma, Donzelli, 2001, p. 143.

ni d'idyllique. Il en connaît bien les défauts et son admiration pour les grands hommes de l'époque républicaine ne l'aveugle pas au point de lui faire oublier les aspects moins reluisants de leur personnalité ou de leur action. Mieux encore, entre les nobles et la plèbe, il prend nettement parti en faveur de cette dernière et applaudit à ses victoires sur la noblesse, la plus grande d'entre elles ayant été l'institution du tribunaat, magistrature dont la tâche principale était, on le sait, de défendre la plèbe contre toute violence venant des nobles. Inutile de dire que si, dès le premier jour de son arrivée au pouvoir, Cola di Rienzo a voulu se parer du titre de tribun de la liberté, c'est qu'en totale harmonie de pensée avec Pétrarque il entendait se rattacher à la glorieuse tradition des luttes de la plèbe contre la noblesse et instaurer un régime où tous les citoyens seraient libres et égaux devant la loi. Même après l'échec de Cola, Pétrarque resta fidèle à ses convictions : le 18 novembre 1351, il adressa aux quatre cardinaux chargés par le pape de réformer les institutions de la commune romaine une lettre où il leur demandait de faire en sorte que l'un des deux sénateurs soit toujours issu du peuple et non de la noblesse. Car les deux sénateurs, dit Pétrarque, sont l'équivalent des consuls du temps de la République et les cardinaux ne peuvent rendre meilleur service aux Romains que de prendre exemple sur la République qui a su rétablir la paix civile en accédant aux revendications de la plèbe qui réclamait des magistrats capables de la protéger<sup>29</sup>.

Deux ans après avoir écrit cette lettre, Pétrarque quitte définitivement Avignon pour regagner l'Italie où il passera le reste de son existence. Au grand dam de ses amis, dont certains ne lui cachent pas leur étonnement, Pétrarque s'installe à Milan sous la protection des Visconti<sup>30</sup>. Seigneurs de Milan, les Visconti sont dans l'Italie de cette époque la personnification même du régime de la Seigneurie citadine, autrement dit d'un système politique de type autocratique qui depuis la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ne cesse de gagner du terrain dans l'Italie communale. Comment, se demande-t-on parmi les amis de Pétrarque, un homme qui a toujours été le chantre de la République romaine et a si fortement soutenu le combat de Cola di Rienzo contre la tyrannie peut-il maintenant s'enticher d'un régime indiscutablement beaucoup plus proche de la tyrannie ou de l'empire que de la démocratie antique ou communale ? Une réponse exhaustive à cette question supposerait de trop longues considérations sur la pluralité des systèmes politiques que nous classons, pour simplifier, sous l'étiquette de régime communal, sur le fait que l'Italie communale a toujours connu des formes de pouvoir personnel et, enfin, sur le fait qu'au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle l'opposition

<sup>29</sup> Pétrarque, *Lettres familières*, op. cit., VIII-XI, p. 412-415 ; Ugo Dotti, *Petrarca civile*, op. cit., p. 177.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 185-187.

entre les deux types de régime est loin d'être perçue d'une façon aussi aiguë qu'elle le sera à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle, quand les intellectuels florentins auront théorisé l'antinomie absolue des deux régimes<sup>31</sup>. Mais ces considérations d'ordre général n'expliquent pas tout. En 1353, Pétrarque avait une raison beaucoup plus concrète et immédiate de chercher du côté de la Seigneurie une solution aux questions qu'il se posait. Cette raison, c'était bien sûr l'échec de Cola di Rienzo et, plus précisément encore, la fin lamentable du projet qui lui apparaissait, avec le recul du temps, comme la partie la plus neuve et la plus importante de tout le programme du tribun romain, l'unification de l'Italie.

Ce projet a fait couler beaucoup d'encre. Nous remarquerons simplement ici que Pétrarque et Cola étaient l'un et l'autre obsédés par un objectif qui avait à leurs yeux priorité absolue sur tous les autres, mais qu'ils divergèrent sur les moyens à mettre en œuvre pour l'atteindre. Pour résumer, cet objectif était l'unité de l'Italie, qui consistait essentiellement dans l'abolition des divisions et des rivalités. Comment réaliser cette unité ? Homme de pouvoir, Cola a emprunté diverses voies avant de se tourner vers ce qu'il estimait être l'unique et dernière solution possible : prendre lui-même le titre d'empereur et, fort de cette autorité, imposer aux communes de l'Italie cette *unio* qu'elles avaient jusque-là refusé de réaliser. Pétrarque approuva d'abord le choix de Cola et il continua jusqu'à la fin de sa vie de louer la cohérence de son projet<sup>32</sup>. Mais entretemps, il avait compris que l'idée d'unifier l'Italie sous l'autorité d'un nouvel empereur était anachronique et utopique et que la solution au problème du morcellement de l'Italie était à chercher du côté de la Seigneurie, seul régime capable de surmonter les particularismes locaux et de réaliser l'unité d'une vaste portion de l'Italie communale<sup>33</sup>. C'est ce que les Visconti s'employèrent à faire dans toute la seconde moitié du xiv<sup>e</sup> siècle. Reconnaissons-le : Pétrarque, malgré sa passion pour l'Antiquité, n'a manqué ni de flair ni de sens historique alors que Cola, resté jusqu'au bout prisonnier du mythe de Rome, était voué à l'échec.

31 Andrea Zorzi, *Le signorie cittadine in Italia (secoli XIII-XV)*, Milano, Bruno Mondadori, 2010. p. 1-10.

32 Anna Modigliani, « Petrarca e il comune romano », dans *Petrarca e Roma*, éd. M. G. Blasio, A. Morisi, F. Niuitta, Roma, Roma nel Rinascimento, 2006, p. 69 et 71.

33 Giacomo Ferraù, « Petrarca e la politica signorile », dans *Petrarca politico*, Roma, Istituto storico italiano per il Medioevo, 2006, p. 43-79. Voir aussi Angelo Mazzocco, « Un'idea politica italiana in Petrarca? », dans *ibid.*, p. 9-25.



LA CITTÀ INTOCCABILE.  
SOVRANI PONTEFICI, *RENOVATIONES URBIS*  
E RESISTENZE NEL XV SECOLO

*Amedeo De Vincentiis*

LA CITTÀ RESISTENTE

Agli inizi del Quattrocento, quando i papi e la curia tentarono di stabilirsi nuovamente nella antica capitale della cristianità, l'ossatura urbanistica di Roma poggiava su tre poli monumentali: le due basiliche maggiori, S. Pietro in Vaticano e S. Giovanni in Laterano (con gli annessi palazzi pontifici), e il Campidoglio, sede dell'amministrazione municipale. Tutti e tre erano eredità del passato, formate in tempi remoti; e ormai nessuno di loro costituiva un centro particolarmente vitale dell'Urbe che anzi si era sviluppata altrove, principalmente nella vasta ansa del fiume Tevere occupata dai rioni Ponte, Parione, Sant'Eustachio e Regola. Distante da quelle periferie monumentali, lo spazio urbano in cui si muovevano più abitualmente residenti e visitatori di Roma si modellava dunque per lo più sulle esigenze quotidiane dei suoi abitanti. Le grandi emergenze, le basiliche, gli agglomerati fortificati attorno ai palazzi delle famiglie aristocratiche erano circondati da vicoli, passaggi, ingombri, slarghi, aree incolte o, invece, fitti di abitazioni cresciute senza pianificazione o controllo delle autorità: i papi erano stati assenti per più di un secolo, i baroni si preoccupavano soprattutto dei loro domini nello stato, di presidiare le vie di comunicazione e di assicurarsi la fedeltà dei caporioni attorno alle loro residenze cittadine. Solo le magistrature comunali si sforzavano di garantire una certa funzionalità dello spazio urbano, senza però imprimere una forma precisa al suo sviluppo<sup>1</sup>.

1 Inquadramento generale, con bibliografia, in Henri Broise e Jean-Claude Maire Vigueur, «Strutture familiari, spazio domestico e architettura civile a Roma alla fine del Medioevo», in *Storia dell'arte italiana*, t. XII, *Momenti di architettura*, Torino, Einaudi, 1983, p. 97-160. Per l'epoca precedente: Jean-Claude Maire Vigueur, *L'autre Rome. Une histoire des Romains à l'époque des communes (XII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Tallandier, 2010, in part. p. 31-72.

Nel corso del secolo l'anarchia urbanistica che caratterizzava il centro della cristianità rispetto a altre capitali italiane venne talvolta contrastata dai suoi sovrani, ma ancora alla vigilia del sacco del 1527 Roma appariva un arcipelago di monumenti antichi, chiese e palazzi signorili in cui non era facile districarsi. Questa Roma vissuta quotidianamente, inoltre, rimaneva invisibile all'esterno. Nella pianta dell'Urbe che il fiorentino Alessandro Strozzi disegnò a Venezia nel 1474 il vasto circuito delle mura aureliane segna un perimetro puntellato unicamente da colonne romane, templi cristianizzati e, soprattutto, basiliche e chiese medievali separate da ampi vuoti<sup>2</sup>. Gli spazi vitali dei cittadini, minacciosi e fuori controllo, invece scompaiono, ritenuti indegni di essere rappresentati o forse troppo intricati per la penna del fiorentino. Dovettero passare cento anni, durante i quali Roma si confermò definitivamente come capitale dei papi sovrani e i suoi abitanti quali sudditi più o meno domati, prima che l'incisore viterbese Mario Cartaro offrisse una rappresentazione topografica dell'Urbe in cui il dedalo abitativo diventava visibile, colmando i vuoti lasciati da Strozzi<sup>3</sup>.

Sebbene a lungo espunta dalle rappresentazioni visive e cartografiche, la Roma dei romani però non dovette attendere né la diffusione di stampe e incisioni né lo sguardo analitico dei topografi di fine Cinquecento per farsi conoscere anche da coloro che non vi avevano mai messo piede. Lettere, resoconti di viaggio, dispacci diplomatici e pure opere letterarie più impegnate nel corso del xv secolo avevano descritto vicoli, taverne e mercati della capitale dei papi: e spesso con toni ironici e sarcastici che stridevano più o meno polemicamente con l'altra Roma, quella delle gloriose antichità e dei venerabili luoghi santi. Così, i reticoli viari riprodotti da Cartaro e da altri a fine Cinquecento offrivano alla vista uno spazio urbano che le parole avevano già riempito della vita di una popolazione temibile e tutt'altro che accogliente, boriosa e venale. Come quella ritratta dallo spagnolo Francisco Delicado nel suo romanzo proto picaresco scritto alla vigilia del 1527, la *Lozana Andalus*, in cui l'autore si compiaceva di

2 Firenze, Biblioteca Medicea Laurenziana, *Redi* 77, fol. VIIv-VIIIr, su cui v. Giustina Scaglia, «The Origin of an Archaeological Plan of Rome by Alessandro Strozzi», *Journal of the Warburg and Courtauld Institutes*, 27, 1964, p. 137-163. La stessa tipologia grafica era stata adottata pochi anni prima, nel 1471, da Pietro del Massaio: v. la riproduzione in Amato Pietro Frutaz, *Le piante di Roma*, Roma, Istituto di studi romani, 1962, t. II, pianta LXXXVIII, tav. 158. Sulla vastità dello spazio racchiuso dalle mura aureliane (rispetto a altri centri urbani maggiori, come Parigi o Firenze): J.-Cl. Maire Vigueur, *L'Autre Rome*, op. cit., p. 34.

3 Amato P. Frutaz, *Le piante di Roma*, op. cit., pianta CXXV, tav. 237, del 1579 (precedute da due nel 1575 e 1576) v. Vittorio Federici, «Di Mario Cartaro incisore viterbese del sec. XVI», *Archivio della R. Società romana di storia patria*, 21, 1898, p. 535-552. Più in generale e in prospettiva cronologica: J. Garms (dir.), *Roma veduta. Disegni e stampe panoramiche della città dal secolo xv al XIX secolo*, Roma, Artemide, 2000. V. anche S. Simoncini (dir.), *Roma. Le trasformazioni urbane nel Quattrocento*, Firenze, L.S. Olschki, 2004.

raccontare le avventure di una cortigiana sullo sfondo di una città che – a suo dire – ne contava trentamila<sup>4</sup>.

Sovrapposti a questa immagine diffusa, allora, i tentativi dei papi e della curia di imprimere sulla città segni visibili di decoro e maestà monumentale, oltretutto di potere, appaiono pure come una battaglia culturale per risemantizzare simbolicamente la capitale della cristianità e dello stato della chiesa dopo una lunga assenza. Una battaglia dai tempi lenti, però, segnata più da progetti di azione e da ricorrenti ritirate che da vittorie consolidate. I primi successi furono raggiunti solo alla fine del Quattrocento, quando i sovrani pontefici riuscirono a porre le basi di una ridefinizione della struttura viaria locale, proseguita poi nel XVI secolo con ulteriori rettilinei stradali che attraversavano il cuore della città<sup>5</sup>. Ma affinché diventassero delle vittorie culturali, queste ancora fragili realizzazioni dovettero essere amplificate da una multiforme produzione testuale, encomiastica, celebrativa, descrittiva, che diffuse anche fuori dalla città l'immagine di una Roma rinnovata sotto la guida ferma e munifica dei suoi sovrani pontefici, tanto protettori dei resti delle antichità quanto splendidi mecenati di un nuovo panorama monumentale. Su questo secondo fronte, quello della comunicazione, la curia colse successi molto più solidi di quelli ottenuti con le opere in muratura, propagando l'immagine di una Roma in fase di rinnovamento progressivo, coincidente con la stabilizzazione del papato nella capitale. E forse anche al di là di quanto immaginato dai suoi stessi promotori, giacché tale immagine ha finito anche per orientare una lunga tradizione storiografica.

Tuttavia, i mezzi impiegati non furono altrettanto innovativi sull'uno e sull'altro fronte. La città dei papi cambiò realmente il suo aspetto nel XVI secolo,

- 4 Massimo Miglio, «I luoghi di Lozana. Al margine dell'alma Roma», in E. Cuozzo (dir.), *Studi in onore di Salvatore Tramontana*, Pratola Serra, E. Sellino, 2003, p. 291-308. Francisco Delicado, *La Lozana Andaluza*, ed. Claude Allaigre, Madrid, Cátedra, 1985 (v. anche la traduzione italiana: Francisco Delicado, *Lozana Andaluza*, ed. Teresa Cirillo Sirri, Roma, Roma nel Rinascimento, 1998). V. anche Bruno Mario Damiani, *Francisco Delicado*, New York, Twayne Publishers, 1974 e, sulle prostitute, Domenico Gnoli, «“La Lozana andaluza” e le cortigiane nella Roma di Leon X», *Nuova Antologia*, 275, 1931, p. 165-196.
- 5 Su questi sviluppi e, più in generale, sul rinnovamento papale della città a partire dal primo Cinquecento, v. Luigi Salerno, Luigi Spezzaferro e Manfredo Tafuri (dir.), *Via Giulia. Un'utopia urbanistica del '500*, Roma, Staderini, 1973 (in particolare, M. Tafuri, «Via Giulia: storia di una struttura urbana», p. 65-152); Alan Ceen, *The Quartiere dei Banchi: Urban Planning in Rome in First Half of Sixteenth Century*, New York/London, Garland, 1986; Charles Burroughs, *From Signs to Design: Environmental Process and Reform in Early Renaissance Rome*, Cambridge (Mass.), MIT Press, 1990; Hubertus Günther, «La nascita di Roma moderna: urbanistica del Rinascimento a Roma», in J.-Cl. Maire Vigueur (dir.), *D'une ville à l'autre : structures matérielles et organisation de l'espace dans les villes européennes (XIII<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle)*, Rome, École française de Rome, 1989, p. 381-406; Enrico Guidoni, Giulia Petrucci, *Urbanistica per i Giubilei: Via Alessandrina. Una strada “tra due fondali” nell'Italia delle corti (1492-1499)*, Roma, Kappa, 1997.

mentre le parole mobilitate per celebrare i pontefici di quegli anni quali rinnovatori dell'Urbe ricorsero a un massiccio reimpiego formale, riproponendo temi e lessici intrisi di classicismo già collaudati nei decenni precedenti, dal pontificato di Martino V Colonna (1417-1431) in poi. Se allora la retorica con cui furono cantate le imprese edili dei papi si dimostrò tanto persuasiva per i contemporanei di Giulio II della Rovere (1503-1513) e dei suoi successori tuttavia, fu solo perché i destinatari poterono finalmente iniziare a constatarne la solidità osservando ciò che di fatto si realizzava nel corpo della città reale. Le parole trovavano finalmente conferma nelle pietre. Per quanto travolte in seguito dall'esplosione barocca con cui pontefici e curiali rinnovarono ancora la città nel Seicento, in effetti le impronte urbane impresse dai sovrani successori di papa Giulio rimasero riconoscibili nei secoli.

#### STRATEGIE PONTIFICIE (RESTAURARE LA CITTÀ, SEPARARSI DALLA CITTÀ, ASSENTARSI DALLA CITTÀ, OCCUPARE LA CITTÀ, RINNOVARE RESTAURANDO)

Spostiamoci ora dall'osservatorio cronologico privilegiato dagli studiosi che si sono occupati della *renovatio* della Roma papale, il Cinquecento, e torniamo indietro di qualche decennio. Consideriamo ancora la pianta di Alessandro Strozzi. Il reticolo urbano in cui si svolgeva la vita dei romani rimane invisibile, ma non è il solo a non lasciare traccia: ancora nei primi anni del regno di Sisto IV della Rovere (1471-1484), nella rappresentazione del fiorentino l'unico risultato apparente del lavoro urbanistico dei pontefici del Quattrocento è ponte Sisto, che il papa ligure fece ricostruire a partire dal 1473<sup>6</sup>. E in effetti si trattò di una vera e propria novità, incisiva sulla vita dei romani, diventando negli anni successivi l'asse degli scambi tra l'area portuale del Tevere e la popolosa ansa oltre il fiume, condizionando a lungo circolazione e commerci<sup>7</sup>. Nulla di paragonabile per i predecessori di papa della Rovere, sebbene molti di loro a parole fossero stati celebrati come nuovi Augusti, rinnovatori dell'Urbe. Il contrasto tra le precoci celebrazioni testuali

6 Su cui v. G. Miarelli Mariani (dir.), *Ponte Sisto (1475-1975; 1877-1977). Ricerche e proposte*, Roma, Multigrafica, 1977; e soprattutto Maurizio Gargano, «Sisto IV. Il "Pons Ruptus": tecniche, simbologie, finalità di una costruzione», in M. Casciato, S. Mornati e P. Scavizzi (dir.), *Il modo di costruire. 150 anni di costruzione edile in Italia*, Roma, EdilStampa, 1990, p. 219 sq., e M. Gargano, «Ponte Sisto a Roma: nuove acquisizioni (1473-1475)», *Quaderni dell'Istituto di Storia dell'Architettura*, 21, 1973, p. 29-38.

7 V. Simonetta Valtieri, «Il ruolo dell'area compresa nell'ansa del Tevere nelle strategie papali dal Medioevo fino al xv secolo», in C. Bozzoni, G. Carbonara e G. Villetti (dir.), *Saggi in onore di Renato Bonelli*, Roma, Multigrafica editrice, p. 335-344; Luciano Palermo, «Sviluppo economico e organizzazione degli spazi urbani a Roma nel primo Rinascimento», in A. Grohmann (dir.), *Spazio urbano e organizzazione economica nell'Europa medievale*, Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1994, p. 413-435.

e le prime tardive realizzazioni sembrerebbe stridente, quasi a confermare l'impermeabilità della retorica all'osservazione diretta del reale. Esercizi formali di una letteratura compiacente? Oppure, intuizione da parte degli osservatori di una linea di tendenza coerente nell'azione urbanistica dei papi quattrocenteschi, di cui solo la resistenza inerziale del costruito avrebbe rallentato l'attuazione?

Prima di tentare una risposta sul significato dei discorsi verifichiamo però quello delle azioni compiute in campo urbanistico dai pontefici nella loro nuova capitale, a partire dal secondo decennio del Quattrocento fino al regno del promotore della prima opera degna di rappresentazione cartografica, il ponte di Sisto IV alla metà degli anni '70. Una abbondante massa di studi particolari e piuttosto recenti, infatti, fornisce dati sufficienti per ricostruire una storia di progetti e tentativi tutt'altro che coerenti e consequenziali tra loro, ma non per questo irriconoscibili. Al contrario, la varietà e la discontinuità degli interventi sul corpo della capitale escogitati dai diversi pontefici nel corso di quei decenni sembra aver acuito le capacità di osservazione dei contemporanei, e spesso anche il loro senso critico.

Oddone Colonna, papa Martino V, dal suo rientro nella capitale nel 1420 si conformò prudentemente a quanto suggerito dalla tradizione locale. Eletto a Costanza tre anni prima da un conclave allargato ai partecipanti al concilio, papa Colonna fu scelto principalmente per la sua appartenenza a una delle due maggiori stirpi baronali: il radicamento familiare nelle terre dello stato e nella capitale, la rete di clientele e di fedeltà consolidata da secoli di preminenza locale, avrebbero garantito al sovrano e alla sua curia un'accoglienza relativamente pacifica, negata invece ai suoi più recenti predecessori<sup>8</sup>. Il nuovo vescovo di Roma fece il suo ingresso in una città di circa 30.000 abitanti concentrati per lo più in un quinto del perimetro urbano racchiuso dalle Mura Aureliane, nell'ansa formata dal Tevere tra l'isola Tiberina e il Castel Sant'Angelo<sup>9</sup>. E fu proprio in quell'area che il nuovo potere si mostrò più discreto, limitandosi a completare la fortificazione del palazzo senatorio sul Campidoglio con l'elevazione di una

8 Sui Colonna: Sandro Carocci, *Baroni di Roma. Dominazioni signorili e lignaggi aristocratici nel Duecento e nel primo Trecento*, Roma, Istituto storico italiano per il Medioevo, 1993, e Andreas Rehberg, *Kirche und Macht im römischen Trecento. Die Colonna und ihre Klientel auf dem kurialen Pfründenmarkt (1278-1378)*, Tübingen, Deutschen Historischen Instituts in Rom, 1999; per papi e baroni, Amedeo De Vincentiis, «La sopravvivenza come potere. Papi e baroni di Roma nel xv secolo», in S. Carocci (dir.), *La nobiltà romana nel Medioevo*, Rome, École française de Rome, 2006, p. 551-613.

9 V. le cartine elaborate da Torgil Magnuson, *Studies in Roman Quattrocento Architecture*, Stockholm, Almqvist & Wiksell, 1958. Sulla popolazione di Roma, Anna Esposito, «Note sulla popolazione romana dalla fine del secolo xiv al Sacco (1527)», in *id.*, *Un'altra Roma. Minoranze nazionali e comunità ebraiche tra Medioevo e Rinascimento*, Roma, Il Calamo, 1995, p. 20-23.

seconda torre, sul lato nord dell'edificio, speculare a quella eretta un ventennio prima da Bonifacio IX (1389-1404).

Per il resto, Martino V finanziò il rifacimento del tetto e della pavimentazione della basilica di S. Giovanni in Laterano, come pure la copertura e il portico di S. Pietro in Vaticano. Quanto alle chiese della città, altrettanto bisognose di restauri, il sovrano si appellò alla collaborazione dei concittadini. In occasione del giubileo straordinario del 1423 concesse indulgenze a tutti i romani che avessero contribuito al restauro degli edifici sacri; due anni dopo, il papa si rivolse direttamente ai confratelli cardinali esortandoli a intervenire sulle chiese titolari, concedendo il reimpiego di pietre e marmi reperibili sia entro che fuori le mura urbane<sup>10</sup>. L'attività edilizia di Martino V, invece, fu molto più incisiva nell'area attorno alla chiesa dei Santi Apostoli. Ma lì il pontefice interveniva in casa propria, poiché la zona era tradizionalmente controllata dai Colonna che vi avevano anche il loro palazzo di famiglia. Nulla da obiettare, su questo, da parte dei romani e della municipalità. Tanto più che il papa concesse loro il ripristino della magistratura dei *magistri viarum*, ufficiali preposti alla funzionalità stradale della città<sup>11</sup>.

*Restaurator Urbis* più che *renovator*, conservare piuttosto che edificare, e senza stravolgere il tessuto urbano. Grazie alla sua oculata e circoscritta politica edilizia, centrata sulla tradizionale promozione del mantenimento e restauro degli antichi edifici sacri, papa Colonna dunque si garantì il consenso dei romani e una prolungata fama di benefattore della città<sup>12</sup>. A una capitale ormai accomodata a vivere senza sovrano e, allo stesso tempo, dotata dalla sua storia di un patrimonio monumentale senza pari, il ripristino dell'esistente e una maggiore funzionalità nel quotidiano erano senz'altro ciò che maggiormente conveniva. Rifare tetti cadenti, consolidare pareti pericolanti, sostituire travi ammalorate, rafforzare fondamenta cedute, ridecorare interni scoloriti: dai primi secoli del papato, erano questi gli interventi che si attendevano da un buon pastore. D'altronde, a ciascun successore di Pietro bastava sfogliare l'autorevole raccolta biografica dei suoi predecessori, il *Liber pontificalis* della chiesa di

10 Sintesi degli interventi di Martino V in Giovanna Curcio, «“Nisi celeriter reparetur totaliter est ruina”. Notazioni su struttura urbana e rinnovamento edilizio in Roma al tempo di Martino V», in M. Chiabò, G. D'Alessandro, P. Piacentini e C. Ranieri (dir.), *Alle origini della nuova Roma. Martino V (1417-1431)*, Roma, Istituto storico italiano per il Medioevo, 1992, p. 537-554; v. anche Maria Letizia Gualandi, «“Roma resurgens”. Fervore edilizio, trasformazioni urbanistiche e realizzazioni monumentali da Martino V Colonna a Paolo V Borghese», in A. Pinelli (dir.), *Roma del Rinascimento*, Roma/Bari, Laterza, 2001, p. 125-128.

11 V. Orietta Verdi, *Maestri di edifici e di strade a Roma nel xv secolo. Fonti e problemi*, Roma, Roma nel Rinascimento, 1997.

12 V. Maria Grazia Blasio, «Radici di un mito storiografico: il ritratto umanistico di Martino V», in M. Chiabò, G. D'Alessandro, P. Piacentini e C. Ranieri (dir.), *Alle origini della nuova Roma*, op. cit., p. 111-124 (p. 116 per l'attributo di *restaurator*); Paola Casciano, «Il pontificato di Martino V nei versi degli umanisti», in *ibid.*, p. 143-161.

Roma, per constatare come tale attività di recupero e restauro costituisse uno dei primi doveri di ogni buon pastore, sempre ricordato con puntigliosità dalla lunga serie di redattori di quelle vite ufficiali<sup>13</sup>.

Sotto il successivo regno di papa Eugenio IV Condulmer (1431-1447) si proseguì in questa direzione. Durante il lungo esilio del papa veneziano a Firenze, anche prima del suo rientro nella capitale nel 1443, i legati pontifici inviati nell'Urbe Vitelleschi e soprattutto Scarampo accolsero le sollecitazioni della municipalità a regolare usi e flussi delle tre dorsali viarie, la *via Recta*, la *via Papalis* e quella *Mercatoria*<sup>14</sup>. Dieci anni dopo, sotto Niccolò V Parentucelli (1447-1455) la funzionalità stradale continuò ad essere particolarmente curata, anche se con una strategia differente. Se i legati di papa Condulmer avevano preso provvedimenti straordinari e mirati alla contingenza, Parentucelli invece rinnovò la normativa. Nel 1452 il pontefice emanò uno statuto dei maestri delle strade che concedeva agli ufficiali «auctoritate di potere rompere, mozzare, tagliare et ruinare ogni cosa che occupasse strade, piazze, vicoli, fiumare, rivere et altri luochi pubblici»: e «sensa niuna exceptione»<sup>15</sup>.

Anche il ligure Tommaso Parentucelli, che proveniva da una famiglia modesta, senza alcun potere clientelare in città, nella prima metà del suo regno dunque si conformò alla tradizione. Ma alla metà del secolo, celebrato il grande giubileo del 1450, alla prassi consolidata Niccolò V affiancò un progetto rivoluzionario. Dopo un regno in cui solo l'estrazione familiare del sovrano ne aveva garantito il radicamento in città e un altro che si era svolto per lo più in esilio da Roma, si iniziò a riflettere con determinazione su come convivere con una cittadinanza straniera ai sovrani, abituata da più di un secolo a reggersi da sé e nient'affatto sottomessa, come ricordò nei primi giorni del 1453 il tentativo di insurrezione capeggiato da Stefano Porcari. La convivenza implicava la ricerca di sostegni esterni alla curia nella cittadinanza, primi fra tutti i potenti clan baronali romani. Tuttavia, nei suoi aspetti più vistosi, riconoscibili anche dagli osservatori esterni, la prima urgenza era fissare stabilmente la dimora del sovrano. Il motto canonistico secondo cui là dove risiedeva il papa si trovava anche Roma, tanto sfruttato durante il soggiorno ad Avignone nel secolo precedente, una volta rientrati nella capitale fu soppiantato dall'esigenza

13 Thomas Noble, «Topography, Power, and Ritual in the Making of Papal Rome, 700-900», in F. Theuvs e M. de Jong (dir.), *Places of Power in the Early Middle Ages*, Leiden, Brill, 2001, p. 45-91, e poi Massimo Miglio, *Storiografia pontificia del Quattrocento*, Bologna, Pàtron, 1975, p. 104.

14 Dettagli sull'attività del cardinale Ludovico Scarampo in Anna Modigliani, *Mercati, botteghe e spazi di commercio a Roma tra Medioevo ed Età moderna*, Roma, Roma nel Rinascimento, 1998, p. 318-320. V. anche Charles Burroughs, «Alberti e Roma», in J. Rykwert e A. Engel (dir.), *Leon Battista Alberti*, Ivrea/Milano, Olivetti/Electa, 1994, p. 134 sq., in part. p. 138.

15 Gli stauti del 1452 sono editi da Emilio Re, «Maestri di strada», *Archivio della Società romana di storia patria*, 43, 1920, p. 88 sq. (cit. dalla prima rubrica).

concreta di stabilire dove il papa avrebbe abitato dentro Roma. Papa Colonna aveva trascorso il suo pontificato protetto nella dimora di famiglia, nel quartiere presso la chiesa dei Santi Apostoli, e lì attorno aveva anche trasferito alcuni uffici di curia; Condulmer invece risiedette per lo più fuori dalla capitale e dallo stato, ospite di repubbliche e principati. La soluzione immaginata da Parentucelli e i suoi, invece, si concentrava sul Vaticano e seguiva una logica di separazione dalla città<sup>16</sup>.

Innanzitutto la basilica dell'apostolo Pietro che, per quanto carica di glorie costantiniane, appariva decisamente antiquata: nulla a che vedere con l'immensa cattedrale che i fiorentini aveva fatto solennemente consacrare dal predecessore di Niccolò V quindici anni prima, con una cerimonia che aveva fatto data e a cui il chierico Parentucelli aveva assistito assieme alla curia. San Pietro dunque sarebbe dovuta essere ricostruita, o per lo meno riqualficata dalle fondamenta. I migliori architetti avrebbero dovuto trasformarla per assolvere degnamente alle  
 58 funzione di prima chiesa della cristianità. Se la forma precisa di questi interventi non fu esattamente determinata, l'estetica che doveva pervadere la ricostruzione venne delineata con chiarezza. Splendore nella decorazione e nei materiali, grandiosità imponente negli spazi e nelle strutture erano le parole d'ordine di un progetto esplicitamente funzionale alla visibilità persuasiva del potere. Quando il papa, per mezzo del suo biografo Giannozzo Manetti, volle spiegare il senso di quel programma edilizio non esitò a sminuire le virtù politiche, di governo, della comunicazione scritta. Proprio lui, un uomo di lettere, sostenne che le parole dei dotti potevano al massimo sollecitare l'opinione, lanciare messaggi, orientare, ma per radicare l'autorità nei governati, per fondare solidamente la reputazione di un potere durevole nel tempo solo i suoi segni visibile sarebbero stati efficaci, solo «grandi edifici, monumenti pressoché perpetui e testimoni eterni»: «quasi fabbricati da Dio»<sup>17</sup>.

<sup>16</sup> Il progetto di Niccolò V è da decenni discusso da storici di varie discipline e dipende principalmente dalla biografia del pontefice composta da Giannozzo Manetti, attualmente definitiva la messa a punto di Anna Modigliani, «*Ad urbana tamdem edificia veniamus*. La Vita Nicolai quinti di Giannozzo Manetti: una rilettura», in A. Calzona, J. Connors, F. P. Fiore e C. Vasoli (dir.), *Leon Battista Alberti. Architetture e committenti*, Firenze, Olschki, 2009, p. 513-559; come punto di partenza sul significato del progetto, fondamentale Manfredo Tafuri, «*Cives esse non licere*. Nicholas V and Leon Battista Alberti», in *id.*, *Interpreting the Renaissance. Princes, Cities, Architects*, New Haven/London, Yale University Press, 2006, p. 23-58 (controverso invece il ruolo di Alberti, su cui v. almeno Anthony Grafton, *Leon Battista Alberti. Master Builder of the Italian Renaissance*, New York, Hill and Wang, 2000, p. 304-309).

<sup>17</sup> «*At vero cum illa vulgaris opinio, doctorum hominum relationibus fundata, magnis edificiis perpetuis quodammodo monumentis ac testimoniis pene sempiternis, quasi a Deo fabricatis, in dies usque adeo corroboratur et confirmatur, uti in vivos posterosque illarum admirabilium constructionum conspectores continue traducatur, ac per hunc modum conservatur et augetur atque, sic conservata et aucta, admirabili quadam devotione conditur et capitur*»

Rilanciata come aula della chiesa universale, la basilica però doveva essere separata dalla città per diventare la cattedrale di un'altra città, interna ma anch'essa protetta dalle minacce dell'Urbe. E fu questo l'aspetto più innovativo dei progetti papali: la piazza di fronte alla fortezza papale, Castel Sant'Angelo, sarebbe stata collegata a quella antistante la basilica Vaticana da tre strade rette, porticate, in cui avrebbero trovato ospitalità artigiani e bottegai per l'approvvigionamento di una vera e propria cittadella curiale. Quest'ultima, nelle intenzioni, sarebbe sorta dalla ristrutturazione del borgo vaticano in funzione difensiva: il sovrano e la sua corte avrebbero così vissuto in una cittadella fortificata, potenzialmente autonoma dal resto della città e dai suoi abitanti, in cui solo volando come gli uccelli si sarebbe potuto penetrare indisturbati<sup>18</sup>.

Alla morte del papa nel marzo 1455 quasi nulla era stato realizzato e il suo anziano successore Callisto III Borgia (1455-1458) non ebbe né il tempo né, probabilmente, l'intenzione di affrontare la questione. Eletto come candidato imperiale, antifrancese e più adatto di altri a organizzare una offensiva contro i nuovi sovrani turchi di Costantinopoli, Pio II Piccolomini (1458-1464) rivolse la maggiori energie del suo regno a intessere relazioni all'esterno dello stato ecclesiastico. Piccolomini, che aveva vissuto tre quarti della sua esistenza fuori da Roma (e spesso fuori dall'Italia), inaugurò il suo pontificato con una prolungata assenza dalla capitale. Appena pochi mesi dopo la sua incoronazione, nel maggio del 1459 Pio II infatti inaugurò a Mantova la dieta che avrebbe dovuto preparare un'ulteriore e più impegnativa partenza, verso la riconquista delle terre occupate dai turchi al di là dell'Adriatico<sup>19</sup>. Come noto, la crociata non si fece mai, tuttavia Pio II durante tutto il suo regno rimase un sovrano potenzialmente in partenza per quella avventura; e in effetti, unico tra i papi del secolo, morì lontano dall'Urbe, ad Ancona, in attesa delle galere

(Giannozzo Manetti, *De vita ac gestis Nicolai Quinti summi pontificis*, ed. Anna Modigliani, Roma, Istituto storico italiano per il Medioevo, 2005, p. 122).

<sup>18</sup> La descrizione dettagliata del progetto è nel libro II della *Vita* di Manetti: «*Atque hic curialis, de quo loquimur, vicus a magnis menibus et altis turribus undique cingebatur; a quatuor nanque eius lateribus egregiis propugnaculis circumdabatur. Siquidem primo a ponte Adrianeae molis, et ab ipsa mole, quatuor novis turribus super quatuor angulis permunita; a dextris deinde magnis menibus versus maximam turrim ad palatium vergentibus; a parte vero superiori duobus mirabilibus et dicti palatii et Apostolice basilice propugnaculis; et versum occidentem, et ex transeverso quoque versus meridiem, perpetuis muris usque ad predicatum Adrianeae molis pontem continuatus ad orientemque revolutis, ita circumquaque muniebatur, ut nulla neque rationalia, neque etiam rationis expertia animalia, nisi volantes duntaxat aves volatibus suis, ingredi potuissent*» (*ibid.*, p. 80-81).

<sup>19</sup> V. A. Calzona, F. P. Fiore, A. Tenenti e C. Vasoli (dir.), *Il sogno di Pio e il viaggio da Roma a Mantova*, Firenze, Olschki, 2003, e, ancora, Giovan Battista Picotti, *La Dieta di Mantova e la politica de' Veneziani* (1912), ed. G.M. Varanini, Trento, Università di Trento, 1996.

veneziane su cui si sarebbe finalmente imbarcato per l' incerta spedizione contro gli infedeli.

Dal suo rientro nella capitale nei primi mesi del 1460, pure i successivi quattro anni di regno papa Piccolomini si svolsero nel segno di prolungate assenze da Roma. Certamente il vescovo dell'Urbe assolse ai suoi doveri tradizionali, reiterando la normativa sull'amministrazione dello spazio cittadino e contribuendo ad arricchire l'antico complesso del Vaticano con una monumentale Loggia per le benedizioni<sup>20</sup>. Tra i romani tuttavia la visibilità del sovrano pontefice nel corpo della città si limitò a una serie di processioni solenni, come quella organizzata per l'accoglienza della reliquia di sant'Andrea tra il 12 e il 13 aprile del 1462. Spettacoli devozionali, studiati nella tempistica e nel percorso per mostrarsi e coinvolgere (la processione del '62 fu insolitamente lunga e si infilò nei quartieri più popolati) ma effimeri, che alla pesantezza di costruzioni perenni preferivano la leggerezza di simboli passeggeri<sup>21</sup>. Del resto lo stesso papa senese, poco conosciuto dai romani, sembrò risiedere nell'Urbe solo di passaggio. In quegli anni, la curia si spostò con una frequenza inconsueta nelle terre dello stato al seguito del suo signore, in particolare nella Tuscia e nel *Patrimonium*. Di fatto venne recuperata l'itineranza prediletta dai papi del *xiii* secolo quando, piuttosto che concentrarsi sulla capitale, avevano diffuso la loro autorità risiedendo lungamente assieme alla curia nei centri minori del dominio temporale. Così durante il regno di Pio II anche le esigenze della *cura corporis* del sovrano, tenute in gran conto nel Duecento, furono pretesto per ripetute assenze terapeutiche in rinomate località termali<sup>22</sup>.

Il disinteresse di Pio II per Roma e il suo tessuto urbano fu in sintonia con una politica rivolta all'esterno ma anche con le convinzioni personali del pontefice.

20 Sulla Loggia, solo iniziata sotto Pio II, v. Christoph Liutpold Frommel, «Francesco del Borgo: Architekt Pius' II. und Paulus II.: Der Petersplatz und weitere römische Bauten Pius' II. Piccolomini», *Römisches Jahrbuch für Kunstgeschichte*, 20, 1983, p. 109-154, e *id.*, «Francesco del Borgo: Architekt Pius' II. und Pauls II. Palazzo Venezia, Palazzetto Venezia und San Marco», *Römisches Jahrbuch für Kunstgeschichte*, 21, 1984, p. 118-123, 132-139; ma v. le osservazioni di Arnaldo Bruschi, «Alberti a Roma, per Pio II e Paolo II», in F. P. Fiore e A. Nesselrath (dir.), *La Roma di Leon Battista Alberti. Architetti e umanisti alla scoperta dell'antico nella città del Quattrocento*, Roma, Skira, 2005, p. 114 *sq.*

21 Sulle processioni di Pio II, v. Fabrizio Nevola, «La più gloriosa solennità che a di de padri nostri giammai fusse veduta»: feste ed apparati urbani durante il pontificato di Pio II Piccolomini», in F. Ricciardelli (dir.), *I luoghi del sacro. Il sacro e la città fra Medioevo ed Età moderna*, Firenze, Polistampa, 2008, p. 171-186; per quella di sant'Andrea, v. Ruth Olitsky Rubinstein, «Piu II's Piazza S. Pietro and St. Andrew's Head», in D. Maffei (dir.), *Enea Silvio Piccolomini papa Pio II*, Siena, Accademia Senese degli Intronati, 1968, p. 221 *sq.*; dettagliata ricostruzione del percorso in Anna Modigliani, *Disegni sulla città nel primo rinascimento: Paolo II*, Roma, Roma nel Rinascimento, 2009, p. 26-33.

22 Per la pratica duecentesca, Agostino Paravicini Bagliani, «La mobilità della corte papale nel secolo XIII», in S. Carocci (dir.), *Itineranza pontificia. La mobilità della curia papale nel Lazio (secoli XII-XIII)*, Roma, Istituto storico italiano per il Medioevo, 2003, p. 10 *sq.*; e *id.*, *Il corpo del papa*, Torino, Einaudi, 1994.

Già prima di diventare papa infatti, Enea Silvio Piccolomini si era più volte soffermato nei suoi scritti sulla vanità delle imprese edilizie monumentali, e nell'antica capitale dell'impero in particolare. Anche il semplice restauro dei suoi monumenti gli era parsa un'impresa risibile: la città era morta e nulla avrebbe potuto riportarla agli antichi fasti. A maggior ragione aveva guardato con ironica sufficienza ai recenti tentativi di Niccolò V, rimasti per forza di cose aspirazioni irrealizzabili<sup>23</sup>. L'ambizione a lasciare una impronta edilizia durevole, sebbene indispensabile per assestare la propria autorità, non poteva sfogarsi in una città in cui i Piccolomini avrebbero dominato solo per la breve durata della vita di Enea Silvio; e il papato poteva essere governato anche lasciando che la capitale rimanesse un terra a sé, con i suoi potentati locali, cercando piuttosto la loro collaborazione per mantenere gli equilibri tradizionali entro le mura<sup>24</sup>. Se si voleva costruire una città a propria gloria, conveniva rivolgersi alla periferia dello stato e limitare le proprie aspirazioni a una scala decisamente ridotta: meglio il borgo natio di Corsignano, che papa Piccolomini iniziò a trasformare in una cittadina di famiglia dal 1459. La *renovatio* del piccolo borgo provinciale fu una scelta di successo. Lontano dal centro dell'istituzione la nuova Pienza attrasse presto il favore e la solidarietà di importanti curiali, come i cardinali Jouffroy e Borgia i quali vi investirono in dimore che attorniarono quelle del casato papale<sup>25</sup>.

Alla morte di Pio II nel 1464 dunque, dopo quasi mezzo secolo di permanenza intermittente dei sovrani pontefici nella capitale, i romani potevano riconoscere un solo cambiamento apparentemente consolidato nell'organizzazione dello spazio urbano: la preminenza del Vaticano quale residenza stabile del sovrano e della curia, speculare all'abbandono del Laterano. Niccolò V aveva tentato di potenziare l'opzione immaginando la ricostruzione del complesso oltre Tevere, promuovendone nel contempo una risemantizzazione ecclesiologica. Se durante il XII secolo, sotto il pontificato di Eugenio III (1145-1153), monaci teologi avevano elaborato dotte analogie per trasferire il carisma del

23 La prima considerazione è nel *Tractatus* edito in Enea Silvio Piccolomini, «Opera inedita», ed. Giuseppe Cugnoni, in *Memorie della Classe di scienze morali, storiche e filologiche della R. Accademia dei Lincei*, serie 3, 8, 1882-1883, in part. p. 557; la seconda da *id.*, *De Europa*, ed. Adrian Van Heck, Città del Vaticano, Biblioteca apostolica vaticana, 2001; v. anche Ruth Rubinstein, «Pius II and Roman ruins», *Renaissance Studies*, 2, 1988, p. 197 sq.

24 Come nel caso della repressione della rivolta capeggiata da Tiburzio nel 1460 in cui la collaborazione con i baroni si dimostrò determinante, v. Amedeo De Vincentiis, «La sopravvivenza come potere...», cit.

25 Pienza oramai è molto studiata, v. tra gli altri Charles R. Mack, *Pienza: The Creation of a Renaissance City*, Ithaca (NY), Cornell University Press, 1987; Nicholas Adams, «The Construction of Pienza (1459-1464) and the Consequence of Renovatio», in S. Zimmerman, R. F. E. Weissman (dir.), *Urban Life in the Renaissance*, London/Toronto, Associated University Presses, 1989, p. 50 sq.; Andreas Tönnemann, *Pienza: Städtebau und Humanismus*, München, Hirmer, 1990.

tempio di Salomone alla basilica lateranense, papa Parentucelli recuperò il tema affidandone lo sviluppo al suo biografo Manetti: ma, in questo caso, sarebbe stata la rinnovata basilica di San Pietro a beneficiare di quell'eredità simbolica<sup>26</sup>. In mancanza di realizzazioni concrete però una *renovatio* ideologica, a parole, non bastava a fissare definitivamente la dimora del papa. Così sotto il pontificato di Paolo II Barbo (1464-1471) venne sperimentata ancora una diversa possibilità.

Per quanto veneziano, il nuovo papa sembrò guardare alla soluzione scelta dal suo predecessore romano Martino V quarant'anni prima: ma puntare al cuore della città era ormai una innovazione tale da richiedere prudenza. Fu solo dopo il primo anno di regno che i cittadini e gli osservatori stranieri iniziarono a percepire il cambiamento, quando i soggiorni di papa Barbo nel palazzo che dieci anni prima aveva iniziato a farsi costruire tra l'area del Campidoglio e quella dei Santi Apostoli si fecero sempre più frequenti e prolungati. Nel 1466 le intenzioni apparvero palesi: «La Sanctità del Nostro Signore par pur ogni dì firmare la stantia sua qua in San Marco», scriveva l'ambasciatore milanese il 27 gennaio; mentre quello mantovano, pochi mesi dopo, aggiungeva come la «cosa è piaciuta a la magior parte de li cardinali per la comodità et maxime al nostro et a tutti nui, havendolo così presso»<sup>27</sup>. A partire da quell'anno, inoltre, nella documentazione contabile per i lavori di ampliamento del palazzo di San Marco l'edificio fu definito senza mezzi termini come «palazzo Apostolico»<sup>28</sup>.

Paolo II affrontò il problema della residenza papale con una strategia opposta alla fuga dalla città a cui era stato costretto pochi decenni prima suo zio materno Eugenio IV. Conformandosi a quanto da tempo andavano facendo molti

<sup>26</sup> Sulle opere del cistercense Nicola Maniacutia e il processo di risemantizzazione del laterano nel XII secolo: Umberto Longo, «“Qui caput ecclesiae veterem credunt synagogam”. Il richiamo al Tempio di Salomone e all'Antica Alleanza tra universale affermazione dell'ideologia papale e locale concorrenza tra le basiliche romane del XII secolo», in S. P. P. Scalfati e A. Veronese (dir.), *Studi di storia offerti a Michele Luzzati*, Pisa, Pacini, 2008, p. 157-170; *id.*, «Dimensione locale e aspirazioni universali a Roma nel XII secolo. San Giovanni in Laterano come santuario e l'eredità dell'Antica Alleanza», in *Expériences religieuses et chemins de perfection dans l'Occident médiéval. Études offertes à André Vauchez par ses élèves*, Paris, Académie des inscriptions et belles lettres, 2012. L'analogia tra Salomone, il suo tempio e il nuovo San Pietro di Niccolò V, in G. Manetti, *De vita ac gestis...*, ed. cit., p. 101-103.

<sup>27</sup> Agostino Rossi a Francesco Sforza, 21 febbraio 1466; e Giacomo d'Arezzo ai marchesi Gonzaga, 7 luglio 1466, entrambi editi in Anna Modigliani, *Disegni sulla città nel primo rinascimento: Paolo II*, op. cit., p. 42-43 (ma sulla politica urbanistica di Paolo II è fondamentale tutto il volume).

<sup>28</sup> Eugène Müntz, *Les Arts à la cour des papes pendant le XV<sup>e</sup> et le XVI<sup>e</sup> siècle*, t. II, *Paul II (1464-1471)*, Paris, E. Thorin, 1879, p. 36-37; v. A. Modigliani, *Disegni sulla città nel primo rinascimento: Paolo II*, op. cit., p. 39. Sulla costruzione del palazzo San Marco, v. Christoph Liutpold Frommel, *Architettura e committenza da Alberti a Bramante*, Firenze, Olschki, 2006, parte II, e Maria Letizia Casanova Uccella (dir.), *Palazzo Venezia. Paolo II e le fabbriche di San Marco*, Roma, De Luca, 1980.

principi italiani, scelse di occupare il cuore della città («nel centro della terra», osservava l'ambasciatore milanese), insediandosi in un palazzo completamente nuovo come non se n'erano ancora mai visti a Roma da più di un secolo<sup>29</sup>. Il progressivo trasferimento del polo curiale dal Vaticano, inoltre, era parte di un programma più ambizioso di ridefinizione dello spazio urbano che avrebbe reso il complesso di San Marco il nuovo centro della vita pubblica dell'Urbe. E questa seconda fase del progetto avrebbe attinto a piene mani al patrimonio simbolico dell'antichità, con una vasta campagna di reimpiego. La piazza antistante la dimora papale infatti iniziò ad essere arredata con pezzi scelti, sottratti alle loro collocazioni da ogni parte della città. Per prima, nel gennaio 1466, venne trasportata la conca di granito proveniente dalle terme di Caracalla e da tempo posta davanti alla chiesa di San Giacomo al Colosseo; quindi nell'estate del 1467, tra le proteste dei frati di Santa Agnese che lo custodivano, fu la volta del prezioso sarcofago di porfido rosso che si credeva fosse di santa Costanza. Dall'anno seguente iniziarono poi ad essere restaurati il famoso *caballus Constantini* (la statua equestre di Marco Aurelio) e i due enormi Dioscuri sul Quirinale, tutti destinati alla nuova piazza papale<sup>30</sup>.

Un sovrano tra i suoi sudditi più che un pastore nel suo gregge, la cui *magnificentia* si manifestava tanto nel nuovo palazzo papale quanto negli apparati pubblici che rianimavano la città. Paolo II aveva infatti rilanciato fin dal suo primo anno di pontificato le celebrazioni del carnevale romano, arricchendo le feste, moltiplicando le corse di uomini e bestie, i giochi, gli spettacoli per la città, come notavano ammirati gli ambasciatori. Il culmine era raggiunto il venerdì santo, quando nella piazza papale erano allestite centinaia di tavole a cui erano invitati un migliaio di maggiorenti della municipalità per degustare un banchetto preparato dai cuochi del papa, mentre il sovrano si affacciava di tanto in tanto dal balcone del palazzo condividendo il pasto con i suoi romani, a distanza ma ben visibile da tutti<sup>31</sup>. Questo era lo stile di governo delle relazioni tra pontefice e romani sottointeso nello spostamento della residenza nel cuore della città, e il messaggio circolò subito tra i romani. Tutti questi apparati tra il rituale e il festivo come anche la fondazione di uno

29 Palazzo San Marco divenne un modello per la successiva fioritura di palazzi cardinalizi, v. C. L. Frommel, *Der Römische Palastbau der Hochrenaissance*, Tübingen, E. Wasmuth, 1973; v. la sintesi di Maria Giulia Aurigemma, «Residenze cardinalizie tra inizio e fine Quattrocento», in S. Simoncini (dir.), *Roma, op. cit.*, t. II, p. 117 sq. (la citazione di Rossi è in A. Modigliani, *Disegni sulla città nel primo rinascimento: Paolo II, op. cit.*, p. 42).

30 Su questi trasferimenti e il progetto complessivo, A. Modigliani, «Paolo II e il sogno abbandonato di una piazza imperiale», in *Antiquaria a Roma. Intorno a Pomponio Leto e Paolo II*, Roma, Roma nel Rinascimento, 2003, p. 125 sq., con importante appendice di documenti, p. 151 sq.

31 Sui carnevali di papa Barbo, documenti in Fabrizio Cruciani, *Teatro nel Rinascimento. Roma 1450-1550*, Roma, Bulzoni, 1983, p. 113 sq.

spazio monumentale all'antica tra il Campidoglio e i rioni più popolati davanti al nuovo palazzo del papa erano percepiti chiaramente dai cittadini come una scelta politica che inaugurava un nuovo rapporto con il signore di Roma: «lo ditto papa Paulo in principio del suo papato volendo fare cosa grata alli Romani se ne venne ad habitare ad Santo Marco et ampliò la festa dello carnelevare», rilevò lo scriba del senato Stefano Infessura<sup>32</sup>.

I curiali assecondarono la scelta, molti uffici furono distaccati nel palazzo, mercanti, banchieri e artigiani iniziarono a trasferirsi nei pressi della nuova area papale<sup>33</sup>. Insomma, se il progetto di Niccolò V poté facilmente richiamare uno stile di governo tirannico sulla città, in cui il palazzo del sovrano «più che una casa sarà una cittadella fortificata, situata a metà tra l'interno e l'esterno della città [...] distante dagli altri edifici per un largo raggio attorno», come teorizzava in quegli anni Leon Battista Alberti nel suo *De re aedificatoria*, Paolo II tentò chiaramente di realizzare l'opzione contraria, quella del principe legittimo e vicino ai sudditi, la cui dimora è bene «sia collocata al centro della città, abbia un accesso facile, sia sontuosamente decorata e sia elegante più che superba»<sup>34</sup>. Sempre Alberti però ricordava che una tale residenza e la politica urbana che questa implicava richiedevano necessariamente il consenso dei cittadini, e fu su questo che si giocarono le sorti del progetto di papa Barbo<sup>35</sup>. Il trasferimento a palazzo San Marco venne preparato con un accordo tra il papa e i Colonna che controllavano l'area del nuovo insediamento, ma gli interessi della curia e quelli dei baroni non coincisero a lungo. Già alla fine del 1468, quando le truppe del re di Napoli Ferdinando d'Aragona minacciavano la capitale, l'esperimento di una nuova concordia tra sovrano pontefice e cittadinanza si rivelò effimero. Dopo solo tre anni, il palazzo alle pendici del Campidoglio venne abbandonato e la curia si rifugiò nel Vaticano, ritenuto più sicuro. Contro una popolazione sempre pronta alla rivolta non appena un potere esterno poteva favorirla, il

<sup>32</sup> Stefano Infessura, *Diario della città di Roma*, ed. Oreste Tommasini, Roma, Istituto storico italiano, 1890, p. 69.

<sup>33</sup> V. le indicazioni in Giuseppe Bonaccorso, «I veneziani a Roma da Paolo II alla caduta della Serenissima: l'ambasciata, le fabbriche, il quartiere», in D. Calabi e P. Lanaro (dir.), *La città italiana e i luoghi degli stranieri*, Roma/Bari, Laterza, 1998, p. 192 sq.

<sup>34</sup> Leon Battista Alberti, *L'arte del costruire*, ed. Valeria Giontella, Torino, Bollati Boringhieri, 2010, p. 166. I possibili rapporti tra le teorie di Alberti e i progetti di Niccolò V e Paolo II sono stati oggetto di molte discussioni, da ultimo (con rimandi agli studi precedenti) v. A. Modigliani, «Paolo II e i lavori a S. Pietro "...secondo li designi de papa Nicolao": la crisi del 1468 tra la "congiura dei poeti" e la sfida di Ferrante», *Roma nel Rinascimento. Bibliografia e note*, 2011, in corso di stampa (ringrazio l'autrice per la messa a disposizione del testo).

<sup>35</sup> «È importante prima di tutto stabilire che tipo di uomo sarà: se simile a chi governa i cittadini in modo santo e giusto, con il loro consenso, ed è animato non tanto dai propri vantaggi quanto dagli interessi e dal benessere dei suoi concittadini, oppure, al contrario, se è simile a chi governa i sudditi imponendo l'obbedienza con la forza» (Alberti, *L'arte del costruire*, ed. cit., p. 160).

papa veneziano dovette constatare che in fondo aveva avuto ragione il suo predecessore Parentucelli: non appena rientrato in Vaticano riprese, anche lui, a «lavorare et fortificare quello palazzo su li principii et secondo li designi de papa Nicolao», come annotava l'ambasciatore milanese a Roma<sup>36</sup>.

Dopo un cinquantennio di oscillazioni, il ripiego sul Vaticano degli anni '70 del Quattrocento finì con il rivelarsi definitivo per circa centocinquanta anni, fino a quando il palazzo del Quirinale ultimato da Paolo V Borghese (1605-1621) offrì una alternativa sempre più apprezzata<sup>37</sup>. Negli ultimi decenni del secolo dunque il rapporto spaziale tra il sovrano e la cittadinanza si assestò su una netta separazione: al di qua del Tevere la città dei romani, oltre il fiume la sede apostolica con la residenza del papa, il santuario della chiesa universale e la fortezza poco distante. I successori di Paolo II si accomodarono a questa bipartizione spaziale, reimpiegando variamente tipologie di intervento più tradizionali per affermare la loro presenza nello spazio romano già dal pontificato di Sisto IV. In effetti, il regno di papa della Rovere diventò un modello di *renovatio Urbis* per i decenni successivi (consacrato tale anche dalla storiografia) non tanto per l'assoluta novità degli interventi, quanto per l'inconsueta durata del suo regno che, in quasi quindici anni, poté sfruttare tutte le possibilità suggerite dalle esperienze precedenti.

L'impatto sulla città della politica urbanistica di Sisto IV risultò tanto spettacolare perché concentrato nei primissimi anni di regno. Poco dopo la sua elezione, nel 1471, il papa lanciò alla municipalità un chiaro messaggio di discontinuità con quanto prospettato dal suo predecessore. In quell'anno, Sisto IV fece trasportare l'antica statua bronzea della lupa (*mater romanorum* per la tradizione) dal Laterano al Campidoglio e continuò donando altre statue antiche alla sede della municipalità<sup>38</sup>. Contemporaneamente furono avviati grandi cantieri in previsione del giubileo del 1475, un evento che consentì di coniugare celebrazione del papa rinnovatore e pubblica utilità: dalla riedificazione dell'Ospedale di Santo Spirito in Sassia e di ponte Sisto alla ristrutturazione completa di edifici di culto sparsi per la città (Santa Maria del Popolo, San Pietro in Montorio, San Vitale, Santi Nereo e Achilleo, Santi Quirico e Giulietta,

36 La svolta di papa Barbo è documentata da A. Modigliani, «Paolo II...», cit. (Agostino Rossi al duca di Milano, 23 ottobre 1468, *ibid.*).

37 Antonio Menniti Ippolito, *I papi al Quirinale. Il sovrano pontefice e la scelta di una residenza*, Roma, Viella, 2004.

38 Sulla donazione e i suoi risvolti politici, v. William S. Heckscher, *Sixtus IIII Aeneas insignes statuas romano populo restituendas censuit*, The Hague, Nijhoff, 1955; Massimo Miglio, «Il leone e la lupa. Dal simbolo al pasticcio alla francese», *Studi Romani*, 30, 1982, p. 177 sq.; Thomas Buddensieg, «Die Statuenstiftung Sixtus' IV. im Jahre 1471», *Römisches Jahrbuch für Kunstgeschichte*, 20, 1983, p. 34 sq.

San Sisto Vecchio, Santa Anastasia tra le altre)<sup>39</sup>. Attorno al 1478 la vasta campagna di restauri propiziata dal giubileo si affievolì, in coincidenza con le crescenti tensioni politiche e militari a cui dovette far fronte l'aggressiva politica sovraregionale di papa della Rovere. Nella seconda metà del regno, Sisto IV e la curia rivolsero così le loro cure edilizie più vicino a loro, all'interno del complesso Vaticano, con la costruzione e la decorazione della cappella palatina dedicata all'Immacolata Concezione (la cappella Sistina) e l'allestimento di una nuova biblioteca parzialmente aperta al pubblico<sup>40</sup>. Nello spazio urbano di Roma per quanto possibile si continuarono a favorire lavori funzionali: restauro delle mura e degli acquedotti, pavimentazione e rettificazione degli assi viari (la *via Sancta* in Borgo Vecchio, quella *Sistina* in Borgo Sant'Angelo, le vie *Recta* e *Papalis* nel rione Ponte). Nel mercato immobiliare dei quartieri più centrali, allora in grande attività, l'amministrazione papale assecondò la costruzione di nuove abitazioni e soprattutto promosse la distruzione o il restauro degli edifici fatiscenti, sempre tramite la mediazione dei maestri delle strade<sup>41</sup>.

Nulla di nuovo nella forma degli interventi: restauri di edifici sacri, talvolta loro completa ricostruzione, in occasione di una grande celebrazione religiosa; miglioramento dei collegamenti, della viabilità e, ancora una volta, reiterazione e ampliamento delle competenze della magistrature locali. Eppure la Roma di quei decenni parve a molti una città in rinnovamento, grazie alla longevità del regno di papa della Rovere e alla continuità della sua azione sullo spazio

39 Un censimento dell'attività edilizia monumentale del pontificato di Sisto IV è in M. Fagiolo e M. L. Madonna (dir.), *Roma 1300-1875. La città degli anni santi*, Milano, Mondadori, 1985, p. 102-124. Più in particolare, per Santo Spirito in Sassia, Eunice D. Howe, *The Hospital of Santo Spirito and Pope Sixtus IV*, New York, Garland Pub., 1978, e *id.*, *Art and Culture at the Sistine Court. Platina «Life of Sixtus IV» and the Frescoes of the Hospital of Santo Spirito*, Città del Vaticano, Biblioteca apostolica vaticana, 2005; per ponte Sisto, v. sopra nota 6; per Santa Maria del Popolo, Enzo Bentivoglio e Simonetta Valtieri, *S. Maria del Popolo a Roma. Con una appendice di documenti inediti sulla chiesa e su Roma*, Roma, Bardi, 1976; per gli altri edifici sacri citati, Fabio Benzi, *Sisto IV renovator urbis. Architettura a Roma (1471-1484)*, Roma, Officina, 1990, p. 99, 120, 178, 188, 194 e *passim*.

40 Leopold D. Ettlinger, *The Sistine Chapel before Michelangelo. Religious Imagery and Papal Primacy*, Oxford, Clarendon Press, 1965; Silvia Ferino Pagden, «Perugino al servizio dei Della Rovere: Sisto IV e il Cardinale Giuliano (appunti per l'attività di Perugino a Roma)», in S. Bottaro, A. Dagnino e G. Rotondi Terminiello (dir.), *Sisto IV e Giulio II: mecenati e promotori di cultura*, Savona, Coop Tipograf, 1989, p. 53-72; John Shearman, «La costruzione della Cappella Sistina e la prima decorazione al tempo di Sisto IV», in *La Cappella Sistina. I primi restauri la scoperta del colore*, Novara, Istituto geografico de Agostini, 1986, p. 22-71.

41 Con la bolla del 30 giugno 1480, «*Etsi de cunctarum*», in *Bullarium Romanum*, ed. L. Tomassetti et Collegii adlecti Romae virorum s. theologiae et ss. canonum peritorum, Augustae Taurinorum, Seb. Franco et Henrico Dalmazzo editoribus, 1860, p. 273-278. Le effettive ricadute di questo e di altri provvedimenti sono state analizzate per il rione parione da Daniela Barbalarga, Paolo Cherubini, Giovanna Curcio, Anna Esposito, Anna Modigliani e Michela Procaccia, *Il rione parione durante il pontificato sistino: analisi di un'area campione*, in M. Miglio, F. Niuatta, D. Quagliani e C. Ranieri (dir.), *Un pontificato ed una città: Sisto IV (1471-1484)*, Roma, Istituto storico italiano per il Medioevo, p. 643 *sq.*, (v. in particolare G. Curcio, *I processi di trasformazione edilizia*, *ibid.*, p. 706-732).

cittadino. Modulando le iniziative a seconda delle circostanze, concentrandosi sui rifacimenti più spettacolari quando la relativa tranquillità dei primi anni lo consentirono, ripregandosi in seguito sul Vaticano senza però trascurare l'amministrazione corrente, Sisto IV si acquistò una fama di restauratore dell'Urbe forse superiore a quella dell'ormai lontano papa barone Martino V. Tra le feroci critiche che colpirono il capo del clan dei della Rovere in vita e in morte nessuna osò disprezzare la sua attività edilizia nell'Urbe. I romani stessi, così restii alle invadenze dei vescovi sovrani nel loro spazio, apprezzarono l'attivismo con cui il papa ligure si fece carico dei suoi doveri tradizionali senza per questo rimodellare vistosamente i rapporti di forza tra santa sede e città. Promuovere il decoro urbano infatti consentiva altre forme, più indirette ma anche più durature, di affermare il proprio potere, anche se nelle vesti di della Rovere piuttosto che di Sisto IV. In quegli anni di iniziative edilizie, tra gli altri, sorsero anche i sontuosi palazzi dei cardinali Pietro Riario a Santi Apostoli e Giuliano della Rovere presso San Pietro in Vincoli, nonché a Tor Sanguigna la dimora di Girolamo Riario, laico ma pure lui nipote del papa<sup>42</sup>. Altrettanti tasselli insediativi di una strategia di occupazione dinastica in città che avrebbe dato i suoi frutti in Vaticano, con l'elezione di un secondo papa della Rovere meno di trent'anni dopo.

#### RENOVATIO URBIS

Dalle sue origini, la storia del papato invita alla continuità. Tradizione, memoria, reimpiego ne possono essere le parole chiave, caratterizzano una specifica pratica di potere e autorappresentazione dell'istituzione romana coscientemente perseguita e ideologicamente assunta come elemento forte della propria identità. Sebbene questa storia in apparenza lineare, senza scarti, sia stata ridisegnata da numerose ricerche che ne hanno tratteggiato deviazioni e sottolineato interruzioni e riprese, l'avanzamento progressivo, coerentemente perseguito e splendidamente realizzato dell'occupazione dello spazio cittadino da parte della monarchia pontificia tardomedievale resiste nella storiografia alle tante evidenze contrarie. Al massimo, la marcia trionfale con cui la curia e i papi avrebbero imposto la loro politica urbanistica dai primi decenni del Quattrocento alla metà del successivo sembra essere stata rallentata da alcune soste imposte alla volontà dei sovrani dagli accidenti della storia. Ciononostante, ciascuno secondo le possibilità contingenti, i vescovi di Roma avrebbero percorso tutti la

<sup>42</sup> La dimora di Pietro Riario tra 1472 e 1474, quella di Giuliano della Rovere attorno al 1474, mentre il palazzo di Girolamo Riario (futuro palazzo Altemps) fu iniziato nel 1476, v. F. Benzi, *Sisto IV renovator urbis*, op. cit., p. 152 sq., p. 192-196.

medesima direttiva, senza alternative, arrivando finalmente a poter imporre le proprie ambizioni monumentali ai tempi di Giulio II della Rovere o di Paolo III Farnese. La *renovatio Urbis* così si è sedimentata come una categoria storiografica in cui una costante (la volontà di controllo effettivo della città, di propaganda e di celebrazione del potere pontificio) si declina in varianti determinate dalle diverse soluzioni proposte da architetti e artisti, più o meno innovativi<sup>43</sup>.

Questa prospettiva è apparsa tanto più coerente in quanto coincide con quella tratteggiata per l'evoluzione istituzionale del potere pontificio. Storici dell'architettura e storici della burocrazia papale si sono incontrati nel pontificato di metà secolo, rispecchiando la crescita organizzativa dell'amministrazione dello stato nei programmi monumentali nello spazio urbano promossi a partire dal regno di Tommaso Parentucelli<sup>44</sup>. Tuttavia, a ben vedere, le immagini non coincidono. A Roma l'espansione degli uffici di governo del papato, del loro personale e delle loro funzioni si adattò a lungo a una topografia burocratica disseminata, senza che la centralizzazione amministrativa si concentrasse in un luogo unico. I cardinali titolari delle maggiori cariche amministrative del papato, spesso riconfermati di regno in regno, ospitarono volentieri sottoposti e funzionari nelle loro dimore; e, ancora alla vigilia del sacco del 1527, la cartina dei luoghi di corte e degli uffici di curia nella capitale spaziava ben oltre il Vaticano e i palazzi del papa<sup>45</sup>.

In definitiva, se si abbandona il pieno Cinquecento quale punto di osservazione – come ho cercato di fare nei paragrafi precedenti – costanti e varianti della lenta appropriazione dello spazio di Roma da parte dei suoi sovrani pontefici appaiono meno definite. La stessa categoria interpretativa di *renovatio* si dimostra poco efficace per rendere conto di piani di intervento molto diversi, percepiti come tali dagli stessi contemporanei. L'operato pontificio sullo spazio urbano della capitale finisce così per apparire come compromesso tra pratiche di amministrazione, funzionali, sollecitate dalla cittadinanza al vescovo sovrano, incardinate in modalità di intervento rodiate dalla tradizione e, invece, tentativi di attuare progetti più o meno ambiziosi di ridefinizione dei rapporti di forza tra sudditi e principe ecclesiastico. Fino alla metà del secolo – durante i regni di Colonna,

43 Per questa impostazione diffusa, v. ad esempio Charles L. Stinger, *The Renaissance in Rome*, Bloomington, Indiana University Press, 1985, p. 235-291, o anche Christoph Liutpold Frommel, «Papal Policy: The Planning of Rome during the Renaissance», *Journal of Interdisciplinary History*, 17, 1986, p. 339-365. V. Nicholas Temple, *Renovatio Urbis: Architecture, Urbanism and Ceremony in the Rome of Julius II*, New York, Routledge, 2011.

44 Il parallelo è sviluppato nella sintesi, ormai classica, di Paolo Prodi, *Il sovrano pontefice: un corpo e due anime. La monarchia papale nella prima Età moderna*, Bologna, Il Mulino, 1982, p. 110 sq.

45 V. Marco Folini, «Roma e Urbino: due corti rinascimentali a confronto», in *Atlante della letteratura italiana*, t. I, *Dalle origini al Rinascimento*, dir. A. De Vincentiis, Torino, Einaudi, 2011, p. 772-773.

Condulmer e Borgia – l'autorità pontificia agì sullo spazio urbano reimpiegando pratiche consuete, collaudate nei secoli precedenti. In quanto vescovi cittadini, i papi seguirono la condotta dei loro predecessori, si attenero ai loro doveri di restauratori di edifici sacri e di pubblica utilità. Come sovrani nuovamente insediati nella capitale, concentrarono l'attenzione sull'ufficio che poteva rappresentare una mediazione tra la loro autorità e le richieste della municipalità, i maestri delle strade: progressivamente ne ampliarono prerogative e competenze, imponendo in cambio il controllo sempre maggiore degli ufficiali<sup>46</sup>.

Quando, attorno al 1450, i papi e la curia mostrarono di voler andare oltre nella manipolazione degli spazi cittadini per radicarsi stabilmente quali sovrani nell'Urbe, tutti i loro progetti più vistosi al contrario si scontrarono contro resistenze locali. Così avveniva anche in altre città della penisola sottoposte alle ambizioni edilizie dei rispettivi principi architetti, come nella Milano degli Sforza o nella Firenze medicea<sup>47</sup>. Ma Roma era un palcoscenico urbano tanto speciale quanto il regime sovrano che la governava, e per questo alle resistenze locali si aggiunsero critiche diffuse e rinnovate di regno in regno. Nella città che sempre più diventava centrale per la diplomazia italiana, i tratti di fondo del conflitto sull'occupazione dello spazio urbano diventavano argomenti di discussione esportati anche al di fuori dei confini dello stato. Non solo la dialettica tra emergenze preesistenti e nuove realizzazioni era esasperata dal patrimonio monumentale antico, dal suo valore simbolico e culturale condiviso in tutto l'occidente; pure le incoerenze, le interruzioni e i fallimenti dei diversi progetti papali risaltavano con una nettezza che la forma stessa del regime ecclesiastico, la sua discontinuità al vertice, lumeggiava molto più che altrove<sup>48</sup>.

## LE PAROLE CONTRO LE PIETRE

46 Orietta Verdi, «Da ufficiali capitolini a commissari apostolici: i maestri delle strade e degli edifici di Roma tra XIII e XVI secolo», in L. Spezzaferro e M. E. Tittoni (dir.), *Il Campidoglio e Sisto V*, Roma, Carte Segrete, 1991, p. 54-63.

47 V. Patrick Boucheron, *Le Pouvoir de bâtir. Urbanisme et politique éditiltaire à Milan (XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, Rome, École française de Rome, 1998, p. 151-198, 547-555; Carolin Elam, «Lorenzo de' Medici and the Urban Development of Renaissance Florence», *Art History*, 1, 1978, p. 43-66; *id.*, «Lorenzo's Architectural and Urban Policies», in G. C. Garfagnini (dir.), *Lorenzo il Magnifico e il suo mondo*, Firenze, Olschki, 1994, p. 357-384. Sulla categoria di principe architetto nel XV secolo, v. A. Calzona, F. P. Fiore, A. Tenenti e C. Vasoli (dir.), *Il principe architetto*, Firenze, Olschki, 2002 (in particolare, Luisa Giordano, «Edificare per magnificenza. Testimonianze letterarie sulla teoria e la pratica della committenza di corte», p. 215-228).

48 Per il valore simbolico e culturale di Roma nel Quattrocento, v. la sintesi in Élisabeth Crouzet-Pavan, *Renaissances italiennes*, Paris, Albin Michel, 2007; limiti esecutivi delle ambizioni dei principi architetti in P. Boucheron, *Le Pouvoir de bâtir, op. cit.*, p. 303-406, 541-572; Isabella Lazzarini, *Gerarchie sociali e spazi urbani a Mantova dal Comune alla Signoria gonzaghesca*, Pisa, ETS, 1994, p. 16-19 e 143-147; Marco Folini, *Rinascimento estense. Politica, cultura, istituzioni di un antico Stato italiano*, Roma/Bari, Laterza, 2001, p. 261-267.

Fintanto che i papi si limitarono a restaurare l'esistente nessuno sollevò obiezioni. Anzi la linea di condotta di Martino V e dei legati di Eugenio IV oltre che lodata venne considerata esemplare. Non appena papa Condulmer ritornò nella capitale, dopo anni di assenza, la curia stessa propose di formalizzare la prassi conservativa dello spazio monumentale della città, proponendola come modello da proseguire nel tempo. Dal 1443 il segretario apostolico Biondo Flavio, già noto nel mondo delle lettere, iniziò a lavorare sul testo che avrebbe dovuto fissare l'immagine del papa come conservatore dell'antico. Il segretario compose i suoi tre libri sulla *Roma instaurata* nel circolo curiale dei Colonna capeggiato dal cardinale Prospero: un ambiente che aveva tutto da guadagnare dalla conservazione di uno spazio urbano egemonizzato di fatto dalle grandi famiglie aristocratiche locali<sup>49</sup>. I lettori moderni della *Roma instaurata* sono rimasti colpiti soprattutto dalla novità dell'approccio topografico e antiquario dell'autore, spesso vi hanno riconosciuto un manifesto della *renovatio* dell'Urbe. Nel concreto, tuttavia, il testo offerto a papa Condulmer è piuttosto un manifesto di conservatorismo urbanistico, e il ruolo che viene assegnato al signore della città è tutt'altro che innovativo. Roma, antica sovrana del mondo, è presentata ormai come regina delle rovine. Ma proprio questo ne costituisce la forza. Contrariamente a quanti piangevano sulle vestigia malandate di un passato glorioso, secondo Biondo erano proprio le tracce incontestabili di quella storia che continuavano a manifestare il carisma dell'Urbe. Ai dotti spettava il compito di riportarle in vita attraverso lo studio, restituendo la loro autentica identità, a partire dalle denominazioni originali. Al sovrano pontefice conveniva invece mantenere quel patrimonio di monumenti pagani e cristiani, la cui «conservazione è tanto utile quanto necessaria» (anche perché, insisteva Biondo, tempo dieci anni di ulteriore incuria e tutto sarebbe definitivamente crollato)<sup>50</sup>.

49 Profilo di Biondo in Riccardo Fubini, «Biondo Flavio», in *Dizionario biografico degli italiani*, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, t. X, 1968, p. 536-559. La lettera del 1 febbraio 1446 è edita in Bartolomeo Nogara, *Scritti inediti e rari di Biondo Flavio*, Città del Vaticano, Biblioteca apostolica vaticana, 1927, p. 159-160. Sui rapporti tra Prospero Colonna e Biondo Flavio, Robert Weiss, *The Renaissance Discovery of Classical Antiquity*, Oxford, Blackwell, 1969, p. 108-109, 150 sq.

50 «*Urbis Romae, rerum dominae, ruinarum potius quam aedificiorum quae nunc cernuntur, notitiam pro viribus innovare, Eugeni pontifex sanctissime, multa mihi suadent. Sed illud maxime impellit quod tanta fuit praeteritorum diu saeculorum hominibus studiorum humanitatis ignorantia, ut eum pauca singulis in urbis ipsius aedificiorum partibus, quae olim fuerint, non ab imperita solum multitudine, sed ab his etiam qui doctrina cultiores sunt sciantur, tum multa ac paene omnia falsis et barbaris appellationibus inquinata, vel potius infamata cernamus [...]. Confirmavit etiam nostrum describendi propositum, tuus in ipsam pontificatus tui sedem reditus, adeo illius conservationi utilis atque necessarius, ut constet eam senio calamitatibusque confectam, si altero abfuisse decennio, paene funditus perituram [...]. Accedit nostrae huic urbis instaurati, quae dignitatis tuae sanctimoniam imprimis deceat, et tuam gloriam maxime cumulet, pontificum Romanorum qui te praecesserint innovata operum commemoratio, dum urbis partes ad veterem novamque*

Il testo era stato fatto circolare già prima della sua presentazione al papa nel 1446, sia in curia che nelle corti italiane, con grande successo. In effetti, oltre alle informazioni erudite che forniva sulle rovine che tanto avevano affascinato generazioni di visitatori, la *Roma instaurata* del segretario apostolico esplicitava con chiarezza quanto suggerito da molti nei decenni precedenti. Roma era una capitale potenzialmente unica proprio perché il suo spazio era di per sé legittimante. I suoi sovrani non avrebbero avuto bisogno di creare dal nulla architetture celebrative da sovrapporre a ciò che già esisteva, al contrario dei principi più o meno nuovi della penisola. Leonello d'Este si gloriava di aver fatto coniare migliaia di monete bronzee all'antica nella sua Ferrara? Ma i monumenti che vi comparivano sul dritto o sul rovescio erano solo piatte riproduzioni di ciò che a Roma si poteva ancora toccare con mano. Così, amministrare e restaurare ciò che la tradizione aveva lasciato sarebbe bastato a trasformare un paesaggio di rovine che suggeriva decadenza in un palcoscenico urbano che nessun altro sovrano si sarebbe potuto permettere.

Alla metà del secolo, mentre a Milano, Napoli e persino nella repubblicana Firenze osservatori e trattatisti rielaboravano la nozione di *magnificentia* per lodare e incitare principi o cittadini eminenti ad intervenire splendidamente in campo edilizio con nuove realizzazioni, i papi a Roma erano apprezzati solamente quali promotori della conservazione dell'esistente e del recupero dell'antico<sup>51</sup>. Alla metà degli anni '40 appariva del tutto lecito che Cosimo dei Medici facesse allestire nel cuore di Firenze l'imponente cantiere per la nuova residenza di famiglia, così come dieci anni dopo Alfonso d'Aragona avrebbe ricevuto solo lodi per la radicale trasformazione della vecchia fortezza angioina di Napoli. Quando, in quegli stessi anni, anche i sovrani di Roma mostrarono di voler applicare nella loro capitale alcune delle possibilità edilizie che la recente pubblicistica sul principe architetto consigliava ad ogni governante avveduto,

---

*nominationem describens, basilicae quoque templa et sacra quas vocamus ecclesias loca, per quos pontifices et alios Christianos vel fundatae primo, vel auctae vel fuerint instauratae ostendam»* (Praefatio ad Eugenium IV, edita da B. Nogara, in B. Nogara, *Scritti inediti e rari di Biondo Flavio*, op. cit., p. 222).

51 Per la nozione di *magnificentia* principesca nel costruire, v. tra gli altri, Anthony D. Fraser Jenkins, «Cosimo De' Medici's Patronage of Architecture and the Theory of Magnificence», *Journal of the Warburg and Courtauld Institutes*, 33, 1970, p. 162-170; Louis Green, «Galvano Fiamma, Azzone Visconti and the Revival of the Classical Theory of Magnificence», *Journal of the Warburg and Courtauld Institutes*, 53, 1990, p. 98-13; Martin Wanke, «*Liberalis principis*», in A. Esch e C. L. Frommel (dir.), *Arte, committenza ed economia a Roma e nelle corti del rinascimento (1420-1530)*, Torino, Einaudi, 1995, p. 83-92; Patricia Rubin, «Magnificence and the Medici», in F. Ames Lewis (dir.), *The Early Medici and their Artists*, London, Department of History of Art Publisher, 1995, p. 37-49; Evelyn Welch, «Public Magnificence and Private Display: Giovanni Pontano's *De Splendore* (1498) and the Domestic Arts», *Journal of Design History*, 15, 2002, p. 211-227, e Georgia Clarke, *Roman House – Renaissance Palaces: Inventing Antiquity in Fifteenth-Century Italy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 54 sq.

invece, raccolsero critiche e opposizioni. Queste apparvero con virulenza durante la fine del pontificato di Niccolò V, quando i suoi programmi edilizi furono definiti e parzialmente avviati; ma si prolungarono per lo meno agli anni '80, quando ancora si ricordavano i più avanzati interventi di Paolo II, da poco defunto.

Da Firenze il neo cancelliere della repubblica Poggio Bracciolini, un anziano curiale, riferiva allarmato la generale disapprovazione suscitata dai progetti di papa Parentucelli, consigliando francamente di arrestare ogni «spesa per le costruzioni»<sup>52</sup>. Il tema era già di attualità e Bracciolini non era il solo a riecheggiare queste accuse, ma le sue relazioni gli permettevano di indirizzare il suggerimento direttamente alla curia, al segretario personale del pontefice, Pietro da Noceto, affinché arrivasse al suo signore<sup>53</sup>. La curia stessa non sostenne compatta le iniziative del papa. Non solo dopo la sua morte quei progetti furono del tutto accantonati, ma già dall'anno del grande giubileo un altro curiale, in servizio come abbreviatore apostolico, aveva fatto circolare fin a Milano un breve ma micidiale scritto satirico in cui si parodiava una *libido aedificandi* che i lettori più informati potevano agevolmente identificare con quella del papa regnante<sup>54</sup>. Leon Battista Alberti infatti nel suo *Momus* mise in scena un'altra corte sacra, capricciosa, instabile e irresistibilmente comica, quella degli dei dell'Olimpo, litigiosi tra loro, pronti a disputarsi per le questioni più futili. Giove, sovrano sospettoso, talvolta collerico e perennemente indeciso (proprio

52 Nella lettera del 25 luglio 1453 Bracciolini invitava Pietro da Noceto a convincere il papa «*ut cesset ab impensa edificandi, quam, ut tecum vera loquor, omnes non culpant hoc tempore sed detestantur*» (riservandosi l'anonimato, «*non tamen hec ei dicas. Nolo incurrere indignationem suam, quanvis mihi gratias posset, qui ea ad te scribam quibus et culpam et infamiam fugere possit et laudem consequi*»): Poggio Bracciolini, *Lettere*, ed. H. Hart, Firenze, Olshki, 1987, p. 158 sq.

53 Altre tracce di contestazioni esplicite (di Giovanni da Capestrano, Giorgio da Trebisonda e, in seguito, Vespasiano da Bisticci, Bartolomeo Platina, Lampugnino Birago) segnalate in Ludwig von Pastor, *Storia dei Papi. Dalla fine del Medioevo*, Roma, Desclée, 1942, p. 494; M. Miglio, *Storiografia pontificia del Quattrocento*, op. cit., p. 104 e nota 55; Laura Onofri, «Sacralità, immaginazione e proposte politiche: la Vita di Niccolò V di Giannozzo Manetti», *Humanistica Lovaniensia*, 28, 1979, p. 70; Maria Giulia Aurigemma, «La cultura architettonica nella Roma quattrocentesca e gli umanisti: aspetti di un problema storico», *Atti e memore. Arcadia*, 7, 1979, p. 164; Vincenzo Fontana, *Artisti e committenti nella Roma del Quattrocento. Leon Battista Alberti e la sua opera mediatrice*, Roma, Istituto di studi romani, 1973, p. 25.

54 Leon Battista Alberti, *Momus*, ed. Virginia Brown e Sarah Knight Alberti, Cambridge (Mass.)/London, Harvard University Press, 2003, con indicazioni bibliografiche essenziali. Sulla parodia antinicolina, con riferimento alla politica edilizia del papa, importante la lettura di Stefano Simoncini, «Roma come Gerusalemme nel giubileo del 1450. La *renovatio* di Niccolò V e il *Momus* di Leon Battista Alberti», in S. Rossi e S. Valeri (dir.), *Le due Rome del Quattrocento. Melozzo, Antoniazio e la cultura artistica del '400 romano*, Roma, Lithos, 1997, p. 322-345; v. anche Christine Smith e Joseph F. O'Connor, *Building the Kingdom: Giannozzo Manetti on the Material and Spiritual Edifice*, Turnhout, Brepols, 2006. Specifico sulla *libido aedificandi*, Alberto Giorgio Cassani, «*Libertas, frugalitas, aedificando libido*. Paradigmi indiziari per Leon Battista Alberti a Roma», in *Le due Rome del Quattrocento*, op. cit., p. 296-321.

come i critici contemporanei ritraevano papa Parentucelli) sottopone al senato celeste l'opportunità di rinnovare il mondo, «de orbe innovando» nei termini di Alberti<sup>55</sup>. La corte olimpica si divide anche su questo. Giunone, accecata dalla sua smania di costruire, preme per un deciso intervento strutturale sul mondo intero. Momo, alter ego dell'autore, invece suggerisce al divino sovrano di desistere dalla vana ambizione di voler ricostruire un nuovo mondo («*coaedificandi orbem*»), di intestardirsi in una tale impresa edilizia («*tantam aedificandi rem*»)<sup>56</sup>. La parodia si conclude con il fragoroso crollo della pretenziosa torre fatta erigere dagli olimpici, proprio come quello che fece rovinare pochissimi anni dopo la torre eretta in Vaticano per volere di papa Niccolò.

I fatti dunque resero ancora più incisiva la satira di Alberti. Per di più l'autore scriveva con una autorevolezza riconosciuta, che avrebbe formalizzato poco dopo nel suo trattato *De re aedificatoria* e che dal 1453 gli avrebbe valso il coinvolgimento nella costruzione di una delle più appariscenti manifestazioni della *magnificentia* architettonica di un principe del tempo, il mausoleo dinastico voluto dal signore di Rimini Sigismondo Pandolfo Malatesta<sup>57</sup>. Il conflitto dunque scoppiava parallelamente ai primi tentativi di realizzare il progetto del papa, e conveniva schierarsi. Sempre nel 1453 Biondo Flavio, caduto temporaneamente in disgrazia, per favorire la sua reintegrazione al servizio papale offriva a Niccolò V un'altra sua opera, l'*Italia illustrata*. Nella prefazione dedicatoria il pontefice era lungamente lodato per le sue cure alla capitale, ma in termini molto diversi da quelli con cui pochi anni prima l'autore aveva incitato Eugenio IV a conservare e restaurare i monumenti dell'antichità romana. I meriti edilizi di papa Parentucelli, da rivendicare sebbene non realizzati, oltre ai consueti restauri erano soprattutto la costruzione del palazzo, di torri altissime, di cinte murarie, di fortificazioni nel cuore dell'Urbe<sup>58</sup>.

<sup>55</sup> L. B. Alberti, *Momus*, ed. cit., p. 224 sq.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 190 sq.

<sup>57</sup> Le date di composizione del *De re aedificatoria* sono ancora molto discusse, una rapida messa a punto in Valeria Giontella, «Introduzione», in L. B. Alberti, *L'arte del costruire*, op. cit., p. ix sq.; sulla prima, relativamente scarsa, diffusione: Giovanni Orlandi, «Le prime fasi della diffusione del Trattato architettonico albertiano», in J. Rykwert e A. Engel (dir.), *Leon Battista Alberti*, Milano, Electa, 1994, p. 96-105. Sulla collaborazione di Alberti alla costruzione del Tempio Malatestiano, discussione e documenti in A. Turchini, «Rimini e il Tempio Malatestiano», in M. Bulgarelli, A. Calzona, M. Ceriana e F. P. Fiore (dir.), *Leon Battista Alberti e l'architettura*, Milano, Silvana, 2006, p. 267-275.

<sup>58</sup> «*Tu praeterea primaria urbis Romae basilicas, Petri Apostolorum principis, Lateranensemque, et Virginis Dei nostris genitricis maiorem, Stephanique protomartyris rotundam, alteramque superbissimam olim Pantheon rotundam, et minores aliquot multa instaurasti decoratisque impensa. Tu primum orbis papale palatium altissimis communium crassissimisque turribus atque muris, sic omnes orbis publica aedes magnificentia operi et vario splendidissimoque ornatu superare fecisti, sicut ipse ceteros principes dignitate et virtutibus antecellis. Tu denique beati Petri, cuius a Deo commissas vices in orbe generis, altare suis sacratissimum ossibus abside pergis tanto ut, inquam, qui urnem Romam rerum et orbis decus fabrorum*

Biondo e altri in quegli anni tentarono di adattare i connotati del principe architetto al sovrano pontefice, insistendo sulla «magnificenza delle opere» promosse da Niccolò V; e finché Tommaso Parentucelli fu in vita la partita delle opinioni restava aperta<sup>59</sup>. Ciononostante, alla fine del pontificato, le realizzazioni in pietra rimanevano solo un'utopia e fin troppo nota, bersaglio di critiche e opposizioni persino nei ranghi curiali. Il papa che voleva dominare più con le opere in muratura che con le parole dei sapienti dovette infine affidarsi ai servizi di un talentuoso biografo per difendersi. E infatti la *Vita Nicolai V* composta da Giannozzo Manetti e pubblicata subito dopo la morte del pontefice dedica molte pagine alla dettagliata esposizione del progetto, ma anche alla definizione di una variante inedita del modello del principe architetto e rinnovatore edile. Se entrando in Santa Maria Maggiore i visitatori del tempo ancora ammiravano il ritratto di papa Colonna nei panni di restauratore dalle fondamenta della basilica nel trittico di Masaccio (e Masolino) in speculare continuità con papa Liberio (352-366) che campeggiava nella medesima attitudine nel mosaico duecentesco sulla facciata della chiesa, nella biografia di Niccolò V Manetti abbandonò il modello tradizionale dei vescovi di Roma quali restauratori dell'antico patrimonio urbano per elaborare invece l'immagine senza precedenti del pontefice architetto<sup>60</sup>. Noè e più ancora Salomone erano gli antecedenti a cui Parentucelli si era direttamente ispirato. La tradizione classica di antichi imperatori e sovrani costruttori cui attingevano i trattatisti sulla magnificenza costruttiva dei principi era messa in ombra dalle Sacra Scritture. L'Antico Testamento, in particolare, si rivelava ricco di riferimenti adatti per un sovrano sacerdote che intendeva edificare un nuovo complesso monumentale le cui misure e proporzioni riproducessero l'armonia cosmica dell'arca che aveva salvato l'umanità ai tempi del diluvio o del tempio divino di Gerusalemme<sup>61</sup>.

Nonostante gli sforzi, la *renovatio* di Niccolò V si concluse con un doppio fallimento. I programmi edilizi rimasero solo degli abbozzi, senza prosecutori immediati; ma anche il testo che almeno avrebbe dovuto fissarli sulla carta per il futuro non ebbe grande successo. Manetti abbandonò la curia appena

---

*manibus tantopere exornasti eiusque et Vaticani moenia arcem perpulcre munitam et vias restituisti» (Blondi Flavii forliviensis in Italiam illustratam ad Pontificem Maximun Nicolaum V praefatio, edita da B. Nogara, in Scritti inediti e rari di Biondo Flavio, op. cit., p. 220-221). Per l'opera e le diverse dediche, v. la sintesi con bibliografia essenziale di Erminia Irace, «L'Italia dall'alto (secondo Flavio Biondo)», in Atlante della letteratura italiana, op. cit., p. 387-392.*

<sup>59</sup> *Blondi Flavii*, ed. cit., p. 220.

<sup>60</sup> Sull'attribuzione del cosiddetto *Trittico della Neve* e la sua storia, Anna Cavallaro, «La pittura al tempo di Martino V», in G. Fossi (dir.), *La storia dei giubilei*, Firenze, Giunti, 1997, p. 319-322. V. anche Massimo Miglio, «Principe, architettura, immagini», in *Il principe architetto*, op. cit., p. 41-53 (distribuito anche da Reti Medievali – Biblioteca, <<http://fermi.univr.it/RM/biblioteca/scaffale/m.htm>>).

<sup>61</sup> Giannozzo Manetti, *De vita ac gestis...*, ed. cit., p. 150-159 (e più in generale tutto il libro II).

morto Parentucelli e, lasciata una copia della sua biografia a Firenze, offrì la *Vita* di Niccolò V e l'illustrazione dei suoi progetti monumentali a un cardinale spagnolo, più legato alla corte di Alfonso d'Aragona che a quella pontificia: a Napoli, presso una corte tutta intenta a legittimare e radicare una dinastia nella durata, i monumenti dei sovrani erano molto più apprezzati, edilizi o letterari che fossero<sup>62</sup>. A Roma invece le difficoltà persistevano tenaci. La città resisteva, disabituata a ospitare un sovrano. La curia era restia a sostenere progetti edilizi innovativi, vistosi e duraturi, del potere pontificio. In una corte di principi porporati, ciascuno con le proprie clientele e affiliazioni, il controllo delle opinioni sfuggiva al sovrano regnante e al suo partito, tanto più che la loro egemonia si sarebbe conclusa nel giro dei pochi anni che durava un pontificato. Così, almeno fino al pontificato di Sisto IV, la propaganda papale con cui furono sostenuti i vari tentativi di presa spaziale sulla città si ritrovò a dover combattere opinioni provenienti dal suo stesso ambiente. Tale conflittualità raggiunse l'apice durante il regno di papa Barbo, in reazione alla sua politica urbanistica innovativa. Allora le contestazioni che si sollevarono dai ranghi curiali bersagliarono l'aspetto più eclatante della strategia di Paolo II, tutto l'arsenale di oggetti materiali a cui il papa veneziano si affidò per imprimere la sua presenza nel tessuto urbano oltre il Vaticano, dalle costruzioni alle statue, dalle immagini ai monumenti<sup>63</sup>.

Sul versante dei letterati, degli specialisti della scrittura i cui servizi erano stati considerati vani per governare da Niccolò V, venne ingaggiata una battaglia tra cose e parole in cui quest'ultime, naturalmente, uscivano vittoriose. Il vescovo letterato Giovanni Antonio Campano sviluppò l'argomento rivolgendosi direttamente al papa. Scrivendo a Paolo II tra la fine del 1466 e l'inizio dell'anno seguente, Campano riecheggiò apertamente le critiche suscitate dalle intenzioni di trasformare la capitale del mondo nelle città di un principe e difese una alternativa per acquisire ugualmente autorità e prestigio. Statue, edifici, archi trionfali e monete commemorative non solo erano strumenti comunicativi pesanti, inamovibili dai luoghi in cui venivano esibiti, capaci dunque di trasmettere il loro messaggio unicamente a chi aveva la fortuna di poterli vedere di persona, ma si dimostravano anche perituri, destinati con il tempo a essere

62 Sulle vicende della biografia di Manetti Anna Modigliani, «Introduzione», in G. Manetti, *De vita ac gestis...*, ed. cit., p. vii sq., sui diversi contesti di produzione e circolazione Amedeo De Vincentiis, «Le don impossible. Biographies du roi et biographies du pape entre Naples et Rome (1444-1455)», in C. Caby e R. M. Dessi (dir.), *Humanistes, clercs et laïcs dans l'Italie du XIII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle*, Turnhout, Brepols, 2012, p. 319 sq.

63 Massimo Miglio, «*Vidi thiarum Pauli papae secundi*» (1969), in *id.*, *Storiografia pontificia del Quattrocento*, op. cit., p. 121 sq.; Amedeo De Vincentiis, *Battaglie di Memoria. Gruppi, intellettuali, testi e la discontinuità del potere papale alla metà del Quattrocento*, Roma, Roma nel Rinascimento, 2002 (distribuito in formato digitale su Reti Medievali, <<http://fermi.univr.it/rm/biblioteca/scaffale/volumi.htm#DeVincentiis>>).

snaturati dai mutamenti ambientali tanto che si sarebbe perduto persino il ricordo di chi li aveva realizzati. Al contrario, la scrittura, la storia e la biografia si erano rivelati sempre più affidabili. Provvisti di una autorità difficilmente contestabile, inequivoci nei loro significati, i testi avrebbero circolato in uno spazio e per un tempo potenzialmente sconfinati<sup>64</sup>.

Le opposizioni più dichiaratamente politiche, sul versante dei gruppi curiali ostili a papa Barbo, sfruttarono invece un'altra opposizione. Non tanto cose contro lettere, quanto l'inconciliabilità tra due stili di governo: il generico modello principesco che Paolo II sembrava perseguire contro quello specifico di un sovrano che doveva restare soprattutto pontefice. Il cardinale Iacopo Ammannati Piccolomini, che aveva ereditato la guida del partito della famiglia allargata di Pio II, già nell'autunno del 1468 denunciava il papa per una bramosia di fama e reputazione degna del più laico dei principi. La volontà di trasmettere il proprio ricordo associandolo alla fondazione di splendidi edifici, a giochi e banchetti offerti al popolo di Roma, emulavano una «antica vanità» che avrebbe finito per lasciare ai posteri solo il ricordo di una sfrenata ricerca di «inutile gloria»<sup>65</sup>. Esattamente l'opposto di quanto sarebbe spettato a un sommo pontefice, al «Servo dei servi del Signore». Il cardinale proseguiva quindi tratteggiando un piccolo specchio delle virtù del buon papa che alle necessarie virtù personali (e cristiane) avrebbe dovuto aggiungere soprattutto il perseguimento di una politica su vasta scala, rivolta a unire l'occidente cristiano per la riconquista dell'oriente musulmano piuttosto che ad assicurarsi il favore dei cittadini della capitale del proprio piccolo stato<sup>66</sup>.

Sebbene con sensibilità e prospettive diverse, tutte le critiche suscitate dalla politica di occupazione dello spazio urbano di Paolo II si ritrovavano su un

64 «*Nam aedes et statuæ et trophea et triumphales arcus et numismata et huiusmodi caetera quamvis itura in longum videantur, uno tamen affixæ loco neque tam vagantur late, neque tam diu durant, neque aliquam paresterim tantam afferunt notitiam neque certa sunt et propria ei qui hæc ædificaverit [...]. Sola est historia cui credatur, quæ habeat assumum et fingat nihil, poliat exornetque omnis. Fideli nuntius, testis verus, benignus interpret, diuturnum monumentum, firma indubitaque memori*» (Giovanni Antonio Campano, *Opera*, ed. M. Ferni, Roma, 1495, fol. vii-viii [v. i passi collazionati sul codice della Biblioteca apostolica vaticana, Vat. Urb. Lat. 235, fol. 242-247, editi in M. Miglio, *Storiografia pontificia del Quattrocento*, op. cit., p. 150, nota 42]). Sull'autore v. Flavio Di Bernardo, *Un vescovo umanista alla corte pontificia*. Giovannantonio Campano, Roma, Università Gregoriana, 1975.

65 Iacopo Ammannati Piccolomini, *Lettere (1444-1479)*, ed. Paolo Cherubini, Roma, 1997, t. II, p. 1202-1205 (lettera indirizzata dal cardinale allo stesso Paolo II, tra l'estate e l'inizio dell'autunno 1468, «*Aemulator quoque vanitatis antiquæ, saeculares ludos et epulum Romano populo exhibes [...]. Videntes ea audientesque posterì, sectatorem quandam inanìs gloriæ te fuisse concient*», p. 1203).

66 «*Opera autem æternitatis in pontifice sunt: vitam immaculatam præstare, lapsam disciplinam Ecclesiæ erigere, restituende libertati clericorum intendere [...]. meditar iugiter de miseris christianis, qui proximis infidelibus sunt; præsidia his mittere; incitare principes ad capessenda pro fide arma; ducatum, si pous sit, illis præstare [...] meminisse Gregoriani verbi, quod litteræ apostolicæ præferunt: Servus servorum Dei*» (ibid., p. 1204).

punto: il papa di Roma era l'unico sovrano a cui era negata la *magnificencia* principesca quale forma di governo. Ciò che veniva ammirato in nuovi arrivati al potere o in cittadini eminenti che esibivano la loro egemonia con spettacolari imprese edilizie nelle loro città, a Milano, a Ferrara, a Firenze come a Napoli, non appariva invece consono al più antico dei sovrani della Penisola. L'identità sacerdotale della monarchia papale e quella monumentale della loro capitale, scrigno delle forme dell'antichità classica e cristiana, restringevano il campo di azione di quei principi a tempo e senza dinastia che solo da qualche decennio erano ritornati nei loro domini italiani. Solo alla fine del secolo l'idea che i papi potessero legittimamente intervenire sullo spazio urbano di Roma anche oltre la tradizionale cura degli edifici ecclesiastici iniziò ad essere accettata consensualmente. Ma anche in questo caso, la novità dovette passare attraverso il recupero di un linguaggio consolidato, il reimpiego cioè di parole che presentassero novità effettive come iscritte in una prassi accettata da secoli. Sisto IV della Rovere, riconosciuto dagli storici moderni come rinnovatore senza precedenti del panorama urbanistico della capitale, venne celebrato dalla sua propaganda come restauratore più che come principe architetto animato dalla volontà di innovare. *Reparatio, refectio, instauratio* o *restauratio* erano state le parole d'ordine della prudente politica urbanistica di papa Colonna all'inizio del secolo, consonanti con quelle che avevano connotato la sua azione di recupero dei diritti fiscali e territoriali della città (*recuperatio, reintegratio, restauratio*, nelle scritture dello scribasenato Niccolò Signorili)<sup>67</sup>; mezzo secolo dopo, gli uomini di lettere che elaborarono il vastissimo programma epigrafico con Sisto IV risemantizzò i luoghi cittadini investiti dalle sue iniziative edilizie attinsero a piene mani al lessico di quel felice precedente, mostrando a romani e visitatori che il papa della nuova Roma si era preoccupato soprattutto di restituire alla città uno splendore che questa aveva già conosciuto in altri tempi<sup>68</sup>.

67 Per le citazioni dei vari autori circa Martino V (Leonardo Bruni, Agapito dei Rustici, l'anonimo biografo di papa Colonna e altri): Blasio, «Alle radici», cit., p. 112, 115, 119; Wouter Bracke, «Le orazioni al pontefice», in *Alle origini della nuova Roma*, op. cit., p. 139; v. anche Stefano Infessura, *Diari*, op. cit., p. 25 («fece racconciare»). Per la *Descriptio urbis Romae eiusque excellentia* di Niccolò Signorili: *Codice Topografico della città di Roma*, ed. Roberto Valentini, Giuseppe Zucchetti, Roma, 1953, p. 164-165, e v. anche Paola Pavan, «“*Inclitae urbis Romae iura, iurisdictiones et honores*”: un caso di *damnatio memoriae*?», in *Alle origini della nuova Roma*, op. cit., p. 300-309.

68 *Restitutio, reparatio* o *restauravit, reficere* connotano la semantica dell'epigrafia sistina, v. lo studio e i materiali in P. Guerini, «L'epigrafia sistina come momento della “*restauratio urbis*”», in *Un pontificato ed una città...*, op. cit., p. 453 sq., e Paola Guerrini, Silvia Maddalo, Francesca Niutta e Daniela Porro, «Iscrizioni romane sistine», in *ibid.*, p. 469-479 (il parallelo con il lessico del tempo di Martino V è rilevato da Massimo Miglio, «Principe, archiettura, immagini», cit.).

Rinnovare gli spazi reimpiegando le parole, così venne gestita l'intensa fase di rimaneggiamento di Roma a fine secolo. La continuità del linguaggio della propaganda e della celebrazione più diffuse e correnti, se ha talvolta confuso gli studiosi di epoche successive suggerendo loro una serie di *renovationes Urbis* continue e progressive durante il Quattrocento, però non ingannò i più attenti osservatori di ciò che stava accadendo dentro le mura. Lo scribasenato e cronista Stefano Infessura era ben consapevole che «sotto colore di far li ammatonati et allustrare la terra», in realtà, papa Sisto mirava anche a un controllo del riotto spazio urbano della capitale più funzionale al potere sovrano<sup>69</sup>. E qualche decennio dopo, anche la particolare *magnificentia* urbanistica dei sovrani pontefici, le loro campagne di restauro e rinnovamenti edilizi, iniziarono a inquietare i gruppi municipali che precedentemente l'avevano lodata in nome del bene comune. Già all'inizio del nuovo secolo, sotto i regni di Giulio II e poi di Leone X, le famiglie della media e piccola aristocrazia locale scoprivano la posta in gioco di tanta generosità constatando che tutti quei rinnovamenti, in fin dei conti, giovavano «solo allo honore et gloria de' prencipi»<sup>70</sup>. Lentamente e in ritardo rispetto a tante altre capitali italiane, anche la città dei romani diventava sempre più quella del loro principe sacerdote.

69 Stefano Infessura riporta come Ferrante d'Aragona «parlano con papa Sisto, disse che esso non era signore di questa terra, et che non li poteva signoreggiare per amore delli porticali et per le vie strette et per li mignani che vi era; et che abbisognando di mettere in Roma gente d'arme, le donne con li mortali delli ditti mignani li fariano fuggire, et che difficilmente se poteva sbarrare, et consiglioli che dovesse fare gittare li mignani et li porticali, et allargare le vie. Et lo papa pigliò lo suo consiglio; et da 'llhora in po quanto sia stato possibile sono gittati li mignani et porticali, et allargate le strade, sotto colore di far li ammatonati et allustrare la terra» (Stefano Infessura, *Diari, op. cit.*, p. 79-80).

70 «Ne succeda haverce perso in tutto el sentimento, de non considerare che 'l somptuoso et eccessivo fabricare, et lo ornato universal de' cittadini, acceder solo allo honore et gloria de' prencipi, et de' qualunqua altro ce comparta soprastante; ma noi altri mal fatati temer devemo causarsene la ruina de quelle povere famiglie, qual mal cognoscono el gran periculo della lor conditione» (Marco Antonio Altieri, *Li Nuptiali publicati da Enrico Narducci*, ed. Anna Modigliani, Roma, Roma nel Rinascimento, 1995, p. 17).

## POUVOIR PONTIFICAL ET *IMPERIUM* AU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE

*Benoît Schmitz*<sup>1</sup>

Si les barbares s'emparent jamais de l'empire du monde, ils seront forcés d'adopter certaines de nos méthodes ; ils finiront par nous ressembler. Chabrias s'inquiète de voir un jour le pastophore de Mithra ou l'évêque du Christ s'implanter à Rome et y remplacer le Grand Pontife. Si par malheur ce jour arrive, mon successeur le long de la berge vaticane aura cessé d'être le chef d'un cercle d'affiliés ou d'une bande de sectaires pour devenir à son tour une des figures universelles de l'autorité. Il héritera de nos palais et de nos archives ; il diffèrera de nous moins qu'on ne pourrait le croire. J'accepte avec calme ces vicissitudes de Rome éternelle<sup>2</sup>.

Ces quelques lignes que Marguerite Yourcenar prête à l'empereur Hadrien témoignent de la fascination exercée par le destin de Rome, qui est depuis l'Antiquité et de manière presque ininterrompue le siège d'autorités – l'empereur romain, puis le pape – à prétention universelle. Le réconfort procuré par le constat de la continuité rassurante du pouvoir civilisateur a fait le succès du mythe de la Rome éternelle. Celui-ci n'a pourtant pas fait que nourrir la méditation rêveuse sur l'Empire romain et ses métamorphoses. Il a fait l'objet d'une réflexion considérable dont le centre de gravité se situe dans la question suivante : la rencontre entre le christianisme et la Rome impériale a-t-elle conduit à une déformation de l'Évangile, d'une part, et de l'héritage de Rome, d'autre part ?

L'écho de cette interrogation est perceptible dans les débats historiographiques, philosophiques et théologiques du xx<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Il est particulièrement fort dans la controverse sur la théologie politique qui a opposé, autour de l'œuvre

1 Je remercie Alain Tallon et Marc Deramaix pour l'aide qu'ils m'ont apportée durant cette recherche.

2 Marguerite Yourcenar, *Mémoires d'Hadrien* [1958], Paris, Gallimard, 1974, p. 314.

3 Pour une synthèse sur le paradigme théologico-politique au xx<sup>e</sup> siècle, voir Sylvio Hermann De Franceschi, « Ambiguïtés historiographiques du théologico-politique. Genèse et fortune d'un concept », *Revue historique*, CCCIX/3, 2007, p. 653-685.

d'Eusèbe de Césarée, Carl Schmitt à Erik Peterson<sup>4</sup>. On le retrouve aussi dans les œuvres historiques d'Alois Dempf<sup>5</sup> et d'Ernst Kantorowicz. Chez ce dernier, ce problème de la possible résurgence au Moyen Âge d'éléments antiques extérieurs à la Révélation chrétienne affleure souvent, mais ne donne pas lieu à une réponse univoque. S'il constata avec inquiétude au lendemain de la chute du nazisme que le rapprochement médiéval entre le Christ et le Fisc témoignait d'une sacralisation païenne, virtuellement totalitaire<sup>6</sup>, il conclut son chef-d'œuvre en affirmant le caractère chrétien de la théorie des deux corps du Roi<sup>7</sup>.

Menant une réflexion centrée – à l'inverse de Kantorowicz – sur l'Église et non sur l'État, le théologien Hans Urs von Balthasar a apporté sa pierre à ce débat. Dans une section de son *Antirömische Affekt*, consacrée à la Rome éternelle, celui-ci s'en prit – en se référant à la façon dont saint Augustin avait combattu ce mythe – à la vision qui postulait un rapport étroit et nécessaire entre l'Empire romain et la papauté. Il s'employait notamment à réfuter les thèses de Theodor Haecker qui avait exalté contre les fantasmes nazis les bienfaits de la continuité de l'*imperium romanum* en s'appuyant sur le célèbre vers de Virgile : « *Imperium sine fine dedi*<sup>8</sup> ». Aux yeux du théologien, l'office pontifical n'était pas lié de manière essentielle à la Rome antique. Si cela avait pu correspondre aux besoins d'une époque, elle était désormais révolue et le ministère du souverain pontife revêtait depuis une allure plus chrétienne<sup>9</sup>.

Ce questionnement contemporain sur l'articulation de la doctrine chrétienne et de la romanité païenne nous conduisent à nous interroger sur le réemploi par la papauté de la notion d'*imperium* durant le xvi<sup>e</sup> siècle. Ces quelques remarques, sur un sujet qui mériterait des recherches plus approfondies, ont pour objectif de comprendre le rôle qu'a pu jouer ce concept dans la défense et la réaffirmation du pouvoir pontifical face à la double contestation de la Réforme protestante et de pouvoirs séculiers en quête d'une plus grande autonomie à l'égard de Rome. Il importe de noter d'emblée la polysémie du mot *imperium*. Dans *La Monarchie*, Dante notait que « la Monarchie temporelle, que l'on

4 Carl Schmitt, *Théologie politique : 1922, 1969*, Paris, Gallimard, 1988 ; Erik Peterson, *Le Monothéisme : un problème politique, et autres traités* [1994], Paris, Bayard, 2007 ; Erik Peterson et Didier Rance, *Témoin de la vérité*, Genève, Ad Solem, 2007.

5 Alois Dempf, *Sacrum imperium: la filosofia della storia e dello stato nel Medioevo e nella Rinascenza politica* [1929], Firenze, Le Lettere, 1988.

6 Ernst Kantorowicz, « *Christus-Fiscus* » [1948], dans *id.*, *Mourir pour la patrie* et autres textes, Paris, Fayard, 1984, p. 73. Voir aussi, pour une expression plus nuancée de la même idée, *id.*, *Les Deux Corps du Roi. Essai sur la théologie politique au Moyen Âge* [1957], dans *id.*, *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2000, p. 790.

7 *Ibid.*, p. 999. Sur l'idée médiévale d'une continuité entre l'empire des Romains et l'empire du Christ, notamment chez Bartole, voir *ibid.*, p. 854-855.

8 Theodor Haecker, *Virgile, père de l'Occident* [1931], Genève, Ad Solem, 2007, p. 77 et 87-89.

9 Hans Urs von Balthasar, *Le Complexe antiromain. Essai sur les structures ecclésiales* [1974], Paris, Mediaspaul, 1998, p. 368-386.

appelle “Empire [*Imperium*]”, est un principat unique sur tous les être qui vivent dans le temps ou parmi toutes les choses et sur toutes les choses qui sont mesurées par le temps<sup>10</sup> ». Pour les besoins de la cause impériale, il ne distinguait pas les deux principaux sens médiévaux du mot : l’attribut du pouvoir temporel qui, parce qu’il ne reconnaissait pas de supérieur sur terre, disposait de la souveraineté parfaite<sup>11</sup> ; l’idée d’une autorité universelle, dans son passé romain et dans son actualisation germanique<sup>12</sup>. L’Église avait à situer son propre discours par rapport à ce concept puisqu’il lui fallait se penser comme pouvoir spirituel et préciser ses relations avec les puissances politiques. Il est assez frappant de voir l’usage opposé qui put être fait de la notion d’*imperium*, suivant qu’elle était considérée comme décrivant un pouvoir étranger à celui que l’Église devait exercer ou, à l’inverse, qu’elle était propre à exprimer celui-ci.

Deux textes du début du xvi<sup>e</sup> siècle permettent de bien saisir ce point. Dans leur *Libellus* de 1513, les deux camaldules Giustiniani et Quirini adressaient au nouveau pape, Léon X, la plus sévère des mises en garde contre la confusion de l’Église avec un *imperium terrenum*. Contrairement à ce qu’avait fait Jules II, le pontife devait se consacrer au soin des âmes et non à l’administration des choses terrestres<sup>13</sup>. Cette différenciation n’impliquait pas toutefois un rejet de l’*imperium* : sans être thématisée, la notion était utilisée pour désigner le pouvoir universel et plénier du vicaire du Christ<sup>14</sup>. Elle décrivait un aspect capital du pouvoir pontifical sans en constituer le noyau essentiel ; elle pouvait exprimer aussi bien la *plenitudo potestatis* que son dévoiement possible. Le pouvoir apostolique lui était irréductible, mais elle pouvait en être une expression adéquate. En dernière analyse, l’*imperium* devait être mis au service du salut des hommes et non être exercé à la manière des princes terrestres<sup>15</sup>.

Ce concept était au cœur d’un autre ouvrage, le *De imperio militantis ecclesiae*, publié à Milan en 1517 par le dominicain Isidoro Isolani<sup>16</sup>. Dès la préface au premier livre, il évoquait une substitution de l’*imperium* des papes à celui des

10 Dante, *La Monarchie*, précédé de *La Modernité de Dante* par Claude Lefort, Paris, Belin, 1993, p. 81.

11 Jacques Krynen, *L’Empire du roi. Idées et croyances politiques en France, xiii<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1993, p. 384.

12 Voir Robert Folz, *L’Idée d’Empire en Occident du v<sup>e</sup> au xiv<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier, 1953.

13 B. Paulus Justinianus et Petrus Quirinus, *Libellus ad Leonem X*, dans D. Johannis-Benedicti Mittarelli et D. Anselmi Costadoni, *Annales Camaldulenses ordinis sancti benedicti*, Venetiis, apud Jo Baptistam Pasquali, 1773, t. IX, col. 618-619, 656 et 714-715.

14 *Ibid.*, col. 615 et 631.

15 Je me permets de renvoyer à Benoît Schmitz, « Un office spirituel. Le pape et les devoirs de sa charge dans les projets de réforme autour du concile de Latran V », *Mélanges de l’École française de Rome, Italie et Méditerranée*, 121/1, 2009, p. 219-259.

16 Isidoro Isolani, *In hoc volumine hec continentur de imperio militantis ecclesiae libri quattuor*, Milano, apud Gotardum Ponticum, 1517, in-folio [259 fol.] (document électronique, BnF, 1995). Nous donnons la pagination de l’édition numérique.

Césars : s'ils différaient, puisque l'empire du Christ était fondé sur l'humilité et la pauvreté, la perpétuité du siège romain manifestait la majesté divine<sup>17</sup>. Le théologien se posait ensuite une première question : le mot *imperium* convenait-il à l'Église<sup>18</sup> ? En bon scolastique, Isolani commençait par faire la liste des objections et notait que la notion ne convenait apparemment pas à l'Église, car celle-ci ne devait posséder ni *regnum* ni *imperare*, mais devait se conformer à la volonté de Dieu qui avait séparé le pouvoir de l'Église et celui de l'Empire. Il répondait ensuite positivement à la question en montrant que le mot pouvait être employé aussi bien dans son sens de principat que dans celui – *more romano* – de suprême autorité sur tous les rois et tous les royaumes. L'*universale imperium* de l'Église était fondé sur le pouvoir des clefs donné par le Christ à Pierre et à ses successeurs, et se manifestait dans le fait que l'empereur était un ministre de l'Église pour l'administration temporelle<sup>19</sup>. Le dominicain s'appuyait sur un autre argument : la Vulgate utilisait le terme à plusieurs reprises pour désigner le pouvoir du Christ<sup>20</sup>. Isolani pouvait alors résoudre les objections en montrant que, de même qu'il convenait au Christ *ut homo* de servir et *ut Deus* d'*imperare* et d'être servi, de même convenaient à la fois aux prélats de l'Église l'humilité, en vertu de laquelle ils étaient dits ministres, et le pouvoir, par lequel ils ouvraient le ciel à ceux qui en étaient dignes et le fermaient à ceux qui en étaient indignes<sup>21</sup>. Plus loin, le théologien établissait la supériorité de l'*imperium spirituale* sur tout *imperium terrenum*<sup>22</sup>, puis précisait sa pensée en indiquant que l'*imperium* de l'Église militante était à la fois spirituel et temporel, mais selon des modes différents : l'empire terrestre n'était pas extérieur à l'empire ecclésial, mais il en était en même temps distingué car l'exercice immédiat de l'administration temporelle ne convenait pas à l'Église ; cette distinction n'était pas une séparation et n'empêchait pas, par ailleurs, celui qui détenait le suprême empire dans l'*Ecclesia militans* – le pape – d'être à la fois roi et prêtre, ce qui rendait possible la soumission du temporel au spirituel<sup>23</sup>.

Au début du xvi<sup>e</sup> siècle, la notion d'*imperium* pouvait donc désigner convenablement la puissance ecclésiastique, pourvu qu'on prît soin de faire de ce réemploi non la simple reprise servile d'un concept antique, mais la figure immédiatement intelligible aux hommes de l'incommensurable et ineffable pouvoir des clefs confié par le Christ à son vicaire. Les deux camaldules et le

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 6-9.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 10-12.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>20</sup> Il citait : Isaïe, ix, 6-7 ; I Thim., vi, 16 ; I Pierre, v, 11.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 25-28.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 33-34.

dominicain étaient redevables de cet usage du concept à la pensée juridique médiévale. Une abondante réflexion avait été menée aussi bien par les civilistes<sup>24</sup> que par les canonistes. Sergio Mochi Onory a bien expliqué comment ces derniers ont forgé la notion d'*imperium spirituale*<sup>25</sup>. Commentant le décret de Gratien, ils ont progressivement élaboré ce concept pour concilier le pouvoir suprême et universel du pape et le principe de la *iurisdictio divisa*. Dans la mesure où il était établi sur le terrain spirituel, l'*imperium* pontifical permettait de reconnaître une certaine autonomie aux pouvoirs temporels tant qu'une cause religieuse n'imposait pas au pape d'intervenir. C'était le vieil universalisme impérial qui était ainsi miné, à la fois par l'affirmation de la *plenitudo potestatis* du pontife en raison du spirituel et par la reconnaissance de la souveraineté des États n'ayant pas de supérieur au temporel. Le réemploi de la notion d'*imperium* s'était donc accompagné d'une transformation profonde de son sens. Ce qui restait au mot de résonance impériale le rendait particulièrement propre à substituer *mutatis mutandis* la papauté à l'Empire comme juridiction suprême et universelle.

Il est vrai qu'il faut aussi prendre en compte le renouveau des thèmes impériaux durant la Renaissance<sup>26</sup>. L'idée que la Rome pontificale faisait revivre les splendeurs de la Rome antique n'a pas manqué d'enthousiasmer les hommes de lettres<sup>27</sup>. Il est aussi certain que le rayonnement du concept d'*imperium* n'a pu que profiter de l'humanisme<sup>28</sup>. L'un de ses plus brillants représentants, le général des Augustins Gilles de Viterbe, développa ainsi dans le contexte de l'expansion de la chrétienté une « conception impériale de l'Église » et annonça l'avènement d'un empire chrétien mondial et providentiel<sup>29</sup>. Il convient

24 Voir Myron Piper Gilmore, *Argument from Roman Law in Political Thought, 1200-1600*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1941.

25 Sergio Mochi Onory, *Fonti canonistiche dell'idea moderna dello stato (Imperium spirituale – iurisdictio divisa – sovranità)*, Milano, Vita e pensiero, 1951. Voir aussi : James Muldoon, « *Extra ecclesiam non est imperium*: The Canonists and the Legitimacy of Secular Power » [1966], dans *id.*, *Canon Law, the Expansion of Europe, and World Order*, Aldershot/Brookfield, Ashgate, 1998, p. 553-580 ; J. B. Sägmüller, « Die Idee von der Kirche als *imperium Romanum* im kanonischen Recht », *Theologische Quartalschrift*, 80, 1898, p. 50-80.

26 Voir Charles L. Singer, *The Renaissance in Rome*, Bloomington, Indiana University Press, 1985, particulièrement le chapitre V.

27 Marco Pellegrini, « Curie (xv<sup>e</sup> siècle) », dans Philippe Levillain (dir.), *Dictionnaire historique de la papauté*, Paris, Fayard, 1994, p. 521.

28 Richard Koebner, « "The Imperial Crown of this Realm": Henry VIII, Constantine the Great and Polydore Vergil », *Bulletin of the Institute of Historical Research*, vol. XXVI, 1953, p. 33. Richard Koebner nous semble toutefois accorder une trop grande importance au courant humaniste dans la fortune de la notion ; il tend trop à négliger d'autres origines, notamment la Vulgate et la réflexion des canonistes.

29 Marc Deramaix, « *Predicatio ac retributio*. L'Espagne et le Portugal dans la théologie de l'histoire de Gilles de Viterbe (1469-1532) », dans Folke Gernert et Javier Gómez-Montero (dir.), *Nâpoles-Roma 1504. Cultura y literatura española y portuguesa en Italia en el quinto centenario de la muerte de Isabel la Católica*, Salamanca, Sociedad de estudios medievales y renacentistas, 2005, p. 95-119.

néanmoins de relativiser le recours de la papauté à ce thème grandiose. Comme Christine Shaw l'a montré, Jules II ne s'est pas rêvé un destin de nouveau César<sup>30</sup>. L'idée impériale représentait d'abord et surtout une menace pour la papauté. Maximilien I<sup>er</sup> s'éleva lui-même le 4 février 1508 à la dignité d'empereur sans se faire couronner par le pape et reprit en 1511, alors que Jules II était tombé malade, son vieux projet de se faire élire lui-même souverain pontife<sup>31</sup>. Face à cette dangereuse résurgence de la Rome antique, il était plus prudent pour la papauté d'en contourner le souvenir. C'était la fonction que pouvait remplir le mythe étrusque. Sous Alexandre VI fut ainsi menée une offensive anti-impériale sous la conduite d'Annus de Viterbe. S'appuyant sur des faux créés pour l'occasion, celui-ci opposait à la thèse qui faisait découler le pouvoir légitime de l'Empire fondé par Jules César et Octave Auguste une tradition plus ancienne : après le déluge, Noé aurait fondé des villes en Étrurie, avant de mourir sur le Janicule, non loin de l'endroit où saint Pierre devait être crucifié. Cette légende d'un Noé-Janus avait le mérite d'affranchir la papauté et les villes italiennes de la dépendance à l'égard de l'Empire<sup>32</sup>. L'attitude romaine vis-à-vis de l'idée impériale était ambivalente car ce mythe était à double tranchant. À ce titre, le parcours de Gilles de Viterbe est révélateur puisque, dans sa *Scechina*, il intronisa en définitive à la tête de l'empire chrétien Charles Quint et non le pape<sup>33</sup>.

L'enthousiasme prophétique que suscita le pontificat de Léon X n'eut pas de postérité directe du côté de la papauté<sup>34</sup>. Dans ces conditions, le réemploi de la notion d'*imperium* par les défenseurs du Saint-Siège au xvi<sup>e</sup> siècle fut sans doute moins tributaire de la culture humaniste que du double défi que constituèrent la Réforme protestante et l'autonomisation des souverainetés temporelles. Pour les pontifes romains, l'enjeu fut de ne pas laisser leurs adversaires limiter leur pouvoir spirituel à un simple office de prédication et d'exhortation, mais de réaffirmer qu'ils exerçaient une véritable juridiction.

30 Christine Shaw, *Julius II. The Warrior Pope*, Oxford/Cambridge (Mass.), Blackwell, 1993, p. 189-207.

31 Walter Ullmann, « "This Realm of England is an Empire" », *Journal of Ecclesiastical History*, 30/2, 1979, p. 198-199.

32 Giovanni Cipriani, « L'Impero e la cultura politica italiana nel primo Cinquecento », dans Matthias Schnettger et Marcello Verga (dir.), *L'Impero e l'Italia nella prima Età moderna*, Bologna/Berlin, Il Mulino/Duncker & Humblot, 2006, p. 400-403.

33 Marc Deramaix, « *Predicatio ac retributio...* », art. cit.

34 Jérôme Seripando prit ainsi très nettement ses distances avec les « grandes espérances » de Gilles de Viterbe. Au vu de l'histoire réelle, elles n'étaient plus de saison. Voir Marc Deramaix, « *Spes illae magnae*. Girolamo Seripando lecteur et juge de l'*Historia viginti saeculorum* de Gilles de Viterbe », *Annali dell'Istituto Universitario Orientale di Napoli, Dipartimento di studi del mondo-classico e del mediterraneo antico, sezione filologico-letteraria*, XXVII, 2005, p. 209-237.

Luther avait dénoncé dès 1520 dans la papauté « un empire plus que temporel<sup>35</sup> ». Pour la Réforme, c'était en effet la tyrannie spirituelle des évêques de Rome qui était la plus grave parce qu'elle enchaînait les consciences et les conduisait à leur perte. Les protestants s'attachaient toutefois à mettre aussi en lumière la manière dont l'Église romaine s'emparait de l'*imperium* terrestre<sup>36</sup> : en interprétant les prophéties de Daniel et de l'Apocalypse, ils pouvaient ainsi identifier la papauté à l'Antéchrist<sup>37</sup>. Les deux discours adressés en 1541 par Jean Sleidan à l'empereur Charles Quint, d'une part, et aux électeurs, princes et autres états de l'Empire, de l'autre, considéraient que l'usurpation de la majesté divine par les pontifes passait par une usurpation de la majesté impériale<sup>38</sup>. Dans son second discours, il commençait par relater la manière dont celui qu'il appelait le « chef nouveau » ou le « second chef » s'était efforcé de prendre la place de l'empereur, le légitime souverain établi par Dieu<sup>39</sup>. L'Empire avait donc été dépouillé par la papauté qui ne lui avait laissé que le titre<sup>40</sup>. Les princes étaient jugés beaucoup trop conciliants avec l'Antéchrist romain, ce qui conduisait Sleidan à porter un regard pessimiste sur l'Empire<sup>41</sup>. Il reconnaissait malgré tout que le pouvoir de l'Église romaine avait été sérieusement diminué en l'espace de vingt ans et que les princes finiraient par abandonner la Bête dont la ruine serait soudaine<sup>42</sup>. Il reprit plus tard la question dans son *Histoire des quatre empires souverains*<sup>43</sup> : la papauté pouvait réduire l'Empire romain, mais elle ne pouvait pas l'anéantir ; conformément à la prophétie de Daniel, celui-ci perdurerait jusqu'à ce que le Christ vînt mettre « fin à toutes choses humaines par son avènement<sup>44</sup> ». Dans sa quatrième homélie sur l'Antéchrist,

35 Martin Luther, *Prélude sur la captivité babylonienne de l'Église* [1520], dans *id.*, *Œuvres*, éd. Marc Lienhard et Matthieu Arnold, Paris, Gallimard, 1999, t. I, p. 782.

36 Sur les protestants et l'idée d'empire, voir plus généralement Karl Otmar Freiherr von Aretin, « Il problema della *renovatio imperii Romanorum*. Pretese universali e realtà costituzionale del Sacro Romano Impero dal XVI al XVIII secolo », dans *La nozione di «Romano» tra cittadinanza e universalità*, Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1984, p. 73-87.

37 Voir Mario Miegge, *Il sogno del re di Babilonia. Profezia e storia da Thomas Müntzer a Isaac Newton*, Milano, Feltrinelli, 1995.

38 *Zwei Reden an Kaiser und Reich*, éd. Eduard Böhrer, Tübingen, Verein, 1879. J'utilise une traduction française du second discours conservée à la Bibliothèque nationale centrale de Florence (Guicciardini 16.4.32) : *Esript adressé aux Electeurs, Princes, et aultres Estatz de L'empire. Contenant comme et par quelz moiens s'est eslevé la Papalité, la décadence d'icelle, ses merveilleuses practiques, et en somme ce qu'on en peult espérer de ce temps. D'ung chef nouveau Qui au temps des Empereurs s'est eslevé à Rome. Imprimé nouvellement*, Strasbourg, [Johann Knobloch], 1542, in-8° [54 fol.].

39 *Ibid.*, fol. [2v]-[9v].

40 *Ibid.*, fol. [11v]-[12r].

41 *Ibid.*, fol. [25v]-[29v], [35v]-[36r], [38r]-[39r] et [52r]-[53v].

42 *Ibid.*, fol. [30r], [36r]-[36v] et [47r]-[47v].

43 Jean Sleidan, *Histoire des quatre empires souverains : assavoir De Babylone, de Perse, de Grèce, et de Rome. En laquelle, comme en un bref sommaire, tout le cours des histoires est contenu*, [Genève], de l'imprimerie de Jean Crespin, 1558, in-8°, 112 p.

44 *Ibid.*, p. 109.

le pasteur zurichois Rodolphe Walther soutenait également l'idée que l'assise de la tyrannie spirituelle du pape se trouvait dans l'empire temporel qu'il s'était indûment approprié : défendre la liberté des empereurs revenait donc à ruiner la domination du pontife<sup>45</sup>.

La controverse protestante pouvait prendre une autre direction : au lieu de stigmatiser une usurpation, elle situait la papauté dans le prolongement d'un Empire romain qu'elle empirait. Ce jeu de mots était fait par Pierre Viret dans ses *Dialogues du désordre qui est à présent au monde*, datés de 1545<sup>46</sup>. Le premier dialogue s'intitulait « Le monde à l'empire » et fut repris et amplifié sous ce titre en 1561<sup>47</sup>. Le réformateur vaudois dénonçait le dévoiement d'une « église charnelle » qui préférait un empire mondain au Royaume céleste du Christ<sup>48</sup>. Selon lui, Satan faisait renaître sous une forme encore plus perverse la Rome impériale contre le Christ et l'Église<sup>49</sup>.

86

Toutes les attaques protestantes ne portaient pas du déchiffrement de l'histoire à partir des prophéties de l'Écriture sainte. Certaines s'attachaient à démontrer la fausseté des titres historiques sur lesquels la papauté asseyait son pouvoir. Comme dans les textes précédents, le rapport de la papauté à l'*imperium* était au cœur de l'argumentation. Les deux points principaux sur lesquels pouvait se porter la controverse étaient la prétendue donation de Constantin et la *translatio imperii*. Ce fut au xvi<sup>e</sup> siècle que fut assurée la diffusion de la réfutation de Lorenzo Valla. Les protestants en firent une utilisation abondante, dans le cadre d'une polémique contre le pouvoir pontifical qui allait au-delà des critiques formulées par le philologue du xv<sup>e</sup> siècle<sup>50</sup>. La seconde prétention de la papauté que la Réforme s'employait à contredire était celle d'avoir opéré la translation de l'Empire des Grecs aux Francs, puis des Francs aux Germains, ce qui plaçait l'*imperium* dans la dépendance du pouvoir pontifical. En 1566, le maître d'œuvre des *Centuries de Magdebourg*, Mathias Flacius Illyricus, publia un *De Translatione imperii Romani ad Germanos* qui niait l'historicité

45 Rodolphe Walther, *L'Antéchrist de Raoul Gualthere, ministre en l'Église de Surich. C'est à dire cinq Homélies, ou sermons, par lesquels il prouve le pape de Rome estre le vray Antéchrist* [1546], [Genève], par Nicolas Barbier et Thomas Courteau, 1559, in-8°, p. 226-227.

46 Pierre Viret, *Dialogues du désordre qui est à présent au monde, et des causes d'iceluy, & du moyen pour y remédier : desquelz l'ordre & le tiltre s'ensuit*. 1. *Le monde à l'empire*. 2. *L'homme difformé*. 3. *La métamorphose*. 4. *La reformation*, Genève, [J. Gérard], 1545, in-8° (document électronique, Rero Doc, 2008).

47 *Id.*, *Le Monde à l'empire et le monde demoniacle, fait par Dialogues*, Genève, par Jacques Bres, 1561, in-8°, [16 p.-]373 p.

48 *Id.*, *Dialogues du désordre...*, *op. cit.*, p. 55-56.

49 *Ibid.*, p. 777-778.

50 Sur l'histoire de la donation de Constantin, voir en première approche la synthèse de Giovanni Maria Vian, *La donazione di Costantino*, Bologna, Il Mulino, 2004.

de cette translation et récusait l'idée d'une institution pontificale des électeurs de l'Empire<sup>51</sup>.

Une bonne part de la controverse protestante tendait à rogner les prétentions temporelles de l'autorité pontificale car elles étaient censées transformer en un pouvoir religieux tyrannique un office qui n'aurait dû être consacré qu'à la prédication de la parole de Dieu. Les thèses protestantes rejoignaient en partie celles des États qui souhaitaient confiner la papauté dans une sphère purement spirituelle. Le réveil de l'idée impériale sous Maximilien I<sup>er</sup> et surtout sous Charles Quint a grandement contribué à réactiver contre la papauté la notion d'*imperium*<sup>52</sup>. « [M]ême si l'Empire de Charles Quint disparaît avec lui, il réussit pourtant à transmettre le fantôme de l'« espérance impériale » aux monarchies nationales, en particulier celles d'Angleterre et de France », a fait remarquer Frances Yates<sup>53</sup>. John Headley a montré la force du gibelinisme existant dans l'entourage de Charles Quint, notamment chez le chancelier Gattinara : il s'agissait de ramener une papauté jugée trop investie dans les affaires politiques à son rôle pastoral originel<sup>54</sup>. Le réemploi de la notion d'*imperium* le plus hostile à la papauté eut lieu en Angleterre : Henri VIII – sans doute influencé par l'usage qu'en faisait Polydore Virgile dans le manuscrit de son *Anglica historia*<sup>55</sup> et par la formule qu'avaient employée les juristes français pour assurer l'indépendance du roi de France, « *Rex in regno suo est imperator*<sup>56</sup> » – l'utilisa en faisant référence à « la couronne impériale de ce royaume » dans la clause introductive du préambule de l'*Act in Restraint of Appeal* de 1533. La formule fut notamment reprise dans l'acte de Suprématie de 1534 puis, sous Élisabeth, dans celui de 1559. Jamais l'idée impériale n'avait été utilisée pour consacrer une rupture si profonde de la communion avec la papauté<sup>57</sup>.

51 Mathias Flacius Illyricus, *De translatione Imperii Romani ad Germanos*, Bâle, apud Petrum Pernam, 1566, in-8°.

52 Sur l'idéal impérial et sur son influence, voir notamment : Frances Yates, *Astrée. Le symbolisme impérial au XVI<sup>e</sup> siècle* [1975], Paris, Belin, 1989 ; James Muldoon, *Empire and Order: The Concept of Empire, 800-1800*, Houndmills/New York, Macmillan/St Martin's Press, 1999 ; John M. Headley, *The Emperor and his Chancellor: A Study of the Imperial Chancellery under Gattinara*, Cambridge, Cambridge University Press, 1983 ; *id.*, *Church, Empire and World: The Quest for Universal Order, 1520-1640*, Aldershot/Brookfield, Ashgate, 1997 ; Anthony Pagden, *Lords of All the World: Ideologies of Empire in Spain, Britain and France, c. 1500-c. 1800*, New Haven/London, Yale University Press, 1995 ; Alexandre Y. Haran, *Le Lys et le globe : messianisme dynastique et rêve impérial en France à l'aube des temps modernes*, Seyssel, Champ Vallon, 2000 ; Juan Carlos D'Amico, *Charles Quint maître du monde : entre mythe et réalité*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2004.

53 Frances Yates, *Astrée*, *op. cit.*, p. 18.

54 John M. Headley, « The Habsburg World Empire and the Revival of Ghibellinism » [1975], dans *id.*, *Church, Empire and World*, *op. cit.*, p. 93-127.

55 Richard Koebner, « "The Imperial Crown of this Realm"... », art. cit.

56 Walter Ullmann, « "This Realm of England is an Empire" », art. cit.

57 Sur l'idée impériale anglaise, voir aussi James Muldoon, *Empire and Order*, *op. cit.*, p. 128-131.

Si l'on ne trouve pas ailleurs la radicalité anglaise, la volonté de limiter la juridiction romaine fut partagée par toutes les grandes monarchies du xvi<sup>e</sup> siècle. Il ne faut pas sous-estimer en particulier les tensions et les conflits entre la papauté et l'Empire. Le sac de Rome en 1527 par les troupes de Charles Quint fut certes suivi par un temps d'apaisement, marqué par le traité de Barcelone, le couronnement impérial de Bologne et la collaboration militaire entre le pape et l'empereur contre les protestants. Mais la paix d'Augsbourg qui instituait dans l'Empire la coexistence entre la Réforme et l'Église catholique, le soupçon porté sur l'orthodoxie des empereurs, le décalage croissant entre l'intransigeance de la papauté de la Contre-Réforme et la modération à laquelle était tenu le souverain d'un empire multiconfessionnel ravivèrent la discorde entre Rome et le Saint-Empire. Les protestants ne perdirent pas cette occasion de combattre la papauté en soutenant les droits impériaux<sup>58</sup>. Même si la controverse imprimée resta très limitée, les deux parties frôlèrent plusieurs fois la reprise sous une nouvelle forme de la querelle du Sacerdoce et de l'Empire. Lorsque Charles Quint abdiqua au profit de son frère Ferdinand, le pape Paul IV n'hésita pas à revendiquer le droit de disposer de l'Empire et de confirmer le nouvel empereur<sup>59</sup>. Un conflit éclata aussi lorsque Pie V conféra le titre de grand-duc de Toscane à Côme I<sup>er</sup> de Médicis en 1569, au grand dam de Maximilien II qui estimait détenir une juridiction sur Florence et qui refusait de laisser la papauté s'arroger un pouvoir sur l'Empire au nom du précédent de la *translatio imperii*<sup>60</sup>.

Face à la double contestation de la Réforme et des pouvoirs séculiers, la papauté fit le choix de réaffirmer avec force son pouvoir sur les princes. Il faut sans doute y voir l'une des principales raisons des excommunications et des dépositions qui frappèrent trois souverains : Henri VIII, Élisabeth I<sup>re</sup> et Henri de Navarre. Il faut y ajouter la tentative de Paul IV contre Charles Quint et Philippe II, et celle de Pie IV contre Jeanne d'Albret. Du pontificat de Paul III jusqu'à celui de Sixte Quint, la théorie du pouvoir direct du pontife romain exerça à Rome une véritable hégémonie, inspira la politique des papes et atteignit son acmé avec la tentative du pape Peretti de mettre à l'index Vitoria et Bellarmin. On observe dans ce contexte un raidissement

58 Voir par exemple Simon Schard, *De Jurisdictione, autoritate et praeeminentia imperiali ac potestate ecclesiastica, deque juribus regni et imperii, variorum authorum, qui ante haec tempora vixerunt, scripta, collecta et redacta in unum*, Bâle, ex officina J. Oporini, 1566, in-folio.

59 José Ignacio Tellechea Idígoras, *Paulo IV y Carlos V: la renuncia del Imperio a debate*, Madrid, Fundación universitaria española, 2001.

60 Voir Benoît Schmitz, « La papauté et le grand-duché de Toscane : légitimations croisées », communication présentée au colloque « Crises de légitimité et pratiques de légitimation du pouvoir politique », Paris, École normale supérieure, 12-13 décembre 2008.

hiéocratique : le discours romain sur l'*imperium* servit la cause de la *plenitudo potestatis* du pontife, moyennant des thèses beaucoup moins nuancées que celles qui avaient été soutenues au Moyen Âge. C'est très net dans le cas de la prétendue donation de Constantin. Sous le coup des critiques relancées par la Réforme protestante, les auteurs favorables au Saint-Siège tendirent à s'arc-bouter sur une défense peu convaincante de l'authenticité du *Constitutum Constantini*<sup>61</sup>. Cette attitude tranchait avec la prudence que la papauté avait souvent adoptée à l'égard de ce texte dans les siècles antérieurs : certains papes comme Innocent IV ou Boniface VIII avaient bien vu que la donation de Constantin était à double tranchant et risquait d'être utilisée pour prouver que le pouvoir pontifical était d'institution humaine et non divine<sup>62</sup>. De même, la référence à la *translatio imperii* tendait à établir la supériorité absolue du pouvoir pontifical sur tout autre pouvoir et non pas simplement à affirmer – comme cela avait été le cas chez Innocent III, qui semble avoir été le premier à la théoriser et à l'utiliser – que le pape pouvait exercer un pouvoir sur l'empereur quand celui-ci n'était plus en mesure d'accomplir sa mission de défenseur de l'Église<sup>63</sup>.

Une torsion identique peut être observée dans l'utilisation d'un lieu commun de la réflexion des canonistes. L'adage selon lequel « *Christus beato Petro aeternae vitae clavigero terreni simul et caelestis imperii iura commisit* » se trouvait dans le décret de Gratien, qui l'attribuait au pape Nicolas II. En réalité, la formule était de Pierre Damien<sup>64</sup>. Dans les textes du xvi<sup>e</sup> siècle, elle fut souvent utilisée comme fondement du pouvoir direct puisqu'elle semblait dire que les deux *imperium* étaient confiés à Pierre et à ses successeurs. Annibale Grassi, dans un traité manuscrit dédié à Sixte Quint et rédigé en grande partie quelques années plus tôt à l'occasion des négociations diplomatiques que l'auteur avait eu à mener en Espagne pour défendre la concession du titre de grand-duc de Toscane, en faisait le premier argument prouvant la thèse selon laquelle tout pouvoir temporel dépendait du pontife<sup>65</sup>. Alessandro Carriero accordait lui aussi une importance particulière à l'adage dans son traité sur le pouvoir du pape : l'authenticité de la donation de Constantin n'avait à ses yeux qu'une

61 Voir par exemple Agostino Steuco, *Contra Laurentium Vallam, De falsa Donatione Constantini. Libri duo...*, Lyon, apud S. Gryphum, 1547, in-4°, 236 p.

62 Voir Jürgen Miethke, « La Donazione di Costantino e la controversia publicistica tra papa e imperatore nel xiv secolo », dans Giorgio Bonamente, Giorgio Cracco et Klaus Rosen (dir.), *Costantino il Grande tra Medioevo ed Età moderna*, Bologna, Il Mulino, 2008, p. 51-79.

63 Voir Werner Maleczek, « La curie romaine et la *translatio imperii*, particulièrement sous Innocent III », dans *Roma, Costantinopoli, Mosca*, Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1983, p. 135-139.

64 Sergio Mochi Onory, *Fonti canonistiche...*, op. cit., p. 86 sq.

65 Annibale Grassi, *De iurisdictione universali summi pontificis in temporalibus*, dans Juan T. Rocaberti, *Bibliotheca maxima pontificia*, Rom Buagni, 1697, t. IV, in-folio, p. 27-28.

importance secondaire ; un universel *imperium*, terrestre et céleste, avait été donné par le Christ à Pierre lors de la concession des clefs<sup>66</sup>. Cette interprétation n'était pas conforme au sens originel de la formule qui, aux yeux de Pierre Damien, était un simple équivalent de la parole du Christ : « Je te donnerai les clefs du Royaume des Cieux : quoi que tu lies sur la terre, ce sera tenu dans les cieux pour lié, et quoi que tu délies sur la terre, ce sera tenu dans les cieux pour délié » (Mt, xvi, 19)<sup>67</sup>. Elle s'éloignait également de l'exégèse qu'en avaient donnée les premiers commentateurs du décret de Gratien, soucieux de montrer que les effets temporels de l'*imperium spirituale* du pape ne remettaient pas en cause l'autonomie légitime des pouvoirs séculiers<sup>68</sup>.

90

Pour être largement répandu, ce réemploi stéréotypé ne doit pas faire oublier que certains auteurs développaient une articulation beaucoup plus subtile du pouvoir pontifical et de l'*imperium*. Le juriste bergamasque Giovanni Gerolamo Albani (1509-1591)<sup>69</sup> publia ainsi sous le pontificat de Paul III une défense du pouvoir pontifical et de la donation de Constantin. Elle parut d'abord à Cologne en 1535 sous le titre *De donatione Constantini Magni*, puis fut republiée à Rome en 1547 et à Venise en 1584 sous un autre titre, *Pro oppugnata Romani Pontificis dignitate et Constantini donatione adversus obtrectatores libri tres*. Dès la première partie de son ouvrage, consacrée à établir la primauté du pape dans l'Église, Albani n'hésitait pas à parler du *Petri in alios apostolos imperium*<sup>70</sup>. La place centrale occupée par cette notion apparaissait encore plus nettement dans la troisième partie, dédiée aux relations entre le pouvoir spirituel et les pouvoirs temporels. Il interprétait la concession à Pierre des clefs et du pastorat comme le fondement de l'*imperium* spirituel et temporel du pontife, et se référait d'ailleurs à la formule de Pierre Damien<sup>71</sup>. Albani précisait ensuite sa pensée : la donation de Constantin n'était pas seulement vraie et valide, elle était voulue par Dieu « pour que cet *imperium* protégéât et favorisât aussi les choses spirituelles, et pour qu'il leur apportât non seulement le plus grand secours,

66 Alessandro Carriero, *De Potestate Romani Pontificis, adversus impios Politicos, et huius temporis Haereticos. Libri Duo*, Padoue, apud Franc. Bolzetani, 1599, in-4°, fol. 81v-82v.

67 Yves Congar, *L'Église. De saint Augustin à l'époque moderne* [1970], Paris, Éditions du Cerf, 2007, p. 183, n. 20.

68 Sergio Mochi Onory, *Fonti canonistiche...*, op. cit., passim.

69 Sur Albani (Albano), qui devint plus tard une personnalité importante du Sacré Collège, voir la notice de Giovanni Cremaschi dans le *Dizionario biografico degli Italiani*, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, t. 1, 1960, p. 606-607.

70 Giovanni Gerolamo Albani, *Pro oppugnata Romani Pont. dignitate et Constantini donatione adversus obtrectatores libri tres*, Roma, Antonius Bladus excudebat, die XVII Septembris M. D. XLVII, fol. 7r. Nous utilisons l'exemplaire de la bibliothèque Angelica de Rome, cote K 4 29.

71 *Ibid.*, fol. 49r.

mais encore un ornement<sup>72</sup> ». Un décret divin donnait à Rome un *imperium* éternel « afin que, grâce à l'aide de celui-ci, le pouvoir et la juridiction spirituels pussent être exercés plus convenablement et plus noblement<sup>73</sup> ». L'*imperium* était doublement nécessaire à l'office pontifical. Il lui permettait, d'une part, de rendre visible la majesté du Christ dont les papes exerçaient sur la terre le pouvoir<sup>74</sup> ; d'autre part, il donnait à la papauté le pouvoir coactif sans lequel elle ne pouvait accomplir sa mission de conduire la république chrétienne au Royaume des cieux<sup>75</sup>. Sans la puissance et la majesté de l'*imperium*, sans l'effroi qu'il provoquait chez les hommes, rien ne viendrait plus réfréner les attaques furieuses dont le Saint-Siège était victime<sup>76</sup> : « qu'arriverait-il si l'Église était aussi privée de ce secours de l'*imperium* ? Tout son pouvoir serait certainement détruit (à moins que Dieu n'empêchât ce malheur)<sup>77</sup> ».

L'*imperium* était cet adjuvant providentiel qui donnait au pouvoir spirituel son efficace sans se confondre avec lui. Ce réemploi instrumental, bien différent des espoirs de la Renaissance quant à l'avènement eschatologique d'un empire chrétien régi par le pontife, révèle ce que masque l'usage convenu de la notion : le principal souci des catholiques romains était de maintenir dans toute son intégrité la *potestas spiritualis* du pape. La distinction de la fin et du moyen ouvrait toutefois la possibilité de délaissier le concept d'*imperium* sans renoncer

72 « *Dico illam & veram & iure optimo validam extitisse, eamque Dei afflante spiritu emanasse, ut Imperium istud ea etiam, quæ spiritualia sunt, protegeret, ac foveret : eisque non solum maximo foret auxilio, verum etiam ornamento* » (ibid., fol. 54r).

73 « *Roma tamen huc usque ita cæteris regiis urbibus antecellit, ut fateri omnes non solum possimus verum etiam debeamus, illi uni æternitatem Imperii esse divinitus datam : cui nulla unquam ætas finem sit allatura, & huius regni sceptrum non homines, sed ipsum planè Deum, qui semper ille idem est, suscepisse : sibi que hoc unum è toto terrarum orbe sempiternum immobileque domicilium delegisse, ut eius adiumento potestas ac iurisdictionis spiritualis & aptius & magnificentius exerceri posset : eique quasi honorifico ac validissimo cuidam præsidio inniteretur* » (ibid., fol. 50v).

74 « *Posset alia quoque ratio iis hunc in modum expositis adjici, Deum scilicet iccirco pontificibus Romanum hoc Imperium subegisse, ut quam ampla esset Christi maiestas ex eorum etiam dignitate dignosceretur, quibus potestatem eius in terris exercere datum erat* » (ibid.).

75 « *Cum ad officium summi pontificis potissimum spectet errantes corrigere, ac rempublicam Christianam ad bene beatèque vivendum non modo hortari, sed etiam urgere ac compellere, cum ipse sit Dominici [fol. 51r] gregis pastor & custos, ut latè iam antea fuit ostensum : consequens est, ut ei quoque illa omnia intelligantur esse concessa, sine quibus hæc agi non possunt : constat autem sine causarum cognitione, sine correctione morum ac etiam sine pœnarum iniunctione, quibus mali coercentur, & boni quiescunt, non posse homines ad hanc vitæ honestatem adduci : ergo ad papam pertinet cognoscere, hortari, compescere, & punire, quæ omnia sine huius terrore Imperii exerceri nunquam possent ob depravatos hominum mores. Quare hac tam firma ratione fateri necesse est, spirituali iurisdictioni regnum hoc temporale adiungi oportuisse [...]. Et me hercule si vera dissimulare non volumus, nisi ecclesia hoc qualicunque Imperio frueretur, non ne tota eius potestas etiam in iis, quæ spiritualia sunt, prorsus vilesceat, atque ab omnibus ferè suppeditaretur ?* » (ibid., fol. 50v-51r).

76 Ibid., fol. 52r.

77 « *Quid fieret si hoc quoque huius Imperii careret ecclesia adiumento ? tota certè illius potestas (nisi id ipse Deus averteret) destrueretur* » (ibid., fol. 52v).

à défendre la juridiction spirituelle de l'Église. C'est la voie qui fut empruntée à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. Le cas de Bellarmin est caractéristique de cette prise de distance : dans son *De summo pontifice*, le théologien n'employait guère le mot *imperium* et lui préférait les termes de *summa potestas* ou de *principatus*<sup>78</sup>. De manière significative, le jésuite, au lieu de se servir de la formule de Pierre Damien pour interpréter l'Évangile, faisait le contraire, ce qui ramenait l'adage à n'être qu'un strict équivalent des paroles du Christ rapportées en Matthieu, xvi, 19 et en réfutait une exégèse favorable à la théorie du pouvoir direct<sup>79</sup>. Quelques années plus tard, Bellarmin parvint à convaincre Paul V que Baronius ne menaçait en rien le pouvoir pontifical en reconnaissant la fausseté de la donation de Constantin dans le douzième tome des *Annales ecclésiastiques*<sup>80</sup>. Reste que Bellarmin consacra un ouvrage à combattre les thèses de Mathias Flacius Illyricus sur la *translatio imperii*<sup>81</sup> ; mais l'intervention du pontife pouvait ici être interprétée comme l'exercice de son pouvoir indirect au temporel<sup>82</sup>.

Comprendre pourquoi et comment s'imposa une reformulation du pouvoir pontifical faisant l'économie de la notion d'*imperium* requerrait une enquête plus approfondie. Nous nous bornerons ici à faire un double constat. D'une part, la transformation du discours romain correspondait à l'évolution du contexte international et au renouvellement des idées politiques : l'Empire cédait le pas aux grandes monarchies nationales ; le concept d'*imperium* perdait du terrain au profit de celui de souveraineté que Jean Bodin théorisa en 1576. D'autre part, la conception impériale de l'Église prêtait le flanc à la critique : loin de maintenir le pouvoir religieux de la papauté, ce recours à l'*imperium* pouvait éclipser sa finalité spirituelle et donner ainsi du crédit à ceux qui dénonçaient la confusion pontificale entre les choses terrestres et les choses célestes. Rome semble avoir tiré une leçon de sa confrontation avec les États temporels et la Réforme :

78 Robert Bellarmin, *Opera omnia*, t. I, *Disputationum de controversiis... tomus primus*, Napoli, Joseph Giuliano, 1856 ; *id.*, *De summo pontifice*, livre I, chap. XIII, p. 341-342 et chap. XV, p. 343-344.

79 *Ibid.*, livre V, chap. V, p. 529.

80 Stefano Zen, « Bellarmino e Baronio », dans Romeo De Maio, Agostino Borromeo, Luigi Gulia, Georg Lutz et Aldo Mazzacane (dir.), *Bellarmino e la controriforma*, Sora, Centro di studi sorani, 1990, p. 310-316 ; Giovanni Maria Vian, *La donazione di Costantino*, *op. cit.*, p. 153-155 ; Robert Bellarmin, *Auctarium Bellarminianum. Supplément aux Œuvres du Cardinal Bellarmin*, éd. Xavier-Marie Le Bachelet, Paris, Beauchesne, 1913, p. 567-568.

81 Sur les circonstances de l'élaboration et de la publication de l'ouvrage de Bellarmin, voir Xavier-Marie Le Bachelet, *Bellarmin avant son Cardinalat, 1542-1598. Correspondance et documents*, Paris, Beauchesne, 1911, p. 141-142 ; Mario Scaduto, « L'ideale imperiale di Ivan Groznyj e i gesuiti Possevino e Bellarmino », dans *Roma, Costantinopoli, Mosca*, *op. cit.*, p. 499-501.

82 José Luis Orella Unzué, « Il concetto di impero romano e il problema della "translatio" nella polemica tra Flaccio Illirico e Bellarmino », dans *ibid.*, p. 151-171, en particulier p. 162-164.

pour faire triompher sa *potestas spiritualis*, il fallait en émonder ce qui pouvait la défigurer et en retremper les ressorts à ses sources divines.

L'abandon progressif d'une notion qui charriaient trop d'ambiguïtés ne se traduisit aucunement par un renoncement à l'idée d'un pouvoir plénier, suprême et coactif en raison du Royaume des cieux. La suprématie de la papauté pouvait être fondée sur sa nature spirituelle : Giovanni Botero pensait ainsi que le Saint-Siège était la seule autorité universelle dans le nouvel ordre international ; parce qu'ils étaient uniquement temporels, tous les autres pouvoirs, y compris l'Empire, étaient circonscrits par des frontières qui trahissaient leur caractère limité<sup>83</sup>. Certains auteurs opéraient même une dépréciation radicale de l'*imperium* au profit d'un souverain pontificat qui gagnait en majesté propre. Matthieu de Launoy, l'un des Seize, exaltait la puissance du pape en ces termes :

Toutes les dignitéz séculières manquent, mais la dignité du souverain Pontificat ne manque de rien, elle a sa plénitude. C'est pourquoy les anciens Empereurs Romains en leur Paganisme, nature ayant engravé en leurs entendemens, comme servante & ministre de Dieu, que la dignité du Pontificat souverain surmonte toutes autres dignitéz révérees en la Terre, & que la dignité Impériale manquoit de la suprême excellence, ils ont affecté ce titre de Pontife très grand, pour combler de Majesté, l'excellence & grandeur de leur puissance & dignité<sup>84</sup>.

Ce renversement de perspective témoignait d'une volonté de fonder l'absolue transcendance du pouvoir pontifical sur sa nature spirituelle et son institution divine. D'où la préséance accordée au pouvoir des clefs<sup>85</sup>.

Ce ressourcement ne conduisait pas à bannir le détour par des figures familières de *potestas* quand il s'agissait de traduire pour le monde des hommes l'éminente et mystérieuse concession des clefs. C'était au prix d'une médiation profane que l'on pouvait rendre visible et efficace la *plenitudo potestatis*. Le réemploi analogique étayait ainsi un pouvoir divin qui était trop insigne pour être immédiatement saisi et que le Christ lui-même avait exprimé par une métaphore. La notion de monarchie s'imposa à cette fin dans les dernières décennies du XVI<sup>e</sup> siècle pour caractériser le *regimen* de l'Église et le pouvoir

<sup>83</sup> Giovanni Botero, *Le Relationi universali* [1592], Venezia, appresso Giorgio Angelieri, 1599, seconde partie, livre IV, p. 147-152 ; Romain Descendre, *L'État du monde. Giovanni Botero entre raison d'État et géopolitique*, Genève, Droz, 2009, p. 307-338.

<sup>84</sup> Matthieu de Launoy, *Remonstrance. Contenant une instruction Chrestienne de quatre points à la Noblesse de France, laquelle faisant profession en apparence de la Religion Chrestienne, Catholique, Apostolique et Romaine, suit néanmoins le party de l'hérétique, & employe ses armes pour maintenir l'hérésie*, Paris, Nicolas Nivelles et Rolin Thierry, 1590, in-8°, p. 60-61.

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 61-62.

papal, bien qu'initialement elle eût pu paraître incongrue<sup>86</sup>. La problématique aristotélicienne du meilleur régime et le thème de la monarchie pontificale permettaient d'apporter une solution politico-religieuse aux problèmes spirituels que posaient le gouvernement de l'Église et ses relations avec les monarchies séculières. Dans les controverses du xvii<sup>e</sup> siècle, la papauté eut beau jeu de rappeler qu'elle était la seule monarchie instituée de droit divin. À nouveau, la technique du réemploi lui permettait d'assurer sa suprématie spirituelle, en empruntant aux pouvoirs terrestres sans pour autant se confondre avec eux.

La papauté n'en avait pourtant pas fini avec le paradigme de l'*imperium*. Certains textes contemporains de la querelle entre la papauté et Jacques I<sup>er</sup> continuaient à s'en servir pour en refuser la légitime possession aux pontifes ou pour dénoncer l'origine humaine et païenne de leur pouvoir<sup>87</sup>. Cette démystification du réemploi de l'*imperium* se retrouve chez Hobbes : « Si l'on examine l'origine de ce grand domaine ecclésiastique, on s'apercevra que la papauté n'est rien d'autre que le fantôme de ce défunt empire romain, couronné et assis sur sa tombe, car c'est bien ainsi que la papauté surgit soudainement : en sortant des ruines de ce pouvoir païen<sup>88</sup> ». C'est curieusement surtout dans cette perspective critique qu'a perduré jusqu'à nos jours la réutilisation du concept<sup>89</sup>. Qu'il soit apologétique ou polémique, le réemploi de l'*imperium* soulève – à travers une figure du pouvoir d'autant plus emblématique qu'elle est liée à la question cruciale de l'articulation de la modernité chrétienne avec l'Antiquité païenne, de la grâce avec la nature – un problème fondamental dont la position remonte à mon sens au xvi<sup>e</sup> siècle : les clefs du Royaume des cieux correspondent-elles à un véritable pouvoir ?

<sup>86</sup> Pour des exemples de ce réemploi, voir *ibid.*, p. 44-52 ; Robert Bellarmin, *De summo pontifice*, *op. cit.*, livre I, p. 311-365. Pour les difficultés posées par ce réemploi, voir Vittorio Frajese, « Una teoria della censura: Bellarmino e il potere indiretto dei papi », *Studi storici*, 25/1, 1984, p. 145-146 ; Xavier-Marie Le Bachelet, *Bellarmin avant son Cardinalat, 1542-1598*, *op. cit.*, p. 133.

<sup>87</sup> Voir notamment : *Monarchia S. Romani Imperii, sive Tractatus de iurisdictione Imperiali seu Regia, & Pontificia seu Sacerdotali...*, éd. Melchior Goldast, Hanau, Typis Thomæ Willierij, impensis Conradi Biermanni & consort, 1611, in-folio, p. [4] ; Pierre Du Moulin, *De Monarchia temporali Pontificis Romani Liber, Quo Imperatoris, Regum, & Principum iura adversus usurpationes Papæ defenduntur...*, Genève, apud Petrum Aubertum, 1614, in-8°, cap. XXIII-XXVI, p. 309-363.

<sup>88</sup> Thomas Hobbes, *Léviathan ou Matière, forme et puissance de l'État chrétien et civil* [1651], Paris, Gallimard, 2000, p. 948.

<sup>89</sup> Voir, à titre de curiosité, Hans Küng, « La politique du pape envers les anglicans est un véritable drame ! », *Le Monde*, 29 octobre 2009. Après avoir rappelé sa proposition de passer de l'*imperium* romain à un *Commonwealth* catholique, il écrit : « Mais, cet *imperium*, Benoît XVI entend bien le restaurer ! ».

## DEUXIÈME PARTIE

### *Libertas* : emplois et réemplois



AUTOUR DE LA *LIBERTAS*.  
USAGE DU PASSÉ ET LANGAGE DU POUVOIR À FLORENCE  
À L'ÉPOQUE DE COLUCCIO SALUTATI

*Lorenzo Tanzini*

Coluccio Salutati, chancelier de la République florentine entre 1375 et 1406<sup>1</sup>, est bien connu pour avoir laissé à la culture de la ville une véritable idéologie de la liberté, élaborée à travers des centaines de lettres écrites pendant son office<sup>2</sup> et la célèbre *Invectiva in Antonium Luscum*, dans laquelle l'appel à la liberté contre les tyrans soutient les accusations florentines contre le seigneur de Milan, Giangaleazzo Visconti<sup>3</sup>. Pour cette création rhétorique, Salutati a utilisé l'héritage de l'Antiquité classique, réemployé pour défendre la politique florentine contre ses ennemis et pour gagner l'amitié et l'appui des autres villes italiennes.

La *libertas* est ainsi la notion la plus célèbre d'une culture militante qui met au service de la ville et de ses ambitions politiques l'outil de la rhétorique latine. Par conséquent, il n'est pas étonnant que l'appel à la culture classique présent dans les œuvres de Salutati soit devenu, pour la tradition historiographique, le

- 1 Parmi les études sur l'humaniste chancelier, voir surtout Berthold L. Ullman, *The Humanism of Coluccio Salutati*, Padova, Antenore, 1963 ; Armando Petrucci, *Coluccio Salutati*, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, 1972 ; Daniela De Rosa, *Coluccio Salutati: il Cancelliere e il pensatore politico*, Firenze, La Nuova Italia, 1980 ; *Atti del convegno su Coluccio Salutati*, Buggiano, Comune di Buggiano, 1981 ; Ronald G. Witt, *Hercules at the Crossroads: The Life, Works, and Thought of Coluccio Salutati*, Durham, Duke University Press, 1983 ; *Coluccio Salutati cancelliere e letterato*, Buggiano, Comune di Buggiano, 2007 ; *Coluccio Salutati e Firenze. Ideologia e formazione dello Stato*, Firenze, Pagliai, 2008 ; Teresa De Robertis, Giuliano Tanturli et Stefano Zamponi (dir.), *Coluccio Salutati e l'invenzione dell'Umanesimo*, Firenze, Mandragola, 2008 ; *Medioevo e Rinascimento*, XXII, n.s. XIX, « Novità su Coluccio Salutati. Seminario a 600 anni dalla morte », 2008, p. 1-207.
- 2 Ronald G. Witt, *Coluccio Salutati and his Public Letters*, Genève, Droz, 1976 ; Hermann Langkabel (éd.), *Die Staatsbriefe Coluccio Salutatis*, Cologna-Wien, Böhlau, 1991. Pour un répertoire systématique des lettres, voir maintenant Armando Nuzzo (éd.), *Lettere di Stato di Coluccio Salutati. Cancellierato fiorentino (1375-1406). Censimento delle fonti e indice degli Incipit della tradizione archivistico-documentaria*, Roma, Istituto storico italiano per il Medioevo, 2008, vol. I-II.
- 3 Stefano Ugo Baldassarri, *La vipera e il giglio: lo scontro tra Milano e Firenze nelle invettive di Antonio Loschi e Coluccio Salutati*, Roma, Aracne, 2012 ; *id.*, « Prime ricerche per un'edizione critica della *Invectiva in Antonium Luscum* », *Medioevo e Rinascimento*, XXII, n.s. XIX, 2008, p. 105-129.

premier exemple de ce qu'on appelle l'humanisme civique (*civic humanism*). Cette définition, formulée il y a un demi-siècle par Hans Baron pour décrire la conjonction de la culture classique et de l'idéal républicain à Florence, s'appuyait avant tout sur le témoignage du patriotisme républicain de Salutati et de ses élèves pendant les guerres menées contre les seigneurs de Milan<sup>4</sup>. Après les études de Ronald Witt et de Riccardo Fubini, l'interprétation « à la Baron » de l'histoire de Florence à l'aube de la Renaissance a été abandonnée. Les discours rhétoriques sur la liberté et l'usage de la culture classique ont été replacés dans l'histoire d'une construction d'une identité politique et sociale qui va bien au-delà de l'événement de la guerre ; et l'identité républicaine elle-même a trouvé sa contre-histoire<sup>5</sup>.

À cet égard, la *libertas* est seulement le plus évident des nombreux éléments dont Salutati s'empare dans la culture classique et qu'il traduit dans l'actualité : on ne pourra donc pas comprendre la *libertas* sans comprendre le travail du chancelier sur l'histoire.

D'ailleurs, l'étude de l'histoire est clairement considérée par Salutati – selon l'enseignement cicéronien – comme un exercice essentiel autant pour la politique que pour la culture individuelle<sup>6</sup>. Citons les mots du chancelier dans une lettre privée du 1<sup>er</sup> février 1392 :

*[...] rerum gestarum scientia monet principes, docet populos et instruit singulos quid domi quidque foris, quid secum, quid cum familia, quid cum civibus et amicis, quid privatim vel publice sit agendum... hec est consiliorum dux atque doctrina, fugiendorum periculorum regula et bene gerendarum rerum certissimum documentum*<sup>7</sup>.

4 Hans Baron, *The Crisis of the Early Renaissance Florence. Civic Humanism and Republican Liberty in an Age of Classicism and Tyranny*, Princeton, Princeton University Press, 1966 ; voir aussi Antonio Lanza, *Firenze contro Milano. Gli intellettuali fiorentini nelle guerre con i Visconti (1390-1449)*, Roma, De Rubeis, 1991 ; Paolo Viti, « La "florentina libertas" e l'ideologia antitirannica », dans Coluccio Salutati e Firenze, *op. cit.*, p. 151-214 ; Élisabeth Crouzet-Pavan, *Renaissances italiennes, 1380-1500*, Paris, Albin Michel, 2007, p. 151-170.

5 Alison Brown, « De-masking Renaissance Republicanism », dans James Hankins (dir.), *Renaissance Civic-Humanism. Reappraisals and Reflexions*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 179-199 ; Riccardo Fubini, *L'umanesimo italiano e i suoi storici. Origini rinascimentali, critica moderna*, Milan, Angeli, 2001 ; John Najemy, *A History of Florence, 1200-1575*, London, Blackwell, 2006. Sur la critique de l'interprétation de Baron Patrick Gilli, voir « Le discours politique florentin à la Renaissance : autour de l'« Humanisme civique » », dans Jean Boutier, Sandro Landi et Olivier Rouchon (dir.), *Florence et la Toscane (XIV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle). Les dynamiques d'un État italien*, Rennes, PUR, 2004, p. 323-343.

6 Cesare Vasoli, « Salutati e la storia », dans *Atti del convegno su Coluccio Salutati, op. cit.*, p. 27-46.

7 Francesco Novati (éd.), *Epistolario di Coluccio Salutati*, Roma, Istituto storico italiano, 1891-1911, vol. VII, n° 11 (vol. II, p. 291-292), 1<sup>er</sup> février 1392, à Juan Fernandez de Heredia maître des hospitaliers de Saint Jean de Jérusalem.

Nous voudrions essayer ici de comprendre l'idéologie de la *libertas* en la replaçant dans le cadre de l'utilisation du passé dans les lettres publiques rédigées par Salutati, c'est-à-dire dans le langage officiel des relations diplomatiques de la République. Le point de vue sera donc limité aux textes officiels rédigés par (ou sous la direction de) Salutati en tant que chancelier, tandis que les œuvres littéraires de l'humaniste ne seront qu'indirectement citées.

On pourra se demander de quel passé il s'agit. Il y a en effet une multiplicité de références à l'histoire et chacune d'entre elles doit être comprise de manière individuelle. Dans les lettres publiques de Salutati, on trouve des références à l'histoire sacrée, c'est-à-dire à des récits tirés de l'Ancien Testament ; à l'histoire des anciens empires, de la Grèce et de l'Orient, connue grâce à des auteurs latins mais parfois aussi grâce à des auteurs médiévaux ; à l'histoire romaine, qui occupe bien sûr une place dominante dans les œuvres de Salutati et dans ses lettres publiques ; enfin, l'histoire de la ville de Florence, de son origine aux siècles que nous appelons médiévaux, est aussi sollicitée.

Malgré les nombreuses occasions où Salutati utilise images et textes de l'Antiquité pour affermir l'argumentaire de sa lettre, la rhétorique de l'histoire passée, qu'il s'agisse d'histoire sainte, grecque, romaine ou florentine, n'est pas une habitude constante et indifférenciée. Au contraire, il s'agit d'un outil rhétorique sélectif, utilisé avec une attention qui dépend des destinataires et de l'objet de la lettre. Par exemple, le thème de la *libertas* tiré de l'histoire romaine, servant d'exemple à l'action politique du présent, est employé par Salutati dans la correspondance avec les autres villes italiennes, et surtout avec Rome. Il est en effet très difficile de trouver des lettres qui utilisent des exemples romains de *libertas* quand il ne s'agit pas de ces lettres qui tissent les relations « italiennes » et communales de la ville. En deuxième lieu, l'usage du passé médiéval de Florence peut être considéré comme une référence caractéristique des lettres aux rois de France et à la maison d'Anjou.

À cette sélection thématique selon le destinataire s'ajoute également une particularité de nature chronologique, qui a déjà été mise en valeur par les études de Ronald Witt<sup>8</sup>. Dans les premières années de son office, Salutati emploie fréquemment les références à l'Antiquité et surtout à l'histoire romaine. Vers la fin de sa vie – mais la tendance se manifeste dès les années 1380 – ce recours diminue : la correspondance officielle de Salutati devient beaucoup plus concise et tend à oublier ces références « culturelles ». Dans ce cadre, la diminution des références à l'ancienne Rome entre les années 1370 – et donc

8 R. Witt, *Coluccio Salutati and his Public Letters*, op. cit., p. 57-72.

pendant la guerre avec la papauté – et la fin du siècle, est vraiment étonnante. Par là même, on ne peut analyser la rhétorique salutatienne selon les termes d'une croissance progressive vers le classicisme républicain. Les liens explicites à l'Antiquité n'augmentent guère au cours des dernières années et ont même plutôt tendance à se distendre.

Il faut tenir compte de ces éléments pour poser correctement la question de la *libertas* comme la question de l'histoire florentine chez Salutati, et ainsi bien comprendre comment fonctionne le réemploi du passé à Florence à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle.

## LA NAISSANCE DE LA LIBERTÉ

100

La première et la plus riche saison de la rhétorique publique de Salutati commence en 1375, pendant cette guerre qui oppose Florence au pape et qui est connue sous le nom de *Guerra degli Otto Santi*<sup>9</sup>. Le chancelier écrit alors souvent sur le thème de la *libertas* dans le but de convaincre les villes italiennes alliées ou voisines de s'unir contre le pape Grégoire XI, et il utilise systématiquement les images de l'Antiquité romaine. Les alliés sont incités à suivre l'exemple des héros célèbres : Brutus, Mutius Scevola, Horatius.

*Libertatis amor olim romanum populum contra regiam tyrannidem impulit et ad abrogandum imperium decemvir[or]um, illam ob compressionem Lucretie, istud ob damnationem Virginie, concitavit. Haec libertas Horatium Coclitem solum contra infestos hostes ruituro obiecit in ponte. Hec Mutium sine spe salutis in Porsennam immisit... Hec duos Decios sponte devote morti et gladiis hostium consecravit*<sup>10</sup>.

Les circonstances de la guerre avec le pape, et surtout la composition de l'armée pontificale où dominent les étrangers (Bretons, Anglais, Français), permet à Salutati de superposer l'idée de la *libertas* avec celle de la défense de la patrie contre les ennemis étrangers<sup>11</sup> : voilà donc la référence à la guerre contre les Gaulois de Brennus, contre Pyrrus, contre Hannibal.

9 *Otto santi*, tel était le nom ironique que les Florentins donnaient aux *Otto della Guerra*, les officiers chargés de la direction du conflit.

10 *Die Staatsbriefe Coluccio Salutati*, éd. cit., p. 105-107, 4 janvier 1376, aux Romains. Autres exemples remarquables de l'appel au modèle romain de *bellum pro libertate* dans les lettres du 1 juillet 1376 à Boulogne (*ibid.*, p. 136-137) et du 4 avril 1377 à Pietro Gambacorti, seigneur de Pise (*ibid.*, p. 159-160).

11 Sur la notion d'Italie et le « patriotisme » italien de Salutati voir Berthold L. Ullman, *The Humanism of Coluccio Salutati*, op. cit., p. 73-81.

*Non solum vestre deberetis assertores esse libertatis, sed tocius etiam Italie liberatores, pro qua optimi atque bellicosissimi progenitores vestri contra infinitas nationes exterarum dimicaverunt : [...] Contra Gallorum Senonum copias Brenno duce sevientes, contra Pyrrum regem Epyrotarum, Hanibel Cartaginensium ducem...[Roma] Theutonas, Cymbros et Tigurinos populos immanissimos de extremis Galliarum finibus in Italiam profectores terque victores Mario duce delevit<sup>12</sup>.*

Le chancelier incite ainsi les villes italiennes de son temps à suivre l'exemple de leurs ancêtres (réels ou imaginaires) pour restaurer leur grandeur<sup>13</sup>.

Sur le plan politique, il y a sans doute une contradiction évidente entre la rhétorique latine, italienne et anti-gallique des lettres que nous avons citées jusqu'ici, et les liens de Florence avec la cour de France. Au même moment, en effet, la République cherchait l'appui de Charles V contre le pape. Et, Grégoire XI chercha d'ailleurs à profiter des ambiguïtés de la politique florentine en envoyant au roi de France une copie des lettres écrites par Salutati aux villes italiennes, alliées de Florence, où les arguments classiques contre la tyrannie des barbares gaulois étaient particulièrement explicites. Confronté à cette stratégie, Salutati eut quelques difficultés de composition dans certaines de ses lettres au roi de France. Mais il choisit de recourir encore aux citations classiques, en évoquant cette fois la distinction entre le royaume de France et les Gaulois dont il avait écrit, en reprenant le texte de César, que « *Gallia omnis tribus divisa est partibus*<sup>14</sup> ».

Quoi qu'il en soit – nous l'avons déjà observé – la *libertas* n'est en fait que le plus célèbre des thèmes empruntés par Salutati à l'Antiquité classique.

12 *Die Staatsbriefe Coluccio Salutati*, éd. cit., lettre du 1 février 1376, aux Romains. Encore en 1380, en écrivant à la ville de Rome, Salutati rappelle « *quanta fuerit olim comunium patrum virtus* » dans les guerres contre les Gaulois, et il incite les alliés « *ad expellendas exterarum nationes* » (*ibid.*, p. 169-170).

13 *Ibid.*, p. 162-163, lettre aux alliés italiens du 11 mai 1379 : « *Videtur in quorum manibus Italia vestra, olim totius mundi moderatrix et domina, ignavia pervenerit latinorum [...] antiquum Italie vigorem, qui universum orbem felicibus peragando victoriis in urbe Roma constituit monarchiam, vestris virtutibus excitate, ut iterum incipiant extere nationes Italie nomen romanamque urbem, sicut consueverunt multis retro temporibus, formidare* ».

14 *Ibid.*, p. 125, lettre du 15 mai 1376 : « *Et quoniam quosdam glosulas vidimus, quibus prefate littere ad contumeliam inflectuntur, cum tamen sciamus tres fore Gallias, prout in principio Commentariorum belli gallici testatur Iulius Cesar, et Franciam sciamus unius Gallie quotam fore particulam potentia tamen et nobilitate cunctis Gallis excellentem, quam iniquum est hoc ascribi specialiter ad Francos, quorum nullus in Italia presidebat !* ». Sur l'ambiguïté de la rhétorique florentine pendant la guerre, voir Patrick Gilli, *Au miroir de l'humanisme. Les représentations de la France dans la culture savante italienne à la fin du Moyen Âge*, Rome, École française de Rome, 1997, p. 225-231 ; sur le texte cité, Lorenzo Tanzini, « Luigi Marsili: Firenze e il mondo politico francese all'alba del Grande Scisma », dans Anne Lemonde et Ilaria Taddei (dir.), *Construction et circulation des modèles et des pratiques politiques (France et Italie, XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle)*, Rome, École française de Rome, à paraître.

Le chancelier ne manque pas de citer l'exemple romain lorsque les événements contemporains semblent répéter des épisodes anciens – il suit en cela la tradition rhétorique médiévale. Par exemple, en 1389, au cours de la première guerre contre Giangaleazzo Visconti, lorsqu'il s'agit de répondre à l'accusation d'avoir cherché à faire assassiner le seigneur de Milan :

*Non he florentinorum nec aliquorum populorum artes ! Illi viderint, qui ministris talium scelerum abutuntur ! Nos autem, romanum genus, progenitorum nostrorum memores, qui medicum caput Pyrrhi regis tunc hostis gravissimi pollicentem ad regem ex senatus decreto vinctum cum indicio remiserunt, ferro bella gerere didicimus, non veneno, et pro libertate nostra collatis signis in campo, non venenis in thalamo decertare<sup>15</sup> !*

La vie militaire, par ailleurs, fournit beaucoup d'occasions pour rappeler l'exemple des Anciens. Salutati enseigne aux alliés bolonais la nécessité d'une conduite prudente de la guerre et il reprend alors un texte classique :

102

*[...] nam ut hystoricus ex persona non parvi ducis testatur quanta cuique audacia nam aut moribus inest tanta in bello patere solet [...]. Cavenda tamen est temeritas, cavendus est ardor ipse pugnandi et in exemplo adducenda est Maximi Fabii salutaris et laudata cunctatio, qui ludificando Hanibalem fatigavit et traxit, cui Varronis audacia mox tradidit cannensem tropheum<sup>16</sup>.*

Mais, de manière plus remarquable, l'Antiquité est aussi l'objet de réflexions à propos des choix politiques des villes. Dans une lettre aux Pisans, Salutati argumente ainsi sur la nécessité de la paix en utilisant l'exemple des villes grecques qui perdirent leur liberté à cause de la guerre :

*Iam enim, si – quod Deus avertat – aliorum deliberatione vestra deviaverit, tota fiet Italia, princeps gentium et provinciarum domina, sub tributo, et sicut Grece civitates inter se de imperio dimicantes omnes imperio caruerunt, sic nos in defensione discordes optatissima, quod cum dolore precogitamus, carebimus libertate<sup>17</sup>.*

Dans cette période, la rhétorique de la *libertas* se traduit aussi par des jugements sur l'histoire de Rome. Ainsi, si tout le monde connaît la gloire des empereurs romains, il est néanmoins évident que le début de l'Empire a marqué la fin de la liberté et de la véritable grandeur de Rome :

15 *Die Staatsbriefe Coluccio Salutati*, éd. cit., p. 247-250, lettre du 5 novembre 1389 ; sur le même sujet, voir aussi *ibid.*, p. 252-255, lettre du 16 décembre 1389.

16 *Ibid.*, 22 juin 1390.

17 *Ibid.*, p. 94-95, 22 octobre 1375.

*Sublata enim sub Cesaribus libertate – extollant quicumque volunt laudibus Cesarem et usque ad divinitatis honores subliment Augustum, celebrent mira commendatione Vespasianum, Trahiani iustitiam et rei militaris gloriam summo laudum preconio referant, denique Costantinum, Pium Antonium, Iustinianum et ceteros quibus volunt laudibus efferant – in ipsorum manibus certe vastitatem recepit Ytalia et illud imperii culmen effluxit. Solum itaque libertatis studium et imperium et gloriam (et) omnem romanis peperit dignitatem*<sup>18</sup>.

Le thème du déclin des villes italiennes après la création de l'Empire romain est, par la suite, très fréquemment réemployé par la culture florentine de la fin du siècle et surtout par les élèves de Salutati, Leonardo Bruni en tête<sup>19</sup>.

Il s'agit donc d'une image de l'Antiquité très éloignée de la rhétorique médiévale sur Rome : l'Empire providentiel n'a pas une place centrale, et même l'élément religieux est ici remplacé par les exemples tirés de l'Antiquité républicaine et païenne. Le langage de Salutati est davantage emprunté au classicisme de Pétrarque (l'*Africa* et *De viris illustribus*)<sup>20</sup> qu'à la tradition de la correspondance publique, par exemple de Cola di Rienzo<sup>21</sup>. D'ailleurs, l'originalité du discours de Salutati sur la *libertas* est évidente lorsqu'on le compare à la correspondance publique florentine antérieure, qui n'avait jamais recouru à une confrontation massive avec l'Antiquité romaine<sup>22</sup>.

De toute manière, l'exemple de l'ancienne Rome est désormais saisi en tant que modèle devant nourrir l'action politique des villes italiennes, Florence d'abord, mais pas seulement. À cet égard, Salutati modifie là encore soigneusement son

18 Cité dans R. Witt, *Coluccio Salutati and his Public Letters*, op. cit., p. 54, lettre du 6 novembre 1377. À noter, dans une lettre à Gênes en date du 28 janvier 1394 (*Die Staatsbriefe Coluccio Salutatis*, éd. cit., p. 309-310), une référence remarquable à la *libertas* ancienne. Elle l'est d'autant plus qu'à la fin du siècle de telles références deviennent très rares : « *recensete, viri prudentissimi, quo civile certamen deduxerit urbem Romam. Nonne videtis de regimine populico precipitatum fuisse in miseram servitutem ? Quid enim fuerunt Cesaris vel Octavii dominatus nisi principium perpetue servitutis ?* ».

19 Lorenzo Tanzini, « Le due redazioni del "Liber de origine Florentie et eiusdem famosis civibus". Osservazioni sulla recente edizione », *Archivio storico italiano*, 158, 2000, p. 141-159 ; Riccardo Fubini, « La rivendicazione di Firenze della sovranità statale e il contributo delle "Historiae" di Leonardo Bruni », dans Paolo Viti (dir.), *Leonardo Bruni cancelliere della repubblica di Firenze*, Firenze, Olschki, 1990, p. 29-62.

20 Sur l'image de Rome et ses ambiguïtés chez Pétrarque, voir désormais l'analyse de Juan Carlos D'Amico, *Le Mythe impérial et l'allégorie de Rome. Entre Saint-Empire, papauté et commune*, Caen, Presses universitaires de Caen, 2009.

21 En comparant les lettres de Salutati avec les missives de Cola di Rienzo qui sont antérieures d'une vingtaine d'années (y compris les lettres envoyées à Florence), on pourra vérifier l'absence totale, chez Cola, de références explicite à la mémoire de la Rome républicaine, bien que la légende de *Roma triumphans* soit centrale dans la rhétorique du tribun : voir Annibale Gabrielli (éd.), *Epistolario di Cola di Rienzo*, Roma, Istituto storico italiano per il Medioevo, 1890, p. 12-15, 35-37, 46, 52-53, 56-58, 67-71 et 225-227.

22 Sur la tradition rhétorique de la chancellerie avant Salutati voir Ronald Witt, *Sulle tracce degli antichi. Padova, Firenze e le origini dell'Umanesimo*, Roma, Donzelli, 2005, p. 308 sq.

système de références à l'histoire ancienne selon le destinataire de sa lettre. Voilà qu'en un certain nombre d'occasions, il rappelle aux villes alliées leur propre histoire ancienne (réelle ou mythologique), afin d'y chercher des orientations pour leur politique présente. Le cas le plus intéressant est celui de la ville d'Ancône, à nouveau pendant la guerre contre Grégoire XI :

*Cogitate vos esse latinos, quorum proprium et naturale est presidere cunctis gentibus, non servire. Momentote maiores vestros [...] de Sicilia servitutem grecorum fugientes preparata classe viriliter aufugisse seu, ut quidam auctores non ignobiles volunt, de grecorum finibus advenisse solum libertatis studio servitutem simul cum patria relinquentes*<sup>23</sup>.

104

Tous ces éléments, nous l'avons déjà souligné, cessent très rapidement d'être cités après la fin de la guerre en 1378. Au cours de la deuxième grande crise que connaît Florence – la guerre contre Milan qui s'engage à partir de 1389 –, l'œuvre de Salutati devient plus directement engagée. Mais les références à l'histoire grecque et romaine, comme réservoirs d'exemples de *libertas*, disparaissent presque complètement<sup>24</sup>. La rhétorique de la liberté romaine est abandonnée, remplacée par l'utilisation du langage de la fidélité guelfe et par le rappel de l'histoire des relations entre Florence et les Angevins au XIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi, dans une lettre à Charles VI :

*[...] nosti populum nostrum non magis florentinum quam regium [...] Karolus primus Ierusalem et Sicilie rex nostros guelfos extorres fidelissimos commilitones suos in hac civitate restituit et auxit [...] et status, quem adhuc tenemus, iecit suis manibus fundamenta*<sup>25</sup>.

L'ancienne *libertas* est la victime illustre, pour ainsi dire, du changement des alliances de la fin du siècle, lorsque Florence se tourne brusquement vers la France à la recherche d'appuis politiques et vers le comte d'Armagnac en particulier, dans l'espoir d'une intervention militaire contre Milan. À cet égard, Salutati établit parfois une confrontation directe entre l'Antiquité

<sup>23</sup> *Die Staatsbriefe Coluccio Salutati*, éd. cit., 13 février 1376, p. 112-113. L'appel à la *virtus* des villes italiennes contre les tyrannies est utilisé aussi – bien que ce type de référence soit beaucoup plus rare que celui à l'Antiquité romaine – au regard de l'histoire récente : voir par exemple la lettre à Bologne du 22 mars 1376 (*ibid.*, p. 116-117) sur la lutte de la ville contre la domination de Frédéric II, avec la même acception « nationale » : « *vos hactenus pro libertate vestra contra furorem cesareum et impetum theutonicorum felici Marte pugnastis, ex quo congressu inclita illa captivitas regis Hentii, qui diu animositate mirabili detentus vestris in carceribus expiravit [...]* ».

<sup>24</sup> Elles disparaissent de la correspondance publique mais restent présentes dans les œuvres littéraires.

<sup>25</sup> *Die Staatsbriefe Coluccio Salutati*, éd. cit., p. 289, 28 septembre 1391.

classique et la gloire du royaume des Valois, qui se traduit par une exaltation de ce dernier :

*Opponent romani rerum domini mundique victores maritimum illud Pompei bellum quod ausi sunt nobiles scriptores hystoriarum asserere quadragesimo die tansactum esse ; hec aliter de hoc referat Cicero qui dicat tantum bellum tam diuturnum tam longe lateque dispersum Pompeium extrema hieme apparasse ineunte vere suscepisse mediaque estate confecisse. Opponent Cesarem suum qui Farnacem et eius copias primo adventu legitur fugavisse, ex quo in triumphali vexillo loco depicti belli victor Cesar inscripsit ut celeritatem ostenderet tria verba veni vidi vici. Et quicquid aliud hystoricum velint opponant : nichil profecto tam audaciter inceptum, tam feliciter gestum, tam celeriter consumatum invenient quod possint cum hac vestre serenitatis victoria comparare*<sup>26</sup>.

Bien que Salutati maintienne une conception très large de la *libertas* (n'entraînant pas un choix rigide pour la république et contre la monarchie) il était très difficile d'utiliser l'exemple des anciens héros de la liberté républicaine lorsque les alliés de Florence étaient en grande majorité des seigneurs citadins ou des seigneurs féodaux du nord des Alpes.

D'ailleurs, l'histoire florentine connaissait une tradition d'amitié avec le royaume de France qui ne pouvait pas être oubliée<sup>27</sup>. Déjà, en 1380, sur la nécessité d'une politique commune avec la France, Salutati rappelait :

*[...] cum nullis unquam annotaretur historiis cum illis nostrum populum ad sanguinem pervenisse quorum maiores pro libertate nostra sanguinem effundisse*<sup>28</sup>.

Encore la liberté, donc. Mais il s'agissait d'une liberté « récente », rien de plus que la liberté qui était associée au régime politique contemporain de la ville. Les exemples anciens et bibliques, par contre, dans ce contexte politique d'attention pour le monde français, sont utilisés plutôt pour décrire les ennemis et avant tout Giangaleazzo Visconti, dont les vices dépassent encore ceux des mauvais souverains les plus célèbres :

*Superat enim inhumanitate Busiriden, iniustitia Licum, crudelitate in suos armata Iugurtam, Sinonem fallaciis, venenorum preparatione Gaium, confectio*

<sup>26</sup> *Die Staatsbriefe Coluccio Salutatis*, éd. cit., p. 181-184, lettre du 14 septembre 1381 à Charles de Duras.

<sup>27</sup> Sur les relations politiques entre Florence et le Royaume à la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, voir encore Noël Valois, *La France et le Grand Schisme d'Occident*, Paris, A. Picard, 1896, et Michel de Bouard, *Les Origines des guerres d'Italie. La France et l'Italie au temps du Grand Schisme d'Occident*, Paris, De Boccard, 1936, et, du côté florentin, Gene Brucker, *Dal Comune alla Signoria. La vita pubblica a Firenze nel primo Rinascimento*, Bologna, Il Mulino, 1981.

<sup>28</sup> Archivio di Stato di Firenze (ASF), Signori, Missive I Cancelleria, 19, fol. 69r-70v, lettre à Louis d'Ainjou, 29 octobre 1380.

*Locustam, impietate in Deum apostatam Iulianum, perfidia Philippum Macedonem Aminte filium et omni libidinis immunditia Helyogabalum, superbie vanitate Xerxen et imbellia Sardanapalum*<sup>29</sup>.

## DE ORIGINE CIVITATIS

Cependant, après 1378 un argument « romain » conserve sa présence (et son efficacité) : le lien entre les origines de Florence et l'ancienne Rome. Selon la légende la plus célèbre sur l'origine de Florence, la ville avait été fondée par des colons romains au temps de César après la destruction de l'ancienne ville de Fiesole. En ajoutant d'autres éléments mythiques à cette filiation romaine, la tradition florentine imagine que Dardanus, le mythique fondateur de Troie, était originaire de Fiesole : finalement les habitants de la future ville de Florence étaient les ancêtres des ancêtres des Romains<sup>30</sup>. Ainsi, dans les lettres de Salutati, les Florentins étaient décrits comme romains : « *non solum legibus sed origine romani sumus*<sup>31</sup> ». Et, quelques années plus tard, le chancelier écrit encore :

*Nam cum originis nostre gloria sit hanc urbem non solum a romanis conditam sed viris romani sanguinis et traditam et repletam, debet aut potest suspicari romana maiestas nos contra maiorum nostrorum sanguinem arma moturos ? [...] Ut nos genere stirpeque romani et illa in orbis parte positi unde Dardanus troiani sanguinis autor cum incolarum multitudine proficiscens [...] urbis romane parentes Eneam progeniuit et Iulum : contra tot generationis serie iunctum populum plus quam civile bellumque consanguineum inferamus*<sup>32</sup> ?

Il ne s'agissait pas d'une nouveauté absolue : déjà, le chroniqueur Giovanni Villani avait lu l'histoire de Florence comme celle de la croissance d'une nouvelle Rome<sup>33</sup>. Mais un changement s'opère. Chez Villani, il existait une

<sup>29</sup> *Die Staatsbriefe Coluccio Salutati*, éd. cit. Après la défaite de l'armée du comte, Salutati écrit au marquis de Ferrare pour soutenir sa résistance contre Giangaleazzo, et cette fois l'exemple choisi est plutôt biblique : « *pugnavit ter Iuda dux undecim tribuum contra solam tribum Benjamin et duabus vice sue multitudinis, cum tamen iustitiam prosequeretur tantum gentium et copiarum amisit* » (ASF, Signori, Missive I Cancelleria, 22, fol. 149r, 1<sup>er</sup> août 1391).

<sup>30</sup> Sur les origines de la légende municipale, voir maintenant Riccardo Chellini (éd.), *Chronica de Origine civitatis Florentie*, Roma, Istituto storico italiano per il Medioevo, 2009, avec l'édition du texte composé au début du XIII<sup>e</sup> siècle.

<sup>31</sup> ASF, Signori, Missive I Cancelleria, 20, fol. 126v-127r, 12 avril 1387, aux Romains.

<sup>32</sup> ASF, Signori, Missive I cancelleria, 21, fol. 24v, 19 avril 1388, aux Romains. Quelques jours après, il écrit : « *Romana quidem propago est florentinus populus cui florente quondam imperio et civitate construxit illa inclita Roma et romanos non ignobiles in incolas tradidit [...]* » (*ibid.*, 24v-25r).

<sup>33</sup> Giuseppe Porta (éd.), *Nuova Cronica*, Parma, Guanda, 2007, livre IX, § XXXVI : « [...] considerando che la nostra città di Firenze, figliuola e fattura di Roma, era nel suo

relation filiale avec Rome : Florence avait été fondée par Rome ; chez Salutati, c'est une relation d'égalité, voire de prééminence, qui est affirmée : les origines de Rome sont florentines à travers Fiesole et Troie<sup>34</sup>.

Ce qui importe ici, c'est que l'argument de la romanité de Florence, désormais dépourvu du parallélisme avec la *libertas romana*, résiste et donne à la rhétorique publique florentine une orientation beaucoup plus agressive. En tant qu'héritière de la puissance romaine, Florence déclare ses ambitions légitimes à dominer les autres villes toscanes tout comme l'ancienne Rome domina le monde, sans désormais se préoccuper de la liberté de ces villes (le vers célèbre « *parcere subiectis et debellare superbos* » est fréquemment employé<sup>35</sup>). Ce passage, assez implicite dans l'œuvre de Salutati, sera plus explicite avec Leonardo Bruni. Chez le chancelier du xve siècle, ancien élève de Coluccio, la *libertas florentina* se transforme en un synonyme du pouvoir de la République sur ses sujets, à la manière du pouvoir de Rome sur son Empire<sup>36</sup>.

Pour bien comprendre le contenu réel de cet usage de la liberté chez Salutati, on peut lire ce qu'il dit de l'histoire florentine « médiévale ».

À l'âge de Salutati, la légende citadine sur le haut Moyen Âge de Florence évoquait une destruction de la ville par les barbares de Totila, et une reconstruction ordonnée par Charlemagne. Il s'agissait d'une véritable deuxième naissance qui se superposait à l'autre, aussi mythique, que nous avons

---

*montare e a seguire grandi cose, sì come Roma nel suo calare, mi parve convenevole di recare in questo volume e nuova cronica tutti i fatti e cominciamenti della città di Firenze, in quanto m'è istato possibile a raccogliere, e ritrovare, e seguire per innanzi istesamente in fatti de' Fiorentini e dell'altre notabili cose dell'universo in brieve, infino che fia piacere di Dio, a la cui speranza per la sua grazia feci la detta impresa, più che per la mia povera scienza. E così negli anni MCCC tornato da Roma, cominciai a compilare questo libro a reverenza di Dio e del beato Giovanni, e commendazione della nostra città di Firenze ».*

- 34 Ronald Witt, « Coluccio Salutati and the Origins of Florence », *Il pensiero politico*, 2, 1969, p. 161-172. R. Witt observe que le thème de l'origine romaine de Florence commence à être mis en place dans les lettres de Salutati à la fin des années 1380, au moment où augmente le souci de l'exactitude historique dans l'œuvre du chancelier. Les thèses de Salutati sur l'origine de la ville sont reprises dans les mêmes années dans le *Paradiso degli Alberti* où Luigi Marsili célèbre la culture florentine. Voir Giovanni da Prato, *Il Paradiso degli Alberti*, éd. Antonio Lanza, Roma, Salerne, 1975.
- 35 Par exemple dans la lettre de 1395 (ASF, Signori, Missive I cancelleria, 24, fol. 131v). Dans les lettres des dernières années de sa vie, Salutati use du même argument, qui est maintenant utilisé plutôt à l'égard de l'empereur : « *Deo duce romanorum principum sequendo, vestigia quorum inextinguibilis memoria rebus gestis eternitati consecrata est, he vobis erunt artes, pacisque imponere mores parcere subiectis et debellare superbos [...]* » (ASF, Signori, Missive I Cancelleria, 25, fol. 39r, 16 février 1401, au roi des Romains, Robert I<sup>er</sup> de Bavière).
- 36 Nicolai Rubinstein, « Florentina libertas », *Rinascimento*, II, XXVI, 1986, p. 3-26 ; Gordon Griffiths, *The Justification of Florentine Foreign Policy Offered by Leonardo Bruni in his Public Letters, 1428-1444: Based on Documents from the Florentine and Venetian Archives*, Roma, ISIME, 1999.

analysée<sup>37</sup>. L'intervention du premier empereur du Saint-Empire liait l'histoire ancienne de la ville à un personnage illustre, et offrait surtout un précédent glorieux à l'amitié avec le royaume français<sup>38</sup>.

Un témoignage récent de cette amitié pouvait être trouvé dans la lutte engagée après 1260 par Florence et Charles d'Anjou contre la puissance gibeline en Italie et contre les empereurs ennemis de l'Église ; une lutte poursuivie par Charles II et Robert d'Anjou, le dernier véritable champion de la cause guelfe en Italie. La fidélité angevine de Florence, mêlée avec la mémoire de l'époque de la lutte des papes contre les empereurs Hohenstaufen, se combine avec la légende des origines carolingiennes de Florence (la deuxième origine), et constitue un ensemble de mythologie historique, peu cohérent au regard de l'histoire mais fort efficace pour les ambitions florentines<sup>39</sup>.

En effet, dans toute la correspondance florentine de l'époque de Salutati, presque chaque lettre au roi de France ou aux souverains de la dynastie des Anjou de Naples mentionne le lien qui unissait Florence à la monarchie. La thématique « carolingienne-angevine » devient sans doute la plus importante et la plus fréquente dans les lettres de Salutati pendant toute la durée de l'office du chancelier. Par exemple, il écrit en 1381 à Charles III de Duras :

37 Sur la naissance de la légende de la deuxième fondation par Charlemagne, voir Amedeo De Vincentiis, « Origini, memoria, identità a Firenze nel XIV secolo. La rifondazione di Carlomagno », *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge*, 115, 2003, p. 385-443.

38 Une autre preuve du choix attentif des arguments rhétoriques en fonction du destinataire se trouve dans la lettre aux Romains du 5 janvier 1389 (ASF, Signori, Missive I Cancelleria, 21, fol. 77r), où le nom de Charlemagne est cette fois oublié dans le récit autrement standard de la double origine de Florence : « *Si potest populi romani maiestas ex aliqua civitate Latii spem certissima sumere, si grata servitia debet ab aliquo Tuscie populo rationabiliter expectare ni fallimur hoc a civitate Florentie florentinoque populo sublimitatem vestram congruit maiore confidentia demorari. Hinc equidem Dardanus frigias penetravit ad oras a quo superbum Ylium et pius Eneas romani sanguinis et imperii fundator et auctor. Et ex vobis hec civitas primo condita et post destructionem eius Totile perfidiam factam denuo reparata* ».

39 L'argument de la deuxième naissance de la ville sous Charlemagne sera très durable dans l'histoire florentine : encore à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, l'empereur Maximilien d'Autriche reproche aux Florentins leur fidélité à la France, qui dépend, selon lui, d'une fausse interprétation de l'histoire : « *Non negant ipsi florentini suam civitatem a Carolo Magno romanorum imperatore restauratam et privilegiis ac omni ornamento decoratam fuisse. Qui quidem Carolus, etsi rex Franciae fuerit, romanorum tamen imperator fuit, et in imperiali provincia id est ex Brabantia natus, quae in inferiori Germania sita est ; ut ea beneficia non tantum francorum regi quantum romanorum imperatori tribuenda sint [...]* Sciunt etiam omnes hunc Carolum presentem Francorum regem non esse de linea Carli Magni, sed ex Ugone Capeto, invasore regni Franciae origine habuisse ; adeo ut, si de vero rege Franciae disputandum sit, procul dubio reperiretur [...] ut mirum sit, unde tanta florentinorum caecitas et ignorantia originem sumpserit ». Voir « Dispacci al Senato veneto di Francesco Foscari e di altri oratori presso l'imperatore Massimiliano nel 1496 », *Archivio storico italiano*, VII/2, 1844, p. 721-948, ici p. 783.

[...] *urbem quidem a Cristianissimo principe Karolo magno, a quo vestri sacratissimi sanguinis series derivatur, habuimus, ab avo vestro Karolo primo Jerusalem et Sicilie rege statum et illam quam super omnia diligimus libertatem accepimus, eamque a divis principibus Karolo secundo regeque Roberto defensam armis conservatamque consiliis retinemus*<sup>40</sup>.

Comme on peut le voir, la liberté trouve une place nouvelle : son importance n'est plus liée à la référence à l'Antiquité mais à l'amitié avec la France. Dans une autre lettre à Charles VI, il écrit :

[...] *de regno vestro pro defensione nostre libertatis gentes et gentium ducem possemus assumere concessistis, adiciendo, quod plusquam maximum est, quod regale vexillum, quo semper ab inclite memorie Karolo magno, progenitore vestre maiestatis et sanguinis, usi sumus, beneficio et concessione vestra possemus erigere ; et puri vestri servitores et filii pura lilia sacra permisit obiectare*<sup>41</sup>.

La rhétorique de la *libertas* peut donc être formulée dans plusieurs registres rhétoriques : elle peut disparaître mais aussi être utilisée et historiquement située à des époques différentes, en fonction des exigences du moment.

#### DU CLASSICISME À L'HISTOIRE

Il reste toutefois une dernière question : le recours à des exemples ou à des faits historiques, qu'ils soient tirés de l'histoire romaine ou de celle de la ville, a-t-il donné à la culture politique de Salutati une sensibilité pour l'histoire elle-même et pour la profondeur historique des événements ? Le réemploi du passé est-il, chez lui, limité à une transposition rhétorique ou traduit-il une véritable réflexion historique ?

Sans doute la culture historique de Salutati est-elle encore proche de la tradition médiévale : la « mer des histoires » (« *pelagus hystoriarum* ») que le chancelier utilise souvent, est surtout un patrimoine d'*exempla* rhétoriques<sup>42</sup>. L'usage de ce patrimoine est utile à la communication épistolaire dans laquelle l'histoire ancienne, la mythologie et les traditions légendaires sont mêlées.

<sup>40</sup> *Die Staatsbriefe Coluccio Salutati*, éd. cit., p. 184-187, 16 novembre 1381. La « liberté » de Florence défendue par Charles d'Anjou pendant la guerre contre Manfred de Sicile était à comprendre comme le régime guelfe.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 325-328, 30 décembre 1396.

<sup>42</sup> ASF, Signori, Missive I Cancellaria, 24, fol. 102rv, lettres à Ladislas de Durace du 14 janvier 1395 : « *Quis enim quantacumque memoria vel hominum vel litterarum ad preterita revolvatur potest vel ex hystoriarum pelago vel ex vetuste fame testimoni(is) reminisci quod aliquis vir nobilis sive navis vel aliene patronus splendoris progenitorum suorum immemor et nautici patronatus officii violator cum rebus sibi creditis compilatis deceptisque mercatoribus utique aufugerit ?* ».

Mais cela n'empêche pas la nouveauté. Si l'on se penche sur la correspondance publique de Salutati produite dans les dernières années, on trouve beaucoup de récits d'histoire récente qui ont une fonction de justification ou d'incitation à des choix politiques : non pas des légendes sur l'origine de la ville ou les récits rhétoriques des guerres angevines contre les empereurs, ni de citations romaines non plus, mais plutôt une lecture historique des événements du XIV<sup>e</sup> siècle, bien évidemment menée du côté florentin. En 1405 par exemple, dans une lettre célèbre contre Pise, et pour justifier la guerre florentine contre cette ville, Salutati expose une complexe reconstruction de l'histoire de Pise au siècle précédent :

*Clarissimum faceremus civitatem populumque Pisanum sempre fuisse precipuum caput malorum omnium, que provenerunt in Tuscia, caput nidusque gebelline factionis, que semper Ecclesie Romane statui et maiestati regaliū se obiecit. Stat memoria celeberrima Roberti regis, stat et incliti nati sui domini Karoli, Calabrie ducis ; stat, ut antiquiora sileamus, detestanda memoria Lodovici Bavarie, qui non solum imperii titulum contra Sanctam Ecclesiam occupavit sed etiam [...] fictam efficiem ecclesie Pisis plaudente consentienteque populo constituit et erexit [...] Nuper autem nonne tyrannum et dominum sibi constituerunt et ab ipso sub iugum ducis Mediolani preparantes servitutum omnibus posuerunt<sup>43</sup> ?*

Ou encore, dans ce texte antérieur de quelques années, où Salutati rappelle l'histoire « médiévale » de la fidélité de la ville à la cause de l'Église romaine pendant le combat contre les empereurs :

*Quis enim populus opposuit se Manfredo ? Populus florentinus. Quis Fredericis summos pontifices impugnantibus restitit ? Populus florentinus. Quis summovit Henricum imperiales infulas non apostolica sed propria auctoritate querentem ? Certe populus florentinus. Quis scismaticum Ludovicum cum suo pseudopontifici, pseudocuria romana pseudoquecardinalibus persecutus est ? Certe populus florentinus<sup>44</sup>.*

43 *Die Staatsbriefe Coluccio Salutatis*, éd. cit., p. 365, au pape et au roi Ladislas. La mémoire du passé récent existait bien sûr aussi avant. Voir par exemple la lettre où Salutati rappelle l'antiquité des relations de Florence avec la papauté, pour souligner la trahison du dernier pape qui a commencé la guerre contre la ville : « *relegat ecclesia romana suos annales et suas veras historias : inveniet eo tempore, quo sedes apostolica in sua sede sedebat, cum summi pontifices nunc Viterbium, nunc Perusium, nunc alias urbes estivandi causa deligerent, annuo semper florentinorum comitatu se ad destinatum locum summos pontifices transtulisse. Nos contra Federicum secundum persecutorem ecclesie bellum pertinaciter gessimus [...]* » (*Die Staatsbriefe Coluccio Salutatis*, éd. cit., p. 131-136).

44 *Die Staatsbriefe Coluccio Salutatis*, éd. cit., p. 337-338, au pape Boniface IX, 13 septembre 1397. Les leçons tirées de l'histoire médiévale de Florence jouent un rôle essentiel dans les relations avec les souverains angevins et les Valois. Voir encore une lettre d'avril 1393 au roi de France : « *Sed non decet gratitudinem nostram inclite memorie Karoli primi posteritatem ex illo regno pellere, quod non sine nostro sanguine nostrisque laboribus partum est, presertim cum iam centum et viginti septem aliorum curriculum ab illo gloriosissimo principe suisque*

Ici, pas de *libertas*, mais l'histoire seule qui reste avec ses enseignements<sup>45</sup>. Il s'agit bien sûr d'un simple exemple, mais la fréquence des références à l'histoire récente est considérable pendant les dernières années où Salutati exerce sa fonction<sup>46</sup>. Par conséquent, on pourra conclure que l'habitude d'utiliser des arguments historiques – et d'abord de se référer à la « liberté » – a conduit Salutati à percevoir la profondeur historique des événements, c'est-à-dire à réfléchir sur la question de la dialectique avec le passé.

Cette nouveauté thématique, que nous avons perçue dans la dernière production publique de Salutati, nous donne l'occasion de vérifier l'étrange absence des références à l'histoire ancienne que l'on a relevée à la même période. Sans doute, cette absence doit être expliquée par les changements qui touchent la communication politique à la fin du xiv<sup>e</sup> siècle. L'usage très fréquent des missions diplomatiques, l'envoi régulier d'ambassades aux souverains avec lesquels Florence était liée confèrent à la lettre diplomatique un rôle essentiel dans la communication politique, une communication désormais surtout assurée par les pourparlers entre les ambassadeurs<sup>47</sup>. C'est ce qui explique l'affaiblissement général de la densité rhétorique des lettres.

En même temps, cette simplification rhétorique des lettres, qui cessent d'être des recueils de citations classiques ou de références à l'histoire ancienne, marque le début d'une véritable lecture historique du passé. Le vernis classique des premières lettres de Salutati s'est transformé en une acquisition plus profonde de l'enseignement historique de l'Antiquité, et ce sera peut-être le premier des héritages que le chancelier laissera au langage politique de Florence.

---

*descendentibus semper semper fuerit status nostre civitatis atque guelforum usque ad sanguinis impensam assertus* » (*ibid.*, p. 306-308).

45 Sur la nouveauté de l'usage de l'histoire dans la rhétorique salutarienne en comparaison avec la tradition médiévale voir R. Witt, *Sulle tracce degli antichi*, *op. cit.*, p. 319-323.

46 Par exemple dans la lettre du 12 janvier 1406 aux alliés des villes lombardes (ASF, Signori, Missive I Cancelleria, 26, fol. 140v) : « *Postquam per Dei gratiam inclita pars guelforum, que iam annis plusquam nonaginta sevissima pessumdata tyrannide iacuit sub umbra mortis, veluti vite tradita resurrexit, velit vestra nobilitas et magnanimitas lombardorum ipsam sicut matrem optimam exaltare* ». Une citation semblable se trouve dans *ibid.*, fol. 25r, 1<sup>er</sup> janvier 1404.

47 R. Witt, *Coluccio Salutati and his Public Letters*, *op. cit.*, p. 21-22 : « *The missive as a form of communication deteriorated in importance not only in Florence but throughout Italy in fifteenth century[...]diminishing importance of this kind of eloquence in affecting international affairs* ». Ce n'est pas un hasard si la fin du xiv<sup>e</sup> siècle marque à Florence le commencement d'une nouvelle typologie épistolaire publique, la lettre d'instruction aux ambassadeurs, qui marque pour ainsi dire le passage à un différent moyen de communication politique : voir Ilaria Taddei, « La lettre d'instruction à Florence, xiv<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> siècle. La dynamique de l'échange diplomatique », dans Jean Boutier, Sandro Landi et Olivier Rouchon (dir.), *La Politique par correspondance. Les usages politiques de la lettre en Italie (xiv<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> siècle)*, Rennes, PUR, 2009, p. 81-108.



# BRUTUS, DE L'ENFER AU PARADIS. LA FABRIQUE DU HÉROS DANS L'HUMANISME ITALIEN DE LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XV<sup>e</sup> SIÈCLE

Clémence Revest

Celui-ci s'insurge par crainte pour l'honneur de la liberté  
romaine, tel Brutus son défenseur et le vengeur du tyran<sup>1</sup>.

C'est en ces termes qu'au milieu du xv<sup>e</sup> siècle, dans ses *Poemata*, l'humaniste siennois Francesco Patrizi louait Côme de Médicis<sup>2</sup>. Il voulait ainsi désigner ce dernier comme l'incarnation de la défense de l'antique liberté face au tyran, à un César désormais déchu, Rinaldo degli Albizzi<sup>3</sup>. Le recours par le poète à la figure du tyrannicide Marcus Junius Brutus, l'un des conjurés meurtriers de César mais également le fils adoptif de ce dernier, pour célébrer la geste médicéenne, donne à voir en un regard le renversement de paradigme opéré depuis que Dante, plus d'un siècle plus tôt, avait condamné ce même personnage au dernier cercle de l'Enfer, pour y être dévoré aux côtés de Cassius, son complice, et de Judas<sup>4</sup>.

- 1 « *Ille pudicitiae libertatis quatit verendus/Romanae, Brutus vindex ultorque tyranni* » (Francesco Patrizi, *Ad Cosmum Medicem virum excellentissimum*, vers cités par James Hankins, « Cosimo de' Medici as a Patron of Humanistic Literature », dans *Humanism and Platonism in the Italian Renaissance*, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 2003, vol. 1, p. 446). Ils sont tirés du manuscrit : Firenze, Biblioteca nazionale, II.X.13, fol. 7v-9v. Sur ce poème, voir également Leslie F. Smith, « The Poems of Franciscus Patricius from Vatican Manuscript Chigi J VI 233 », *Manuscripta*, XII, 1968, p. 14-15 (dans le manuscrit Chigi J VI 233, le poème se trouve aux folios 89r-91v).
- 2 Sur l'humaniste Francesco Patrizi (1413-1494), voir notamment : Domenico Bassi, « L' Epitome di Quintiliano di Francesco Patrizi senese », *Rivista di filologia e d'istruzione classica*, vol. XXII, 1894, fasc. 7-9, p. 385-470 ; Leslie F. Smith, « The Poems of Franciscus Patricius from Vatican Manuscript Chigi J VI 233 », *Manuscripta*, X, 1966, p. 94-102 et p. 145-159 ; XI, 1967, p. 131-143 ; XII, 1968, p. 10-21 ; *id.*, « A notice of the *Epigrammata* of Francesco Patrizi, Bishop of Gaeta », *Studies in the Renaissance*, XV, 1968, p. 92-143.
- 3 Les vers cités font probablement référence à la tentative de soulèvement armé de la faction menée par Rinaldo degli Albizzi contre la seigneurie de Florence et le retour de Côme de Médicis, au début de l'automne 1434.
- 4 « *Da ogne bocca dirompea co' denti / un peccatore, a guisa di maciulla, sì che tre ne facea così dolenti. / A quel dinanzi il mordere era nulla / verso'l graffiar, che talvolta la schiena / rimanea de la pelle tutta brulla. / Quell'anima là sù c'ha maggior pena, / disse'l maestro, è Giuda Scariotto, / che'l capo ha dentro e fuor le gambe mena. / De li altri due c'hanno il capo di sotto, quel che pende dal nero ceffo è Bruto : vedi come si storce, e non fa motto ! / e l'altro è Cassio, che par sì membruto* (Alighieri Dante, *La Divine Comédie, Enfer*, XXXIV, 55-69,

Il faut y lire le symptôme d'une réévaluation positive du personnage de Brutus à la Renaissance – et surtout à partir de la première moitié du xv<sup>e</sup> siècle –, un phénomène qui a déjà retenu l'attention des chercheurs<sup>5</sup>. Trois mutations majeures dans la représentation du tribun romain la caractérisent : la disparition de Cassius ou du moins son relatif effacement, le silence quasi-complet sur la dimension de parricide de l'acte commis par Brutus et l'assimilation de ce dernier à un martyr de la liberté bafouée, défenseur solitaire de la cause républicaine. Cette transformation, essentiellement liée aux cercles préhumanistes puis humanistes de Toscane, constitue le pendant logique d'un rejet de la figure de César et plus largement d'une dévalorisation du pouvoir impérial. La réhabilitation de Brutus – cela a été notamment montré par Roberto Ruini – est en ce sens un motif révélateur des évolutions de l'idéologie politique des élites culturelles toscanes des débuts du Quattrocento<sup>6</sup>. Elle doit être inscrite, en effet, dans le cadre des mutations du discours politique guelfe, républicain et anti-viscontéen de l'intelligentsia florentine vers un anticésarisme radical qui participe de ce qu'Hans Baron a appelé l'« humanisme civique », et dont Leonardo Bruni fut assurément l'un des acteurs majeurs<sup>7</sup>. La présente étude ne prétend pas revenir sur les fondements conceptuels et diplomatiques du discours florentin sur la *libertas*, ni sur l'apport des humanistes du premier xv<sup>e</sup> siècle à ce dernier. La revalorisation de la figure de Brutus a ici paru digne d'intérêt en ce qu'elle constitue un terrain favorable à l'observation de la fabrique d'un héros dans le contexte intellectuel de l'émergence du mouvement humaniste : ce cas nous invite à interroger le rôle assigné par les humanistes à l'histoire dans les polémiques de leur temps, et permet surtout de mieux comprendre les méthodes et les usages qui y ont présidé.

La question nous plonge donc au cœur de la pratique historique en gestation de l'humanisme, c'est-à-dire d'un ensemble de mécanismes de

Paris, Imprimerie nationale, 1995, p. 424-425). Sur la représentation dantesque de Brutus, voir en premier lieu Nicola F. Parise, « Bruto », *Enciclopedia dantesca*, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, Treccani, 1996, p. 712-713.

5 Voir en particulier Manfredi Piccolomini, *The Brutus Revival: Parricide and Tyrannicide during the Renaissance*, Carbondale, Southern Illinois University Press, 1991, p. 35-39.

6 Roberto Ruini, « Bruto e Cassio in Inf. XXXIV 55-69 e la riflessione politica fiorentina quattrocentesca », dans Simone Foa et Sonia Gentili (dir.), *Dante e il locus inferni. Creazione letteraria e tradizione interpretativa*, Roma, Bulzoni, 2000, p. 145-178.

7 Parmi une abondante historiographie, on retiendra surtout Hans Baron, *The Crisis of the Early Italian Renaissance: Civic Humanism and Republican Liberty in an Age of Classicism and Tyranny*, Princeton, Princeton University Press, 1955 ; James Hankins, « The Baron Thesis after Forty Years and Some Recent Studies on Leonardo Bruni », *Journal of the History of Ideas*, 56, 1995, p. 309-338 ; James Hankins (dir.), *Renaissance Civic Humanism: Reappraisals and Reflections*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000 ; Ronald G. Witt, *In the Footsteps of the Ancients: The Origin of Humanism from Lovato to Bruni*, Leyden/Boston/Köln, Brill, 2000. Concernant Leonardo Bruni, un recueil fondamental : Paolo Viti, *Leonardo Bruni Cancelliere della Repubblica di Firenze*, Firenze, Olschki, 1990.

réappropriation du passé qui ont fait que le discours sur la *libertas* a pu trouver une force rhétorique nouvelle et emprunter d'autres voies de légitimation. Notre volonté de départ était avant tout de mettre en évidence la dimension profondément herméneutique du rapport de l'humanisme à l'histoire antique, au sens que la philosophie et la critique littéraire allemandes ont donné à cet exercice fondamental de l'activité savante<sup>8</sup>. En d'autres termes, l'exemple de Brutus fournit l'occasion d'observer la construction d'un art de comprendre le passé romain qui, par l'affirmation d'un système différent de réception et d'interprétation, produit « le surgissement d'une nouvelle intelligence de l'œuvre<sup>9</sup> » en proposant des solutions de lecture qui sont autant de réponses aux questions propres au temps des lecteurs<sup>10</sup>. Dans ce cadre, le phénomène de réemploi est contenu dans un processus premier de recomposition des principes de la compréhension de l'histoire classique, qui a pour conséquence de redéfinir la fonction de cette dernière au sein de la pratique savante. Nous touchons dès lors à un problème constitutif de la genèse de l'humanisme : l'analyse de ce qui est traditionnellement appelé « redécouverte de l'Antiquité », de cette « conscience historique bien définie » qu'Eugenio Garin avait placé au fondement de la méthode humaniste<sup>11</sup>.

Il faut reprendre, d'abord, le fil du récit. À Florence, dans le dernier quart du Trecento, le thème de la défense de l'antique liberté républicaine devient la clé de voûte de la propagande communale, sous l'impulsion du chancelier

8 Nous pensons particulièrement aux principaux écrits de Hans-Georg Gadamer et Hans Robert Jauss : Hans-Georg Gadamer, *Vérité et méthode. Les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Éditions du Seuil, 1996 ; Hans Robert Jauss, *Pour une herméneutique littéraire*, Paris, Gallimard, 1988 ; *id.*, *Pour une esthétique de la réception*, trad. Cl. Maillard, Paris, Gallimard, 2002.

9 « Il [le savoir philologique] n'est concevable qu'en relation permanente avec l'interprétation du texte, dont le but doit être non seulement de connaître son objet mais aussi de contribuer à étudier et à décrire cette connaissance en train de se faire, c'est-à-dire le surgissement d'une nouvelle intelligence de l'œuvre » (Hans Robert Jauss, *Pour une esthétique de la réception*, *op. cit.*, p. 52).

10 Il faut d'abord se référer, sur ce point, aux fameuses pages consacrées par Hans-Georg Gadamer dans *Vérité et méthode*, au sein du chapitre intitulé « La signification herméneutique de la distance temporelle », à la question du cercle herméneutique chez Heidegger : Hans-Georg Gadamer, *Vérité et méthode*, *op. cit.*, p. 312-329. Il y souligne notamment le fait que c'est « à partir de la précompréhension que se décide ce qui est réalisable en fait de sens cohérent, et du même coup, la manière d'appliquer l'anticipation de la perfection » (p. 316).

11 « Précisément, l'attitude à l'égard de la culture du passé définit clairement l'essence de l'humanisme. Et le caractère particulier d'une telle attitude ne doit pas être recherché dans un singulier élan d'admiration ou d'affection, ni dans une connaissance plus vaste, mais dans une conscience historique bien définie » (Eugenio Garin, *L'humanisme italien*, trad. S. Crippa et M. A. Limoni, Paris, Albin Michel, 2005, p. 26). Voir également ses réflexions sur ce point dans *Moyen Âge et Renaissance*, trad. Cl. Carme, Paris, Gallimard, 1989, p. 83-88 et 98-100.

Coluccio Salutati<sup>12</sup>. La place à accorder à César dans le panthéon des grands hommes romains, et par conséquent celle aussi de son antagoniste Brutus, commencent alors à être directement mises en question. À cela s'ajoute un problème majeur pour les humanistes toscans de cette génération : quelle valeur attribuer aux auteurs en *dolce stil novo*, particulièrement à Dante, face aux grands écrivains de l'Antiquité latine<sup>13</sup> ? C'est dans ce contexte qu'au cours des toutes premières années du xv<sup>e</sup> siècle, Coluccio Salutati dans son traité *De tyranno*, puis Leonardo Bruni dans ses *Dialogi ad Petrum Paulum Histrum*, abordent tout deux directement le problème de la damnation de Brutus dans l'*Enfer de Dante*<sup>14</sup>. Le maître donne raison au poète, tandis que son disciple, par la bouche de Niccolò Niccoli, rejette par deux fois la sentence<sup>15</sup>. La confrontation sur ce point, dans les *Dialogi*, entre le chancelier vieillissant et le plus radical de ses jeunes protégés met en scène un conflit idéologique de fond, désormais ouvertement affirmé<sup>16</sup>. Bruni attribue à Niccoli cette interpellation adressée à Salutati :

116

12 Se reporter à : Hans Baron, *The Crisis of the Early Italian Renaissance*, op. cit. ; Daniela De Rosa, *Coluccio Salutati, il cancelliere e il pensatore politico*, Firenze, La Nuova Italia, 1980 ; Ronald G. Witt, *Hercules at the Crossroads: The Life, Works, and Thought of Coluccio Salutati*, Durham, Duke University Press, 1983 ; Nicolai Rubinstein, « Florentina libertas », *Rinascimento*, 2<sup>e</sup> série, 26, 1986, p. 3-26 (repris dans id., *Studies in Italian History in the Middle Ages and the Renaissance*, vol. I, *Political Thought and the Language of Politics. Art and Politics*, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 2003, p. 273-294) ; Antonio Lanza, *Firenze contro Milano (1390-1440)*, Roma, De Rubeis, 1991, p. 13-96 ; Roberto Cardini et Paolo Viti (dir.), *Coluccio Salutati e Firenze. Ideologia e formazione dello Stato*, Firenze, Mauro Pagliai, 2008.

13 Une référence essentielle sur ce thème : Antonio Lanza, *Polemiche e berte letterarie nella Firenze del Primo Quattrocento*, Roma, Bulzoni, 1972.

14 Coluccio Salutati, *Il trattato « De Tyranno » e lettere scelte*, éd. F. Ercole, Berlin/Leipzig, W. Rotschild, 1914 ; Leonardo Bruni, *Dialogi ad P. P. Histrum*, éd. et trad. L. Bernard-Pradelle, dans ead., *Leonardo Bruni Aretino. Histoire, éloquence et poésie à Florence au début du Quattrocento*, Paris, Champion, 2008, p. 316-391. En ce qui concerne les *Dialogi*, on peut également se référer aux éditions suivantes : *Prosatori latini del Quattrocento*, éd. E. Garin, Milano, R. Ricciardi, 1952, p. 44-99 ; Leonardo Bruni, *Dialogi ad Petrum Paulum Histrum*, éd. S. U. Baldassarri, Firenze, Olschki, 1994 ; *Leonardo Bruni: Opere letterarie e politiche*, éd. P. Viti, Torino, UTET, 1996, p. 78-143.

15 Il est difficile, bien sûr, de savoir dans quelle mesure Leonardo Bruni souscrit réellement aux propos qu'il fait tenir dans le dialogue à Niccoli. Roberto Ruini souligne ce problème en notant que si dans les *Dialogi* Bruni semble donner raison à son ami, il se montre cependant attentif dans ses écrits postérieurs, en particulier dans la *Vie de Dante* composée en 1436, à faire l'éloge d'une des « trois couronnes florentines » (Roberto Ruini, « Bruto e Cassio... », art. cit., p. 161-166). On peut ajouter que des éléments similaires concernant Brutus apparaissent dans sa *Vita Ciceronis seu Cicero novus* composée en 1415 : « *Brutus et Cassius a Senatu laudati ; gratulationes et applausus ut liberatoribus patrie per totam urbem facti* » (L. Bernard-Pradelle, *Leonardo Bruni Aretino. Histoire, éloquence et poésie à Florence au début du Quattrocento*, op. cit., p. 528).

16 Sur les enjeux de la controverse, voir Riccardo Fubini, « All'uscita della Scolastica medievale: Salutati, Bruni, e i "Dialogi ad Petrum Histrum" », *Archivio Storico Italiano*, 150/4, 1992, p. 1065-1103.

Mais enfin comment penser que Dante, qui fut le plus savant de tous ses contemporains, ait ignoré la façon dont César s'est emparé du pouvoir ? Qu'il ait ignoré que la liberté avait été supprimée et que malgré les lamentations du peuple, Marc Antoine avait posé une couronne sur la tête de César ? Comment croire qu'il pouvait ignorer une vertu pareille à celle dont fit preuve Brutus, sur laquelle s'accordent tous les historiens ? Dante n'ignorait rien de tout cela, non ! Car qui ne loue son sens de la justice, son intégrité, son courage, sa grandeur d'âme ? Mais il voulut représenter César en chef légitime et en très juste monarque d'ici-bas ; Brutus, au contraire, il en fit un séditieux, un factieux et un impie qui tua ce chef par scélératesse ; non que Brutus fût réellement ainsi, car si tel avait été le cas, pour quelle raison aurait-il été loué par le Sénat comme l'homme qui rétablit la liberté<sup>17</sup> ?

Cette lecture résolument anti-impériale de l'histoire romaine, dont la *Laudatio Florentinae urbis* du même Bruni fournit quelques-uns des plus fameux exemples, s'appuie sur une redéfinition épistémologique de l'écriture et de l'emploi de l'histoire. En un sens, les disciples de Salutati tirent les pleines conséquences des principes savants qu'ils défendent et surtout leur confèrent valeur d'exclusivité intellectuelle. Si l'on compare le traité du chancelier avec le dialogue de Leonardo Bruni, un phénomène saute aux yeux : la disparition de l'argumentation juridique au profit d'un verbe strictement rhétorique qui prend à témoin l'histoire classique en s'appuyant sur l'autorité, brandie tel un étendard, de ses sources. Le traité de Salutati s'inscrit dans une continuité savante de réflexion sur la définition de la tyrannie en termes de droit (de fait, le traité avait été envoyé à Francesco Zabarella en réponse aux points soulevés par un de ses étudiants), qui posait le problème du tyrannicide comme une question ou non de légitime défense<sup>18</sup>. Dans la droite lignée de Bartolo da Sassoferrato, auteur lui-même d'un traité *De tyranno*, Salutati avait cherché d'abord à définir le mot « tyrannie » et à en distinguer les

17 « *An tu putas Dantem, virum omnium etatis suae doctissimum, ignorasse quo pacto Cesar dominium adeptus fuerit ? Ignorasse libertatem sublatam et ingemiscente populo romano diadema a M. Antonio capiti Cesaris impositum ? Credis tante virtutis fuisse ignarum, quanta M. Brutum praeditum fuisse omnes historie consentiunt ? Nam illius iustitiam, integritatem, industriam, magnitudinem animi quis non laudat ? Non ignoravit hec Dantes, non ; sed legitimum principem et mundanarum rerum iustissimum monarcham in Cesare finxit ; in Bruto autem seditiosum, turbulentum ac nefarium hominem, qui hunc principem per scelus trucidaret ; non quod Brutus eiusmodi fuerit ; nam si hoc esset, qua ratione a senatu laudatus fuisset tamquam libertatis recuperator ? » (cité dans L. Bernard-Pradelle, *Leonardo Bruni Aretino. Histoire, éloquence et poésie à Florence au début du Quattrocento*, op. cit., p. 378-381).*

18 Sur ce point voir notamment Mario Turchetti, *Tyrannie et tyrannicide de l'Antiquité à nos jours*, Paris, PUF, 2001, p. 261-318.

différentes espèces<sup>19</sup>. Ce n'est qu'ensuite qu'il avait comparé sa typologie première avec le cas de César. Par un cheminement *a contrario*, il en concluait que puisque César n'avait pas usurpé le pouvoir ni n'en avait abusé, il n'était pas un tyran, et que Brutus et Cassius n'étaient donc pas des tyrannicides mais de simples meurtriers. Il pouvait donc défendre la condamnation de Dante dans sa dernière rubrique intitulée *Quod Dantes iuste posuerit Brutum et Cassium in inferno inferiori tamquam singularissimos proditores*.

118

Chez Bruni en revanche, comme chez les autres humanistes de sa génération, ce type de raisonnement logique et légaliste laisse place à une argumentation qui met l'histoire au premier plan, non comme l'auxiliaire d'une analyse conceptuelle première mais comme étant elle-même la leçon de départ. La défense de Brutus dans les *Dialogi* reposait, on l'a vu dans la citation proposée plus haut, sur l'affirmation selon laquelle les textes antiques – les *historiae* – louaient l'œuvre républicaine de ce dernier, tandis que Dante aurait manipulé la vérité pour la rendre conforme à ses propres vues. La nécessité d'écrire l'histoire à partir de la lecture des sources constitue donc l'argument majeur, conformément aux principes philologiques que Bruni et ses condisciples n'ont pas cessé par la suite de défendre dans leurs écrits<sup>20</sup>. La question des sources à disposition a d'autant plus d'importance au début du xv<sup>e</sup> siècle du fait que ces derniers, élèves de Manuel Chrysoloras, ont accès à un corpus grec renouvelé. Sous l'impulsion de Salutati lui-même, ils traduisent alors des textes qui ont directement trait au problème de la tyrannie<sup>21</sup>. Certes, un des principes de départ de cette entreprise est bien la volonté de construire un discours historique plus proche de la vérité, et les humanistes n'ont pas manqué à ce titre de railler les méthodes de leurs prédécesseurs. Mais les choix qui sont

19 « *Concludamus igitur tyrannum esse qui invadit imperium et iustum non habet titulum dominandi, et quod tyrannus est qui superbe dominatur aut iniustitiam facit vel iura legesque non observat; sicut e contra legitimus princeps est, cui iure principatus delatus est, qui iustitiam ministrat et leges servat* » (Coluccio Salutati, *Il trattato «De Tyranno» e lettere scelte*, éd. cit., p. xv). À propos du *De tyranno* de Bartolo da Sassoferrato, voir Diego Quaglioni, *Politica e diritto nel Trecento italiano: il «De Tyranno» di Bartolo da Sassoferrato, 1314-1357, con l'edizione critica dei trattati «De Guelphis et Gebellinis», «De regimine civitatis» e «De tyranno»*, Firenze, Olschki, 1983. Sur les rapports entre les deux traités, voir *id.*, « *De tyranno: a problematical book* », dans Teresa De Robertis, Giuliano Tanturli et Stefano Zamponi (dir.), *Coluccio Salutati e l'invenzione dell'Umanesimo*, Firenze, Mandragora, 2008, p. 165-167.

20 Sur les débuts de l'historiographie humaniste à Florence, se reporter à Donald J. Wilcox, *The Development of Florentine Humanist Historiography in the xv<sup>th</sup> Century*, Cambridge (Mass.), Cambridge University Press, 1969 ; Eric Cochrane, *Historians and Historiography in the Italian Renaissance*, Chicago, Chicago University Press, 1980, p. 3-33 ; Edmund Fryde, « The Beginning of Italian Humanist Historiography. The *New Cicero* of Leonardo Bruni », *English Historical Review*, 95, juillet 1980, p. 533-552 ; Anna Maria Cabrini, « Le «*Historiae*» del Bruni: risultati e ipotesi di una ricerca sulle fonti », dans *Leonardo Bruni Cancelliere della Repubblica di Firenze*, op. cit., p. 247-319 ; Gary Ianziti, « Bruni on Writing History », *Renaissance Quarterly*, 51, 1998, p. 367-391.

21 Tels que la *Vie de Brutus* de Plutarque et le *De tyranno* de Xénophon.

opérés dès le moment de la traduction et, plus encore, les usages qui en sont faits, témoignent d'une réelle distorsion herméneutique qui pare le héros des habits de l'autorité scientifique et du prestige culturel tout en le subordonnant à la construction d'une argumentation rhétorique.

Le cas des *Vies parallèles* de Plutarque est sur ce point éclairant<sup>22</sup>. La *Vie de Brutus* fut la première à être traduite, en 1400 environ, par Jacopo Angeli<sup>23</sup>. Ce dernier, de même que ses compagnons d'étude, ne se soucia pas de traduire la *Vie de Dion* qui l'accompagnait, pas plus que la comparaison établie entre les deux personnages. Le parallèle entre les grands hommes grecs et romains, un élément pourtant central de l'œuvre de Plutarque, a ainsi été totalement évacué. Leonardo Bruni a expliqué lui-même dans la dédicace de sa traduction de la *Vie de Marc Antoine*, adressée vers 1405 à Coluccio Salutati, que l'intérêt qu'il portait aux biographies de l'historien reposait avant tout sur leur apport à une histoire glorieuse des grands hommes romains :

Car comme nous lisons chez Plutarque, homme de la plus grande autorité, les histoires des hommes illustres, [...] nous avons vraiment été peinés de constater que nous avons tant perdu d'écrits que nous n'avons retenu ni les faits ni même les noms de nos ancêtres, grâce auxquels le nom de l'Italie a retenti avec gloire dans le monde entier [...]. C'est un amour intense que je lui porte en effet, à la fois parce qu'il paraît avoir magnifié nos hommes, parce qu'il a écrit ces histoires, et parce qu'il est complètement exempt de la frivolité propre aux Grecs<sup>24</sup>.

22 Une importante bibliographie a été consacrée, jusque très récemment, aux traductions des biographies de Plutarque par les humanistes du xv<sup>e</sup> siècle : Vito R. Giustiniani, « Sulle traduzioni latine delle "Vite" di Plutarco nel Rinascimento », *Rinascimento*, 1961, p. 3-62 ; Gianvito Resta, *Le epitomi di Plutarco nel Rinascimento*, Padoue, 1962 ; Lucia Cesarini Martinelli, « Plutarco e gli umanisti », *Antichi e moderni* (suppl. annuel de *Schede umanistiche*), II, 2000, p. 5-33 ; Enrico Berti, « Manuele Crisolora, Plutarco, e l'avviamento delle traduzioni umanistiche », *Fontes*, I/1-2, 1998, p. 81-99 ; Marianne Pade, « Sulla fortuna delle *Vite* di Plutarco nell'Umanesimo italiano del Quattrocento », *Fontes*, I/1-2, 1998, p. 101-116 ; *id.*, *The reception of Plutarch's Lives in Fifteenth-Century Italy*, Copenhagen, Museum Tusculanum Press, 2007, 2 vol.

23 Sur cette traduction, voir en particulier : Lucia Cesarini Martinelli, « Plutarco e gli umanisti », art. cit., p. 13-15 ; Marianne Pade, *The Reception of Plutarch's Lives*, op. cit., vol. I, p. 113-117 et vol. II, p. 145-146 ; Paolo Viti, « Iacopo Angeli e la figura di Bruto », dans *Coluccio Salutati e Firenze...*, op. cit., p. 173-177.

24 « *Nam cum apud Plutarchum, summae auctoritatis hominem, res gestas clarorum virorum legeremus, [...] doluimus profecto animadvertentes tantam apud nos scriptorum factam esse iacturam, ut nec facta maiorum nostrorum nec nomina iam eorum teneremus, per quos Italia in universo orbe gloriosissime nominata esset. [...] Vehementer enim illum amo, vel quia nostros homines magnificisse visus est, quia has historias scripsit, vel quia omnino remotus est a Graecanica levitate* » (Leonardo Bruni, *Praefatio in Vita M. Antonii ex Plutarcho traducta*, éd. H. Baron, dans *id.*, *Leonardo Bruni Aretino. Humanistische-Philosophische Schriften*, Leipzig/Berlin, Teubner, 1928, p. 102-104).

Il faut ajouter que la *Vie de César* ne fut pas non plus traduite par le cénacle florentin, alors qu'elle aurait pu d'évidence comporter des éléments importants de réflexion sur la conspiration qui a mené à sa mort. Une perspective a donc d'emblée été imposée au texte, en vue de faire ressortir en pleine lumière le seul personnage de Brutus. Pour reprendre les termes de l'herméneutique, l'œuvre a été interprétée comme la réponse à une question que seul le lecteur avait produite, selon un cercle de compréhension qui était pour lui créateur de sens. Plus spécifiquement, la *Vie de Brutus* comportait des éléments décisifs pour la transformation du meurtre de César en un acte héroïque. On y lit ainsi :

Brutus, lui, à ce que l'on rapporte, était aimé du peuple pour sa vertu, chéri par ses amis et admiré des meilleurs citoyens ; il n'était haï de personne, pas même de ses ennemis, parce qu'il était particulièrement doux, magnanime, inaccessible à la colère, au plaisir et à la convoitise, et avait une volonté droite et inflexible dans son attachement à l'honneur et à la justice. Ce qui contribuait le plus à le faire aimer et estimer, c'est la confiance qu'on avait dans la pureté de ses intentions. [...] [B]eaucoup de gens avaient entendu Antoine déclarer qu'à son avis Brutus était le seul qui, en attaquant César, n'avait été conduit que par l'éclat et l'apparente beauté de l'entreprise, les autres ne s'étaient ligués contre le dictateur que par haine et par jalousie<sup>25</sup>.

Homme de *virtus* loué même par ses adversaires, Brutus est ici isolé du groupe des conspirateurs, notamment de Cassius, pour sa pureté morale infaillible. Les sources latines relatives aux mêmes événements, c'est-à-dire la correspondance de Cicéron, les *Vies de douze Césars* de Suétone et l'*Abrégé d'histoire romaine* de

25 « Βροῦτον δὲ λέγουσι δι' ἀρετὴν φιλεῖσθαι μὲν ὑπὸ τῶν πολλῶν, ἐρᾶσθαι δ' ὑπὸ τῶν φίλων, θαυμάζεσθαι δ' ὑπὸ τῶν ἀρίστων, μισεῖσθαι δὲ μὴδ' ὑπὸ τῶν πολέμιων, ὅτι πρῶτος <ἤν> ὁ ἀνὴρ διαφερόντως καὶ μεγαλόφρων καὶ πρὸς πᾶσαν ὀργὴν καὶ ἡδονὴν καὶ πλεονεξίαν ἀπαθής, ὄρθιον δὲ τὴν γνώμην καὶ ἄκαμπτον ἐστῶσαν ὑπὲρ τοῦ καλοῦ καὶ δικαίου διαφυλάττων. Καὶ μέγιστον ὑπῆρχεν αὐτῷ πρὸς εὐνοίαν καὶ δόξαν ἢ τῆς προαιρέσεως πίστις. [...] Βρούτῳ δὲ λέγουσι μὴδὲ τοὺς ἐχθροὺς προβαλεῖν τοιαύτην διαβολήν, ἀλλ' Ἀντωνίου γε καὶ πολλοὺς ἀκοῦσαι λέγοντος, ὡς μόνον οἶοιτο Βροῦτον ἐπιθέσθαι Καίσαρι προαχθέντα τῇ λαμπρότητι καὶ τῷ φαινομένῳ καλῷ τῆς πράξεως, τοὺς δ' ἄλλους ἐπὶ τὸν ἄνδρα συστήναι μισοῦντας καὶ φθοροῦντας » (Plutarque, *Vies*, t. XIV, *Brutus*, 29, 3, éd. et trad. R. Flacelière et É. Chambry, Paris, Les Belles Lettres, 1978, p. 123-124). Dans la traduction de Jacopo Angeli révisée par Guarino Veronese : « *Brutum ferunt virtutibus suis a plerisque amatum ab amicis desideratum : praeterea admiratum ab optimis ipsisque hostibus non exosum : etiam maxime clemens fuit atque magnanimus ab omni iracundia voluptate avaritiaque intactus : mentem etiam rectam et inflexibilem ad bonum et equum conservans maximam sibi gloriam auxit et fidei adiumentum in electione partium quam adsumpsit. [...]. Bruto nec etiam hostes hanc mutationis labem imposuere : sed constat nonnullos ab Antonio audivisse dicente quod solum putabant Brutum invasisse Caesarem a splendore et bono patriae ductum. Caeterosque vero ex invidia atque odio in virum conspiravisse » (Plutarque, *Marci Bruti Vita ex Plutarcho per Guarinum Veronensem translata*, dans *Plutarchi Vitae parallelae, in latinum translatae*, éd. J. A. Campanus, Roma, 1470, f. 406r).*

Florus, étaient très loin de proposer une vision si unilatéralement favorable<sup>26</sup>. La *Vie de Brutus* donnait en particulier la possibilité de se dégager d'un élément fameux du récit du meurtre, rapporté par Suétone : le célèbre « toi aussi, mon fils » prononcé à l'attention de Brutus, qui rappelait avec force la dimension de parricide de l'acte et que Salutati, dans son *De tyranno*, n'a pas manqué de reprendre<sup>27</sup>. En outre, du point de vue de l'argumentation, le problème du caractère légitime de l'assassinat perpétré contre César, en tant que constituant réellement ou non un tyrannicide, laissait place dans ce cas à une mise en valeur des intentions individuelles, reposant sur l'exaltation d'une personnalité exemplaire. C'est l'éloge de l'homme qui conduisait à l'éloge de son action et non plus le contraire.

La réhabilitation de l'assassinat commis par Brutus n'alla pas, cependant, sans soulever des résistances parmi les humanistes eux-mêmes. La fameuse controverse sur Scipion et César qui opposa le Pogge à Guarino Veronese en 1435 fournit un exemple saisissant de la cristallisation des enjeux méthodologiques propres à l'humanisme du temps autour de cette question<sup>28</sup>. Le débat, en effet, a ceci d'intéressant que les deux adversaires y utilisent les mêmes armes savantes. L'échange entre les humanistes ressemble fort à une « guerre des sources », chacun citant un véritable catalogue d'autorités, et ce pour construire des discours de même type, portant sur le même problème mais démontrant des thèses opposées. Le Pogge avait repris l'argument brunien du destin lié de la *libertas* romaine et de la littérature latine, toutes deux anéanties par la prise de pouvoir de César, en déclarant, non sans quelque provocation, que ce

26 Florus écrit par exemple : « *Brutus et Cassius sic C. Caesarem quasi Tarquinium regem depulisse regno videbantur, sed libertatem, quam maxime restitutam voluerunt, illo ipso parricidio perdiderunt* » (*Tableau de l'histoire du peuple romain, de Romulus à Auguste*, II, 17, éd. et trad. P. Jal, Paris, Les Belles Lettres, 1967, p. 52). Pour le récit de l'assassinat de César, voir : Florus, *Tableau de l'histoire du peuple romain, de Romulus à Auguste*, éd. cit., II, 13, p. 47-48 ; Suétone, *De Vita Caesarum libri*, I, 82-83, éd. M. Ihm, Stuttgart/Leipzig, Teubner, 1993, p. 41-42. Pour la position – mitigée – de Cicéron, se reporter notamment à Cicéron, *Correspondance*, IX, éd. et trad. J. Beaujeu, Paris, Les Belles Lettres, 1988, lettre DCCXXXV (*Att.*, XIV, 14-15, 1) et suivantes.

27 Suétone, *De Vita Caesarum libri*, éd. cit., I, 82, 3, p. 42. Chez Salutati l'anecdote est soulignée dans le sens du rappel du parricide : « *Et quod filius eius fuerit, qui sciunt Cesari cum matre Bruti lascivie fuisse consuetudinem, et qui legunt cesariana cedere dictatorem, cum ipsum stricto in se videret gladio irruentem dixisse grece, ut grecam vocem latinis exprimam litteris : "hai sy, teknon ?" [...]* » (Coluccio Salutati, *Il trattato «De Tyranno» e lettere scelte*, éd. cit., p. LVII.).

28 Pour une édition des trois textes principaux avec une introduction approfondie, voir Davide Canfora, *La controversia di Poggio Bracciolini e Guarino Veronese su Scipione e Cesare*, Firenze, Olschki, 2001. On se reportera en outre à : Marianne Pade, « Guarino and Caesar at the Court of the Este », dans Marianne Pade, Leene Wage Petersen et Daniela Quarta (dir.), *La corte di Ferrara e il suo mecenatismo, 1441-1598*, Ferrare, Panini, 1990, p. 71-92. Voir également l'étude de Gabriele Pedullà sur la question dans *Atlante storico della letteratura italiana*, vol. 1, dir. Amedeo De Vincentiis, Torino, Einaudi, 2010, p. 348-355.

dernier était « le parricide non seulement de la patrie mais aussi de la langue latine et des *bonae artes*<sup>29</sup> ». Guarino répondit en citant une liste d'auteurs, dans chaque genre littéraire, attestant la vitalité des lettres latines sous l'Empire<sup>30</sup>. Concernant Brutus, l'usage de Plutarque fut bien évidemment au centre du débat. Le Véronais pouvait se targuer d'en être lui-même un traducteur expérimenté. Il avait en particulier proposé une version latine de la *Vie de Dion*, de la comparaison entre Dion et Brutus ainsi que de la *Vie de César*, toutes délaissées des Florentins, et révisé la traduction de la *Vie de Brutus* proposée par Jacopo Angeli<sup>31</sup>. Il lance donc au Pogge :

Lis Plutarque, scrutateur très scrupuleux des choses passées, dont la connaissance de l'antiquité est étonnante. Celui-ci a écrit dans la comparaison de la vie de Dion et de Brutus : « Si la domination de César, en s'établissant, n'avait pas ménagé les opposants, quand ceux-ci l'eurent acceptée et se furent soumis, elle ne se montra plus que comme un mot et une apparence, car elle ne produisit aucun acte cruel et tyrannique »<sup>32</sup>.

122

Il est intéressant de noter que la phrase citée par Guarino est ici tronquée de sa dernière partie : « [...] car elle ne produisit aucun acte cruel et tyrannique, et César apparut comme un médecin très doux donné par la divinité elle-même à un État qui avait besoin d'un maître unique<sup>33</sup> ». On peut en outre faire remarquer qu'il ne se réfère pas non plus à un passage situé quelques lignes plus loin dans la comparaison de Dion et de Brutus, qui reprenait l'un des arguments les plus importants pour la réhabilitation de ce dernier : « Au

29 « *Non enim magis patriae quam Latinae linguae et bonarum artium extitit parricida* » (Poggio Bracciolini, *De praestantia Scipioni et Caesaris*, éd. cit., p. 118). C'est un argument que Leonardo Bruni avait développé dans sa *Laudatio florentinae urbis*, éd. cit., p. 250, § 41.

30 Par exemple pour l'histoire : « *Exorti sunt Asconius, Lucceius, Sallustius, L. Florus, Trogus, Iustinus, Curtius, Cornelius Tacitus et, ut in uno cunctorum laudes amplectar, T. Livius ille gravis et lacteus* » (Guarino Veronese, *De praestantia Scipioni et Caesaris*, éd. cit., p. 122).

31 Sur ces traductions – et leurs préfaces – voir Marianne Pade, *The Reception of Plutarch's Lives*, op. cit., vol. I, p. 172-191, et vol. II, p. 133-135 et 143-145 ; Lucia Cesarini Martinelli, « Plutarco e gli umanisti », art. cit., p. 18-20. Guarino traduisit la *Vie de César* vers 1411-1413, après celle d'Alexandre, puis la *Vie de Dion* et la comparaison entre Dion et Brutus en 1414.

32 « *Lege Plutarchum, diligentissimum rerum gestarum indagatorem, cui mira est antiquitatis notitia. Is in Dionis ac Bruti vita comparanda haec verbum exposuit : "Caesaris potentia dum constituebatur quidem non parvam adversariis infestationem exhibuit ; susipientibus autem et superatis nomen dumtaxat apparuit et existimatio ; ab ea nullum crudelitatis opus exstitit nullumque tyrannicum"* » (Guarino Veronese, *De praestantia Scipionis et Caesaris*, éd. cit., p. 123).

33 « [...] ἡ δὲ Καίσαρος ἀρχὴ συνισταμένη μὲν οὐκ ὀλίγα τοῖς ἐναντιούμενοις πράγματα παρέσχε, δεξαμένοις δὲ καὶ κρατηθεῖσιν ὄνομα καὶ δόκησις ἐφάνη μόνον, ἔργον δ' ἀπ' αὐτῆς οὐδὲν ὥμῶν οὐδὲ τυραννικὸν ὑπῆρξεν, ἀλλὰ καὶ δεομένοις ἔδοξε τοῖς πράγμασι μοναρχίας ὥσπερ πρῶτατος ἱατρὸς ὑπ' αὐτοῦ τοῦ δαίμονος δεδῶσθαι » (Plutarque, *Vies*, t. XIV, *Comparaison de Dion et de Brutus*, 55 [2], éd. et trad. R. Flacelière et É. Chambry, Paris, Les Belles Lettres, 1978, p. 153).

contraire, on pouvait entendre même les ennemis de Brutus dire que, de tous ceux qui s'étaient ligüés contre César, il était le seul qui se fût proposé pour unique but, du commencement jusqu'à la fin, de rendre aux Romains leur constitution ancestrale<sup>34</sup> ». Guarino cite au contraire directement un extrait de l'*Histoire romaine* de Dion Cassius, auteur romain d'expression grecque connu depuis peu des humanistes par le truchement de la tradition byzantine<sup>35</sup>. Ce dernier délivre, à la différence de Plutarque, un récit très défavorable aux conspirateurs :

Écoute ce que le très consciencieux Dion, excellent auteur et écrivain des histoires romaines, pense de ce qu'a fait César pour l'Empire romain [...] : « Telles furent les mesures prises par César au moment de marcher contre les Parthes ; mais une fureur exécrable, née de l'envie pour sa supériorité et de la haine contre son élévation, s'étant tout à coup emparée de quelques hommes, sous le nom nouveau d'une gloire sacrilège, il fut assassiné au mépris des lois : ses décrets furent déchirés, des séditions et des guerres civiles furent, après la concorde, préparées de nouveau aux Romains. Ils se disaient meurtriers de César et libérateurs du peuple, mais, en réalité, ils ne furent que des conspirateurs impies et livrèrent aux factions la république qui commençait à jouir d'une administration régulière [...] »<sup>36</sup>.

La distorsion herméneutique évoquée précédemment fonctionnait donc de la même manière dans le sens pro-césarien. Le Pogge, dans sa réponse à l'attaque de Guarino, se place sur le même terrain, puisqu'il choisit de défendre Brutus et Cassius de concert en décrédibilisant Dion Cassius. Il se dit « estomaqué » des délires écrits par cet historien qui n'est à ses yeux qu'un *Graeculum adulatorem*, un *adsentator imperatorum* en tout point inférieur à Cicéron qui au contraire,

34 « περὶ δὲ τοῦ Βρούτου <καὶ> τῶν ἐχθρῶν ἦν ἀκούειν, ὅτι μόνοις τῶν ἐπὶ Καίσαρα συναραμένων ἓνα προὔθετο σκοπὸν ἀπ' ἀρχῆς ἄχρι τέλους, τὴν πατριὸν ἀποδοῦναι Ῥωμαίοις πολιτείαν » (*ibid.*, 56 [3], p. 155).

35 La première attestation remonte à la liste d'ouvrages ramenés par Giovanni Aurispa en 1423 lors de son retour de Constantinople. Des éléments précis sur ce point sont apportés par Remigio Sabbadini, « Dione Cassio nel secolo xv », *Studi italiani di filologia classica*, 6, 1898, p. 397-406.

36 « Quid et de Caesaris facto ad Romanum imperium sentiat auctor excellens et rerum romanarum scriptor diligentissimus Dion accipe, quod quam minus inepte potero Latinis verbis conabor exponere. Is enim in initio libri XLIII ita scriptum reliquit : "Cesar expeditionem in Parthos suscepturus hunc in modum agebat. Ceterum impius nonnullis incidens stimulus ex meritorum invidia nec non ipsius odio, quem sibi honoribus praelatum esse cernebat, et illum per iniquitatem interfecit, novum quoddam sceleratae gloriae nomen adsumens, et decreta populi suffragiis dissipavit rursusque ex conspiratione seditiones et intestina Romanis bella paravit. Nam Caesaris interfectores et populi Romani liberatores prae se ferebant, re autem vera impius illi struxerunt insidias et civitatem recte administrandam seditionibus involverunt" » (Guarino Veronese, *De praestantia Scipioni et Caesaris*, éd. cit., p. 138). C'est en effet un passage de l'*Histoire romaine* de Dion Cassius (XLIV, 1-2).

dans un passage judicieusement choisi par l'humaniste, a défendu l'assassinat<sup>37</sup>. Et le Pogge de conclure : « Laissons donc tomber le *Graeculum* et attachons-nous à louer Brutus et Cassius pour la mort de César, pas à les blâmer – comme l'écrit Guarino<sup>38</sup> ! ».

Cette lecture approfondie et revendiquée des sources, parfois polémique, qui visait à construire par l'érudition l'exemplarité idéale des grands personnages de l'Antiquité, fut très tôt utilisée par les humanistes dans le cadre d'un discours rhétorique dans sa forme et politique dans ses usages. L'un des éléments les plus efficaces était en effet la définition de héros incarnant à eux seuls une valeur morale et porteurs d'un imaginaire plus suggestif que tout argument. Pour comprendre ce phénomène, on peut penser à la manière dont Antonio Loschi, en 1409, utilise la figure d'Hercule dans une lettre adressée à Nicolas III d'Este<sup>39</sup>. L'humaniste y fait l'éloge de ce dernier pour avoir fait assassiner le condottiere Ottobuono Terzi à l'occasion d'une rencontre diplomatique<sup>40</sup>. Il affirme d'emblée le caractère admirable de cet acte en expliquant que :

Les grands hommes, auxquels l'Antiquité a consenti des honneurs divins, ont acquis cette réputation des gentils et la gloire surtout pour cette raison qu'ils avaient assassiné des scélérats assoiffés de sang et des ennemis de la piété, qu'ils avaient libéré la terre de ces monstres par leur valeur et leur vertu. C'est ainsi que fut Hercule, d'après ce que nous lisons, lui qui a sorti le pillard Cacus de sa caverne après l'avoir tué, lui qui a vaincu Gérion, lui qui a tué Busiris. Mais quel pillard, chez les Gentils, pourrait être comparé à cet Ottobuono ? [...]

37 « *Graeculum deinde adulatorem Dionem historicum producit, imperatorum adseclam, virum addictum regibus, natum in servitute. Stomachatus sum, cum legi verba illius historici in hac parte delirantis ! [...] Hic etiam adsentator imperatorum M. Brutum et Cassium damnat, quod Caesarem interfecerunt. At Cicero, verior, gravior, sanctior testis, illud factum multis in locis pulcherrimum ducit, dignum laude et gloria immortalis. In fine autem Prima Philipicae [...]* » (Poggio Bracciolini, *Defensio de praestantia Caesaris et Scipionis*, éd. cit., p. 165).

38 « *Sed Graeculum dimittamus et laudandos Brutum et Cassium ob Caesaris mortem adseramus, non -ut scribit Guarinus- vituperandos !* » (*ibid.*, p. 165).

39 Antonio Loschi, *Epistola ad illustrem Nicolaum Estensem Ferrariae marchionem pro caede tyranni Ottonis Tertii*, éd. J. de Delayto, *Annales Estenses, Rer. Ital. Script.*, XVIII, 1731, coll. 1063-1070. Pour des éléments biographiques concernant Antonio Loschi, se reporter en premier lieu à un article récent : Paolo Viti, « Loschi, Antonio », *Dizionario biografico degli Italiani*, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, 2006, p. 154-160.

40 Le condottiere guelfe Ottobuono Terzi était devenu seigneur de Parme, Plaisance et Reggio Emilia à la suite de la disparition de Gian Galeazzo Visconti. Concernant sa mort et la lettre d'Antonio Loschi, voir Andrea Gamberini, « Un condottiero alla conquista dello stato. Ottobuono Terzi, conte di Reggio e signore di Parma e Piacenza », dans Gino Badini et Andrea Gamberini (dir.), *Medioevo reggiano. Studi in ricordo di Odoardo Rombaldi*, Milano, Franco Angeli, 2007, p. 282-305.

Quel tyran fut si cruel ? Quel bourreau fut si barbare, que celui-ci n'ait surpassé en tout genre de cruauté et d'injustice<sup>41</sup> ?

Peu importe pour l'humaniste la généralisation à outrance et le caractère mythologique du personnage qui fondent une illusoire logique rationnelle allant d'Hercule tuant un monstre à l'exaltation de tout crime contre les « scélérats ». À partir d'une affirmation présentée comme une évidence, l'usage de l'exemple héroïque s'additionne aux effets de style que sont notamment la question oratoire et le parallélisme syntaxique, des éléments à eux seuls valables en rhétorique. Ces procédés concourent ainsi à construire un art de la persuasion qui peut apparaître, pour le dire avec quelque provocation, comme une forme de sophistique fondée sur le réemploi de l'histoire classique.

Pour revenir à Brutus, Pétrarque déjà dans son *Epistola hortatoria* de 1347 avait défendu et célébré la révolte menée par Cola di Rienzo en affirmant :

Chaque âge porte son Brutus. Trois Brutus déjà sont célébrés : dans l'ordre premier qui a chassé le roi Tarquin le Superbe, le second qui a tué Jules César, le troisième qui en notre temps oblige les tyrans et à l'exil et à la mort<sup>42</sup>.

Il ajoutait : « Jeune Brutus, aies toujours devant les yeux l'image de l'ancien : celui-là était consul, toi tu es tribun<sup>43</sup> ». Nous retrouvons dans ces extraits certains des mécanismes de réemploi rhétorique décrits précédemment. L'histoire classique sert de socle à une démonstration qui procède par l'articulation d'affirmations abruptes – « chaque âge porte son Brutus » –, d'exemples fondés sur la valeur intrinsèque des grands hommes et de figures de style (la juxtaposition syntaxique des trois Brutus). En outre, nous voyons déjà combien, chez Pétrarque, l'héroïsation de Marcus Brutus passe

41 « Magni quidam viri, quibus honores divinos concessit antiquitas, ob hanc maxime causam opinionem illam gentium et gloriam consequuti sunt, quod sceleratos homines sitibundos sanguinis, et pietatis inimicos occiderunt, quod terras his monstris virtute et ingenio liberaverunt. Qualem fuisse Herculem legimus, qui Cacum praedonem ex spelunca vi mactatum ejecit, qui Gerionem vicit, qui Busiridem interfecit. Sed quis praedo fuit umquam ullis in gentibus cum hoc Ottone comparandus ? [...] Quis Tyrannus tam cruentus ? Qui carnifex tam immanis fuit, quem iste in omni crudelitatis atque nequitiae genere non superarit ? » (Antonio Loschi, *Epistola ad illustrem Nicolaum Estensem Ferrariae marchionem pro caede tyranni Ottonis Tertii*, éd. cit., col. 1065.)

42 « [...] suum Brutum utraque tulit etas. Tres iam hinc ex ordine celebrantur Bruti : primus qui Superbum regem expulit ; secundus qui Iulium Cesarem interfecit ; tertius qui nostri temporis tyrannos et exilio et morte persequitur [...] » (Francesco Petrarca, *Variae*, 48, *Hortatoria*, éd. A. Panceri, dans *id.*, *Lettere disperse*, 8, p. 48-49). Sur les rapports entre Pétrarque et Cola di Rienzo, voir Innocente Toppani, « Petrarca, Cola di Rienzo e il mito di Roma », *Istituto veneto di scienze, lettere ed arti. Atti. Classe di scienze morali, lettere ed arti*, 135, 1977, p. 155-172.

43 « Iunior Brute, senioris imaginem ante oculos semper habe : ille consul erat, tu Tribunus » (Francesco Petrarca, *Variae*, 48, *Hortatoria*, éd. cit., p. 58-59).

par l'exclusion de Cassius et le silence sur le parricide, à la différence de la représentation que l'on trouve encore chez Coluccio Salutati. Surtout, comme c'était le cas pour l'emploi de la figure d'Hercule par Antonio Loschi, la référence à un personnage antique est ici entièrement inscrite dans une lecture de l'histoire présente, en vue d'un usage politique. Le héros sert d'instrument de légitimation, comme figure tutélaire. L'historien américain James Hankins a souligné avec pertinence tout l'intérêt d'un tel procédé en indiquant que « le discours de l'humanisme toutefois n'était associé à aucune des formes traditionnelles de la légitimité. En étant consciemment historique, il était consciemment artificiel et par conséquent, d'une manière paradoxale, libre du fardeau de l'histoire contemporaine et des traditions<sup>44</sup> ». Les humanistes pouvaient de cette manière proposer aux élites politiques un arsenal d'autocélébration renouvelé, d'autant plus efficace à partir de la première moitié du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle qu'il s'est nourri, nous l'avons vu, d'un accès accru et revendiqué aux sources. La controverse entre le Pogge et Guarino Veronese s'adressait à un destinataire implicite : le futur marquis de Ferrare et de Modène Leonello d'Este, acquis aux idées de l'humanisme, qui recevait les leçons de Guarino Veronese depuis 1429 et qui, au cours de son voyage auprès de la curie d'Eugène IV à Florence en avril 1435, avait eu l'occasion de nouer des liens de sympathie mutuelle avec le Pogge<sup>45</sup>. L'invective de Guarino contre le traité *De prestantia Cesaris et Scipionis* du Florentin et la réponse tout aussi polémique de ce dernier ne peuvent ainsi être comprises en dehors d'un contexte de rivalité intellectuelle, pour conserver ou obtenir la préférence d'un puissant patron. Leur opposition concernant l'interprétation historique de la figure de César renvoie, dans cette perspective, à la conscience chez chacun d'eux des possibilités en termes de clientélisme politique offertes par la reconnaissance de leur maîtrise supérieure des principes humanistes de lecture de l'histoire.

Le déploiement méthodologique et rhétorique de l'usage de la figure du héros antique a trouvé des échos féconds, qui plus est, au sein d'un autre type de propagande politique dont la pratique apparaît précisément en Italie entre la fin du xiv<sup>e</sup> et le début du x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle : la commande de cycles peints

44 « *The discourse of humanism, however, was not associated with any among the traditional forms of legitimacy. Being consciously historical, it was consciously artificial, and therefore, paradoxically, free from the burden of contemporary history and traditions* » (James Hankins, « Cosimo' de Medici... », art. cit., p. 447).

45 Leonello eut alors très probablement la possibilité de lire un court traité que le Pogge avait à peine achevé de composer, le *De prestantia Scipionis et Cesaris*, adressé au Ferrarais Scipione Mainenti. Guarino répondit à ce traité sur un ton polémique, en demandant à Leonello d'être le juge de la controverse. Le Pogge répliqua sur le même registre au mois de novembre suivant.

d'hommes illustres<sup>46</sup>. Plusieurs travaux récents, ceux de Roberto Guerrini en tête, ont montré combien le progressif développement de ce motif iconographique avait alors constitué l'un des points de contact les plus fructueux entre le programme humaniste et la pratique picturale, et notamment combien les cycles de la première moitié du Quattrocento avaient bénéficié de l'apport des traductions latines des *Vies* de Plutarque<sup>47</sup>. La présence de *tituli* poétiques sur les fresques contribue encore mieux, le cas échéant, à éclairer les liens entre littérature et image au service d'une cause politique commune<sup>48</sup>. La spécificité du cas de Brutus est dans ce cadre tout à fait évidente : c'est un personnage rare qui apparaît comme un marqueur significatif de l'influence de l'humanisme civique florentin sur le cycle peint. Il faut évoquer en particulier les fresques du palais public de Sienne réalisées par Taddeo di Bartolo vers 1413-1414 dans l'antichambre de la chapelle du premier étage, à la suite d'une commande des autorités communales<sup>49</sup>. Elles représentent une série d'hommes illustres de l'Antiquité, vingt-deux au total, dont Marcus Brutus, articulés autour des quatre vertus que sont la Justice, la Magnanimité, le Courage et la Prudence<sup>50</sup>. Le choix des personnages et les *tituli* reflètent, Nicolai Rubinstein l'a souligné, l'influence de l'humanisme florentin contemporain sur la composition<sup>51</sup>.

Dans cette perspective, il est surtout intéressant pour nous de constater l'ambiguïté étonnante du traitement accordé à Brutus au sein du panthéon

46 Un article fondateur : Maria Monica Donato, « Gli eroi romani tra storia ed "exemplum". I primi cicli umanistici di Uomini Famosi », dans Salvatore Settis (dir.), *Memoria dell'antico nell'arte italiana*, Torino, Einaudi, 1985, p. 95-152.

47 Voir en particulier un ensemble d'articles parus dans la revue *Fontes* : « Traduzioni latine di Plutarco e iconografia degli Eroi nell'arte del Rinascimento », *Fontes*, 1/1-2, 1998, p. 81-205.

48 Nous pensons ici au cas du cycle de la salle des Empereurs (ou des Géants) de Foligno : Jean-Baptiste Delzant et Clémence Revest, « L'artiste, le savant et le politique. Gentile da Fabriano et Francesco da Fiano au service d'Ugolino Trinci, seigneur de Foligno (début du x<sup>e</sup> siècle) », *Les Hommes illustres*, *Bulletin de Questes*, 17, octobre 2009, p. 24-51 (disponible en ligne : <[http://questes.free.fr/index.php?option=com\\_content&task=category&sectionid=6&id=72&Itemid=43](http://questes.free.fr/index.php?option=com_content&task=category&sectionid=6&id=72&Itemid=43)>).

49 Nicolai Rubinstein, « Political Ideas in Sienese Art: The Frescoes of Ambrogio Lorenzetti and Taddeo di Bartolo in the Palazzo Pubblico », dans *id.*, *Studies in Italian History in the Middle Ages and the Renaissance*, vol. 1, *Political Thought and the Language of Politics. Art and Politics*, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 2003, p. 61-98 ; Roberto Guerrini, « "Dulci pro libertate". Taddeo di Bartolo : il ciclo di eroi antichi nel palazzo pubblico di Siena (1413-1414). Tradizione classica ed iconografia politica », *Rivista storica italiana*, CXII, 2000, p. 510-568.

50 Pour des reproductions ainsi qu'une description des décorations de la salle, voir Gabriel Borghini, « La decorazione », dans Cesare Brandi (dir.), *Palazzo Pubblico di Siena. Vicende costruttive e decorazione*, Milano, Silvana Editoriale, 1983, p. 232-256. Le texte complet des inscriptions est présenté et analysé dans Rodolfo Funari (dir.), *Un ciclo di tradizione repubblicana nel Palazzo pubblico di Siena. Le iscrizioni degli affreschi di Taddeo di Bartolo (1413-1414)*, Siena, Accademia senese degli intronati, 2002.

51 L'historien a émis l'hypothèse selon laquelle les ambassadeurs siennois qui se rendirent en 1413 auprès de la curie, alors aux portes de Florence, reçurent l'aide des humanistes pour la définition du programme des fresques, notamment de Leonardo Bruni (Nicolai Rubinstein, « Political Ideas in Sienese Art... », art. cit., p. 93-94).

politique ainsi dressé. D'abord, il faut rappeler que César y est aussi dépeint (aux côtés de Pompée), ce qui peut sembler contradictoire. Cette ambivalence est renforcée par la disposition et la présentation des deux personnages. En effet, César fait partie des héros peints en pied sur la partie basse des parois et bénéficiant d'un épigramme poétique, mais il est écarté du reste du groupe, loin des vertus, sur l'arche face à Aristote. En outre, le *titulus* qui le présente avec Pompée explique qu'ils furent de grands généraux mais que leur ambition aveugle causa la mort de la liberté romaine<sup>52</sup>. Quant à Brutus, il est représenté au-dessus de la vertu *Fortitudo*, tenant un stylet à la main (une indication peut-être empruntée à Plutarque)<sup>53</sup>. Cependant il ne s'agit que d'un portrait sans *titulus*, en hauteur et en buste, sur l'un des écoinçons de la voûte. Sa présence est discrète et peu explicitée, contrairement à celle de César, pourtant marginalisé et dénoncé. Il faut croire que le meurtrier demeurerait quelque peu sulfureux et que sa victime conservait toujours, malgré tout, des attraits glorieux.

128

Plus précisément, l'exaltation de l'auteur d'un assassinat politique au sein d'un espace d'exercice du pouvoir pouvait apparaître, on le comprend aisément, comme une forme dangereuse d'incitation à la violence et à l'insubordination. Nous touchons ici à un problème central de l'usage politique des figures antiques : celui de leur rôle réel en tant que modèles à suivre. En effet, l'efficacité rhétorique des outils historiques développés par les humanistes, et les possibilités de promotion au sein de l'appareil politique qu'ils pouvaient espérer en tirer, influaient-elles pour autant directement sur les comportements politiques ? Est-ce à dire que la réhabilitation de Brutus valait pour un encouragement au meurtre du tyran ? Un cas fournit des éléments de réflexion sur cette question, qui touche au lien existant entre redécouverte et imitation de l'Antiquité. Il s'agit de la conspiration manquée de Stefano Porcari contre le pape Nicolas V en 1453<sup>54</sup>. Le Romain avait été capitaine du peuple à Florence

52 « *Hoc spectate viros animisque infigite, cives, / publica concordia nam dum bona mente secuti / maeistas Romana duces tremefecit et orbem, / ambitio sed ceca duos ubi traxit ad arma, / libertas Romana perit scissoque senatu / heu licet et puero caput alte ascindere Rome* » (cité par Roberto Guerrini, « "Dulci pro libertate"... », art. cit., p. 543). Voir également R. Funari (dir.), *Un ciclo di tradizione repubblicana...*, op. cit., p. 15.

53 Roberto Guerrini, « "Dulci pro libertate"... », art. cit., p. 557-558.

54 Sur Stefano Porcari et la conspiration de 1453, voir : Roberto Cessi, « La congiura di Stefano Porcari », dans *id.*, *Saggi romani*, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 1956, p. 65-112 ; Massimo Miglio, « "Viva la libertà et popolo de Roma". Oratoria e politica: Stefano Porcari », *Archivio della società romana di storia patria*, 97, XXVIII, 1974, p. 5-37 ; Anna Modigliani, *I Porcari: storie di una famiglia romana tra Medioevo e Rinascimento*, Roma, Roma nel Rinascimento, 1994, p. 477-498 ; Arjo Vanderjagt, « Civic Humanism in Practice: The Case of Stefano Porcari and the Christian Tradition », dans Zweder Von Martels et Victor Schmidt (dir.), *Antiquity Renewed: Late Classical and Early Modern Themes*, Leuven, Peeters, 2003, p. 63-78 ; Anthony F. D'Elia, « Stefano Porcari's Conspiracy against Pope Nicholas V in 1453 and Republican Culture in Papal Rome », *Journal of the History of Ideas*, 68/2, avril 2007, p. 207-231.

durant deux années, en 1427-1428, au cours desquelles il avait fréquenté les cercles humanistes – notamment celui de Leonardo Bruni – et partagé leurs idées. Les discours qu'il prononça devant les membres de la seigneurie, écrits peut-être en partie par Buonaccorso da Montemagno, témoignent de son adhésion aux thèmes de l'humanisme civique florentin<sup>55</sup>. Dans l'un d'eux, il se livra à un vibrant éloge de la république romaine et, passant en revue tous les hommes qui s'étaient illustrés à son service, il s'était exclamé : « Pardonne-nous Brutus, sévère vengeur de la liberté romaine<sup>56</sup> ». La suite est connue : Stefano Porcari imagina en janvier 1453 rétablir l'antique liberté dont il s'était fait le chantre, fomentant un complot contre le pape qui échoua et conduisit à son exécution.

Le thème du « nouveau Brutus » développé par Pétrarque à propos de Cola di Rienzo fut repris par certains commentateurs de l'événement. C'est le cas, par exemple, d'Orazio Romano, l'un des détracteurs de Stefano Porcari, dans son poème épique intitulé *Porcaria*<sup>57</sup>. Le premier livre suit la descente aux Enfers du conspirateur, sur le modèle de Dante, jusqu'à son châtimement éternel, et se termine par la description du corps du supplicié exposé devant les remparts du château Saint-Ange, ce qui avait été le point de départ du récit. L'un des spectateurs de la scène s'exclame « Et voici que Brutus est là, le défenseur de la patrie, revenu en notre temps<sup>58</sup> ! », incarnant ainsi la position favorable à Porcari. Il est intéressant de remarquer qu'Orazio Romano ne contredit pas l'argument en dévalorisant Brutus, mais en déniaut au conspirateur cette illustre ascendance : le poète fait en effet l'éloge des grands hommes de la république romaine, notamment des deux Brutus, et il compare au contraire Stefano Porcari à Catilina et à César. L'ombre de Catilina vient ainsi contempler le corps et déclarer que le conspirateur a surpassé son œuvre de destruction de la liberté, comme César<sup>59</sup>. Puis, au cours du livre II, Scipion l'Africain est invoqué pour défendre l'antique Rome républicaine et faire

55 Sur ce point, voir en particulier Arjo Vanderjagt, « Civic Humanism in Practice: The Case of Stefano Porcari and the Christian Tradition », art. cit., p. 69 sq.

56 « *Perdonici Bruto, severo vendicatore della Romana libertà*, Buonaccorso da Montemagno, *Prose del Giovane Buonaccorso da Montemagno* » (éd. Giovanni Battista Carlo Giuliani, Bologna, G. Romagnoli, 1874, p. 165-166).

57 Orazio Romano, *Porcaria seu de coniuratione Stephani Porcari carmen*, éd. M. Lehnerdt, Leipzig, Teubner, 1907. Sur ce poème, voir Anthony F. D'elia, « Stefano Porcari's Conspiracy against Pope Nicholas V in 1453 and Republican Culture in Papal Rome », art. cit., p. 213-224.

58 « *En patriae vindex, nostroque tempore rursus / Brutus adest* » (Orazio Romano, *Porcaria*, éd. cit., I, v. 387-388).

59 « *Occupat hunc etiam velox Catilina loquentem, / qui procul astabat mediis annixus in hasta / Coetibus ; hunc laetus sese superare fatetur / Cominus ora ferens equitique illudere gaudet : / Qua dignum te laude feram ? Da tangere dextram / Qui patriam et sanctos ausus violare penates. / Tu quoque fortis adhuc sero licet ordine famam / Illustrem meruisse potes : mihi denique quondam / effulsit dubio similis fortuna sub ictu. / At Caesar totis fortuna est viribus usus / successuque meos ausus meliore sequutus* » (*ibid.*, v. 320-330).

l'éloge de Nicolas V. La lecture anti-impériale de l'histoire romaine, développée par les humanistes florentins, est ici clairement utilisée dans une perspective de défense du pouvoir pontifical<sup>60</sup>. Notons enfin qu'une vingtaine d'années plus tard, Agapito Porcari loue quant à lui les origines et les hauts faits de sa famille en rappelant, à mots couverts, qu'elle avait vu naître « ceux qui, ayant imité Marcus Brutus, rendirent à la patrie sa liberté<sup>61</sup> ».

Ainsi, si la tentative de Stefano Porcari était blâmée ou au mieux discrètement honorée, la réhabilitation de la figure de Brutus en revanche avait fait son chemin. Plus généralement, le recours à la figure du héros antique semble s'être banalisé selon les mécanismes décrits plus haut : une figure tutélaire, invoquée comme argument rhétorique à part entière et devenu un élément central du discours de légitimation politique. Mais en ce qui concerne le passage à l'acte, la conjuration de Porcari paraît constituer le contre-exemple d'un art oratoire pris au pied de la lettre et par conséquent compris à l'envers. Stefano Caccia expliquait ainsi, dans une lettre à Enea Silvio Piccolomini, qu'à ses yeux le conspirateur avait tiré de mauvaises leçons de l'histoire et perverti l'usage de la force rhétorique au profit d'une conception erronée et immorale des fins de l'action politique :

Alors qu'en lisant les histoires des Romains, Stefano Porcari, chevalier romain, aurait trouvé que ceux qui s'efforçaient de conserver et de développer la *respublica* étaient des hommes d'un génie incomparable, c'est pourtant ceux qui se destinaient à la renverser, à spolier les hommes de bien et s'emparer du pouvoir sur la ville qu'il s'appliqua à imiter, ceux qui se sont montrés ambitieux et cupides, et, estimant qu'il atteindrait facilement ce qu'il avait prémédité s'il pouvait rassembler auprès de lui une multitude importante, il fit en sorte de devenir éloquent, n'étant pas ignorant de la grande force de l'éloquence, et comme il s'épanouissait grandement dans celle-ci, son plus grand soin fut toujours de tenir auprès de lui par l'amitié et la familiarité plusieurs hommes perdus, lascifs, abjects, pauvres, cupides des nouveautés et proscrits, et il y parvint si bien qu'il eut pour fidèles plusieurs hommes de ce genre<sup>62</sup>.

60 C'est l'un des points soulignés par Anthony d'Elia, « Stefano Porcari's Conspiracy... », art. cit., p. 218-225.

61 « [...] *ex nobili et antiquissima Veneranereorum prosapia, ex quibus aliquando nati sunt qui, M. Brutum imitati, patriam in libertatem reposuerunt* » (Agapito Porcari, *Epistolae*, [Roma, T. Schenbeckbecher], 1474, f. 3r). Le passage est cité et analysé dans Anna Modigliani, *I Porcari...*, op. cit., p. 499-500. Cette allusion fait d'abord référence à Poncello Veneraneri qui s'était opposé à Eugène IV et avait fait partie des « sept de la liberté » en 1434. Mais A. Modigliani estime que dans l'esprit de tout lecteur romain du temps ces événements étaient liés à la conjuration de Stefano Porcari.

62 « *Stephanus Porcarius, eques Romanus, cum inter legendum Romanorum historias hos reperisset fuisse excellenti ingenio viros, qui ad rempublicam eorum augendam et conservandam, quosdam vero, qui ad eam evertendam et bonos quosque rebus spoliandos*

Le tribun s'est comme trompé dans l'usage du héros en ne respectant pas l'équilibre des rapports admis entre idéal historique et réemploi politique, vidant de son sens la puissance de l'outil rhétorique. Car il s'agit bien ici d'un équilibre, qui fait que l'orateur, armé de l'image héroïque, n'est pensé ni comme un pur sophiste démagogue ni comme un grand naïf nostalgique. La tentation serait grande et trompeuse, en effet, de faire des humanistes des mystificateurs portés à la manipulation des faits. Cela reviendrait à méconnaître la force de leur propre adhésion aux modèles idéologiques dont ils se faisaient les chantres et à imposer une grille de jugement à leurs travaux qui fût totalement dépendante, cette fois-ci, de nos propres principes savants. Ce serait surtout oublier que l'art oratoire, qui est une technique, comporte nécessairement une part d'artifice, sans que cela compromette *ipso facto* la sincérité du but recherché. Chez Cicéron, l'orateur complet est cet *actor veritatis* qui se fait comédien des passions pour conduire les âmes à la sagesse<sup>63</sup>. À l'inverse, c'est bien le présent de l'orateur qui doit guider le dialogue avec le passé et imposer la mesure de la réalité, et non le contraire. On peut penser dans cette perspective à la manière dont le Pogge se moque de Cyriaque d'Ancône dans ses *Facéties* pour avoir déploré, en paraissant très affecté, la chute de l'Empire romain :

Antonio Loschi, personnage très savant qui était de la réunion, intervint pour se moquer de cette stupide préoccupation : « Cyriaque, dit-il, ressemble fort au Milanais qui, entendant un jour de fête un jongleur [...] réciter la mort de Roland, tombé au combat il y a quelque sept cent ans, se mit à pleurer intensément [...] »<sup>64</sup>.

*ac urbis dominium ambiendum sese accomodassent, tandem ad illorum imitationem, qui ambitiosi et cupidi habiti sunt, animum applicavit et existimans facile, quod premeditatus fuerat, assequi, si copiosam sibi multitudinem adiungere posset, operam dedit ut dicendi peritus fieret, non ignarus magnam esse vim eloquentie, et cum in illa plurimum floreret, semper sibi maxime cure fuit, ut quosque perditos, lascivos, abiectos, pauperes, novarum rerum cupidos ac proscriptos sibi amicitia et familiaritate coniunctos haberet, tantumque effecit, quod multos huiusce generis viros sequaces habuit »* (Stefano Caccia, *Der Briefwechsel des Eneas Silvius Piccolomini*, éd. R. Wolk, Wien, A. Hölder, 1918, III, 59, p. 118).

63 Sur ce point, voir Alain Michel, *Les Rapports de la rhétorique et de la philosophie dans l'œuvre de Cicéron. Recherches sur les fondements philosophiques de l'art de persuader*, Louvain/ Sterling, Peeters, 2003, p. 245-270. L'auteur souligne notamment : « Certes, l'orateur est semblable à un acteur qui mime la passion pour l'exciter dans les âmes ; mais ce faisant, il ne cherche pas à les tromper, il cherche à les instruire. Acteur, oui – mais non d'une fiction » (p. 148).

64 « *Tum Antonius Luschus, vir doctissimus, qui in coetu aderat, ridens hominis stultam curam : "Hic persimilis est", inquit, "viro Mediolanensi qui, die festo, cum audisset unum ex grege cantorum [...] recitantem mortem Rolandi, qui septingentis iam ferme annis in proelio occubuit, coepit acriter flere [...]"* » (Poggio Bracciolini, *Facéties*, éd. S. Pittaluga, trad. É. Wolff, Paris, Les Belles Lettres, 2005, 82, p. 48-49).

Cyriaque avait en quelque sorte perdu la distance nécessaire au réemploi de l'histoire pour tomber dans le travers du fétichisme. La subordination du passé aux enjeux contemporains s'avère ainsi être également une dimension essentielle du processus d'imitation de l'antiquité mis en place par l'humanisme. C'est une représentation, une *mimésis*, qui fonctionne avant toute chose comme une réinvention de soi, et non comme une reconstitution idolâtre.

Il s'agit là d'un travail herméneutique de forte portée symbolique, qui tente de conjuguer plusieurs définitions de l'histoire – comme science, comme mythe des origines et comme arme de combat idéologique. Ainsi le héros, tel Brutus, est-il un élément de relais nécessaire entre les recherches érudites de ces lettrés et leur emprise sur le monde : il constitue un point d'appui solide pour la mise en œuvre de leurs projections intellectuelles, notamment de leurs aspirations à faire de la *latinitas* une clé de civilisation. En établissant un compromis entre la démonstration de leur compétence et de leur savoir-faire et l'affirmation de la portée politique signifiante et efficace de leur activité, la production humaniste sur l'histoire et ses grands hommes leur donnait pleine légitimité à exercer le métier d'intellectuel.

LE RÉEMPLOI EN POLITIQUE :  
USAGES DE L'HISTOIRE ET ÉCRITURES DE LA LIBERTÉ  
À LUCQUES À LA FIN DU XIV<sup>e</sup> SIÈCLE

*Diane Chamboduc de Saint Pulgent*

Les pratiques de réemploi sont depuis longtemps l'objet d'attentions nombreuses et stimulantes dans les domaines de l'architecture, de l'histoire de l'art ou de l'archéologie. Associées aux thèmes du plagiat et de la citation, elles sont également au cœur d'un certain nombre de préoccupations des spécialistes de la littérature. Ces nombreux travaux ont montré comment, au cœur des pratiques de réemploi, entendues comme l'utilisation nouvelle et dans un autre contexte de matériaux (compris au sens large) déjà exploités, nous trouvons la question fondamentale du rapport au temps passé et à sa mémoire<sup>1</sup>. Il semble donc bien que ces problématiques soient au centre des questions qui se posent à l'histoire politique de l'Italie communale de la fin du Moyen Âge, dans un contexte d'affrontement quasi permanent qui entraîne des conflits de légitimité et donc des rivalités propices à des usages variés de l'histoire. La ville de Lucques, à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, n'est pas à l'écart de ce phénomène, en particulier en 1369, au moment de sa libération par l'empereur Charles IV de la tutelle exercée sur elle depuis plus d'un quart de siècle par sa voisine pisane. L'événement suscite une réflexion sur l'histoire et sur la destinée de la ville, comme en témoigne l'œuvre de Giovanni Sercambi, un apothicaire lucquois qui commence à rédiger une chronique sur sa cité à l'automne 1368, au moment où l'empereur Charles IV descend en Italie. Toutefois, ce contexte favorable à l'usage et aux réécritures de l'histoire se révèle curieusement peu fécond à Lucques, où les auteurs préfèrent dans leur grande majorité en rester à un discours concret et descriptif plutôt que de se lancer dans une réflexion théorique et morale sur le destin de leur ville. L'engouement des penseurs politiques florentins pour le thème de la liberté, depuis longtemps parfaitement mis en valeur, se retrouve donc paradoxalement peu partagé à Lucques, malgré l'importance que revêt l'événement de 1369 dans l'histoire et dans l'historiographie lucquoise. Une analyse poussée des textes et

<sup>1</sup> Pierre Moret et Pierre Toubert (dir.), *Remploi, citation, plagiat : conduites et pratiques médiévales, X<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècle*, Madrid, Casa de Velázquez, 2009.

des registres politiques de cette ville révèle le peu de place qui y est laissé aux références historiques, et plus particulièrement au modèle antique, qui ne paraît pas appartenir au répertoire des exemples politiques lucquois. Pour autant, les autorités urbaines ne se désintéressent pas de la mémoire politique de leur ville, et ce moment de refondation est justement utilisé pour reconstruire de fond en comble la mise en archives de leur vie communale et pour établir une représentation publique et officielle de l'événement de la libération. C'est donc une utilisation paradoxale de l'histoire qui nous intéresse à travers l'exemple lucquois et qui doit nous amener à nous interroger sur le rôle que cette dernière occupe dans la construction du discours politique.

#### LA RÉINVENTION DES ARCHIVES LUCQUOISES À LA FIN DU XIV<sup>e</sup> SIÈCLE

134

De 1328 à 1369, les Lucquois virent se succéder les dominations étrangères sur leur ville et vécurent l'humiliation d'assister impuissants aux multiples ventes de leur territoire par leurs seigneurs successifs, sans qu'ils aient jamais part à la décision<sup>2</sup>. Jusqu'en 1342 se succédèrent donc Gherardo Spinola, Jean de Bohême, les Rossi di Parma, puis Mastino della Scala<sup>3</sup>. Débute ensuite la plus longue et la plus détestée de ces dominations : celle de Pise, la puissante voisine de Lucques, qui la maintint sous son contrôle jusqu'en 1369. Sans reprendre ici l'histoire complexe de cette conquête, il suffit de rappeler qu'elle s'inscrit dans un contexte régional et international en plein bouleversement, qui voit la réorganisation des systèmes d'alliance en Italie et la restructuration du guelfisme, dont Pise, traditionnellement gibeline, tire grand profit. Par ailleurs, il faut également rappeler, à la suite de Christine Meek<sup>4</sup>, que cette domination pisane fut sans doute, au moins au début, moins pénible que la mémoire communale ne l'a dit, même s'il est tout à fait révélateur que des historiens lucquois comme Emilio Cristiani continuent à la décrire comme tyrannique en 1970<sup>5</sup>.

2 Le 3 septembre 1328, Castruccio Castracani, le seigneur lucquois qui avait réussi à constituer un embryon d'État territorial autour de Lucques, de Pise et de Pistoia meurt brutalement, ce qui plonge la ville de Lucques dans un demi-siècle de troubles.

3 Louis Green, *Lucca Under Many Masters: A Fourteenth Century Italian Commune in Crisis (1328-1342)*, Firenze, Olschki, 1995. Après la courte domination de Francesco Castracani, le frère de Castruccio, la ville est occupée par des mercenaires allemands le 15 avril 1329. À la suite de cette conquête, Lucques passe entre les mains de Gherardo Spinola de Gênes (1329-1331), de Jean de Bohême (mars 1331-octobre 1333), des frères Rossi de Parme (octobre 1333-novembre 1335) et enfin de Mastino della Scala de Vérone (novembre 1335-août 1341).

4 Christine Meek, *The Commune of Lucca Under Pisan Rule, 1342-1369*, Cambridge (Mass.), The Medieval Academy of America, 1980.

5 Emilio Cristiani, « Le premesse della liberazione di Lucca dalla dominazione pisana », dans *La «Libertas Lucensis» del 1369. Carlo IV e la fine della dominazione pisana*, Lucca, Accademia lucchese di scienze, lettere e arti, 1970, p. 23-32.

Comme l'a montré Ottavio Banti, le processus de libération lui-même se révéla long et complexe puisqu'il s'étendit sur près de deux ans et connut de multiples revirements et évolutions<sup>6</sup>. Après plusieurs tentatives menées par les Lucquois pour faire intervenir l'empereur en leur faveur, une occasion favorable se présenta lors de la deuxième descente de Charles IV en Italie, en 1368. Depuis la défaite de Pise contre Florence en 1364, Giovanni Dell'Agnello avait instauré sa seigneurie sur la première de ces villes et sur Lucques, en prenant le titre de doge. Cette situation déplaisait à l'empereur qui mit Dell'Agnello en grande difficulté en obtenant tout d'abord qu'il abandonne son titre de doge pour celui de vicaire impérial, puis que les Pisans quittent la forteresse urbaine lucquoise de l'Augusta. Les Pisans finirent par profiter d'une mauvaise chute de Dell'Agnello pour le priver de son pouvoir et pour le chasser de leur ville début septembre 1368. Le destin de Lucques était désormais entre les mains de l'empereur qui y séjourna à l'automne 1368. Il resta toutefois fortement lié à celui de sa voisine. Début avril 1369, l'intensification des troubles causés à l'intérieur de Pise par la rivalité des factions Raspanti et Bergolini précipita les événements : dans la nuit du 3 au 4 avril, la ville de Pise fut livrée à une série d'émeutes violentes qui poussèrent l'empereur à décider de rendre sa liberté à Lucques restée à l'abri des troubles<sup>7</sup>. Cela fut fait solennellement le 5 avril au soir et confirmé par un diplôme impérial daté du 8 avril<sup>8</sup>. Juridiquement, la commune ne faisait que passer du seigneur pisan au seigneur impérial sous l'autorité duquel elle était désormais directement placée, et elle ne retrouva donc pas son autonomie. Politiquement, la rupture se révéla toutefois majeure, comme en témoigne l'esprit nouveau dont étaient désormais agités les différents organes de la commune, qui mit au cœur de leurs préoccupations la reconstruction de l'État. Le 6 juin 1369 au soir, sur la place Saint Michel, Charles IV, assis sur un trône, reçut le serment de fidélité des Anciens de la ville, fort contents d'être libérés de la « servitude babylonienne de la tyrannie pisane<sup>9</sup> ». En échange il concéda à la ville par quatre documents le privilège de battre monnaie d'or, d'argent et de tout autre métal, la faculté de fonder un *Studio generale*, de créer des notaires et de légitimer les bâtards, et il dressa la liste précise de chaque château, chaque forteresse, chaque district appartenant au territoire lucquois, en annulant la plupart des aliénations subies durant la tyrannie pisane<sup>10</sup>. Un autre document reconfirma par ailleurs à l'évêque

6 Ottavio Banti, « Un anno di storia lucchese (1369-1370): dalla dominazione pisana alla restaurazione della libertà », dans *La «Libertas Lucensis» del 1369, op. cit.*, p. 33-53.

7 La faction Raspanti est à cette époque dirigée par les familles Aiutamicro et Della Rocca. La faction Bergolini est sous le contrôle de Gherardo Gambacorta.

8 Archivio di Stato di Lucca (ASL), Diplomatico, fonds Tarpea, année 1369.

9 ASL, Anziani avanti la libertà, n° 46, fol. 11r, « a servitute babilonica pisane tyranidis ».

10 ASL, Diplomatico, fonds Tarpea, année 1369.

Guglielmo les privilèges et les prérogatives de l'évêque de Lucques<sup>11</sup>. Mais cette concession solennelle ne se fit pas gratuitement : le 4 juin, la commune s'était engagée, par la voix de ses procureurs Simone di maestro Ranieri di Barga, Bartolomeo Forteguerra di Barga et Bartolomeo Bonmesi, ainsi que Niccolò del Caro et Francesco Buzolini, à payer 100 000 florins d'or à l'empereur<sup>12</sup>. Ce dernier, par un diplôme daté du 13 juin 1369, confirma avoir fait don de la moitié de la somme au pape Urbain V<sup>13</sup>. À ce coût énorme pour une ville ruinée depuis le départ des Pisans, s'ajouta celui lié à la nomination par l'empereur, le 2 juillet 1369, avant son départ, d'un vicaire général pour la Toscane, Gui de Boulogne<sup>14</sup>, chargé de résider trois ans à Lucques avec une garnison, pour un coût annuel de 40 000 florins d'or<sup>15</sup>. L'ensemble représentait bien plus que les recettes de la gabelle, récupérées par la ville le 25 mars 1369<sup>16</sup>, et nécessita le recours aux capitaux propres de certains des plus riches marchands de Lucques, ainsi qu'à des prêts des Florentins et des Este de Ferrare. Le 8 juillet, un dernier diplôme confirma enfin les châteaux, forteresses et centres habités sur lesquels la république lucquoise devait exercer son autorité<sup>17</sup>. Après le départ de l'empereur et le paiement d'une grosse partie de la somme due en échange de la libération de la ville, la présence du vicaire impérial se fit de plus en plus mal sentir, d'autant plus que la garnison impériale comptait dans ses rangs des troupes payées par les Visconti. Le 12 mars 1370, après des mois de négociation qui virent l'intervention du pape et des Florentins, le cardinal Gui de Boulogne finit par nommer vicaires impériaux les Anciens et le gonfalonier de Justice, ce qui en faisait les représentants directs de l'empereur<sup>18</sup>. Il s'agissait là de l'acte final de la libération de Lucques, qui lui rendait tous les pouvoirs inhérents à son statut de commune autonome. La nouvelle ère de liberté commença formellement le 25 mars suivant, au début de la nouvelle année. Le 26, Gui de Boulogne quitta la ville à la joie indescriptible de ses habitants enfin pleinement libres<sup>19</sup>. Le 25 mars par ailleurs, la commune de Lucques adhéra officiellement à la ligue anti-milanaise présidée par Urbain V et dont Florence, Sienne, puis Pise faisaient également partie, ce qui contribua à rompre son isolement diplomatique.

11 Archivio arcivescovile di Lucca, Privilegi e Bolle, n° 11.

12 ASL, Diplomatico, fonds Tarpea, année 1369.

13 ASL, Diplomatico, fonds Tarpea, 9 août 1370.

14 Pour tout ce qui concerne l'action de Gui de Boulogne comme vicaire impérial à Lucques, il est très utile de se rapporter à l'article de Pierre Jugie, « Le vicariat impérial du Cardinal Gui de Boulogne à Lucques en 1369-1370 », *Mélanges de l'École française de Rome. Moyen Âge*, Rome, École française de Rome, 103, 1991, p. 261-357.

15 ASL, Diplomatico, fonds Tarpea, année 1369.

16 Giovanni Sercambi, *Croniche*, éd. Salvatore Bongi, Roma, Istituto storico italiano, 1892, vol. I, chap. 192, p. 161.

17 ASL, Diplomatico, fonds Tarpea, année 1369.

18 *Ibid.*, année 1370.

19 Giovanni Sercambi, *Croniche*, éd. cit., vol. I, chap. 214, p. 187.

La fin de la domination pisane et le retour à la liberté constituent une rupture majeure dans l'histoire de la ville, dont témoignent aussi bien les textes contemporains de l'événement, et en particulier les *Chroniques* de Giovanni Sercambi, que l'historiographie traditionnelle lucquoise, qui ne cesse depuis lors d'y célébrer l'acte de naissance de la République. Cette dernière semble d'autant plus remarquable qu'elle survécut plus de quatre siècles aux vicissitudes qui n'épargnèrent aucune de ses voisines. Le caractère fondateur de ce moment de libération se révèle tout d'abord dans le vaste mouvement de reconstruction que connaît la ville à partir de 1369, visant à éradiquer les traces de la présence étrangère, mais surtout à restaurer l'ancienne grandeur de la ville, passée en un peu plus d'un siècle d'une position de puissance centrale en Toscane, tant sur le plan économique que politique, à celle d'une ville en crise et dépourvue d'autonomie. La décennie 1370 fut ainsi consacrée à la fois à la reconstruction du régime républicain de la ville, par le biais des nouveaux statuts urbains édictés en 1372, à la consolidation de son territoire suite aux différents diplômes impériaux accordés à Lucques par Charles IV, à la réorganisation de son système de production autour de son industrie ancestrale, la soie, grâce au statut de la cour des marchands promulgué en 1376, et enfin à la remise en forme de la mémoire communale par le biais de la réorganisation des systèmes de conservation des traces de la vie publique sous l'égide des premiers chanceliers Pietro de' Beati et Coluccio Salutati. Les autorités de la ville donnèrent donc consciemment à la période qui commence en 1369 un caractère d'uniformité et de rupture par rapport à la période précédente, et choisirent de la qualifier du terme emblématique de *Libertà*. Elles associèrent en particulier la reconstruction politique de leur ville à celle de sa mémoire publique, les deux processus se renforçant l'un l'autre, comme en témoigne Giovanni Sercambi dans sa *Chronique* quand il rapporte le soin avec lequel la commune de Lucques conserva le diplôme délivré le 8 avril 1369 par l'empereur pour consacrer la nouvelle liberté de la ville : « *Et questa liberazione fu pienissima, e di ciò i privilegii sono apresso alla camera secreta del comune di Luccha e quine si troveranno*<sup>20</sup> ». L'histoire mouvementée de Lucques au xiv<sup>e</sup> siècle avait en effet provoqué la destruction quasi complète des archives communales lors des diverses mises à sac de la ville qui accompagnèrent bon nombre de changements de régime, et en particulier celles de 1314, lors de l'accession au pouvoir d'Uguccone della Faggiuola, et de 1329, après la mort de Castruccio Castracani qui provoqua la disparition de son embryon d'État régional. Ces destructions volontaires de documents potentiellement compromettants faisaient partie intégrante des stratégies de conquête du pouvoir des différents seigneurs qui

20 *Ibid.*, chap. 193, p. 163.

se succédèrent à la tête de Lucques dans les deux premiers tiers du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. Aussi n'est-il pas surprenant de constater avec Antonio Romiti que les autorités communales avaient parfaitement conscience dès le milieu du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle de l'importance politique et symbolique des documents publics révélée par ces saccages et donc de la nécessité de mieux préserver leurs registres, ce qui se traduisit dans un premier temps, en 1344-1345, en 1348 puis entre 1389 et 1440, par l'élaboration d'inventaires de la totalité des registres conservés dans les archives publiques de la ville, intitulées *Camera Librorum et Scripturarum*<sup>21</sup>.

La remise en ordre de la chancellerie urbaine constitue donc un phénomène majeur, quoique peu mis en lumière, de ces premières années du nouveau régime. La première initiative en revient à l'empereur Charles IV qui décide, le 26 juin 1369, peu avant son départ de la ville, de nommer chancelier Pietro de' Beati de Bologne, un de ses proches, avec une mission de « réforme » : « *te solum in cancelarium et prothonotarium cancelarie et reformationum Civitatis nostre lucane elegimus, prefecimus, deputavimus*<sup>22</sup> ». Ce dernier inaugure donc un nouveau système de conservation des traces de la vie publique de la commune en modifiant tout d'abord la mise par écrit des comptes rendus de séances des différents conseils urbains. En effet, du fait des destructions mentionnées plus haut, les archives n'ont conservé presque aucune trace des activités du Conseil général entre sa création en 1316 et l'année 1330. Seules quelques décisions de premier plan ont subsisté sous la forme de parchemins. À partir de 1330 et jusqu'en 1369, les séances des différents conseils urbains, désormais au second plan de la vie politique de la ville par rapport aux Anciens, représentants du pouvoir exécutif et directement nommés par la puissance tutélaire pisane à partir de 1342, n'ont pas donné lieu à des registres spécifiques mais ont été intégrées, de manière incomplète et aléatoire, dans les registres rassemblant les comptes rendus de séances desdits Anciens. La première phase de la réforme mise en place à partir de juillet 1369 consiste donc dans la constitution d'une nouvelle série de registres, intitulés *Riformagioni pubbliche*, dans lesquels les notes prises par le chancelier au cours des séances du Conseil général et du Conseil des Cinquante<sup>23</sup>, ainsi que de certaines séances des

21 Antonio Romiti, « Archival Inventorying in Fourteenth Century Lucca: Methodologies, Theories and Practices », dans Thomas W. Blomquist et Maureen F. Mazzaoui (dir.), *The «Other Tuscany»: Essays in the History of Lucca, Pisa and Siena during the Thirteenth, Fourteenth and Fifteenth Centuries*, Kalamazoo, Medieval Institute Publications, Western Michigan University, 1994, p. 83-109.

22 *Riformagioni della Repubblica di Lucca (1369-1400)*, vol. I, *Marzo 1369-Agosto 1370 e aggiunte*, éd. Antonio Romiti, Roma, Accademia nazionale dei Lincei, 1980, p. 73.

23 Ce dernier devient le Conseil des Trente-Six après la réforme du 22 février 1370. La ville y voit sa composition territoriale substantiellement modifiée. Elle passe d'une division en cinq portes à une organisation en trois tiers qui fournissent désormais chacun soixante membres au Conseil général (qui en compte donc cent quatre-vingts en tout), douze au Conseil des Trente-Six et trois au collège des Anciens, le dixième, aussi appelé gonfalonier de Justice, étant nommé en alternance au sein de l'un de ces trois tiers.

Anciens et des diverses *baliae* en lien direct avec les affaires traitées par les deux conseils urbains, étaient mises au propre, en utilisant une bonne écriture sans abréviation et des livres grand format. Une comparaison entre les comptes rendus de ces registres et ceux contenus dans les *Minute di Riformagioni* fait apparaître le travail d'élagage entrepris par le chef de la chancellerie au moment de la rédaction des registres officiels des conseils urbains : une bonne partie des interventions des citoyens sont supprimées, en particulier en cas de redite. C'est alors la proposition du premier citoyen à être intervenu, ou celle du plus renommé, qui est retenue dans le registre des *Riformagioni*. Ainsi, ces derniers donnent une image beaucoup plus lisse des débats des différents conseils urbains et écartent de la représentation publique de ces derniers une bonne partie des citoyens lucquois.

La mise par écrit des séances des Anciens, le pouvoir exécutif lucquois, est également substantiellement modifiée à partir de juillet 1369 et de l'arrivée à la tête de la chancellerie lucquoise de Pietro de' Beati. La rupture politique provoquée par la libération de Lucques de la domination pisane puis par le départ de l'empereur fut transcrite à l'époque contemporaine dans le mode de conservation des archives du pouvoir exécutif urbain. En effet, lors de la réorganisation des archives de la commune réalisée au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les registres portant sur la période précédant juillet 1369 furent requalifiés d'*Anziani avanti la libertà*, alors que ceux portant de 1370 à 1799 reçurent la dénomination d'*Anziani al tempo della libertà*. Cette redistribution suivait en partie le mode de conservation ancien puisque les premiers actes étaient jusque-là conservés dans la cinquième armoire de la Tarpea ainsi que dans l'ancienne *Camera delle scritture* ou dans l'*Archivio dei notari*. Les actes concernant la période allant de 1370 à 1799 furent eux retrouvés dans la chancellerie du palais Saint Michel, qui fut la résidence du collège des Anciens durant ces quatre siècles<sup>24</sup>. La comparaison des deux derniers registres de la série des *Anziani avanti la libertà* concernant les délibérations et décisions de ce collège, dotés des numéros 45 et 46<sup>25</sup>, et des registres du même type de la série suivante<sup>26</sup> souligne les nombreuses modifications auxquelles est soumise la transmission de la mémoire politique de la commune à cette époque. Des processus d'uniformisation et de stabilisation de la mise par écrit des comptes rendus sont en effet utilisés, qui traduisent l'investissement des autorités de la commune dans cette question. Ainsi, alors que les registres de délibération de la série des *Anziani al tempo della libertà* concernent de manière quasi exclusive les réunions de ce collège, le registre 45 des *Anziani avanti la libertà* contient les comptes rendus de réunions

24 Salvatore Bongi, *Inventario del R. Archivio di Stato in Lucca* [1872-1888], Lucca, Istituto storico lucchese, 1999, vol. I, p. 121-122 et 154-156.

25 ASL, Anziani avanti la libertà, n° 45 et n° 46.

26 ASL, Anziani al tempo della libertà, Deliberazioni, n° 131 à 405.

du Conseil général, du Conseil des Cinquante, du collège des Anciens et des différentes *baliae* élues par les deux premiers conseils ayant eu lieu entre le 24 mars et le 13 juillet 1369. Le registre 46 apparaît lui comme un hapax au sein de cette série puisqu'il ne retranscrit que quelques séances du Conseil général, concernant toutes des revendications de communautés du *contado*, mais aucune du Conseil des Cinquante ni du collège des Anciens. On y trouve en majorité des documents politiques épars rassemblés de manière relativement aléatoire et couvrant la période allant du 24 mars au 9 juin 1369. De la même façon, on constate dans ces deux registres l'inexistence d'un formulaire unique dans les modes de retranscription ainsi que le caractère globalement sommaire de ces derniers : ainsi, dans le registre 45, les deux seules séances du Conseil général retranscrites le sont différemment : alors que le compte rendu de la séance du 28 mars contient le nom du podestat, le nombre d'Anciens présents ainsi que la mention d'un nombre suffisant de conseillers et celle de la présence d'invités, la retranscription de la séance du 24 mars est beaucoup plus succincte et n'apporte aucune de ces précisions. De même, ces deux registres mentionnent très rarement le nom des présents, alors que cela devient monnaie courante dans les registres des séries suivantes.

Ce travail de refonte des normes de mise en forme de la mémoire communale révèle également toute son importance dans les nombreuses tractations qui entourent les élections aux postes de chancelier. La lettre par laquelle l'empereur Charles IV nomme Pietro de' Beati chancelier de la commune souligne les liens de ce dernier avec l'empereur, et sa nomination apparaît être un moyen de contrôle de la vie publique lucquoise au même titre que la nomination du cardinal Gui de Boulogne comme vicaire impérial en Toscane. Dans le paragraphe introductif du premier volume des *Riformagioni pubbliche*, Pietro de' Beati se présente lui-même comme un proche de l'empereur en se qualifiant de familier, de délégué à la cour, et de compagnon de table de ce dernier :

*editas et compositas per me Petrum olim Thome de Beatis de Bononia publicum imperiali auctoritate notarium, familiarem, domesticum et comensalem serenissimi et invictissimi principis domini domini Karoli quarti divina favente clementia romanorum imperatoris semper augusti et Boemie regis illustris*<sup>27</sup>.

La lettre de Charles IV reproduite juste après confirme cette proximité :

*Karolus divina favente clementia romanorum imperator semper augustus et Boemie rex, honorabili Petro olim Thome de Beatis de Bononia, notario fideli et familiari et fideli suo dilecto ; gratiam suam et omne bonum. Fidelis dilecte habita consideratione*

<sup>27</sup> *Riformagioni della Repubblica di Lucca (1369-1400)*, vol. I, éd. cit., p. 73.

*ad tue fidei probatam constantiam et industriose conversationis puritatem quibus in conspectu maiestatis Cesaree claruisti, volentes te obinde specialibus gratiarum muneribus prevenire [...]*<sup>28</sup>.

Une autre lettre de Charles IV confirmant son immunité insiste sur le lien qui unit l'empereur au nouveau chancelier :

*Karolus quartus divina favente clementia romanorum imperator semper augustus et Boemie rex, nobili Petro olim Thome de Beatis de Bononia notario nostro publico, familiari, domestico et comensali quotidiano fideli dilecto, gratiam nostram et omne bonum. Tue virtutis et circumspectionis comprobata peritia ac constantis fidei laudata legalitas quibus erga nostram celsitudinem, cum literature speciositate, operosa diligentia et indefessis obsequiorum studiis claruisti nec dubium quin adaucte probitatis et virtutis stimullo valleas te imposterum reddere gratiorem merito nos inducant, ut personam tuam cesareis prosequamur favoribus et condignis favoribus accolamus ; volentes itaque premissorum intuitu de inata nobis benignitatis clementia tibi gratiam facere specialem te animo deliberato et ex certa sciencia in nostrum notarium fidelissimum et familiarem, domesticum quotidianum recipimus et aliorum notariorum nostrorum et familiarium domesticorum et comensalium quotidianorum nobilium honorabili collegio presentibus aggregamus [...]*<sup>29</sup>.

Mais la tâche s'avère rapidement trop lourde pour le seul Pietro de' Beati et la chancellerie de la commune est divisée en deux institutions distinctes au bout d'un an : la chancellerie des Anciens, la fonction la plus prestigieuse et la mieux rémunérée, et celle des conseils délibératifs urbains. Les tractations qui entourent la nomination à ce poste puis la mise de côté de Coluccio Salutati soulignent là encore le caractère éminemment politique de cette charge<sup>30</sup>. Dès le 31 août 1369, Salutati, qui est employé à la curie pontificale depuis 1368, probablement dans la section dirigée par son ami Francesco Bruni, est recommandé par Urbain V pour le poste de chancelier de la commune de Lucques. Un bref papal demandant de manière explicite la nomination de Salutati au poste de chancelier est à nouveau envoyé à Lucques le 9 février 1370, sans doute à la suite de recommandations d'un de ses puissants soutiens<sup>31</sup>.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>30</sup> Je remercie Laurent Baggioni pour l'éclairage qu'il a bien voulu m'apporter sur le passage de Coluccio Salutati à Lucques. Des informations très utiles peuvent être trouvées dans les articles suivants : Ronald G. Witt, « Coluccio Salutati, Chancellor and Citizen of Lucca (1370-1372) », *Traditio*, XXV, 1969, p. 191-216 ; Giorgio Tori, « Coluccio Salutati, Chancellor of the Republic of Lucca, and the Problem of the *Minute di Riformagioni pubbliche* (1370-71) », dans *The «Other Tuscany»...*, *op. cit.*, p. 111-122.

<sup>31</sup> Coluccio Salutati, *Epistolario*, éd. Francesco Novati, Roma, Forzani E. C. Tipografi del Senato, 1891, vol. I, p. 128 et 147.

Son élection ne se fait pourtant qu'au mois de juillet suivant, le 17 juillet 1371, grâce à l'appui de plusieurs des citoyens les plus éminents de la ville, et en particulier de Nino et Giovanni degli Opizi, Niccolasio Bartolomei ou encore Niccolò Diversi. La recommandation papale apparaît dans le texte d'ouverture du registre rédigé par Salutati et dans lequel sont conservés les comptes rendus des délibérations des conseils urbains du 1<sup>er</sup> août 1370 au 31 juillet 1371. On peut y lire en effet :

*factum, scriptum, editum et compositum per me Colucium quondam Pieri Colucii de Stignano lucanum civem, publicum apostolica auctoritate notarium imperialis auctoritate notarium et judicem ordinarium, et nunc cancellarium reformationum lucani Communis,*

ou encore :

142

*sub anno nativitatis dominice millesimo trecentesimo septuagesimo, indictione VIII, tempore sanctissimi in Christo patris et domini domini Urbani, divina providentia pape V, sacrosancte Romane ac universalis Ecclesie dignissimi summi pontificis, imperanteque invictissimo principe Karolo quarto, romanorum imperatore semper augusto et Boemie rege<sup>32</sup>.*

Le vote du 17 juillet aboutit à une importante réforme de la chancellerie urbaine puisque ses tâches sont désormais divisées en deux entre Pietro de' Beati qui devient chancelier des Anciens avec le salaire très élevé de 200 florins par an, et Coluccio Salutati qui prend en charge le poste de chancelier de la commune, aussi dit des *Riformagioni*, pour un salaire de 96 florins par an. Le chancelier des Anciens « *cujus officium sit super literis et provisionibus et mandatoriis cuiuscumque pecunie solvende per lucanum Comune et omnibus que fiunt per collegium dominorum Antianorum<sup>33</sup>* », se voit chargé des activités strictement liées au champ d'action exécutif et gouvernemental tel qu'il est attribué aux Anciens par les statuts urbains. Au sujet du chancelier de la commune, il est précisé :

*cujus officium sit super Consiliis et reformationibus et contractibus et aliis que fiunt ex officio dictorum dominorum Antianorum cum Consiliis et auctoritate Consiliariorum ; et officium provisorum, stipendiariorum et castellanorum, sargentum et solutionum stipendiariorum, et eos scrivendu et cassandi et aliorum ad ipsum officium spectantium<sup>34</sup>,*

32 *Riformagioni della Repubblica di Lucca (1369-1400)*, vol. II, Agosto 1370-Luglio 1391 e appendice, éd. Giorgio Tori, Roma, Accademia nazionale dei Lincei, 1985, p. 3.

33 *Riformagioni della Repubblica di Lucca (1369-1400)*, vol. I, éd. cit., p. 369.

34 *Ibid.*

ce qui le met en charge de la mise en forme de la parole de l'ensemble des organes délibératifs de la République et de toutes les réunions des conseils spéciaux ou des Anciens pour les cas où ils avaient reçu, par délégation, l'autorité de l'un desdits organes. L'élection de Coluccio Salutati se produit donc juste avant la mise à l'écart des familles nobles du pouvoir urbain, qui est rendue effective le 31 juillet 1370 par un vote du Conseil général, qui fait du nouveau régime lucquois un gouvernement « *al popolo* » où les nobles sont exclus des postes d'Anciens et de gonfalonier de Justice. L'éloignement du pouvoir des principaux soutiens de Salutati contribue à fragiliser rapidement sa position, phénomène qui révèle le caractère éminemment stratégique de son poste. Les problèmes de Salutati s'aggravent encore en novembre 1370, lorsque certains des nobles écartés du pouvoir en juillet, et en particulier Giovanni et Tommaso degli Opizi et Niccolò Diversi, se soulèvent contre la République et en sont donc bannis. Salutati n'est pas prolongé dans sa fonction, puisque le 22 juillet 1371, les Anciens nomment Ser Pietro Saraceni à son poste. Aussi, après avoir occupé quelque temps une position de premier consul à la cour des marchands, quitte-t-il définitivement la ville au début du printemps 1372, en février ou en mars au plus tard.

L'importance accordée aux fonctions de chancelier des Anciens et de chancelier de la commune apparaît enfin dans les conditions d'exercice décidées pour chacune d'elles lors de la réunion du 17 juillet 1371. La précision et la rigueur des mesures imposées montrent le désir des autorités de garantir le bon accomplissement de leur mission et en particulier la véracité et le sérieux de leurs retranscriptions en réduisant au minimum les délais, les étapes et les intermédiaires entre l'établissement d'un acte ou la tenue d'une réunion et sa consignation par écrit. Le chancelier des Anciens et son notaire, ou au moins ce dernier, devaient résider dans le palais des Anciens et y partager leurs repas<sup>35</sup>. Les notaires des deux chanceliers devaient consigner sur un registre l'ensemble des actes et des écrits entrant dans leurs compétences dans les dix jours suivant leur établissement. Le notaire des Anciens devait faire de même avec toutes les lettres les concernant ayant de l'importance, sous peine de perdre un mois de salaire. Et les chanceliers devaient faire attention à ce que lesdits écrits soient conservés dans un registre, comme indiqué, sous la même peine. Aucun des chanceliers ou des notaires ne pouvait s'absenter sans autorisation des Anciens sous peine d'une amende de 10 livres par absence. Et aucun ne pouvait accepter un autre emploi en plus de celui qu'ils occupaient, ou de préférence à celui-là,

35 « *Et dictus cancellarius dominorum Antianorum et eius notarius vel saltem eius notarius debeant facere residentiam in palatio dominorum Antianorum et debeant habere expensas, victus cum dominis Antianis et ad mensam ipsorum* » (*ibid.*).

sous peine de perdre leur office<sup>36</sup>. Enfin, lesdits chanceliers et notaires devaient être prêts à s'aider mutuellement dans les cas opportuns et devaient suivre en cela la volonté des Anciens<sup>37</sup>.

144

Cette grande attention portée par les autorités communales lucquoises à la mise en forme de la mémoire politique de leur ville grâce à la réorganisation complète de leur chancellerie s'inscrit dans un mouvement qui touche toute l'Italie de la fin du Moyen Âge, et en particulier les territoires contrôlés par la papauté et des villes comme Florence ou Milan. Toutefois, ce phénomène semble à Lucques s'intégrer dans une approche très concrète et stratégique du pouvoir qui reste à l'écart de la redécouverte des usages de l'histoire caractéristique de la nouvelle rhétorique politique mise en place à la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle par les plus grandes chancelleries de la péninsule, et en particulier par celle de Florence, sous l'influence de la réinvention de la culture antique. Aussi, malgré le fait qu'à Lucques comme à Florence, le thème de la liberté et le sens qui est accordé à ce terme soient le fruit d'un héritage guelfe commun, la célébration de l'unicité de la libération lucquoise et de son caractère fondateur d'une nouvelle ère pour la ville ne passe pas à Lucques par le recours aux comparaisons historiques ni, à vrai dire, par une réflexion théorique et morale sur la signification de l'événement. Ce dernier est décrit plus qu'analysé et son évocation semble plus destinée à rassembler la population autour du régime en reconstruction qu'à provoquer une réflexion sur son sens historique. Dans cet apparent dédain de l'usage de l'histoire dans l'écriture de sa liberté, Lucques apparaît dans une position assez originale par rapport à ses voisines.

#### UN LANGAGE POLITIQUE RESTÉ À L'ÉCART DU PHÉNOMÈNE DE RÉEMPLOI

La « faiblesse » historiographique lucquoise a déjà été soulignée à de multiples reprises par différents chercheurs, qui ont montré, d'une part, le faible nombre de chroniques produites dans la cité avant le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle, et d'autre part l'absence

36 « [...] et teneantur dicti notarii omnes scripturas et acta ad suum officium spectantia, posuisse et misisse in libro, infra decem dies proximos a die scripture firmate ; et similiter fiat et servetur per dictum notarium dominorum Antianorum de quibuscunque literis habentibus importantiam ad penam perditionis salarii unius mensis cuique ipsorum delinquentum ; et cancellarii predicti teneantur operam dare quod dicte scripture ponantur in libro, ut dictum est, sub simili pena ; et nullus predictorum cancellariorum et notariorum possit se absentare sine licentia dominorum Antianorum, ad penam librarum decem pro qualibet vice ; et non possit aliquis predictorum cancellariorum et notariorum habere vel recipere aliquod aliud officium ultra et preter officium supradictum, per se vel alium dicto tempore, ad penam perditionis supradicti officii » (*ibid.*, p. 371).

37 « Qui cancellarii et notarii teneantur ad voluntatem dominorum Antianorum invicem se juvare in casibus oportunis » (*ibid.*, p. 372).

quasi complète de mythes de fondation dans ces premiers récits<sup>38</sup>. La destruction par le feu, en 1822, de la bibliothèque de Francesco Maria Fiorentini<sup>39</sup>, très riche en manuscrits, nous empêche évidemment de nous faire une idée exacte et complète de l'ensemble de la tradition historiographique locale. Toutefois, le témoignage au xvi<sup>e</sup> siècle de Giuseppe Civitale, l'un des plus importants chroniqueurs de son temps, nous confirme qu'au moment où il écrivait, il n'existait plus de preuves tangibles permettant d'établir avec certitude les racines les plus anciennes de l'histoire de la ville<sup>40</sup>. Par ailleurs, les textes médiévaux qui ont subsisté ne font pour la plupart pas remonter leur récit au-delà du xi<sup>e</sup> siècle. En effet, le poème composé par Alessandro Stregghi probablement dans les années 1430, et ce qui semble être la version en prose de ce texte, mais qui nous a été transmis sous la forme de notes parcellaires d'une chronique en prose attribuée à un certain Alessandro Boccella et nommée *Historie Lucchesi*, prises au xvi<sup>e</sup> siècle par Giuseppe Civitale, sont les seules chroniques écrites avant le xvi<sup>e</sup> siècle qui abordent la fondation de Lucques en l'attribuant à un groupe de Troyens en exil. Le poème de Stregghi raconte que la ville aurait alors porté le nom d'Urilia et aurait été fondée par Artomone, un fidèle auquel Enée avait donné ce territoire en récompense<sup>41</sup>. Ses premiers habitants étaient donc essentiellement des nobles troyens en exil. Mais leur installation fut de courte durée car cette première fondation fut détruite par les descendants de Pélée venus de Pise. Le mythe veut qu'après ce premier acte manqué, des descendants d'Artomone, Vessilano et Catule, qui avaient fui à Rome, soient récompensés, avec leur plus jeune frère Mauro, de leurs loyaux services par le sénat romain qui leur accorda le droit de refonder leur cité d'origine sous le nom de Città de Tre Castelli. Cette dernière fut à nouveau détruite mais cette fois par Scipion, pour punir sa rébellion contre Rome. La ville est une troisième fois reconstruite, par deux frères, Énée et Polidame, récompensés eux aussi pour des services militaires

38 Michael E. Bratchel, *Medieval Lucca and the Evolution of the Renaissance State*, Oxford, Oxford University Press, 2008, p. 1-4 ; Eric W. Cochrane, *Historians and Historiography in the Italian Renaissance*, Chicago, University of Chicago Press, 1981, p. 119-121 et 224 ; Hansmartin Schwarzmaier, *Lucca und das Reich bis zum Ende des 11. Jahrhunderts: Studien zur Sozialstruktur einer Herzogstadt in der Toskana*, Tübingen, Niemeyer, 1972, p. 338-347.

39 Francesco Maria Fiorentini était un bibliophile lucquois du xvii<sup>e</sup> siècle dont la très riche collection de chroniques vulgaires est évoquée par Salvatore Bongi dans « Antica cronichetta volgare lucchese già della biblioteca di F.-M. Fiorentini », *Atti della R. Accademia lucchese di scienze, lettere ed arti*, 1893, p. 219-220.

40 « Ma se da qualche discreto o amorevole cittadino di Lucca fu raccolto de ricordi di quei tempi che di più avanti fossero stato scritti, così della fondatione come del nome di lei, si può tener per certo che le guerre, et le pesti, i rubbamenti, i sacchi, gl'incendii grandi et le revolutioni dello stato et simili rovine gl'hanno fatti disperdere et mandare a male » (Giuseppe Civitale, *Historie di Lucca*, éd. M. F. Leonardi, Roma, Istituto storico italiano per l'Età moderna et contemporanea, n° 1 et 4, 1983 et 1988, vol. I, p. 116).

41 Biblioteca Statale di Lucca, ms. 942, fol. 1r-21r.

rendus à Rome. Elle prend alors le nom de Lucques en l'honneur de deux nobles romains qui avaient aidé à sa reconstruction, Lucius Célius et Lucius Bibolus. Il s'agit donc du seul mythe de fondation qui apparaît dans les chroniques médiévales de la ville et il date du milieu du xv<sup>e</sup> siècle. Cette faible importance accordée au mythe de fondation est un trait original de l'historiographie lucquoise de la fin du Moyen Âge et contraste avec la situation du xvi<sup>e</sup> siècle car, comme le rappelle Michael Bratchel, l'idée que les développements futurs d'un peuple et son rôle historique étaient prédéterminés par le processus de fondation de sa ville apparaissait couramment dans l'historiographie médiévale italienne. De même, les premiers moments de la Renaissance développèrent le point de vue que les fondateurs d'une ville laissaient des caractéristiques indélébiles sur tous ses futurs habitants. Les raisons de cet apparent désintéret lucquois pour les mythes de fondations sont sans doute multiples. Michael Bratchel cite l'absence d'une rivale qui aurait nécessité de justifier sa supériorité par une plus grande antiquité, l'ambiguïté politique et constitutionnelle de la ville, ou encore la permanence des formes de l'État républicain lucquois au xv<sup>e</sup> siècle, quand ses voisins, et en particulier Florence, se lancent dans une régionalisation qui appelle des justifications par l'histoire.

De manière tout à fait révélatrice, la chronique de Giovanni Sercambi ne commence qu'au xii<sup>e</sup> siècle, en 1164 précisément, avec la description *in medias res* du conflit entre l'empereur Frédéric Barberousse et les communes lombardes, et se désintéresse totalement des racines du passé lucquois. L'œuvre de Sercambi est beaucoup plus ancrée dans la réalité contemporaine de son auteur et révèle une tentative passionnante de lire l'histoire urbaine au travers du prisme de l'asservissement puis de la libération lucquoise dont il fut un témoin direct. En effet, dans le premier chapitre de ses chroniques sur l'histoire de la ville de Lucques, Sercambi, qui a commencé à écrire son ouvrage peu après l'arrivée de Charles IV dans la ville, en 1368, annonce le plan de la première partie de son texte en indiquant « *avendomi posto in chuore far di questo libro principio in du luoghi ; e primo come Luccha perdeo sua libertà, secondo quando tale libertà si riebbe*<sup>42</sup> ». Sercambi fait donc de la perte de la liberté la césure marquante de l'histoire de Lucques et, si l'on peut dire, sa matrice. Par ailleurs, et de façon tout à fait passionnante, il situe cette rupture tragique non pas en 1328, à la mort de Castruccio Castracani, mais en 1313, date de la prise de pouvoir d'Uguccone della Faggiuola à Pise, ce dernier étendant son autorité sur Lucques dès 1314. Il annonce donc une première partie allant de 1164 à 1313 et une seconde de 1313 à 1400. Mais Sercambi ne justifie pas cette date par la rivalité croissante avec Pise et, d'ailleurs, Uguccone est chassé de Lucques dès 1316

<sup>42</sup> Giovanni Sercambi, *Chroniche*, éd. cit., p. 3.

au profit de Castracani, seigneur certes, mais lucquois, puisqu'il appartenait à la célèbre famille gibeline des Antelminelli. C'est le changement du pouvoir urbain à l'intérieur de Lucques – qui passe du guelfisme au gibelinisme sur le plan de la politique extérieure et d'un gouvernement de *popolo* à une seigneurie – plus que l'éphémère première domination pisane qui justifie aux yeux du chroniqueur cette partition. Le choix de Sercambi de situer la grande césure de l'histoire lucquoise en 1313 pose donc évidemment la question du sens que cet auteur attribue au concept de liberté. En effet, comme cela a été parfaitement montré par de nombreux auteurs depuis les articles classiques de Nicolai Rubinstein sur la liberté et sur le constitutionnalisme florentin<sup>43</sup>, à cette époque le concept de *libertas* hérité du Moyen Âge a deux acceptions assez différentes l'une de l'autre. Il désigne en effet depuis le XII<sup>e</sup> siècle et la lutte opposant les communes lombardes à l'empereur Frédéric Barberousse l'indépendance et l'auto-gouvernement des villes, ou encore leur autonomie tant régionale qu'internationale. Mais l'apparition et le développement des seigneuries dans la seconde moitié du XIII<sup>e</sup> siècle, en Lombardie puis dans toute l'Italie, ont favorisé l'élaboration d'un second sens pour le concept de *libertas* qui désigne désormais également le gouvernement républicain par opposition à l'arbitraire tyrannique des seigneuries. Et l'expression « *popolo libero* » visait à la fois les peuples indépendants de tout pouvoir étranger et ceux qui n'étaient pas gouvernés par un pouvoir seigneurial. Lorsque Giovanni Sercambi commence à écrire sa chronique au moment même où l'empereur Charles IV est en train de libérer sa ville de la domination pisane, il semble donc établir un lien entre ces deux acceptions du terme *libertas*. Il évoque d'ailleurs la perte de cette dernière par la ville de Lucques moins comme une rupture brutale que comme un processus de moyenne durée qui prendrait sa source dans le changement politique à la tête de la République, pour culminer avec la prise de pouvoir pisane. Dans ce contexte, le choix de faire débiter sa chronique par le conflit de 1164 durant lequel fut élaborée cette notion de *libertas* peut être interprété comme une manière de mettre en valeur le combat particulier que mena la ville de Lucques pour sa défense, en l'inscrivant dans la continuité de la lutte glorieuse entre les communes italiennes et l'empereur abusif.

Dans ce texte, l'idée que la libération de la domination pisane est une rupture fondamentale dans l'histoire de la ville semble par ailleurs largement partagée par la population. Le thème de la *libertas* y apparaît dans la bouche de nombreux acteurs lucquois, à commencer par l'auteur lui-même qui choisit, dans l'adresse

43 Nicolai Rubinstein, « Florentina libertas », *Rinascimento*, 2<sup>e</sup> série, 26, 1986, p. 3-26 ; *id.*, « Florentine Constitutionalism and Medici Ascendancy in the Fifteenth Century », dans Nicolai Rubinstein (dir.), *Florentine Studies. Politics and Society in Renaissance Florence*, London, Faber and Faber, 1968, p. 442-462.

de la seconde partie de son premier volume – beaucoup plus développée que celle de la première –, après avoir honoré Dieu, la Vierge Marie, la Sainte Église, le pape Urbain V et l'empereur Charles IV, d'écrire « *a honore, stato et mantenimento della ciptà di Luccha, suo contado, distrecto et forza, e della sua dolcissima libertà*<sup>44</sup> ». Par ailleurs, de nombreux épisodes soulignent la diffusion de ce thème parmi la population : ainsi, au retour de l'empereur de Rome, un citoyen, Davino Castellani, lui adresse une pétition demandant la libération de la cité, sous la forme d'une personnification en vers de cette dernière : « *Luccha i'sono che a voi io parlo [...] ch'i o sofferta ch'è peggio che morte, pero vi prego forte Che a questo punto io sia deliberata*<sup>45</sup> ». Sercambi décrit la Semaine sainte de l'année 1369, qui précède la décision du 5 avril et le diplôme du 8, comme une longue et fervente procession vers la liberté à laquelle l'ensemble de la population est associé. « *Ora comincia Lucha a prosperegiare e a darsi piacere del buon principio*<sup>46</sup> ». Tous passent ensuite « *tucta la settimana santa in fine alla Pasqua, lodando Idio, dicendo orationi et salmi et laude, acciò che Dio traesse di servitù tale cita*<sup>47</sup> ». Le dimanche de Pâques, les Lucquois, « *donne et homini, che in fine a quel dì erani stato sotto il giogo della servitù* » décident de « *prendere alcuno piacere infine al vernadi cioè a dì 6 d'aprile... l'octavo della crocie*<sup>48</sup> » et ce jour là se produit la libération tant attendue dont Sercambi, un témoin direct des événements, affirme clairement qu'elle fut complète, inaugurant ainsi l'interprétation des faits qu'adopta ensuite l'historiographie lucquoise, qui choisit de manière unanime de dater d'avril 1369, et non du départ du cardinal Gui de Boulogne un an plus tard, la liberté de la ville. « *Et questa liberagione fu pienissima [...]. Della quale liberagione il commune di Luccha è ciptadini di quella, di che grado, conditione o stato fuse, fu molto contento*<sup>49</sup> ». Sercambi y voit la main providentielle de Dieu exauçant les prières continues de ses fidèles. Une fois la liberté de Lucques proclamée, Charles IV lance une expédition punitive contre Pise « *al quale bando cavalcò tucto il populo di Luccha* » selon Sercambi<sup>50</sup>, ce qui confirme l'enthousiasme du peuple lucquois vis-à-vis de la politique impériale.

Cet unanimisme populaire en faveur de la libération de la ville est aussitôt transcrit par les autorités dans une série de mesures symboliques visant à favoriser l'adhésion de tous au nouveau régime en train de se construire : incision du slogan *libertas* sur le blason de la commune, création d'une fête de la liberté, le deuxième dimanche de la Passion, et érection d'un autel dans la cathédrale

44 Giovanni Sercambi, *Chroniche*, éd. cit., p. 63.

45 *Ibid.*, chap. 187, p. 155.

46 *Ibid.*, chap. 192, p. 162.

47 *Ibid.*

48 *Ibid.*

49 *Ibid.*, chap. 193, p. 163.

50 *Ibid.*

dédié à « *Christus liberator* », qui montrent que la joie d'avoir reconquis leur autonomie était partagée par tous les citoyens de la ville<sup>51</sup>. Est également mis en place un serment prêté par tous les citoyens tous les mois de janvier, dans les mains du gonfalonier de Justice, qui dit :

*Juret quilibet ad sancta dei evangelia tactis corporaliter scripturis quod erit fidelis legalis et rectus ad popularem et bonum et pacificum statum civitatis lucani et ad eius libertatem et non pati vel consentire quod ipse status vel libertas subiciatur vel minuiatur vel eis in aliquo derogetur et observare juramenta populi lucani sancta super conservatione dicti status et libertatis et de Confaloneriis et pennoneriis. Et si sciverit aliquam personam que contra popularem statum et libertatem faceret et tractaret suis abloqueretur illam personam et causam et excessum quamcitiuis poterit revelabit et notificabitur vexillifer justitie et dictis dominis antianis vel podestati lucani. Et quod non evitabit mortem pro defensione dicte libertatis et popularis status*<sup>52</sup>.

Les nouveaux pouvoirs urbains associent donc la célébration de cette liberté nouvelle à celle de la forme populaire de la République restaurée afin de favoriser l'adhésion à cette dernière.

Ainsi, les symboles de l'oppression sont peu à peu détruits et remplacés par ceux du nouveau pouvoir en train de se construire. Quand le cardinal Gui de Boulogne quitte la ville le 26 mars 1370, Sercambi raconte par exemple que le peuple dans son ensemble procède à la destruction de l'*Augusta*, ancien palais impérial et ancienne forteresse des garnisons pisanes puis impériales, symbole de la domination haïe :

*disponendosi i ciptadini a uno volere che il castello dell'Agosta si mandasse per terra, considerato che quello era stato cagione che Lucca e Luchesi erano stati suiecti et soctoposti piu di 48 anni. [...] Non rimase homo né femina grande né piccolo, che non montasse in su le dicte mura... Molti d'allegrezza lagrimavano et molti parevano macti et fuor di loro... intantoche li pareva essere nel secondo paradizo ; chi dicea 'omai non curo morte, poichè tal libertà ho veduta'*<sup>53</sup>.

Deux dessins accompagnent ce texte dans le manuscrit qui a été conservé : l'un où l'on voit le cardinal s'éloigner tandis que deux ouvriers mettent la forteresse à bas, l'autre où ce sont des moines qui se chargent de ce travail, témoignant de l'unanimité de la population sur le sujet. Ce récit est *grosso modo* confirmé par une décision du Conseil des Trente-Six, datée du 3 avril 1370, de détruire ce

51 Emilio Cristiani, « Le premesse della liberazione di Lucca dalla dominazione pizana », art. cit., p. 31.

52 ASL, Statuti del Comune di Lucca, n° 7, fol. 2v.-3r.

53 Giovanni Sercambi, *Chroniche*, éd. cit., chap. 225, p. 188.

« nid de la tyrannie<sup>54</sup> ». Les chroniques comme les sources normatives donnent donc l'image d'une unanimité de la population autour de la liberté retrouvée, entendue comme utilité et patrimoine commun. Même l'adresse des statuts de 1376 de la *Corte de Mercanti* fait référence à la liberté communale en l'associant à la bonne santé des marchands lucquois « *a pacifico e tranquillo stato del populo et comune di Lucha et della libertà di quella et ad acrescimento et buono stato de Mercadanti et della mercadantia della città di Luccha*<sup>55</sup> ». De manière tout à fait éclairante, l'indépendance régionale et le républicanisme politique étaient ainsi associés à la reconstruction économique pour le bien commun de la ville.

150

Nous constatons toutefois, aussi bien dans la *Chronique* de Sercambi que dans les textes émanant des autorités urbaines et concernant la question de la liberté, que l'attention reste focalisée sur les événements en cours et laisse de côté les comparaisons historiques ou les références au passé. Les autorités urbaines insistent en effet sur la reconstruction et semblent s'affranchir de tout modèle préexistant. Ainsi, les comptes rendus des séances les plus importantes tenues par les conseils urbains lors du premier semestre 1370 n'évoquent le passé de la commune que de manière très succincte. Le 2 février, alors que le Conseil général réfléchit au redécoupage administratif et politique de la ville, le passé n'est évoqué que pour souligner le fossé qui le sépare de la situation présente et les années de trouble causées par la domination pisane sont abordées de manière particulièrement allusive et édulcorée :

*Cum dudum a nostris patribus et antiquis dum Civitas lucana poppolata esset et multitudine aggregata, sortita et denominata esset per quinque portas, et successu temporum propter vices varias et infortunia eadem Civitas sit maxime diminuta et multimode variata [...]*<sup>56</sup>.

Le 31 juillet, lors de la séance qui voit l'exclusion des nobles du pouvoir exécutif urbain et la redéfinition du régime comme gouvernement « *al popolo* », la tradition est cette fois-ci mentionnée comme un modèle, mais de manière très abstraite et sans qu'aucun détail concret ne soit évoqué :

*El qual modo cum vostra reverentia e coreptione par che questo lo più salutifer fusse zo e che secondo li moderni e antichi modi e usanze delaltre buone terre in libertà et a popolo vivanti cossi li vostri cittadini ali quali la presente materia del dover vivere e giurare a popolo sia e de rasone affecta, se fazano senza indugio a*

<sup>54</sup> *Riformagioni della Repubblica di Lucca (1369-1400)*, vol. I, éd. cit., p. 271.

<sup>55</sup> *Lo Statuto della Corte dei Mercanti in Lucca del 1376*, éd. Augusto Mancini, Umberto Dorini et Eugenio Lazzareschi, Firenze, Olschki, 1926, livre I, p. 9.

<sup>56</sup> *Riformagioni della Repubblica di Lucca (1369-1400)*, vol. I, éd. cit., p. 208.

*popolo e sotto vocabolo e nome de popolo zurare e sotto quello vivere et in unitade et fraternitade manternerse [...]»<sup>57</sup>.*

Dans la *Chronique* de Sercambi, il semble que la description prenne le pas sur l'analyse et que la force des événements rende inutile toute mise en perspective historique explicite. L'auteur lucquois privilégie la plupart du temps les réflexions factuelles aux développements théoriques. Ainsi, quand il réfléchit sur la forme du gouvernement de sa cité, en particulier dans l'opuscule qu'il écrit entre 1392 et 1400 pour la famille Guinigi dans leur marche vers le pouvoir, Sercambi conserve une approche très concrète de la question en s'intéressant aux mesures tangibles que les Guinigi devraient adopter pour s'assurer de la continuité de leur gouvernement. Il analyse donc en quelques pages les aspects militaires, économiques, fiscaux et politiques de cette domination en adoptant une démarche de bon sens, mais il délaisse complètement la question de la légitimation du régime et de l'élucidation de sa forme institutionnelle. Ses principaux conseils concernent l'organisation de la défense militaire du territoire, la mainmise sur les principales magistratures de la ville et en particulier sur la nomination des Anciens, les différentes manières de circonvenir les ennemis politiques de la famille en exilant les plus dangereux et en soudoyant les autres, le contrôle des déplacements des artisans afin d'éviter qu'ils ne quittent la ville et n'affaiblissent ainsi son industrie soyeuse, la mise en place d'une politique protectionniste pour favoriser l'économie urbaine, et enfin la réorganisation des finances de la commune<sup>58</sup>.

C'est finalement chez Coluccio Salutati que nous pouvons lire les lignes les plus imprégnées de références historiques sur la libération de la ville. Il envoie ainsi de Viterbe, le 26 avril 1369, une lettre à Niccolosio Bartolomei, qu'il désigne comme son « ami ». Ce dernier, fils de Gardo Bartolomei, un riche marchand lucquois, qui avait consacré une partie de sa fortune à la fondation d'une Chartreuse à Farneta, sur le territoire de Lucques, était à la fois marchand et banquier (il prête avec d'autres compatriotes 150 000 florins d'or à Édouard III d'Angleterre en 1339). Il avait développé par ailleurs des liens d'amitié très forts avec certains des plus grands humanistes du temps : Pétrarque, Boccace et donc Salutati. Dans cette lettre, écrite sous le coup des événements, Salutati célèbre la libération de Lucques en mettant en valeur le rôle de l'empereur dans cette action glorieuse, mais aussi celui de Niccolosio Bartolomei et des plus éminents citoyens lucquois. Salutati souligne particulièrement le caractère historique,

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 381.

<sup>58</sup> Giovanni Sercambi, « Nota ai Guinigi », dans Giovanni Sercambi, *Chroniche*, vol. III, éd. cit., p. 397-407.

pour Lucques et pour le reste de l'Italie, de cette émancipation qu'il n'hésite pas, pour en souligner l'unicité, à comparer à d'autres libérations retentissantes, et en particulier à celle des Hébreux d'Égypte et à celle de Jérusalem que suit la reconstruction du Temple. Dans les deux cas, Salutati choisit de dresser des comparaisons avec des épisodes particulièrement connus de l'Ancien Testament, qui permettent de mettre en exergue le rôle joué par Dieu dans la libération lucquoise et donc de rappeler la faveur divine dont jouissent à la fois l'empereur Charles IV et la ville de Lucques, qui est comparée une fois à Jéricho et plusieurs fois à Sion. L'ensemble de la lettre de Salutati est donc construit autour de références historiques et religieuses répétées, empruntées d'une part à l'Antiquité romaine (en particulier quand il évoque l'empereur, qualifié classiquement de César, d'Auguste et d'*imperator* – le terme qui désigne les généraux victorieux à Rome<sup>59</sup> – mais également quand il cite Cicéron) et d'autre part à l'Ancien Testament (avec l'évocation de la fuite d'Égypte, de la reconstruction du temple, des trompettes de Jéricho ou encore la citation du psaume 102). Ces renvois visent à mettre en valeur l'événement en rehaussant son importance par leur prestige. Salutati privilégie également un emploi paradoxal des comparaisons puisque, dans la plupart des cas, elles lui servent justement à affirmer l'unicité de la libération lucquoise :

*Legi multa fateor : liberationem Israel de Egypto et maris Rubri mirabilem transitum ; restitutiones Ierusalem atque templi ; mirabilia illa quidem et, iudicio meo, summe fuerunt alacritatis et gaudii ; sed nescio an maiora nostris gaudiis fuerint*<sup>60</sup>.

Mais c'est surtout dans la lettre qu'il écrit à Francesco Guinigi le 7 décembre 1374 que le fossé qui sépare son mode d'écriture de celui de Sercambi se révèle pleinement<sup>61</sup>. En effet, Salutati, désormais installé à Florence, profite de l'occasion offerte par une visite de celui qui est alors l'un des plus puissants marchands de Lucques pour lui prodiguer toute une série de conseils politiques pour la prise de contrôle de sa ville et pour lui recommander quelqu'un. À l'inverse de ce que fera Sercambi près de vingt ans plus tard, Salutati appuie son discours sur une réflexion morale et théorique sur le pouvoir et utilise de multiples références historiques, pour la plupart puisées dans l'histoire et la mythologie grecque et romaine, pour prouver ses dires. La dimension concrète

59 « [...] in hoc laudes invictissimi atque serenissimi cesaris, Karoli quarti » et « Ecce loquar audacter : que civitas Italie contra imperatorem rebellior ? que parti cesariene infestior ? », ou encore : « Uno hoc opere augustus cunctos admonuit cesareum esse non ad servitutem reducere, sed populos liberare [...] » (Coluccio Salutati, *Epistolario*, vol. I, éd. cit., p. 89-91).

60 *Ibid.*, p. 89.

61 *Ibid.*, p. 190-198.

qui définit au contraire le texte de Sercambi tient une part bien moindre dans la lettre du futur chancelier florentin. Les références historiques jouent ici un double rôle : elles servent en premier lieu à mettre en valeur Guinigi, en lui permettant de se ranger aux côtés des plus illustres héros de la République romaine, et en particulier de Brutus, Manlius et Camille, trois défenseurs de sa liberté :

*Romane libertatis auctor est Brutus, defensor Manlius, pugil confirmatorque Camillus. Si horum trium titulorum singulus tantum tres maximos duces romani imperii singulos insignivit, quo famosi in nostra secula pervenere, quid de te sperare debemus, quem solum hec omnia complexum esse cognoscimus*<sup>62</sup> ?

La comparaison tourne même paradoxalement à l'avantage de Guinigi qui a réussi l'exploit de s'illustrer alors même que la ville de Lucques est d'importance moyenne :

*Sed fame veterum non detrahamus, et illos, quia in magna et omnium urbium urbe bene se habuisse contigit, sine invidia relinquamus, dum tamen hoc illorum pace dictum sit, et neminem et opere et consiliis sue reipublice, quam te tue, vel utiliore vel promptiore extitisse sine molestia fateantur ; et, si Romanorum auspiciis res Lucana procederet, non minus quam eorum aliquem monumentis hystorie celebrandum*<sup>63</sup>.

Mais ces références proposées par Salutati doivent également servir de modèle et d'émulation au Lucquois et l'encourager à faire aussi bien, sinon mieux, que ces illustres figures. Le ton de Salutati prend alors clairement une dimension morale, complètement absente du texte de Sercambi qui préfère en rester à des conseils d'ordre purement tactique :

*Maiores quidem quam cogites restant. Inexpertis nempe solum ignorant quanta quoticepsque sit bellua quaecunque, licet parva, respublica, cum tamen in qualibet sint multi mortales, varia ingenia dissonaeque sententiae*<sup>64</sup>.

L'exemple historique prend alors valeur d'*exemplum* :

*Que nedom optanda non sunt, sed remis velisque fugienda, quanquam corruptis moribus preclara hec et summe potentie vires esse credantur. Quod considerans Tiberius cesar, cum ad imperium evocatus esset, et diu illud inire multis admirantibus retardaret, corripientibus eum nonnullis, lupum auribus se tenere respondit, quippe animal illud, cum ferum sit, nulla magis injuria furit et in rabiem concitatur,*

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 191.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 192.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 193.

*quam si auribus teneatur, adeo ut etiam illi, quos consueto domuerit innocuosque reddiderit, huius detentionis molestia feritatem iam dimissam recalentem et fervidam resumere compellantur*<sup>65</sup>.

Comme l'a montré Ronald Witt, Salutati s'était même efforcé à une occasion d'imprégner les techniques de la chancellerie lucquoise de ce souci constant de l'utilisation de l'histoire pour la compréhension et la célébration des événements présents. En effet, à l'occasion de la retranscription dans le registre des délibérations des conseils urbains de la séance du 13 novembre 1370, au cours de laquelle avait été élu un groupe de citoyens chargés de la réforme des statuts urbains, Salutati développe une réflexion théorique qui semble personnelle<sup>66</sup> sur la nécessité des lois pour réguler les sociétés humaines depuis le péché originel<sup>67</sup>. Après avoir établi la supériorité du droit romain dont témoigne la domination universelle de l'Empire qu'il favorisa :

154

*Romanus populus olim mundi princeps rerumque et hominum dominator et Victor, qui facile omnium hominum ita in legum editione sicut armorum gloria, diligentiam superavit cum a principio decem tabularum mox duodecim ordinatione videretur esse contentus, tot populi constituta, tot plebis scita, tot senatus consulta, tot edicta pretorum, tot prudentum responsa pro lege recepit quod vix quinquaginta librorum volumina, resecatis superfluis, potuerunt omnia continere*<sup>68</sup>,

Salutati affirme l'obligation dans laquelle se trouve Lucques de modifier ses statuts afin de purifier le nouveau régime de la souillure laissée par la domination pisane :

*Postquam vero cum penitus libertate lucanorum extincta civitas tyrannorum arbitrio regeretur imo, ut veriori utamur vocabulo, premeretur, nunc externos nunc domesticos experta duces imo durissimos oppressores, et demum sub deflenda ac horribili tirranide pisanorum, sub servitute detestabili teneretur, post tot annorum curricula, leges non ut decuit equabilitate civili, sed tyrannorum cupidine condebantur*<sup>69</sup>.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 194.

<sup>66</sup> Outre le caractère unique de ce développement, le fait qu'il ne soit pas introduit comme représentant l'avis de l'un des conseillers ou de l'un des invités présents ce jour-là, contrairement aux autres propositions, ainsi que la référence au pape Urbain V, protecteur de Salutati, comme libérateur de la ville aux côtés de Charles IV, peuvent nous laisser penser qu'il s'agit d'un texte écrit *a posteriori* par Salutati pour accompagner et justifier les mesures concrètes votées lors de la réunion du Conseil général.

<sup>67</sup> Ronald G. Witt, « Coluccio Salutati, Chancellor and Citizen of Lucca (1370-1372) », art. cit., p. 204-208 et 214-216 ; *Riformagioni della Repubblica di Lucca (1369-1400)*, vol. II, éd. cit., p. 96-99.

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 98.

Le texte est donc l'occasion pour Salutati de réaffirmer la grandeur de la liberté lucquoise ainsi que de l'empereur Charles IV et du pape Urbain V qui l'ont favorisée :

*Postquam autem libertatis splendor effulsit et invictissimi ac clementissimi principis Karoli quarti, divina favente clementia Romanorum Imperatoris semper augusti et Boemie regis ac liberatoris nostri, annitente beatissimo in Christo patre et domino, domino Urbano, divina providentia papa quinto, fundatore nostre libertatis ac auctore precipuo, singularissimo beneficio constituta libertate lucana, per reverendissimum in Christo patrem et dominum dominum Guidonem episcopum Portuensem, Romane Ecclesie cardinalem, eadem libertas, divino prorsus miraculo confirmata est*<sup>70</sup>,

mais aussi de participer à l'élaboration du mythe de la tyrannie pisane en dénonçant de manière virulente la domination exercée sur Lucques par sa voisine :

*Abolenda sunt omnia quibus illius deflendi temporis memoria renovatur, quibus illa imperpetuum servitutis horrenda conditio contra lucanum populum armabatur et omne denique pisani nominis monimentum, quicquidve oppressoribus illis coacta civitas suis olim legibus tribuebat, prerogative, commodi vel honoris*<sup>71</sup>.

Il s'agit là d'un cas quasi unique dans les registres des *Riformagioni pubbliche* où Salutati mêle élégance rhétorique et références antiques pour développer une réflexion théorique de nature philosophique sur le rôle des lois et leur nécessité. À cette occasion, il s'efforce une nouvelle fois de construire la liberté de 1369 comme événement historique, en l'opposant au contre-exemple de la tyrannie pisane. Mais cette tentative fait long feu : ce texte qui prenait pourtant la forme d'un préambule n'est pas repris en tête des statuts publiés en 1372 et Salutati lui-même se plaint dans des lettres privées de l'ennui de sa tâche de chancelier, soulignant bien le faible nombre de satisfactions intellectuelles qu'il y trouve et le peu de liberté qui lui est laissé par les autorités de la ville, finalement peu intéressées par ses talents de rhéteur et d'humaniste<sup>72</sup>.

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> Coluccio Salutati, *Epistolario*, vol. I, éd. cit., p. 130-134. Dans la lettre qu'il envoie à son ami Tancredi Vergolesi le 24 octobre 1370, il se plaint, outre de l'ampleur de sa tâche et de ses horaires excessifs, du fait que les Anciens semblent peu intéressés par l'élégance rhétorique et qu'il en est réduit à désapprendre (« *dediscere* ») l'art d'écrire de belles lettres : « *At instabis : nonne pro varietate rerum multa dictanda multaue referenda contingant, quibus, Etsi non legens, saltem te scribens exerceas ? Fatebor ingenue ; sed tum propter scribentium aures, tum propter illorum, ad quos scribitur, Mideas aurículas, nedum ut discam exerceor, sed ut dediscere coner importune compellor. Quos enim vulgo dabis, quibus stilus ille solidus, sucosus et elegans placeat ?* ».

Dès 1369, la libération par l'empereur Charles IV de la ville de Lucques est établie par les autorités de cette ville comme l'événement fondateur de la République à reconstruire. Dans cette optique, la chancellerie de la ville est entièrement réagencée afin de mieux répondre aux besoins de la commune en terme de mise en forme de sa mémoire politique et de conservation de ses archives. Malgré cela, les autorités de la ville de Lucques comme ses principaux chroniqueurs sont restés globalement à l'écart du mouvement qui caractérise bon nombre des villes de la péninsule italienne de la fin du Moyen Âge et qui voit une utilisation de plus en plus massive de l'histoire dans la construction du langage politique. Bien loin de s'appuyer sur un discours historique et d'en tirer *exempla* et anecdotes édifiantes pour nourrir un propos théorique et moral sur le rôle et le destin de leur ville, les auteurs lucquois choisissent le plus souvent d'en rester à une approche concrète et stratégique de la politique. Leur utilisation de la libération de 1369 comme fondement d'une nouvelle ère pour la République restaurée se traduit donc par une forme de dédain vis-à-vis des références au passé et par un regard orienté vers les réformes pratiques et résolument tourné vers le futur, même s'il ne renonce pas à convoquer la tradition, par exemple dans le domaine économique. Mais surtout, au delà de l'événement de la libération de 1369, c'est le moment de la domination pisane qui est construit comme une rupture profonde et qui empêche *de facto* tout recours à un passé irrémédiablement détruit. En 1430 au contraire, la seigneurie de Paolo Guinigi est interprétée comme une parenthèse sur laquelle il s'agit de passer au plus vite. La libération de ce pouvoir tyrannique, pourtant célébrée par la population d'après la chronique d'Alessandro Boccella, disparaît quasiment des sources et la République s'efforce de reprendre le cours de son existence là où elle l'avait laissé trente ans plus tôt. L'histoire apparaît une nouvelle fois peu convoquée, car il s'agit de passer sous silence un événement jugé peu glorieux de l'évolution du régime et d'insister au contraire sur la continuité de ce dernier et sur le maintien de sa forme républicaine, à un moment où la plupart des rivales de la ville passent sous domination seigneuriale. En 1430, la liberté est donc mise au second plan des préoccupations de la mémoire politique et apparaît presque comme un non événement.

UNIONE, LIBERTÀ, «AZENDA»:  
NOTE SUL LINGUAGGIO DELLA POLITICA GENOVESE  
NEL CINQUE-SEICENTO

Carlo Bitossi

Nelle pagine seguenti presento alcune riflessioni su tre parole chiave del lessico politico repubblicano genovese del Cinque-Seicento: unione, libertà e «azienda». Il repubblicanesimo in questione è quello dell'età successiva al 1528, ed esprime la cultura politica del regime oligarchico sorto dal compromesso politico realizzato in quell'anno, che collocò per oltre un secolo e mezzo Genova in simbiosi con il sistema imperiale ispano-asburgico. La repubblica oligarchica sopravvisse alla fine di quel sistema di relazioni internazionali e cadde soltanto nel 1797. Ma in questa sede non viene preso in considerazione il Settecento politico genovese<sup>1</sup>.

Per quanto riguarda il vocabolario istituzionale la svolta del 1528 segnò il passaggio dal *Commune Ianuae* alla *Respublica genuensis*: sebbene ci si riferisca abitualmente alla Genova dei secoli precedenti come a una repubblica, solo nel 1528 essa prese questo nome. Il cambiamento di denominazione non alterava la sostanza del rapporto tra la capitale, la Dominante, e il Dominio, di Terraferma e di Corsica: la *Respublica genuensis* restava uno stato cittadino, nel quale Genova aveva un ruolo e uno statuto privilegiati<sup>2</sup>.

L'architettura istituzionale della repubblica fissata dalle leggi dell'ottobre 1528 (le *Reformationes novae*) fu modificata sotto alcuni, anche importanti, aspetti, ma non interamente, nel 1576, con le leggi nuove (*Leges novae*), dette anche leggi di Casale: esito dell'ultimo conflitto armato tra le fazioni cittadine<sup>3</sup>.

- 1 D. Puncuh (dir.), *Storia di Genova. Mediterraneo Europa Atlantico*, Genova, Società ligure di storia patria, 2003, in particolare A. Pacini, «La repubblica di Genova nel secolo XVI», p. 325-390; C. Bitossi, «L'antico regime genovese, 1576-1797», p. 391-508; G. Assereto e M. Doria (dir.), *Storia della Liguria*, Roma/Bari, Laterza, 2007.
- 2 Gli antecedenti costituzionali medievali in V. Piergiovanni, *Lezioni di storia giuridica genovese. Il Medioevo*, Genova, Ecig, 1984.
- 3 R. Savelli, *La repubblica oligarchica. Leggi istituzioni e ceti a Genova nel Cinquecento*, Milano, Giuffrè, 1981.

Due, nelle leggi del 1528, i tratti da sottolineare particolarmente: (1) l'istituzione di un *Liber civilitatis* (dagli anni '80 del Cinquecento rinominato *Liber nobilitatis*), ovvero un ruolo di tutti i membri del ceto dirigente, da allora in poi definito complessivamente come nobiltà; (2) l'attribuzione della carica di doge per un solo biennio e non a vita, come nel periodo precedente, dal 1339 al 1528. All'epoca dei dogi perpetui subentrava quella dei dogi biennali. Non solo le fazioni dei *nobiles* e dei *populares* confluivano in un solo ceto di governo, ma la suprema carica della repubblica doveva essere ricoperta a rotazione e per breve tempo da un esponente di spicco del ceto dirigente unificato. All'epoca delle lotte fazionarie per occupare il vertice del potere cittadino succedeva l'epoca della pacifica condivisione di quel potere da parte di una élite finalmente solidale.

La svolta del 1528 comportava inoltre il ripristino dell'indipendenza genovese, la *libertas*, dopo la sequenza di sottomissioni ai duchi di Milano e ai re di Francia che avevano intervallato il regime dei dogi perpetui. Nel 1528 la svolta nella politica interna genovese si abbinava pertanto a una svolta nella politica estera: Genova passava dall'orbita di Francesco I a quella di Carlo V<sup>4</sup>. La ragione di fondo di quella scelta da parte dell'élite genovese stava nel fatto che a differenza di Francesco I Carlo V offriva la *libertas*: vale a dire (a) l'indipendenza in cambio di una solida alleanza (concretizzata dal servizio delle galee degli armatori e dei denari dei banchieri genovesi, che sostenevano il dispositivo militare asburgico), e (b) l'integrità del Dominio. *Libertas* era quindi l'assenza di intromissioni esterne negli affari cittadini: gli statuti, l'amministrazione della giustizia, la gestione delle finanze e delle imposizioni fiscali, il governo tutto restavano nelle mani dei governanti genovesi. Nessun governatore nominato da fuori, nessuna fortezza né guarnigione forestiera, nessun governo di fazione, ovvero fondato sull'adesione di una parte soltanto del ceto dirigente: tratti caratteristici, al contrario, dei quasi due secoli precedenti, e soprattutto dell'ultimo periodo di governo francese sotto Francesco I, quando per giunta Savona, la prima città del Dominio, aveva cercato di rendersi indipendente dalla Dominante. Paradossalmente la *libertas* venne assicurata dall'Imperatore, le cui truppe avevano brutalmente saccheggiato Genova solo pochi anni prima, nel 1522. L'umore della popolazione poteva restare antispagnolo, come si vide nel 1548, durante la visita a Genova del principe Filippo. Il patto del 1528 prevedeva dei vantaggi reciproci: e per Genova il primo dei vantaggi era l'autogoverno, con l'assenza di controllo militare esterno che ne conseguiva<sup>5</sup>.

4 A. Pacini, *I presupposti politici del «secolo dei genovesi». Le leggi del 1528*, Genova, Società ligure di storia patria, 1990.

5 A. Pacini, *La Genova di Andrea Doria nell'impero di Carlo V*, Firenze, Olschki, 1999.

Negli anni '10 del Seicento il maggiore scrittore politico genovese del tempo, Andrea Spinola<sup>6</sup>, trasse un bilancio dell'assetto politico ormai stabilizzato osservando che «non in ogni repubblica la libertà fa tanto per tutti, com'ella indifferentemente fa qui per ogni sorte di persone»<sup>7</sup>. E illustrando i vantaggi della *libertas* genovese spiegava perché essa convenisse a tutte le componenti della società cittadina e ai sudditi del Dominio:

- a i nostri prelati genovesi, de' quali molti non sono arrivati al cardinalato per altro se non per esser nati in città libera;
- tutti i nostri ecclesiastici, e religiosi per due ragioni: la prima perché vivendo essi in gran parte di limosine, è cosa chiara che perduta la libertà cesserebbono quasi tutte in un subito, sì grande sarebbe la povertà de i cittadini; la seconda perché sicome hoggi di la Republica conserva loro inviolabilmente ogni sorte d'immunità, così cadendo noi sotto alcun principe non ne sarebbe in sostanza lor conservata alcuna.
- i cittadini potenti e ricchi, i quali con dignissimi gradi servono a i maggiori re del mondo. [...] Credetemi di gratia, che se non fosse la libertà della patria, voi non sareste generali in mare et in terra;
- quei cittadini che sono ricchi straordinariamente. Imperoché se qui vi fosse padrone, sarebbon i secondi ad essere oppressi, perché le ricchezze sogliono esser preda dell'oppressore, il quale oltre il bisogno et avidità propria vuol poi levar l'instromento da rimettersi in libertà;
- i poveri gentilhuomini, perché non ostante che qui il lusso habbia preso sì gran campo, non v'è tuttavia città in Italia, ove un huomo nobile possa viver con meno di quel che si può far qui in Genova, non essendovi bisogno d'altro, che di vestir semplicemente di lana, e di potersi chiuder in una casetta, ove la fantesca apparecchi quattro herbe con del pane. E chi sa viver in quel modo ch'io dico senza chieder al compagno, non è strapazzato né in Banchi né in Palazzo. Là dove fuor di qui non si mira in volto a chi, essendo nobile a sua posta, si truova nella già detta angustia di fortuna;
- l'ordine di quei cittadini che son scrivani et in spetie di collegio. Perché a dirla in poche parole, gran parte del denaro che esce dagli scogli di Liguria e di Corsica entra nella lor borsa;
- non meno che per alcun'altro, per quei cittadini, i quali applicati al negozio senza tener bottega desiderano di esser scritti nel libro della nobiltà. Essi possono, e devon esser chiamati cittadini, etandio nella signification più stretta, perché partecipano del governo publico in quella parte de' magistrati che le leggi

6 Su di lui vedi A. Spinola, *Scritti scelti*, ed. C. Bitossi, Genova, Sagep, 1981.

7 A. Spinola, *Scritti vari*, Biblioteca Civica Berio, Manoscritti rari, XIV.3.23 (2), f. 237v-240v, «Libertà».

dicono. [...] fra tanto non posson dolersi con ragione di non esser ben veduti in ogni luogo; e per conoscere ch'io dico il vero, bisognarebbe che fossero stati in altre repubbliche e massime in Venetia;

– Per i nostri artigiani fa la libertà presente, perché senza di questo bene quel poco avviamento c'habbiamo, ancora si perderebbe in capo a pochi giorni;

– Tanta e tanta moltitudine poi di bisognosi, i quali vivono di giorno in giorno con la calma presente, ha da pregar del continuo per la libertà: perché se questa gioia mancasse ne morrebbon subito di fame le migliaia;

– Che lo stato presente di libertà faccia per tutti i popoli i quali sono sotto il dominio della Repubblica non occorre altro per starlo à provare: essi lo sanno, massime quelli che sono stati ne' paesi d'altri principi. Io certo, che pur ho veduto del mondo, mi torrei per non mal avventurato, se mi fosse toccato a nascere nelle nostre riviere, o pur in altre parti dello stato.

160

La *libertas* presupponeva il mantenimento dell'*unione*. Tutta la riflessione politica e storiografica genovese dell'Età moderna sottolineò come il 1528 fosse uno spartiacque tra un'età di lotta fazionaria, di guerre civili, di governi tirannici, di perdita dell'indipendenza, e un'età di concordia e libertà. I capifazione dell'età dei dogi biennali erano soprannominati «cappellazzi» o «cappellacci» (dai larghi copricapi): gli scrittori politici genovesi li definivano senz'altro «tiranni». Dunque, tirannide prima del 1528; libertà dopo il 1528. La lettura della storia genovese sino all'età romantica fu strutturata su questa contrapposizione. Solo nell'Ottocento ebbe luogo il recupero dell'età comunale e la svalutazione dell'Età moderna, posta sotto il segno dell'oligarchia: la libertà veniva ritrovata nelle turbolenze tardomedievali e la tirannide nell'assetto oligarchico<sup>8</sup>.

Nell'Età moderna, invece, la narrazione della storia genovese seguiva questa linea discorsiva: Genova era riuscita per il valore guerriero e la perizia navale e mercantile dei suoi abitanti ad ascendere a prosperità e potenza, sconfiggendo mori e bizantini, pisani e veneziani, catalani e tartari. Ma sfortunatamente le divisioni interne, le lotte faziose, avevano guastato quella grandezza e precipitato il comune in un'epoca di torbidi e di sottomissioni a signori stranieri chiusa finalmente nel 1528.

Tre osservazioni vanno subito fatte.

1. Agli scrittori politici genovesi non sfuggiva l'esigenza di confrontarsi con Venezia. E la narrazione del passato genovese sottolineava che l'evoluzione politica di Genova era stata diversissima da quella di Venezia. Come scrisse negli

8 L. de Sismondi, *Storia delle repubbliche italiane*, Milano, Boringhieri, 1996; M. G. Canale, *Discorso storico*, Genova, s.n.t., 1846.

anni '40-'50 del Seicento uno storico e politico genovese, Raffaele Della Torre, i genovesi erano nati guerrieri e non avevano mai imparato la politica. I veneziani erano nati pacifici mercanti e avevano potuto elaborare nel tempo e nella pace istituzioni politiche funzionanti. Dunque, schematizzando: Genova = crescita tumultuosa, divisioni interne e insipienza politica / Venezia = crescita graduale, concordia interna e sapienza politica<sup>9</sup>. Riportiamo a testimonianza le parole di Della Torre<sup>10</sup>:

Il pericolo in cui vivevano in tanto abbandono i Genovesi li costrinse a prendere cura di loro medesimi: che altro alla perfine non è il vivere in libertà. Ma ben poteva la naturalezza, con li stimoli della propria difesa, suggerirli l'ispediente, ma non già nelle tenebre d'una crassa ignoranza somministrargli i modi di praticarlo con que' temperamenti da' quali si compongono, con le arti greche, il viver civile d'una ben regolata cittadinanza, senza de' quali non consentono i costumi umani che longa staggione possano mantenersi. [...] né miglior forma sortì la nascente repubblica, benché in un subito formidolosa (come era necessario) per esser nata con la spada alla mano. Era nata molti secoli antepassati nella parte opposta alla Liguria in Italia, ove impaluda il mare Adriatico, un'altra repubblica, non differentemente dalla genovese, dall'innondazione de' barbari, ma con forme molto diverse. Abbandonate le case native, si richiusero i Veneti ne gl'estuari, per non esser manomessi da' barbari. Assaliti i Genovesi ne' scogli loro, costretti furono a diffendervisi coll'armi. A grand'agio i Veneti, annidati ne i loro Isolotti, formar poterono con il tempo et in quiete membra robuste, per usarne opportunamente a lor modo; costretti furono i Genovesi fare nella infanzia il noviziato nell'arte militare, a vincere costretti prima di saper guerreggiare; e mentre questi, fra le ferite e le morti, involti fra tutti i disaggi, affaticano in purgare i suoi mari e quelli della Corsica dalla peste moresca, quelli ne' tempi istessi, e molti secoli prima, studiavano, con la pacifica navigazione dell'Adriatico, in paese amico dell'Imperator d'Oriente, ad accrescere, mercando sicuramente, le fortune pubbliche e private. E là dove coltivate a grand'agio le cose loro nella pace, i Veneti ne trassero i frutti da fare acquisti con le armi; per il contrario i Genovesi, da gl'acquisti con le armi, i frutti ne trassero da

- 9 Su Raffaele Della Torre sr. (1579-1666), R. Savelli, «Della Torre, Raffaele», *Dizionario biografico degli Italiani*, XXXVII, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, 1989, p. 649-654; B. Marinelli, «Le Historie di Raffaele Della Torre», *La Berio. Rivista semestrale di storia locale e informazioni bibliografiche*, XXXV, 1995, n. 2, p. 3-48. Il parallelo tra Genova e Venezia in Biblioteca Civica Berio (BCB), Genova, Manoscritti rari, VIII.1.4, p. 1-7.
- 10 BCB, Manoscritti rari, VIII.1.4, «Origine della Libertà di Genova, suoi diversi stati, e successi Della Guerra, Trà Il Duca di Savoia, e la detta Rep.ca di Genova, seguita dell'anno 1625. Raccolta Da Antonio Maria Costa, nelle Historie universali D'Europa (di quel secolo) di Raffaele dalla Torre q. Raphaelis, in quel Tempo Senatore di detta Rep.ca, che appresso di esso si conservano».

mantenersi nella pace. Quindi in una lunga ed ostinata contesa, ch'ebbero fra di loro i Veneti et i Genovesi, quasi il più delle volte quelli di consiglio, questi ne i fatti prevalsero. Né perciò è meraviglia, che quelli nelle arti della pace, questi in quelle della guerra maggiormente fiorissero, et insieme con le arti gl'effetti ne sortissero conformi. I Veneziani d'un governo civile, uniforme, e pacifico; i Genovesi, all'incontro, tutto licenza, tutto discomponimenti, tutto turbolenze.

2. L'assetto del 1528 si rivelò incapace di porre davvero fine alle divisioni interne. Alle lotte faziose ad alta intensità, che sfociavano in colpi di stato e rovesciamenti di governi, subentrò a partire dalla seconda metà degli anni '40 una conflitto fazioso a bassa intensità, che aveva per posta la ridefinizione delle regole del gioco politico entro la cornice esistente. Delle leggi del 1528 scontentavano almeno due aspetti:

162

(a) la distribuzione di tutte le famiglie del ceto dirigente nobile in sole 28 consorterie (*alberghi*): un modo per imporre artificialmente l'unione; ma un modo senza paragoni sinora noti e del quale non si è ancora accertato non solo chi sia stato l'ideatore (forse Gregorio Cortese)<sup>11</sup>, ma quale sia stata la *ratio* che spinse ad adottarlo;

(b) il grado di apertura del ceto dirigente. A differenza di Venezia, Genova attuò una «serrata» di fatto ma non di diritto. Prima del 1528 non esisteva alcuna norma che precludesse l'accesso di un individuo o di una famiglia alle cariche di governo; nel 1528 si stabilì che le cariche di governo e della Casa di San Giorgio fossero riservate agli individui iscritti nel *Liber civilitatis*. Ma si trattava di una serrata parziale: ogni anno era possibile ascrivere sino a dieci persone (sette della città e tre del Dominio di Terraferma). Anche se nei due secoli seguenti l'interpretazione di questa norma fu materia di polemica politica, tra chi, come i governanti, la considerava una semplice facoltà a loro discrezione, e chi, come alcuni oppositori del regime, pretendeva fosse un obbligo rinnegato, il fatto di istituzionalizzare la cooptazione di nuove reclute nel ceto di governo restava un tratto originale dell'esperienza politica genovese. L'élite dunque nel 1528 si delimitò, ma lasciando la porta aperta per nuovi ingressi.

Questo significava che mentre la *libertas* era gradita a tutti, l'unione era meno solida di quanto non sembrasse, perché le modalità con le quali era stata realizzata non trovavano il consenso unanime della stessa élite e lasciavano dei margini di dissidenza. Tanto è vero che dopo il 1528 al posto delle denominazioni di *nobiles* e *populares* entrarono nell'uso quelle di nobili vecchi (gli *ex nobiles*) e nobili

11 Questa era l'opinione del memorialista genovese Giovanni Salvago (1491-1584) nelle sue *Histories di Genova*, Genova, Biblioteca della Facoltà di Economia, Fondo Doria di Montaldeo, scat. 417, n. 1912, reg. 1.

nuovi (gli ex *populares* più i nuovi ascritti). Va ricordato che nel 1528 gli aventi diritto a far parte dell'élite erano stati scelti da una commissione paritetica di nobili e popolari. E che dopo il 1528 fu subito concordato che il doge biennale fosse alternativamente un nuovo e un vecchio, e che la principale istituzione del governo, il Senato, fosse eletto facendo in modo che vecchi e nuovi fossero in numero pari (quattro e quattro). L'unione presupponeva dunque che alla precedente prassi conflittuale ne subentrasse una consociativa: alla competizione anche armata per la conquista del governo la pacifica spartizione dello stesso. Tuttavia le leggi del 1528 e poi quelle del 1576 insistettero sempre sulla abolizione delle fazioni e dell'uso di denominazioni faziose. La ricorrenza del 12 settembre, giorno dell'acclamazione della libertà con l'aiuto armato di Andrea Doria, fu dal 1529 la sola festività civile della repubblica, celebrata con un'apposita orazione tenuta nella cattedrale di San Lorenzo. La prassi consociativa e spartitoria andava contro la lettera espressa delle leggi, ma tutti la riconoscevano come operante. Formalmente, stando alle leggi, a Genova non c'erano né vecchi né nuovi, ma solo *nobiles*, e le cariche di governo andavano attribuite solo per merito o per sorte, a seconda delle magistrature, tra gli aventi diritto, ma non per appartenenza faziosa. Questo nella teoria. La prassi era esattamente opposta. Il buon funzionamento dell'unione presupponeva il rispetto dell'equilibrio tra le antiche fazioni.

3. Per una corrente di scrittori e uomini politici genovesi (da Oberto Foglietta nel pieno Cinquecento a Raffaele Della Torre e Gio. Bernardo Veneroso nel pieno Seicento<sup>12</sup>) la libertà e l'unione dovevano essere la base per il rilancio della potenza genovese. Se la grandezza medievale di Genova era andata perduta a causa della cattiva organizzazione politica, la nuova e migliore organizzazione politica poteva diventare il punto di partenza per un ritorno alla grandezza. Su questo tema torneremo più avanti, trattando dell'*azienda*.

Tra gli anni '50 e gli anni '70 a Genova ci fu una intensa battaglia a colpi di libelli condotta soprattutto da intellettuali appartenenti alla nobiltà nuova che criticavano l'assetto del 1528 e si proponevano di cambiarlo. Oberto Foglietta nel suo *Dialogo della repubblica di Genova* (1559) e l'anonimo autore di un dialogo intitolato *Sogno sopra la repubblica di Genova* (1566) sottolinearono il fatto che il «primo institutor dell'unione» non era stato Andrea Doria, eroe della nobiltà vecchia, ma il popolare Stefano Giustiniani: un modo di

<sup>12</sup> Su Foglietta vedi C. Bitossi, «Foglietta, Oberto», in *Dizionario biografico degli Italiani*, op. cit., XLVIII, p. 495-499; su Veneroso vedi C. Bitossi, «Il Genio ligure risvegliato. La potenza navale nel discorso politico genovese del Seicento», in F. Cantù (dir.), *I linguaggi del potere nell'età barocca*, Roma, Viella, 2009, I, p. 81-112.

rivendicare la parte dei nobili nuovi (cioè degli *ex populares*) nell'origine della pacificazione politica e di manifestare scontento per come gli equilibri interni erano nel frattempo cambiati<sup>13</sup>. In effetti nei decenni centrali del Cinquecento i nobili vecchi svilupparono un senso di superiorità/separatezza, che li portava a sottolineare non l'unione, ma la distinzione rispetto ai nuovi: in particolare rivendicavano una maggiore antichità nel governo, che a Genova, secondo loro, era stato originariamente esclusiva dei nobili e solo dopo molto tempo era stato usurpato dai popolari. Per contro i nuovi sostenevano che non era esistita sino al Trecento una vera divisione tra nobili e popolari: tutti egualmente avevano partecipato al governo, e molte casate si erano formate riunendo famiglie di cognomi diversi. Nel 1339 una parte dell'élite si era opposta al dogato di Simon Boccanegra mentre una parte aveva aderito: questa seconda era stata denominata fazione popolare. Una concezione sostanzialista o realista della nobiltà, quella dei vecchi, si contrapponeva a una concezione nominalista, quella dei nuovi. I nuovi intendevano superare la spartizione pacifica del governo puntando sul sorteggio delle cariche, che non li avrebbe certo sfavoriti, dal momento che in quel momento erano più numerosi; i vecchi puntavano al contrario a una nuova separazione in due ordini nobiliari, vecchio e nuovo, che spartissero il governo su quella base di distinzione<sup>14</sup>. Quando la polemica si trasformò in crisi politica aperta e in una breve guerra civile (1575), i vecchi cercarono di scavalcare i nuovi proponendo che il governo venisse diviso in tre: una parte ai vecchi, una parte ai nuovi e una parte al popolo non ascritto, il popolo grasso dei commerci e delle professioni. Pertanto, nella riflessione politica di metà e pieno Cinquecento l'adesione all'idea dell'unione venne sostenuta piuttosto dai nuovi che dai vecchi e il ritorno alla disunione e alla separazione piuttosto dai vecchi che dai nuovi.

Le leggi del 1576 ridefinirono le procedure elettorali e rinunciarono a forzare la fusione dell'intero ceto dirigente in 28 alberghi; ribadirono però la proibizione delle fazioni e dell'uso dei nomi di fazione. Furono un compromesso che realizzava quattro obiettivi nello stesso tempo: (1) salvaguardava la libertà, cioè il governo dell'oligarchia; (2) manteneva Genova inserita nel sistema imperiale ispano-asburgico; (3) conservava l'originale istituto dell'ascrizione, cioè l'apertura del ceto dirigente; (4) rafforzava l'unione.

<sup>13</sup> Oberto Foglietta, *Dialogo della repubblica di Genova*, Roma, Antonio Blado, 1559 (ma scritto certamente alcuni anni prima). Il *Sogno sopra la morte di Agostino Pinello*, che in altre copie reca titoli diversi (ad esempio *Dialogo della repubblica di Genova e della Corsica*) è un dialogo sul modello luciano rimasto manoscritto. Si veda R. Savelli, *La repubblica oligarchica*, op. cit.

<sup>14</sup> R. Savelli, *La repubblica oligarchica*, op. cit.; una rassegna della pubblicistica genovese in R. Savelli, «La pubblicistica politica genovese durante le guerre civili del 1575», *Atti della Società ligure di storia patria*, XCIV, 1979, p. 82-105.

Le denominazioni faziose scomparvero davvero? Nella realtà, come prima del 1576, il dogato continuò ad essere sempre coperto alternativamente da un vecchio e da un nuovo, e nel rinnovato sistema di selezione dei membri del governo, una combinazione di sorteggio ed elezione, si fece in modo di equilibrare più o meno esattamente rappresentanti vecchi e nuovi. Ancora una volta la prassi tacita contraddiceva la norma scritta. Ma il rispetto degli equilibri tra le appartenenze si presentava a questo punto come uno strumento per prevenire il conflitto: le occasioni di contrasto venivano svuotate di contenuto, se ci si accordava preliminarmente per una divisione degli incarichi, e un'alternanza equa nel ricoprirli. L'unione era stata imposta nel 1528 con una formula rivelatasi troppo rigida e artificiale, quella dei 28 alberghi; la formula istituzionale escogitata nel 1576, grazie anche al consolidamento del governo e al passare del tempo, si rivelò duratura e solida<sup>15</sup>.

Che cosa significava allora «disunione», dopo il 1576? Era l'espressione manifesta del dissenso. «Unione» equivaleva ormai ad adesione unanime alle decisioni prese dal governo e ratificate dal Minor Consiglio. L'iniziativa legislativa muoveva dall'alto, dal governo: anzi, era il doge ad avere il diritto esclusivo di presentare al Senato le proposte di legge che poi sarebbero state sottoposte al Minor Consiglio. La discussione nell'assemblea veniva poi pilotata e controllata dal segretario di turno del Senato, il quale chiamava a esprimersi prima di tutto un certo numero di personaggi influenti. Un consigliere poteva chiedere la parola; ma se il suo dire risultava sgradito ai Collegi, il consigliere in questione poteva essere richiamato all'ordine oppure rimproverato privatamente dal doge, o addirittura incarcerato per qualche giorno e ammonito a non perseverare in un comportamento insolente. Così accadde ad Andrea Spinola, il maggiore scrittore politico del primo Seicento, e così ad Agostino Pallavicino, in seguito doge egli stesso<sup>16</sup>. La *libertas* della repubblica si fondava insomma su una limitata libertà di parola degli stessi oligarchi nell'arena politica. E l'«unione», cioè la fine della contrapposizione aperta tra le fazioni, si traduceva nella ricerca della unanimità e nel rifiuto del dissenso aperto, nell'esortazione a «non far novità»<sup>17</sup>. La critica allo stato delle cose prese perciò la via dell'anonimato, e si tradusse nell'espressione di proteste e di proposte mediante biglietti anonimi indirizzati

15 C. Bitossi, *Il governo dei magnifici. Patriziato e politica a Genova fra Cinque e Seicento*, Genova, Ecig, 1990.

16 Vedi A. Spinola, *Scritti scelti*, ed. cit., dove è edito il «Discorso di Andrea Spinola sopra la sua carcerazione»; su Agostino Pallavicini vedi C. Costantini, *La Repubblica di Genova nell'Età moderna*, Torino, Utet, 1978, p. 214.

17 Sul concetto si veda G. Borrelli, «Non far novità». *Alle origini del conservatorismo italiano*, Napoli, Bibliopolis, 2000. Andrea Spinola si pronunciò a più riprese contro questa attitudine immobilista nei suoi *Ricordi*.

ai Collegi o alle varie magistrature. Con il tempo, negli anni '60 del Seicento, venne istituita una apposita sessione mensile del Minor Consiglio riservata alla libera espressione di proposte e alla segnalazione di ciò che sembrava da migliorare nella gestione delle istituzioni e nella vita genovese: sempre però senza criticare apertamente il governo<sup>18</sup>.

Le leggi del 1576 avevano prevenuto la possibilità di nuove spaccature nel ceto dirigente prescrivendo che per le decisioni sulle materie politiche più delicate (concessione di poteri speciali al governo in materia di giustizia e ordine pubblico, stipulazioni di paci e trattati di alleanza, dichiarazioni di guerra) fosse necessaria una maggioranza dei 4/5 dei consiglieri. Questo significava, ad esempio, che per modificare sostanzialmente la politica estera della repubblica, prendendo in qualche occasione le distanze dalla Spagna, occorreva un margine di consenso quasi irraggiungibile. Il sistema, insomma, era fatto per garantire la stabilità. L'unione presupponeva continuità e non cambiamento, e tanto meno rottura. Per questo, quando tra gli anni '30 e '50 del Seicento un'ala del patriziato, composta da antispagnoli e da «repubblichisti», quelli che gli osservatori francesi definivano «*vrais républicains*» o «*bons républicains*»<sup>19</sup>, cercò di modificare la politica estera genovese, non riuscì mai a farlo e denunciò la regola dei 4/5 come un artificio introdotto nelle Leggi del 1576 per insinuazione degli spagnoli allo scopo di tenere Genova nella loro orbita senza che ciò apparisse evidente. Era un'opinione già espressa da Andrea Spinola<sup>20</sup>, ma che nei dibattiti di metà Seicento trovò una manifestazione molto più polemica ed esplicita<sup>21</sup>. Il fatto è però che i «repubblichisti» (forse senza accorgersene) criticavano uno dei presupposti fondamentali dell'«unione».

18 Sui «ricordi di mese» nel secondo Settecento rimando a C. Bitossi, «*La repubblica è vecchia*». *Patriziato e governo a Genova nel secondo Settecento*, Roma, Istituto storico italiano per l'Età moderna e contemporanea, 1995.

19 Di «*vrais républicains*» scriveva nel 1632 l'inviato francese Melchior de Sabran nella sua relazione su Genova edita in appendice a G. Ferretti, «La ricerca di un'alleanza: l'istituzione del consolato francese a Genova», in M. G. Bottaro Palumbo (dir.), *Genova e Francia al crocevia dell'Europa (1628-1642)*, Genova, s.n.t., 1989, p. 101-147. «*Bon républicains*» si trova anche nella relazione, del 1737, dell'ambasciatore francese a Genova Campredon, edita in appendice a S. Rotta, «*Une aussi perfide nation*». La relazione su Genova di Jacques de Campredon», in C. Bitossi et C. Paolocci (dir.), *Genova 1746: una città di antico regime tra guerra e rivolta*, Genova, Archivio di Stato di Genova/Biblioteca Franzoniana, 1998, p. 609-708.

20 A. Spinola, «Ricordi», Biblioteca Civica Berio, Genova, Manoscritti rari, XIV.1.4 (1), p. 355-358.

21 Ad esempio nel pensiero di Gio. Battista Raggio, che troviamo espresso in Archivio di Stato di Genova, Manoscritti, 676. Su Raggio vedi C. Bitossi, «Un oligarca antispagnolo del Seicento: Giovanni Battista Raggio», in *Studi in onore di Don Luigi Alfonso nel suo 80° genetliaco*, Genova, Società ligure di storia patria, 1996, p. 271-303; *id.*, «Il granello di sabbia e i piatti della bilancia. Ambizioni, obiettivi e limiti della politica estera genovese nella crisi del sistema imperiale spagnolo», in Manuel Herrero Sánchez (dir.), *Génova y la Monarquía hispánica (1528-1713)*, Genova, Società ligure di storia patria, 2011.

All'interno dell'élite di governo vigeva una eguaglianza formale che era espressa visivamente dall'adozione del comune abito nero e dalle prammatiche che vietavano l'ostentazione del lusso, cioè di un segno di distinzione. Ma le leggi prescrivevano per le maggiori cariche, come il dogato, «lautezza di facoltà», cioè un censo adeguato alla dignità. E per contro il patriziato genovese comprendeva una fascia di individui dai mezzi modesti<sup>22</sup>. Le sperequazioni di ricchezza erano evidenti e notorie e andarono accentuandosi con il passare del tempo, sinché nel 1750 l'oligarca e scrittore politico Gian Francesco Doria poté tracciare apertamente la distinzione tra «gentiluomini di seminario», quelli che entravano nella rosa dei candidati al Senato e alle alte cariche, e «gentiluomini di attendenza», quelli che chiedevano cariche retribuite nell'amministrazione militare e civile per poter mantenere se stessi e le loro famiglie<sup>23</sup>. Una preoccupazione ricorrente negli scrittori politici genovesi era pertanto che l'élite perdesse la propria supremazia di ceto, sia per il *conspicuous investment* degli oligarchi doviziosi nell'edilizia di prestigio e nel fasto privato<sup>24</sup>, sia per il gioco, sia per l'abbandono delle attività redditizie: la preoccupazione, insomma, del declassamento a «poveri vergognosi» e dello scavalcamiento sociale da parte di esponenti dei ceti produttivi in mobilità ascendente<sup>25</sup>. Le ascrizioni servivano a promuovere periodicamente gli *homines novi* di maggior rilievo all'interno dell'élite, prevenendo la formazione di un ceto sociale ricco e antagonista: e a questo riguardo assolsero egregiamente al loro compito. Ma con ciò non si risolveva il problema di conservare la base di ricchezza, l'«azienda», dei già ascritti.

L'adagio corrente e antico diceva: *genuensis ergo mercator*<sup>26</sup>. La fortuna dell'élite genovese era nata dal commercio, terrestre e ancor più marittimo, al quale si erano aggiunte le attività produttive, soprattutto nei settori della lana e della seta, e si erano sempre abbinate le attività di prestito di denaro. Dai produttori e mercanti di seta erano uscite parecchie importanti famiglie patrizie, nel corso del '400 e del '500. Ma nel '500 una parte dell'élite, dapprima soprattutto nobili vecchi e poi anche parecchi nobili nuovi, si riconvertì alla finanza, prestando ingenti somme a Carlo V e ai re di Spagna suoi successori.

22 E. Grendi, «Capitazioni e nobiltà a Genova in Età moderna», in E. Grendi, *La repubblica aristocratica dei genovesi. Politica, carità e commercio a Genova fra Cinque e Seicento*, Bologna, Il Mulino, 1987, p. 13-48.

23 C. Bitossi, «La repubblica è vecchia», *op. cit.* p. 165-185.

24 G. Doria, «Investimenti della nobiltà genovese nell'edilizia di prestigio (1530-1630)», in G. Doria, *Nobiltà e investimenti a Genova in Età moderna*, Genova, Istituto di storia economica, 1995, p. 235-285.

25 Sul declassamento si veda G. Ricci, *Povertà, nobiltà e vergogna. I poveri vergognosi nell'Età moderna*, Bologna, Il Mulino, 1996.

26 G. Petti Balbi, «Tra dogato e principato: il Tre e il Quattrocento», in D. Puncuh (dir.), *Storia di Genova*, *op. cit.*, p. 233-324.

Questo arricchì notevolmente un settore dell'élite, accrescendo le disparità e legando sempre più gli interessi di molti privati all'alleanza con gli Asburgo: come scrisse polemicamente un politico genovese del '600, Genova era formalmente libera, ma di fatto si trovava legata alla Spagna da «catene d'oro» e dalla «fortezza dell'interesse». La sua *libertas* era pertanto meno reale di quanto non si pretendesse.

168

Gli scrittori e politici «repubblichisti» (una definizione traducibile senza troppa forzatura con «patrioti»), nel corso della prima metà del Seicento, soprattutto tra gli anni '20 e gli anni '50, legavano la libertà, una libertà effettiva dai condizionamenti della Spagna, alla natura dell'«azienda». Se da un lato, contro i filospagnoli che temevano rappresaglie sugli interessi genovesi nei domini del re Cattolico se la repubblica prendeva iniziative ostili alla Spagna, proclamavano che «si deve antepor la libertà all'azienda», dall'altro lato sostenevano che l'«azienda» propria e naturale dei genovesi doveva essere la mercatura, il commercio, l'attività produttiva, legata a sua volta a costumi frugali, privi di ostentazione. Finanza equivaleva a lusso, sciupio vistoso, apparenza, ostentazione delle distinzioni di fortuna, «costumi cavallereschi», ethos da nobiltà cortigiana; mercatura equivaleva invece a parsimonia, frugalità, sostanza, sottolineatura dell'eguaglianza tra «cittadini di repubblica», ethos da patriziato repubblicano<sup>27</sup>.

Un aspetto paradossale, e forse il principale punto debole, della posizione dei repubblichisti stava nel fatto che il ritorno ai commerci, soprattutto a quelli marittimi, presupponeva il riarmo navale, una politica aggressiva e bellicista (Gio. Bernardo Veneroso propose infatti ripetutamente la partecipazione di Genova a una crociata antiturca in difesa di Candia), l'esaltazione del carattere guerriero dei genovesi e liguri antichi (esplicito nelle opere di Veneroso, Raffaele Della Torre, Gio. Agostino della Lengueglia)<sup>28</sup>. Ma i provvedimenti necessari ad attuare una politica del genere richiedevano un largo consenso tra l'élite politica genovese che quasi certamente non esisteva ed era comunque ostacolato dalle maggioranze qualificate richieste dalle leggi del 1576. In breve: gli innovatori, che sostenevano di propugnare la vera «libertà», la volevano fondata su una diversa «azienda», ma il perseguimento di questo obiettivo rischiava di mettere in discussione l'«unione» e trovava un ostacolo proprio nelle basi costituzionali dell'unione stessa.

<sup>27</sup> Vedi l'edizione del classico politico genovese A. Cebà, *Il cittadino di repubblica*, ed. V. I. Comparato, Firenze, Centro editoriale toscano, 2001.

<sup>28</sup> C. Bitossi, «Il Genio ligure risvegliato», cit.

Nella terna di concetti-chiave del repubblicanesimo genovese emerge la preminenza di quello di «unione». Se Machiavelli aveva potuto vedere nelle lotte civili la causa del fallimento di Genova nel raggiungere un ruolo paragonabile a quello di Venezia sulla scena italiana e internazionale, nel giro di pochi anni dalla stesura delle sue *Istorie fiorentine* Genova approdò alla pacificazione interna (1528), consolidata nell'arco delle due generazioni successive con le leggi del 1576. Entrata nell'epoca delle guerre d'Italia con una fama di particolare instabilità<sup>29</sup>, Genova sopravvisse per tutta l'Età moderna come repubblica, a differenza di Firenze e di Siena, e con un ruolo certamente più importante di quello di Lucca. Il ceto dirigente cittadino legò la *libertas* a una scelta conveniente di politica internazionale. L'«unione» venne perseguita per tentativi ed errori: la formula politica del 1528 fu corretta nel 1576. In un certo senso aveva visto bene Machiavelli quando aveva osservato che Genova avrebbe prosperato se San Giorgio avesse preso le redini dello Stato<sup>30</sup>. Questo non avvenne in senso proprio e letterale, anche perché la dicotomia Comune/San Giorgio (e in seguito Repubblica/San Giorgio) era un'illusione ottica degli osservatori esterni: ad un genovese l'osservazione di Machiavelli sarebbe risultata incomprensibile, dal momento che San Giorgio era stata una creazione dei settori più influenti, *nobiles* e *populares* indistintamente, dello stesso ceto di governo del *Commune Ianuae*. Avvenne però che l'«unione», nel significato di pacifica e consensuale spartizione del comando, realizzata sin dall'inizio, nel 1407, in San Giorgio fu adottata nel 1528 nel governo della repubblica. E la solidità dell'«unione» permise in seguito sia (1) di mantenere la *libertas* quando il sistema imperiale ispano-asburgico si disgregò, con la guerra di Successione spagnola, sia (2) di sopportare le conseguenze delle trasformazioni

29 Si veda ad esempio l'osservazione di Philippe de Commynes: *Les Memoires de Messire Philippe de Commynes, chevalier, seigneur d'Argenton...*, [Geneva], Pour Pierre et laques Chouet, MDXCIII, p. 793-794: «[...] Faillie ceste entreprinse, en survint tost une autre, voire deux ou trois, à un coup: de Genes qui sont enclins à toutes mutations». Nella traduzione italiana di Lorenzo Conti, pubblicata proprio a Genova, il concetto veniva accentuato: *Delle Memorie di Filippo di Commynes, Cavaliere, & Signore di Argentone, intorno alle principali attioni di Ludovico Undicesimo, e di Carlo Ottavo suo figliuolo, amendue Re di Francia*, In Genova, Appresso gli Heredi di Gier. Bartoli, MDXCIII, libro VIII, p. 775. «[...] Questa impresa risolta in fumo, tosto ne sopravvenne una, & un'altra, anzi tre insieme della città di Genova, di cui gli habitatori sono instabilissimi, & per natura inclinatissimi à mutationi, e novità».

30 Il celebre giudizio di Machiavelli si trova in *Istorie fiorentine*, VIII 29. Ho utilizzato N. Machiavelli, *Opere*, III (ed. C. Vivanti), Torino, Einaudi, 2005, p. 719-720. Sul Banco di San Giorgio si veda G. Felloni (ed.), *La Casa di San Giorgio: il potere del credito. Atti del convegno, Genova, 11 e 12 novembre 2004*, Genova, Società ligure di storia patria, 2006. Sulle immagini di Genova e San Giorgio rimando a C. Tavianì, «Le istituzioni della Repubblica e il Banco di San Giorgio: immagini di Genova tra Quattro e Cinquecento», in M. Schmettger e C. Tavianì (dir.), *Liberta e domino. Il sistema politico genovese: le relazioni esterne e il controllo del territorio*, Roma, Viella, 2010.

della «azienda» del ceto dirigente, ovvero la sempre più forte sperequazione delle fortune, manifestamente accentuata nel Settecento.

In definitiva, solo l'arrivo di Napoleone Bonaparte spazzò via assieme alla formula politica elaborata a Genova nel corso del Cinquecento un'esperienza repubblicana che ha lasciato traccia di sé più in una abbondante ma poco conosciuta letteratura manoscritta ad uso interno, che non in una scarsa e mai coltivata pubblicistica a stampa ad uso esterno.

## IL MITO DI BRUTO A FIRENZE NEL CINQUECENTO TRA STORIA E LETTERATURA

Salvatore Lore

Nelle *Istorie della città di Firenze* Iacopo Nardi rievocò con grande efficacia lo smarrimento suscitato dall'«incredibile caso»<sup>1</sup> del duca Alessandro, trucidato per mano del cugino Lorenzino de' Medici nella notte dell'epifania del 1537. Quel gesto clamoroso divise i contemporanei, che ne offrirono un'opposta lettura politica: si disputò se l'omicida «dovesse essere reputato e connumerato nel numero de' tirannicidi, o vero de' parricidi, come di tutti gli altri simili celebrati nelle antiche storie». Era l'atto di nascita del mito di Lorenzino, «nuovo Bruto» per i repubblicani, «Lorenzo traditore» per i medicei. Una disputa puramente ideologica, secondo il Nardi, «più tosto secondo la diversità dell'affezione degli uomini, che secondo la verità delle cose»<sup>2</sup>. Da una parte la politica, insomma, dall'altra la storia.

Non c'è dubbio che Lorenzino diventò subito, per i fuorusciti fiorentini, il «Bruto toscano», e che la letteratura – come tessera di riconoscimento ideologico – ebbe un ruolo importante, d'allora in poi, nell'apoteosi del tirannicida<sup>3</sup>. Un altro storico di Firenze, Benedetto Varchi, di vocazione poeta, aggiunse che «il più degli uomini [...] lo portavano con sommissime lodi di là dal cielo, non solo agguagliandolo, ma preponendolo a Bruto», e non nascose di avere celebrato in versi il gesto di Lorenzino «molto più che nessun altro»<sup>4</sup>. In assenza di un moderno studio su questa letteratura a forte impatto politico (militante, diremmo oggi), bisogna ripartire dalle parole del Varchi: «Molti [...] composero, e volgarmente e latinamente, molti versi così in lode e commendazione del tirannicida e del nuovo Bruto toscano, ché con tali nomi si chiamava in quel principio Lorenzo, come in biasimo e vituperio del duca

1 Iacopo Nardi, *Istorie della città di Firenze*, ed. Agenore Gelli, Firenze, Felice Le Monnier, 1858, vol. II, p. 284.

2 «La quale è solamente una stessa sola e vera» (*ibid.*, p. 318).

3 Paolo Simoncelli, *Fuoruscismo repubblicano fiorentino 1530-1554*, Milano, Franco Angeli, 2006, vol. I, 1530-1537, p. 165.

4 Benedetto Varchi, *Storia fiorentina*, ed. Lelio Arbib, Firenze, A spese della Società editrice delle storie del Nardi e del Varchi, 1838-1841, vol. III, p. 262.

Alessandro, e talora del signor Cosimo»<sup>5</sup>. A fronte di questa abbondanza di testi, sparsi per tutta Italia, balzano subito agli occhi le lacune della documentazione superstita. La cosa non stupisce in considerazione degli esiti della crisi fiorentina sfavorevoli al partito repubblicano e del diffuso ricorso all'autocensura suggerita dalla prudenza politica<sup>6</sup>. Quella scottante produzione, in latino e in volgare, circolò manoscritta per tutto il Cinquecento, seguendo gli itinerari della diaspora repubblicana, ma in qualche caso finì tra le pieghe delle antologie poetiche che tanta fortuna ebbero nelle stampe coeve.

Un certo interesse si manifestò nell'Ottocento per la letteratura antitirannica d'ambiente fiorentino, nel contesto del *revival* del mito di Lorenzino, immortalato nel canto di «ogni ardito poeta della libertà», come fu scritto<sup>7</sup>. Un eroe-martire, che non dismetteva i panni dell'imitatore di Bruto, ma li rimodellava secondo i canoni dell'ideologia risorgimentale: niente di meglio, per dimostrare questo assunto, che gli epigrammi latini del Varchi dedicati al tirannicida, alla madre Maria Soderini e al fratello Giuliano<sup>8</sup>. Oggi la figura di Lorenzino appare finalmente svestita dal più che tradizionale abito retorico: il suo gesto clamoroso viene considerato al di là del mito, dei modelli antichi e moderni, classici e umanistici<sup>9</sup>. In questa prospettiva si leggono le pagine più famose dell'*Apologia*, percorrendo un sentiero a ritroso, dalla finzione retorica alla politica. Qui Lorenzino incontra Donato Giannotti, e l'azione del tirannicidio finisce per condizionare la dedicatoria della *Repubblica fiorentina* al cardinale antimedicco Niccolò Ridolfi: «Tra tutte le imprese, monsignor mio, le quali per universale beneficio degli uomini si prendono, il liberare le città dalla tirannide è reputata [...] grande e maravigliosa»<sup>10</sup>. Scritta con ogni probabilità

5 *Ibid.*, p. 262-263.

6 Come attesta, per esempio, la tradizione manoscritta della stessa *Storia fiorentina* del Varchi, attraverso la nota di un copista relativa ai fatti successivi alla morte del duca Alessandro: «Qui nell'originale seguivano otto carte del discorso del 1536 [1537] quali l'autore stracciò; doppio seguita come appresso: "Questo discorso lo stracciai perché, avendolo fatto nel principio del nuovo principato di Cosimo, non volli si vedesse"» (Biblioteca Laurenziana, Firenze, Tempi 4, f. 133v). La segnalazione del passo si deve a Luigi Alberto Ferrai, *Lorenzino de' Medici e la società cortigiana del Cinquecento*, Milano, Ulrico Hoepli, 1891, p. 263, nota 1.

7 Ferruccio Martini, *Lorenzino de' Medici e il tirannicidio nel Rinascimento* [1882], Roma, Multigrafica Editrice, 1972, p. 66.

8 *Ibid.*, p. 58-62.

9 Simone Albonico, «Uccidere il tiranno», in *Per Cesare Bozzetti. Studi di letteratura e filologia italiana*, ed. Simone Albonico, Andrea Comboni, Giorgio Panizza e Claudio Vela, Milano, Fondazione Arnoldo e Alberto Mondadori, 1996, p. 443-464, in particolare p. 456. Per una lettura dell'*Apologia* di Lorenzino de' Medici, in antitesi alla trita e consunta cornice del mito della libertà, come schermo per difendere l'onore del suo nome, insieme alla sua azione politica, vedi Nicholas Scott Baker, «Writing the Wrongs of the Past: Vengeance, Humanism, and the Assassination of Alessandro de' Medici», *The Sixteenth Century Journal*, XXXVIII, 2007, p. 307-327.

10 Donato Giannotti, *Opere politiche e letterarie*, ed. Filippo Luigi Polidori, con un discorso di Atto Vannucci, Firenze, Felice Le Monnier, 1850, vol. I, p. 59.

tra l'uccisione di Alessandro e Montemurlo, questa dedica riconosceva nel Ridolfi «un auspicabile promotore della rovina di Cosimo I»<sup>11</sup>. Per inciso, tutte le fonti che qui si prenderanno in esame sono in linea con questa ipotesi.

Nessuno si sogna di contestare la vitalità del mito di Bruto a Firenze come in nessun altro luogo<sup>12</sup>. Ma è un fatto che la crisi politica fiorentina attraversa e modella l'apoteosi di Lorenzino, servendosi del mito per i suoi scopi. La produzione letteraria documenta poi la crisi oltre il mito stesso del liberatore. Lorenzino aveva ucciso il tiranno in un furioso corpo a corpo, i cui particolari più raccapriccianti furono svelati dal Varchi: «Versò tanto sangue, che allagò quasi tutta la camera»<sup>13</sup>. La teoria si era fatta prassi. L'emulo di Bruto aveva riaperto la partita del destino politico di Firenze, in bilico tra principato e repubblica. Proprio nel lasso di tempo compreso tra il tirannicidio e Montemurlo, è possibile seguire per gradi questo processo attraverso una documentazione tutta letteraria. Si offriranno in questa sede tre esempi, che di per sé costituiscono tre casi di filologia cinquecentesca, relativi a tre autori: Veronica Gambara; Michelangelo Buonarroti; Luigi Alamanni.

Nelle rime della Gambara, la signora Veronica da Correggio, si trova il sonetto «La bella Flora, che da voi sol spera», a lei attribuito tanto nella circolazione manoscritta, di cui si offre qui un nuovo esemplare<sup>14</sup>, quanto in quella a stampa, a partire dalla silloge poetica pubblicata da Ludovico Domenichi nel 1545<sup>15</sup>. Il testo si apre con l'invocazione della dea *Flora*, simbolo della città di Firenze, la quale chiede libertà e pace agli spiriti dei suoi antichi difensori, fra sentimenti contrastanti, «fra speranza e timor», tra macerazione e rovina, mostrando ora mansuetudine ora fiera<sup>16</sup>. Variamente interpretato e datato dalla critica, questo sonetto ha per protagonista Lorenzino de' Medici, particolare sfuggito ai più, ma non a un commentatore ottocentesco<sup>17</sup>: «O de' miei figli saggia e nobil schiera! / Perché di non seguir l'orme vi piace / di chi col ferro e con la mano audace / vi fè al mio scampo aperta strada e vera?»<sup>18</sup>. Dove si invitavano tutti i cittadini, la nobile schiatta dei figli di tanta patria, a seguire le «orme» di

11 S. Albonico, «Uccidere il tiranno», cit., p. 458-459.

12 Alois Riklin, *Giannotti, Michelangelo e il tirannicidio* [1996], ed. Adriano Scarpelli, trad. Francesco Tronconi, Elisabetta Tronconi e Siro Beltrametti, Siena, Betti Editrice, 2000, p. 60. Vedi anche Francesca Russo, *Bruto a Firenze. Mito, immagine e personaggio tra umanesimo e rinascimento*, Napoli, Editoriale scientifica, 2008.

13 B. Varchi, *Storia fiorentina*, ed. cit., vol. III, p. 233-236.

14 Vedi Appendice, page 181.

15 Veronica Gambara, *Le Rime*, ed. Alan Bullock, Firenze/Perth, L. S. Olschki/University of W. Australia Press, 1995, p. 40.

16 *Ibid.*, p. 112.

17 Serafino Nulli, *L'emulo di Bruto: Lorenzino de' Medici*, Milano, Athena, 1933, p. 129.

18 V. Gambara, *Le Rime*, ed. cit., p. 113.

Lorenzino, colui che aveva impugnato la spada di Bruto. La forma del periodo, interrogativa e negativa, ci dice che questi versi risalgono al gennaio del 1537, quando per un momento si era profilato l'intervento armato dei fuorusciti che marciavano verso Firenze in due colonne, da Viterbo e da Bologna, mentre il tirannicida stesso era atteso sul campo di battaglia, proveniente dalla Mirandola, come Filippo Strozzi annunciava agli altri capi degli esuli, i cardinali Salviati e Ridolfi<sup>19</sup>. Nel volgere di pochi giorni, invece, i propositi guerreschi svanirono e prevalse l'idea di una conciliazione, la quale lacerò del tutto il già frastagliato fronte degli antimedicei<sup>20</sup>. Da qui il fermo richiamo della terzina seguente, che ricalca l'antico linguaggio della tradizione repubblicana: «Perché sì tardi al mio soccorso andate? / Già non produssi voi liberi e lieti / perché lassaste me serva e dolente!»<sup>21</sup>. Libertà e servitù: la libertà dell'antico comune contrapposta alla servitù del principato mediceo. Era un'esplicita presa di posizione in favore dell'ala dei fuorusciti «popolari», filo-francesi, contro quella dei «grandi», lo Strozzi e il Salviati *in primis*, che potevano anche accettare una qualche forma di compromesso con il partito imperiale.

Il testo parla chiaro, tanto da suscitare qualche fondato dubbio sul fatto che sia da attribuire proprio alla Gambara, la nobile e pacifica poetessa, ma anche l'accorta governante che aveva saldamente ancorato le sorti della fragile signoria di Correggio – divisa tra Francia e Impero, tra Riforma e Controriforma – nelle mani di Carlo V, *alias* il suocero del defunto duca Alessandro<sup>22</sup>. Comunque, il sonetto si chiude con l'appello a liberare Firenze, recuperando le antiche virtù civili e militari: «Quanta sia 'n voi virtù dunque mostrate, / e col consiglio e con la man possente / fate libera me, voi salvi e quieti»<sup>23</sup>. Ancora un rinvio al gesto di Lorenzino, dalla «man possente», mentre l'espressione «col consiglio» potrebbe alludere al cardinale Niccolò Ridolfi, punta di diamante dello schieramento repubblicano, assai ben visto dalla stessa Veronica Gambara, che ebbe a manifestargli amicizia e unità di propositi<sup>24</sup>.

19 «Bruto vi sarà in persona» (Giovann Battista Niccolini, *Filippo Strozzi. Tragedia, corredata d'una vita di Filippo Strozzi e di documenti inediti*, ed. Pietro Bigazzi, Firenze, Felice Le Monnier, 1847, p. 223).

20 Vedi in proposito P. Simoncelli, *Fuoriuscitismo repubblicano fiorentino (1530-1554)*, op. cit., p. 190 sq.

21 V. Gambara, *Le Rime*, ed. cit., p. 113.

22 Vedi Franco Pignatti, «Gambara, Veronica», in *Dizionario biografico degli Italiani*, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, 1999, p. 68-71. Ma anche Carlo Dionisotti, «Elia Capriolo e Veronica Gambara», in *Veronica Gambara e la poesia del suo tempo nell'Italia settentrionale*, ed. Cesare Bozzetti, Pietro Gibellini e Ennio Sandal, Firenze, L. S. Olschki, 1989, p. 13-21.

23 V. Gambara, *Le Rime*, ed. cit., p. 113.

24 Elisabetta Selmi, «Per l'epistolario di Veronica Gambara», in *Veronica Gambara e la poesia del suo tempo nell'Italia settentrionale*, op. cit., p. 143-181, in particolare p. 145, dove si lamenta l'esiguità della documentazione superstite.

Come documenta un recente contributo, Lorenzino de' Medici scrisse e divulgò una prima redazione dell'*Apologia* entro il 5 febbraio del 1537<sup>25</sup>, quando l'*élite* moderata dei fuorusciti aveva ormai abbandonato il disegno di un colpo di mano contro la città di Firenze. Le parole di Lorenzino sono la testimonianza di una sconfitta personale e politica: «Dico adunque che 'l fin mio era di liberare Firenze, e l'ammazzare Alexandro era 'l mezzo»<sup>26</sup>. Non un ricordo lontano nel tempo – come sostenuto fin qui dalla critica – ma una pagina vivente di storia. La responsabilità dell'insuccesso veniva fatta ricadere sulle spalle dei cosiddetti «grandi», gli esponenti dell'oligarchia antimedicca, ovvero «quegli che potevon manco», perché non si erano rivelati «di quell'animo e di quella prontezza che dovevano essere»<sup>27</sup>. Nondimeno, la decisione di far circolare subito l'*Apologia* era politica, visto che l'autore chiamava a raccolta tutte le forze dei fuorusciti per la causa comune, «il bene della patria loro», superando gli «appetiti» di parte e le «ulcere» delle divisioni<sup>28</sup>. Lorenzino non disarmava, e la lotta per liberare Firenze veniva anzi propagandata attraverso la difesa del tirannicidio e della sua persona. Verrebbe da pensare al sonetto della Gambara – o a lei attribuito – come ad una delle prime testimonianze della circolazione dell'*Apologia*, ma allo stato della ricerca, questa è solo una suggestiva ipotesi.

Si noti che tra gli esuli non tutti i «grandi» si erano dichiarati contrari al partito della guerra. Per esempio, il cardinale Niccolò Ridolfi, diretto discendente di Lorenzo il Magnifico, si era opposto risolutamente ai colloqui di pace<sup>29</sup>. In rotta aperta con Filippo Strozzi e Giovanni Salviati, «più in collera che mai et in maggior furia», egli aveva dichiarato che da parte sua avrebbe preferito «ogni altra cosa che veder el signor Cosimo padrone»<sup>30</sup>. Con ogni probabilità, fu allora che Michelangelo Buonarroti scolpì il celebre busto del *Bruto* «per il cardinale Ridolfi» (oggi al Bargello), su suggerimento o preghiera – secondo il Vasari – di «Donato Giannotti, suo amicissimo»<sup>31</sup>. Eloquente giustificazione del tirannicidio, in linea con le scelte politiche maturate nell'ala interventista degli esuli fiorentini a Roma. Come è noto, la critica si è divisa sulla datazione dell'opera michelangiolesca, che si pone tra le espressioni più alte dell'arte scultorea, ma non è mia intenzione ripercorrere qui la questione, cosa che ho fatto altrove.

25 Stefano Dall'Aglio, «Nota sulla redazione e sulla datazione dell'*Apologia* di Lorenzino de' Medici», *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance*, LXXI, 2009, p. 233-241.

26 Lorenzino de' Medici, *Apologia e Lettere*, ed. Francesco Erspamer, Roma, Salerno, 1991, p. 48.

27 *Ibid.*, p. 55.

28 *Ibid.*, p. 86.

29 P. Simoncelli, *Fuoriuscitismo reppublicano fiorentino (1530-1554)*, op. cit., p. 215.

30 Salvatore Lo Re, «“Chi potrebbe mai, a questi tempi, badare a lettere?” Benedetto Varchi, Piero Vettori e la crisi fiorentina del 1537», *Studi Storici*, XLIII, 2002, p. 367-409, in particolare p. 393.

31 Giorgio Vasari, *Le opere* [1906], ed. Gaetano Milanesi, Firenze, Le Lettere, vol. VII, 1998, p. 262.

Mi preme invece sottolineare l'importanza di un nuovo documento letterario, un sonetto di un oscuro autore, Giovan Battista Francini, certo non bello da un punto di vista formale, ma che ha per oggetto il «Bruto novello», Lorenzino de' Medici, celebrato nell'opera scultorea del Buonarroti, oltre che in quella poetica del Bembo<sup>32</sup>. Non sappiamo di preciso chi fosse il Francini: forse un giovane, bolognese, al tempo studente a Padova o forse, piuttosto, di natali fiorentini e sovente in viaggio per qualche ragione (anche politica) tra Padova, Bologna e Firenze<sup>33</sup>. Nel sonetto «Garbo gentil, hoggi chiaro si mostra», l'autore si dichiarava seguace della «sempre onorata scuola» di Francesco Del Garbo, studioso di medicina, fiorentino molto amico del Vettori, istituendo un significativo parallelo tra l'evo antico e quello moderno, tra l'esempio dei classici, il magistero letterario del Bembo e il genio artistico del «toscho Arruoto», considerato come il più grande scultore vivente: «Io mi credea ch'a caso l'età nostra / godessi un dotto Benbo, una scultura / del toscho Arruoto, a' quai se ben pon cura / ognun, di par co' più antichi giostra»<sup>34</sup>. Collegato, come è assai probabile, alla cerchia degli esuli fiorentini, il Francini definiva Bembo e Michelangelo «presaghi d'un Bruto novello», Lorenzino de' Medici, immortalandone la fama nei rispettivi campi: «Ma quei, presaghi d'un Bruto novello, / provider lor che ei fussi immortale, / questi con penna et questi col martello». Non abbiamo notizia di un'opera del letterato veneziano in lode di Lorenzino (non è detto che debba essere per forza un sonetto), mentre per la scultura del Buonarroti non può che trattarsi del busto del *Bruto*. L'ipotesi più plausibile è che il testo del Francini risalga alla prima metà del 1537, quando l'opera michelangiolesca doveva essere stata appena realizzata, e le prime notizie cominciavano a filtrare negli ambienti dei fuorusciti fiorentini.

Il sonetto si chiude proclamando l'eguaglianza dell'Età moderna con l'antica attraverso un nuovo implicito parallelismo tra l'ingegno del Bembo, l'arte di Michelangelo e l'opera di Lorenzino: «O mirabil segreto! O come è uguale, / l'ingegno, l'arte, l'opra et chi è quello / che dica che lassù di noi non cale?»<sup>35</sup>.

32 Archivio di Stato, Firenze, *Carte Stroziane* III, 135, f. 281. Vedi il testo in Appendice, page 181-182. Esprimo tutta la mia gratitudine a Giorgio Masi e a Giacomo Moro per l'aiuto generosamente offertomi nella lettura del sonetto.

33 Troviamo menzione di un «messer Giovanbattista Francini» nella lettera di Ugolino Martelli scritta da Padova, il 10 febbraio 1539, a Piero Vettori, dove si parla di alcuni libri da acquistare «a Venetia et il Francino gli porterà a i suoi a Bologna et di quivi ve gli potrà mandare diligentissimamente a Firenze»: Ugolino Martelli, *Lettere a Piero Vettori (1536-1577)*, ed. Vanni Bramanti, Manziana (Roma), Vecchiarelli, 2009, p. 52. L'espressione «i suoi a Bologna» potrebbe infatti alludere a quelli della sua parte, cioè i fuorusciti fiorentini, più che alla sua famiglia, ma è un fatto che il nome del Francini non figuri a nessun titolo negli *Acta graduum* dell'Università di Padova.

34 Archivio di Stato, Firenze, *Carte Stroziane* III, 135, f. 281.

35 *Ibid.*

Il terzo scritto che si prende qui in esame è di Luigi Alamanni, il più famoso dei fuorusciti fiorentini in Francia. Si tratta di un testo in versi sciolti indirizzato «ai cittadini di Firenze» l'8 giugno 1537, erroneamente denominato «satira» e pubblicato nell'Ottocento da Pietro Raffaelli, che lo attribuì all'Alamanni<sup>36</sup>. Contestò la paternità dello scritto Henri Hauvette, autore di una benemerita monografia dell'esule fiorentino, ma con argomenti che appaiono oggi debolissimi<sup>37</sup>. Non sorprende che nel recente studio monografico di Elisabeth Frege Gilbert si torni ad assegnarlo all'Alamanni, per la sua tipica commistione di ideologia repubblicana e temi religiosi<sup>38</sup>. Nessuno ha però studiato nel merito questi versi, e nessun ha fin qui preso in considerazione che la primitiva attribuzione all'Alamanni si deve non al suo editore ottocentesco, certo non impeccabile, ma al senatore bibliofilo Carlo di Tommaso Strozzi, che vergò di suo pugno sul codice che ci ha tramandato questa scrittura: «Opera, credo, di Luigi Alamanni»<sup>39</sup>. Autorevole ipotesi che trova conferma dall'analisi del componimento, dove tutto rinvia all'Alamanni, dai contenuti allo stile, perfino in certe sue cadute formali, dalle citazioni di Dante e Petrarca ai motivi religiosi e politici che si annodano in un retaggio genericamente definito savonaroliano e machiavelliano<sup>40</sup>. Vi si ritrova lo stretto legame di letteratura e politica che è presente nelle *Satire*<sup>41</sup>; l'esaltazione del mito di Bruto che corre nelle *Selve*<sup>42</sup>; le costruzioni lessicali delle *Egloghe*<sup>43</sup>. Con la differenza che questi versi sono un violento *pamphlet*, una satira politica a tinte forti che bolla gli ottimati filomedicei come i «ma[li] ciptadini di Firenze»<sup>44</sup>.

Il testo si apre con la ripresa quasi letterale, adattata al nuovo contesto politico, di un passo delle *Egloghe* alamanniane: «Beati spirti che su 'n ciel con Dio / vedete del natio vostro terreno / et della cara patria, alma Fiorenza, / la

36 Luigi Alamanni, *Versi e prose*, ed. Pietro Raffaelli, Firenze, Felice Le Monnier, vol. II, 1859, p. 167-172.

37 Henri Hauvette, *Un exilé florentin à la cour de France au XVI<sup>e</sup> siècle : Luigi Alamanni (1495-1556). Sa vie et son œuvre*, Paris, Librairie Hachette & Cie, 1903, p. 430-432.

38 Elisabeth Frege Gilbert, *Luigi Alamanni – Politik und Poesie von Machiavelli zu Franz I*, Frankfurt am Main/New York, Peter Lang, 2005, p. 65.

39 *Le Carte Stroziane del Regio Archivio di Stato in Firenze*, ed. Cesare Guasti, serie I, vol. I, Firenze, Dalla Tipografia Galileiana di M. Cellini e C., 1884, p. 459.

40 Per questi aspetti, continuamente ricorrenti nell'opera dell'Alamanni, vedi Piero Floriani, «Sulle "Satire" di Luigi Alamanni», *Giornale Storico della Letteratura Italiana*, CLXI, 1984, p. 30-59.

41 Vedi Franco Tomasi, «Appunti sulla tradizione delle *Satire* di Luigi Alamanni», *Italique*, IV, 2001, p. 33-59.

42 Cf. L. Alamanni, *Opere toscane*, Venetiis, apud haeredes Lucae Antonii Iuntae, 1542, vol. II, p. 53.

43 Vedi Paola Cosentino, «Una "zampogna toska" alla corte di Francia: le Egloghe in versi sciolti di Luigi Alamanni», *Filologia e Critica*, XXVIII, 2003, p. 70-95.

44 Archivio di Stato, Firenze, Carte Stroziane I, 95, f. 135r-139v. Ma vedi ora il testo in Appendice, p. 182 (ringrazio Vanni Bramanti per avermi aiutato nella trascrizione).

piaga, che pur ier col ferro santo / et per virtù d'un giovinetto Lauro / sanata parve, hor vie più che mai inverma»<sup>45</sup>. La «piaga» della tirannide, che il gesto virtuoso di Lorenzino pareva aver rimarginato, era tornata a sanguinare più di prima, suscitando lo sdegno dell'autore dinanzi al «bel florido nido» di Firenze, «fatto albergo non più d'alme patritie, / ma di ferì et rapaci avidi lupi». Ancora una ripresa dalle *Egloghe*, se si vuole, ma il linguaggio si fa più diretto quando dall'allocuzione agli spiriti degli antenati si passa all'attacco sferrato contro gli oligarchi, definiti «scellerati, crudei, rabbiosi monstri», dimentichi dell'antica libertà, gravati ormai dal «mal grido et vergogna di voi stessi». Mentre il poeta si proclama «come voi fratello et figlio / di quest'alma ciptà», appellandosi alla comunione del sangue che pur lo unisce a quei patrizi «folli et ciechi»<sup>46</sup>. La data del componimento, «8 di giugno 1537», ci dice che si avvicinava la battaglia finale per il destino di Firenze, e che la ricomposizione delle file oligarchiche, divise tra medicei e antimedicei, era la vera posta in gioco.

178

Dopo aver esaltato Lorenzino come nuovo Bruto, l'Alamanni condanna in modo inappellabile la memoria del defunto duca Alessandro, «il più sanguinoso empio tyranno / che mai natura producessi in terra». A suo giudizio, dall'avvento al principato fino al «quinto girar d'un anno intero», vale a dire dalla riforma costituzionale del 27 aprile 1532 alla sua morte<sup>47</sup>, una lunga e buia parentesi aveva caratterizzato le vicende della storia fiorentina nel presentare la quale egli rispolvera minuziosamente il repertorio classico degli addebiti rivolti dagli esuli repubblicani ad Alessandro, accusato di ruberie e prepotenze, di ogni più efferata crudeltà, di «colpe oscene», di bestiale libidine. Come da copione, il patriziato filomediceo viene considerato complice del tiranno<sup>48</sup>. Così il tirannicidio affonda le sue radici nel mito di Bruto, facendosene Lorenzino emulo, «alhor che [...] valoroso, ardito et forte / n'aperse dentro alla profonda notte / col iusto ferro il crudo petto et il collo, / et fe di sangue un sì famoso rio, / che non a Bruto pur la gloria adombra»<sup>49</sup>. «Creato da Dio per opra tale», il tirannicida è l'uomo della Provvidenza e l'uccisione del tiranno un atto di giustizia. «O alto ingegno, o virtuoso cuore, / o sancta dextra quanto fia che mai / baciarti possa mille volte et mille»<sup>50</sup>, prorompe l'autore, assolvendo ancora una volta al voto letterario pronunciato all'indomani della morte del duca Alessandro, quando

45 *Ibid.*, f. 135r. Cf. L. Alamanni, *Opere toscane, op. cit.*, vol. I, p. 122; P. Cosentino, «Una "zampogna toska"», cit., p. 87.

46 Archivio di Stato, Firenze, Carte Stroziane I, 95, f. 135rv.

47 Ma non è escluso che il computo dell'Alamanni partisse dal 6 luglio 1531, quando Alessandro si insediò a Palazzo Vecchio, l'altra residenza della Signoria e simbolo della repubblica fiorentina dall'epoca di Dante.

48 Archivio di Stato, Firenze, Carte Stroziane I, 95, f. 136r-137v.

49 «Ma a quanti Roma gloriosa fero, / costui l'honor a tutti aduggia e cuopre» (*ibid.*, f. 137v).

50 *Ibid.*

si era dichiarato schiavo con tutto il mondo del «mio honoratissimo signor Lorenzo de Medi[ci], le cui divine virtù non sarò mai satio di celebrare»<sup>51</sup>. La letteratura cedeva qui il passo alla politica, di cui si faceva strumento.

Il baricentro del testo era posto all'interno delle mura di Firenze, quasi costituisse un foglio di propaganda. L'autore si rivolgeva infatti ai «patrizi iusti», quelli «che dentro al cerchio sì vi spiace il male, / che ne vivete lagrymando in doglia»<sup>52</sup>, denunciando invece gli oligarchi che si riconoscevano nella *leadership* di Francesco Guicciardini, artefice dell'elezione di Cosimo I, «sol per farlo strumento alle sue voglie»: apostrofato, lo statista fiorentino, come «bramoso farsi grande appo qualchuno / ch'el premiasse con tal gloria et oro, / ch'empier potesse suo appetito ingordo»<sup>53</sup>. L'Alamanni scriveva dalla Francia, tra Lione e Parigi, dove si trovava al seguito della corte di Francesco I<sup>54</sup>, svolgendo la funzione di effettivo catalizzatore di tutte le forze degli antimedicei, mentre a Firenze era in corso la missione del plenipotenziario imperiale Ferdinando da Silva, conte di Cifuentes. Le notizie correavano e si disegnava uno scenario sfavorevole tanto ai fuorusciti quanto all'aristocrazia senatoria. La risoluzione della partita consisteva tutta nella questione delle fortezze, cioè i castelli di Firenze, Pisa e Livorno, che Carlo V rivendicava per sé, contro le flebili resistenze della nobiltà cittadina<sup>55</sup>. Come denunciavano puntualmente i versi dell'Alamanni, che proseguiva sul conto del Guicciardini: «Et per far questo non si cura vendere, / e tu 'l consenti impio civil collegio, / la ciptà per schiava et seco appresso / e suo più forti et ben muniti lochi, / che non son pur a noi fortezza et scudo / ma chiave et porta al bel sito toscano»<sup>56</sup>. Il componimento si concludeva con l'invocazione a Dio, «Surgi alto padre che nel ciel ti posi», al quale l'autore affidava il destino di Firenze, «la tua città», la nazione eletta di savonaroliana memoria. Religione e politica tornavano, pertanto, a unirsi. Ma le accorate preghiere dell'Alamanni – «abbatti fuori et dentro ogni inimico», «rompi, hor mai rompi ogni volpin disegno», «risurga / il iusto et comun ben, la pace»<sup>57</sup> – avevano un chiaro risvolto: favorire la riunificazione del patriziato in vista dell'impresa di Firenze, ormai prossima.

51 «Et sarà soggetto a più di mille delle mie carte» (Paola Cosentino-Lucie De Los Santos, «Un nuovo documento sul fuoriuscitismo fiorentino: undici lettere inedite di Luigi Alamanni a Filippo Strozzi [aprile 1536-febbraio 1537]», *Laboratoire italien*, I, 2001, p. 141-167, in particolare p. 158).

52 Archivio di Stato, Firenze, Carte Stroziane I, 95, f. 138r.

53 *Ibid.*, f. 138v.

54 H. Hauvette, *Un exilé florentin...*, op. cit., p. 109, nota 1.

55 Vedi P. Simoncelli, *Fuoriuscitismo repubblicano fiorentino (1550-1554)*, op. cit., p. 157 e 290-309.

56 Archivio di Stato, Firenze, Carte Stroziane I, 95, f. 138v.

57 *Ibid.*, f. 138v-139r.

Luigi Alamanni è uno scrittore politico, e questo testo ne offre una chiara conferma, non lo stucchevole poeta cortigiano immaginato a suo tempo da Henri Hauvette, «*devenu indifférent à ce qui se passait à Florence*»<sup>58</sup>; non il personaggio bifronte costruito da Giancarlo Mazzacurati, «quasi per forza di cose un ibrido» diviso tra due mondi, la piazza fiorentina e la corte francese<sup>59</sup>; non la figura esemplare dell'esiliato italiano cara a Christian Bec, pronto a barattare i trascorsi repubblicani coi vagheggiamenti arcadici della letteratura<sup>60</sup>. In Francia l'Alamanni non abdicò al suo ruolo politico: rimase l'oratore permanente del suo partito, la Nazione fiorentina, le cui ideali prospettive politiche – come non è sfuggito alla critica più recente<sup>61</sup> – non sempre coincidevano con le posizioni del sovrano francese.

---

<sup>58</sup> H. Hauvette, *Un exilé florentin...*, op. cit., p. 431.

<sup>59</sup> Giancarlo Mazzacurati, *Rinascimenti in transito*, Roma, Bulzoni, 1996, p. 89-112.

<sup>60</sup> Christian Bec, «De Dante à Alamanni : exil et écriture en Italie», *Filologia e critica dantesca. Studi offerti a Aldo Vallone*, Firenze, L. S. Olschki, 1989, p. 505-516.

<sup>61</sup> F. Tomasi, «Appunti sulla tradizione...», cit., p. 36.

APPENDICE

I

[Archivio di Stato, Firenze,  
Carte Stroziane III, 135, f. 276]

Della signora Veronicha da Corregio

La bella Flora che da voi sol spera,  
famosi eroi, et libertade et pace,  
fra speranza et timor si strugge et sface  
et secho dice hor mansueta hor fera:

O de' miei figli, saggia et nobil sc[h]iera,  
perché di non seguir l'orme vi piace  
di chi col ferro et con la mano aldace  
vi fé al mio scampo aperta strada et vera?

Per che sì tardi al mio soccorso andate?  
Già non produssi voi liberi et lieti,  
perché lassaste me serva et dolente!

Quanto valor si è in voi dunque mostrate,  
et col consiglio et con la man possente,  
per far libera me, voi saldi et quieti.

II

[Archivio di Stato, Firenze,  
Carte Stroziane III, 135, f. 281]

Di messer Giovan Battista Francini

Garbo gentil, hoggi chiaro si mostra  
che nulla indarno e' cieli et la natura  
opran qua giuso et questa sai ch'è cura  
della sempre onorata scuola vostra.

Io mi credea ch'a caso l'età nostra  
 godessi un dotto Benbo, una scultura  
 del toscho Arruoto, a' quai se ben pon cura  
 ognun, di par co' più antichi giostra.

Ma quei presaghi d'un Bruto novello  
 provider lor che ei fussi immortale,  
 questi con penna et questi col martello.

O mirabil segreto! O come è uguale,  
 l'ingegno, l'arte, l'opra et chi è quello  
 che dica che lassù di noi non cale?

### III

[Archivio di Stato, Firenze,  
 Carte Stroziane I, 95, f. 135r-139r]

[135r] A i ma' ciptadini di Firenze. Alli 8 di giugno 1537.

Satira

Beati spirti che su 'n ciel con Dio  
 Vedete del natio vostro terreno  
 Et della cara patria, alma Fiorenza,  
 La piaga, che pur ier' col ferro santo  
 Et per virtù d'un giovinetto Lauro  
 Sanata parve, hor vie più che mai inverma.  
 Di così lungo mal pietà vi prenda,  
 De' rivoltate in la divina mente  
 Gli occhi, et se lacrimar si puote in cielo,  
 De' mostrategli a Dio pregni di pianto,  
 Mossi a pietà del bel florido nido,  
 Fatto albergo non più d'alme patritie,  
 Ma di feri et rapaci avidi lupi,  
 Che non satij in gran tempo devorarne  
 La carne et 'l sangue della bella donna,  
 Hor con rabbiosa bocca i denti volgono  
 Per romper l'ossa et porle al vento in polve,  
 Scellerati, crudei, rabbiosi monstri  
 Impij, com'esser può ch'al tutto spenta  
 Sie 'n voi quella pietà paterna et quella

[135v]

Carità che spronò gli antichi et saggi  
A por per la più cara libertate  
Oro, gemme, terre', figliuoli et vita?  
Et se tal carità non mosse unquanco  
Gli animi vostri et i cuor, già fatti un marmo  
Dentro all'inveterato et lungo orgoglio  
Degl'altrui damni, almen vi muova hormai  
Il mal grido et vergogna di voi stessi,  
Che non pur Roma o le latine spoglie  
Del vostro vituperio obscure fansi,  
Ma la Grecia per voi si turba et duole,  
Già veggendo gli Assiri et gli Africani  
Hoggi di voi più pii, più iusti et santi;  
Ditemi, priego, et non s'asconda 'l vero,  
Perch'io son come voi fratello et figlio  
Di quest'alma ciptà di cui pietoso  
Fui sempre et sono et poi che sciolta fia  
L'alma dal mesto corpo sarò ancora,  
Onde scrivendo il ver lacrymo et scrivo.  
Ditemi un pò, patritij folli et ciechi,  
Per quella verità che 'n ciel non erra,  
Pel sangue nostro ch'in amor ci unisce,  
Quali voi contro a natura ogni hor partite;  
Ditemi hor mai et ritirate il morso  
Al propio bene et alle stesse voglie,  
Ch'el più dritto camin coprendo ingombrano,  
Et date alla ragion la briglia et il freno.

[136r]

Non bastavengli, ohimé, che gli occhi vostri  
Visto n'havesser per sì lungo tempo,  
Dopo 'l quinto girar d'un anno intero,  
Sotto le più rapace, avide mani,  
Sotto il più crudo cuor, almo efferato,  
Sotto il più sanguinoso empio tyranno  
Che mai natura producessi in terra,  
La ciptà con l'haver, l'honor et l'esser,  
Non bastava egli, ohimé, non fora ei troppo  
Haver visto ogni publico thesoro  
Et l'altrui poscia dissipare et spendere,  
Per satiare ogni sua più 'ngorda voglia,  
Et per tener con violente forza,

[136v]

[137r]

Con braccio armato et sanguinosa mano,  
 Quel che non era possibile né iusto?  
 Così votando el suo paterno albergo  
 Del per altrui sudato argento et oro,  
 N'empieva ognihor quel barbarico seno  
 Ch'al suo male operar cresciessi il tempo,  
 Non riguardando per ciò far giamai  
 Negli altrui danni et noiose ruine,  
 Né se la toglie ove è 'l maggior bisogno,  
 Né se li fili tronca al mercantil lavoro  
 O spesso fura agli afamati figli  
 Il pan, con più dolor del vecchio padre  
 Et della più pia madre urla et sospiri.  
 Né curava quest'empio, et voi 'l vedesti,  
 Per occupar l'altrui pecunia, romper  
 Con varii modi le sacrate nozze  
 Di vostre figlie che, vergine et caste,  
 Enpion le case, ohimé, sendo hor più atte  
 Per lungo tempo che piangendo occulte  
 Son state, a esser gran madre che spose.  
 Hor con quel grieva duol che el cuor mi punge  
 Vie più oltre dirò le colpe oscene  
 Di quest'empio et di sua più vil canaglia,  
 Che gli fu sempre in ogni 'npresa guida.  
 O questi spinti da foco et da libidine  
 Non curar le civil vergine havere  
 Più volte a forza, et l'altrui spose honeste,  
 Et quelle ancor che sotto negri panni  
 Dopo il pianto marito aspetton morte,  
 Non lassando però le chiuse et sacre,  
 Poste al servitio del più alto Giove.  
 Et de lor corpi mille volte et mille  
 Satiò sue voglie come più gli piacque,  
 Con tanto dishonor, o vil patritij,  
 Del casto sangue vostro antico et nobile,  
 Et di quella honestà che 'n pregio tanto  
 Hebber quei ch' a voi fur primi et miglori.  
 Ma voi, già fatti et compagni et frategli  
 Al suo tyrannegiar bramosi d'oro,  
 Cinti d'ambitione et di timore

[137v]

Di non perder la vita, ogni suo gloria  
Della vostra ciptà subietta havete  
Et comportato quel che l'aspre belve  
Et crude fere comportar non ponno.  
Lasso, i' non deggio hor quinci reprimarne  
Quanto fusse in costor quel vitio obseno,  
Per cui già n'arse duo città salvando  
A pena un iusto Loth, Iddio immortale.  
Dunque nel tuo giardin, patria mie cara,  
Mediante questi impij eron già secchi  
E vaghi fiori, le più sante herbe et i frutti  
Che già ti fecer sì famosa et bella  
Nel tuo giardin, che pessimi cultori  
A forza già ne dierno in preda a quello  
Ch'ogni suo comun ben per proprio volse,  
Fino agl'uccei, le varie fiere et i pesci,  
Con tormento d'alcun, se pur guardava  
L'aria, le selve o i fiumi ove nascevano  
Non ch'ardissi ver lor spinger la mano.  
Così 'n te spenta ogni virtute et fede,  
L'honor, la gloria et ciascun tuo thesoro,  
La bontà che già al ciel la via ti scorre,  
Dipinta eri in lor vece et fatta adorna  
D'ignoranza, di fraude, urla et ruine,  
Vergogna, vituperij et luxi vanj,  
Strupi, adulteri, sacrilegi, incesti,  
Forze, rapine, sangue et morte horrende  
Da far l'abisso non che 'l ciel pietoso.  
Queste son le tuo glorie, et pur bastar  
Dovieno a chi di te reggeva il freno,  
Alhor che 'l valoroso, ardito et forte  
N'aperse dentro alla profonda notte  
Col iusto ferro il crudo petto et il collo,  
Et fe di sangue un sì famoso rio  
Che non a Bruto pur la gloria adombra,  
Ma a quanti Roma gloriosa fero,  
Costui l'honor a tutti aduggia e cuopre.  
O creato da Dio per opra tale,  
O alto ingegno, o virtuoso cuore,  
O sancta dextra quanto fia che mai

[138r]

Bacciar ti possa mille volte et mille  
 Alhor ch'è tuo trophei fien celebrati  
 Là dove hor da più rei exulj sian fatti,  
 Da più rei ch'odian sì quel ferro et l'opre  
 Che trar di servitute unqua gli possa,  
 Che non odia così l'avarò il perdere,  
 Dando gran prezzo all'ostile armi quali  
 Sempre gli tenghin schiavi servi abietti,  
 Accioché mai e lor canuti velli  
 Quel che sia libertà veder non deggino,  
 Come di tanto ben già fatti indigni.  
 Né perciò dico a voi, patritii iusti,  
 Che dentro al cerchio sì vi spiace il male,  
 Che ne vivete lagrymando in doglia,  
 Ma, per più non poter, ne date loco  
 A quella forza a cui subiace il bene.  
 Gli impij, per non veder più chiaro il sole  
 Del libero splendor ch'era resurto  
 Al suo vago oriente, per quel ferro  
 Che ne tagliò la mal cresciuta pianta,  
 Gli occhi serraròn, il mal voler satiendo  
 Di quel ch'el sangue nostro odia non meno  
 Che già l'odiasse il suo punito padre.  
 Costui a forza in alto seggio pose  
 Un certo giovinetto in terra nato  
 Di quel padre ch'alhor fu pregio et 'l vanto  
 Delle vie più famose italiche armi,  
 A questo a forza dié titolo et nome  
 Sol per farlo strumento alle sue voglie,  
 Bramoso farsi grande appo qualchuno  
 Ch'el premiasse con tal gloria et oro,  
 Ch'empier potesse suo appetito ingordo;  
 Et per far questo non si cura vendere,  
 E tu 'l consenti impio civil collegio,  
 La ciptà per schiava et seco appresso  
 E suo più forti et ben muniti lochi,  
 Che non son pur a noi fortezza et scudo  
 Ma chiave et porta al bel sito toscano.  
 Dunque contro a sì rei, nefandi casi,  
 Surgi alto padre che nel ciel ti posi,

[138v]

[139r]

Et con l'ochio divin pietoso et mite  
Risguarda hormai la tuo città che prona,  
Vedova et serva, d'ogni speme priva,  
D'ogni speme et favor d'humane forze,  
Solo in tuo dextra a cui subiace il cielo,  
La terra e 'l mar e 'l più profondo abisso,  
Si confida, alto Iddio, risguarda et spera.  
Con quei modi, Signor, ch'occhio mortale  
Non vede o scuopre natural iuditio,  
Abbatti fuora et dentro ogni inimico  
Ch'occupar vuole il ben libero et sciolto  
Della ciptà che già fiorir facesti  
Et farai, se di lei punto ti cale.  
Tu che penetri e cuori, alto Sygnor,  
Rompi, hor mai rompi ogni volpin disegno,  
To[r] via quei lacci che così l'astringono  
Che non puote horamaj più dare un crollo.  
Surgi, Signor, et sia squarciato et rotto  
Quel forte muro che de' più meschini  
Opra, sangue et sudor sì presto crebbe  
Per dextrurne il più bello antico cerchio.  
To[r] via, Signor, le 'nsidie, 'l ferro e 'l foco,  
E perversi pensier, l'avidò orgoglio,  
Et fa' che 'nvece a tanti mal risurga  
Il iusto et comun ben, la pace, et sia  
Questa all'altre ciptate exemplo et guida,  
Non più come statè favola et scherno.  
Di questo priega ogni cuor ritto, et voi,  
Beati spirti che su 'n ciel con Dio  
Vedete del natio vostro terreno  
Et della cara patria, alma Fiorenza,  
Il suo gran male, all'alto tron rivolti,  
Pregate che pietà lo muova hormai  
Poscia ch'altri per lei non muove in terra.



## TROISIÈME PARTIE

# Dieux, héros et saints



## MEMORIA SACRA E STORIA CITTADINA: IL CASO FIORENTINO

*Anna Benvenuti*

Nel tempo in cui Giovanni Villani dava avvio alla sua impresa di storiografo delle glorie municipali fiorentine, poco più ad ovest della città del Giglio, nel fiorentino comprensorio commerciale del porto fluviale di Signa, si scriveva la vita di una cellana locale, Giovanna, la cui povera vicenda biografica veniva trasmessa non tanto da una *Vita* – forse riposta come tante altre dentro lo stesso scrigno-sepolcro in cui si conservavano le reliquie taumaturgiche – quanto dalle tavole dei cantimbanchi che si muovevano entro il distretto commerciale delle fiere del territorio fiorentino<sup>1</sup>. Trascurati dalla attenzione storiografica dei tempi recenti, i cantari agiografici, al pari della tradizione para-liturgica popolare del tempo festivo evocano, coi testi che ci sono stati trasmessi dalla difficoltosa eredità della tradizione orale, un sistema narrativo che obbliga a differenziare i livelli di fruizione del messaggio agiografico e quindi le forme alle quali esso venne, nel tempo, affidato. Il condizionamento imposto dall'ovvio accesso alle sole testimonianze scritte ha finito spesso per far dimenticare quanto esse siano debitrice ad altri sistemi di comunicazione della memoria; e questo anche in relazione ai «costi» dei supporti stessi della scrittura, la carta e la pergamena, a lungo rimasti patrimonio di pochi. Un patrimonio racchiuso non solo negli *armaria* degli archivi ma talvolta considerato di per sé portatore di sacralità e come tale soggetto alle stesse tecniche di «occultamento» rituale riservate agli oggetti sacri: negli usi casentinesi del xv secolo il codice che trasmetteva la leggenda del beato Torello da Poppi era divenuto esso stesso una reliquia, presidio taumaturgico impiegato nei casi in cui le difficoltà del parto imponevano la richiesta di una intercessione del santo. Posto sul ventre delle partorienti, il

<sup>1</sup> Giovanni Battista Bronzini, *La Vita della Beata Giovanna da Signa di Giuliano Dati*, Firenze, Olschki, 1953. Sul tema dei cantari agiografici Umberto Cianiolo, *Contributo allo studio dei cantari di argomento sacro*, Firenze, Olschki, 1938; Paolo Toschi, *La leggenda di San Giorgio nei canti popolari italiani*, Firenze, Olschki, 1964; Alfredo Cioni, *La poesia religiosa. I cantari agiografici e le rime di argomento sacro*, Firenze, Sansoni, 1963.

«libro» si equivaleva ormai al santo o alle sue reliquie, assolvendo alla stessa funzione apotropaica<sup>2</sup>.

Attraverso il canale della «fama», carattere squisitamente orale nella società medievale, di tale importanza da assumere valore giuridico, e non attraverso quello oligarchico della scrittura, le gesta dei santi intese nella loro accezione epica sarebbero state impiegate anche dai cronisti cittadini quali tessere importanti nella costruzione di quel «sovratempo» – speculare e sinottico rispetto a quello storico in cui essi scrivevano – nel quale consiste la «storia» municipale dell'età comunale.

Tra i molti registri che contribuirono a costruire il sistema narrativo delle cronache cittadine l'effimero dato orale trasmesso da questa tradizione, cui partecipò anche la «materia» agiografica, avrebbe dato il suo contributo alla formazione di quel processo mitografico che rese comunicanti le «istorie» trasmesse da Tito Livio, Cicerone, Lucano, con le suggestioni fiabesche di Gervasio di Tilbury o di Goffredo di Monmouth, affiancando Merlino o Carlo Magno all'adattabile *lignum* dell'epopea<sup>3</sup>.

Proiettati sulla «*forma urbis*» e sulle sue emergenze monumentali in città, tutti questi elementi andarono a comporre un composito codice di riferimenti storici in cui convissero, indipendentemente dalle loro origini, sia le memorie ecclesiastiche sia quelle «laiche», nell'unica dimensione pubblica e civile di un «vissuto» municipale che fu elaborato nelle cronache e nelle *res gestae* cittadine.

Giovanni Villani attinse a più riprese al vasto patrimonio tradizionale affidato a quel tipo particolare di scrittura storica che furono anche per lui, autore «moderno», le testimonianze agiografiche: «storie» in cui si perpetuavano le *antiquitates* sacre cittadine e che a buon diritto egli adoperò come materiali di «reimpiego» nella costruzione della sua *Cronaca*.

2 V. il volgarizzamento quattrocentesco edito da Bea: *Vita di S. Torello da Poppi Eremita discepolo spirituale dei PP. Vallombrosani, Compatrono di Poppi e di Forl, Protettore delle famiglie e dei bambini*, ed. Alfredo Romano Bea, Roma, Arti Grimaldi, 1925, parte I, p. 52-53: «Signore mio io ti priego che qualunque persona che con divozione leggerà il libro della mia leggenda, ovvero starà a udire leggere con devozione, priegoti Iddio mio onnipotente che abbi misericordia di loro e che in quell'ora essendo confessato gli siano perdonati tutti i suoi peccati. [...] E chiunque comporrà il libro della mia leggenda di sua propria fatica, libera da ogni fortuna e ria vergogna, E ovunque sarà il libro della mia vita non vi possa nascere creatura che abbia meno veruno membro e non vi possa morire donna in parto, tenendo addosso con perfetta fede il libro mio, essendo la donna purificata e netta dal peccato mortale; e in questa casa non vi possa stare maligni spiriti ma sempre v'abiti lo spirito santo». Per la vita latina (BHL 8305) AA.SS., Mart.II, p. 500-504 (terza ed. p. 495-99); esiste anche una epitome della vita redatta da Gerolamo da Raggiolo (BHL 8306), AA.SS. Mart.II, p. 504-505 (terza ed. p. 499).

3 Anna Benvenuti, «Secondo che raccontano le storie: il mito delle origini cittadine nella Firenze comunale», in *Il senso della storia nella cultura medievale italiana (1100-1350)*, Pistoia, Centro italiano di studi di storia e d'arte, 1995, p. 205-252.

Partecipe di una diffusa percezione del tempo quotidiano nella quale, sulla scorta della consuetudine liturgica, i santi assolsero alla funzione di icone calendariali sostitutive dell'astratto riferimento numerico al giorno, il Villani, a differenza di altri cronisti (come ad esempio Marchionne di Coppo Stefani, meno sensibile a questo registro memoriale), ne inserì il ricordo anche nelle coordinate più ampie del tempo storico, evocandoli nel contesto degli eventi di cui essi erano stati protagonisti. In questo impiego egli dedusse buona parte delle informazioni agiologiche «universali» dal collaudato sistema di «auctores» in uso alla cultura scolastica del suo tempo: ad esempio indizi di una dipendenza assai stretta dalla *Cronaca dei papi e degli imperatori* di Martino di Toppau si possono dedurre dalle notizie conciliari presenti nella sua narrazione<sup>4</sup>, così come deriva con ogni probabilità da Matteo di Parigi – conosciuto forse più attraverso i compendi dell'*Abbreviatio chronicorum* o dei *Flores Historiarum* che per la *Chronica maiora* – il ricordo di alcune canonizzazioni, a cominciare da quella di Thomas Becket<sup>5</sup>. Anche il non troppo nutrito repertorio dei miracoli<sup>6</sup> trasmesso dalla cronaca villaniana – quando si esuli dalla tradizione fiorentina – non sembra discostarsi da questo repertorio. Prescindendo per il momento dal pantheon agiografico locale, sul quale torneremo tra breve, i riferimenti del cronista ai santi non toscani si limitano, dopo l'ineliminabile riferimento all'evento fondante della cristianizzazione dell'impero assicurata da Costantino, Elena e Silvestro<sup>7</sup>, all'accenno a Remigio quale protagonista della conversione di Clodoveo<sup>8</sup>, senza rivelare alcun particolare livello di approfondimento agiografico dipendente da letture specializzate; l'evocazione dei *patres italici* trasmessa

4 Giovanni Villani, *Nuova Cronica*, ed. Giuseppe Porta, Parma, Ugo Guanda, 1991, vol. VII, xxiv, p. 305.

5 *Ibid.*, vol. VI, iv, p. 60-61, p. 234: «Questo Arrigo (Enrico II) fue quegli che fece uccidere il beato Tommaso arcivescovo di Conturbiera, perch'egli il riprende de' suoi vizii, e togliea delle decime della santa chiesa; onde Idio fece grande giudicio, che poco appresso cavalcando per Parigi col re Luis, gli si traversò uno porco tra' piè del cavallo e fecelo cadere, e subitamente della caduta morio». Nella cronaca villaniana si ricordano anche accanto alla canonizzazione «antica» di Giovanni Gualberto, del 1193, che Villani dovette conoscere nel contesto di altre informazioni agiografiche relative al santo – cui dedica una notevole attenzione fornendo anche una tradizione biografica (vol. V, xvii, p. 188-189) – anche quelle, per lui recenti di Tommaso d'Aquino, del 1223 (vol. X, cxxviii, p. 402), San Luigi, del 1297 (vol. IX, xi, p. 28) che non potevano dipendere né da Martino di Toppau, morto nel 1278, né da Matteo di Parigi, deceduto nel 1259.

6 Villani riporta il noto miracolo della *inventio* nel 1239 di un testo profetico racchiuso in una pietra da parte di un ebreo in Spagna (vol. VII, xxx, p. 313), un miracolo eucaristico dell'epoca di San Luigi in Francia, nel 1257 (vol. VII, lxiv, p. 358) ed un altro ambientato a Baghdad, operato da un ciabattino cristiano tra i saraceni, nel 1175 (vol. VIII, xlvi, p. 484). Più dettagliata è invece la narrazione «locale» dei miracoli operati dalla tavola della madonna di Orsanmichele (vol. VIII, clv, p. 628).

7 *Ibid.*, vol. II, , xxii, p. 87 (p. 86 per la cristianizzazione fiorentina).

8 *Ibid.*, vol. I, xix, p. 26.

nelle varie forme cui si affidò la fortuna bassomedievale di Gregorio Magno<sup>9</sup>, unitamente ad un uso abbastanza frequente di citazioni, suggerisce invece una conoscenza meno generica delle opere gregoriane, tale comunque da giustificare il profilo demoniaco del «perfido Totile» – confuso peraltro con Attila<sup>10</sup> – come persecutore della cristianità latina e dei suoi santi vescovi (da Ercolano<sup>11</sup> a Gemignano<sup>12</sup> e Procolo<sup>13</sup>); tuttavia non è certamente dai *Dialogi* – nei quali è ignorato – che Villani deduce le sue informazioni sul santo vescovo fiorentino Maurizio<sup>14</sup>, anch'esso martire, secondo una oscura tradizione locale, dei Goti.

Diverso, ovviamente il livello di informazione del cronista rispetto ai santi «nuovi» più vicini al suo tempo, come Francesco o Domenico<sup>15</sup>, o di quelli più

9 Gregorio Magno è citato direttamente nel libro XII, III, p. 27, assieme a Giovanni Crisostomo; altre citazioni rinviano ad Agostino, vol. XII, III, p. 29. A conferma degli interessi teologici del Villani si rinvia al lungo capitolo dedicato alla disputa sulla visione beatifica del tempo di Giovanni XXII: vol. XI, CCCXVII. Interessante anche il profilo di Arnaldo di Villanova, vol. X, III, p. 213.

10 *Ibid.*, vol. III, III, p. 101.

11 *Ibid.*, vol. II, X, p. 75; vol. III, III, p. 100.

12 *Ibid.*, vol. III, I, p. 96.

13 Villani attribuisce a san Benedetto la definizione di Totila quale *Flagellum Dei* (*ibid.*).

14 «E nella detta città fu morto il beato Maurizio vescovo di Firenze a gran tormento per la gente di Totile, e il suo corpo giace in santa Reparata» (*ibid.*, vol. III, I, p. 98).

15 Fondata sulla rappresentazione visiva del «Sogno di Innocenzo», la nascita dell'ordine Francescano e la figura del suo fondatore sono oggetto di intere rubriche; così ad esempio nel libro VI la XXIV, (p. 251-252), «Come si cominciò l'ordine dei frati minori» [«Al tempo di detto papa Innocenzo si cominciò la santa ordine de' frati minori, onde fu cominciatore il beato Francesco nato nella città di Ascesi nel ducato, e per questo papa fu accettata e approvata la detta ordine con privilegio, imperciò che tutta fu fondata in umiltà, e carità, e povertà, seguendo in tutto il santo Vangelo di Cristo, e schifando ogni delizia umana. E 'l detto papa in visione vidde santo Francesco sostenere sopra i suoi omeri la chiesa di Laterano, così come poi per simile modo vide di santo Domenico: la quale visione fue figura e profezia come per loro si dovea sostenere santa chiesa e la fede di Cristo»]; ordinatamente, nella rubrica successiva il cronista evocava le origini dei Domenicani: (vol. VI, xxv, p. 252-253), «Come si cominciò l'ordine dei frati predicatori» [«E al tempo ancora del detto papa, similmente si cominciò l'ordine de' frati predicatori, onde fu cominciatore il beato Domenico nato di Spagna, ma al suo tempo no.lla confermò, con tutto che in avisione avvenne al detto papa che la chiesa di Laterano gli cadea addosso, e 'l beato Domenico la sostenea in su le sue spalle. E per questa visione era disposto di confermarla, ma sopravvennegli la morte, e il suo successore appresso, papa Onorio la confermò, gli anni di Cristo MCCXVI. E vere furono le visioni del sopradetto Innocenzo di santo Francesco e santo Domenico. Che.lla chiesa di Dio cadea per molti errori e per molti dissoluti peccati, non temendo Iddio; e 'l predetto beato Domenico per la sua santa scienza e predicazione gli corresse, e funne il primo stirpatore degli eretichi; e 'l beato Francesco per la sua umiltà e vita apostolica e di penitenza corresse la vita lascibile, e ridusse i cristiani a penitenza e a vita di salute. E veramente la Sibilla Irtea, seguendo questi tempi, profetizzò queste due sante ordini, dicendo che due stelle oriarebbono in alluminando il mondo»]; Villani tornerà brevemente su Francesco parlando del monte della Verna (vol. II, IV, p. 69), e sul ruolo assolto dai minori, assieme ai domenicani, nella repressione dell'eresia, particolarmente diffusa a Firenze. A questo contesto il cronista affiderà anche il ricordo di San Pier Martire (vol. V, xxx, p. 214).

prossimi al suo orizzonte geografico, come Giovanni Gualberto, del quale egli cita direttamente la leggenda<sup>16</sup>.

Sparsi nella cronaca, secondo l'ordine cronologico che anima il racconto, i riferimenti ai grandi eventi susseguiti a partire dall'età gregoriana si animano talvolta col ricordo dei santi che di essi furono protagonisti; così lo stesso Gregorio VII, che il cronista ricorda come «uomo di santa vita»<sup>17</sup>, Bernardo di Chiaravalle<sup>18</sup>, il santo re di Francia Luigi<sup>19</sup>, il papa eremita Celestino<sup>20</sup>. Queste evocazioni evenemenziali, al pari di importanti fatti di cronaca – come il processo ai Templari<sup>21</sup>, ai quali il Villani dedica molta attenzione – perdono il loro carattere più generico di «icone storiche» allorquando la narrazione villaniana si incardina entro le coordinate municipali, dove i santi sono colti «*in re*», principalmente come corpi e reliquie incardinate entro il disegno urbanistico della città mediante le chiese che ne sono scrigno e memoria<sup>22</sup>.

E in ragione di questa «presenza» fisica che si giustifica l'attenzione agiologica del cronista ed il suo inevitabile riferirsi a quel sistema di «antiche cronache» o «scritture» alle quali egli ascrive sicuramente anche le *Legendae* agiografiche. E non a caso la memoria dei cristianizzatori della regione, Frontino

16 «Al tempo del detto Arrigo imperadore fu uno gentile uomo del contado di Firenze nato di messere Gualberto cavaliere de' Signori di Petroio di Valdipesa, il quale avea nome Giovanni. Questi essendo laico e in guerra co' suoi vicini, i quali aveano morto uno suo fratello, vegnendo a Firenze con sua compagnia armati a cavallo, trovò il nimico suo che avea morto il fratello assai presso della chiesa di San Miniato a Monte; il quale suo nimico veggendosi sorpreso, si gittò in terra a' piedi di Giovanni Gualberti faccendogli croce delle braccia, cheggendogli mercé per lesù Cristo che fu posto in croce. Il quale Giovanni compunto da Dio, ebbe pietà e misericordia del nemico e perdonògli e menollo a offerere nella chiesa di Santo Miniato dinanzi al crocifisso. Della quale misericordia Iddio mostrò aperto miracolo, che veggente tutti il crocifisso si chinò al detto Giovanni Gualberti, e a lui fece grazie di lasciare il secolo e convertirsi a religione, e fecesi monaco nella detta chiesa di santo Miniato. Ma poi trovando l'abate simoniaco e peccatore, se n'andò come eremita nell'Alpe di Valembrosa, e quivi crebbe la grazia d'Iddio e la sua santità, che, come piacque a.d. Dio, fu il primo cominciatore di quella badia e santo ordine, onde poi molte badie sono scese in Toscana e in Lombardia, e molti santi monaci, come racconta la sua leggenda, e fu molto tenuto chiaro di fede e di vita da papa Gregorio settimo; e passò di questa vita alla badia di Passignano gli anni di Cristo MLXXIII, e dal detto papa Gregorio fu poi con grande devozione calonzato» (*ibid.*, vol. V, xvii, p. 188-189).

17 *Ibid.*, vol. V, xxii, p. 203.

18 *Ibid.*, vol. V, xxxv, p. 221.

19 Villani, in omaggio all'amicizia con la corona francese che anima tutta la vicenda politica comunale fiorentina, dedica ampio spazio alla memoria agiografica del santo re: vol. V, iv, p. 169; vol. VII, xxiv, p. 305, xxvi, p. 323, lxiv, p. 358; vol. VIII, xxxvii, p. 468, xxxix, p. 476.

20 Il grande rilievo dato alla figura di Celestino tradisce la simpatia «politica» antibonifaciana del cronista per il pontefice deposto, cui dedica diverse menzioni: vol. IX, v, p. 17-18; vol. XI, xc, p. 634.

21 *Ibid.*, vol. IX, xlii, p. 183.

22 «Avevo raccontate le storie di questi due santi (Miniato e Cresci) acciò che s'abbiano in reverenza e in memoria a' Fiorentini, si come per la fede di Cristo in questa nostra contrada furono martirizzati e sono i loro corpi santi» (*ibid.*, vol. II, xxi, p. 86).

e Paolino<sup>23</sup>, di cui non si possedevano né reliquie né le *Vitae*, è solo evocata in assenza delle coordinate agiografiche fondamentali al loro innesto nella storia cittadina: il santo deposito di un corpo nello scrigno monumentale di una chiesa e le memorie scritte che ne perpetuavano l'appartenenza in quel luogo.

Poste al servizio del complessivo «restauro» che coinvolse buona parte delle chiese fiorentine tra XIII e XIV secolo, a cominciare dalla cattedrale, le leggende agiografiche dei più antichi e importanti santi locali divennero altrettante tessere della storia municipale, beni comuni della memoria civile nel momento in cui si ponevano le condizioni «strutturali» per la «esaugurazione» compiuta dalla organizzazione civile sul sistema culturale della chiesa cittadina<sup>24</sup>. Passati anch'essi «in guardia» alle arti, assieme alle Opere che assicuravano il decoro e la manutenzione edilizia dei principali edifici sacri cittadini, anche i santi parteciparono della gestione pubblica del patrimonio collettivo incarnandone il livello rappresentativo più alto. Orgoglioso di questo ruolo pubblico nella valorizzazione del tesoro sacro della città il Villani, ricordando la costruzione della basilica di San Miniato da parte di Ildebrando, vescovo sì, ma principalmente «cittadino», rivendica al comune il merito dell'aver completato l'edificio e di averne valorizzato il prestigio monumentale ed architettonico:

[...] la grande e nobile chiesa de' marmi che v'è oggi a' nostri tempi troviamo che fue poi fatta per lo procaccio del venerabile padre messere Alibrando vescovo e cittadino di Firenze negli anni di cristo MXIII, cominciata a dì XXVI del mese d'aprile per comandamento e autorità del cattolico e santo imperatore Arrigo secondo di Baviera e della sua moglie imperatrice santa Cunegonda che in quegli tempi regnava, e diedono e dotarono la detta chiesa di molte possessioni in Firenze e nel contado per l'anime loro, e feciono riparare e redificare la detta chiesa, sì come ora, di marmi; e feciono traslare il corpo del beato Miniato nell'altare il quale è sotto le volte de la detta chiesa con molta reverenza e solennità fatto per lo detto vescovo e chiericato di Firenze, con tutto il popolo, uomini e donne de la città di Firenze; ma poi per lo comune di Firenze si compié la detta chiesa, e si feciono le scalee de' macigni giù per la costa, e ordinaro sopra la detta opera di Santo Miniato i consoli dell'arte di Calimala, e che l'avessono in guardia<sup>25</sup>.

23 «Bene troviamo noi per più antiche croniche che al tempo di Nerone imperadore nella nostra città di Firenze e nella contrada da prima fu recata da Roma la verace fede di Cristo per Frontino e Paulino discepoli di santo Pietro, ma ciò fu tacitamente, e in pochi fedeli, per paura de' vicarii e proposti degli imperatori, ch'erano idolatri, e perseguivano li Cristiani ovunque gli trovavano» (*ibid.*).

24 Per il dibattito su una presunta «laicizzazione» sottesa alla assimilazione dei simboli patronali entro le morfologie dei riti civili e politici Anna Benvenuti, «Introduzione» a Hans Conrad Payer, *Città e patroni cittadini nell'Italia medievale*, Firenze, Le lettere, 1998, p. 7-37 (trad. it. di *Stadt und stadpatron in Mittelalterlichen Italien*, Zurigo, 1955).

25 Giovanni Villani, *Nuova Cronica*, ed. cit., vol. II, xx, p. 85.

Partecipe del clima che tra XIII e XIV secolo aveva portato le autorità comunali a farsi carico di una rifondazione urbanistica che investiva direttamente il sistema semantico della *religio* cittadina, il Villani avrebbe riletto, abbreviandole e volgarizzandole, le testimonianze agiografiche trasmesse dalla tradizione ecclesiastica locale inserendole nelle coordinate spazio temporali della storia municipale. Finalizzata ad essa ed al suo prestigio, anche l'evocazione di altri santi partecipi del pantheon regionale sarebbe stata, entro la stessa logica, asservita senza alcuno scrupolo di veridicità storica al registro dell'orgoglio municipale: così ad esempio Frediano<sup>26</sup>, eponimo della città di Lucca dalla quale in realtà dipendevano molte delle opzioni culturali antiche di Firenze, a cominciare da Miniato per arrivare a Santa Reparata, veniva chiamato a testimoniare, con la propria *auctoritas*, una inversione di ruoli che assicurava a Firenze, e non all'antica capitale del ducato, un posto di primo piano nella gerarchia del prestigio sacro della regione. In virtù di questo merito, quello appunto di testimone della «eccellenza» di Miniato e della città che ne ospitava il culto, anch'egli avrebbe meritato una collocazione privilegiata nel recinto sacro delle storia cittadina:

E truovasi che il detto beato Fridiano vegnendo da Lucca a Firenze in pellegrinaggio per visitare la chiesa ov'è il corpo di Santo Miniato a Monte, non potendo entrare in Firenze perché ancora erano pagani, e trovando il fiume d'Arno grosso per grandi piove, si mise a passare in su una piccola navicella contro al volere del barcaiolo, e per miracolo di Dio passò liberamente e tosto, come l'Arno fosse piccolo, e colà dove arrivò fu poi per gli cattolici fiorentini fatta la chiesa di Santo Fridiano per sua devozione<sup>27</sup>.

Introdotta dalla «titolarità», la conoscenza dei santi eponimi delle chiese cittadine, specie di quelli di cui si conservavano le reliquie, non poteva discendere che dall'uso delle testimonianze agiografiche o dalla pratica delle consuetudini liturgiche locali. Stimolata dal bisogno di storicizzare il sedimento sacro posto a fondamento della *forma urbis* che in quegli anni ci si accingeva a «reformare» con uno sforzo congiunto che impegnava, ad esempio nelle *joint-ventures* delle Opere, sia la Chiesa sia il Comune, la ricontestualizzazione memoriale dei santi nel tessuto della città da parte del cronista esprimeva la stessa intenzione di continuità che, ad esempio, aveva giustificato l'aggiornamento delle scritture agiografiche alle fasi di rifacimento architettonico degli edifici ecclesiastici

<sup>26</sup> Villani ricorda la figura di Frediano ed il suo miracolo più noto, l'intervento che portò alla modifica del corso del fiume Serchio, nella evocazione di Lucca tra le città antiche della Toscana (*ibid.*, vol. II, XII, p. 77-78).

<sup>27</sup> *Ibid.*

custodi di reliquie significative<sup>28</sup>. La rifondazione «sacra» della città – al pari di quella di una chiesa che continuava ad insistere sullo stesso corpo santo – richiedeva una ricognizione stratigrafica sulle fondamenta memoriali che non poteva prescindere dal sedimento agiografico delle *Vitae* e delle *Passione* dei santi cittadini. A queste «fonti» il Villani si sarebbe dunque liberamente e largamente ispirato ricorrendo sia alla tradizione orale dei culti, sia allo sfaccettato sistema di riferimenti visuali – dalla morfologia architettonica all'iconografia – sia infine alle «più scritture» che trasmettevano dalle oscurità del passato le informazioni necessarie a stabilire una continuità tra esso e il tempo presente. La «storia» del santo, talvolta evocata direttamente o citata, sarebbe così entrata a pieno diritto in quella della città, e l'impianto narrativo di una leggenda agiografica, abbreviato e volgarizzato, sarebbe divenuto parte del racconto cronistico. In alcuni casi è possibile cogliere una corrispondenza più stringente tra la lezione del Villani e quella di una tradizione testuale agiografica: così ad esempio per san Miniato di cui egli «adotta» – ignorando evidentemente la Vita più antica, redatta nel IX secolo<sup>29</sup> e che non prevedeva la cefaloforia del martire fiorentino – la più nota e diffusa Passio dell'abate Drogone<sup>30</sup>, compilata nell'XI secolo su istanza del vescovo Ildebrando nel quadro della *translatio* delle reliquie del martire nella nuova basilica a lui dedicata sul Mons regis<sup>31</sup>:

E troviamo che Decio imperadore l'anno suo primo, ciò fu gli anni di Cristo CCLII, essendo in Firenze sì come camera d'Imperio, dimorandovi a suo diletto, e il detto Decio perseguitando duramente i cristiani dovunque gli sentiva e trovava, udì dire come il beato santo Miniato eremita abitava presso a Firenze con suoi discepoli e compagni, in una selva che si chiamava Arisbotto fiorentina, di dietro a dove è oggi la sua chiesa sopra la città di Firenze. Questo beato Miniato fu figliuolo del re d'Erminia primogenito, e lasciando il suo reame per la fede di Cristo, per fare penitenza e dilungarsi dal suo regno passò di qua dal mare al perdono di Roma, e poi si ridusse nella detta selva, la quale era allora selvatica e solitaria, però che la città di Firenze non si stendeva né era abitata di là da l'Arno, ma era tutta di qua, salvo che uno solo ponte v'era sopra l'Arno, non però dove sono oggi, ma si dice per molti ch'era l'antico ponte de' Fiesolani, il quale era da Girone a Candegghi: e quella era l'antica e diritta strada e cammino

<sup>28</sup> Anna Benvenuti, «Stratigrafie della memoria: scritture agiografiche e mutamenti architettonici nella vicenda del "Complesso cattedrale" fiorentino», in *Il bel San Giovanni e Santa Maria del Fiore. Il centro religioso a Firenze dal tardo antico al Rinascimento*, ed. D. Cardini, Firenze, Le lettere, 1996.

<sup>29</sup> BHL 5965.

<sup>30</sup> BHL 5967.

<sup>31</sup> Per l'ipotesi di una precedente traslazione delle reliquie di san Miniato in Santa Reparata v. il mio «Stratigrafie della memoria...», cit.

da Roma a Fiesole, e per andare in Lombardia e di là dai monti. Il detto Decio imperatore fece prendere il detto beato Miniato, come racconta la sua storia: grandi doni e profferte gli fece fare, sì come a figliuolo di re, acciò che rinnegasse Cristo; e elli costante e fermo nella fede non volle suoi doni, ma sofferse diversi martiri; a la fine il detto Decio gli fece tagliare la testa ove è oggi la chiesa di Santa Candida a la Croce al Gorgo; e più fedeli di Cristo ricevettono martirio in quello luogo. E tagliata la testa del beato Miniato, per miracolo di Cristo, co le sue mani la ridusse al suo imbusto, e co» suoi piedi andò e valicò l'Arno, e salì sul poggio dove oggi è la chiesa sua, che allora v'avea un piccolo oratorio in nome del beato Pietro Appostolo, dove molti corpi di santi martiri furono sopplrelliti; e in quello luogo santo Miniato venuto rendè l'anima a Cristo, e il suo corpo per gli Cristiani nascostamente fu ivi soppllito; il quale luogo per gli meriti del beato santo Miniato da' Fiorentini, dappoi che furono divenuti cristiani, fue devotamente venerato, e fattavi una piccola chiesa in suo onore<sup>32</sup>.

Associata alla «storia» di Miniato, attraverso oscuri percorsi e contaminazioni<sup>33</sup>, era anche quella di san Cresci<sup>34</sup> e dei suoi compagni, martiri in Valcava, che il Villani inseriva nella rievocazione della persecuzione di Decio:

Ancora in quegli tempi di Decio imperadore, dimorando il detto Decio in Firenze, fece perseguitare il beato Crisco con suoi compagni e discepoli, il quale fu delle parti di Germania gentile uomo e faceva penitenzia con santo Miniato, prima nella selva di Arisbotto detto di sopra, e poi in quelle selve di Mugello ov'è oggi la sua chiesa, cioè San Cresci a Valcava; e in quello luogo egli co' suoi seguaci da' ministri di Decio furono martirizzati<sup>35</sup>.

La cristianizzazione, assicurata dagli apostoli toscani Frontino e Paolino, la successiva età dei testimoni, Miniato e Cresci, dischiudeva infine, sempre contenuta nel II libro dedicato alle *origines*, l'età dei confessori e dei vescovi. Non è facile stabilire da quale lezione il cronista derivi il suo resoconto sulle azioni di san Zanobi, se da quella dello Pseudosimpliciano<sup>36</sup> o dalla Vita di Lorenzo, arcivescovo di Amalfi<sup>37</sup>. Abbreviata, la narrazione relativa al santo vescovo e ai suoi coadiutori è ancora una volta funzionale alla memoria della cattedrale ed al suo ruolo di centro carismatico della città:

32 Giovanni Villani, *Nuova Cronica*, ed. cit., vol. II, xx, p. 83-85.

33 Per l'ipotesi che il culto di Cresci sia stato generato dalla corruzione di una iscrizione posta sul sacello di Miniato in Santa Reparata v. il mio «Stratigrafie della memoria...», cit.

34 BHL 1987-1988.

35 «Come santo Crisco e» suoi compagni furono martirizzati nel contado di Firenze» (Giovanni Villani, *Nuova Cronica*, ed. cit., vol. II, xxi, p. 85-86).

36 BHL 9015.

37 BHL 9014.

Questi [Zanobi] fu cittadino di Firenze, e fue santissimo uomo, e molti miracoli fece Idio per lui, e risuscitò morti, e si crede che per gli suoi meriti la città nostra fosse libera da' Gotti, e dopo la sua vita santa molti miracoli fece. E simile santificò co.llui santo Crescenzo e santo Eugenio suo diacono e soddiacono, i quali sono sopPELLITI i loro corpi santi nella chiesa di Santa Reparata, la quale prima fu nomata Santo Salvatore; ma per la vittoria che Onorio imperadore co' Romani e co' Fiorentini ebbono contra Radagaso re de' Gotti il dì di santa Reparata, fu a sua reverenza rimosso il nome a la grande chiesa di Santo Salvatore in Santa Reparata, e rifatto Santo Salvatore in vescovado, com'è a' nostri dì. Il detto santo Zanobio morì a San Lorenzo fuori de la città, e recando il suo corpo a Santa Reparata, toccò uno olmo che era secco nella piazza di Santo Giovanni, e incontamente tornò verde e fiorì; e per memoria di ciò v'è oggi una croce in su una colonna in quello luogo<sup>38</sup>.

200

Premeva al Villani, evocatore degli strati profondi della storia municipale, ricapitolare la complessa genealogia della cattedrale e le sue diverse dediche, anche se non era in grado, né lo sarebbero stati, come vedremo, i continuatori della sua cronaca, di meglio contestualizzare il ricordo di Reparata. In questa ricomposizione «per pignora sanctorum» sarebbero entrati nel ricordo cronistico anche i protagonisti dell'epopea episcopale di Fiesole, anch'essi metabolizzati, assieme alla loro città, entro la storia fiorentina. Inserita nella narrazione dedicata alla discesa dei longobardi in Italia, la complessa ed oscura cronotassi dei santi vescovi fiesolani si dispiega, per il Villani, secondo l'ordine «fondato» dalla Vita di sant'Alessandro<sup>39</sup> e nella forse voluta oblitterazione della tradizione che aveva fatto, nell'XI secolo, di san Romolo<sup>40</sup> un riferimento culturale capace di riscattare, per precedenza cronologica e dignità, il martire fiorentino Miniato<sup>41</sup>:

E 'l detto re de' Longobardi [Rotari] fece suo capo del reame la città di Pavia, e fece molto grandi e notabili cose mentre ch'egli regnò. E stando in Pavia si andò a.llui il santo padre Alessandro, vescovo allora dell'antica di Fiesole e cittadino di quella, per cagione che 'l signore di Fiesole che era sanatore guastava la chiesa e occupava le regioni del vescovado e delle sue chiese soffreganti; il quale Rotario re, con tutto che fosse barbaro e pagano, al detto santo Alessandro

<sup>38</sup> Giovanni Villani, *Nuova Cronica*, ed. cit., vol. II, xxiv, p. 93.

<sup>39</sup> BHL 278.

<sup>40</sup> BHL 7329-7334.

<sup>41</sup> Per questo v. Benvenuti, Anna, «Fiesole, Età medievale», in *Le diocesi d'Italia*, ed. Luigi Mezzadri, Maurizio Tagliaferri e Elio Guerriero, Edizioni San Paolo, vol. I, 2007, e Benvenuti, «Il *bellum fesulanum* e il mito delle origini fiorentine», in M. Borgioli (dir.), *Un archivio, una diocesi, Fiesole nel Medioevo e nell'Età moderna*, Firenze, Olschki, 1996.

fece grande onore e reverenzia, e esaudì la sua petizione e fecegli brivilegi, e liberò la chiesa, sì come seppe domandare. Ma il sanatore della città di Fiesole, uomo crudele e malvagio cristiano, mandò dietro al detto santo Alessandro suoi ministri e famigliari, acciò che gli togliessono la vita; il quale partendosi da Pavia per tornare a Fiesole, da» detti masnadieri e ministri del sanatore di Fiesole fu martorizzato, e per forza gittato e annegato nel fiume del Po. Il cui corpo da» suoi discepoli e compagni fu ritrovato e recato nella città di Fiesole con grande riverenza; e poi per lo beato santo Romolo succedente vescovo di Fiesole, traslatandolo ove è oggi la sua chiesa suso alla rocca, grandissimi e visibili miracoli fece Iddio per lui, e massimamente contro al detto sanatore e suoi ministri persecutori de' cristiani, i quali non solamente perseguitavano i vivi ma eziandio i corpi morti de' santi non lasciavano soppellire, sì come innanzi la sua storia pienamente fa menzione; il cui santo corpo e quello del beato Romolo, e di più altri martiri e santi sono ancora in Fiesole, e sono molto da riverire; e chiunque in pelligrinaggio vae, per gli meriti de' detti santi corpi hae grandissimi perdoni e indulgenze<sup>42</sup>.

Impossibilito a sciogliere le oscurità della tradizione agiografica fiesolana, stratificatasi a partire dall'XI secolo in risposta alle umiliazioni imposte dalla invadenza militare fiorentina ai danni dei signori mitrati del colle lunato, anche in questo caso il Villani legava il santo al «suo» luogo: la nuova «matrix» intramuraria nella quale nel febbraio del 1028 il vescovo fiesolano Jacopo il Bavaro – e non il beato Romolo, come vuole il cronista – aveva traslato le reliquie dei suoi santi predecessori per preservarli dall'abbandono in cui giacevano i loro resti dopo la distruzione della vecchia cattedrale. Nel nuovo edificio, consacrato nel 1032, questi resti sarebbero stato collocati nella cripta, mentre forse quel che restava della antica *schola* episcopale si assumeva l'onere di una complessa risematizzazione memoriale del *proprium* fiesolano con una serie di scritture agiografiche destinate a rivitalizzare il compromesso prestigio episcopale<sup>43</sup>.

Santo eponimo di Fiesole in quanto patrono della cattedrale – ma non della tradizione culturale, che si riconosceva in Romolo – Alessandro avrebbe completamente obliterato nella memoria del Villani e dei fiorentini a lui contemporanei l'irlandese Donato ed i suoi trascorsi «feudali», divenendo il solo soggetto fiesolano – con il suo sbiadito seguito romuleo – degno di menzione nella topografia sacra della «contrada» fiorentina.

<sup>42</sup> Giovanni Villani, *Nuova Cronica*, ed. cit., vol. III, VII, p. 109-110.

<sup>43</sup> Anna Benvenuti, «Fiesole, Età medievale», cit.

Tra le molte scritture di argomento agiografico che il cronista conobbe e divulgò nella sua cronaca ci fu anche quella che tramandava la *Translatio* a Firenze del braccio dell'apostolo Filippo nei primi anni del Duecento<sup>44</sup>. A questo evento, che assunse un rilievo significativo nel quadro del restauro del Battistero, da poco compiuto quando la reliquia arrivò in città nel 1204, il cronista dedica espressamente una intera rubrica («Come i fiorentini ebbono il braccio del beato appostolo santo Filippo») chiaramente ispirata, salvo alcune piccole discrepanze<sup>45</sup>, al resoconto agiografico. Da esso egli discendeva non solo l'antefatto – il possesso della reliquia da parte della regina di Gerusalemme – ma anche la conoscenza del reseau di mediatori ecclesiastici, tutti fiorentini, che assicurarono il felice esito della sacra acquisizione predisposta, sul volgere del XII secolo, dal vescovo Pietro<sup>46</sup> e conclusasi solo al tempo del suo successore Giovanni da Velletri, per incarico del quale veniva redatto il resoconto della traslazione. Da questo testo sappiamo che un chierico fiorentino di nome Monaco recatosi come pellegrino in Terrasanta vi si sarebbe poi trattenuto divenendo cancelliere del patriarca di Gerusalemme, inizio di una prestigiosa carriera ecclesiastica che lo avrebbe portato a ricoprire la dignità arcivescovile sul seggio di Cesarea. Caduta Gerusalemme e quasi tutta la Palestina sotto le armi del Saladino, Monaco, privato della sua sede e dei suoi introiti, faceva ritorno a Firenze, dove si tratteneva per un paio d'anni, probabilmente appoggiandosi al collega fiorentino Pietro cui, in seguito, avrebbe esternato la sua riconoscenza con la promessa del dono della reliquia. Alla notizia del recupero cristiano egli faceva ritorno in Terrasanta, dove di lì a poco sarebbe stato eletto patriarca di Gerusalemme; risiedendo ad Acri egli stringeva rapporti con la famiglia di Amalrico di Lusignano, successo al fratello sul trono di Gerusalemme, venendo a conoscenza del fatto che la regina Maria, nipote di Emanuele Comneno, possedeva, quale dono del suo imperiale congiunto, la preziosa reliquia del braccio destro dell'apostolo Filippo. Il buon patriarca deprecando che una così importante memoria religiosa fosse affidata alla custodia di mani secolari e per di più femminili, riusciva a farsela consegnare. Richiestone poi, come detto,

<sup>44</sup> Anna Benvenuti, «La traslazione del braccio di san Filippo apostolo a Firenze», in *Quel marché la terra inghirlanda. In ricordo di Marco Tangheroni*, ed. F. Cardini e M. L. Ceccarelli Lemut, Pisa, Pacini, 2006, I, p. 117-148.

<sup>45</sup> Villani colloca l'evento nel 1190 anziché nel 1204, e confonde Isabella di Lusignano con la figlia Maria.

<sup>46</sup> Vincenzo Borghini, «Trattato della Chiesa e vescovi Fiorentini», in *Discorsi*, ed. Domenico Maria Manni, Milano, Società tipografica de' classici italiani, 1808-1809; Luca G. Cerracchini, *Cronologia sacra dei vescovi di Firenze*, Firenze, Carlieri, 1716. Per l'organizzazione della Chiesa d'Oltremare Giorgio Fedalto, *La Chiesa latina in Oriente*, Verona, Mazziana, 1973; per le relazioni tra Toscana e Terrasanta v. il vecchio ma sempre utile Giuseppe Müller (ed.), *Documenti sulle relazioni delle città Toscane coll'oriente cristiano e coi Turchi, fino all'anno MDXXXI*, Firenze, M. Cellini, 1879; Brunetto Quilici, *La Chiesa di Firenze nell'Alto Medioevo*, Firenze, F. Le Monnier, 1938, p. 28.

dal vescovo fiorentino Pietro, egli si impegnava ad inviarla a Firenze, anche se nell'ambiente della corte furono avanzate delle riserve su questa iniziativa. La morte tuttavia lo coglieva prima che egli potesse perfezionare le sue intenzioni, portate a termine poi, appianando l'opposizione della curia gerosolimitana, dal chierico Ranieri «prior Ecclesiae Sancte Resurrectionis Hierusalem, qui de Florentina diocesis erat ortus, et capellanus iam steterat in Ecclesia de Pulvento (Polverosa)»<sup>47</sup>. Egli avrebbe trovato in questa sua missione un valido appoggio nel fiorentino Magister Gualterotto, poi vescovo di san Giovanni d'Acri, che faceva parte del seguito del neo designato patriarca di Gerusalemme, Alberto già vescovo di Vercelli<sup>48</sup>, al quale spettò la definitiva approvazione per il trasferimento della reliquia. Quest'ultimo, in viaggio verso la Terra Santa, avrebbe sostato in Firenze per presenziare, nel marzo 1204, alla solenne deposizione del Braccio di san Filippo nel Battistero. Questo l'ordine degli eventi nella lezione della *Translatio*, ordine da cui poco si discosta la narrazione del Villani:

Nel tempo che regnava in Gostantinopoli lo 'mperadore Manuello, cristianissimo e obbediente a santa chiesa, si maritò una sua nipote figliuola del fratello, la quale avea nome Isabella, al re di Gerusalem e di Cipri, e dielle intra gli altri doni e gioielli in sua dote l'orlique del beato Filippo Appostolo. Avenne che uno messere Monaco di Firenze era cancelliere del patriarca di Ierusalem, e poi fu per sua bontà fatto arcivescovo d'Acri al tempo che il soldano Saladino prese la città di Ierusalem; ma poi ripresa la Terra Santa per gli cristiani, il detto arcivescovo tornò oltremare e fu fatto per lo papa patriarca di Ierusalem. E sappiendo come la detta Isabella reina di Ierusalem avea la detta santa reliquia, disiderando d'averla per onorare la sua città di Firenze, la domandò a la detta reina, assegnandole come nonn-era lecito a donna che fosse al secolo sì santa reliquia tenere infra le sue gioie mondane, ma si convenia che fosse in parte ove fosse venerata a Dio; per la qual cosa la detta reina la donò al detto patriarca. E ciò sappiendo il vescovo di Firenze, ch'avea nome messere Piero, ne scrisse più lettere al detto patriarca cittadino di Firenze, che gli piacesse dimandare la detta santa reliquia in Firenze. Avvenne che 'l detto patriarca amalòe a morte, e commise a uno messere Rinieri di Firenze, priore del Sepolcro e suo cappellano, che 'l detto braccio mandasse a Firenze; ma il capitolo de' calonaci di Ierusalem nol voleva lasciare portare. A la fine il sopradetto vescovo di Firenze mandoe oltremare per lo detto braccio uno messere Gualterotto calonaco di

47 AA.SS., Maii I, (terza ed.), p. 15-16; egli era, al tempo della traslazione, decano dei canonici di Giaffa (*ibid.*, p. 16).

48 Luciano Gulli, «Alberto da Vercelli», in *Dizionario biografico degli italiani*, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, vol. I, 1960, p. 750-751; Michele Maccarrone, *Studi su Innocenzo III*, Padova, Antenore, 1972, p. 93, 119, 120, 229, 231.

Firenze il quale con molta istanza e studio adoperò tanto col detto priore del sepolcro, ch'egli ebbe il detto santo braccio e collo in Firenze l'anno di Cristo MCLXXXX, essendo rettore di Firenze il conte Ridolfo da Capraia; al quale per lo vescovo di Firenze con tutto il chericato, e col detto rettore con tutto il popolo, uomini e femmine, andarono incontro a processione incontro al detto braccio, e con grande solennità recato fu in Firenze, e messo nell'altare di Santo Giovanni Batista, il quale fece molti e aperti miracoli in più cittadini di Firenze, i quali a la sua venuta ebbono fede e devozione<sup>49</sup>.

Nel suo compito di volgarizzatore e abbreviatore della tradizione sacra cittadina il cronista si avvale di un insieme di informazioni di natura agiologica che solo in parte, come già si diceva, potevano dipendere dal registro formale della scrittura. Nel suo sapere religioso, come in quello dei suoi contemporanei, interagiva in profondità quella divulgazione religioso-devozionale che, mediata dai predicatori popolari, aveva a sua volta abituato il pubblico dei fedeli a far collimare i santi con lo spazio delle loro chiese, oltre che con i tempi della celebrazione liturgica. Scorrendo le prediche coeve di Giordano da Pisa, ad esempio, appare evidente come la predicazione fosse spesso condizionata – se non generata – dal contesto ecclesiale in cui avveniva: ad esempio nella commemorazione dei santi titolari delle chiese in cui il predicatore veniva chiamato, in occasione delle relative feste, ad esortare il popolo. In queste circostanze egli tratteggiava dettagliatamente quel profilo biografico dell'eponimo dell'edificio<sup>50</sup> che i suoi «colti» *reportatores* spesso non ritennero opportuno trascrivere, dando quelle informazioni come risapute<sup>51</sup>: segno evidente del loro essere frequentemente offerte all'attenzione dei fedeli. Molti dei santi ricordati dal Villani erano stati, in quei primi anni del Trecento in cui con ogni probabilità anche lui poté assistere alle prediche del noto domenicano, oggetto dei sermoni tenuti da fra Giordano nelle chiese fiorentine: e pur non potendo stabilire una corrispondenza tra le due testimonianze – la lista dei santi su cui Giordano predicò a Firenze è ovviamente più ampia rispetto a quella delle citazioni del cronista – è facile scorgere nella consuetudine culturale dei fiorentini del Trecento l'eco delle suggestioni agiologiche discese dai pulpiti cittadini.

49 Giovanni Villani, *Nuova Cronica*, ed. cit., vol. VI, xiv, p. 242. Per il contesto dell'evento v. il mio *Pastori di popolo: storie e leggende di vescovi e di città nell'Italia medievale*, Firenze, Arnaud, 1988.

50 Si veda in proposito Bortolotti, *Modelli agiografici*. Su Giordano da Pisa accanto ai classici studi di Del Corno si rinvia ai recenti Giordano da Pisa, *Prediche inedite* (dal ms. Laurenziano, Acquisti e Doni 290), ed. Cecilia Iannella, Pisa, ETS, 1997.

51 Considerazioni già suggerite da Carlo Delcorno, *Giordano da Pisa e antica predicazione volgare*, Firenze, Olschki, 1975; *id.*, «Il racconto agiografico nella predicazione dei secoli XIII-XV», in *Atti dei convegni lincei*, 48, 1980, p. 79-114.

Né si dovrebbe escludere da questo sistema di evocazioni che direttamente o indirettamente interagirono sulla sensibilità del nostro cronista anche gli stimoli narrativi indotti dalla tradizione iconografica.

All'insieme di questi differenziati registri memoriali con cui il Villani andò ricostruendo la sua selezione storica si sarebbero aggiunte le informazioni che gli venivano via via offerte dalla osservazione diretta. In questo modo egli andava aggiornando la storia cittadina con le nuove acquisizioni culturali che andavano arricchendo il patrimonio sacro fiorentino: così la notizia dell'arrivo in città nel 1334 delle reliquie dei santi Alessio e Jacopo<sup>52</sup>, o quella dei miracoli che nel 1331 si accompagnarono alla sepoltura di due fiorentini vissuti in fama di santità: Barduccio, in Santo Spirito, Giovanni in San Pier Maggiore<sup>53</sup>. Egli era stato testimone, nel gennaio del 1331, anche della solenne ricognizione delle reliquie di san Zanobi voluta e realizzata dal vescovo Francesco Silvestri<sup>54</sup>, alla vigilia della ripresa dei lavori nel cantiere della cattedrale dopo una serie di turbolenze militari. Era questo il periodo in cui si stava trasformando quella chiesa in un gigantesco scrigno della gloria municipale fiorentina, al centro di una piazza ridisegnata e progettata per dare risalto all'imponente edificio che, tra difficoltà di ogni genere, andava lentamente soffocando le vetuste mura di Santa Reparata.

52 «Di certe reliquie sante che vennero in Firenze»: «Nel detto anno [MCCCXXXIII], a dì xiii d'aprile, furo mandate in Firenze delle reliquie di santo Iacopo e di santo Alesso, e alquanto del drappo che vestì Gesù Cristo. Per procaccio d'uno monaco fiorentino di Vallombrosa di santa vita, il quale le procacciò in Roma da' suo' signori. E venute in Firenze, furono ricevute a grande processione di chierici, e furonvi i priori e l'altre signorie e molta buona gente di Firenze, e con grande devozione furono messe nell'altare di Santo Giovanni» (Giovanni Villani, *Nuova Cronica*, ed. cit., vol. XII, ix, p. 51).

53 «Di certi miracoli che furono in Firenze: L'anno MCCCXXI morirono in Firenze due buoni e giusti uomini e di santa vita e conversazione e di grandi limosine, tutto che fossero laici. L'uno ebbe nome Barduccio, e soppellissi in Santo Spirito a luogo de' frati romitani; e l'altro ebbe nome Giovanni [...], e soppellissi a San Pier Maggiore. E per ciascuno mostrò Idio aperti miracoli di sanare infermi e di più diverse maniere, e per ciascuno fu fatta solenne sepoltura e poste più immagini di cera per voti fatti» (*ibid.*, vol. XI, CLXXV, p. 742). Di questi due santi «di popolo» non si sentì il bisogno, da parte di nessuna istituzione, di trasmettere la memoria in forma di racconto agiografico. Altri esempi di «santità non riconosciuta» se non a livello di effimera «fama» culturale si possono rintracciare nella novellistica. Si veda ad esempio il caso di Monna Scotta trasmesso dal ricordo del Sacchetti; in proposito Anna Benvenuti, *In castro poenitentiae. Santità e società femminile nell'Italia medievale*, Roma, Herder, 1990.

54 «A mezzo il detto mese di gennaio l'arcivescovo di Pisa, fiorentino, il vescovo di Firenze e quello di Fiesole e quello di Spoleto, fiorentini, con calonaci di Firenze e molti chierici e prelati, fecero scoprir l'altare di santo Zenobio di sotto alle volte di Santa Liperata per trovare il corpo del beato Zanobio; e convenne far cavare sotterra per dieci braccia anzi che si trovasse: e trovandolo in una cassa commessa in un'arca di marmo, di quello levarono alquanto del suo teschio del capo e nobilmente il fecero legare in una testa d'argento a similitudine del viso e testa del detto santo, per poterlo annualmente, per la sua festa, con grande solennità, mostrare al popolo; e l'altro corpo rimisero in suo luogo con gran devozione d'orazione e canti e sonando le campane del Duomo di dì e di notte per dieci di quasi al continuo, dando per li vescovi perdono al popolo che l'visitasse. Per la quale traslazione e indulgenza quasi tutto il popolo e persone di Firenze divoti uomini e donne piccioli e grandi v'andarono a visitarlo con grande devozione e offerta» (Giovanni Villani, *Nuova Cronica*, ed. cit., vol. XI, CLXIX, p. 732).

E proprio mentre questo progressivo accerchiamento sommergeva la vecchia cattedrale modificandone la struttura e con essa l'identità, le autorità cittadine vollero procacciarsi a Teano, dove se ne custodiva il corpo<sup>55</sup>, una reliquia della santa titolare della chiesa maggiore, giustificando con essa una dedicazione di cui ormai si erano perdute le antiche giustificazioni storiche. Matteo Villani, erede dell'impresa storiografica del fratello Giovanni – morto nel frattempo – è testimone della rinnovata attenzione del reggimento cittadino per il patrimonio sacro della città all'indomani dello iato memoriale aperto dalla peste:

Nel 1352 essendo stati certi ambasciatori del comune di Firenze alla coronazione di re Luigi per lo detto comune, domandarono di grazia al re e alla reina alcuna parte del corpo della vergine santa Reparata, ch'era in Teano, per onorare la sua reliquia nella nobile chiesa cattedrale della nostra città, ch'è idificata a suo nome. La loro petizione dal re e dalla reina fu accettata; ma perocché la città di Teano era del conte Francesco di Montescheeggioso, figliuolo che fu del conte Novello, amicissimo del nostro comune, convenne che con sua industria il braccio destro di quella santa si procacciasse d'avere per modo che i terrazzani non se n'avvedessero, che si mostrava loro, ed era nel paese in grande devozione, e questo si mostrò di fornire con industria e con grande sollicitudine. Gli ambasciatori, credendosi di avere la santa reliquia, il significarono a' priori, acciocché all'entrata della città l'onorassono. I rettori del comune ordinata solennissima processione di tutti i prelati cherici e religiosi della città di Firenze, con grandissimo popolo d'uomini e di femmine, con molti torchi accesi comandati per l'arti e forniti per lo comune, e il vescovo di Firenze ricevuto colle sue mani il santo braccio, colla mano segnando la gente molto divota e lieta, credendosi avere quella santa reliquia, fu portata e collocata nella nostra chiesa, a di 22 giugno 1352. Avendo narrata la fede, la reverenza e la divozione che i nostri cittadini ebbono alla santa vergine, benché l'inganno ricevuto fosse durato in fede del detto comune quattro anni e mesi, infine si scoperse il sacrilegio e l'inganno ricevuto per la femminile astuzia della badessa del monastero di Teano, ov'era il corpo della detta santa, che vedendo che quello braccio le conveniva dare per volontà del re e della reina e del conte, dissimulando gran pianto colle sue suore per lo partimento della reliquia, lo sostenne di assegnare alcuno di. E in questo tempo feciono fare un simulacro di legno e gesso, che propriamente pareva quella santa reliquia, e dando questo con grande pianto, fece credere agli ambasciatori che avesse assegnata loro la santa reliquia, e a Firenze fece onorare come santuarìa quello simulacro per cotanto

55 Anna Benvenuti, *Arnolfo e Reparata. Percorsi semantici nella dedicazione della cattedrale fiorentina*, in *Arnolfo e Firenze*, Firenze, Olschki, 2008 (<<http://fermi.univr.it/RM/biblioteca/scaffale/l.htm>>).

tempo, essendo cagione di cotanto male, non manifestando la sua falsa religione. Avvenne che il comune, nel mese d'ottobre 1356, volendo d'oro e d'argento e di pietre preziose fare adornare quella reliquia, i maestri la trovarono di legno e di gesso: e segatala per mezzo, furono certi che niuna reliquia v'era nascosta, e il comune fu certo del ricevuto inganno. Noi, non ostante che cinquantadue mesi fosse questo ritrovato appresso alla sopraddetta venuta, contro all'ordine del nostro annuale trattato l'abbiamo congiunto insieme, acciocché avendo alcuno letto la venuta del santo braccio, non fosse ingannato dalla simulazione di quello, e dalla malizia della sacrilega badessa<sup>56</sup>.

L'interessamento del reggimento civile ad una legittimazione del culto di Reparata si esprime, oltre che nell'acquisto – poi rivelatosi ingannevole – delle reliquie anche attraverso il bisogno di dare certezza e fondamento a una tradizione culturale tanto oscura quanto centrale nella semantica sacra cittadina:

In questi di [1353], racconta Matteo Villani, vacando in pace i Fiorentini, i priori vollono chiarire perché la Chiesa cattedrale di Firenze era dinominata Santa Reparata, e perché per antico costume in cotal dì si è corso il palio in Firenze; e trovossi per alcune scritture che Radagasio re de' Goti, e Svezi e Vandali, avendo assalito l'imperio di Roma, e guaste in Italia molte città e consumati gli abitanti, s'era messo ad assedio alla città di Firenze con dugentomila cavalieri, essendo vescovo di Firenze il venerabile san Zenobio della casa de' Girolami, nostro cittadino, il quale avea seco due santi cappellani; e stando all'assedio, come a Dio piacque, Onorio imperadore di Grecia in Italia venne al soccorso dell'imperio di Roma, e in sua compagnia non avea oltre a tremila cavalieri; e venendo incontro a' nimici, tanta paura gli occupò, che raccogliendosi all'assedio, senza provvisione si misono a entrare tra le circostanti montagne, passando tra Fiesole e Monterinaldi, e rattennonsi nella valle di Mugnone. Credesi, avvegnaché Onorio fosse cristiano, che Iddio facesse questo per le preghiere di san Zanobio e de' suoi santi cappellani. I barbari, essendo rinchiusi da aspre montagne, senza acqua e senza vittuaglia, dalla gente dell'imperadore e da' fiorentini paesani che sapeano i passi furono ristretti per modo che uscire non ne poteano. Il loro re furandosi del suo esercito fu in Mugello preso e morto; e morendo i barbari di fame e di sete, sentendo morto il loro re, gittate l'armi s'arrenderono, e per fame e per ferro infine tutti perirono; e questo avvenne il dì della festa della vergine benedetta Reparata, per la cui reverenza s'ordinò e fece la nuova chiesa cattedrale della nostra città intitolata del suo nome. E perocché i nostri antichi non erano in troppa magnificenza in que» tempi, ordinarono che in cotal dì si corresse

<sup>56</sup> Giovanni Villani, *Nuova Cronica*, ed. cit., vol. III, xv, xvi, p. 27-29.

un palio di braccia otto d'uno cardinalesco di lieve costo a piede tenendosi al duomo, e muovendosi i corridori di fuori della porta di san Pier Gattolino: e per la rinnovazione di questa memoria il comune l'ordinò di braccia dodici di scarlatto fine e che si corresse a cavallo<sup>57</sup>.

La curiosità antiquaria manifestata dai rettori del comune offriva il destro al cronista per riproporre la lezione tramandata dal fratello Giovanni; le più «scritture» che si compulсарono per colmare l'oblio memoriale in cui giacevano le ragioni del culto di Reparata riconfermarono il ruolo della santa nella storia cittadina e furono premessa necessaria per rinnovare in maniera più fastosa l'omaggio a lei dovuto nei rituali di autocelebrazione del prestigio civico.

208

Questa «riscoperta» e valorizzazione di Reparata, al cui nome si legava indissolubilmente quello di Zanobi, avveniva nel contesto del progressivo superamento del bel san Giovanni da parte delle sempre più imponenti mura perimetrali di Santa Maria del Fiore; se all'ombra del Precursore i Fiorentini avevano ricevuto l'omaggio delle terre soggette e corso il palio sotto le mura delle città assediate dalla loro «oste», nella nuova cattedrale in fieri, rifondata nel suo antico prestigio, si sarebbero celebrate le glorie militari della «orgogliosa signoria». Nel luglio del 1364 la Parte Guelfa vi avrebbe eternato la fine vittoriosa della lunga guerra con Pisa, edificando nella nuova chiesa una cappella – provvisoria durante i lavori di rifacimento – dedicata a san Vittore, nel cui *dies natalis* era avvenuta la «debellatione» dei Pisani<sup>58</sup>.

Nel 1375 si abbattevano le ultime, residue mura della vecchia cattedrale, ma a fondamento della nuova rimaneva l'antica «confessione» carica di significati sotterranei e sacrali dove riposavano le ossa del santo vescovo dell'età ambrosiana; in quello stesso anno si ordinava, da parte delle autorità comunali, una iscrizione sulla colonna di San Zanobi con la quale si ricordavano gli estremi del miracolo dell'olmo rinverdito e la loro contestualizzazione nel v secolo<sup>59</sup>. Sia l'iscrizione sulla colonna sia la ricognizione comunale sul culto di santa Reparata – non escluso lo sfortunato acquisto delle reliquie – avevano contestualizzato la leggenda agiografica nello spazio monumentale che ospitava i simboli religiosi della *res publica* fiorentina cristallizzandola definitivamente in «storia». E' significativo che il testo trascritto sul marmo cipollino della colonna di san Zanobi discendesse da quello dello «Pseudo simpliciano»: la leggenda più «spuria», nel giudizio degli eruditi settecenteschi, tra le molte che avevano

57 *Ibid.*, lxxxv, p. 112-113.

58 V. il mio *Pastori di Popolo*, op. cit., p. 142.

59 Arnaldo V. Cocchi, *Le chiese di Firenze dal secolo iv al secolo xx*, Firenze, Pellas, 1903, p. 49.

trasmesso la tradizione zenobiana nel progressivo aggiornamento delle sue scritture alle fasi di rifacimento della cattedrale<sup>60</sup>.

Trasmesso alla consapevolezza municipale da una serie composita di registri narrativi, da quelli liturgici, che avevano profondamente interagito nella costruzione del tempo civico, a quelli visuali, evocati nello spazio sacro della città, questo fluido sistema di segni agiologici veicolati anche attraverso le molteplici forme dell'oralità si era addensato nelle scritture cronistiche dell'età comunale a partire dal pieno Trecento, giustificando e riempiendo i vuoti della storia cittadina ma anche ricollocando in essa le vestigia di un passato che solo allora si iniziava, con una certa sistematicità, a ricostruire.

---

60 V. il mio «Stratigrafie della memoria», cit.



## LA COMPAGNIE DES HOMMES ILLUSTRES : MOBILISATION ET USAGE D'UN THÈME (ITALIE, XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> SIÈCLE)\*

*Jean-Baptiste Delzant*

*À la mémoire de mon cousin Victor*

À la fin du XIV<sup>e</sup> et au début du XV<sup>e</sup> siècle, des hommes illustres provenant de toutes les époques peuplent l'Italie<sup>1</sup>. Ils composent un vaste répertoire dans lequel les contemporains puisent pour incarner et représenter leurs propres valeurs. Ces personnages de haute stature sont connus et, lorsqu'ils le sont moins, leur insertion dans une longue liste de noms<sup>2</sup>, leur représentation picturale en buste ou en pied, dans une série, leur donnent un sens immédiatement perceptible. Ils s'imposent à un public qui reconnaît en eux des exemples<sup>3</sup>. L'assemblage

\* Cette contribution a été grandement enrichie par les conseils d'Élisabeth Crouzet-Pavan, Jean-Claude Maire Vigueur, François Menant et Anne Salamon. Nous tenons à leur témoigner notre vive gratitude. Nous remercions également pour leur aide la Dott.ssa Giordana Benazzi, Patrick Moran, Amandine Mussou et Laëtitia Tabard. La Soprintendenza per i beni architettonici e paesaggistici dell'Umbria a facilité notre accès à la *rocca* de Spolète et nous a autorisé à en publier des photographies que nous y avons faites. Que madame la Surintendante, l'Arch. Anna Di Bene, monsieur le Directeur régional, l'Arch. Francesco Scoppola, ainsi que l'Arch. Fabrizio Finauri reçoivent nos remerciements. Nous sommes également reconnaissant envers madame la Directrice du Museo di Palazzo Trinci, la Dott. ssa Anna Maria Menichelli, et envers le frère Leonardo, de la communauté des Piccoli Fratelli di Jesus Caritas, pour l'aimable accueil qu'ils nous ont réservé au palais Trinci et au monastère de Sassovio, à Foligno. Ils nous ont permis de photographier les fresques de ces lieux et d'intégrer nos images à la version écrite de cette contribution (annexe 2). Nous les en remercions chaleureusement.

- 1 Une acception large de la notion d'homme illustre a été retenue pour ce travail. Elle englobe les grandes figures considérées comme extraordinaires et dont l'histoire, positive ou négative, a une portée exemplaire pour les hommes du temps. Les personnages de l'un ou de l'autre sexe peuvent appartenir à différents mondes du passé, à des temps historiques ou mythiques, à un univers réel ou de fiction. Les héros cités dans le corps du texte font l'objet d'un bref rappel biographique en annexe 1.
- 2 L'importance du catalogue dans la littérature des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles est connue depuis longtemps : Allen Judson, *The Ethical Poetic of the Latter Middle Ages: A Decorum of Convenient Distinction*, Toronto, Toronto University Press, 1982. Madeleine Jeay a proposé récemment une nouvelle étude sur ce thème : *Le Commerce des mots. L'usage des listes dans la littérature médiévale (XII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles)*, Genève, Droz, 2006 (nous remercions Anne Salamon de nous avoir signalé cette référence).
- 3 Maria Monica Donato fait cette remarque au sujet des Neuf Preux (« Gli eroi romani tra storia ed "exemplum". I primi cicli umanistici », dans Salvatore Settis [dir.], *Memoria dell'antico nell'arte italiana*, Torino, Einaudi, 1985, t. II, *I generi e i temi ritrovati*, p. 98).

de figures hétérogènes dans les programmes iconographiques ressort pour partie à l'encyclopédisme médiéval et à sa volonté de mise en ordre du monde par l'organisation des savoirs<sup>4</sup>. Peint en 1366-1367 par Andrea di Bonaiuto sur le mur ouest de la salle capitulaire de Santa Maria Novella, à Florence, le *Triomphe de saint Thomas d'Aquin* rassemble autour du docteur angélique une foule bien hiérarchisée. L'image fait se succéder les allégories ailées des vertus, en haut, les grands personnages bibliques, de part et d'autre du saint en trône, et enfin, au-dessous de lui, les personnifications des sciences et des arts libéraux. Aux pieds de ces dernières figurent leurs plus illustres représentants, tels Justinien pour la Loi civile, saint Augustin pour la Prédication ou encore Aristote pour la Dialectique<sup>5</sup>. L'évocation des grands hommes du passé connaît une réorientation aux deux derniers siècles du Moyen Âge. De nombreuses études ont mis l'accent sur la façon dont l'humanisme avait contribué à une nouvelle écriture de l'histoire, centrée sur l'Antiquité gréco-latine et reposant sur l'autorité des auteurs de cette période. Dans les palais, les fresques regroupant les seuls héros de la Rome ancienne ont été décrites comme la manifestation visuelle de ce phénomène. L'histoire de l'Antiquité est progressivement détachée des histoires des romans. Avec Pétrarque et son *De uiris illustribus* émerge un nouveau rapport au passé, qui cherche racines et modèles dans l'histoire romaine. Les grandes lignes de cette évolution sont aujourd'hui bien connues.

La cohérence intellectuelle du programme élaboré par les élites humanistes ne s'impose cependant pas de manière triomphale et irréversible, et les discours à valeur exemplaire combinent le nouveau courant culturel et les modèles précédents. Dans le *Purgatoire*, Dante rencontre tour à tour des personnages appartenant aux mondes antique, vétérotestamentaire ou chrétien. Leur juxtaposition permet l'exaltation des vertus et la condamnation des vices<sup>6</sup>.

4 Comme l'observe Liliana Grassi en note du livre 19 du *Traité d'architecture* de Filarete : Antonio Averlino, *Trattato di architettura*, éd. Anna Maria Finoli et Liliana Grassi, Milano, Il Polifilo, t. II, 1972, p. 563, note 1.

5 Joachim Poeschke, *Fresques italiennes du temps de Giotto, 1280-1400*, trad. Aude Virey-Wallon et Virginie de Bermond-Gettle, Paris, Citadelles & Mazenod, 2003, p. 362-379 (1<sup>re</sup> éd. : *Wandmalerei der Giottozeit in Italien, 1280-1400*, Munich, Hirmer Verlag, 2003).

6 Roberto Guerrini, « Da Piediluco a Lucignano. Cicerone, Dante ed i modelli letterari nei Cicli degli Uomini Famosi », dans Maria Grazia Nico Ottaviani (dir.), *Piediluco, i Trinci e lo statuto del 1417*, Perugia, Protagon/Regione dell'Umbria, 1988, p. xcvi. Selon Roberto Guerrini, *Le Purgatoire* est un des principaux modèles des cycles peints d'hommes illustres. Ces ensembles iconographiques entrelacent les références comme le fait le poème de Dante (*ibid.*, p. xciii et xcvi). Nous n'adoptons pas pour notre contribution un raisonnement reposant sur la recherche de textes-sources supposés. Nous tenterons d'esquisser les grandes lignes d'une culture partagée, à l'intérieur de laquelle les écrits de toutes natures, les images et les récits oraux (ceux des troubadours comme ceux racontés lors des veillées) se combinent et se complètent. Par petites touches, sans prétendre à l'exactitude ni à l'exhaustivité, nous voudrions évoquer les contours de la société où les discours que nous étudions sont construits, diffusés et reçus.

La production littéraire postérieure reste coutumière d'un tel procédé, qu'elle utilise abondamment dans les premières décennies du xv<sup>e</sup> siècle. Loin d'être cantonnés dans la sphère parfois érudite de la littérature, les hommes illustres de tous horizons se manifestent sur la scène politique selon des modalités qu'il faut tenter d'éclairer. La présence de ces personnages évoque les pratiques de réemploi en architecture. Elle s'apparente à l'utilisation dans un édifice nouveau de fragments ayant appartenu à d'anciennes constructions. Réassemblés, ces éléments dialoguent entre eux de façon inédite, tout en enrichissant les significations élaborées par la structure neuve.

Un premier exemple nous sert à attester tout autant le développement du thème que l'hétérogénéité des figures associées par ce dernier jusque dans la seconde moitié du xv<sup>e</sup> siècle. Dans son palais de Brescia, entre la fin des années 1460 et le début des années 1470, le condottiere Bartolomeo Colleoni fait orner les fortes poutres soutenant les plafonds du grand salon et de son vestibule de trois cent six figures à mi-corps peintes sur des *tavolette*<sup>7</sup>. Cette assemblée imposante réunit principalement des héros et des héroïnes du passé dans des costumes à l'Antique. Des *titoli* identifiant certains de ses membres sont encore lisibles de nos jours. Ils permettent de surprendre une Camille conversant avec une Lucrèce et de reconnaître, non loin de Guenièvre, Poppée et Penthésilée. Du côté des hommes, ils font apercevoir Claude, Priam ou Tibère<sup>8</sup>. Quelques citations font directement écho à la réalité quotidienne. En hommage à l'épouse du chef de guerre, qui porte ce prénom, trois figures féminines sont désignées comme des « Thisbé<sup>9</sup> ». L'étude proposée ici s'attache aux manifestations précoces d'un tel assemblage et permet d'inscrire le cas de Brescia, remarquable par le nombre de figures convoquées, dans une pratique culturelle et politique de longue durée.

7 C'est-à-dire sur de petits panneaux de bois, aussi appelés *cassettoni*.

8 Pour tous ces éléments, voir Christiane L. Joost-Gaugier, « Bartolomeo Colleoni as a Patron of Art and Architecture: The Palazzo Colleoni in Brescia », *Arte lombarda*, 84/85, 1988, p. 61-72. Les personnages cités sont tirés des matières troyenne et arthurienne comme de la Rome impériale. D'autres héros (Pharaon) et héroïnes (Hérodiade) sont encore présents. Selon Christiane Joost-Gaugier, l'ensemble constitue « la plus vaste série d'hommes illustres connue pour l'époque de la Renaissance » (« *the most extensive series of personaggi illustrati to be identified from Renaissance times* », *ibid.*, p. 64). Le thème et son mode de représentation réapparaissent à Malpaga, un château que le Colleone possède dans les environs de Bergame. Casqués, couronnés, coiffés, les bustes d'hommes et de femmes peints sur de petits panneaux de bois s'y multiplient. Dans une des pièces du premier étage, ils se découpent, anonymes, sur un fond rouge. Sous l'arcade est de la cour d'honneur, ils dominent la volée de marches qui conduit à la loggia. Là, des phylactères désignent les Grecs Castor et Diomède. À côté d'une femme portant un diadème, un rouleau porte la mention *Damiadei* et renvoie aux Danaïdes (ou Daniades). Ces cinquante filles du roi Danaos ont épousé leurs cinquante cousins. Sur l'ordre de leur père, elles ont toutes assassiné, sauf une, leurs époux durant la nuit de noce.

9 Christiane L. Joost-Gaugier, « Bartolomeo Colleoni... », art. cit., p. 64.

L'importance du thème des hommes illustres, la variété de ses formes et sa capacité à construire des messages politiques correspondant aux besoins du moment<sup>10</sup> sont évoquées à partir d'un corpus mixte de textes et d'images. La nature des premiers est principalement narrative et littéraire. Il s'agit de chroniques et de *ricordi* tirés de l'abondante production italienne de la fin du Moyen Âge. Des correspondances et des œuvres poétiques y ont été adjointes, ainsi que des inscriptions appartenant aux cycles picturaux considérés ici. Ces derniers constituent les sources iconographiques de l'étude. Il s'agit de plusieurs ensembles d'images monumentales peints sur les murs des palais publics ou des résidences seigneuriales et mettant en scène des hommes illustres, de façon autonome ou à l'intérieur de séquences narratives.

Ces documents proviennent d'une aire géographique étendue. Les exemples sont empruntés à différents espaces de l'Italie centro-septentrionale, à la Lombardie ou à la Toscane, aux Marches ou au sud de la Vénétie. Une attention particulière est accordée à l'Ombrie et à l'une de ses cités, Foligno, que domine la famille Trinci de 1305 à 1439.

Une première partie de cet article analyse la façon dont les hommes illustres sont réemployés dans un contexte guerrier, en lien avec les valeurs dominantes de l'époque. Un deuxième moment est dédié à l'utilisation, dans un cadre civique, des mêmes héros par des régimes politiques opposés. La place accordée aux modèles dans quelques productions encomiastiques courtoises et le rapport au temps qui les sous-tend font l'objet d'une troisième partie. La contribution s'achève avec une étude de cas : l'insertion de l'un des Trinci au cœur d'une liste d'hommes illustres est étudiée en lien avec la fresque des héros et des Neuf Preux, située dans le corridor du palais seigneurial de Foligno.

#### DES HOMMES ILLUSTRÉS DANS LA MÊLÉE : LES RETOMBÉES DE LA GLOIRE

Les grandes figures du passé représentent un idéal militaire dans une péninsule ravagée par des conflits endémiques. Fréquemment données comme modèles aux combattants contemporains, elles émaillent les correspondances et les écrits historiques. En 1430, Florence est enlisée dans d'interminables luttes avec ses voisins. Paolo Strozzi, membre de l'une des familles éminentes de la cité toscane, rapporte dans ses lettres le courage avec lequel ses concitoyens défendent « la terre et l'honneur de la commune ». L'un d'entre eux, ser Malavolti, s'est particulièrement illustré. Une comparaison s'impose à Paolo : c'est « comme

10 Voir les remarques de Maria Monica Donato, « Testi, contesti, immagini politiche nel tardo Medioevo: esempi toscani. In margine a una discussione sul "Bon Governo" », *Annali dell'Istituto storico italo-germanico in Trento*, 19, 1993, p. 313.

un Hector » que Malavolti s'est lancé dans la mêlée<sup>11</sup>. Les sources narratives et littéraires ne sont pas avares de ce type de comparaison. Le passé invoqué oriente un présent dont le chaos des guerres permanentes a oblitéré le sens. Mis en regard avec la bravoure des guerriers de jadis, l'héroïsme des cavaliers du temps devient le signe de l'avenir glorieux de la cité tout entière. Quelques années après la lettre de Paolo Strozzi, un *cantar* anonyme est composé pour glorifier la résistance que les gens de L'Aquila ont opposée à Braccio da Montone, lors du siège mis devant la ville par le condottiere en 1424. Corrado III Trinci, seigneur de Foligno, fait partie des assaillants et des personnages de la chanson. Lieutenant de Braccio, il est chargé d'offrir à la cité les conditions d'une reddition honorable<sup>12</sup>. Le texte est composé en langue vernaculaire et en octaves rimées. Il s'inscrit à la fois dans la tradition historico-politique de la chronique civique et dans celle, épique, de la littérature chevaleresque<sup>13</sup>. Les premiers chants constituent un récit à la gloire du condottiere pérugin. La lutte que L'Aquila mène pour défendre sa liberté n'apparaît que plus héroïque après l'évocation des exploits de son adversaire. Lorsqu'il relate la bataille qui a vu s'affronter Braccio da Montone et Carlo Malatesta, en 1416, l'auteur dit ne trouver rien de semblable dans les récits des faits d'armes du passé, pas même dans ceux de Thésée. La violence de la lutte et la valeur des combattants passent encore celles des affrontements ayant opposé César à Pompée<sup>14</sup>.

La matière des grands cycles romanesques circule dans les villes, notamment grâce aux réécritures et aux spectacles que les troubadours donnent aux coins des rues. Les exploits des guerriers de l'Antiquité, les hauts faits des chevaliers carolingiens et arthuriens sont appréciés des élites aristocratiques de Vérone comme des marchands toscans. Les valeurs chevaleresques, le mode de vie qui leur est associé, les signes distinctifs qui leur font référence sont adoptés par les élites urbaines qui les utilisent comme marqueurs sociaux. Qu'ils soient

11 La lettre est datée du 5 août 1430, le passage est le suivant : « *Noi finalmente franchamente e con umilissimo animo defensammo la terra e l'honor del Chomune e ser Malavolti come uno Hectore si porto* », cité par Christian Bec, *Les Marchands écrivains. Affaires et humanisme à Florence (1375-1434)*, Paris/La Haye, Mouton/EPHE, 1967, p. 394.

12 *La guerra dell'Aquila. Cantare anonimo del xv secolo*, éd. Carlo De Matteis, L'Aquila, Textus, 1996, chant VI, strophes 21 et 22, p. 107.

13 *Ibid.*, « Introduzione », p. XII-XVI.

14 *Ibid.*, chant I, strophes 14 et 15, p. 8-9. Au Moyen Âge, César connaît une postérité littéraire moins importante que celle des trois autres grands hommes de guerre et de pouvoir que sont Alexandre, Charlemagne et Arthur. Cependant, s'il ne devient jamais le héros d'un cycle romanesque, il fait bel et bien partie des figures exemplaires du temps, souvent comme modèle à suivre, parfois comme repoussoir. Voir Bruno Méniel et Bernard Ribémont (dir.), *Cahiers de recherches médiévales*, 2006, vol. XIII, numéro spécial « La Figure de Jules César au Moyen Âge et à la Renaissance », et en particulier Silvère Menegaldo, « César, "d'ire enflamez et espris" (v. 1696) dans *Le Roman de Jules César* de Jean de Thuin », p. 59-76, et Michelle Szkilnik, « César est-il un personnage de roman ? Du *Perceforest* au *Jouvencel* », p. 77-89.

l'occasion de manifestations fastueuses réelles ou qu'ils soient peints dans les demeures des puissants, les jeux guerriers mettent en scène les idéaux de force, de bravoure et de gloire que les élites intègrent au discours justifiant leur domination politique et sociale. À côté des grandes processions, les festivités religieuses et civiques données par la république florentine pour la Saint-Jean, à la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, comportent des joutes très prisées<sup>15</sup>. Florence organise de nouveaux jeux équestres pour célébrer la victoire qu'elle a remportée sur Pise en 1406 et qui lui a offert une ouverture sur la mer. Sept cavaliers s'affrontent pour cette *giostra dell'acquisto di Pisa* le 29 janvier 1429. Manno Donati est vainqueur. Il remporte comme prix de son succès un casque dont le cimier est un Hercule d'argent<sup>16</sup>. L'élite de la cité du lys manifeste sa puissance avec éclat au cours de spectacles guerriers dont la scénographie réserve une place de choix aux héros du passé. Les Trinci ont noué de longue date des liens solides avec le patriciat florentin. En 1416, Bonaccorso Pitti est ambassadeur à Foligno. Il note dans ses *Ricordi* que comme compère de Corrado III, il a tenu le fils de ce dernier, Ugolino, sur les fonds baptismaux. Pour cette tâche, il était également procureur de Palla Strozzi, autre membre de la plus haute élite de Florence<sup>17</sup>. Cette dernière ville est le lieu, quatre ans plus tard, d'importantes festivités données autour de plusieurs mariages croisés. Elles sont l'occasion de nouvelles parades d'hommes à cheval. Pour l'union de leurs familles à celle de Paolo Guinigi, seigneur de Lucques, les seigneurs de Camerino et de Foligno font une entrée remarquée dans la ville, le 2 août 1420<sup>18</sup>. Les deux hommes participent à une cavalcade encore plus prestigieuse lorsqu'ils quittent la cité. Ils prennent part au cortège du nouveau légat pontifical à Bologne. Selon un contemporain émerveillé, la compagnie, qui regroupe de nombreux hauts prélats et que

15 Goro Dati (1365-vers 1424) en donne une description détaillée (voir Pietro Gori, *Le feste fiorentine attraverso i secoli. Le feste per San Giovanni*, Firenze, R. Bemporad & figlio, 1926, p. 17-18).

16 Giuseppe Odoardo Corazzino, « Diario fiorentino di Bartolomeo di Michele del Corazza. Anni 1405-1438 », *Archivio Storico Italiano*, série V, t. XIV, 1894, p. 281. Sacchetti (v. 1332/1334-1400), écrivain conservateur, se moque des prétentions aristocratiques de certains de ses concitoyens et témoigne à travers ses critiques de l'importance des marqueurs sociaux liés à l'imaginaire chevaleresque. L'un de ses personnages, de modeste condition, va trouver Giotto pour lui demander de peindre ses emblèmes héraldiques (*arme*) sur son écu. Jouant sur le double sens du mot *armes*, l'artiste ridiculise l'orgueilleux et représente sur le bouclier une collection de pièces d'armement, allant du gantelet de fer à la lance et au gorgerin (Franco Sacchetti, *Il Trecentonovelle*, éd. Valerio Marucci, Roma, Salerno, 1996, novella LXIII, p. 181-183).

17 Vittore Branca, *Mercanti scrittori. Ricordi nella Firenze tra Medioevo e Rinascimento*, Milano, Rusconi, 1986, p. 470.

18 Giovanni Sercambi décrit le banquet donné en son palais par Paolo Guinigi lors du double mariage : Paolo épouse Jacopa, fille de Corrado III Trinci, et son fils Ladislao, Maria di Gentile Pandolfo da Varano. Le passage est cité par Clara Altavista, *Lucca e Paolo Guinigi (1400-1430): la costruzione di una corte rinascimentale. Città, architettura, arte*, Pise, ETS, 2005, p. 71.

mènent fifres et trompettes, ne compte pas moins de mille cavaliers<sup>19</sup>. Ces épisodes sont exemplaires de l'étroitesse des relations associant entre elles les familles seigneuriales, de leurs liens avec le patriciat des républiques et de la participation commune de l'ensemble de ces élites aux rituels et à la mise en scène de l'ordre social que ces derniers proposent.

La culture chevaleresque occupe une place de premier ordre dans les cours seigneuriales de l'Italie centro-septentrionale<sup>20</sup>. Le réemploi des figures héroïques est là d'une acuité singulière. Banquets, joutes et tournois sont des éléments clefs de la reconnaissance, de l'exercice et de la représentation du pouvoir. Isolément ou en groupe à l'intérieur de cycles narratifs, les valeureux guerriers envahissent les murs peints des palais. Ils sont tous aptes, à un moment de leur histoire, à incarner des valeurs qui conservent une portée très générale<sup>21</sup>. Les grands hommes de l'Antiquité, les Preux de Charlemagne ou les chevaliers d'Arthur peuvent indifféremment être les représentants d'un idéal guerrier conçu comme atemporel<sup>22</sup>.

Les héros sont fréquemment représentés en action, sur des parois historiées. Les scènes de combat n'ont pas besoin d'être clairement identifiées par le spectateur pour que les messages aient une certaine efficacité. La représentation peinte d'un banquet évoque, comme un miroir, la commensalité développée par le seigneur

<sup>19</sup> Giuseppe Odoardo Corazzino, « Diario fiorentino... », art. cit., p. 270.

<sup>20</sup> Ce phénomène bien connu a été souligné dès 1895 par Julius von Schlosser dans son article fondateur : Julius von Schlosser, « Ein veronesisches Bilderbuch und die höfische Kunst des XIV. Jahrhunderts », *Jahrbuch der kunsthistorischen Sammlungen der allerhöchsten Kaiserhauses*, t. XVI, 1895. Le texte a été réédité dans *L'arte di corte nel secolo XIV*, éd. Gian Lorenzo Mellini, Pisa, Edizioni di Comunità, 1965. Schlosser oppose les cours seigneuriales du nord de la péninsule, féodales, chevaleresques et influencées par le modèle français (*ibid.*, p. 50) aux républiques du centre et à Florence (*ibid.*, p. 78). Sans forcer le rapprochement et comme cela a été esquissé plus haut, de nombreux éléments témoignent pourtant d'une culture partagée.

<sup>21</sup> Le désir d'être doté d'un « courage ou d'un mérite supérieurs », de se distinguer par une « valeur extraordinaire », une « force de caractère », une « grandeur d'âme » ou une « haute vertu », fait partie, selon Philippe Sellier, « d'une rêverie fondamentale de l'humanité » (Philippe Sellier, « Le modèle héroïque de l'imagination : un socle symbolique », dans Odile Faliu et Marc Turret (dir.), *Héros d'Achille à Zidane*, Paris, Bibliothèque nationale de France, 2007, p. 48-55. Cet article reprend en le résumant le premier chapitre (« La permanence du "modèle héroïque" ») d'un ouvrage du même auteur : P. Sellier, *Le Mythe du héros*, Paris, Bordas, 1970. Sans nécessairement faire sienne une analyse que sous-tend l'idée de la permanence des structures de l'imaginaire, il faut noter que de telles valeurs acquièrent une importance particulière dans l'Italie de la fin du Moyen Âge. Dans une période de raidissement social et d'aristocratisation, elles font partie de la culture partagée des élites et des moyens de distinction sociale (Élisabeth Crouzet-Pavan, *Renaissances italiennes. 1380-1500*, Paris, Albin Michel, 2007, p. 449-462).

<sup>22</sup> Chrétien de Troyes a développé le thème de la translation et l'idée d'une perfection immuable de la chevalerie transportée de la Grèce vers Rome puis de Rome vers la France : voir Daniel Arasse, « Portrait, mémoire familiale et liturgie dynastique : Valeriano-Hector au château de Manta », dans Augusto Gentili (dir.), *Il ritratto e la memoria: materiali 1*, Roma, Bulzoni, 1989, p. 102.

du lieu et les largesses dont il fait bénéficier son entourage<sup>23</sup>. Une mêlée de cavaliers peut bien mettre en scène la lutte de Cassibilant et de Thoas devant les murs de Troie<sup>24</sup> ou le tournoi opposant les cent chevaliers d'Arcitas à ceux de Palémon<sup>25</sup> : le chaos des corps d'hommes et de chevaux, la confusion des lances et des épées font toujours retentir l'écho des faits d'armes du maître des lieux (fig. 2 et 3)<sup>26</sup>. Au Palazzo del Corte de Mantoue, Pisanello peint en 1447-1448 plusieurs scènes du *Lancelot*. Le tournoi et le banquet somptueux offert par Brangoire sont figurés<sup>27</sup>. Dans la salle de réception, l'affrontement d'un grand nombre de chevaliers est représenté, leurs armes rehaussées de *pastiglia*

23 Martin Aurell, Nancy Gauthier et Catherine Virlouvet, « Le roi mangeur et les élites à table », dans Martin Aurell, Olivier Dumoulin et Françoise Thelamon (dir.), *La Sociabilité à table. Commensalité et convivialité à travers les âges*, Rouen, Publications de l'université de Rouen, 1992, p. 119-129.

24 Ainsi l'affrontement entre Cassibilant, fils bâtard de Priam, et Thoas, roi d'Étolie combattant pour les Grecs, dans les fresques de la loggia communale d'Udine. Réalisées entre 1350 et 1364, ces peintures sont aujourd'hui conservées aux Civici musei e gallerie di storia e arte d'Udine. Voir la notice d'Enrica Cozzi, « Pittore friulano e pittore di scuola bolognese », dans Enrico Castelnuovo et Francesca de Gramatica (dir.), *Il Gotico nelle Alpi. 1350-1450*, Trent, Monumenti e collezioni provinciali, 2002, p. 402-405, ainsi qu'Enrica Cozzi (dir.), « La Storia di Troia » dell'antica loggia di Udine. *Presentazione del restauro degli affreschi recuperati*, Udine, Soprintendenza del Friuli-Venezia Giulia e Comune di Udine, 1997.

25 Les deux héros de la *Théséide* de Boccace, l'une des possibles sources littéraires du cycle de la *camera picta* de Spolète (voir *infra*, note 30).

26 Ce qui ne veut bien sûr pas dire que le choix du thème par le commanditaire soit indifférent ou que la représentation d'un épisode de la guerre de Troie ait la même signification que celle d'un épisode inspiré de la *Guerre des juifs* de Flavius Josèphe (parmi ceux peints, par exemple, par Altichiero et Iacopo Avanzi à Vérone, et aujourd'hui perdus). De même, les personnages des romans de chevalerie n'ont pas nécessairement une valeur exemplaire identique à celle des Romains de la République. Avant tout décodage cependant, les hommes illustres en armes réaffirment par leur simple présence les valeurs dominantes. L'histoire de l'art a depuis longtemps pointé la fertilité d'une étude des images combinant différents niveaux d'analyse. Préalablement à l'étude iconographique d'une représentation signifiante, il importe de considérer l'existence même de la surface peinte comme « un marqueur territorial, un signe particulièrement distinctif ou encore un faire-valoir direct lié à une position sociale dominante » (Daniel Russo, « Couleur de temps, fragments d'histoires. Introduction à l'étude des peintures murales en Bourgogne et ailleurs à l'époque du Moyen Âge », dans Daniel Russo [dir.], *Peintures murales médiévales, XI<sup>e</sup>-XVI<sup>e</sup> siècle. Regards comparés*, Dijon, Éditions universitaires de Dijon, 2005, p. 7). La fonction politique de l'image repose de façon essentielle sur la dimension décorative de celle-ci et sur les matériaux utilisés (Jérôme Baschet, « L'image-objet », dans Jérôme Baschet et Jean-Claude Schmitt [dir.], *L'Image. Fonctions et usages des images dans l'Occident médiéval*, Paris, Le Léopard d'Or, 1996, p. 18). Les usages des fresques reposent en outre sur une thématique générale aisément identifiable, sans que l'objet précis de la narration figurée ait à être précisé. Ce processus est à l'œuvre dans les cycles d'hommes illustres, peints en pied et plus grands que nature : les personnages n'ont pas à être identifiés individuellement pour produire un fort effet sur le spectateur. La qualification des épisodes et des protagonistes intervient dans un dernier moment et enrichit encore les sens construits par l'image. C'est de la pluralité de ces derniers, de leur combinaison et des usages de l'image dont il faut tenter de rendre compte ici.

27 Brangoire, seigneur du château de la Marche, organise de grandes festivités huit jours après son couronnement. Elles commencent par un tournoi dont Bohort est vainqueur. Désigné meilleur combattant par les demoiselles du château, le chevalier préside l'une des deux tables du banquet, assis sur un trône d'or (*Lancelot du Lac*, t. V, *L'enlèvement de*

imitant la feuille d'or et d'argent, et étincelant à la lumière<sup>28</sup>. L'idéal de la société courtoise et les valeurs chevaleresques exaltent le pouvoir seigneurial des Gonzague<sup>29</sup>.

Les combats formidables où s'illustrèrent les héros de jadis sont constitutifs de l'environnement culturel des seigneuries urbaines d'Italie centrale. La forteresse de Spolète, dont le cardinal-légat Egidio Albornoz a fait entreprendre la construction en 1359, abrite une « chambre peinte » dans une de ses tours principales, la *Torre Maestra* (fig. 1). La pièce est ornée d'un cycle narratif chevaleresque, réalisé entre 1392 et 1416 alors que Marino Tomacelli est châtelain de la place<sup>30</sup>. Lorsqu'il confie la *rocca* à ce proche parent, Boniface IX entend renforcer le contrôle de la papauté romaine sur la région. Il appuie une partie de ses entreprises sur Ugolino III Trinci, père de Corrado III, dont il renforce au même moment le pouvoir sur Foligno et sur ses environs<sup>31</sup>. En 1395, le

*Guenièvre*, texte établi par Yvan G. Lepage, traduit et présenté par Marie-Louise Ollier, Paris, LGF, coll. « Le Livre de Poche », 1999, p. 373-393).

28 Joanna Woods-Marsden, *The Gonzaga of Mantua and Pisanello's Arthurian Frescoes*, Princeton, Princeton University Press, 1988, p. 13-20 pour l'identification du banquet de Brangoire, p. 38-46 pour la chronologie des travaux, p. 108-123 pour les techniques utilisées.

29 Élisabeth Crouzet-Pavan, *Renaissances italiennes. 1380-1500, op. cit.*, p. 384-385.

30 La *camera picta* est divisée en deux par un arc en plein cintre orné d'une longue arabesque foliacée, dans les courbes de laquelle batifolent des *putti* joufflus. Un inventaire de 1444 mentionne les fonctions différenciées du lieu à cette date, celle de chambre à coucher et celle de *studiolo*. La partie où se trouvait le lit, au Sud, est décorée de scènes amoureuses réalisées au milieu du xv<sup>e</sup> siècle. Les épisodes chevaleresques sont peints dans le *studiolo*, au Nord. Ils se déroulent sur deux registres superposés, divisés en treize cases que séparent des frises de quadrilobes jointifs circonscrivant des étoiles à quatre branches. Selon Marilena Fiori, les fresques seraient composées de plusieurs séquences narratives différenciées, liées à différents romans dont le principal serait le *Tristan* de Gottfried de Strasbourg. Nous adressons nos sincères remerciements à la Dott.ssa Fiori qui a bien voulu nous communiquer plusieurs chapitres de son travail inédit : Marilena Fiori, *La camera picta nella rocca albornoziana di Spoleto. Contributi per la lettura iconografica, tesi di laurea*, sous la dir. de Giancarlo Gentilini, Università degli studi di Perugia, Facoltà di lettere e filosofia, 2003-2004. Mademoiselle De Luca a récemment avancé une lecture différente, dans une *tesi di laurea* dirigée par Enrica Neri Lusanna. Elle propose de voir la *Théséide* de Boccace comme source des images de la partie nord de la *camera*. Nous remercions la Dott.ssa Benazzi qui nous a tenu informé de cette dernière hypothèse. Sur la forteresse de Spolète et son cycle peint, voir Giordana Benazzi, « Storie cortesi e cavalleresche nella *camera pinta* della rocca albornoziana di Spoleto », dans Rosaria Mencarelli (dir.), *I lunedì della Galleria. Atti delle conferenze maggio-giugno/ottobre-novembre 1996*, Perugia, Quattroemme, p. 29 ; Daniele Amoni, *Castelli, fortezze e rocche dell'Umbria*, Perugia, Quattroemme, 1999, p. 224-249 ; Bruno Bruni, Maria Cristina De Angelis, Patrizia Felicetti, Bruno Gori et Giuseppe Guerrini (dir.), *La Rocca di Spoleto. Studi per la storia e la rinascita*, Spoleto, Banca Popolare, 1983. La trame de la *Théséide* est reprise par Boccace dans une œuvre de jeunesse écrite vers 1340. Elle raconte l'histoire de Thésée et d'Hippolyte, la reine des Amazones, ainsi que la rivalité opposant Arcitas et Palémon pour l'amour d'Émilie (Giovanni Boccaccio, *Teseida*, éd. Alberto Limentani, Milano, Mondadori, 1992).

31 Dans les *Annali de Spuliti*, le chroniqueur Parruccio Zampolini rapporte qu'en janvier 1392, Ugolino Trinci et Bultrino accompagnent Benedetto da Monte Cassino, évêque de Montefeltro, trésorier de Romagne et recteur du duché, ainsi que Giovanni Tomacelli, frère du pape. À la tête d'une importante compagnie de fantassins et de cavaliers, ils tentent de prendre la *rocca*

frère du pontife romain Andrea Tomacelli épouse une fille d'Ugolino, Agnese<sup>32</sup>. Les Tomacelli restent châtelains de Spolète jusqu'en 1440<sup>33</sup>. À cette date, malgré le soutien dont il a bénéficié de la part des Trinci, Pirro Tomacelli est chassé<sup>34</sup>. Sur les fresques de la *camera picta*, deux chevaliers s'opposent à l'épée. Le duel est situé dans une forêt, devant une chasseresse montée sur un palefroi blanc. La plus grande scène est cependant celle d'une bataille (fig. 2). Les chevaliers bardés de fer s'affrontent dans un champ clos elliptique cerné de murailles crénelées, en haut desquelles ont pris place deux assemblées, celle des femmes à dextre, celle des hommes à senestre<sup>35</sup>.

Des cycles narratifs héroïques décorent l'intérieur d'édifices plus étroitement liés aux Trinci. L'un d'eux couvrait plusieurs murs de la loggia du Paradis, au monastère Santa Croce de Sassovivo<sup>36</sup>. Attenante à l'église et couverte

de Spolète tenue par les Orsini (*Frammenti degli annali di Spoleto di Parruccio Zampolini dal 1305 al 1424*, dans Achille Sansi, *Documenti storici inediti in sussidio allo studio delle memorie Umbre*, Foligno, Sgariglia, 1879, p. 132).

32 Selon Durante Dorio, historien folignat du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle et historiographe des Trinci (Durante Dorio, *Istoria della famiglia Trinci nella quale si narrano l'Origine, Genealogia, Dominii, Dignità, e Fatti de' descendent da essa*, Foligno, Agostino Alterii, 1638, p. 241).

33 En 1392, Boniface IX prévoit que la charge de châtelain soit transmise aux descendants de Marino Tomacelli jusqu'à la troisième génération (Achille Sansi, *Storia del comune di Spoleto*, Foligno, Sgariglia, 1879, vol. I, p. 271).

34 Dans son *Historia liberationis civitatis spoleti ab oppressione Pyrrhi Thartari Tomacelli*, une brève notice qu'il consacre à la chute du tyran honni, Tommaso Martiani évoque l'aide militaire dont le châtelain de Spolète bénéficie en avril 1438, à la suite des troubles ayant éclaté dans la cité. Conduite par Niccolò Piccinino, l'armée de secours comporte des fantassins de Santino de Riva et des hommes de Corrado III Trinci. Le texte est inclus dans le *Commentarium Thomae Martini*, éd. Achille Sansi, dans A. Sansi, *Documenti storici inediti...*, op. cit., p. 176-194, en particulier p. 177 pour l'expédition d'avril 1438 (le passage cité est repris presque littéralement en italien dans l'histoire de Spolète du même historien : Achille Sansi, *Storia del comune di Spoleto*, op. cit., p. 316-317). Spolète est prise et mise à sac le mois suivant par des troupes composées pour partie de soldats de Foligno. Les opérations de mai et le soutien apporté par Corrado III à Pirro Tomacelli sont également mentionnés par Pietruccio degli Unti, contemporain et notable de Foligno, dans sa chronique connue sous le nom de *Memoriale degli Unti : Fragmenta Fulginatis Historiae*, éd. Michele Faloci Pulignani, Bologna, Nicola Zanichelli, coll. *Rerum Italicarum Scriptores* (RIS), 1933, t. XXVI, 2<sup>e</sup> partie, p. 34-35.

35 La scène de bataille, ou de tournoi, s'étend au centre du registre inférieur, sur le mur Nord. Elle occupe une surface correspondant à deux cases sur le registre supérieur. Selon Joanna Woods-Marsden (*The Gonzaga of Mantua...*, op. cit., p. 20), la présence de spectateurs permet de distinguer les représentations des jeux guerriers de celles des véritables combats. Cette question, ainsi que celle de l'identification précise des épisodes de la *rocca* spolétine, n'est pas abordée ici. La figuration de l'affrontement chevaleresque retient l'attention, que la lutte soit une mise en scène ou un combat véritable et quel que soit le sujet de l'histoire peinte sur les murs.

36 Le cycle a été partiellement décrit par Michele Faloci Pulignani, « I marmorarii romani a Sassovivo presso Foligno », *Archivio per la storia ecclesiastica dell'Umbria*, t. II, 1915, p. 597-600 (article réimprimé dans *S. Croce di Sassovivo, il chiostro, le chiese dipendenti, gli abati*, éd. Mario Sensi, Foligno, Diocesi di Foligno, 2001, p. 55-58 pour le passage cité). Déjà très abîmé selon l'auteur, il s'est encore dégradé depuis le début du <sup>xx</sup><sup>e</sup> siècle et plusieurs fragments ont dû être détachés. Pour une description de l'ensemble, voir Francesca Cristofori, « Le decorazioni pittoriche », dans *L'abbazia di Sassovivo a Foligno*, Foligno, Cassa

de deux voûtes reposant sur un large pilastre, la petite arcade est un lieu de passage et d'accueil, qui relie la première cour intérieure de l'abbaye au complexe monastique. Le mur situé face aux arches est divisé par le pilier en deux parties à peu près égales. À droite, la lunette est le lieu d'une bataille furieuse (fig. 3). Des cavaliers casqués et drapés d'amples capes, peints en grisaille comme l'ensemble des scènes de la loggia, s'affrontent à la lance et à l'épée. Sur les piédroits d'une petite fenêtre en plein-cintre, en contrebas, un fantassin recharge son arbalète tandis qu'un homme coiffé d'un carré de toile bat le tambour. Perpendiculairement, à droite, sur le côté de la loggia par lequel s'effectue aujourd'hui l'entrée, un banquet se déroule. Devant une large tenture suspendue à une armature de bois, plusieurs personnages conversent. Une table a été dressée. Si l'état de conservation de ces peintures n'autorise pas une lecture plus précise, il permet néanmoins de les associer au type d'images évoquées plus haut. Une identification peut en revanche être proposée pour les personnages ornant la voussure de la seconde lunette, à gauche (fig. 4). Un homme casqué tient un arc dans sa main gauche, les pieds dans un cours d'eau. Une flèche tout juste décochée a transpercé le torse du centaure qui lui fait face. Debout à côté de ce dernier, une femme observe le soldat. Ses mains sont croisées sur sa poitrine. Selon toutes vraisemblances, il s'agit de Nessus tué par Hercule<sup>37</sup>. La créature mi-homme mi-cheval tentait de violenter Déjanire, la femme du héros, alors qu'elle lui faisait traverser l'Événos. La seconde scène de la voussure, en face de la première, pourrait représenter la lutte avec Antée ou, peut-être, l'enlèvement d'Iolée<sup>38</sup>. Le demi-dieu figure à plusieurs reprises parmi

di Risparmio di Foligno, 1992, p. 139-145 ; Giordana Benazzi, « I cicli pittorici del tempo di Ugolino e Corrado Trinci », dans Giordana Benazzi et Francesco Federico Mancini (dir.), *Il Palazzo Trinci di Foligno*, Perugia, Quattroemme, 2001, p. 470-471.

- 37 L'histoire d'Hercule est la matière d'autres cycles picturaux. Aux environs de 1400, sous le marquisat de Niccolò III d'Este, une salle du Palazzo Paradiso de Ferrare est décorée à fresque sur ce thème. On y retrouve un affrontement de cavaliers et ainsi que le héros des douze travaux tirant à l'arc sur Nessus. Sur le palais, voir Alessandra Chiappini (dir.), *Palazzo Paradiso e la Biblioteca Ariostea*, Roma, Editalia, 1993 ; sur les fresques, voir Anne Dunlop, *Painted Palaces: The Rise of Secular Art in Early Renaissance Italy*, University Park (Pennsylvanie), The Pennsylvania University Press, 2009, p. 43-53 ; Cinzia Fratucello, « Note sull'iconografia degli affreschi della Camera di Ercole nel Palazzo Paradiso di Ferrara », *Musei ferraresi*, 18, 1999, p. 18-39 ; Ranieri Varese, *Trecento ferrarese*, Milano, Silvana, 1976, p. 47-53.
- 38 Un homme coiffé du même casque que le précédent soulève au-dessus de terre un personnage au vêtement long, qui s'accroche à sa nuque et semble se débattre. L'identification avec Iolée respecterait la cohérence narrative. Pour se venger d'Hercule, Nessus mortellement blessé remet à Déjanire un philtre dont il prétend qu'il lui rendra l'amour de son mari si ce dernier venait à s'éloigner d'elle. Peu après, Hercule enlève Iolée, la fille du roi d'Oechalie, Eurytos. Déjanire est jalouse et fait remettre à Hercule une tunique ointe de la substance offerte par Nessus. Cette dernière s'avère être un poison qui consume les chairs du héros et provoque sa mort. Le combat du héros avec Antée est plus fréquemment représenté dans l'art et c'est probablement de lui dont il s'agit ici. La cohérence serait alors thématique, le programme montrant les victoires remportées par le héros incarnant la Force sur deux figures maléfiques.

les hommes illustres réunis à la fin du Moyen Âge<sup>39</sup>. En 1335, Giotto peint dans le palais milanais d'Azzone Visconti une allégorie de la Gloire terrestre entourée des six plus grands guerriers de tous les temps. Hercule, le meilleur combattant grec, figure aux côtés d'Azzone lui-même<sup>40</sup>. Le champion des douze travaux est en outre cité à sept reprises dans le *Quadriregio*, un poème allégorique que Federico Frezzi, dominicain de Foligno, dédie à Ugolino III Trinci à la fin du xiv<sup>e</sup> ou au début du xv<sup>e</sup> siècle. Le texte et les peintures de l'abbaye Santa Croce appartiennent au même ensemble de références culturelles, sans qu'il faille faire du premier la source des secondes. Dans le poème, l'arc est un attribut d'Hercule, dont l'amour pour Iolè est évoqué comme l'est la « tunique teintée du sang venimeux » de Nessus<sup>41</sup>. Le *Quadriregio* prend la forme d'un parcours initiatique conduisant du royaume de l'Amour terrestre à celui des Vertus. Chemin faisant, le narrateur rencontre le dieu Mars entouré des barons les plus valeureux. L'énumération qui en est faite s'ouvre avec Hercule et se poursuit, notamment, avec Hector, César, Pompée ou Scipion l'Africain<sup>42</sup>.

Sassovivo est un des lieux du pouvoir des Trinci. Située à une dizaine de kilomètres à l'est de Foligno, l'abbaye a de nombreuses églises et chapelles sous sa dépendance, à Rome, à Pérouse, à Orvieto ou encore à Viterbe. Le cousin germain du père d'Ugolino III, Troiano, y est prieur avant que le seigneur de Foligno obtienne le *ius elegendi* de Boniface IX en 1394 et fasse confirmer

39 L'interprétation de l'ensemble du cycle est délicate. Un programme à portée éthico-religieuse, comportant les scènes profanes de la vie d'Hercule, est évoqué par plusieurs fragments aujourd'hui détachés. Deux d'entre eux mettent en scène l'histoire d'un personnage barbu, portant le nimbe polygonale des bienheureux et entouré d'une foule de dévots. Un autre présente six anges agenouillés, un quatrième propose une nouvelle scène de bataille, un dernier enfin expose deux femmes couronnées, allégories de deux des vertus cardinales, la Tempérance et la Force. L'histoire d'Hercule est sans doute à relier à cette dernière et doit être comprise en lien avec les vertus. Le héros peut personnifier la Force, comme le suggère une somptueuse enluminure de la bible d'Anjou. Dans cet ouvrage réalisé à Naples sous le règne de Robert I<sup>er</sup>, en 1340, un roi tenant le sceptre et le globe trône sous un dais que tiennent des vertus nimbées (fol. 3v). À droite, face à la Prudence bifron et à la Justice armée d'une balance et d'une épée se tient un homme barbu vêtu d'une peau du lion. Il évoque Hercule couvert de la dépouille du lion de Némée. La bible est conservée à la bibliothèque Maurits Sabbe de la Faculté de Théologie de la K. U. de Louvain (Lieve Watteeuw et Jan Van der Stock (dir.), *The Anjou Bible. A Royal Manuscript Revealed. Naples 1340*, Louvain, Peeters Publishers, 2010).

40 Les autres héros sont Hector le Troyen, Énée le Romain, Charlemagne le Chrétien et Attila l'Infidèle. Nous suivons ici les analyses de Gilbert Creighton, « The Fresco by Giotto in Milan », *Arte lombarda. Rivista di storia d'arte*, n° 47/48, 1977, p. 31-72, en particulier p. 54.

41 Federico Frezzi, *Il Quadriregio*, éd. Enrico Filippini, Bari, Laterza & figli, 1914, livre I, chap. I, p. 4, et chap. II, p. 10 ; livre III, chap. V, v. 77-78, p. 219 : « *la camicia la vita li tolse / tinta del sangue che era venenoso* ». Le poème a récemment fait l'objet d'un long commentaire linéaire par Elena Laureti, *Il Quadriregio di Federico Frezzi da Foligno. Un viaggio nei Quattro Regni*, Foligno, Orfini Numeister, 2007.

42 Federico Frezzi, *Il Quadriregio*, op. cit., livre IV, chap. VII, p. 305-310. L'étude de ce passage est développée dans la suite de cet article.

son parent comme abbé par le pape<sup>43</sup>. En 1411, Ugolino place à la tête du monastère son propre cousin germain, Giacomo<sup>44</sup>. Les peintures murales de Sassovivo s'apparentent aux entreprises de décoration du palais Trinci, qu'Ugolino fait réaliser dans la première décennie du xv<sup>e</sup> siècle et dont elles sont contemporaines<sup>45</sup>. Une salle de l'abbaye évoque l'importance que revêt le lieu pour la dynastie dominant Foligno<sup>46</sup>. Aujourd'hui très endommagée, une large frise peinte court sur un de ses murs. Elle est bordée d'une décoration au pochoir faite de quadrilobes dans la partie basse. Dans la partie haute, des rinceaux alternent avec des couronnes de feuillages frappées en leur centre de deux têtes de cheval, l'emblème des Trinci. Le registre central est coiffé de grecques qui le font ressembler à une muraille crénelée. Il est percé de remplages en trompe-l'œil circonscrivant chacun les armes de grandes familles<sup>47</sup>. L'un d'eux, polylobé, porte l'écu et le cimier héraldique des Trinci<sup>48</sup>. À droite de ce dernier, un premier quadrilobe est marqué des armoiries des da Varano, seigneurs de Camerino, tandis qu'à gauche, un second affiche celles des Orsini de Pitigliano<sup>49</sup>. Bien que les fonctions de la salle ne soient pas connues, ces fragments de peinture

43 Mario Sensi, « La signoria dei Trinci: ascesa di una famiglia », dans *Il Palazzo Trinci di Foligno*, *op. cit.*, p. 7-8.

44 Giacomo meurt en 1442, trois ans après la chute de la seigneurie des Trinci. L'abbé de Sassovivo fait partie des conjurés qui livrent la cité assiégée et son seigneur Corrado III à l'armée du cardinal Vitelleschi, en 1439 (*Memoriale degli Unti*, dans *Fragmenta Fulginatis Historiae*, *op. cit.*, p. 38).

45 La loggia construite dans le complexe du palais communal présente un cycle d'allégories civiles peint en *terra verde*. Une technique identique est utilisée dans le passage couvert qui relie la nouvelle résidence des Trinci au palais des chanoines et à la cathédrale, et où se succèdent sept hommes représentant chacun l'un des sept âges de la vie (cette première série est rapidement recouverte par le cycle des héros dont il sera question à la fin de cette contribution, le thème des âges de la vie étant transféré sur le mur d'en face, dans une version polychrome). Ces deux ensembles sont attribués par la critique au même atelier, même si différents noms sont avancés (Veruska Picchiarelli, « Prima di Gentile: alcune ipotesi sui monocromi della *Loggia Nova*, l'identità di Paolo Nocchi et l'attività di Francesco da Fiano », dans Antonino Caleca et Bruno Toscano [dir.], *Nuovi studi sulla pittura tardogotica. Palazzo Trinci*, Livorno, Sillabe, 2009, p. 172-173).

46 Cette pièce se trouve dans la partie de l'abbaye qui est aujourd'hui propriété privée. Nous avons pu la visiter durant le chantier de restauration grâce à l'aimable autorisation des propriétaires du lieu ainsi que grâce à l'aide de la Dott.ssa Benazzi. Nous les en remercions chaleureusement.

47 L'un d'eux est illisible. Un quadrilobe se distingue des deux autres décrits ci-après : il est orné d'une vue urbaine avec remparts, maisons et hauts édifices publics.

48 « D'argent à deux têtes et cols de cheval adossés de sable, bridés de gueules », selon Donald Lindsay Galbreath, *Manuel du blason*, éd. Léon Jéquier, Lausanne, Spes, 1977, p. 138.

49 Tel qu'il apparaît notamment dans la salle des armoiries du château de Melegnano, ornée à fresque au milieu du xvi<sup>e</sup> siècle pour Gian Giacomo de' Medici. C'est à partir de cet exemple que l'identification de l'emblème de Sassovivo est proposée ici. Pour plus de clarté et faute de compétences spécifiques de notre part, nous décrivons ces armes avec les termes de la langue ordinaire, non avec ceux du blason. Il s'agit d'un écu parti. À senestre se trouve un lion rampant sur fond blanc. À dextre, les deux tiers inférieurs sont striés de bandes rouges et blanches et surmontés, dans la partie restante, d'une rose rouge.

évoquent une pièce d'apparat<sup>50</sup>. Ils proclament fièrement l'appartenance à une élite restreinte, soudée par la pratique de la guerre, les alliances matrimoniales croisées déjà évoquées<sup>51</sup> et la participation à des rituels à travers lesquels leur statut est réaffirmé<sup>52</sup>. Les familles qui occupent les places plus visibles sur la scène politique italienne, comme les Sforza ou les Malatesta<sup>53</sup>, sont étroitement intégrées à ce réseau de petites seigneuries, réseau qu'entretiennent encore les *condotte* et la circulation des artistes ou des hommes de lettre d'une cour à l'autre. Tous partagent en outre une expérience visuelle commune, celle de vastes ensembles picturaux narratifs au sein desquels les grands guerriers du passé, devenus familiers, se font porteurs des valeurs du temps. Ces héros peints peuvent également être représentés de façon autonome, ressortant alors à un type d'images qui sera évoqué dans la suite de cette contribution.

À l'intérieur de ce milieu, la référence aux grands hommes apparaît d'une malléabilité remarquable. Elle peut servir à la dénonciation des valeurs aristocratiques et militaires qu'elle contribue le plus souvent à exalter<sup>54</sup>. Les

50 L'abbaye est insérée dans le système défensif de Foligno. Au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, Durante Dorio écrit qu'une fois élu abbé de Sassovivo, Troiano Trinci fait fortifier le monastère ainsi qu'une tour « qui lui était contigüe, afin de se prémunir des ennemis en temps de guerre ». Selon le même auteur la tour est détruite par Corrado III en 1426 pour éviter qu'elle ne soit utilisée par des adversaires (Durante Dorio, *Istoria della famiglia Trinci...*, *op. cit.*, p. 164 et 211).

51 Voir *supra*, note 18. Ugolino III Trinci a épousé Costanza, fille d'Aldobrandino Orsini, comte de Saona et de Pitigliano. Trois de ses fils exercent une seigneurie collective sur Foligno après sa mort en 1415. Niccolò, l'aîné, est marié à Torra di Rodolfo da Varano. Son frère Bartolomeo épouse Giovanna, fille de Guido Chiavelli, seigneur de Fabriano. Corrado III a quant à lui pour femme Costanza di Niccolò Orsini da Pitigliano. Une fille d'Ugolino, Viviana, a été donnée à Berardo da Varano, frère de Tora.

52 Outre les cavalcades citées plus haut, les chroniqueurs fournissent une matière abondante sur ce sujet. Un de ceux déjà cités, Paruccio Zampolini, évoque une partie de chasse en 1421, dont l'issue est sanglante. Organisée par le maître de Foligno « dans les bois des environs de Nocera » (« *Nicolò haviva ordinata una caccia per le selvi circustanti de Nocea* »), elle réunit ce dernier et son frère, Niccolò et Bartolomeo Trinci, ainsi que Rodolfo da Varano et les seigneurs de Fabriano et de Matelica (Achille Sansi, *Documenti storici inediti...*, *op. cit.*, p. 159).

53 En 1436, une des filles de Corrado III, Marsobilia, est donnée comme épouse à Leone, frère de l'un des plus grands condottières de l'époque, Francesco Sforza. Alessandro, frère bâtard de ce dernier, épouse en première noce, en 1444, Costanza da Varano, fille de Piergentile et nièce de Tora et de Berardo précédemment mentionnés. Piergentile est marié à Elisabetta Malatesta, fille unique de Galeazzo Malatesta et petite-fille de Malatesta « dei sonetti », seigneur de Pesaro (lui aussi marié, en 1383, à une da Varano, Elisabetta di Rodolfo). Voir Nicola Ratti, *Della famiglia Sforza*, Roma, Salomoni, 1794, vol. I, p. 34-36 pour Leone Sforza, p. 144-154 pour Alessandro. Les mariages croisés entre les da Varano et les Malatesta de Pesaro se multiplient entre les années 1380 et 1450. Sur la prise de contrôle de Pesaro par les Sforza, voir Maria Teresa Guerra Medici, *Famiglia e potere in una signoria dell'Italia centrale. I Varano di Camerino*, Camerino, Easypark arti grafiche, 2002, p. 33.

54 Dans le *cantar* sur la guerre de L'Aquila, le couple César-Pompée est connoté positivement. Il évoque la grandeur et sert, au sein d'une comparaison, à l'éloge du couple Braccio da Montone-Carlo Malatesta. Dans les fresques peintes par Taddeo di Bartolo pour le vestibule de la chapelle du palais public de Sienne, en revanche, il apparaît comme le symbole de la discorde civile.

personnages de la Rome antique désignent parfois le gouffre qui sépare les temps glorieux d'une époque marquée par la culture chevaleresque. Cette dernière est profondément méprisée par certains des intellectuelles évoluant dans le monde seigneurial<sup>55</sup>. Dans une lettre qu'il écrit à Ugo d'Este<sup>56</sup>, Pétrarque condamne les tournois qu'il juge dangereux et inutiles<sup>57</sup>. Pour appuyer son propos, il cite les exemples de grands chefs de l'Antiquité : aucun auteur ne rapporte que Scipion<sup>58</sup> ou César se soient adonnés à de tels divertissements<sup>59</sup>.

## DES HOMMES DE GUERRE ET D'ÉTAT AU SERVICE DES RÉGIMES POLITIQUES ITALIENS

Les grands hommes sont particulièrement efficaces lorsqu'ils sont mis au service des mercenaires pourvus d'ambitions seigneuriales. Intégrés dans des propos épидictiques, ils servent à accroître la réputation de ces chefs de guerre et, partant, leur valeur marchande. Le réemploi s'enrichit d'une dimension politique car la force militaire mise en avant vient souligner le caractère hors du

225

- 55 Dans les *Triumphes*, Pétrarque ne consacre que de très rares mentions aux chevaliers du Moyen Âge, à Charlemagne et à ses Preux, à « Lancelot, Tristan et [aux] autres errants » (Francesco Petrarca, *Triumphus Cupidinis*, dans *Trionfi, rime estravaganti, codice degli abbozzi*, éd. Vinicio Pacca et Laura Paolino, Milano, Mondadori, 1996, chap. III, v. 79-81, p. 148 : « Ecco quei che le carte empion di sogni: / Lancilotto, Tristano, e gli altri erranti / ove conven che 'l vulgo errante agogni »). Pour le poète, les seuls modèles sont ceux de l'Antiquité. Voir à ce sujet les remarques que formulait déjà Luigi Rossi, « La poetica del Petrarca », dans *Belfagor*, vol. III, 1948, p. 551-552.
- 56 Fils du seigneur de Ferrare, Obizzo III, Ugo est marié à Costanza Malatesta. Cette dernière est la fille de Malatesta « Ungaro » Malatesta et la cousine germaine de Malatesta « dei Sonetti » Malatesta.
- 57 La lettre, datée du 24 avril, est assignée par les spécialistes à l'année 1369. Pétrarque, *Lettres de la vieillesse*, éd. critique Elivra Nota, trad. Claude Laurens, présentation, notices et notes Ugo Dotti, mises en français par Frank La Brasca, Paris, Les Belles Lettres, 2004, t. III, livre XI, lettre 13, p. 378-379 : « Periculosus autem ac damnosis et puerilibus his ludis equestribus abstine [...] » (« Mais abstiens-toi de ces jeux équestres qui sont dangereux, condamnables et puérils [...] »).
- 58 Le nom peut renvoyer à plusieurs membres de la *gens* Cornelia. Il s'agit ici vraisemblablement de Scipion l'Africain.
- 59 *Ibid.*, p. 378-381 : « Inopini sunt casus hominum ; et sapienti magnopere providendum est ne ultro se ingerat ubi periculi plurimum, utilitatis aut glorie nichil est. Linque illis hos ludos qui nichil maius possunt, nichil melius sciunt, quorum, ex equo, inutilis mors et vita contemnitur. Tua vita et fratribus et amicis et rei publice cara est ; tuum ingenium atque animum altiores admodum decent cure. Nunquam sic luisse Scipio legitur, nunquam Cesar » (« Les malheurs des hommes sont imprévisibles et un sage doit veiller à ne pas se hasarder là où il y a beaucoup de dangers mais aucune utilité ni gloire. Laisse ces jeux à ceux qui ne peuvent rien faire de plus, ne savent rien faire de mieux et dont on méprise la mort et la vie également inutiles. Ta vie est chère à tes frères, à tes amis, à l'État. De plus hauts soucis conviennent à ton esprit et à ton âme. On ne lit pas que Scipion ou César se soient jamais divertis ainsi »). Un débat animé se déroule au xv<sup>e</sup> siècle, qui oppose les partisans de César à ceux de Scipion l'Africain afin de déterminer qui des deux grands hommes est le héros parfait. Pétrarque avait posé les jalons de la discussion, notamment dans la *Collatio inter Scipionem Alexandrum Hanibalem et Pyrrum* (Davide Canfora, *La controversia di Poggio Bracciolini e Guarino Veronese su Cesare e Scipione*, Firenze, L. S. Olschki, 2001, p. 21-51).

commun du guerrier, justifiant pour partie le pouvoir qu'il exerce sur des entités territoriales en pleine construction. Dans les décorations de leurs châteaux, les condottières ont fréquemment recours au thème des hommes illustres, développé selon un dispositif pictural particulier. D'une part, les personnages sont figurés individuellement, non à l'intérieur de séquences narratives. Ils apparaissent en buste ou en pied et sont identifiés par une écriture peinte ou, quand il existe, par un attribut. D'autre part, ils sont le plus souvent mis en série les uns à côté des autres suivant une logique combinatoire<sup>60</sup>. Un poème en hexamètres latins, écrit avant 1430 par un officier de la cour des Gonzague, Ramo Ramedelli, loue la beauté de l'une des *rocche* des Malatesta de Pesaro, la forteresse de Gradara<sup>61</sup>. Il rapporte que « Scipion décore le vestibule, lui grâce à qui Rome atteignit le sommet de sa puissance, étendant sur les Carthaginois l'empire et les Triomphes<sup>62</sup> ». Renforcement du pouvoir et expansion territoriale coïncident avec les préoccupations de seigneuries en constante redéfinition. Après avoir acheté le château de Malpaga en 1456, Bartolomeo Colleoni entreprend d'en faire le siège d'une véritable cour<sup>63</sup>. Quatre géants sont représentés en pied dans l'entrée de la tour nord, qui commande l'accès à l'un des deux ponts-levis de la place. Un de ces personnages, le seul aujourd'hui réellement lisible, a la tête ceinte d'une couronne de feuillages et porte une cuirasse à l'antique, avec

60 Ce procédé se manifeste au même moment dans le domaine de l'écrit avec les listes de personnages, qui peuvent être brèves et constituées d'une simple suite de noms, ou prendre la forme des recueils de biographies à la suite des œuvres de Pétrarque et de Boccace. Les cycles peints d'hommes illustres ornent des édifices aux fonctions variées, à partir du milieu du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle. Les attestations les plus anciennes se trouvent dans les lieux de pouvoir seigneuriaux : un cycle est peint dans les années 1370 dans le palais du seigneur de Padoue, Francesco il Vecchio da Carrara. Le thème figure également dans les palais communaux de Florence (le cycle est conçu vers la fin du <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle par Coluccio Salutati, chancelier de 1375 à 1406) ou de Sienne (où une série de héros antiques est peinte vers 1414). Il orne les résidences de l'élite urbaine, marchande comme chez Francesco Datini à Prato, en 1391, ou noble comme chez Braccio Baglioni à Pérouse, dans le second tiers du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle. Il apparaît enfin dans les salles de réunion de métiers associés au pouvoir urbain, comme dans le collège des changeurs à Pérouse décoré par Le Pérugin entre 1498 et 1500.

61 Dans leurs châteaux de Pesaro et de Montefiore Conca, les Malatesta associent scènes de batailles et portraits de héros en pied, comme celui d'Hector. Voir Anne Dunlop, *Painted Palaces...*, *op. cit.*, p. 165-166 ; Sabine Eiche, « La corte di Pesaro dalle case malatestiane alla residenza roveresca », dans Maria Rosaria Valazzi (dir.), *La corte di Pesaro: storia di una residenza signorile*, Modena, Franco Cosimo Panini, 1986, p. 13-55 ; Pier Giorgio Pasini, « Jacopo Avanzi e i Malatestati: la camera picta di Montefiore Conca », *Romagna arte e storia*, XVI, 1986, p. 5-30.

62 Le texte est publié par Augusto Campana dans « Poesie umanistiche sul castello di Gradara », *Studi romagnoli*, XX, 1969, p. 501-520. On lit aux vers 19-20 : « *Scipio vestibulum decorat, quo maxima solo / urbs fuit, imperium Tyriosque habitura triumphos* ». Le texte mentionne aussi une salle avec les grands capitaines méritant une gloire éternelle, v. 25-26, p. 505 : « *Archanasque fores post, hinc turba acrior et qui / eternum meruere duces in secula nomen* ».

63 Marialuisa Rognoni, « Connotazione storico-territoriale del castello di Malpaga », dans Elisabetta Rosina (dir.), *Il castello di Malpaga. Contribuiti di ricerca e didattica per la conservazione*, Milano, Silvana, 2008, p. 8-19.

un pectoral et des épaulières à tête de lion. Il appartenait vraisemblablement à un quatuor d'hommes illustres<sup>64</sup>. À Gradara comme à Malpaga, des seigneurs condottieres font accueillir leurs hôtes par de grandes figures tutélaires, dont ils renouvellent les exploits stratégiques et les entreprises politiques par leurs propres actions.

Les hommes illustres offrent des modèles à de nombreux détenteurs du pouvoir. Leur présence appelle le perfectionnement des gouvernants tout en glorifiant un présent idéalisé<sup>65</sup>. Mis en avant comme guerriers aussi bien que comme dirigeants dévoués au bien commun, les héros sont mobilisés par toutes les formes d'organisation politique. Leur dimension exemplaire est d'autant plus forte qu'ils appartiennent aux figures d'autorité de l'Antiquité. Avec une des *Lettres de la vieillesse* adressées à Francesco il Vecchio da Carrara, Pétrarque compose un véritable miroir du prince qu'il truffe d'allusions à ces personnages. Caligula et Atrée servent de contre-exemples lorsqu'il est démontré que le plus sûr moyen pour un prince de conserver le pouvoir est d'être aimé, et non craint, de ses sujets<sup>66</sup>. La vanité et l'orgueil, qui avaient animé Alexandre ou Héliogabale, sont aussi néfastes que condamnables<sup>67</sup>. À l'inverse, César est un modèle de clémence et de libéralité<sup>68</sup>. Le prince doit faire preuve de simplicité et chercher le bien de la communauté. Il doit pour cela embellir la cité et la rendre plus agréable. Dans le domaine de l'urbanisme et de l'édilité, Pétrarque continue d'étayer son programme politique par des exemples empruntés à l'Antiquité. Depuis près de deux siècles, suivant une logique similaire à celle prescrite par l'auteur, les régimes communaux ont conduit avec succès d'ambitieuses politiques d'urbanisme<sup>69</sup>. Mais dans la lettre, la commune est occultée, son expérience et ses réalisations refoulées au profit d'un modèle antique qui permet de légitimer un pouvoir de type personnel. Si les rues de Padoue doivent être entretenues et pavées, c'est qu'Épaminondas a agi de la sorte à Thèbes<sup>70</sup>. Si, pour la beauté et la salubrité de la région, les marais des environs de Padoue doivent être asséchés, et ce sans que l'entreprise paraisse indigne d'un grand prince, c'est que César lui-même avait envisagé l'assèchement des Marais-Pontins<sup>71</sup>. La charge des dirigeants est

64 Le thème apparaît également sur les *cassettoni* de la cour d'honneur, évoqués en introduction (voir *supra*, note 8).

65 Christiane L., Joost-Gaugier, « The Early Beginnings of the Notion of "Uomini Famosi" and the "De Uiribus Illustribus" in Greco-Roman Literary Tradition », *Artibus et Historiae. Rivista internazionale di arti visive e cinema*, n° 6, 1982, p. 99.

66 Pétrarque, *Lettres de la vieillesse*, éd. cit., t. IV, 2006, livre XIV, lettre 1, p. 240-241.

67 *Ibid.*, p. 290-293.

68 *Ibid.*, p. 242.

69 Elisabeth Crouzet-Pavan, *Les Villes vivantes. Italie, XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2009, p. 111-159.

70 Pétrarque, *Lettres de la vieillesse*, éd. cit., t. IV, p. 256-259.

71 *Ibid.*, p. 262-263.

également inscrite dans une perspective chrétienne. Le bien de la communauté est voulu par Dieu, aux commandements duquel cette dernière doit se conformer. Les gouvernants ont pour mission de faire respecter l'ordre divin et de rapprocher par leur action la Jérusalem terrestre de la Jérusalem céleste. Pétrarque parvient encore à trouver dans l'Antiquité la justification d'une pensée et d'une expérience enracinées dans l'Italie des communes. Citant Cicéron, il met l'accent sur la place réservée au Ciel pour les bons dirigeants :

Pour être [...] encore plus empressé à te faire le tuteur de l'État, retiens bien ceci : tous ceux qui ont contribué au salut, à la prospérité, à l'accroissement de leur patrie, il est établi qu'ils disposent dans le ciel d'un endroit particulier où passer leur éternité dans la béatitude. Rien n'est en effet plus précieux aux yeux de ce dieu suprême qui gouverne le monde que ces rassemblements, ces réunions d'hommes juridiquement liés, qu'on appelle « cités ». Ceux qui en assurent la direction et la sauvegarde viennent de cet endroit et y retournent<sup>72</sup>.

228

Le réservoir des hommes illustres alimente la poésie militante aussi bien que les traités théoriques, qu'il s'agisse d'œuvres en faveur de la république ou de textes soutenant la seigneurie. Sous la plume de Coluccio Salutati, le discours sur la *romanitas* florentine connaît de larges développements. Florence est fille et héritière de la république romaine, elle doit défendre la liberté contre la tyrannie de Gian Galeazzo Visconti. Pour le chancelier de Florence comme pour Pétrarque, l'Antiquité romaine est une source inépuisable d'inspiration et la langue latine un modèle d'écriture. Les écrivains traditionalistes refusent la nouvelle culture humaniste et proclament la dignité de la langue vernaculaire<sup>73</sup>. Ils puisent pourtant à la même source d'exemples que leurs détracteurs. Dans le chant *Dolcie mia patria*, qu'il écrit dans les années 1390, Giovanni Gherardi da Prato développe des thèmes similaires à ceux de Salutati<sup>74</sup>. La cité du lys est entourée d'animaux malfaisants : un mâtin, un taureau (les della Scala puis les da Carrara, à Vérone) et une « louve enragée » (la ville de Sienne) la menacent. La bête la plus dangereuse est cependant la « couleuvre méchante »,

72 *Ibid.*, p. 238-239. Le passage est extrait du *De republica*, livre VI, XIII, 13. Voir Cicéron, *La République*, éd. Esther Bréguet, Paris, Les Belles Lettres, 1991, t. II, p. 106-107.

73 Antonio Lanza, *Polemiche e berte letterarie nella Firenze del primo Rinascimento (1375-1449)* [1971], Roma, Bulzoni, 1989 (nouvelle éd. revue et corrigée).

74 Giovanni da Prato, « Canzona morale di patria e libertate », dans *id.*, *Il Paradiso degli Alberti. Ritrovi e ragionamenti del 1389*, éd. Alessandro Wesselofsky, Bologna, Gaetano Romagnoli, 1867, vol. I, 2<sup>e</sup> partie, p. 435-440. Sur cet auteur, voir l'introduction et la note biographique d'Antonio Lanza dans Giovanni Gherardi da Prato, *Il Paradiso degli Alberti*, Roma, Salerno, 1975, p. IX-LIII, ainsi que Antonio Lanza, *Polemiche e berte letterarie...*, *op. cit.*, p. 159-188. Giovanni da Prato est qualifié par Antonio Lanza de « chef de file » (*caposcuola*) du courant traditionaliste.

celle des Visconti, qui empoisonne l'Italie et tente de la dominer<sup>75</sup>. Aux cris de « Mort au tyran ! » et de « Vive la liberté ! », Giovanni exhorte les Florentins à la résistance et fait succéder les hommes illustres aux animaux-emblèmes<sup>76</sup>. Fidèle au thème des grands hommes de guerre et d'État auxquels leur action a ouvert les Cieux, il invite le peuple de Florence à lever les yeux pour contempler les héros de la République, ceux qui « pour tout trésor ne veulent que la liberté » : Brutus l'Ancien, Publicola, Camille, Horatius Cocles, Cincinnatus, Scipion<sup>77</sup>, Marcellus, Fabrice, Caton<sup>78</sup>, Manlius Torquatus, Scipion l'Africain, « et plus de mille autres en cette assemblée »<sup>79</sup>. Un tel défilé de grands hommes fonctionne

75 Antonio Lanza, *Firenze contro Milano. Gli intellettuali fiorentini nelle guerre contro i Visconti (1390-1440)*, Roma, De Rubeis, 1990, p. 74-78.

76 Giovanni da Prato, « Canzona morale... », dans *id.*, *Il Paradiso degli Alberti...*, *op. cit.*, p. 439 : « *Pensa a tue membra [...] [...] / Pensa alle tue madrone, donne e donzelle [...] / Pensa a' piccioli infanti, che lattata / Ancora ànno lor lingua, e nati sono / Nel libero tuo seno et clamante forte: / Alla morte, alla morte / Alla morte il tiranno, che 'l vono / O la sua voglia, e viva libertate !* ».

77 Il s'agit de Scipion Émilien, Scipion l'Africain étant cité juste après.

78 Caton d'Utique est plus souvent cité comme modèle que Caton l'Ancien. Après la victoire de César, le premier choisit la mort plutôt que de voir finir la République et la liberté.

79 Giovanni da Prato, « Canzona morale... », dans *id.*, *Il Paradiso degli Alberti...*, *op. cit.*, p. 440 : « *Apri la mente e alza su le ciglia, / Vedrai Bruto, Publicola e Camillo / Orazio, Cincinnato e Scipione, Marciel, Fabio e Catone, / Torquato e l'African divo a vederlo, / Fabrizio e più di mille in questo coro, / Che libertà sol vollon per tesoro* ».

sur le mode de l'évocation<sup>80</sup> et repose sur le *topos* de l'indicibilité<sup>81</sup>. La foule des héros trop nombreux pour être cités devient pressante, insistante<sup>82</sup>, elle incite à l'action, invite le lecteur à se fondre dans sa masse et à suivre son exemple.

80 Giovanni da Prato est par ailleurs l'auteur du *Paradiso degli Alberti* dont le premier livre est une longue digression érudite. Plusieurs séries de personnages de l'Antiquité, mythologiques ou historiques, s'y succèdent (Antonio Lanza, « Introduzione », dans Giovanni da Prato, *Il Paradiso degli Alberti*, op. cit., p. xxxiii-xxxiv). Le narrateur se trouve dans un immense théâtre où des images admirables sont peintes. Sont représentés les luxueux (Sémiramis la Babylonienne, Sardanapale l'Assyrien, Caligula ou encore Jupiter, *ibid.*, p. 33-39) puis les amis et les amants vertueux (Euryale et Nisus, compagnons d'Enée, le couple formé par Julia et Pompée ou la pudique Cornélia, fille de Scipion l'Africain et mère des Gracques, p. 39-42). L'évocation se poursuit avec les grands rois, les grands chefs et les grands peuples de l'Orient ou de la Grèce (Cyrus le Grand, les Macchabés, ou Démosthène, p. 42-45) pour se conclure sur un développement dédié à la Rome républicaine (« *O felice Republica! [...] Questo è adunque quello ultimo imperio che più ampio fu e maggiore, e così con infinito sangue, co' infinita virtù e prodezza e amore inestimabile della patria edificato si fue [...]* », p. 48). Brutus l'Ancien, Horatius Cocles, Camille, Fabrice, les deux Scipion, ainsi que les *gentes* des Torquati, des Fabii et des Marcelli sont cités, comme dans la chanson *Dolce mia patria*. Le procédé du *Paradiso degli Alberti* peut bien sûr évoquer celui du premier livre de l'*Énéide*, lorsqu'Énée observe les bas-reliefs représentant les grands épisodes de la guerre de Troie dans le temple de Junon. Les scènes du théâtre de Giovanni da Prato ne sont cependant pas sculptées. « [A]vec un art d'une finesse extrême » (*con sottilissima arte*), les murs sont ornés de « peintures admirables, aux couleurs riches, précieuses et variées » (« *nelle parete di quelle con richi, preziosi e varii colori in pittura mirabile infiniti spettacoli se vedieno* », p. 33 et 42). Pour le public du tournant des <sup>xiv</sup>e et <sup>xv</sup>e siècle, la description devait avoir un écho particulier et évoquer les vastes programmes iconographiques profanes qui ornaient les murs des édifices publics et des palais, et dont il a été question plus haut. L'*ekphrasis* de Giovanni da Prato multiplie le recours à l'*impossibilia* (« J'ai vu les innombrables triomphes du glorieux peuple athénien ») et joue sur une profusion étourdissante de scènes et de personnages (les « mille et mille demi-dieux » amoureux, les « mille et mille et mille fois mille » bateaux de Xerxès). Les énumérations vertigineuses du Florentin excèdent les représentations qu'elles sont supposées décrire et font buter le lecteur sur sa capacité à visualiser mentalement les images.

81 Umberto Eco, *Vertige de la liste*, Paris, Flammarion, 2009, p. 49.

82 Quelque chose de semblable est à l'œuvre dans les mises en série picturales des hommes illustres. Le nombre des grandes figures doit impressionner, inciter à une humilité respectueuse. Les fresques fonctionnent à plusieurs niveaux. Pour l'un d'eux, l'effet produit repose sur l'impossibilité première d'identifier l'ensemble des personnages. La plupart des hommes illustres (à l'exception de quelques uns, comme Mucius Scaevola plongeant sa main droite dans un brasier) n'a pas d'attribut iconographique spécifique et n'a pas donné lieu à la création de figures-types. Sans les inscriptions peintes qui accompagnent la plupart du temps les héros en pied, sous la forme d'un simple nom ou d'un cartel évoquant leurs hauts faits, ils restent anonymes. Les personnages représentés entre 1460 et 1465 dans l'*appartamento della Jole* du palais de Frédéric de Montefeltre, à Urbino, sont aujourd'hui privés de désignation écrite et presque tous non identifiables (Fabio Marcelli, « *Uomini illustri dell'antichità* », dans Andrea De Marchi [dir.], *Pittori a Camerino nel Quattrocento*, Jesi, Banca delle Marche, p. 257-263). Il ne s'agit pas là d'un défaut mais de l'une des modalités essentielles de la mise en série. Devant la foule des héros, le spectateur est un temps placé dans un état d'incertitude. Même pour qui connaît déjà les peintures murales dans le palais où elles se trouvent, un effort de lecture et de re-connaissance est nécessaire. Le maître des lieux, lui, paraît posséder le savoir et semble familier de ces prestigieux inconnus au milieu desquels il réside. La prise en compte des différents moments de la perception et de la compréhension de ces ensembles d'images par celui qui y est confronté est essentielle à l'intelligence de leur efficacité. Le premier temps s'inscrit dans une logique de la multitude, quand s'impose l'excès intimidant du nombre des héros et de leur gloire.

La succession rapide des noms permet la concrétion du prestige dont ils sont porteurs, sans que les raisons précises de ce dernier aient toutes à être clairement remémorées<sup>83</sup>. Comme l'écrit Jacqueline Cerquiglini-Toulet, ces « listes de noms [...] sont des cristallisations de renom<sup>84</sup> » à une époque où se développe une réflexion sur la gloire terrestre<sup>85</sup>. Dans les textes des <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles, en Italie comme en France, les listes de grands noms se multiplient : les Neuf Preux, rapidement accompagnées des Neuf Preuses, les neuf muses, les hommes illustres, les amants malheureux<sup>86</sup> ou les écrivains célèbres<sup>87</sup>.

L'emploi des hommes illustres est irréductible à tout schéma simplificateur. Les figures de la république romaine ne sont pas exclusivement distribuées au camp des cités communales ou républicaines, ni celles de l'Empire aux partisans la seigneurie. Pour l'*aula minor* du Palazzo Vecchio de Florence, Coluccio Salutati compose les vers latins qui accompagnent la galerie de vingt-

83 Martin Gosman souligne l'importance fonctionnelle, dans le cadre d'un discours persuasif, de références employées « plutôt pour leur teneur que pour leur éventuelle perfection formelle et/ou conformité intrinsèque ». En outre, même disparates, les références ne sont pas discordantes (« l'écriture médiévale [...] supporte fort bien la *discordia* textuelle », note Martin Gosman) car elles sont soumises à l'axiologie macro-textuelle. Elles sont puisées dans une mémoire commune à l'auteur et au public selon une logique auctorielle. Elles sont ensuite assemblées à l'intérieur d'un discours persuasif, en fonction de leur possibilité évocatrice (Martin Gosman, « Le discours référentiel du *Quadrilogue Invectif* d'Alain Chartier », dans Willem Johan Aerts et Martin Gosman [dir.], *Exemplum et Similitudo. Alexander the Great and other Heroes as Points of Reference in medieval Literature*, Groningue, Egbert Forsten, 1988, p. 159-191, en particulier p. 159-165).

84 Jacqueline Cerquiglini-Toulet, « À la recherche des pères : la liste des auteurs illustres à la fin du Moyen Âge », *MLN*, vol. 116, n° 4, septembre 2001, p. 636-637. Les usages de ces listes sont variés et peuvent être associés. Plusieurs sont évoqués dans cette communication. Leur étude détaillée dépasserait largement le cadre de cette contribution mais certains peuvent être rappelés. Selon Anne Rochebouet, « l'énumération d'exemples est en premier lieu un moyen pour les médiévaux d'exposer les autorités auxquelles ils ont recours et sur lesquelles ils appuient leur propos » (A. Rochebouet, « Variations sur une liste d'amants malheureux dans les *Romans de Troie* : vers un timide reflet de la thématique des Hommes illustres ? », *Questes. Bulletin des jeunes chercheurs médiévistes*, n° 17, « Les Hommes illustres », dir. Marion Chaigne et Anne Salamon, octobre 2009, p. 89). La mise en série des personnages sert en outre à des fins d'exemplarité et d'édification. Susceptible d'être étendue, elle permet également l'intégration d'un contemporain, possiblement l'auteur ou un commanditaire. Le prestige du nouveau venu en est rehaussé mais l'association peut revêtir une tout autre portée et s'inscrire dans une dimension chronologique. Elle fait participer le personnage ajouté au « mouvement de la gloire », dans une « pensée généalogique de la filiation ». Le contemporain peut être l'égal des membres d'un groupe de pères et de fondateurs comme il peut être le fils de l'un d'eux, l'aboutissement parfait de la lignée et le dépassement de ses prédécesseurs. Jacqueline Cerquiglini-Toulet présente les aspects du rapport entre succession de noms et filiation dans « À la recherche des pères... », art. cit., p. 630-643.

85 Les écrivains affirment fièrement leur rôle dans la constitution et la diffusion d'une gloire dont leurs œuvres conservent la mémoire (voir *infra*, n. 121). *Id.*, « Fama et les preux. Nom et renom à la fin du Moyen Âge », *Médiévales*, n° 24, printemps 1993, p. 35-44 ; Alberto Tenenti, *Il Senso della morte e l'Amore della vita nel Rinascimento (Francia e Italia)*, Torino, Einaudi, 1957.

86 Anne Rochebouet, « Variations sur une liste d'amants malheureux... », art. cit., p. 89-98.

87 Jacqueline Cerquiglini-Toulet, « À la recherche des pères... », art. cit., p. 636-637.

deux hommes illustres. Alexandre le Grand, César et Charlemagne cohabitent avec Brutus l'Ancien, Camille et Fabrice. Les premiers constituent des étapes vers l'avènement providentiel de la monarchie universelle. Avec les seconds, ils incarnent le régime légitime opposé à la tyrannie<sup>88</sup>. Dans la salle d'apparat du palais Trinci où le seigneur siège au milieu des conseils de la commune, les Romains de la République et de l'Empire sont au nombre de vingt. Le cycle pictural est réalisé en collaboration avec Francesco da Fiano, un humaniste de la curie. Il s'inscrit comme celui de Florence dans le renouveau historique du début du xv<sup>e</sup> siècle, consacré à l'histoire romaine, et présente une forte cohérence thématique. Le message qu'il construit n'en est pas moins ambivalent. Les vertus civiques mises en scène font du maître de la ville un héritier de la commune, agissant au sein d'instances collégiales pour le salut de la patrie. Simultanément, l'association du seigneur de Foligno et de Romains que réalisent les images élève le premier et contribue à justifier le pouvoir personnel d'un dirigeant présenté comme exceptionnel<sup>89</sup>.

Il arrive que les hommes illustres soient combinés aux grandes figures religieuses qui doivent inspirer les gouvernements. En 1315, Simone Martini peint une imposante *Maestà* dans la salle du conseil du Palais public de Sienne. Le rouleau que porte un enfant Jésus juché sur les genoux de sa mère enjoint les dirigeants à gouverner avec justice<sup>90</sup>. Une inscription sur les marches du trône de Marie proclame que « les fleurs angéliques, roses et lys dont s'orne la céleste prairie ne délectent pas plus [la Vierge] que les bons conseils<sup>91</sup> ». Le programme iconographique d'un autre palais communal toscan éclaire la façon dont le discours politique peut intégrer le thème des hommes illustres à côté de références chrétiennes traditionnelles, voire à l'intérieur même de ces dernières. La salle du Tribunal de Lucignano est décorée à fresque dans les premières décennies du Quattrocento<sup>92</sup>. Comme dans le vestibule de la chapelle du *Palazzo pubblico* siennois, achevé en 1414, des hommes illustres sont représentés. Constantin est figuré en pied dans une lunette du mur sud,

88 Maria Monica Donato, « Gli eroi romani tra storia ed "exemplum" ... », art. cit., p. 126-142.

89 Nous avons proposé, avec Clémence Revest, une lecture de ces images : Clémence Revest et Jean-Baptiste Delzant, « L'artiste, le savant et le politique. Gentile da Fabriano et Francesco da Fiano au service d'Ugolino Trinci, seigneur de Foligno (début xv<sup>e</sup> du siècle) », *Questes. Bulletin des jeunes chercheurs médiévistes*, n° 17, octobre 2009, p. 24-51.

90 Joachim Poeschke, *Fresques italiennes du temps de Giotto...*, op. cit., p. 437 : « *Diligite iustitiam qui iudicatis terram* ».

91 *Ibid.* : « *Li angelichi fiorecti rose e gigli onde sadorna lo celeste prato non midilettan piu chei buon consigli* ».

92 Pour une première présentation de l'ensemble, voir Christiane L. Joost-Gaugier, « Why Janus at Lucignano? Ovid, Dante, Saint Augustine and the first King of Italy », *Acta historiae artium academiae scientiarum hungaricae*, t. XXX, 1984, p. 109-122.

entre César et Noé<sup>93</sup>. La population céleste a elle aussi pris place dans la *sala d'Udienza*. Une autre lunette, sur le mur est, accueille une Vierge à l'Enfant en trône entourée de six saints<sup>94</sup>. Elle est surmontée, dans un écoinçon, par un Christ au nimbe crucifère flanqué de deux anges. L'importance des conseils prudents et réfléchis est rappelée mais un *exemplum* de l'Antiquité est associé au répertoire iconographique chrétien du bon gouvernement. Le phylactère tenu par un des êtres ailés invite les magistrats à agir « avec vertu et sans vice, comme à Rome le faisait le bon Fabrice<sup>95</sup> ». L'injonction réapparaît dans l'environnement politique des Trinci. En juin 1418, Niccolò Trinci approuve la nouvelle compilation des statuts de Piediluco, un *castrum* dont sa famille a acquis les droits quelques années auparavant<sup>96</sup>. Le registre où les nouvelles normes ont été copiées s'ouvre sur un ensemble d'images. Les six premiers feuillets portent des figures enluminées, accompagnées pour la plupart de strophes versifiées. Dans des médaillons, des sages de l'Antiquité sont représentés en buste. Ils alternent avec des allégories civiques, saint Stéphane et une Vierge à l'Enfant<sup>97</sup>. Le premier *tondo* est dédié à Solon. Au-dessus de lui, dans la marge supérieure du folio, deux vers répètent à l'identique la recommandation angélique de Lucignano<sup>98</sup>. Dans les statuts de Piediluco, la combinaison des répertoires n'est plus réalisée à l'intérieur d'une même image, elle est opérée grâce au passage d'une page à une autre. Elle témoigne pourtant de la même malléabilité du

93 Sur le même mur est peinte une seconde triade composée de Mucius Scaevola, Cicéron et Brutus l'Ancien. Le programme iconographique est complexe et ne peut être étudié ici en détails. Il est le résultat d'ajouts successifs de personnages, pendant près de trente ans, à partir du noyau initial des deux lunettes sur lesquelles sont représentés les six figures de l'Antiquité. De nombreux autres personnages, comme Virgile et Boèce, apparaissent encore sur les parois et les voûtes de la salle. La liste est donnée dans Marilena Caciorgna et Roberto Guerrini, *La Virtù figurata. Eroi ed eroine dell'antichità nell'arte senese tra Medioevo e Rinascimento*, Siena, Protagon, 2003, p. 393. Voir la monographie d'Ermengard Hlawitschka-Roth, *Die «Uomini Famosi» der Sala di Udienza im Palazzo Comunale zu Lucignano. Staatsverständnis und Tugendlehre im Spiegel einer toskanischen Freskenfolge des Quattrocento*, Neuried, Ars Una, 1998.

94 Repartis en deux groupes, un premier à gauche comportant, de gauche à droite, les saints Jean-Baptiste, Biagio et Félix, un second à droite avec saint Michel, saint François et sainte Agathe.

95 « *Consiglia con vertu e senza vicio come fece a Roma el buon Fabricio* ». Il s'agit de nouveau du consul Caius Fabricius Luscinus.

96 Maria Grazia Nico Ottaviani, « Piediluco, i Trinci e lo statuto del 1417 », dans *Piediluco, i Trinci...*, op. cit., p. XV-XLI.

97 Les personnages sont répartis de la façon suivante : Solon (fol. 1v) ; la commune dépouillée (fol. 3r) ; Thalès (fol. 3v) ; saint Stéphane (fol. 4r) ; Socrate (fol. 4v) ; la Justice en trône (fol. 5r) ; les mauvais citoyens complotant (fol. 5v) ; la Vierge à l'Enfant trônant, entourée de deux anges (fol. 6r). Cicéron (fol. 8v) apparaît à part, après la table des chapitres (*Piediluco, i Trinci...*, op. cit., p. 2).

98 Roberto Guerrini, « Da Piediluco a Lucignano... », art. cit., p. XCIII : « *Consiglia di virtù e senza vitio / si come fece ad Roma il buon Fabritio* ». La figure monumentale de Fabrice trouve en outre place dans la série des hommes illustres du palais Trinci.

thème et de la présence de ce dernier dans un discours politique qu'innervent des répertoires diversifiés.

#### UN PASSÉ IMITÉ, RENOUVELÉ OU DÉPASSÉ : LES HOMMES ILLUSTRÉS DANS LES ŒUVRES ENCOMIASTIQUES

Des plus modestes aux plus importantes, les cours de l'Italie centro-septentrionale usent abondamment des hommes illustres pour glorifier les seigneurs. La présence des modèles de la Rome impériale est attendue au sein d'une littérature courtoise tournée vers les grands monarques. Pour le frère augustin Pietro da Castelletto qui prononce son éloge funèbre en 1402, le duc de Milan Gian Galeazzo Visconti a bien été un *alter Julius Caesar*<sup>99</sup>. Le seigneur de Pesaro Malatesta (I) di Pandolfo Malatesta est l'auteur d'un grand nombre de poèmes. Ils lui valent le surnom de « Malatesta dei sonetti<sup>100</sup> ». Un des textes du poète-condottiere est adressé à Sigismond de Luxembourg, roi des Romains depuis 1411. Ce dernier est appelé au secours par une Italie personnifiée qui se dit *lacerata*<sup>101</sup>. Avant d'être qualifié de « protecteur », de « pasteur », « de bouclier, de lance, d'exemple et de modèle » pour la péninsule<sup>102</sup>, Sigismond est désigné dans l'apostrophe comme « roi jamais vaincu, nouveau César / prince glorieux, illustre Auguste<sup>103</sup> ». Dans un autre sonnet, il est invité à chasser les hérétiques de Bohême et à descendre dans une Italie « qui [l'] aime tant<sup>104</sup> ». L'empereur

234

99 *Elogio funebre di Gian Galeazzo Visconti, recitato nel Palazzo ducale di Milano da frate Pietro da Castelletto di Pavia*, dans Rodolfo Maiocchi, *Codex Diplomaticus ord. E. S. Augustini Papiae*, Pavia, Rossetti, 1906, t. II, 1401-1500, p. 16.

100 La production littéraire de Malatesta di Pandolfo a fait l'objet d'une édition critique récente : Malatesta Malatesti, *Rime*, éd. Domizia Trolli, Parma, Studium Parmense, 1981. À partir de 1385 et jusqu'à sa mort en 1429, Malatesta I exerce seul le pouvoir sur Pesaro. En 1391, il obtient de Boniface IX un vicariat apostolique qu'il peut transmettre à ses descendants. Une des petites-filles du seigneur de Pesaro, Elisabetta di Galeazzo, mariée à Piergentile da Varano, donne naissance à une Costanza. Cette dernière meurt en 1447 après avoir été la femme d'Alessandro Sforza (voir *supra*, n. 53). Grâce à cette union, le frère de Francesco légitime la prise de contrôle qu'il opère sur Pesaro en 1445.

101 La date du poème n'est pas connue. Plusieurs textes évoquent le Grand Schisme (1378-1417) et la coexistence des papes rivaux (Malatesta Malatesti, *Rime*, éd. cit., LIX, p. 190). Selon le moment d'écriture, le qualificatif « rebelle » du vers 8 pourrait désigner Grégoire XII ou Jean XXIII. Malatesta I bénéficie des faveurs du second, dont il obtient le vicariat sur Jesi ainsi que, notamment, en 1410, cinq cents florins d'or mensuels au nom des services rendus pour l'unité de l'Église. Avec le rapprochement vers son cousin Carlo Malatesta, le seigneur de Pesaro opère pourtant un changement d'obédience et se range dans le camp de Grégoire XII (Enrico Angiolini, « Le vicende familiari, politiche e militari di Malatesta "dei sonetti", signore di Pesaro », dans Enrico Angiolini et Anna Falconi [dir.], *La signoria di Malatesta «dei sonetti» Malatesti [1391-1429]*, Rimini, Bruno Ghigi, vol. XVI, 2002, p. 26 et p. 128 pour le document par lequel Jean XXIII octroie à Malatesta de l'argent « *pro [s]ue persone provisione* »).

102 Malatesta Malatesti, *Rime*, éd. cit., pièce XI (a), p. 144 : « *Tu se' el mio protector* » (v. 5), « *un pastor* » (v. 14), « *tu mi se' scudo, lancia, exemplo e norma* » (v. 11).

103 *Ibid.*, v. 1-2, p. 144 : « *Invictissimo re, Cesar novello / principe glorioso, inclito Augusto* ».

104 *Ibid.*, v. 14, p. 172 : « *Visita l'Italia tua, che tanto t'ama!* »

est interpellé par la même antonomase : il est un « valeureux César<sup>105</sup> ». De telles références s'imposent pour une monarchie aux ambitions universalistes, qui s'inscrit dans l'héritage de l'Empire romain. Cette propagande prend pourtant une résonance particulière dans le palais Trinci, où Sigismond de Luxembourg est reçu en 1433. Il a entrepris la descente à Rome pour recevoir du pape sa couronne d'*imperator*. À Foligno, où il fait halte à la fin du mois d'août, il arme chevaliers plusieurs nobles de la cité. Niccolò, l'un des fils de Corrado III, est adoubé en la cathédrale Saint-Félicien<sup>106</sup>. Corrado est lui fait chevalier lors d'une cérémonie particulière, au cours de laquelle il est élevé au rang de comte palatin. Le rituel a lieu dans la salle d'apparat de son palais<sup>107</sup>, que les contemporains appellent justement « salles des Empereurs<sup>108</sup> ». Un nouveau sens a pu venir s'ajouter à ceux construits par les images de la salle. Loin des finalités initiales du programme, les glorieux Romains du palais Trinci sont devenus, lors de la visite du nouvel empereur, les acteurs d'une propagande où Sigismond apparaît comme le continuateur de la Rome antique au milieu de ses prédécesseurs.

La référence laudative aux rois et aux empereurs de l'Antiquité n'est pas réservée aux puissants souverains. Dans les seigneuries urbaines d'Italie, les éloges courtoisants hyperboliques recourent aux mêmes formes de réemploi.

<sup>105</sup> Le souverain du Saint-Empire romain germanique prend le titre de roi des Romains après son élection. Son couronnement à Rome par le pape lui permet de devenir empereur des Romains mais avant même la cérémonie, il est couramment appelé « l'empereur ».

<sup>106</sup> Peu avant, à Rome, Sigismond a fait chevalier un autre fils de Corrado III, Ugolino. L'ensemble de la séquence est rapporté par Pietruccio degli Unti dans Pietruccio Unti, *Memoriale, Fragmenta Fulginatis Historiae*, op. cit., p. 33-34. La documentation impériale conserve des traces du passage de l'empereur à Foligno. Le regeste établi par Wilhelm Altmann à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle confirme en partie les dires du chroniqueur et cite l'acte de Sigismond par lequel Niccolò, fils de « Conradus de Truiciis » (*sic*), est fait *comes palatinus* dans sa propre cité, le 22 août 1433 (Wilhelm Altmann [dir.], *Die Urkunden Kaiser Sigmunds (1410-1437)*, Innsbruck, Verlag der Wagnerschen Universitäts-Buchhandlung, 1897-1900, vol. XI, 2<sup>e</sup> partie, p. 246, n° 9640).

<sup>107</sup> Lorsqu'il relate la venue de l'empereur, Pietruccio degli Unti écrit : « *Il detto sabato a dì 22 di agosto a ora di pranzo l'Imperadore fece cavaliere in sala il sopraditto magnifico et eccelso Signore [Corrado][...]* ». Pour le jour suivant, il note que Sigismond passe devant sa maison : « *tornando a casa del sopradetto magnifico ed eccelso Signore* » (*ibid.*, p. 33). La mention d'un retour de Sigismond dans la résidence seigneuriale, le 23 août, laisse entendre que la *sala* dans laquelle Corrado a été adoubé le jour précédent se trouve dans le même édifice. Il paraît vraisemblable que la cérémonie du 22 ait eu lieu dans la pièce la plus somptueuse du palais, celle dont la décoration se prête particulièrement bien à la réception d'un empereur.

<sup>108</sup> La dénomination apparaît dès la réalisation du cycle. Elle témoigne du décalage qui peut exister entre la conception d'un programme iconographique, sa réception et ses usages. Le nom de *sala imperatorum* est utilisé dans une quittance de paiement des fresques, datée du 27 août 1411 et connue grâce à une copie du XVIII<sup>e</sup> siècle. En 1439, le terme est encore utilisé dans la rubrique ajoutée au statut du Popolo sous la direction de Corrado III (Laura Lametti, « Il manoscritto intitolato *Appunti sopra la città di Foligno. Scritti da Lodovico Coltellini accademico fulginio. Parte nona. 1770-1780* », dans Angelo Messini et Feliciano Baldaccini [dir.], *Il Palazzo Trinci di Foligno*, op. cit., p. 427-445 ; *Statuta communis Fulginei*, Perugia, Deputazione di storia patria per l'Umbria, 1969, vol. II, *Statutum populi*, p. 315).

Ils induisent un renouvellement du rapport au passé sur lequel l'étude peut à présent porter. À l'intérieur de formes poétiques variées, brèves ou longues, en latin ou en vulgaire, les grandes figures de l'Antiquité sont utilisées. Les panégyriques élèvent les seigneurs au niveau des hommes illustres et n'hésitent pas à affirmer que les premiers surpassent les seconds. Pierangelo di Angelo di Bucciolino écrit à Foligno en 1414 une *Légende de saint Félicien*. Ses 1480 vers en langue vernaculaire sont composés alors que l'on a tout juste achevé les fresques du palais Trinci. L'histoire du saint patron de la ville est racontée jusqu'au martyre et à l'apothéose de ce dernier. La dernière partie de l'œuvre est dédiée à l'histoire récente<sup>109</sup> et le poète demande à Félicien d'intercéder en faveur de la cité. Dieu accède aux prières du saint, accepte d'envoyer à Foligno « un homme digne de régner » et choisit naturellement un membre de la *casa delli Trince*<sup>110</sup>. La présence de cette dernière à la tête de la ville s'explique donc *per miracolo divino*. À la fin du poème, Pierangelo loue les membres éminents de la famille Trinci. L'une des strophes dédiées à Ugolino III s'achève ainsi :

Ses ailes battent pour tout un chacun,  
Il est le compagnon de la suprême sagesse.  
Il dépasse Alexandre en majesté,  
Au dessus de César il s'élève par sa magnanimité<sup>111</sup>.

<sup>109</sup> Il s'agit des trente-cinq dernières octaves sur cent quatre-vingt cinq, soit un cinquième du poème.

<sup>110</sup> Pierangelo di Angelo di Bucciolino, *Legenda di San Feliciano. Poemetto in volgare degli inizi del secolo xv*, éd. Silvestro Nessi, *Bollettino Storico della Città di Foligno*, suppl. 4, 2003, strophe CLX, p. 67 : « *Et Dio del cielo, come che movesse / volse mandare un digno che reggesse* ».

<sup>111</sup> *Ibid.*, strophe CLXIX, p. 69 (nous traduisons) : « *Bacton pertucto el mondo le sue ali / compagno è della somma sapientia. / Passò Alesando de realetade, / Cesari avança par magnanimitade* ». La libéralité et la magnanimité sont des éléments essentiels du discours sur la noblesse. César en est le paragon, comme le montrait la lettre de Pétrarque. En dehors de la péninsule, ce *topos* de l'éloge courtisan se retrouve en France, par exemple, dans le cercle de Blois. Dans les deux premières strophes d'un rondeau double, Robertet loue en ces termes les vertus de Charles d'Orléans (1394-1465) : « Ung droit Cesar en liberalité, / Ung grant Chaton en pure integrité, / Ung Fabius en foy non defaillible / Vous tient chascun, vray, constant et estable, / Duc d'Orliens, prince tres redoubté. / En si hault sang parfonde humilité, / Clemence grant et magnanimité / Cela avez : mais vous passez sans fable / Ung droit Cesar en liberalité ! » (publié dans Charles d'Orléans, *Poésies*, éd. Pierre Champion, Paris, Honoré Champion, 1924, t. II, *Rondeaux*, p. 603). Les octaves consacrées à Ugolino III sont exemplaires de la combinaison des registres qu'opère la propagande seigneuriale. Sur un bâti chrétien, le discours de Pierangelo est tissé à partir des écheveaux des hommes illustres, du discours sur la noblesse (dont le champ lexical parsème la strophe CLXVII : *la cortesia, la fama, el cavalier [...] pien de vigoria*) et de la culture politique communale. La strophe CLXIX offre un condensé saisissant de ces références. En plus de la sagesse, les premiers vers parent Ugolino des sept arts libéraux, des quatre vertus cardinales et de l'éloquence. Les régimes communaux ont accordé une place centrale à l'art du discours et à la rhétorique dans la légitimation de l'autorité publique. Ils ne les ont pas limités à de simples instruments de gouvernement. Ils ont

Avec une conjuration en 1435, la domination des Chiavelli sur Fabriano prend fin. La famille, unie aux Trinci par des liens matrimoniaux, est presque exterminée<sup>112</sup>. La ville passe rapidement sous le contrôle de Francesco Sforza, dans l'orbite duquel gravite déjà le seigneur Foligno<sup>113</sup>. En 1442, une grande fête est donnée à Fabriano en l'honneur du nouveau maître des lieux et de son épouse, Bianca Maria Visconti, fille du duc de Milan. C'est peut-être à l'occasion de ces réjouissances que sont composés les 286 vers d'*Un splendor che ride*. Leur auteur, Alberto Orlando, est originaire de Fabriano. Il évolue dans le milieu des cours seigneuriales et devient chancelier, référendaire et *commissario* de Francesco Sforza, à Bologne, en 1446. À plusieurs reprises, il dresse dans le poème des séries de femmes illustres<sup>114</sup>. Ces listes permettent de tracer les

mis en place un « discours sapientel » en transformant « la culture rhétorique en une sagesse inspirée par Dieu » (Enrico Artifoni, « Retorica e organizzazione del linguaggio politico nel Duecento italiano », dans Paolo Cammarosano [dir.], *Le forme della propaganda politica nel Due e nel Trecento*, Rome, École française de Rome, 1994, p. 157-182). Selon Élisabeth Crouzet-Pavan, « à celui qui exerce une fonction politique est donc assigné le devoir de maîtriser les arts de la parole. Qui parle selon les règles de la *bona locutio* dispense une sagesse » (*Enfers et paradis. L'Italie de Dante et de Giotto*, Paris, Albin Michel, 2001, p. 181). Cette thématique est reprise dans le palais Trinci, dans les salles des arts libéraux et des planètes. Dans la première moitié de la salle, des fresques représentent huit femmes en trône, allégories des sept arts libéraux entourant la Philosophie. Dans la seconde, sept divinités antiques évoquant chacune une planète et un jour de la semaine sont peintes. La pose des personnages incarnant les Arts libéraux et leurs attributs s'apparentent pour la plupart à des citations explicites de bas-reliefs de la fontaine majeure de Pérouse, réalisés par Nicola et Giovanni Pisano dans les années 1270. Le programme iconographique conçu pour un monument célébrant une réalisation essentielle du régime communal comporte une forte dimension civique. Cette dernière résonne encore dans la salle du palais Trinci. Constatant elle aussi la filiation des fresques de Foligno aux images sculptées de Pérouse, Anne Dunlop a proposé récemment de lire le programme de la salle des arts libéraux et des planètes comme une réflexion sur la parenté de la peinture et de la poésie. Il faudrait y voir une évocation de la poésie, une métaphore de la création artistique et de la capacité qu'a l'imitation de plaire et d'instruire grâce à un langage figuré reposant sur la maîtrise des arts libéraux. L'auteur appuie une réflexion stimulante sur des sources antiques et médiévales, notamment sur Dante et Coluccio Salutati. Dans le *Convivio*, le premier place les arts libéraux sous la direction de la Philosophie et associe chacun à une planète (Anne Dunlop, *Painted Palaces...*, op. cit., p. 85-87). Une telle lecture n'épuise pas le sens des images. D'une part, elle ne prend pas en compte la représentation du temps qui passe : chaque planète est associée à un jour de la semaine alors que des *tondi* évoquant les heures du jour et les âges de la vie sont intégrés au cycle. D'autre part, les arts libéraux appartiennent bien au répertoire traditionnel de la propagande communale. Le programme iconographique du palais Trinci, réparti notamment dans la salle des Empereurs, dans celle des Arts libéraux et des Planètes ou dans le corridor, forme un tout cohérent unifié par l'exaltation des vertus civiques.

<sup>112</sup> Bartolomeo, frère de Corrado III, a épousé Giovanna di Guido Chiavelli (voir *supra*, n. 51).

<sup>113</sup> Voir *supra*, n. 53, pour le mariage entre le frère de Francesco, Leone, et la fille de Corrado, Marsobilia, en 1436. Dès le début de l'année 1435, Corrado III s'est rapproché de Francesco Sforza qui progressait rapidement en Ombrie (Silvestro Nesi, *I Trinci signori di Foligno*, Foligno, Orfini Numeister, 2006, p. 162-163).

<sup>114</sup> Une compilation de vies de femmes illustres de l'Antiquité, le *De mulieribus admirandis*, est achevée en 1468 par Antonio Cornazzano et dédiée à Bianca Maria Visconti. L'humaniste, qui a longtemps été au service de Bartolomeo Colleoni, a notamment composé un recueil de biographies d'hommes illustres, le *De excellentium virorum principibus* (Christiane L. Joost-Gaugier, « Bartolomeo Colleoni as a Patron of Art... », art. cit., p. 68).

contours d'une figure féminine idéale et de nimer le modèle ainsi créé de l'autorité des figures du passé<sup>115</sup>. Les femmes que l'amour charnel a perdues, comme Myrrha, Thisbé ou Phèdre, sont d'abord opposées à une Bianca Maria au « cœur chaste<sup>116</sup> ». Peu après, une suite de noms propose l'exemple positif de celles, Cornélia, Aspasia ou Sapho, qui ont su élever leur esprit par l'étude<sup>117</sup>. Bianca Maria est présentée comme la nouvelle incarnation de vertus telles que l'honnêteté, le savoir et les bonnes mœurs, dont ces femmes étaient jadis parées. Elle fait revivre ces dernières et leur confère l'immortalité : c'est grâce à l'épouse de Francesco Sforza que sont remémorées les dames de l'Antiquité. Le retournement de la portée exemplaire des figures antiques se poursuit dans le texte. Dans l'avant-dernière strophe la déesse Diane apparaît. Elle est suivie de nymphes et d'une théorie de femmes qui se sont sacrifiées pour sauver leur honneur et pour le bien du grand nombre : Camille, Iphigénie et Lavina, Pénélope, Lucrece, et Polyxène. L'inversion est achevée car les héroïnes antiques rêvent d'imiter Bianca Maria. À Sienne, dans le vestibule de la chapelle du palais public, un sonnet peint ouvre le cycle d'hommes illustres. Il invite les dirigeants à se contempler dans les personnages de l'Antiquité (« *specchiatevi in costoro* »). Comme ces derniers, ils doivent poursuivre le bien commun<sup>118</sup>. Les hommes illustres sont des miroirs de vertu et les actions du gouvernement doivent être le reflet des grandes réalisations du passé. Or, selon Alberto Orlando, Bianca Maria devient un paragon pour les figures exemplaires elles-mêmes. La chaste Diane se mire (« *si specchia* ») en l'épouse de Francesco Sforza alors que les femmes qui l'accompagnent « regardent [s]a vie sereine comme une chose presque divine<sup>119</sup> ».

Le poème témoigne de la pluralité de significations qu'offre le réemploi. Les hommes illustres sont des modèles vers lesquels il faut tendre. Mais ceux qui peuplent les chroniques universelles peuvent être réunis en une même assemblée, dans un moment arraché au temps. Ils habitent alors tous le lieu de la *virtus*, où des contemporains peuvent leur être associés. Un lieu comme celui-ci résulte, comme l'écrit Maria Monica Donato, de la « dislocation progressive des espaces

115 Glenda McLeod, *Virtue and Venom. Catalogs of Women from Antiquity to the Renaissance*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1991, p. 1-3.

116 *Le rime del codice Isoldiano (Bologn. Univ. 1739)*, éd. Lodovico Frati, Bologna, Romagnoli dall'Acqua, 1913, vol. I, p. 105, v. 81-85 : « *col casto core* ».

117 *Ibid.*, p. 105-106, v. 86 et 89-90 : « *Giamai te piaceque audire [...] [...] come ornar per studio la soa mente / Cornelia, Aspasia, Saphos e Carmente* ».

118 Le texte est notamment publié par Gabriele Borghini, « La decorazione », dans Cesare Brandi (dir.), *Palazzo Pubblico di Siena. Vicende costruttive e decorazione*, Milano, Silvana, 1983, p. 251 : « *Specchiatevi in costoro voi che reggete / Se volete regnare mille e mille anni / Seguite il bene comune [...] / Giusti con l'arme né comuni affanni / Come questi altri che quaggiù vedete [...]* ».

119 *Le rime del codice Isoldiano...*, op. cit., vol. I, p. 111, v. 259-265 : « *La toa vita serena / Contemplan quasi per cosa divina* ».

distincts de mémoires indistinctement transmises par le Moyen Âge<sup>120</sup> ». Les grands hommes de l'époque sont grandis par ce rapprochement et deviennent, dans la gloire, les égaux des personnages les plus valeureux<sup>121</sup>. Cependant ces derniers peuvent être tirés hors du passé pour mieux y être renvoyés. La vertu antique est une dernière fois incarnée dans un être exceptionnel du présent, mais parvenue au terme d'un ultime transfert, elle ne saurait plus être dépassée. Par leur chasteté, leur dévouement à la patrie ou leur valeur au combat, les hommes et les femmes de la fin du Moyen Âge que loue la propagande ne font revivre les héros que pour se substituer à eux dans l'immortalité.

## UN TRINCI PARMİ LES PREUX : UNE APOTHÉOSE RELIGIEUSE, MILITAIRE ET CIVIQUE

120 Maria Monica Donato, « Gli eroi romani tra storia ed "exemplum"... », art. cit., p. 114 : « la progressiva dislocazione entro spazi distinti delle memorie indistintamente trasmesse dal Medioevo ».

121 La gloire humaine associe à l'éclat des actions exceptionnelles dans le présent la perpétuation de leur mémoire dans le futur. Elle occupe une place de plus en plus importante dans le discours politique de la fin du Moyen Âge. Voir Maria Rosa Lida de Malkiel, *L'Idée de la gloire dans la tradition occidentale : Antiquité, Moyen Âge occidental, Castille*, trad. Sylvia Roubaud, Paris, Klincksieck, 1968 (édition originale : *La idea de la fama en la Edad media Castellana*, Mexico/Buenos Aires, Fondo de cultura económica, 1952). La personnalisation accrue du pouvoir est un premier élément explicatif du phénomène, comme le suggère la fresque de la *Gloire terrestre* et des hommes illustres peinte par Giotto pour Azzone Visconti (voir *supra*, n. 40). Un second élément est le rôle revendiqué par les artistes et les écrivains (voir *supra*, n. 85), en particulier dans le milieu des cours princières et seigneuriales, ainsi que la diffusion de la culture humanisme et de thèmes antiques comme ceux du *Pro Archia* de Cicéron. Sur l'émergence du statut de l'artiste dans le milieu des cours, voir Martin Warnke, *L'Artiste et la cour : aux origines de l'artiste moderne*, trad. Sabine Bollack, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1989 (édition originale : *Hofkünstler: zur Vorgeschichte des modernen Künstlers*, Köln, DuMont, 1985). Pour l'affirmation de la dignité des lettres, voir Franco Gaeta, « Dal comune alla corte rinascimentale », dans Alberto Asor Rosa (dir.), *Letteratura italiana*, Torino, Einaudi, 1982, vol. I, *Il letterato e le istituzioni*, p. 184-241. L'œuvre de Pétrarque est traversée par la réflexion sur la gloire, dont le poète se veut, selon Sabine Verhulst, le « suprême dispensateur ». Par l'écrit, « [l]a mort corporelle du héros est [...] escamotée au profit du souvenir de la vaillance du souvenir héroïque telle qu'elle sera quintessenciée et magnifiée par le poète » (Sabine Verhulst, « Fonction sociale de la poésie au Quattrocento », dans Perrine Galand-Hallyn et Fernand Hallyn (dir.), *Poétiques de la Renaissance : le modèle italien, le monde franco-bourguignon et leur héritage en France au XVI<sup>e</sup> siècle*, Genève, Droz, coll. « Travaux d'humanisme et Renaissance », 2001, p. 352). Le thème des hommes illustres et ses manifestations iconographiques sont indissociables de la réflexion sur la gloire terrestre. Pétrarque joue ainsi un rôle clef dans la conception du cycle peint à Padoue pour Francesco il Vecchio da Carrara, seigneur auquel il dédicace son *De uiris illustribus* (Maria Monica Donato, « Gli eroi romani tra storia ed "exemplum"... », art. cit., p. 103-124 ; Theodor E Mommsen, « Petrarch and the Decoration of the *Sala Virorum Illustrium* », *The Art Bulletin*, XXXIV/2, juin 1952, p. 95-116). Liliana Grassi écrit au sujet du lien unissant les thèmes de la gloire et celui des hommes illustres : « il tema della gloria trova aggancio con quello degli uomini illustri, che pure aveva sollecitato l'attenzione degli artisti del tempo (i.e. del Quattrocento) e alla cui elaborazione contribuirono certo il volgarizzamento delle *Vite di Plutarco* e la popolarità delle tragedie di Seneca che rappresentavano in atti gli eroi dell'antichità » (Liliana Grassi, « Introduzione », dans Antonio Averlino, detto il Filarete, *Trattato di architettura...*, op. cit., p. XXII).

L'ambiguïté du rapport au temps parcourt le thème des hommes illustres, alors qu'une condensation de messages distincts s'opère dans les cycles picturaux qui leur sont consacrés. La simplicité d'une mise en scène dans laquelle les personnages sont représentés alignés et en pied permet, en retour et au gré des lectures que les contemporains en proposent, l'épanouissement de significations variées. L'ensemble des onze personnages du corridor du palais Trinci peut être convoqué, en dernière analyse (fig. 5).

En septembre 1377, un soulèvement coûte la vie à Trincia Trinci. Le seigneur est défenestré. La domination de la famille sur la cité n'est interrompue que pour quelques semaines et dès le mois de décembre, Corrado, le frère de Trincia, reprend le contrôle de la ville. La chute du seigneur est rapportée dans les chroniques de plusieurs cités. Elle est souvent décrite comme l'aboutissement d'une révolte populaire et parfois reliée à la politique extérieure de Trincia<sup>122</sup>. En dépit des sollicitations répétées de Florence, qui oscillent entre exhortations à la défense de la liberté et menaces à peine voilées<sup>123</sup>, le maître de Foligno a d'abord choisi l'attentisme dans le conflit qui oppose nombre de cités italiennes à Grégoire XI, durant la guerre des Huit Saints<sup>124</sup>. Le vent tournant, il se range du côté du pape en 1377. À l'intérieur de la ville, la faction gibeline rivale des Trinci, organisée autour des Brancaloni et appuyée par des *fuorusciti*, profite du passage dans le voisinage des troupes de la Ligue<sup>125</sup>. Avec le soutien

<sup>122</sup> Un anonyme florentin consigne brièvement le fait dans son *Diario* : « Oggi, a' dì primo d'ottobre 1377, venne in Firenze novelle, come il popolo di Fulignio ànno morto messer Trincia a furore » (Carlo Minutoli [dir.], *Diario d'anonimo Fiorentino dall'anno 1358 al 1389*, éd. Alessandro Gherardi, dans *Cronache dei secoli XIII e XIV*, Firenze, Cellini, 1876, p. 338). Une chronique siennoise contemporaine rapporte les événements avec plus de détails, dans les termes traditionnels de la révolte populaire : Trincia a été assassiné par des bouchers pendant une séance du conseil, à la suite d'une conjuration du peuple de Foligno. La mort du seigneur est suivie de l'instauration d'un régime populaire qui, par souci de s'assurer des soutiens extérieurs sans doute autant que par conviction politique, fait entrer Foligno dans la Ligue de la liberté opposée au pape (*Cronaca senese di Donato di Neri e di suo figlio Neri*, dans Giosue Carducci, Vittorio Fiorini et Pietro Fedele [éd.], *Cronache senesi*, Bologna, Nicola Zanichelli, 1934, t. XV, 6<sup>e</sup> partie, p. 668 : « El popolo di Fulignio trattaro contra a misser Trinci; e volendo misser Trinci fare una colta, venne in consiglio: certi beccari incominciario e a furore l'uccisero, e corsero a le case e uccisero due suoi figliuoli e robaro in tutto. E riformaro la terra a popolo, e subito entrarono nella lega del mese di settembre »).

<sup>123</sup> Voir les lettres publiées par Giovanni Lazzaroni, *I Trinci di Foligno dalla signoria al vicariato apostolico*, Bologna, Forni, 1969, documents VIII et IX, p. 82-84.

<sup>124</sup> Silvestro Nesi, *I Trinci signori di Foligno*, op. cit., p. 71-78.

<sup>125</sup> D'après la chronique, postérieure aux événements, de Sozomeno de Pistoia (1387-1458) : Sozomeno de Pistoia, *Specimen historiae Sozomeni presbyteri pistoriensis, ab anno Christi MCCCXLII usque ad MCCCXC*, éd. Lodovico Antonio Muratori, Milano, 1730, t. XVI, coll. 1102 E : « Et dum Florentini transirent per agrum Fuligni populus Fuligni rumore facto interfecit dominum Trinciam de Trincis de Fuligno dominum ipsius cum titulo Ecclesiae. Et projecerunt eum per fenestram super plateam die XVIII. Septembris [...] ». nous traduisons : « Et tandis que les Florentins traversaient la campagne de Foligno, comme le peuple de Foligno s'était soulevé, il massacra le seigneur Trincia Trinci de Foligno, son propre seigneur, qui dirigeait la ville au nom de l'Église. Le 17 septembre, il le précipita par la fenêtre qui domine la place [...] ».

d'une partie d'entre elles, elle parvient à renverser les Trinci<sup>126</sup>. Les gens de Foligno proposent un troisième élément explicatif lorsque, à la mi-novembre, ils envoient une ambassade à Rome pour tenter de se réconcilier avec le pape et essayer d'obtenir son pardon. Le peuple de la cité est resté constant dans son amour pour l'Église, affirment-ils. La mort de Trincia n'est due qu'à un règlement de comptes impliquant quelques bouchers offensés par le seigneur<sup>127</sup>. L'argument a pu sembler un peu piteux. Il n'en traduit pas moins le besoin qu'a eu la population de la cité de se disculper, dans son ensemble, alors que la rumeur lui attribuait un rôle déterminant dans les événements.

Pour les partisans des Trinci, une explication bien différente s'impose : Trincia était un appui indéfectible du successeur de saint Pierre, il a été assassiné par les ennemis de la foi. Le soutien apporté à l'Église et au pape fait partie intégrante du discours de légitimation des Trinci<sup>128</sup>. À travers lui, ils se posent comme les défenseurs de la communauté civique, comme les garants de sa cohésion et de son salut. La chronique de Bonaventura di Benvenuti, notaire de Foligno qui participe à la compilation des statuts de son Art en 1346, rappelle que l'éviction des gibelins dirigés par la faction rivale des Trinci, les Anastasi, et la prise de pouvoir par le grand-père de Trincia, Nallo, se sont faites en 1305 au cri de « Mort aux gibelins et aux patarins<sup>129</sup> ! ». Les statuts de la commune, compilés dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, et ceux du Popolo, rédigés autour de 1350, réaffirment la prééminence de l'Église et la nécessité de la lutte contre l'hérésie. L'enjeu est de taille. L'hérésie est un crime contre Dieu et contre la communauté des hommes. En insultant la majesté divine et en semant la discorde, elle éloigne la cité du modèle de la Jérusalem céleste. Magistrats et officiers de la commune, dont les principales

<sup>126</sup> Pour l'analyse de l'épisode et le contexte de luttes de factions, voir Jean-Claude Maire Vigueur, « Le rivolte citadine contro i "tiranni" », dans Monique Bourin, Giovanni Cherubini et Giuliano Pinto (dir.), *Rivolte urbane e rivolte contadine nell'Europa del Trecento. Un confronto*, Firenze, Firenze University Press, 2008, p. 357 ; Giovanni Lazzaroni, *I Trinci di Foligno...*, op. cit., p. 60-61.

<sup>127</sup> Les propos des émissaires sont rapportés par Cristoforo da Piacenza dans une lettre datée du 15 novembre 1377. Procurateur de Lodovico II Gonzaga à la cour pontificale, Cristoforo rend compte à son seigneur, avec précision, d'une foule d'événements advenus lors de son séjour auprès du pape. Arturo Segre, « I dispacci di Cristoforo da Piacenza, procuratore mantovano alla corte pontificia (1371-1383) », ASI, série V, t. XLIV, 1909, lettre XXVI, p. 263-264 : « *Ambaxiatores civitatis Fulginatis venerunt ad dominum papam excusantes se de morte domini Trincie et dicunt quod populus non fuit culpabilis de morte ipsius, imo fuerunt aliqui macelatores, quos temporibus retroatis offenderat, quod eorum intencionis est velle perseverare in amore cum ecclesia et prestiterunt juramentum fidelitatis, et terra regitur eo modo quem ad modum regebatur vivente domino Trincia* ».

<sup>128</sup> Alors même que les Trinci multiplient les tentatives d'expansion territoriale, défiant l'autorité pontificale.

<sup>129</sup> *Cronaca di Benvenuto*, dans *Fragmenta Fulginatis Historiae*, op. cit., p. 20 : « *Morianur patareni Gybellini !* ».

charges sont justement occupées avec constance par les Trinci et les leurs, ont pour mission de la pourchasser<sup>130</sup>. Le podestat et le capitaine doivent « mener des investigations et engager des procédures contre tous les hérétiques, les schismatiques et les patarins, et les expulser de la cité de Foligno et de son district<sup>131</sup> ». Dans un corps, il n'est pas permis aux membres de se séparer de la tête. Il en est de même à l'intérieur de l'Église, rappellent les statuts du Popolo qui stipulent en outre que « nul ne doit combattre aux côtés des factions gibelines<sup>132</sup> ». Le même texte réaffirme le bannissement des Anastasi et fait de Trincia un gonfalonier de justice à vie<sup>133</sup>. Des sources normatives et narratives du premier Trecento laissent percevoir la façon dont s'est développé un discours de propagande assimilant, de façon usuelle, ennemis de la cité, faction rivale de la famille au pouvoir, hérésie et gibelinisme. En 1414, la *Légende de saint Félicien* désigne encore les païens qui torturent le patron de Foligno comme des *patarini*<sup>134</sup>. L'interprétation des événements de septembre 1377, qui fait du seigneur de Foligno un martyr de l'Église, s'épanouit sur un terrain bien préparé.

Une manifestation précoce de cette lecture se trouve dans la correspondance de sainte Catherine de Sienne. Un an avant la disparition de Trincia, la jeune mystique écrivait aux frères Trinci pour les inciter à gouverner « avec justice et clémence » et « comme des hommes vertueux »<sup>135</sup>. Elle les appelait à rester des « serviteurs fidèles au Christ » et à sa « douce épouse », l'Église<sup>136</sup>. Catherine envoie une nouvelle missive à Foligno afin de consoler Giacomina d'Este, la femme de Trincia devenue veuve si brutalement. Selon la Siennoise, le Christ crucifié s'est montré bon envers l'époux défunt, puisque ce n'est « pas par haine mais pour l'amour qu'Il portait au salut de son âme, envers laquelle Il a montré une grande miséricorde, qu'Il a permis qu'il [Trincia] meure en servant

<sup>130</sup> Cela apparaît dès le début de la première compilation des statuts de la commune (*Statuta communis Fulginei*, vol. I, *Statutum comunis*, op. cit., prima pars, rub. 2, p. 12).

<sup>131</sup> *Ibid.*, secunda pars, rub. 36, p. 138 : « *inquirere et procedere contra omnes et singulos hereticos, sismaticos et patarenos et ipsos expellere de civitate et districtu Fulginei* ».

<sup>132</sup> *Ibid.*, vol. II, *Statua populi*, rub. 18, p. 40 : « *nullus contendat pro parte gebellina* ».

<sup>133</sup> *Ibid.*, rub. 188, p. 235-238.

<sup>134</sup> Pierangelo di Angelo Di Bucciolino, *Legenda di San Feliciano...*, op. cit., strophe CXXI, p. 63. Le saint patron de Foligno est vénéré comme évangélisateur de la région et premier évêque de la ville. Il est martyrisé durant les persécutions de l'empereur Dèce, au milieu du III<sup>e</sup> siècle. Le mouvement contestataire des Patarins se développe à Milan dans la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle, en lien avec la réforme grégorienne. Il s'oppose violemment à un clergé qu'il juge compromis dans le siècle.

<sup>135</sup> Piero Misciattelli (dir.), *Le lettere di s. Caterina da Siena ridotte a miglior lezione, e in ordine nuovo disposte*, Firenze, Giunti/Barèra, 1970, vol. IV, lettre CCLIII, p. 75 : « *ma voglio che teniate col santo timor di Dio, virilmente stando come uomini virtuosi, e non come stolti animali[...]tenendo con giustizia e con benignità i sudditi vostri* ».

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 76 : « *siatemi servi fideli a Cristo crocifisso e alla dolce sposa sua* ».

la sainte Église<sup>137</sup> ». Une trentaine d'années plus tard, cette interprétation est reprise et développée à la cour d'Ugolino III, fils de Trincia. Elle constitue l'une des clefs de l'épisode déjà évoqué du *Quadriregio*<sup>138</sup>. Dans la diégèse, le narrateur-personnage a entrepris son voyage à la suite d'une rencontre avec Ugolino. Ce dernier l'a enjoint de suivre Minerve vers le règne de la Sagesse. La *peregrinatio* s'achève avec l'arrivée au royaume des sept vertus. La dernière d'entre elles, la Charité, fait accéder le narrateur à la contemplation de Dieu. Avant cela, la Force a conduit le pèlerin auprès de Mars, qu'entoure l'assemblée des dix-sept plus grands guerriers de l'histoire. Un rai de lumière issu de l'astre des combats tombe sur chacun d'eux. L'agencement de la compagnie peut faire l'objet de quelques remarques. Premier mentionné, le héros des douze travaux est suivi de César, d'Alexandre et d'Hector. Les trois hommes sont les trois païens des Neuf Preux, une liste qui regroupe les paragon de la chevalerie et dont la forme canonique a été définie par Jacques de Longuyon en 1312<sup>139</sup>. Neuf Romains viennent ensuite, parmi lesquels Énée, Romulus et Scipion l'Africain<sup>140</sup>. Le second occupe une place particulière : les autres héros se comportent avec lui « comme des fils envers leur père / et il reçoit du puissant Mars la plus grande splendeur<sup>141</sup> ». L'assemblée est constituée d'un deuxième groupe, plus restreint, celui des défenseurs de la Foi. Charlemagne, Godefroy de Bouillon et Arthur, les trois Preux chrétiens, le composent. Le plus grand des barons clôt la galerie des héros. Grecs, Troyens et Romains le couvrent de fleurs avant que son identité soit dévoilée à l'auditoire : il s'agit de Trincia<sup>142</sup>.

<sup>137</sup> *Ibid.*, lettre CCLIV, p. 128 : « *e con vera pazienza porterete la santa disciplina ch'egli v'ha posta non per odio, ma per amore che elli ebbe alla salute dell' anima sua, a la quale ebbe tanta misericordia, permettendo che morisse nel servizio della santa Chiesa* ».

<sup>138</sup> Voir *supra*, n. 42. Le passage correspond au septième chapitre du quatrième livre du *Quadriregio*, dans l'édition citée d'Enrico Filippini, p. 305-310.

<sup>139</sup> Maria Monica Donato, « Gli eroi romani tra storia ed "exemplum"... », art. cit., p. 109. Outre les « chevaliers » de l'âge païen, le cycle comprend trois héros de l'Ancienne alliance (Josué, David, Judas Macchabée) et trois de l'ère chrétienne.

<sup>140</sup> Les autres sont Auguste, Pompée, Caton, Manlius Torquatus, Camille et Cincinnatus. Tous sont représentés dans la salle des Empereurs du palais Trinci.

<sup>141</sup> Federico Frezzi, *Il Quadriregio*, op. cit., p. 307, v. 70-72 : « *Vedi che tutti que'gli fanno onore / e stangli innanzi come figli al padre / ed ha dal forte Marte più splendore* ».

<sup>142</sup> La comparaison avec les héros du passé est un élément central du message politique seigneurial. Elle contribue à légitimer les pouvoirs de type princier dans l'Italie de la fin du Moyen Âge. La louange de Frezzi résonne comme l'affirmation de la valeur du temps présent, qui engendre un grand homme capable de rivaliser avec les héros de l'Antiquité puis de les surpasser. Le thème est encore développé à la cour de Frédéric de Montefeltre après les succès remportés par ce dernier au début des années 1470. Le condottiere est associé à Judas Macchabée, Philippe de Macédoine, Hannibal, Horatius Coclès et Sertorius. La liste de ses pairs inclut par la suite Fabius, Mithridate, Thémistocle et Épaminondas. Frédéric est enfin déclaré par ses thuriféraires supérieur aux Romains eux-mêmes. Le secrétaire et biographe du duc d'Urbino réutilise en outre l'image du miroir des vertus et fait de Frédéric le *specchio d'ogni virtù*. Nous résumons ici les propos de Daniel Arasse, « Le *studiolo* d'Urbino ou le désordre du prince » [1990], dans *id.*, *Décors italiens de la Renaissance*, éd. Philippe

Son visage est baigné d'une lumière étincelante qui tient autant du halo des héros antiques que de l'auréole des saints. La scène se conclut sur l'ascension vers Dieu des quatre héros chrétiens et de leur escorte angélique. Si la première place est dévolue à Trincia, si les héros de l'Antiquité lui rendent hommage, c'est en raison de sa fidélité au pape et à l'Église<sup>143</sup>. Sa foi, « plus dure que le diamant<sup>144</sup> », lui a fait verser son sang. Les grands hommes choisis par Frezzi ont la *virtù* en partage. Manifestée par les rayons lumineux, elle constitue l'espace commun où sont réunis les héros. La valeur guerrière de ces derniers ne s'est pas perfectionnée au cours du temps. Achievée dès l'origine, elle fait l'objet d'une *translatio* de l'ère *ante legem* des preux païens à celle *sub gratia* des preux chrétiens. Trincia offre son plein épanouissement à la *virtù* : il ne se contente pas de la représenter mais il l'incarne<sup>145</sup>. Il incarne également la foi sans faille, lui qui meurt pour l'Église comme Godefroy avant lui. L'apothéose de Trincia s'inscrit dès lors dans une double temporalité, celle du retour cyclique de la *fortezza* et celle de l'avènement historique de la Rédemption<sup>146</sup>. Frezzi montre le père d'Ugolino conduit vers le paradis, dans un tableau qui conviendrait à l'élévation d'un saint.

Un autre système de références sous-tend cet épisode du *Quadriregio*. Trincia n'apparaît pas seulement comme le héros devenu, par sa valeur, supérieur aux héros antiques et, par sa foi, exemplaire pour les hommes fidèles à l'Église. Il est appelé à la gloire et fait partie de ceux auxquels leur dévouement aux affaires de la cité a réservé une place au ciel. Le thème développé par Cicéron et repris par Pétrarque trouve des échos dans les cycles d'hommes illustres de palais toscans et ombriens. À Foligno, le sizain peint au-dessus de l'une des entrées de la salle des Empereurs annonce au visiteur qu'il va contempler « les hommes de paix et de guerre qu'un jour / Rome la dorée a portés et qu'une glorieuse vertu

Morel, Paris, Hazan, 2009, p. 160-162. Voir également Erspamer, Francesco, « Il "lume della Italia": alla ricerca del mito feltresco », dans Giorgio Cerboni Baiardi, Giorgio Chittolini et Piero Floriani (dir.), *Federico di Montefeltro. Lo stato / le arti / la cultura*, Roma, Bulzoni, 1986, vol. III, *La cultura*, p. 473-474.

<sup>143</sup> Frezzi nomme Urbain VI mais ce dernier n'est élu qu'en 1378. Trincia a pris le parti de Grégoire XI durant la guerre des Huit Saints.

<sup>144</sup> Federico Frezzi, *Il Quadriregio*, op. cit., p. 309, v. 150 : « la fede ferma più che diamante ».

<sup>145</sup> On retrouverait ici le signe de l'évolution, lente mais essentielle, de la conception du pouvoir. Une nouvelle explication de la politique justifie le principat, suivant laquelle le détenteur du pouvoir ne représente plus seulement les vertus qui en légitime l'exercice, mais les incarne. Selon Daniel Arasse, « un des courants les plus profonds de la peinture du Quattrocento travaille à réduire progressivement la distance infinie qui sépare la Vertu de son Représentant, aussi glorieux soit-il, en donnant progressivement la prééminence visuelle au "grand homme" par rapport à une Vertu qu'il est censé dès lors "incarner" » (Daniel Arasse, « Le programme politique de la chambre des époux ou le secret de l'immortalité » [1987], dans *id.*, *Décors italiens de la Renaissance*, op. cit., p. 246, n. 96).

<sup>146</sup> Sur la double temporalité dans le cycle des Preux, voir Daniel Arasse, « Portrait, mémoire familiale et liturgie dynastique... », art. cit., p. 102-107.

a rendu dignes du ciel<sup>147</sup> ». Comme nous avons eu l'occasion de l'évoquer, le sizain du palais public de Sienne débute en proposant aux gouvernants le modèle des grands hommes de guerre et d'État de la Rome ancienne. S'ils agissent avec justice pour le bien commun, les membres des conseils se voient promettre de monter « au ciel resplendissant de toute gloire / comme le fit le grand peuple de Mars<sup>148</sup> ». Ces messages reliés aux fresques des grands hommes permettent de mieux saisir la condensation des idées qu'opère le texte de Frezzi, à travers la combinaison de répertoires variés. Le catalogue des Romains de l'Antiquité évoque à la fois les vertus guerrières et les vertus civiques, le courage au combat et le dévouement à l'intérêt commun. Il ouvre sur le thème du bon gouvernement, en particulier dans sa dimension chrétienne car la bonne administration de la cité plaît à Dieu qui se préoccupe du sort de la communauté. Ce premier type de série est combiné à la liste des Preux, en vogue dans la culture courtoise, qui renvoie davantage aux valeurs militaires aristocratiques<sup>149</sup>. L'écheveau, déjà serré, est encore enrichi par un nouveau fil du message politique. Tiré de l'histoire familiale récente, ce dernier renvoie à la défense de la foi et de l'Église. L'ensemble de ces références est tissé en un

147 Les vers latins composés pour la grande salle du palais Trinci ont fait l'objet de plusieurs éditions. L'une des plus accessibles est celle reprise dans Roberto Guerrini, « «Uomini di pace e di guerra che l'aurea Roma generò». Fonti antiche e tradizione classica negli epigrammi di Francesco da Fiano per la Sala degli Imperatori (Anthologia Latina, Riese, 1906, 831-855<sup>d</sup>) », dans *Il Palazzo Trinci di Foligno*, op. cit., p. 375-400, p. 375 : « *Hic pacis bellique viros, quos aurea quondam / Roma tulit celoque pares dedit inclita virtus* ». La traduction est celle proposée par Clémence Revest, dans Clémence Revest et Jean-Baptiste Delzant, « L'artiste, le savant... », art. cit., p. 43.

148 Gabriele Borghini, « La decorazione », dans *Palazzo Pubblico di Siena...*, art. cit., p. 251 : « *Et saglirete al cielo pieno d'ogni gloria / Si come fece il gran popolo di Marte*. »

149 Le thème se prête à une pluralité d'usages. En Occident, à la fin du Moyen Âge, les Neuf Preux connaissent un fort succès dans la noblesse militaire mais ils n'en sont pas pour autant l'apanage, comme le montrent des festivités données sur la place du marché d'Arras en 1326. Des bourgeois de différentes villes (Bruges, Compiègne, Ypres, Saint-Quentin, Valenciennes, Lille, Arras) y incarnent chacun un Preux dont la liste respecte la tripartition païens (« sarrasins », dit la chronique), juifs, chrétiens : *Récits d'un bourgeois de Valenciennes (XIV<sup>e</sup> siècle)*, éd. Kervyn de Lettenhove, Louvain, P. et J. Lefever, 1877, p. 52-53. Il se peut que la composition des Preux diffère ici du canon établi car un roi Ghonne est cité dans le récit. Ni César, ni Alexandre, ni Josué ne sont eux explicitement mentionnés. En raison de ce silence, il est difficile de savoir si la variation est réelle ou si elle résulte d'une erreur de l'auteur, du transcritteur ou de l'éditeur. Le manuscrit original n'a pas été consulté pour cette étude. Le motif des Preux est également utilisé dans un cadre politique. Dans les Pays-Bas, au début du xiv<sup>e</sup> siècle, le compilateur Jan Matthijssen établit une liste d'images devant orner les murs de la salle d'hôtel de ville idéale. Les Neuf Preux sont cités aux côtés des prophètes et des philosophes, parmi les figures devant inspirer les dirigeants (Claire Billen, « Dire le bien commun dans l'espace public. Matérialité épigraphique et monumentale du bien commun dans les villes des Pays-Bas, à la fin du Moyen Âge », dans Élodie Lecuppre-Desjardin et Anne-Laure Van Bruaene [dir.], *De Bono Communi. The Discourse and Practice of the Common Good in the European Cities [13<sup>th</sup>-16<sup>th</sup> c.]*, Turnhout, Brepols, 2010, p. 73, n. 11). Pour d'autres exemples, voir Horst Schröder, *Der Topos der « Nine Worthies » in Literatur und bildender Kunst*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1971.

discours de louange glorifiant le régime en place et contribuant à légitimer la domination des Trinci. Il constitue le fonds culturel à partir duquel s'élabore une propagande seigneuriale polymorphe. Sur lui reposent les significations qui se déploient à travers les fresques peintes dans le corridor de la nouvelle demeure seigneuriale.

Durant la première décennie du xv<sup>e</sup> siècle, Ugolino III fait édifier un palais sur la place de la commune. L'édifice est rapidement décoré de somptueux cycles de fresques<sup>150</sup>. L'un d'eux orne le passage couvert, le corridor, qui, enjambant la rue, relie le palais Trinci à la cathédrale. Il comporte onze figures en pied disposées de façon continue sous des arcades en trompe-l'œil (fig. 5). Les neuf dernières sont celles des Neuf Preux. Représentés face-à-face, Romulus et Scipion l'Africain les précèdent (fig. 6). Le premier a fondé Rome, le second l'a sauvée par sa victoire sur Hannibal alors que le Carthaginois se montrait envers elle, selon les termes de Frezzi, « pire qu'un dragon<sup>151</sup> ». L'importance de Rome au début de l'un des cycles du corridor fait écho à la place qu'occupe cette cité dans la loggia du palais. Sur les murs de cette dernière est peinte l'histoire d'Ilia et de ses fils, Romulus et Rémus. Un épisode de la fresque le rappelle, les jumeaux sont nés de la possession d'Ilia par Mars (fig. 7). Dans le *Quadriregio*, nous l'avons vu, Romulus est le héros le plus favorisé par le dieu de la guerre. Descendante d'Énée, Ilia est par ailleurs liée à Troie et le nom même de cette ville, Ilion, résonne dans celui de l'héroïne. À la cour d'Ugolino III, Federico Frezzi rapporte une généalogie mythique qui fait descendre les Trinci de Tros<sup>152</sup>. Troyen en exil et fondateur de Foligno, Tros a nommé sa cité *Flamminea* en honneur au flamboyant (*flammeo*) dieu de la guerre, Mars. Le nom de Foligno est présenté comme une déformation de ce nom originel. Tandis qu'à l'arrière-plan apparaissent Mars et la vertu déployée dans les combats, Troie et Tros, Rome et Romulus, Foligno et les Trinci occupent l'avant-scène. Les références se répondent et s'entrelacent pour dessiner une figure essentielle de

<sup>150</sup> Sur les origines du palais, sa construction et sa décoration, voir Laura Lametti, « Palazzo Trinci a Foligno: origine, struttura, storia e stile di una dimora signorile dell'inizio del xv secolo », dans *Signorie in Umbria tra Medioevo e Rinascimento: l'esperienza dei Trinci*, Perugia, Deputazione di storia patria per l'Umbria, 1989, vol. II, p. 307-402 ; *Il Palazzo Trinci di Foligno*, op. cit., en particulier Laura Lametti, « Il palazzo: dalle preesistenze all'Unità dell'Italia », p. 51-104 ; Cristina Galassi, « Un signore e il suo palazzo: iconografia, cronologia e committenza dei cicli pittorici nelle "case nuove" di Ugolino Trinci », p. 269-298 ; Giordana Benazzi, « I cicli pittorici del tempo di Ugolino e Corrado Trinci », p. 459-494. Plus récemment, voir Cristina Galassi, « Il "cantiere" di Palazzo Trinci alla luce della recenti acquisizioni documentarie », dans *Nuovi studi sulla pittura tardogotica...*, op. cit., p. 11-48.

<sup>151</sup> Dans la scène où Scipion apparaît parmi les barons accompagnant Mars (Federico Frezzi, *Il Quadriregio*, éd. cit., livre IV, chap. VIII, v. 101-102, p. 308 : « Anniballo / che contra Roma fu peggior che drago »).

<sup>152</sup> L'origine mythique de la famille est exposée au chapitre XVIII du premier livre du *Quadriregio*, éd. cit., p. 90-94.

la propagande seigneuriale. La proximité de ces histoires et le libre jeu des associations permettent qu'émerge l'idée d'une cité unie à ses seigneurs par le lien consubstantiel du fondateur commun de la ville et de la lignée de ses dirigeants, une cité un temps semblable à Rome et à Troie, promise à un destin glorieux grâce la fortune des armes des Trinci. Figures de la ville fondée et sauvée, Romulus et Scipion ouvrent le cycle du corridor du côté du palais seigneurial. Les Neuf Preux se succèdent ensuite en bon ordre vers l'*ecclesia matrix*, au plus proche de laquelle figurent les trois chrétiens. Lorsqu'il se rend à la cathédrale en traversant le passage couvert, Ugolino fait rejouer l'histoire de sa cité et de sa famille. Condottiere, il appartient par sa valeur guerrière à la compagnie des hommes illustres. Protecteur de la communauté civique, il marche sur les traces de son père et conduit la ville vers Dieu.

En conclusion, la diffusion du thème des hommes illustres s'est effectuée de façon très étendue, dans un mouvement non réductible au développement de l'humanisme. À côté des séries des grands hommes de la Rome antique rigoureusement composées se sont multipliés dans les textes et les images des ensembles composites entremêlant divers répertoires. Cette hétérogénéité ainsi que la portée exemplaire générale des figures utilisées donnent au thème une grande plasticité. Elles en font le vecteur de messages politiques complexes. À Foligno, à partir du noyau canonique des Neuf Preux, le cycle du corridor combine les références culturelles de plusieurs registres. Les procédés de légitimation politique font preuve d'une remarquable inventivité qui leur permet d'articuler de nouveaux messages à l'intérieur de formes établies, contraignantes, mais signifiantes pour un public élargi.

## ÉLÉMENTS BIOGRAPHIQUES DES PERSONNAGES ILLUSTRES CITÉS DANS LE TEXTE<sup>153</sup>

248

**Aspasia** : originaire de Milet, l'influente maîtresse de Périclès est réputée dans l'Athènes du v<sup>e</sup> siècle av. J.-C. pour sa beauté et son intelligence. Elle fait de sa maison un lieu de rencontre des penseurs et des poètes.

**Atrée** : roi de Mycènes, il est animé d'une haine terrible contre son frère Thyeste. Lors d'un banquet, il lui fait servir les corps de ses fils. Ce n'est qu'une fois le repas achevé qu'Atrée révèle la nature des mets présentés. Plus tard, il est tué par Égisthe, un autre fils de Thyeste.

**Auguste (Caius Julius Caesar Octavianus Augustus)** : petit-neveu de César, il tente de s'imposer comme son héritier et contribue à la défaite des républicains. Ses victoires militaires, notamment sur Antoine et sur Lépide, contribuent à faire de lui l'artisan de la fin de la guerre civile et le restaurateur de la paix. Après avoir pris l'Égypte, il renforce le pouvoir de Rome sur le monde méditerranéen. Il obtient le titre d'*imperator* en 38 av. J.-C.

**Brutus l'Ancien (Lucius Junius Brutus)** : sa sœur Lucrece est violée par Sextus, fils de Tarquin le Superbe. Brutus soulève le peuple et entraîne la chute de la royauté (509 av. J.-C.). Il est un des deux premiers consuls de la république romaine.

**Caligula (Caius Julius Caesar)** : successeur de Tibère, empereur romain de 37 à 41. Il fait preuve d'une grande cruauté et entreprend de son vivant la divinisation de sa propre personne. Il meurt assassiné.

**Camille (Marcus Furius Camillus)** : général romain, il est présenté comme un modèle de vertu militaire et de magnanimité. Il s'empare de Véies en 396 av. J.-C. alors que le siège durait depuis dix ans. Six ans plus tard, il chasse de Rome Brennus et ses Gaulois, qui occupaient la ville.

**Camille (surnommée Bellatrix)** : fille de Metabus, roi de Privernum, son histoire est racontée par Virgile. Elle est l'archétype de la vierge guerrière et se bat aux côtés de Turnus contre les Troyens d'Énée. Elle meurt au combat.

**Castor** : guerrier, fils de Tyndare et de Leda, il participe à l'expédition des Argonautes. Il est divinisé avec son frère Pollux.

<sup>153</sup> Les notices qui suivent n'ont d'autre objet que de rappeler en quelques mots les raisons pour lesquelles les figures mentionnées dans le texte sont connues et citées au Moyen Âge. Elles ne constituent en rien des biographies historiques succinctes. Il a semblé inutile de traiter ici des héros les plus connus, comme Arthur, César ou Hector.

**Caton l'Ancien, ou le Censeur (Marcus Porcius Cato)** : il exerce la charge de censeur en 184 av. J.-C. Il prône le retour à la frugalité et à la vertu des anciens Romains, qui ont fait leur grandeur. Il appelle de ses vœux la destruction de Carthage.

**Caton d'Utique (Marcus Porcius Cato)** : arrière petit-fils de Caton l'Ancien, il est plus souvent que son ancêtre pris comme modèle par les hommes de la fin du Moyen Âge. Il prend parti pour Cicéron contre Catilina puis s'allie avec Pompée contre César. Après l'ultime défaite des pompéiens à Thapsus en 46 av. J.-C., il préfère se suicider plutôt que de voir la fin de la République et de la liberté. Représentant la fidélité indéfectible aux idéaux républicains, il est étroitement associé à la Force et à la Justice.

**Cincinnatus (Lucius Quinctius Cincinnatus)** : héros du <sup>ve</sup> siècle av. J.-C., il est le symbole de l'amour désintéressé pour la patrie. Il est enlevé à sa charrue de paysan pour être nommé dictateur lors des guerres opposant les Romains aux Volsques et aux Éques. Après avoir vaincu les ennemis de Rome, il refuse les honneurs et retourne travailler les champs.

**Claude (Tiberius Claudius Nero Drusus)** : empereur romain de 41 à 54, il est le frère de Tibère et l'oncle de Caligula, son prédécesseur. Il consolide l'empire et conquiert une partie de la Bretagne. Il fait exécuter son épouse infidèle, Messaline, puis épouse Agrippine, la mère de Néron.

**Cornélia** : fille de Scipion l'Africain, elle vit au <sup>II<sup>e</sup></sup> siècle av. J.-C. et donne naissance aux Gracques qui consacrent leur action politique à la défense de la plèbe, notamment dans le domaine agricole. Sa maison à Misenum devient un lieu de vie culturelle.

**Diomède** : roi d'Argos et amant de Briséïda, dans le roman de Benoît de Sainte-Maure, il est un des fidèles compagnons d'Ulysse durant le siège de Troie.

**Épaminondas** : chef militaire et homme politique de Thèbes, il est l'artisan de la suprématie de sa cité, notamment grâce à la victoire de Mantinée (362 av. J.-C.). Il y vainc une coalition constituée autour d'Athènes et de Sparte mais est mortellement blessé durant la bataille.

**Fabrice (Caius Fabricius Luscinius)** : consul et général romain, il conduit plusieurs ambassades devant Pyrrhus pour négocier la libération de prisonniers, en particulier après la défaite d'Héraclée en 280 av. J.-C. Malgré sa grande pauvreté, Fabrice refuse les fortes sommes d'argent que lui propose le roi d'Épire. Sa loyauté le conduit à avertir Pyrrhus que le médecin de ce dernier s'est offert d'empoisonner son maître contre rétribution. Fabrice est un modèle de frugalité républicaine et d'honnêteté incorruptible.

**Héliogabale (Sextus Varius Avitius Bassianus, dit Elagabal ou Héliogabale)** : il a quatorze ans lorsqu'il est élu empereur, en 218. Il est alors grand-prêtre du Baal d'Émèse et tient à poursuivre son exotique sacerdoce à Rome. Il y est assassiné en 222.

**Hérodiade** : elle est maîtresse d'Hérode Antipas. Ce dernier, tétrarque de Galilée jusqu'en 39 ap. J.-C., se trouve être à la fois son oncle et son beau-frère. Elle obtient la tête de saint Jean-Baptiste qui critiquait cette liaison.

**Horatius Cocles (Publius Horatius Cocles)** : héros légendaire romain, il défend seul le pont Sublicius lors de la guerre contre les Étrusques de Porsenna, en 508 av. J.-C.

**Iphigénie** : fille d'Agamemnon, elle doit être sacrifiée par son père à Artémis pour permettre le départ de la flotte grecque vers Troie. La déesse intervient en sa faveur et substitue un animal comme victime, au dernier moment.

**Lavinia** : fille du roi Latinus, elle est promise à Turnus. Après avoir finalement épousé Énée, elle est à l'origine de la lignée des fondateurs de Rome.

**Lucrèce** : elle est violée par Sextus, fils du roi de Rome Tarquin le Superbe. Elle se donne la mort en 509 av. J.-C. mais son suicide provoque la révolte qui met fin à la royauté et établit la République.

**Manlius Torquatus (Titus Manlius Torquatus)** : consul de Rome en 347, 344 et 340 av. J.-C., il entreprend de renforcer la discipline militaire et interdit que les soldats romains attaquent l'ennemi hors des rangs. Son fils lui désobéit et remporte un duel. Manlius le fait condamner à mort, signifiant à tous la suprématie de la loi et de l'autorité des consuls. Il symbolise la supériorité du bien commun et l'effacement des intérêts individuels devant les intérêts de la patrie.

**Marcellus (Marcus Claudius Marcellus)** : général romain, Marcellus est cinq fois consul entre 222 et 208 av. J.-C. Après avoir battu les Gaulois, il tient Hannibal en échec et s'empare de Syracuse, alliée de Carthage. Souvent associé à Fabius Maximus, il représente la prudence, l'habileté et l'expérience militaires indispensables à la survie de la patrie.

**Myrrha (ou Smyrna)** : princesse victime d'une vengeance d'Aphrodite, elle tombe amoureuse de son père. L'inceste consommé, elle est prise en pitié par les dieux qui la transforment en myrrhe.

**Pénélope** : en l'absence de son mari Ulysse, elle repousse pendant vingt ans les prétendants qui veulent l'épouser et s'emparer d'Ithaque. Pour ce faire, elle défait durant la nuit la tapisserie qu'elle a tissée le jour et dont elle a promis que l'achèvement correspondrait à l'annonce du choix du successeur d'Ulysse.

**Penthésilée** : reine des Amazones, elle s'engage dans la guerre Troie contre les Grecs. Elle est tuée au combat par Achille. Dans les récits médiévaux, elle trouve la mort par amour pour Hector.

**Phèdre** : femme de Thésée, elle est amoureuse d'Hippolyte, fils d'un mariage précédent de son époux. Ne pouvant obtenir la satisfaction de son désir, elle provoque la mort du jeune homme par ses accusations puis se suicide, rongée de désespoir.

**Polyxène** : fille du roi Priam et d'Hécube, elle est aimée d'Achille. Ce dernier est plusieurs fois sur le point de trahir le camp grec pour obtenir sa main. Lors de la chute de Troie, elle est immolée sur le tombeau d'Achille par le fils de ce dernier, Pyrrhus.

**Poppée** : elle est réputée pour sa beauté et sa vie amoureuse agitée. Elle épouse Néron en 62 après avoir été sa maîtresse, puis est impliquée dans la mort d'Agrippine.

**Publicola (Publius Valerius Publicola)** : mort en 503 av. J.-C., il est un des fondateurs de la république romaine. Il fait distribuer au peuple les biens des Tarquins.

**Sapho** : poète grecque de la fin du VII<sup>e</sup> et du début du VI<sup>e</sup> siècle av. J.-C., elle est réputée pour son talent littéraire autant que pour ses relations amoureuses avec ses élèves féminines.

**Scipion l'Africain (Publius Cornelius Scipio Africanus)** : après avoir chassé les Carthaginois d'Espagne, Scipion traverse la Méditerranée, assiège Carthage et vainc Hannibal à Zama (202 av. J.-C.). Il gagne ainsi son surnom d'« Africain ». Aux <sup>xv</sup><sup>e</sup> et <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècles, il incarne la magnanimité, la continence et l'amour de la patrie.

**Scipion Émilien, le Second Africain ou Scipion minor (Publius Cornelius Scipio Aemilianus)** : consul en 147 av. J.-C., l'Émilien prend et rase Carthage lors de la troisième guerre punique.

**Solon** : législateur athénien, il vit entre le milieu du <sup>vii</sup><sup>e</sup> et le milieu du <sup>vi</sup><sup>e</sup> siècle av. J.-C. Ses réformes sociales et politiques instaurent une plus grande égalité parmi les citoyens au sein de l'assemblée et sont vues, notamment par Aristote, comme le début de la démocratie athénienne. Il figure sur la liste des Sept Sages.

**Thisbé** : jeune babylonienne amoureuse de Pyrame, elle en est aimée en retour. L'union des deux jeunes gens est cependant impossible et ils décident de fuir ensemble. Thisbé se suicide en croyant, à tort, son amant mort.

**Tibère (Tiberius Claudius Nero)** : après avoir épousé Julie, la fille d'Auguste, il est adopté par l'empereur. Il lui succède en 14 ap. J.-C. et œuvre pour le maintien de la paix dans l'empire, en bon connaisseur des armées et de l'administration. Il meurt en 37.

**Tibère** : époux de Cornelia, il trouve chez lui deux serpents. Il apprend que la mort du mâle entraînera la sienne, celle de la femelle la perte de son épouse. Il choisit de tuer le premier et devient un exemple de dévouement conjugal.

FIGURES\*



Fig. 1. Spolète, forteresse albornozienne, chambre peinte de la *Torre maestra*, mur Nord et partie du mur Est. Anonyme, scènes chevaleresques, fin <sup>xiv</sup><sup>e</sup>-début <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle.

\* Tous les clichés ont été réalisés par l'auteur de la contribution.

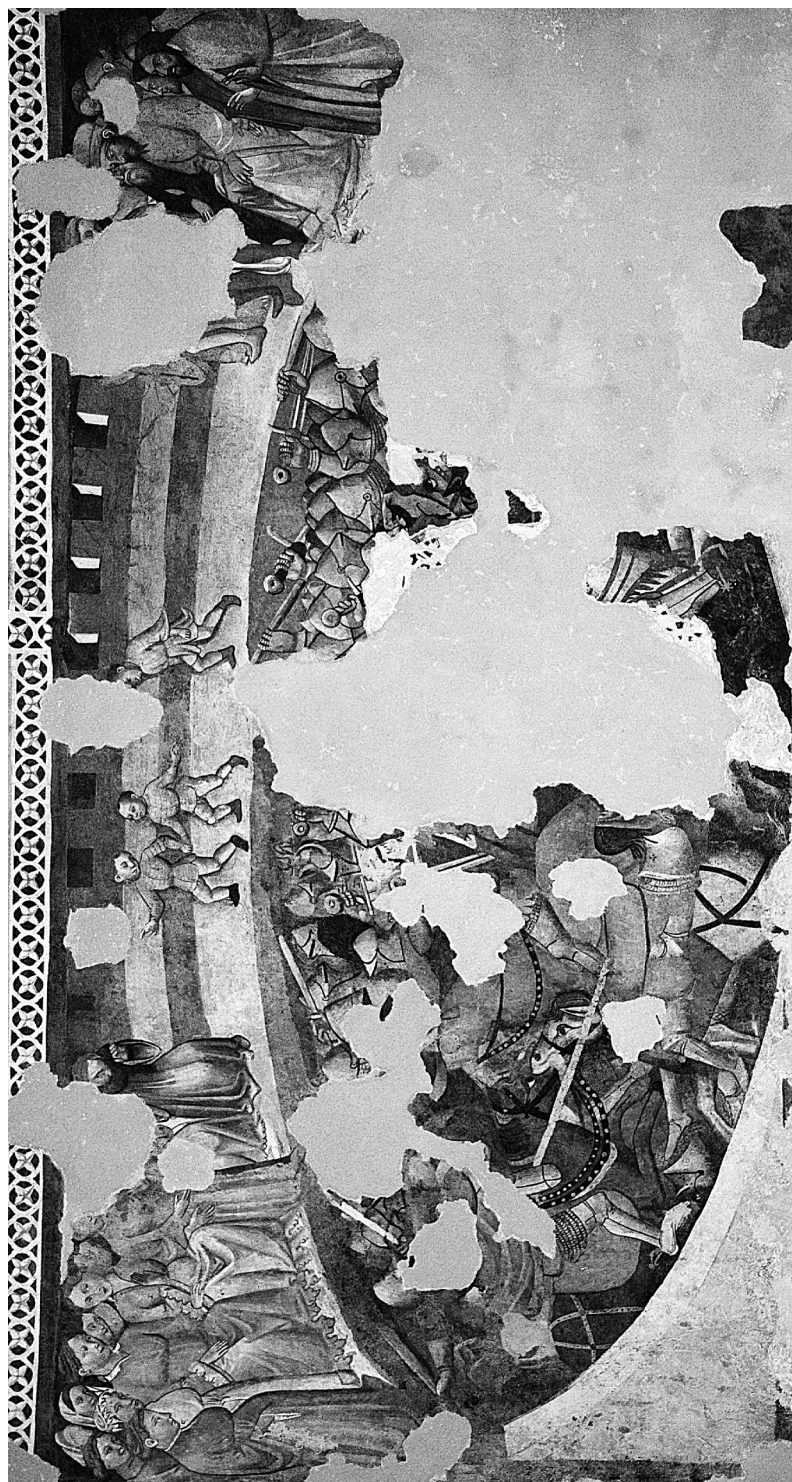


Fig. 2. Spolète, forteresse albornozienne, chambre peinte de la *Torre maestra*, mur Nord.  
Anonyme, scène de tournoi (détail), fin <sup>xiv</sup><sup>e</sup>-début <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle.



Fig. 3. Foligno, abbaye Santa Croce de Sassovivo, loggia du Paradis, lunette de droite.  
Anonyme, scène de bataille (détail), début du xv<sup>e</sup> siècle.



Fig. 4. Foligno, abbaye Santa Croce de Sassovivo, loggia du Paradis, voussure de la lunette gauche.  
Anonyme, Hercule enlève Iolé (à gauche), Hercule tue Nessus (à droite), début du  $xv^e$  siècle.

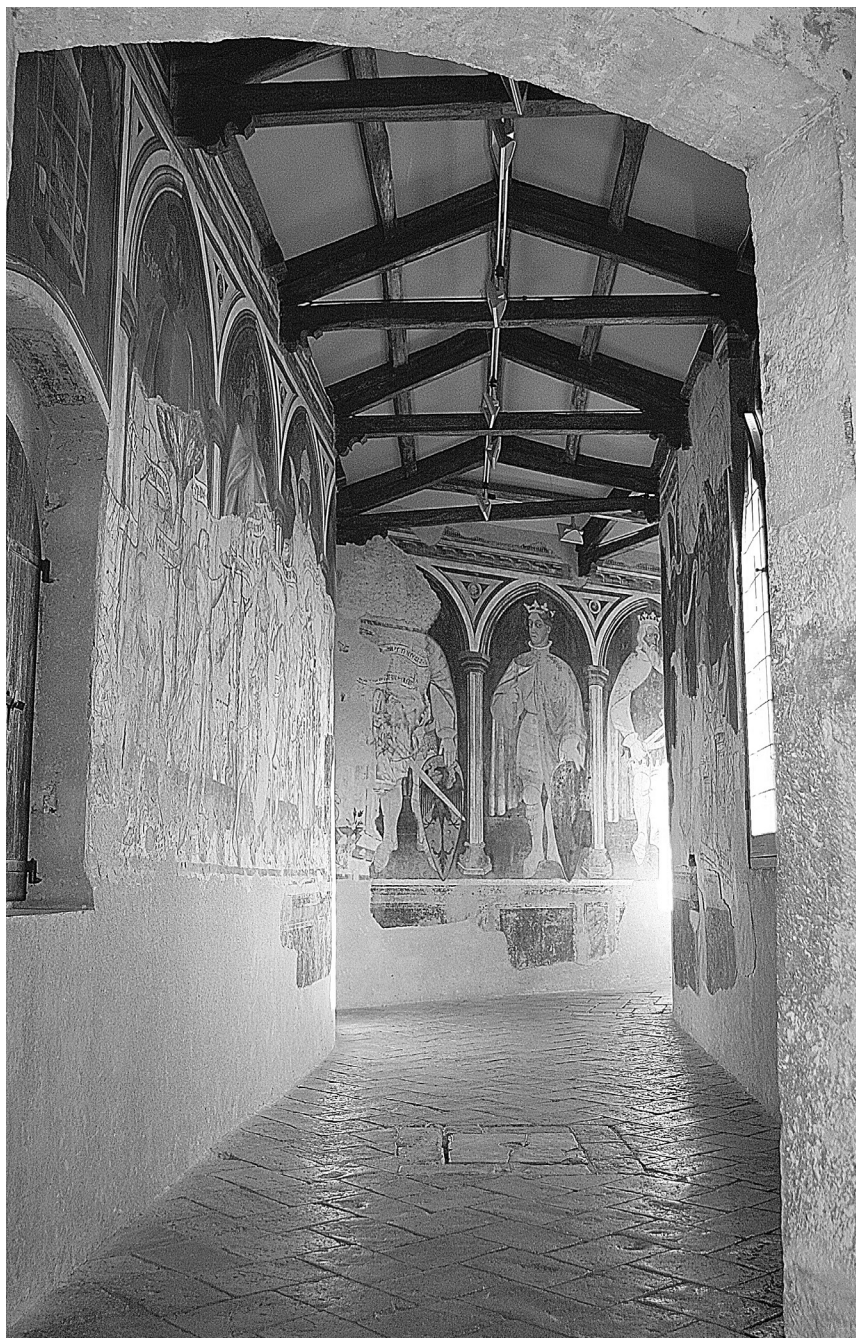


Fig. 5. Foligno, palais Trinci, corridor, vue générale depuis le palais.  
Atelier de Gentile da Fabriano, vers 1411-1412.



Fig. 6. Foligno, palais Trinci, corridor, mur Nord. Atelier de Gentile da Fabriano, cycle des Romains et des Preux, détail : Romulus, vers 1411-1412.



Fig. 7. Foligno, palais Trinci, loggia de Romulus et Remus, mur Nord.  
Atelier de Gentile da Fabriano, Le dieu Mars séduit la vestale Ilia, fille de Numitor,  
vers 1411-1412.

## MYTHES ET DÉVOTIONS DYNASTIQUES EN SAVOIE-PIÉMONT AUX XVI<sup>e</sup> ET XVII<sup>e</sup> SIÈCLES

Paolo Cozzo

Dans l'Italie de la seconde moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, le duché de Savoie joue un rôle politique et stratégique très important<sup>1</sup>. La position géographique de cet État *bifrons*, qui l'avait mis en condition de subir, avant et plus encore que les autres principautés italiennes, les effets de la lutte entre Français et Impériaux pour l'hégémonie sur la péninsule, conditionnèrent lourdement les choix opérés par la dynastie régnante. La maison de Savoie en était bien consciente, et sa politique, toujours marquée par l'exigence de « sortir du rang », avait pour objectif de faire émerger une supériorité qu'aucune autre dynastie italienne n'était cependant prête à lui reconnaître. Une telle reconnaissance ne vint pas non plus de la Rome des papes, la « *città rituale* » qui, par tradition, dispensait le prestige et l'honneur entre les États et les dynasties<sup>2</sup>.

À la lumière de ces observations, il n'est pas étonnant qu'à partir de la moitié du xvi<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire après le rétablissement de l'autorité ducale en Savoie et au Piémont à la suite de la paix du Cateau-Cambrésis, les princes de la maison de Savoie aient imposé une politique culturelle visant à exprimer leur ascendant, notamment par l'usage et l'abus d'antiques mythologies dynastiques et de lointaines traditions culturelles, revues et souvent revivifiées selon une perspective ouvertement idéologique.

Le point de départ de cet effort fut l'exaltation de la famille. Dans une culture au sein de laquelle l'Antiquité était garantie de vérité, montrer que les Savoie s'enracinaient dans la partie la plus lointaine et noble de l'histoire européenne pouvait contribuer à en affirmer leur prestige et en légitimer leurs aspirations : d'où la tâche de démontrer l'origine saxonne de la dynastie à laquelle furent attelés les intellectuels de la cour. Dans l'une de ses œuvres, l'*Incllytorum Saxoniae Sabaudiae principum arbor gentilitia*, parue à Turin en 1581, le baron savoyard Philibert Pingon, historien du duc Emmanuel-Philibert, extrapola

1 Pierpaolo Merlin, « Il Cinquecento », dans Pierpaolo Merlin et al., *Il Piemonte sabauda. Stato e territori in Età moderna*, Torino, UTET, 1994, p. 3-170.

2 Maria Antonietta Visceglia, *La città rituale. Roma e le sue cerimonie in Età moderna*, Roma, Viella, 2002.

depuis la *Chronique de Savoie* (un roman de chevalerie composé au début du xv<sup>e</sup> siècle par Jean d'Orieville à la demande du duc Amédée VIII), l'information selon laquelle le chef du lignage, Humbert Blanchemain, serait né de Berolde de Wettin (comte de Savoie et Maurienne, vicaire impérial), lui-même fils de Hüge de Saxe, frère de l'empereur Otton III<sup>3</sup>. À une époque où le prestige familial était toujours bâti sur les « généalogies incroyables<sup>4</sup> », le réemploi de la *Chronique de Savoie*, utilisé par Pingon et ses épigones, permettait à la famille de Savoie d'afficher des origines qui, en plus d'établir le lien des Savoie à l'Empire sous une forme qui ne subordonnait pas les prérogatives de l'autonomie et de la souveraineté ducal<sup>5</sup>, les plaçaient à un niveau supérieur aux rois de France et à tous les autres princes de la Péninsule, y compris les Médicis, dont les origines bourgeoises étaient un argument fortement polémique pour les Savoie<sup>6</sup>.

Le sujet des racines de la famille avait des reflets évidents dans le domaine diplomatique : il suffit de penser qu'en 1632 l'ambassadeur piémontais à Rome, impliqué dans une controverse avec son collègue florentin pour des questions de préséance, avait soutenu ses droits en rappelant au pape « *come seicento anni prima che la casa de' Medici uscisse dall'ordine de' cittadini privati, già erano padroni di stati i principi di Savoia*<sup>7</sup> ». La redécouverte de la matrice allemande de la dynastie n'était pas tout à fait due au hasard et coïncidait avec une époque où les ducs entrevoyaient dans le rapport privilégié avec l'Empire (dont étaient les vicaires en Italie) une carte fondamentale à jouer dans le cadre des équilibres entre l'Espagne et la France<sup>8</sup>.

3 Gianni Carlo Sciolla, « Matrici lignee per le incisioni in rilievo del volume di Emanuele Filiberto Pingone *Inclutorum Saxoniae Sabaudiaeque principum arbor gentilitia* (Torino, 1581) », dans *I rami incisi dell'Archivio di Corte: sovrani, battaglie, architetture, topografia*, Torino, Archivio di Stato, 1981, p. 53-57.

4 Roberto Bizzocchi, *Genealogie incredibili: scritti di storia nell'Europa moderna*, Bologna, Il Mulino, 2009.

5 Elisa Mongiano, « Una dinastia e la sua immagine: le genealogie sabaude tra il xvi ed il xvii secolo », dans *I rami incisi dell'Archivio di Corte, op. cit.*, p. 66-85, en particulier p. 66-68.

6 Franco Angiolini, « Medici e Savoia. Contese per la precedenza e rivalità di rango in Età moderna », dans Paola Bianchi et Luisa C. Gentile (dir.), *L'affermarsi della corte sabauda. Dinastie, poteri, élites in Piemonte e Savoia fra tardo Medioevo e prima Età moderna*, Torino, Silvio Zamorani, 2006, p. 435-479.

7 Archivio di Stato di Torino, Materie ecclesiastiche, cat. 1, Negoiazioni con Roma, ms. 40 (tome I) et ms. 41 (tome II), Istoria delle relazioni della Real Corte di Savoia colla corte di Roma, sino all'anno 1742, compilata dal canonico della metropolitana di Torino, Ottavio Moreno, stato applicato in questi Regi Archivi di Corte per eseguire tale lavoro, p. 258.

8 Andrea Merlotti, « I Savoia: una dinastia europea in Italia », dans Walter Barberis (dir.), *I Savoia. I secoli d'oro di una dinastia europea*, Torino, Einaudi, 2007, p. 87-133, en particulier p. 89-95 ; pour une réflexion historiographique sur le thème, voir Andrea Merlotti, « Lo stato sabauda e il Sacro Romano Impero: una questione storiografia aperta », dans Paola Bianchi (dir.), *Il Piemonte come eccezione? Riflessioni sulla «Piedmontese exception»*, Torino, Centro studi piemontesi, 2008, p. 79-94.

Le réemploi du mythe des origines antiques ne pouvait toutefois pas se limiter à la seule famille régnante mais devait s'harmoniser avec les possessions qui lui étaient soumises. D'où l'attention accordée aux origines de Turin, devenue la nouvelle capitale sous Emmanuel-Philibert, en 1563, après un siècle durant lequel elle avait déjà affirmé son rôle hégémonique sur les autres communautés du Piémont et Savoie<sup>9</sup>. Les historiographes actifs à la cour entre le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> et le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle furent en effet chargés de démontrer que Turin, dont le passé romain était bien connu – comme le titre de l'œuvre la plus importante de Pingon le démontre clairement<sup>10</sup> – avait aussi des racines égyptiennes. Selon une légende, déjà rappelée au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle par Boccace, la fondation de la cité aurait été le fait du prince égyptien Eridano-Fetonte<sup>11</sup>. La naissance de Turin remontait à l'an 1523 av. J.-C., donc huit siècles avant Rome : ainsi la ville piémontaise, depuis peu résidence stable des ducs, pouvait se vanter d'avoir des origines encore plus anciennes que celles de la Rome des papes<sup>12</sup>. Il s'agissait d'un élément dont les implications symboliques étaient fortes et évidentes, et qui, dans les intentions de la propagande savoyarde, aurait dû contribuer à renforcer le prestige ducal dans la ville des papes, ce « théâtre du monde » où les cours italiennes jouaient encore, au moins idéalement, leurs destinées<sup>13</sup>.

La thèse des origines égyptiennes de Turin ne doit cependant pas nous étonner. À la même époque, d'autres cités du Piémont tentaient en effet d'affirmer leur rôle et leur image au sein du duché en recourant à des arguments analogues. C'était le cas d'Asti, dont les racines romaines étaient connues et célébrées amplement par les élites locales qui, malgré cela, proposaient Gomer (un petit-fils de Noé) comme fondateur de la cité<sup>14</sup> ; ou encore de Verceil (une

- 9 Alessandro Barbero, « Il mutamento dei rapporti fra Torino e le altre comunità del Piemonte nel nuovo assetto del ducato sabauda », dans *Storia di Torino*, t. II, *Il basso Medioevo e la prima Età moderna (1280-1536)*, éd. Rinaldo Comba, Torino, Einaudi, 1997, p. 373-419 ; voir aussi Paolo Cozzo, « De Chambéry à Turin : le transfert de la capitale du duché de Savoie au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle », dans Jean-Marie Le Gall (dir.), *Les Capitales de la Renaissance*, Rennes, PUR, 2011, p. 165-178.
- 10 P. Pingon, *Augustae Taurinorum Chronica et Antiquitatum Inscriptiones*, Taurini, apud haeredes Nicolai Bevilacqua, 1577.
- 11 Davide Monge, « Eridano-Fetonte e la fondazione egizia di Torino: le testimonianze letterarie da Boccaccio al Tesoro », *Bollettino storico-bibliografico subalpino*, 92, 1994, p. 357-384 ; Sergio Roda, « La romanità periferica del Piemonte imperiale: un disinteresse motivato », dans *Storia di Torino*, t. I, *Dalla preistoria al comune medievale*, éd. Giuseppe Sergi, Torino, Einaudi, 1997, p. 155-167, en particulier p. 155-156, n. 70.
- 12 Federico Navire, *Torino come centro di sviluppo culturale. Un contributo agli studi della civiltà italiana*, Francfort, Peter Lang, 2009, p. 43.
- 13 *La corte di Roma tra Cinque e Seicento teatro della politica europea*, éd. Gianvittorio Signorotto et Maria Antonietta Visceglia, Roma, Bulzoni, 1998.
- 14 C'était la thèse soutenue par l'abbé Filippo Malabaila di Canale : voir Andrea Merlotti, « Le nobiltà piemontesi come problema storico-politico. Francesco Agostino Della Chiesa tra storiografia dinastica e patrizia », dans Andrea Merlotti (dir.), *Nobiltà e Stato in Piemonte. I Ferrero d'Ormea*, Torino, Silvio Zamorani, 2003, p. 19-56, en particulier p. 29.

ville de forte tradition communale entrée tardivement dans l'orbite savoyarde et toujours prête à défendre ses libertés), dont l'identité civique vint se solidifier autour du mythe de ses origines, que les érudits faisaient remonter aux Troyens<sup>15</sup>. Le thème des origines égyptiennes de Turin posait toutefois un problème : il risquait de mettre en évidence un lien (que la propagande adverse aurait pu exploiter), entre le paganisme (à l'époque duquel les principales cités du duché étaient nées) et l'hérésie qui, en dépit de la dure répression conduite par les princes de Savoie, continuait à menacer dangereusement leurs possessions. Il pouvait en effet être fort embarrassant, pour des princes qui cherchaient continuellement à se présenter comme les champions de l'orthodoxie, comme Emmanuel-Philibert ou Charles-Emmanuel, de gouverner un État depuis une cité où le culte d'Isis ou d'Osiris avait été anciennement pratiqué.

Il était donc nécessaire de démontrer que c'étaient justement les terres piémontaises, dont l'ancienneté ne leur avait pas permis d'éviter la honte des cultes païens, qui avaient embrassé les premières et avec le plus de conviction la foi du Christ. Entre le xvi<sup>e</sup> et le xvii<sup>e</sup> siècle, s'affirme ainsi l'idée d'une précoce évangélisation de la zone subalpine, à laquelle auraient contribué les mêmes apôtres Pierre et Paul lors de leurs passages dans le Piémont. Selon Guglielmo Baldessano (un jésuite très proche du projet culturel de Charles-Emmanuel I<sup>er</sup>)<sup>16</sup>, « segnalato favore ha avuto quella provincia [...] se è vero ciò che si legge nella cronaca della Novalesa, la quale testimonia che san Pietro fu nel detto luogo e vi eresse un oratorio per i cristiani che ivi [...] stavansi nascosti per tema della persecuzione<sup>17</sup> ». Ce thème, repris par d'autres historiographes ecclésiastiques (comme Paolo Brizio ou Marc'Aurelio Cusano<sup>18</sup>) est resté vivant

15 Selon Giovanni Francesco Ranzo, la ville de Verceil, « città di Venere », aurait été fondée « da una Venere troiana 1200 anni avanti Cristo » (Giovanni Francesco Ranzo, *Vita del beato Candido Ranzo da Vercelli dell'Ordine dei Minori osservanti di San Francesco*, Torino, appresso Gio. Domenico Tarino, 1609, p. 10-11 ; voir aussi Marta Boccacini, *L'antiquaria vercellese tra '500 e '600: manoscritti inediti di antichisti vercellesi*, Vercelli, Gruppo archeologico vercellese, 1995, p. 13-58).

16 Paolo Cozzo, « Fra militanza cattolica e propaganda dinastica: la storiografia di Guglielmo Baldessano (1545-1612) nel Piemonte sabauda », dans Massimo Firpo (dir.), « *Nunc alia tempora, alii mores* ». *Storici e storia in età posttridentina*, Firenze, Olschki, 2005, p. 397-414.

17 Archivio di Stato di Torino, Corte, Materie politiche per rapporto all'Interno, Storia della Real Casa, cat. 2 (Storie generali), ms. 22, Guglielmo Baldessano, *Historia ecclesiastica della più occidentale Italia e chiese vicine*, fasc. 1, f. 2. Cette notice « può o essere supposizione del tutto fantastica su basi di vaga analogia, oppure dipendere anch'essa da una certa tradizione milanese che legava le origini del cristianesimo nell'Italia del nord alle andate e ritorno dalle Gallie di san Pietro e san Paolo o da uoini apostolici (san Marziale, discepolo di san Pietro, san Luca) » (Franco Bolgiani, « Eusebio di Vercelli e gli inizi della cristianizzazione », dans *Storia di Torino*, t. I, op. cit., p. 246-254, en particulier p. 247, n. 65).

18 Paolo Brizio, *Progressi della Chiesa occidentale in sedici secoli distinti, e due libri proemiali. Consacrati all'Altezza di Madama Reale Christiana di Francia*, in Carmagnola, per Bernardino Colonna, 1649, p. 69-70 ; Marc'Aurelio Cusano, *Discorsi historiali concernenti la vita et attioni de' vescovi di Vercelli*, in Vercelli, per Nicola Giacinto Marta stampator episcopale, 1676, p. 2-4.

dans l'érudition piémontaise jusqu'au seuil du <sup>xix</sup>e siècle<sup>19</sup>. Nous savons bien que le mythe des origines apostoliques du christianisme est un *topos* fréquent des <sup>xvi</sup>e et <sup>xvii</sup>e siècles ; on le retrouve aussi en France, à une époque où se renforce l'idée des voyages de Pierre et Paul en Gaule (où les saints auraient fondé les premières communautés chrétiennes et les premiers évêchés<sup>20</sup>) et de l'apostolat de Denis l'Aréopagite (le secrétaire de saint Paul, qui aurait été envoyé en Gaule par le pape Clément<sup>21</sup>). On ne doit pas s'étonner si l'un des principaux partisans de la théorie des racines apostoliques du christianisme subalpin (avec saint Pierre fondateur d'églises dans la vallée de Suse et dans la ville d'Asti) fut le franciscain Paolo Brizio, nommé évêque d'Alba par la duchesse Christine de Bourbon, dont il était le théologien et le confesseur<sup>22</sup>.

Aux yeux de la propagande ducale, les voyages des apôtres étaient seulement un signe irréfutable parmi d'autres de la prédilection céleste pour les terres qui devinrent les possessions des Savoie. Un autre indice provenait de l'empereur Constantin, synthèse parfaite d'antiquité, d'autorité et de sacralité, dont la figure – exaltée au début du <sup>xvi</sup>e siècle par Raphaël dans les fresques de la *Sala di Costantino*, au Vatican<sup>23</sup> – devint l'objet d'un réemploi fonctionnel à la politique culturelle de la cour.

L'intérêt pour l'empereur – un intérêt qui, pendant l'âge moderne, s'étend à la France, comme l'iconographie des tapisseries royales le laisse entrevoir<sup>24</sup> – s'ancrait dans un événement belliqueux réellement survenu en Piémont. Au printemps 312, Constantin, de retour des Gaules, passa le Montgenèvre, entra en Italie et, après avoir descendu la Vallée de Suse jusqu'aux portes de Turin, se retrouva face aux troupes de Maxence. La rude bataille se termina par la première grande victoire de l'armée de Constantin sur celle de son rival. Puis l'empereur passa par Turin et continua sa marche vers Brescia et Vérone<sup>25</sup>.

19 Giovanni Battista Semeria, *Storia della Chiesa metropolitana di Torino descritta dai tempi apostolici fino all'anno 1840*, Torino, Fontana, 1840, p. 3.

20 Alain Tallon, *Conscience nationale et sentiment religieux en France au <sup>xvi</sup>e siècle. Essai sur la vision gallicane du monde*, Paris, PUF, 2002, p. 31.

21 Jean-Marie Le Gall, *Le Mythe de saint Denis. Entre Renaissance et Révolution*, Seyssel, Champ Vallon, 2007, p. 112-143.

22 Paolo Cozzo, « Vite di santi nella "più occidentale Italia". Agiografia, territori e dinastia nel Piemonte sabauda di Età moderna », contribution au colloque « Italia Sacra », sous la direction de T. Calì, M. Duranti et R. Michetti, à paraître.

23 Rolf Quednau, *Die Sala di Costantino im Vatikanischen Palast: zur Dekoration der beiden Medici-Papste Leo X und Clemens*, New York, Hildesheim, 1979.

24 Voir la *Tenture de l'histoire de Constantin d'après Jules Romain*, manufacture Gobelins (GMTT 44/1), et la *Tenture de l'histoire de Constantin d'après P. P. Rubens*, manufacture du Faubourg (GMTT 43/1).

25 Sergio Roda, « La trasformazione del III e IV secolo: tesaurizzazione del nuovo ruolo politico-strategico della Cisalpina occidentale », dans *Storia di Torino*, t. I, *op. cit.*, p. 233-242, en particulier p. 240-241 ; Arnaldo Marcone, *Pagano e cristiano. Vita e mito di Costantino*, Roma/Bari, Laterza, 2002, p. 48-49.

Cet épisode fournit aux érudits savoyards l'occasion de réfléchir sur la figure et le rôle de Constantin et de l'insérer parmi les grands personnages auxquels avaient été liées, dans un passé lointain et mythique, les destinées de la terre subalpine. Une fois de plus, c'est Philibert Pingon qui mit en relief cet événement dans son *Augusta Taurinorum*. L'auteur s'intéressa aux effets que l'édit impérial eut sur Turin : le temple d'Isis fut transformé en l'église de San Solutore, tandis que celui de Diane fut renommé « San Silvestro », effaçant ainsi la honte du paganisme sous le signe duquel était née Turin<sup>26</sup>. L'intérêt des autres érudits à la cour fut encore plus marqué. Guglielmo Baldessano traita de l'empereur dans toutes ses oeuvres, en particulier dans la *Storia delli imperatori Costantino il Grande, Teodosio e Carlo Magno* (demeurée inédite)<sup>27</sup> et dans l'*Historia ecclesiastica*, dans laquelle le souverain était loué pour sa contribution à la christianisation du Piémont<sup>28</sup>.

264

Baldessano insérait le Piémont parmi les terres de vocation chrétienne les plus anciennes et les plus enracinées, faisant du duché de Savoie une entité politico-dynastique privilégiée par rapport aux autres, précisément grâce à la force d'une sacralité ancienne amplement diffusée sur le territoire. Brizio également, reprenant Baldessano, mis l'accent sur la victoire obtenue par Constantin à Turin, introduisant le thème de la vision de la croix et de la devise « *In hoc signo vinces* », qui se serait produite en Piémont, près d'Asti ou de Turin, ou plus probablement dans le val de Suse<sup>29</sup>. Le fait que Constantin ait eu une vision en terre subalpine – événement décisif non seulement dans la vie de l'empereur mais aussi dans l'histoire du christianisme – ne pouvait laisser indifférent le pouvoir ducal. Ce n'est pas un hasard si certaines des armoiries de Charles-Emmanuel montrent que les symboles constantiniens (la croix<sup>30</sup> et l'aigle bicéphale<sup>31</sup>) ont influencés le duc – un prince qui, plus que les autres, se

26 P. Pingon, *Augustae Taurinorum Chronica et Antiquitatum Inscriptiones*, op. cit., p. 16.

27 Archivio di Stato di Torino, Corte, Biblioteca antica, ms. j-b IX, 12.

28 Paolo Cozzo, « Costantino nella storiografia ecclesiastica del ducato di Savoia nella prima Età moderna », dans Giorgio Bonamente, Giorgio Cracco et Klaus Rosen (dir.), *Costantino il Grande tra Medioevo ed Età moderna*, Bologna, Il Mulino, 2008, p. 257-271, en particulier p. 269.

29 P. Brizio, *Progressi*, op. cit., p. 129-130.

30 Sur ce signe et sa fonction iconographique, voir Wilhelm Ziehr, *Das Kreuz: Symbol, Gestalt, Bedeutung*, Stuttgart/Zürich, Belser, 1997, p. 50-61 ; Boris Ulianich et Ulderico Parente (dir.), *La Croce. Iconografia e interpretazione (secoli I-inizio XVI)*, Napoli, E. de Rosa, 2007, I-III.

31 L'effigie de l'aigle impérial attribuée à Constantin suggère une intéressante contamination symbolique. On sait que l'emblème impérial romain était l'aigle monocéphale : au contraire, on trouve ici un aigle avec deux têtes et un halo (emblème de l'Empire romain germanique) qui représente le couronnement pontifical. L'attribution à Constantin d'un symbole médiéval apparaît donc comme un anachronisme héraldique qui témoigne de la tendance à trouver les formes et les signes de la légitimation du pouvoir dans une origine noble et lointaine, comme l'Antiquité romaine : voir Silvio Leydi, « *Sub umbra imperialis aquilae* » : *immagini del potere e consenso politico nella Milano di Carlo V*, Firenze, Olschki, 1999, p. 34-35.

montra séduit par la puissance de l'iconographie religieuse – à tel point qu'il voulut les représenter dans ses livres de blasonnement<sup>32</sup>.

Le duc savoyard, dont la propension à l'écriture est bien connue<sup>33</sup>, avait aussi fait allusion au premier empereur chrétien dans l'une de ses poésies, dédiée justement à saint Constantin<sup>34</sup>. En réalité, ces vers furent composés en l'honneur non du premier empereur chrétien, mais bien d'un homonyme, l'un des martyres de la légion thébaine. L'ambiguïté onomastique permit à Charles-Emmanuel d'établir un lien solide entre les traditions constantinienne et thébaine, qui semblaient trouver leur synthèse dans la dynastie savoyarde. C'est ce qui ressort des pages de Baldessano, en particulier de sa *Sacra historia thebea* (œuvre hagiographique qui devait reconstruire l'histoire de la légion de saint Maurice et retracer une géographie de son culte), dans laquelle Constantin et sa mère Hélène sont présentés comme les premiers dévots de saint Maurice<sup>35</sup>. L'empereur et sa mère auraient même eu l'occasion de visiter Agaune, la localité du Valais où les Thébains auraient trouvé la mort, et cette expérience, « *essendo all'ora tanto fresca e tanto celebre la memoria di quel sì glorioso martirio* », aurait suscité en eux le désir de « *fabbricare in honore loro qualche tempio* »<sup>36</sup>.

Dans les pages de Baldessano, Constantin devient le dévot principal des saints thébains, et sa figure finit par devenir symétrique de celle de Maurice car tous deux étaient des soldats du Christ et des saints militaires<sup>37</sup> : l'empereur des Romains et le duc des Thébains tendaient ainsi à s'identifier l'un à l'autre. De ce rapprochement, le plus moderne des interprètes était le duc savoyard, dont le rôle de gardien des portes de l'Italie contre les infiltrations hérétiques était

32 P. Cozzo, « Costantino nella storiografia ecclesiastica », art. cit., p. 266.

33 Marziano Guglielminetti, « Carlo Emanuele I scrittore », dans Giuseppe Ricuperati (dir.), *Storia di Torino*, t. III, *Dalla dominazione francese alla ricomposizione dello Stato (1536-1630)*, Torino, Einaudi, 1998, p. 654-672.

34 « *Magnifico fu 'l dono / che Constantino al gran Silvestro fece / ma è più assai donar qual te la vita, / magnanimo guerriero, / con fé ben stabilita / che dar citadi e stati / e tesori pregiati / poi che tu forte e d'animo sincero / del ciel il grande impero / non con regni o con beni / ma col sangue e 'l martirio sol lo tieni* » ; voir Maria Luisa Doglio, « Il "teatro poetico" del principe: rime inedite di Carlo Emanuele I di Savoia », dans Mariarosa Masoero, Sergio Mamino et Claudio Rosso (dir.), *Politica e cultura, nell'età di Carlo Emanuele I. Torino, Parigi, Madrid*, Firenze, Olschki, 1999, p. 165-189, en particulier p. 188.

35 Guglielmo Baldessano, *La Sacra historia di San Mauritio arciduca della Legione Thebea et de' suoi valorosi Campioni, nella quale oltre l'atroce persecutione & gloriosa esaltatione di detti SS. & il severo castigo de' loro persecutori già descritti nella prima editione si è aggiunta la solennissima Traslatione delle venerande Reliquie d'esso generale thebeo & d'altri compagni con miracoli & altre cose notabili. Con l'origine, unione e privilegi dell'Ordine militare de' SS. Mauritio & Lazzaro. Al Serenissimo Carlo Emanuele duca di Savoia Gran Maestro di detto Ordine*, in Torino, appresso Gio. Domenico Tarino, 1604, p. 161-162.

36 *Ibid.*

37 Sur cette typologie hagiographique, voir Anna Benvenuti, « I santi guerrieri », dans Alessandro Barbero et Andrea Merlotti (dir.), *Cavalieri. Dai Templari a Napoleone. Storie di crociati, soldati, cortigiani*, Milano, Electa, 2009, p. 35-47.

l'exemple parfait, aux yeux de la culture de cour et de l'image qu'elle diffusait, du « prince chrétien pieux qui combattait pour la foi » dont César Baronius avait vu le prototype dans l'empereur romain<sup>38</sup>.

Dans cette tentative pour se présenter comme le souverain moderne qui avait fait de la défense de l'orthodoxie catholique son paradigme éthique et politique, Charles-Emmanuel se focalisa sur le réemploi du mythe thébain. La tradition hagiographique de saint Maurice et de ces compagnons, dont les reliques étaient diffusées dans tout l'arc alpin, fut utilisée par la culture de la cour savoyarde pour soutenir l'expansionnisme ducal et sa politique anti-protestante<sup>39</sup>. Un exemple concret en est l'annexion du marquisat de Saluces, le micro-État envahi par Charles-Emmanuel, officiellement pour mettre un frein à l'infiltration hérétique<sup>40</sup>. L'opération militaire, qui donna naissance à une longue guerre avec Henri IV se terminant en 1601, fut accompagnée par une stratégie culturelle dont le but ultime fut de « savoyardiser » (*sabaudizzare*) les anciennes dévotions locales. Les cultes patronaux du marquisat (les martyres Chiaffredo et Costanzo, deux saints militaires vénérés dans tout l'État de Saluces depuis des siècles), furent en effet inscrits par Baldessano et ses épigones parmi la légion thébaine de saint Maurice, métaphore de l'armée de Charles-Emmanuel<sup>41</sup>. L'iconographie aussi se plia à ce projet idéologique précis : les images des saints, qui auparavant montraient de vagues attributs militaires, commençaient à présenter des références explicites à la tradition de saint Maurice, comme la croix trilobée, la même qui apparaît sur les enseignes de l'ordre chevaleresque de la maison de Savoie et avec laquelle le duc avait exigé d'être peint<sup>42</sup>. Réutilisant des cultes locaux préexistants, revêtus de nouvelles significations adaptées à la politique ducale, les Savoie validèrent sur un plan idéal une conquête réalisée par le recours aux armes.

Parmi les stratégies de réemploi mises au point par la culture de la cour entre le XVI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècle, l'hagiographie dynastique joue un rôle particulier.

38 A. Marcone, *Pagano e cristiano*, op. cit., p. 189.

39 Paolo Cozzo, « Antichi soldati per nuove battaglie. La riscoperta del culto tebeo nelle "valli infette" », *Bollettino della Società di Studi Valdesi*, 188, 2001, p. 3-23.

40 Marco Fratini (dir.), *L'annessione sabauda del Marchesato di Saluzzo tra dissidenza religiosa e ortodossia cattolica, secoli XVI-XVIII*, Torino, Claudiana, 2004. Voir aussi Stéphane Gall, *Charles-Emmanuel de Savoie. La politique du précipice*, Paris, Payot & Rivages, 2012, p. 134-139.

41 Paolo Cozzo, « Una leggenda che cambia. Chiaffredo e Costanzo da patroni del marchesato di Saluzzo a legionari sabaudi », *Annali dell'Istituto storico italo germanico in Trento*, 26, 2000, p. 641-656.

42 Sur le *Ritratto di Carlo Emanuele I duca di Savoia entro la croce di San Maurizio e intreccio di scritte con preghiere celebrative del potere sabauda (1585-1586)* réalisé par Alessandro Ardente sur une feuille d'ardoise, voir Anna Maria Bava, « Arti figurative e collezionismo alle corti di Emanuele Filiberto e di Carlo Emanuele I », dans *Storia di Torino*, t. III, op. cit., p. 312-340, en particulier p. 319, fig. 7.

Les Savoie, par rapport à d'autres lignages, ne pouvaient pas s'enorgueillir de la présence de « *santi in famiglia* » reconnus officiellement par l'Église. Pour cela, les ducs cherchèrent à obtenir la canonisation de modèles de sainteté familiale mieux adaptés aux programmes politiques et culturels de la cour. L'attention se concentra sur Amédée IX, le duc mort en 1472 (après une brève et difficile expérience de gouvernement suivie par une période de forte instabilité) qui avait montré une nature bienveillante et prodigue. Dès le lendemain de sa mort, le sentiment général portait à le déclarer « bienheureux » et à faire de son sépulcre à Verceil un sanctuaire fréquenté par les populations locales. Amédée fut proposé comme modèle de sainteté au début du xvi<sup>e</sup> siècle, quand l'archevêque de Turin, Claude de Seyssel, mit sur pied sans succès un premier procès de canonisation<sup>43</sup>. Un siècle plus tard, Charles-Emmanuel rouvrit le dossier. Enrichi par une imposante enquête que le duc avait dirigée auprès des fonctionnaires ducaux dans toutes les terres savoyardes afin d'attester la diffusion et l'ancienneté du culte rendu à son ancêtre<sup>44</sup>, il avait pour but de recenser toutes les vertus du prédécesseur, présenté comme un souverain bon, mais également comme un prince chrétien prêt à combattre pour la foi. Le dossier laissait transparaître une forte attention aux témoignages (essentiellement iconographiques) dans lesquels le bienheureux était représenté avec les attributs du prestige dynastique, en particulier avec l'insigne des ordres chevaleresques de la maison de Savoie (l'Annunziata et l'ordre de saint Maurice). Cette dernière référence iconographique permettait d'établir un lien idéal entre le bienheureux et saint Maurice, et achevait de démontrer que le leitmotiv de la culture de la cour de Charles-Emmanuel (le parallèle entre le duc de Savoie et le duc des légions thébaines) avait une légitimité solide et profonde, qui puisait ses racines dans l'histoire de la *beata stirps* savoyarde. La figure d'Amédée IX devint ainsi l'objet d'un réemploi à la cour qui, par la diffusion de son image, associait la charité pour les pauvres (soulignée entre le xv<sup>e</sup> et le xvi<sup>e</sup> siècle) au courage et aux vertus militaires (qui avaient tendance à devenir prépondérantes)<sup>45</sup>. Il ne faut pas alors s'étonner de ce que la cour ducal regardait avec beaucoup d'intérêt les témoignages iconographiques qui accentuaient la valeur d'Amédée IX, même en présence d'équivoques évidents, comme dans le cas de ces images retrouvées

43 Pier Giorgio Longo, « Claudio di Seyssel e il rinnovamento della Chiesa torinese (1517-1520) », dans *Storia di Torino*, t. II, *op. cit.*, p. 794-807, en particulier p. 802.

44 Angelo Torre, « Atti per i santi, discorsi di santità. La beatificazione di Amedeo IX di Savoia », *Quaderni storici*, 102, 1999, p. 705-731. Voir aussi M. Merle, « Le portrait du Saint Prince : représentations du Bienheureux Amédée IX de Savoie durant la seconde moitié du règne de Charles-Emmanuel I (1612-1630) », dans F. Buttay et A. Guillausseau (éd.), *Des saints d'État ? Politique et sainteté au temps du concile de Trente*, Paris, PUPS, 2012, p. 137-152.

45 Paolo Cozzo, *La geografia celeste dei duchi di Savoia. Religione, devozioni e sacralità in uno Stato di Età moderna (secoli XVI-XVII)*, Bologna, Il Mulino, 2006, p. 201-215.

à Pignerol qui montraient le bienheureux, prince indompté et victorieux, en train de recevoir l'hommage des chevaliers croisés ou d'entrer dans la ville d'Ancône « *doppo havutta la vittoria in mare contro i turchi*<sup>46</sup> ». Il s'agissait en effet d'un échange criant d'identité entre Amédée VI, le Comte Vert, héros de l'expédition anti-turque de Gallipoli en 1366, et Amédée IX, qui ne mis jamais les pieds sur les terres d'Orient et ne brilla point pour ses vertus militaires. Dans le processus de réemploi, le bienheureux Amédée devint ainsi le protecteur spécial de Charles-Emmanuel : non seulement sur le lit de maladie (comme le montre un superbe ex-voto en or conservé à Verceil<sup>47</sup>), mais aussi sur le champ de bataille où le bienheureux se présentait avec Charles Borromée dans la lutte contre les hérétiques<sup>48</sup>. La véritable identité de l'aïeul passa ainsi au second plan par rapport à la fonction à laquelle il était appelé par l'appareil idéologique mis au service de la politique ducal.

268

L'essence des stratégies de « réemploi de l'histoire » opérées à la cour savoyarde du premier âge moderne se situe ainsi, probablement, dans cette tendance à l'osmose entre la réalité de significations perméables et interchangeable, à l'œuvre dans l'élaboration de certains des symboles dynastiques de la maison de Savoie.

<sup>46</sup> Archivio di Stato di Torino, Corte, Storia della Real Casa, Storie particolari, ms. 7, fasc. 1, n. 5, Lettera del prevosto Ressano a riguardo delle pitture antiche del Beato Amedeo che si ritrovano nella città di Pinerolo, 24 marzo 1609.

<sup>47</sup> Voir Anna Maria Bava, « La collezione di oggetti preziosi », dans Giovanni Romano (dir.), *Le collezioni di Carlo Emanuele I di Savoia*, Torino, Fondazione CRT, 1995, p. 265-347, en particulier p. 284.

<sup>48</sup> Sur l'œuvre du graveur Charles Audran, qui semble citer un épisode de la guerre de Provence (1590-1593), voir Felicita De Negri Gai, « Carlo Emanuele I raffigurato in battaglia », dans *I rami incisi dell' Archivio di Corte*, op. cit., p. 172-174.

## HISTOIRE ET AUTORITÉ ÉPISCOPALE SELON FRÉDÉRIC BORROMÉE, ARCHEVÊQUE DE MILAN\*

Marie Lezowski

À moins qu'elle n'exalte une dynastie, l'historiographie tridentine est rarement étudiée pour ses implications politiques mais le plus souvent dans le contexte de sa composition : soit un diocèse, quand le récit est appuyé sur la chronologie épiscopale ; soit un ordre donné, quand il est fondé sur la succession des abbés à la tête d'une communauté. La marge d'initiative des auteurs et de leurs commanditaires est limitée à l'illustration locale du projet historiographique universel de l'Église, dont l'exécution a été confiée à Cesare Baronio, puis à des continuateurs ; on valide ainsi la thèse classique d'une dégradation de l'histoire tridentine dans la défense de privilèges particuliers, notamment ceux des réguliers<sup>1</sup>. La réception des *Trois Décades des Histoires de l'Église de Milan*, publiées entre 1617 et 1628, que je me propose d'étudier ici, ne répond en rien à ce schéma. Leur auteur, le prêtre milanais Giuseppe Ripamonti, est stipendié par le Collège ambrosien, fondé et doté par l'archevêque de Milan Frédéric Borromée, mais une initiative de l'historien est à l'origine d'appropriations inattendues de l'œuvre, qui entrent en contradiction avec le dessein du mécène : en 1618, Ripamonti tente de fuir Milan pour passer au service d'un autre mécène, enfreignant ainsi les constitutions du Collège ambrosien et la règle générale de résidence.

Les répercussions de cet événement initial, si elles tiennent en partie à la personnalité de l'auteur et à la stature du mécène, ne donnent pas seulement

\* Je souhaite remercier M. Carlo A. Pisoni, archiviste de l'Archivio Borromeo-Arese (Isola Bella) [désormais ABIB]. Sans lui, je n'aurais pu accéder aux actes du procès de Giuseppe Ripamonti. Qu'il trouve ici l'expression de ma gratitude. Les abréviations utilisées dans cet article sont BAMi : Bibliothèque ambrosienne ; ASMi : Archivio di Stato di Milano ; ASCMi : Archivio storico civico di Milano.

1 S. Bertelli, *Ribelli libertini e ortodossi nella storiografia barocca*, Firenze, La Nuova Italia, 1973. Voir la partition entre histoire générale de l'Église, histoire des ordres religieux et histoire civile dans M. Firpo (dir.), *Nunc alia tempora, alii mores. Storici e storia in età posttridentina*, Firenze, Olschki, 2005. P. Cozzo tempère cette distinction, en illustrant par le cas savoyard la contiguïté entre histoire ecclésiastique et exaltation dynastique (P. Cozzo, « Fra militanza cattolica e propaganda dinastica. La storiografia di Guglielmo Baldessano [1543-1611] nel Piemonte Sabauda », dans *ibid.*, p. 397-414).

matière à un récit pittoresque. Les deux seules études, anciennes, qui sont consacrées à cet homme de lettres aujourd'hui bien oublié, se sont contentées de rejouer le procès à partir des sources judiciaires et de confirmer la culpabilité d'un homme vénal et prompt à la calomnie : elles limitent la portée de l'épisode aux initiatives d'un individu fantasque<sup>2</sup>. Les actes du procès intenté à l'historien en août 1618 méritent pourtant d'être lus comme un témoignage rare de la réception d'une œuvre tridentine. Les personnes appelées à témoigner de leur lecture des *Histoires* ne le font pas sans contraintes ni incitations ; mais la source judiciaire n'en constitue pas moins un accès très précieux aux perceptions contemporaines d'une histoire diocésaine, à la manière dont on peut en user et surtout en mésuser. À travers les réemplois du texte, connus par le procès ou accomplis au cours du procès, on peut restituer l'horizon de réception du premier volume des *Histoires* dans toute sa complexité. Le réemploi envisagé de l'histoire ecclésiastique de Milan au profit de mécènes profanes est aussi lié au statut particulier de l'auteur, c'est-à-dire celui de docteur du Collège ambrosien, dont il est également question dans les interrogatoires. Enfin, le réemploi de l'œuvre ne s'achève pas avec l'incarcération de Ripamonti : le plus singulier est encore celui qui transforme l'histoire archiépiscopale voulue par Frédéric Borromée en *storia patria*, au début des années 1640.

#### L'ORIGINE DU PROCÈS : PROJET DE RÉEMPLOI ET RÉEMPLOI RÉEL

Frédéric Borromée, qui a nommé Giuseppe Ripamonti docteur en charge de l'écriture de l'histoire dès 1609, soit peu de temps après la fondation du Collège ambrosien, n'a pas laissé de théorie détaillée de l'histoire<sup>3</sup>. On ne peut saisir le projet médité par le cardinal que par le contenu même des *Histoires* commandées à Ripamonti, financées par l'intermédiaire du Collège, et par la très vigoureuse réaction de l'archevêque au départ manqué de son protégé. Le dessein de Frédéric Borromée, à l'origine de la composition d'une histoire des archevêques milanais, est bien apologétique, mais le discours historique ne se contente pas de développer l'*officium proprium* du bréviaire milanais. Il est aussi fortement influencé par les impératifs du gouvernement épiscopal et appuie la défense des prérogatives juridictionnelles de l'ordinaire face à un certain nombre de contre-pouvoirs milanais, notamment face au gouverneur.

2 I. Cantù, *Le vicende della Brianza e de'paesi circonvicini*, Milano, Santo Bravetta, 1836 ; F. Cusani, « Paolo Moriggia e Giuseppe Ripamonti », *Archivio Storico Lombardo*, IV, 1877, p. 43-69.

3 L'histoire n'est pas dissociée, dans le programme tracé par Borromée pour le Collège ambrosien, de l'ensemble des savoirs. Elle est conçue comme une initiation aux lettres, dont le point d'aboutissement est la philosophie et la théologie. Cf. F. Buzzi, « Il progetto culturale milanese di Federico Borromeo », *Studia Borromaica*, 19, 2005, p. 203-245.

À cela, rien de plus clair que le traitement de la vie de saint Charles, qui occupe la troisième *Décade* et vers laquelle tend l'ensemble des *Histoires*. Plusieurs moments attendus et délicats, notamment l'épisode de l'excommunication du gouverneur Requesens, sont savamment composés pour tenir un juste milieu entre la biographie de Carlo Bascapè, marginalisée pour sa trop forte charge polémique, et la *vita* de référence, due à Giovanni Pietro Giussani, qui gomme au contraire la violence des affrontements entre Charles Borromée et les gouverneurs espagnols<sup>4</sup>. L'histoire officielle imprimée, à une époque où le gouverneur de Milan ne finance pas d'historien, est conçue par Borromée comme un signe éclatant de son autorité. Un fort lien de subordination unit Ripamonti au cardinal, en tant que membre du Collège ambrosien stipendié par un mécène, et prêtre dépendant d'un ordinaire.

Si l'achèvement de l'œuvre laisse penser à un plein succès, deux réemplois de la première *Décade* font toutefois peser une grave menace sur le projet borroméen : l'un, seulement envisagé, l'autre, réellement accompli. Ces deux épisodes révèlent la désinvolture avec laquelle Ripamonti considère son travail pour le compte de l'Ambrosienne. Le départ évité de l'historien à l'été 1618 aurait pu donner lieu à un réemploi de matériaux manuscrits ou imprimés sur l'histoire de Milan, dont les conséquences sont mûrement pesées par Frédéric Borromée au cours du procès. D'autre part, les projets de fuite de l'historien sont aggravés, aux yeux des juges, par des irrégularités dans la composition de la première *Décade*, et notamment par l'expérience avérée d'un réemploi, entre pastiche et satire. La tentative d'émancipation de l'homme de lettres est l'occasion d'un examen judiciaire de l'œuvre publiée, qui met en évidence les signes d'une prédisposition funeste au collage des sources et à leur détournement parodique et polémique. Le réemploi seulement conçu et jamais porté à exécution et celui accompli dans l'œuvre imprimée sont donc examinés de concert devant le tribunal criminel de l'archevêque, à partir d'août 1618.

Dès les premiers interrogatoires, il est établi que Ripamonti a prêté une oreille complaisante aux offres du gouverneur Pedro de Toledo, sur le point de résigner sa charge, acceptant de lui un acompte sur ses futurs gages, à l'été 1618 ; et dans les années 1610, à d'autres propositions venues de toute l'Italie du Nord, en particulier des ducs de Savoie et de Mantoue<sup>5</sup>. La perquisition accomplie à son domicile le 6 août 1618 porte notamment sur les manuscrits réunis par

4 G. Ripamonti, *Historiarum Ecclesiae Mediolanensis Pars III. De origine et pontificatu D. Caroli, Mediolani, ex Collegij Ambrosiani Typographia*, 1628, p. 180-181.

5 ABIB, *Scienze, lettere ed arti, Storia e storici, Ripamonti, Processo* [désormais *Processo*], fasc. 6, *De discessu in Hispania*, et fasc. non numéroté, *De alijs historijs quam Ecclesiae Mediolanensis eae profanis per Ripamontium scriptis*. Aucun des fascicules du procès n'est folioté.

l'historien dans deux grandes malles dans l'espoir de pouvoir fuir, et classés en fonction du mécène auxquels ils pourraient convenir. Le notaire qui dresse le procès-verbal de la perquisition reproduit les titres donnés par Ripamonti à ses dossiers de notes et de compositions. Ce sont autant de points de chute envisagés par l'historien dans les années 1610 : *Pro Venetis, Pro Duce Sabaudiae, Ferrariensium Historiae, Vercellensium Historiae, Farnesianarum Historiae*<sup>6</sup>. Dans les interrogatoires « sur les histoires autres que celles de l'Église de Milan, profanes, écrites par Ripamonti », le vicaire criminel cherche à sonder la portée de ces compositions. L'auteur n'a de cesse de dissocier ces quelques feuilles des *Histoires de l'Église de Milan*, censées l'absorber entièrement dans les mêmes années. Il se souvient par exemple avoir composé « peut-être dix feuilles, mais avec une grande négligence », sur la dévolution de Ferrare aux États pontificaux, à la demande du cardinal Aldobrandini et « quelques petites feuilles [...] par caprice personnel, sans récompense ni demande de quiconque », sur l'histoire immédiate du siège de Vercelli par les armées espagnoles sous le commandement du gouverneur Toledo, dans l'espoir de le servir, à Madrid. À propos de l'histoire d'Alessandro Farnèse, il concède avoir composé « une introduction, je crois rien de plus, à la demande de je ne sais plus qui, je ne me souviens plus, mais je n'ai pas achevé l'histoire, parce que c'était une inspiration subite<sup>7</sup> ». Bref, Ripamonti nie avoir agi de manière réfléchie afin de préparer sa reconversion ou avoir accordé une place quelconque aux *Histoires* dans ses tractations. Mais le résultat de la perquisition du 6 août dément par avance cette ligne de défense, puisque l'historien emporte ces compositions et des notes inédites, mais aussi, selon le procès-verbal dressé, « de nombreuses pièces d'écritures [...] qui sont des parties de l'histoire, placées toutes dans un grand fascicule sur lequel est écrit *Historiae impressae* ».

La disposition de Ripamonti au réemploi trouve confirmation dans la lecture judiciaire des *Histoires* : le vicaire criminel y identifie des attaques contre des prêtres milanais, dissimulées sous les masques grossiers de l'antique, et surtout contre l'archevêque Borromée. Des interrogatoires répétés s'emploient à démonter la genèse concrète et les circonstances de la composition des pages polémiques de la première *Décade*, à partir de la tentative de fuite de l'historien. Pour le tribunal, le détournement parodique d'un épisode de l'histoire antique milanaise est le premier indice d'une vaste entreprise de dénigrement de Borromée projetée par l'historien – heureusement empêchée par son incarcération – et d'un renversement complet du sens de l'histoire

6 ABIB, Processo, fasc. 6, *loc. cit.*, 6 août 1618.

7 ABIB, Processo, fasc. *De alijs historijs*, *loc. cit.*, interrogatoire de G. Ripamonti du 16 octobre 1618.

ecclésiastique : de l'éloge de l'archevêque à travers les époques à la fustigation du cardinal. Il y a donc une continuité implicite, dans l'esprit des juges, entre les enquêtes conduites sur les ébauches d'histoires à la gloire d'autres possibles mécènes, et celles sur les pages à clé du premier volume.

L'épisode qui arrête leur attention se déroule sous le pontificat de Grégoire le Grand (590-604) et sous l'épiscopat de Constance à Milan, et concerne un certain Fortunat, un familier de l'archevêque indument chassé de ses fonctions par des individus non identifiés. Les deux lettres authentiques du pape qui fondent le récit n'en disent guère plus, si ce n'est que Grégoire invite l'évêque à ne pas céder à la haine contre ce personnage et à prendre l'affaire en mains<sup>8</sup>. À partir de ce maigre matériau, découvert à l'occasion de séances de travail à la Bibliothèque ambrosienne<sup>9</sup>, l'historien brode un récit injurieux pour accabler la justice épiscopale, dont il a été la victime dans le litige qui l'oppose, au moment même de l'impression de l'œuvre, aux autorités du séminaire de Milan sur les frais de son entretien. Or, il ne se contente pas de s'en prendre à d'obscurs seconds couteaux, mais à Frédéric Borromée lui-même. En glosant sur la seconde lettre conservée dans le *Registrum* de Grégoire (V, 18), Ripamonti colore l'épisode pour le dramatiser et l'identifier à son propre cas. Il ajoute ainsi une description satirique de ses adversaires et juges dans le litige, que les contemporains reconnaissent à certains traits – l'obésité de l'un, le bégaiement de l'autre, leur origine étrangère. Les interpolations ont lieu visiblement en deux temps. Ripamonti se dit d'abord confiant dans l'issue du procès et distingue Borromée des juges iniques du tribunal : « je ne peux croire que Constance ait été long à saisir l'occasion de rétablir Fortunat » ; un peu plus loin, sans doute après l'échec d'un recours dans son procès, il revient sur la confiance accordée à l'archevêque, à partir de la seconde lettre de Grégoire. L'attaque est alors portée contre Frédéric Borromée : « j'ai trouvé dans les mêmes lettres, contrairement à ce que j'avais cru auparavant, que Constance était très hostile à Fortunat ». Il ne croit plus, pour Fortunat, qu'en l'arbitrage romain, et fustige l'arbitraire de la justice épiscopale<sup>10</sup>. La menace que représente le départ de Ripamonti, l'hypothétique réemploi injurieux d'archives amassées à la Bibliothèque ambrosienne trouvent donc un aliment concret dans l'œuvre imprimée.

8 M. Redeyllet et P. Minard (éd. et trad.), *Registre des Lettres*, Paris, Le Cerf, t. II, 2008, lettre IV, 37 et renvoi à la lettre V, 18.

9 ABIB, *Processo*, fasc. 4, *Testes supra injurijs contra superiores*, interrogatoire de G. Visconti, docteur de l'Ambrosienne, 12 août 1619.

10 G. Ripamonti, *Josephi Ripamontii e Collegio Ambrosiano Historiarum ecclesiae Mediolanensis decas prima, cum privilegio*, Mediolani, ex Collegij Ambrosiani Typographia, 1617, exemplaire non censuré [type BnF, K 3056], p. 514-517 et 525-527.

La première *Décade* est réemployée au cours des interrogatoires comme une preuve à charge contre l'accusé. Ces lectures répétées peuvent donner à croire que le procès ouvert à l'été 1618 est avant tout celui d'un livre. Mais la nature du procès est plus complexe. Le tribunal procède à une identification expéditive des irrégularités advenues pendant l'impression de l'ouvrage, pour en venir à une mise en accusation approfondie de l'historien, selon des critères moraux et dogmatiques. Pourtant, il est difficile d'y voir un simple procès inquisitorial conduit par le tribunal de l'archevêque : au printemps 1619, le procès passe sous la tutelle éminente de l'Inquisition romaine. C'est précisément la qualité de *letterato* de Ripamonti qui explique ces anomalies.

274

Dès les premiers interrogatoires, le tribunal établit que la longue impression du volume, en 1616-1617, a été émaillée de transgressions des règles de la censure préalable. L'auteur est intervenu sur le texte après l'obtention de l'*imprimatur* et a proposé tant de remaniements aux imprimeurs que ceux-ci ne sont plus en mesure d'en dire le nombre. Pis, l'original soumis à l'examen de l'inquisiteur et du délégué de l'archevêque a été égaré par l'accusé<sup>11</sup>. Le procès est alors susceptible de prendre la direction d'une enquête systématique sur ces graves infractions. Le tribunal, sans aucun doute à la demande de Frédéric Borromée, contient cependant ce volet de l'enquête dans de strictes limites. Les *Histoires* ne font pas l'objet d'une censure en bonne et due forme, c'est-à-dire d'une lecture suivie par un consulteur, car il est difficile d'envisager une telle lecture de l'histoire officielle du Collège ambrosien, contrôlée à tous les stades de sa composition par les docteurs. L'inachèvement d'une censure en latin et l'embarras du censeur anonyme viennent l'attester. L'auteur de ces notes critiques interrompt son travail au milieu des *Histoires*, car il n'est pas certain que son entreprise soit agréée : « Qu'on voie ce peu de chose, pour savoir si l'on doit continuer ». Il demande à son destinataire de ne pas divulguer son nom ni l'original de la censure : proche de Borromée, il craint que cette censure, visiblement composée à son initiative, ne lui nuise<sup>12</sup>.

Le procès vise donc moins l'œuvre imprimée qu'une plus large propension de Ripamonti à la médisance et à la désobéissance. Mais c'est bien parce que ce talent s'exprime par écrit qu'il est particulièrement dangereux pour l'autorité de Frédéric Borromée. En effet, ce don pour la calomnie n'entre pas

11 ABIB, *Processo*, fasc. 8/2, *In causa Historiae*, porte entièrement sur les interpolations faites par Ripamonti sur l'original, qu'il a décousu et transmis feuille par feuille aux imprimeurs, en ajoutant des mots de sa main ou même en dictant des modifications. Cf. les interrogatoires du 17 septembre 1618.

12 BAMi, S 117 sup., f. 232r-240r, ici f. 240r.

en sommeil au moment de sa détention, puis de sa résidence forcée dans le palais de l'archevêché. La capacité de mobilisation de l'historien, soit par ses suppliques, soit par les soutiens qu'il sollicite, justifie toutes les précautions de Borromée prises pour retenir l'historien en captivité. Ces écritures carcérales sont perdues, mais on peut en apprécier les effets sur le cours du procès. Dès septembre 1618, l'historien cherche à appeler sur lui la protection de Pedro de Toledo, publiquement privé de ses services par le coup de force de Borromée<sup>13</sup> ; dans le même temps, il réclame un procès en appel devant une congrégation romaine. Borromée a sans doute envisagé un règlement extrajudiciaire des fautes commises par Ripamonti : les constitutions du Collège ambrosien stipulent, dans le chapitre *de poenis*, que les docteurs doivent être jugés par les conservateurs, chargés ordinairement du contrôle de leur activité et érigés pour l'occasion en tribunal d'exception, et non par des « juges publics » ; aucun appel ne doit avoir lieu de leur verdict devant la justice ordinaire<sup>14</sup>. L'efficacité des suppliques de Ripamonti contraint cependant à une formulation juridique des raisons de son incarcération. Les actes du procès sont dressés dans le but précis d'être produits à Rome : en septembre 1618, l'archevêque fait annoncer au pape l'envoi des actes du procès, qui doivent attester sa régularité<sup>15</sup>. La reconnaissance des actes du procès à Rome découle d'un accord passé entre le pape et Borromée, et non d'une satisfaction donnée à l'accusé. Selon les mots d'un agent de Borromée dans une entrevue avec Paul V, « pourvu qu'il s'agisse d'un juge de V. S., ici, à Rome, tous seront bons<sup>16</sup> » : l'examen n'est pas confié à un tribunal donné, mais délégué par Paul V à un membre de la congrégation des Évêques et des Réguliers et au commissaire du Saint-Office.

Les suppliques de Ripamonti sont aussi à l'origine du transfert du procès sous le contrôle du Saint-Office. Borromée lui-même, au risque de léser son autorité judiciaire, demande à l'Inquisition romaine la requalification du procès. Une tentative d'évasion de l'historien et l'envoi régulier de suppliques à Rome entre l'automne 1618 et le printemps 1619 confirment en effet les craintes conçues à l'été 1618. Le pire, envisagé à Rome et à Milan, serait le départ de Ripamonti pour un pays où il pourrait donner libre cours à sa verve

13 ABIB, Famiglia Borromeo, Federico III Cardinale, Correspondance[désormais Correspondance], L III 21 (1618-1619), f. 137-138, Borromée à mons. Settala, Milan, 19 septembre 1618 ; BAMi, G 230 inf., f. 478v-479v, Borromée au régent d'Italie Caimo, brouillon, 12 septembre 1618.

14 ABIB, Processo, fasc. 6, *loc. cit.*, consultation du promoteur fiscal de la curie milanaise, 28 octobre 1618.

15 ABIB, Correspondance, L III 21, f. 141, Borromée à Settala, Milan, 26 septembre 1618.

16 BAMi, BAMi, G 313<sup>e</sup> inf., f. 316r-317r, G. B. Besozzi à Borromée, Rome, 26 janvier 1619 (citation) ; f. 321r-v, G. B. Besozzi à Borromée, Rome, 2 février 1619 : « L'affaire de Ripamonti progresse bien ; le père commissaire se comporte à merveille, en traitant avec moi, au fur et à mesure qu'il voit le procès. C'est une bonne chose que l'affaire soit parvenue entre ses mains, parce qu'il ne s'attache pas trop à des détails, comme ferait un légiste ».

satirique contre son ancien mécène. Ce sont les conclusions du rapport fait à Paul V, le 9 mars 1619, par Desiderio Scaglia, commissaire du Saint-Office, pour résumer les premiers résultats de l'enquête conduite à Milan : insistant sur « la qualité du cerveau dudit [Ripamonti], très agité », il plaide pour le maintien en détention, pour l'« amendement » de son esprit malade. Le risque principal d'un élargissement a été révélé par les premiers résultats de l'enquête et est corroboré par le réemploi déjà accompli : « qu'il ne fasse résolution (si on le laisse en liberté) de fuir, peut-être dans des pays hérétiques et, avec le talent de sa plume calomnieuse, de causer des maux infinis, d'autant plus qu'il est à présent révolté et irrité par la captivité<sup>17</sup> ». L'argument vainc les réticences du cardinal à la tête de la Congrégation, Gian Garzia Millini, qui, d'abord, ne voit pas dans le dossier de crime contre la foi. Il inscrit, sur le mode de l'éventualité, le cas de Ripamonti dans un ensemble de clercs catholiques formés aux lettres dans le giron de l'Église, mais passés au service de princes protestants, avec des effets dévastateurs pour Rome<sup>18</sup>. Borromée obtient, en mai 1619, la requalification du procès. L'accusé remet une caution élevée à l'inquisiteur, et non au tribunal de l'archevêque, qu'il ne craint pas assez<sup>19</sup>.

La crainte formulée en 1618-1619 sort renforcée, quelques mois plus tard, d'une nouvelle salve de suppliques. À la fin de 1621, Ripamonti cherche à nouveau à faire appel de son procès devant un tribunal romain. Aux dires d'un agent de Borromée, le nouveau recours tenté par Ripamonti est alors le sujet de toutes les conversations à la curie : certaines « mauvaises langues » accablent l'obstruction faite par Borromée à la poursuite du procès ou à la convocation de l'historien à Rome. Quelques mois et le changement de pontife suffisent à menacer le compromis du printemps 1619<sup>20</sup>. À moyen terme, l'archevêque réussit à l'emporter, mais les lettres de Ripamonti mettent à l'épreuve la vigilance de l'ensemble de ses agents, qui apportent de vigoureux démentis à l'image d'un Borromée oppresseur. L'historien, en jouant de sa condition de *letterato*, réussit par exemple à appeler sur lui la compassion du cardinal neveu Ludovisi, qui recommande à l'archevêque l'indulgence dans le procès du lettré<sup>21</sup>.

17 BAMi, G 313<sup>c</sup> inf., f. 375r-377v, rapport de D. Scaglia, copie envoyée à Borromée le 9 mars 1619.

18 S. de Franceschi, *La Crise théologico-politique du premier âge baroque. Antiromanisme doctrinal, pouvoir pastoral et raison du prince : le Saint-Siège face au prisme français, 1607-1627*, Rome, École française de Rome, 2009, p. 536 sq.

19 ABIB, Correspondance, L IV 9, f. 67, Borromée à G. B. Besozzi, Milan, 8 mai 1619 ; BAMi, G 313<sup>c</sup> inf., f. 440r-441r, Besozzi à Borromée, Rome, 18 mai 1619.

20 BAMi, G 232 inf., f. 114r et 117r, Papirio Bartoli à Borromée, Rome, 8 et 11 décembre 1621.

21 ABIB, Processo, fasc. n.n., Ludovisi à Borromée, Rome, 6 novembre 1621. Le cardinal revient sur sa méprise et affirme ne plus vouloir intervenir dans le cours du procès, « comme il s'agit d'une matière du Saint-Office ».

Comme en 1618-1619, les démarches de Ripamonti contraignent à la reprise des interrogatoires et à l'expédition des procès-verbaux à Rome. La menace d'une comparution directe de l'accusé devant les inquisiteurs romains, agitée au début de 1622 par un agent inquiet, est ainsi l'origine d'un examen de la foi de l'historien, qui prouve par l'exemple l'inutilité d'un procès romain. Enfin, la convocation effective de l'historien à Rome, communiquée à Milan en avril 1622, contraint l'archevêque à clore rapidement un procès qu'il a sciemment laissé en suspens<sup>22</sup>.

De la mise en cause d'un individu pour sa plume venimeuse, sans que soient discréditées les *Histoires de l'Église de Milan*, découle l'ambiguïté de la nature du procès. Les actes n'utilisent l'œuvre historique de Ripamonti, avec circonspection, que pour mettre l'accent sur la disposition d'esprit de l'auteur à la satire et à l'irréligion. Toutefois, la qualité générale de l'histoire officielle du Collège ambrosien n'est jamais mise en cause. Le procès de Ripamonti n'aboutit donc pas à l'expurgation systématique du livre, proposée pourtant par le censeur anonyme. L'examen répété du seul épisode de Fortunat révèle le parti pris inquisitoire des juges. L'accusé, habilement, sans jamais admettre sa culpabilité, se déclare prêt à accepter la pénitence qu'il mérite pour avoir prêté le flanc aux critiques, en particulier la censure des pages incriminées. Dans le même temps, le juge ne cesse de lui réclamer des comptes sur l'intention dissimulée de ces pages, pour obtenir l'aveu qui doit marquer le début de l'amendement voulu par Borromée : ce dialogue de sourds résume la substance des interrogatoires sur les pages à clé<sup>23</sup>. L'enquête n'élucide pas, en revanche, les circonstances qui ont autorisé le contournement, par l'accusé, des règles de la censure préalable. Il est vrai que l'inquisiteur Luigi Bariola refuse de comparaître devant le tribunal de l'archevêque, pour préserver les prérogatives du Saint-Office. Mais le conservateur dépositaire de l'original, qu'il a remis feuille à feuille à Ripamonti, et qui a entendu parler des modifications et de la perte de l'original, n'est pas plus sommé d'expliquer devant la cour les écarts à la règle qu'il a tolérés : l'examen approfondi des responsabilités partagées est reporté à une enquête extrajudiciaire<sup>24</sup>.

Le réemploi judiciaire des pages satiriques des *Histoires* porte la marque de la séparation de l'œuvre et de l'auteur. Le décryptage des pages sur Fortunat a d'abord eu lieu hors du tribunal, entre lecteurs savants qui partagent la maîtrise

22 ABIB, Correspondance, L III 23, f. 30v, Borromée à Millini, Milan, 9 mars 1622, et f. 46r, 13 avril ; BAMi, G 236 inf., f. 252r, G. B. Besozzi à Borromée, Rome, 14 mai 1622.

23 ABIB, Processo, fasc. 8/2, *In causa Historiae*, interrogatoires de Ripamonti, du 30 septembre au 28 novembre 1618.

24 ABIB, Processo, fasc. 8/2, attestation de Luigi Bariola, datée du 24 septembre, par laquelle il affirme n'avoir autorisé l'accusé qu'à des modifications de détail en cours d'impression ; bref témoignage écrit de Besozzi, 30 novembre 1618.

du latin. On peut douter que ces premières lectures aient abouti exactement à l'interprétation donnée devant le juge. Néanmoins, elles rendent compte de l'évidence avec laquelle des lecteurs, fussent-ils des clercs, peuvent chercher dans une histoire, fût-elle apologétique, autre chose que ce qu'elle dit apparemment<sup>25</sup>. L'unanimité de ces lectures tient au contexte judiciaire : elles interviennent après les tractations romaines du printemps 1619, et n'ont d'autre but que de confirmer les conclusions déjà délivrées par le rapport du commissaire de l'Inquisition. Aussi les témoignages recueillis par le vicaire criminel entre août et octobre 1619 sont-ils largement redondants. Les questions du juge préviennent les réponses des témoins, des clercs membres du Collège ambrosien ou liés au séminaire ou au Collège, et les invitent d'abord à confirmer la propension de l'historien à calomnier ses pairs, les recteurs du séminaire, et les ministres de l'archevêque plus largement. La satire dissimulée dans la première *Décade* est envisagée dans la continuité de ces paroles et des griefs portés contre la personne de l'historien. Elles valent preuve, figée par l'impression, d'une tendance marquée à l'irrévérence à l'égard des autorités ecclésiastiques<sup>26</sup>.

Les interrogatoires conduits en 1619 réduisent le cas de Ripamonti du singulier au général, de l'extraordinaire – le procès d'un homme de lettres familier du cardinal Borromée – au banal – celui d'un mauvais prêtre. Pourtant, le justiciable n'est pas un simple prêtre. Les témoins ont tôt fait d'attribuer à la vanité de Ripamonti l'appellation présomptueuse de *letterato*. À l'époque où il n'est que maître de grammaire au séminaire de Milan, entre 1602 et 1609, Ripamonti taxe ceux qui lui adressent des rappels à l'ordre d'« ignorants », qui « v[eul]ent peu de bien aux gens de lettres »<sup>27</sup>. Une fois docteur du Collège ambrosien, il estime avoir droit à certains privilèges, par exemple à la résidence gratuite au séminaire, alors qu'il n'y enseigne plus : c'est l'origine du contentieux qu'il romance dans l'épisode de Fortunat. Mais l'orgueil démesuré prêté à l'historien dissimule une question bien plus foncière. Les constitutions ambrosiennes donnent naissance à un corps restreint de clercs payé pour des travaux littéraires et déchargé de presque tous les devoirs de la prêtrise. Par la création de ce statut à part, Borromée veut permettre à une élite de clercs de se consacrer entièrement aux études. Les docteurs ne sont pas tenus à la *cura animarum* et sont exemptés de la participation à de nombreuses cérémonies. Quand ils célèbrent la messe, ils peuvent le faire dans plusieurs églises milanaïses et à des heures variables,

25 M. Bombart et M. Escola, « Clés et usages de clés : pour servir à l'histoire et à la théorie d'une pratique de lecture », *Littératures classiques*, 54, 2005, p. 5-26.

26 ABIB, Processo, fasc. 4, *loc. cit.*, interrogatoire d'Antonio Rusca, 26 août 1619.

27 ABIB, Processo, fasc. 4, *loc. cit.*, interrogatoire de Giuseppe Visconti, 12 août 1619.

selon leur convenance<sup>28</sup>. Un chapitre des constitutions porte bien sur les mœurs et la foi des docteurs, puisque leurs travaux sont subordonnés à la défense et à l'illustration de la foi chrétienne. Quoique Borromée ait songé à admettre des laïcs au sein du Collège, le docteur est bien un clerc. Toutefois, l'absence de nécessité financière à dire l'office confère aux docteurs une place singulière dans le clergé milanais. Les constitutions tendent à privilégier le spécialiste d'une discipline au détriment du clerc.

Interprété en mauvaise part, le statut du docteur conduit Ripamonti à opposer l'exercice du métier de lettré aux devoirs du prêtre tridentin. Dans les débuts de l'institution, plusieurs épisodes mettent aux prises un docteur avec le Collège des conservateurs. La réduction martelée des mésaventures de Ripamonti aux écarts d'un mauvais prêtre met fin à une ambiguïté fondamentale sur la définition du docteur. Le procès rappelle l'historien à la dignité de prêtre dont il a jusqu'alors refusé les contraintes, malgré plusieurs rappels à l'ordre du Collège des conservateurs à partir de 1616, « en raison de certaines compositions promises et non accomplies, et pour diverses absences aux processions<sup>29</sup> ».

Le verdict des juges, rendu des mois après l'examen de la première *Décade*, le 16 août 1622, ordonne sa réimpression amendée, mais sans identifier les passages litigieux. Les corrections portées sur certains exemplaires des *Histoires* sont sans commune mesure avec la durée du procès, qui doit justifier, comme on l'a vu, le maintien de Ripamonti en résidence surveillée<sup>30</sup>. La plus importante des censures concerne le procès de Fortunat, et redouble la leçon donnée par l'incarcération de Ripamonti. Alors que la lettre de Grégoire ne dit rien de l'activité de Fortunat, Ripamonti campe, dans la première version, un personnage qui « plein d'ardeur, écrivait sans relâche et accomplissait avec empressement son œuvre pour l'Église de Milan » et prête à Constance un amour pour les lettres qui justifie la protection d'abord apportée à Fortunat. Dans les exemplaires corrigés, l'homme de lettres redevient un quidam mal connu par les sources, dont le sort dépend de la justice de l'archevêque. La censure, sous couvert de donner une leçon de méthode, efface le plaidoyer sous-jacent de Ripamonti

28 A. Annoni, « Le Costituzioni e i regolamenti », dans Ada Annoni et Massimo Lanza (dir.), *Storia dell'Ambrosiana. Il Seicento*, Milano, Cariplo, 1992, p. 174.

29 Cité par C. Marcora, « Il Collegio dei Dottori e la Congregazione dei Conservatori », dans A. Annoni et M. Lanza (dir.), *Storia dell'Ambrosiana, op. cit.*, p. 197.

30 Pour identifier les passages censurés après août 1622, il faut se reporter aux deux versions des *Historiarum... decas prima*, qui témoignent d'un rappel imparfait des exemplaires déjà diffusés : nous disposons d'une version non censurée (ex. BnF K 3056 = A) et d'une version censurée (ex. Biblioteca nazionale braidense, I I. III. 21 = B). Les censures concernent une digression inopportune sur la Brianza, après le baptême d'Augustin (A : p. 229-234 ; B : censure et saut de la pagination entre 238 et 241) ; une possible attaque cryptée contre les jésuites (A et B, p. 299-300) ; le procès de Fortunat (A : p. 514-517 et 525-527 ; B : 514-516 et 525-527).

en faveur de la reconnaissance des services particuliers rendus à l'Église par les hommes de lettres. Elle supprime aussi le passage qui justifie l'inquiétude du mécène, dans lequel Ripamonti, méusant de l'autorité de l'historien et des sources antiques, adresse, au nom de Grégoire le Grand, une admonestation charitable à Constance/Borromée. Fortunat est-il seulement prêtre ? Rien n'est moins sûr dans la version censurée, comme dans l'épître originale de Grégoire. La censure rend l'épisode à son insignifiance initiale.

#### LE RÉEMPLOI DES *HISTOIRES DE L'ÉGLISE DE MILAN* : UNE RENAISSANCE DE LA *STORIA PATRIA*

280

Au prix d'un coup de force et de nombreuses négociations, le cardinal Borromée obtient l'achèvement des *Histoires de l'Église de Milan*, avec la publication des deuxième et troisième parties, en 1625 et en 1628. Mais quand, très peu de temps après la mort de l'archevêque, en 1631, l'historiographie du gouverneur du duché et celle de la ville de Milan connaissent une tardive renaissance, en 1634 et 1635, le titulaire de ces deux charges est Giuseppe Ripamonti. En dépit des retards pris dans le versement de sa pension d'historiographe royal, l'attribution d'un canonicat à l'Église de S. Maria della Scala, l'une des rares prébendes de nomination directement royale dans le duché, le situe désormais dans l'orbite des familiers du gouverneur, au palais duquel il réside à la fin des années 1630<sup>31</sup>. Or, le transfert de la plume de l'historien passe aussi par celui de l'œuvre déjà composée, et publiée sous le nom d'histoire ecclésiastique. Les premiers volumes imprimés sur financement public à partir de 1641 sont en effet une simple reprise, pour les événements compris entre 1313 – date à laquelle l'historien ducal Tristano Calco a laissé inachevée sa propre histoire de Milan – et 1584, des pages correspondantes des *Historiarum ecclesiae Mediolanensis decades secunda et tertia*.

Que ce réemploi procède d'un souci d'économie, cela ne fait pas de doute. L'historiographe doit, en théorie, raconter à nouveaux frais l'histoire milanaise depuis le début du xiv<sup>e</sup> siècle. Mais le nouveau cycle porte avant tout sur l'histoire immédiate et sur les guerres qui touchent indirectement le duché depuis 1613, et directement depuis la fin 1635. L'historien ne peut perdre de temps à réécrire et à adapter l'histoire de l'Église déjà publiée.

Toutefois, cet argument pragmatique n'explique pas à lui seul le choix d'une coûteuse réimpression d'une bonne part des *Histoires de l'Église de Milan*, moins de vingt ans après leur première impression, sous la forme de deux in-folio

31 ASMi, Autografi, c. 153, Giuseppe Ripamonti ; ASCMi, Dicasteri 41, séance du 23 décembre 1635 du Conseil général.

somptueusement gravés. Loin d'être caché au lecteur, ce réemploi est exhibé par l'auteur en préface d'un volume du nouveau cycle, publié en 1641<sup>32</sup>. Selon l'historien, le réemploi des *Décades* II et III, autorisé par le patricien délégué du conseil des Soixante (ou conseil de ville) pour surveiller son travail, rend hommage à la véracité du premier cycle, au-delà du changement des commanditaires. Cette interprétation affadit volontairement le sens des *Histoires de l'Église de Milan*, tenues avant tout par Borromée pour une manifestation de son autorité face à d'autres pouvoirs. La préface sanctionne la brutale disparition du mécénat historique archiépiscopal à Milan, avec la mort de son concepteur : la récupération de deux *Décades* en avant-propos du nouveau cycle est une revanche tardive des autorités civiles sur la décision autoritaire du cardinal d'incarcérer l'historien dans son palais, et d'empêcher son départ à la suite du gouverneur Toledo.

Ce réemploi et son ostentation en préface tiennent d'autre part une place dans le nouveau cycle de la nouvelle histoire de la ville, qui naît des cendres des *Histoires de l'Église de Milan*, en s'appropriant pour partie ses armes rhétoriques. Les patriciens font un usage délibéré de la carrière passée de Ripamonti – historien tridentin et hagiographe de Charles Borromée, dans la troisième *Décade* – dans l'histoire du passé récent qu'ils lui commandent : la réimpression est le prélude d'une histoire militaire qui accorde une place de choix à saint Charles Borromée.

L'utilité à financer un hagiographe pour raconter l'histoire immédiate apparaît par exemple dans la première composition inédite de Ripamonti pour le nouveau cycle, le *De Peste*, publié en 1641. Le récit consacré au *triennio* de l'épidémie (1629-1631), aux conséquences dramatiques pour la population et pour les finances urbaines, a pour épilogue inattendu un épisode bien postérieur et a priori sans rapport évident avec la peste : le dévoilement de l'arche de cristal qui reçoit la dépouille de saint Charles, le 4 novembre 1638<sup>33</sup>. L'événement célèbre l'issue d'une des campagnes les plus glorieuses pour les armées espagnoles sur le front italien de la guerre de Trente Ans, à laquelle a concouru l'appui donné par le saint milanais. Toutefois, l'historien lit surtout l'épisode comme la résolution de la peste, et fait de Philippe IV le principal acteur de cet événement, parce qu'il est donateur de l'arche, en réponse à un vœu ancien reformulé à la fin

32 G. Ripamonti, *Iosephi Ripamontii Canonici Scalensis Chronistae Urbis Mediolani Historiae Patriae Libri X*, Mediolani, ex Regio Palatio, apud Io. Baptistam et Iulium Caesarem Malatestam, 1641-1648, dédicace de l'auteur à G. B. Visconti, vicaire de provision et aux Soixante décurions de la ville.

33 G. Ripamonti, *Iosephi Ripamontii Canonici Scalensis Chronistae Urbi Mediolani de Peste quae fuit anno MDCXXX Libri V Desumpti ex Annalibus Urbis quos LX Decurionum auctoritate scribebat*, [Mediolani, apud Malatestas], p. 367-411, « Historiae nostrae fragmentum in quo Divi Caroli celebritas arca donum catholici Regis pompa ducta per urbem anno M DC XXX VIII ».

de l'épidémie milanaise. Le don royal permet de clore le volume, à rebours des attendus, sur une marque de l'intérêt pris par le lointain souverain à la ville de saint Charles. Le réemploi d'un fragment hagiographique, sans doute composé par Ripamonti très peu de temps après l'événement, se substitue à une conclusion attendue : un noir tableau de l'état des finances urbaines, dressé alors par tous les orateurs envoyés par Milan à la cour de Madrid. L'histoire de la peste milanaise composée par Ripamonti partage certains traits avec le discours revendicatif ; mais la conclusion du *De Peste* met en évidence ce qui distingue l'histoire imprimée de la supplique et les échos, voulus par le conseil des Soixante, de l'histoire de l'Église de Milan dans l'histoire immédiate, en particulier de la vie de saint Charles, pour appeler les faveurs du roi ou de ses ministres sur Milan.

La renaissance de l'historiographie civile, interrompue dans le duché de Milan à l'extinction de la dynastie Sforza, doit paradoxalement beaucoup aux initiatives de Frédéric Borromée en faveur d'une historiographie ecclésiastique militante. Le parcours complexe des *Histoires* ne peut être réduit à une succession d'anecdotes, mais met en évidence le lien étroit entre publication d'une histoire tridentine et autorité politique, pour Frédéric Borromée. Il tient à la volonté affirmée de l'archevêque de mener à son terme le projet énergique qu'il établit pour Ripamonti à la fondation du Collège ambrosien. Pour retenir son protégé à Milan, Borromée ne ménage pas sa peine : le sort de l'historien devient un chapitre presque constant des négociations en cours, à Rome et à Madrid, entre 1618 et 1625. Les réemplois – réels, craints par Borromée ou accomplis au cours du procès – rendent compte des difficultés rencontrées par le mécène, même cardinal de l'Église romaine, pour promouvoir une histoire ecclésiastique entendue comme un service exclusif rendu à sa personne. L'échec de ce projet, définitif à la mort de Borromée, est en réalité déjà patent quand Ripamonti poursuit les *Histoires* en captivité. La continuation de l'histoire ecclésiastique ouverte sur les événements civils se dissout en effet dans la plate compilation. L'enfermement de Ripamonti dans le palais archiépiscopal exclut toute séance de travail à la Bibliothèque ambrosienne : pour raconter le Moyen Âge central et le passage de Milan sous la domination espagnole, l'historien ne dispose que de l'*Historia di Milano* de Bernardino Corio et de l'*Historia d'Italia* de François Guichardin<sup>34</sup>. Tributaire d'histoires humanistes, Ripamonti n'a souvent quasi rien à dire sur les pasteurs milanais, ce dont il s'excuse maladroitement auprès

34 ABIB, Processo, fasc. n.n., 1619 al 1622 *Processo criminale della Curia contro Ripamonti*, témoignage d'A. Spriafico, geôlier de Ripamonti, sur les livres de Ripamonti en captivité, 13 octobre 1621.

du lecteur par la place effacée tenue par les archevêques pendant cette période ! La publication du second volume ne vaut plus guère que comme un signe de la résidence forcée de l'historien à Milan. Ainsi, le contenu de la deuxième *Décade* vient – bien loin des projets de Frédéric Borromée – donner à Ripamonti, une fois historiographe de la ville, des arguments pour justifier son réemploi comme *storia patria*.



QUATRIÈME PARTIE

**Pesanteur des mots,  
dynamisme des structures**



CULTURA DELLA VENDETTA E PRATICHE  
DI RESISTENZA NELLO STATO TERRITORIALE:  
OSSERVAZIONI SULL'ARISTOCRAZIA SIGNORILE LOMBARDA  
(XV SECOLO)

*Marco Gentile*

LA NOBILTÀ OBBLIGA

Nel vocabolario delle istituzioni indoeuropee di Émile Benveniste, il settimo saggio della sezione sull'economia è dedicato alla nozione di ospitalità. In quel lavoro, l'insigne linguista constatava che in latino la nozione di «ospite» viene espressa dal termine *hospes*, derivante da un antico composto *\*hosti-pet-s*: è evidente la parentela con *hostis*, che in latino classico acquista, come è noto, il senso di «nemico». Come spiegare una tale divergenza di significati a partire dalla medesima radice? Il paradosso è solo apparente, perché, come mostra Benveniste, la nozione primitiva significata da *hostis* è quella dell'uguaglianza per compenso: *hostis*, in sostanza, è originariamente «colui che è in relazione di compenso»; in altri termini, colui che compensa il dono con un contro-dono<sup>1</sup>. La relazione fra le sfere semantiche dell'inimicizia e dell'ospitalità aiuta a comprendere in che senso la vendetta di sangue e il sistema che la ricomprende (ovverossia la faida, come si tende a dire nell'uso storiografico comune) sia una delle forme dello scambio per eccellenza: uno scambio che, tipicamente, obbliga nel tempo i contraenti. Non si tratta, beninteso, di una scoperta particolarmente originale: una lettura maussiana della vendetta come specchio dove la relazione di offesa e contro-offesa rovescia la relazione di dono e contro-dono è stata già data circa trent'anni fa da Raymond Verdier e successivamente da altri<sup>2</sup>.

1 Émile Benveniste, *Il vocabolario delle istituzioni indoeuropee*, vol. I, *Economia, parentela, società*, Torino, Einaudi, 1976, p. 41-64 (trad. it. di *Le Vocabulaire des institutions indo-européennes*, vol. I, *Économie, parenté, société*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1969). Accenna al problema anche William Ian Miller, «Threat», in Belle S. Tuten and Tracey L. Billado (dir.), *Feud, violence and Practice. Essays in Medieval Studies in Honor of Stephen D. White*, Farnham, Ashgate, 2010, p. 9-27 (p. 12-13).

2 Raymond Verdier, «Le système vindicatoire», in id. (dir.), *La Vengeance. Études d'ethnologie, d'histoire et de philosophie*, vol. I, *Vengeance et pouvoir dans quelques sociétés extra-*

Per quanto riguarda il contesto spaziale e temporale che costituisce l'oggetto di queste note, cioè l'area lombarda e padana tra la fine del Medioevo e l'inizio dell'Età moderna, ciò che mi preme sottolineare con forza è che il linguaggio della vendetta e dell'inimicizia, a diversi livelli sociali e politici, viene utilizzato per invocare degli obblighi: serve per ricordare a qualcuno i suoi obblighi, e serve anche per dire a un terzo: «io *ho dovuto* agire in questo modo perché ho degli obblighi», oppure: «io *non posso* fare questo perché ho degli obblighi». Questi obblighi, normalmente, sono verso un gruppo, il che sul lungo periodo contribuisce a spiegare la recessione – se non proprio della pratica – del linguaggio della vendetta come codice diffuso: a patto naturalmente di essere d'accordo che, grosso modo, uno dei tratti della modernità occidentale è la perdita di terreno dei gruppi rispetto all'individuo<sup>3</sup>.

Nella Lombardia del quindicesimo secolo la vendetta è ancora considerata una giustificazione forte per un comportamento: si tratta di un obbligo vincolante. In questo senso, il ricorso da parte degli attori al linguaggio della vendetta e alla sua rappresentazione, in determinate circostanze, può assumere un significato politico di un certo rilievo. Qualora, beninteso, gli attori dispongano delle risorse necessarie: perché questo modo di gestione del conflitto è molto oneroso, soprattutto dal punto di vista della disponibilità di una rete di relazioni ampia; e anche perché ormai la legislazione (gli statuti cittadini, i decreti principeschi) non legittima più la pratica della vendetta di sangue come invece accadeva in età comunale; vendicarsi, quindi, nel caso del singolo o di una parentela politicamente ed economicamente debole, implica (e implicherà sempre più) mettere in conto la reazione dell'apparato repressivo del potere pubblico oltre a quella degli avversari<sup>4</sup>. Di fatto, nella Lombardia

---

*occidentales*, Paris, Cujas, 1980, p. 11-42; sul tema mi limito a ricordare il recente Mark Anspach, *A buon rendere. La reciprocità nella vendetta, nel dono e nel mercato*, Torino, Bollati Boringhieri, 2007, in particolare alle p. 13-27 (trad. it. di *À charge de revanche. Figures élémentaires de la réciprocité*, Paris, Éditions du Seuil, 2002). In generale, sul tema vendetta/memoria si v. ora William I Miller, *Occhio per occhio*, Torino, UTET, 2008, p. 125-148 (trad. it. di *Eye for an Eye*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006).

3 In generale si v. Norbert Rouland, *Antropologia giuridica*, Milano, Giuffrè, 1992, p. 314-318 (trad. it. di *Anthropologie juridique*, Paris, PUF, 1988); un curioso caso di lunghissima durata (la faida tra i Tournemire e gli Anjony, vecchia di oltre cinquecento anni ed ora combattuta nel cyberspazio di internet) è segnalato da Stuart Carroll, «Vengeance, Kinship Solidarity and Affinity in Late-Medieval and Early Modern France», in D. Bates *et alii* (dir.), *Liens personnels, réseaux, solidarités en France et dans les îles Britanniques (XI<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006, p. 73-86.

4 Anche solo per l'Italia comunale e basso-medievale la bibliografia sul tema è molto cresciuta. Si v. ora il recentissimo Andrea Zorzi (dir.), *Conflitti, paci e vendette nell'Italia comunale*, Firenze, Firenze University Press, 2009, in particolare la densa introduzione del curatore, p. 7-41; e si v. *id.*, «La cultura della vendetta nel conflitto politico di età comunale», in A. Zorzi e Roberto Delle Donne (dir.), *Le storie e la memoria. In onore di Arnold Esch*, Firenze, Firenze University Press, 2002, p. 135-170.

quattrocentesca, la pratica della vendetta di sangue è molto diffusa a tutti i livelli sociali, ma non è una pratica pervasiva – almeno a giudicare dalle fonti a disposizione, che non sono praticamente mai fonti giudiziarie, le quali sono andate quasi interamente perdute e disperse. Colpisce la scarsa visibilità degli elementi rituali nell'esecuzione delle vendette: la simmetria tipica della faida, la scelta dello stesso giorno e dello stesso luogo dell'offesa subita, le mutilazioni inflitte al cadavere, sono elementi rari, che in genere vengono messi in scena in una dimensione collettiva e pubblica, e che quando sono presenti sono la spia della forte valenza politica del gesto; ad esempio, se c'è bisogno di ammazzare il governatore di una città evitando, al contempo, la punizione per *crimen laesae maiestatis*<sup>5</sup>. In un contesto come quello lombardo quattrocentesco, nel quale la rivendicazione esplicita del diritto/dovere di compiere la vendetta e la rappresentazione dei fatti in termini di faida anche nel racconto non sono alla portata di chiunque, la cultura della vendetta è prevalentemente patrimonio dei lignaggi dell'aristocrazia territoriale. Il lessico e le pratiche emergono in situazioni variabili e non sempre con le medesime finalità nel rapporto con i poteri di livello superiore. Nelle pagine che seguono farò tre esempi, che mi sembrano significativi da diversi punti di vista.

#### RESISTERE AL SISTEMA

Il primo esempio riguarda in realtà un caso fuori dal comune: un caso che però illustra come l'uso molto preciso e accurato del lessico della vendetta, a metà del Quattrocento, sia considerato appropriato da parte di una famiglia signorile per definire le proprie relazioni con il sistema degli stati italiani; e come la vendetta, ancora a questa altezza cronologica, rimanga evidentemente una categoria dotata di una certa forza. Nel settembre del 1455 Giberto da Correggio, capitano dell'esercito della Repubblica di Siena, fu accusato di tradimento dal governo senese e ucciso senza processo e in maniera particolarmente brutale nel Palazzo Pubblico: il corpo, defenestrato, rimase appeso a un ferro murato nella facciata e quando cadde a terra venne fatto oggetto di ludibrio e di scempio<sup>6</sup>. Poco tempo dopo il fattaccio i fratelli dell'ucciso, Manfredo e Antonio, scrissero una lettera al duca di Milano Francesco Sforza, con il quale avevano un rapporto conflittuale e ambiguo. I Correggio, infatti, erano feudatari dello Sforza per

5 Su questi aspetti si v. Marco Gentile, «La vendetta di sangue come rituale. Qualche osservazione sulla Lombardia fra Quattro e Cinquecento», in Francesco Salvestrini, Gian Maria Varanini e Anna Zangarini (dir.), *La morte e i suoi riti in Italia tra Medioevo e prima Età moderna*, Firenze, Firenze University Press, 2007, p. 209-241.

6 Giuseppe Pardi, «Il processo postumo a Giberto da Correggio», *Bullettino senese di storia patria*, 8, 1901, p. 274-309.

Brescello, importante località sul medio corso del fiume Po; ma in quanto conti di Correggio erano feudatari imperiali e aderenti e raccomandati degli Este, e l'autonomia dei loro domini era stata riconosciuta dalla pace di Lodi e dal trattato della Lega Italica: tra l'altro, fino alla conclusione della pace di Lodi, i Correggio avevano combattuto al servizio della Repubblica di Venezia contro lo stesso Francesco Sforza. Avuta notizia dell'uccisione di Giberto, Manfredi e Antonio da Correggio scrissero dunque al duca di Milano chiedendogli di «consigliarne, aiutarne e favorirne a la vendeta» contro la Repubblica di Siena: in cambio, se prima erano stati «servitori et affectionatissimi» del duca, promettevano di diventarne «schiavi et fidelissimi». Sono espressioni forti, e assolutamente inusuali, in questi anni, nelle relazioni tra l'aristocrazia territoriale lombarda e i duchi di Milano<sup>7</sup>. La schiavitù e la fedeltà allo Sforza parevano ai fratelli da Correggio il giusto corrispettivo della «vendecta [...] de tanta iniquitate et crudeltate che serìa stata tropo al Gran Turcho»; né mancavano di cercare di richiamare il duca a un obbligo, asserendo che la vendetta di Giberto spettava «non mancho alla Vostra Celsitudine che a nuy»<sup>8</sup>. Non contenti, Manfredi e Antonio, due giorni dopo, scrissero anche a papa Callisto III per denunciare l'atrocità commessa dai senesi, determinati «a cercharne per ogni via vendecta contra quella vulgaya». Lo stato senese, per gli aristocratici da Correggio, non è una Repubblica ma una *vulgaya*, termine fortemente dispregiativo che sostituisce al popolo un volgo che agisce «fuori d'ogni humanitate et ragione». Anche in questo caso chiedono aiuto, consiglio e favore, ma con un'ulteriore e significativa precisazione. Secondo i Correggio, infatti, i senesi, essendosi macchiati di una tale enormità, hanno «contrafacto universalmente a tutta la Liga», cioè alla Lega italiana; e sono quindi da considerarsi «fuori de la pace et de la Liga». Persuasi di poter contare sulla «adherentia» del Re di Napoli, del duca di Milano e della Repubblica di Venezia, i Correggio ritenevano che «ogni Signore et Signoria et zentilhomini se doveriano muovere contra quisti senexi nequissimi homini»; se dunque il papa avesse inteso dire che i Correggio cercavano di fare vendetta com'era loro dovere («ne cerchamo vendetta como debiamo»), non si sarebbe dovuto meravigliare, ed anzi avrebbe dovuto offrire un sostegno concreto («brazzo e spalle») «per punitione de tali e tanti malefactori»<sup>9</sup>. Non è nota la reazione delle «potenze grosse» d'Italia rispetto alle rivendicazioni dei Correggio, ma la vendetta, a quanto pare, arrivò: a distanza di qualche mese, Manfredi catturò presso Rubiera un ambasciatore senese in viaggio verso

7 Letizia Arcangeli, «Piccoli signori lombardi e potenze grosse», in Andrea Gamberini e Giuseppe Petralia (dir.), *Linguaggi politici nell'Italia del Rinascimento*, Roma, Viella, 2007, p. 409-443.

8 Archivio di Stato di Milano, Sforzesco, Potenze Estere, cartella n° 406, 1455 settembre 15, Correggio.

9 *Ibid.*, 1455 settembre 17, Correggio.

Milano, e lo fece uccidere fra atroci tormenti; la testa dello sventurato fu esposta a lungo in un angolo del Palazzo del Podestà di Correggio, infilzata su un ferro che sarebbe stato rimosso soltanto nel 1727<sup>10</sup>. Siamo ben lontani, tra parentesi, dalle prescrizioni dei giuristi in materia di diritto di rappresaglia<sup>11</sup>; ma ciò che conta, ai fini del nostro discorso, è che dal punto di vista dei Correggio risulti ancora appropriato rappresentare le relazioni interstatali in termini di vendetta, in una prospettiva secondo la quale il comportamento scomposto della *vulgaya* non può non produrre la reazione dei *gentiluomini*<sup>12</sup>. In termini radicali, il linguaggio scelto dai Correggio, nel momento stesso in cui chiama in causa un sistema politico che ormai tende ad autorappresentarsi come un insieme di entità territorializzate, lo nega implicitamente, attribuendo valore vincolante a una categoria come la vendetta, che nella pratica (almeno nell'Italia del basso Medioevo, che non è la Germania) definisce in genere rapporti conflittuali tra soggetti non territoriali. Fatta la tara alla consapevolezza di Manfredo e Antonio da Correggio, il loro modo di agire è una maniera di resistere a un mondo che cambia, o – se si vuole – al «dinamismo delle strutture» evocato nelle linee guida del presente convegno.

#### PRATICHE, SIMBOLI, MEMORIA

Come ho detto, la faida dei Correggio contro la Repubblica di Siena costituisce un caso atipico. Molto tipico, invece, è il ricorso al lessico della vendetta da parte dei casati dell'aristocrazia territoriale quando descrivono le proprie relazioni conflittuali con altri lignaggi. I Rossi, uno tra i maggiori casati aristocratici del parmense, nel rapporto coi duchi di Milano e con le potenze statali descrivono sistematicamente in termini di vendetta e di faida i loro conflitti con casati come i Fieschi, i Terzi e i Pallavicini. Per convenzione, nella storiografia italiana il termine germanico «faida» traduce un concetto che in genere nelle fonti coeve è definito come «inimicizia», spesso corroborata dall'aggettivo «capitale» (o dalla più rara variante «cordiale»)<sup>13</sup>. Il termine *inimicitia* non denota soltanto lo

<sup>10</sup> Riccardo Finzi, *Correggio nella storia e nei suoi figli*, Reggio Emilia, AGE, 1968, p. 65.

<sup>11</sup> Giovanni da Legnano, ad esempio, il quale nel trattato *De Bello* nega che si possa esercitare il diritto di rappresaglia (che, beninteso, è altra cosa rispetto alla vendetta) sugli ambasciatori: Giovanni da Legnano, *Tractatus de bello, de represaliis et de duello*, ed. Thomas Erskine Holland, Washington, Oxford University Press, 1917, p. 165.

<sup>12</sup> Sul senso specifico del termine «gentiluomini» come identificativo dell'aristocrazia territoriale si v. Letizia Arcangeli, *Gentiluomini di Lombardia. Ricerche sull'aristocrazia padana nel Rinascimento*, Milano, Unicopli, 2003, p. IX-XXXIV.

<sup>13</sup> Il termine «faida» nel contesto italiano è rarissimo, per non dire introvabile. Non è questa la sede per esaminare la distinzione (che può darsi a livelli diversi) tra «vendetta» e «faida»: sui problemi di definizione si vedano almeno Marco Bellabarba, *La giustizia ai confini. Il principato vescovile di Trento agli inizi dell'Età moderna*, Bologna, Il Mulino, 1996, p. 18-33; Andrea Zorzi, ««Fracta est civitas magna in tres partes». Conflitto e costituzione nell'Italia

stato di ostilità potenziale che precede l'atto violento, ma anche la durata nel tempo di un rapporto conflittuale tra singoli o tra gruppi. Lo spettro delle accezioni possibili, quindi, è piuttosto ampio<sup>14</sup>. L'espressione si applica, per esempio, alla guerra guerreggiata fra i Rossi e i Fieschi, che per tutto il primo quarto del quindicesimo secolo si contendono il controllo dei passi e di borghi come Pontremoli sull'Appennino ligure-parmense, con tanto di assedi e di battaglie combattute tra eserciti di centinaia di uomini<sup>15</sup>. Nel 1424 il duca di Milano Filippo Maria Visconti chiese a Pietro Rossi di contribuire alle spese per il matrimonio di una figlia di Luca Fieschi con suo nipote, Giacomo Visconti. Pietro rifiutò, facendo presente al duca che il padre della sposa lo aveva combattuto «*non solum hostiliter, sed capitaliter, contra omne jus et equum*»; catturatolo in battaglia, lo aveva imprigionato e liberato solo dietro pagamento di un cospicuo riscatto («*meque in carceribus inhumaniter detinuit et a me redemptionem extorsit, ultra utensilia et bona mobilia que a me habuit valoris decem milium florenorum auri*»), e ne aveva approfittato per impadronirsi di un suo castello («*quoddam castrum meum de proprio patrimonio, quod nec ipse pater nec denuo eius filius numquam restituere voluerunt et in presentibus per eiusque filium Antonium occupatur, propter que nulla benivolentia, imo potius inimicitia est inter domum illam et me*»)<sup>16</sup>. Qui *inimicitia* non è termine generico, ma tecnico, così come gli avverbi *hostiliter* e *capitaliter*: e il ricorso al linguaggio della vendetta segnala un obbligo irrevocabile, rispetto al quale l'obbedienza al principe territoriale passa inevitabilmente in secondo piano.

La morte di Otto Terzi, ex condottiero di Gian Galeazzo Visconti che nel periodo d'incertezza seguito alla morte di quest'ultimo (1402) si era insignorito di Reggio e di Parma, e che fu ucciso a tradimento nel 1409 su commissione del marchese di Ferrara Niccolò III d'Este, è molto famosa. L'esecutore materiale dell'omicidio fu il padre del futuro duca di Milano Francesco Sforza, che aveva un vecchio conto in sospeso con Otto: ma la soluzione violenta all'inimicizia privata fra i due fu incentivata dagli interessi di numerose forze politiche, si trattasse di principi (Giovanni Maria Visconti, Niccolò d'Este) signori cittadini (Gian Francesco Gonzaga, Cabrino Fondulo, Pandolfo Malatesta) o signori territoriali (Correggio, Rossi, Lupi, Pallavicini). I cronisti hanno

comunale», *Scienza & Politica*, 39, 2008, p. 61-87; *id.*, «La cultura della vendetta», cit.; Stuart Carroll, *Blood and Violence in Early Modern France*, Oxford, Oxford University Press, 2006, p. 1-25; Jeppe Büchert Netterstrøm, «Introduction. The Study of Feud in Medieval and Early Modern History», in J. P. Netterstrøm e B. Poulsen (dir.), *Feud in Early Modern Europe*, Aarhus, Aarhus University Press, 2007, p. 6-67.

<sup>14</sup> Si v. ad es. Michele Surdi, *Faida, contratto, patto. Studi sulla capacità costituente*, Torino, Giappichelli, 2001, p. 23.

<sup>15</sup> Marco Gentile, *Terra e poteri. Parma e il Parmense nel ducato visconteo all'inizio del Quattrocento*, Milano, Unicopli, 2001, p. 176-181.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 162.

farcito l'episodio con abbondanti dettagli granguignoleschi, comprendenti cannibalismo, cuore mangiato, frattaglie fritte in padella, corpo smembrato e distribuito tra diversi aventi diritto<sup>17</sup>. Secondo una tradizione che dipende esclusivamente da fonti narrative, il pezzo più pregiato, cioè la testa di Otto, fu recapitato ai suoi nemici capitali per eccellenza, ovverosia i Rossi, che dalla travolgente espansione territoriale del Terzi nell'Emilia occidentale erano stati particolarmente danneggiati<sup>18</sup>; il macabro trofeo fu impalato sugli spalti del castello di Felino, sede del capo del casato<sup>19</sup>. Se dalle cronache passiamo a esaminare fonti pur sempre narrative ma di natura diversa, come le suppliche e i carteggi, possiamo notare che per tutto il Quattrocento, ogniqualevolta i Rossi fanno riferimento al conflitto con i Terzi – che si tratti di legittimare di fronte ai duchi di Milano certe modalità non proprio ortodosse della loro espansione territoriale nel Parmense, o che si voglia ricordare agli Sforza una sorta di patto di sangue che li vincola alla difesa loro e della loro fazione di Parma – ricorrono sistematicamente al lessico della vendetta e della faida. Nel 1477 Pietro Maria Rossi, in una lettera in cui informava il governo ducale delle violenze inflitte ai propri seguaci parmensi dalle fazioni alleate dei Pallavicini, dei Sanvitale e dei Correggio, concludeva «havisando Vostra Signoria quisti tali sono veri terzeschi che fano vendeta de domino Otto Terzo, qualle fu decapitato per le mane de Sforza patre de la bona memoria del duca Francesco»<sup>20</sup>. Nel contesto politico degli anni Settanta questa frase è apparentemente inconsulta, tanto più che i Terzi erano da vari decenni declassati a nucleo politico e territoriale d'importanza trascurabile: in realtà, si tratta di una maniera sintetica ed efficace per ricordare agli Sforza il loro legame verso i Rossi. Pietro Maria Rossi, in sostanza, vuole dire a Gian Galeazzo Maria Sforza: tuo bisnonno Muzio Attendolo ha tolto di mezzo il nostro nemico capitale Otto Terzi; trent'anni fa grazie alla mia influenza e ai miei seguaci la città di Parma si è data a tuo nonno Francesco: ne consegue che tu e la tua casata avete degli obblighi verso la mia casata e i suoi amici, che si trovano in pericolo. Per i Rossi, la faida coi Terzi resta uno dei motivi centrali del modo di raccontare e di raccontare a se stessi la propria storia, anche quando i Terzi nel panorama dei poteri signorili parmensi sono diventati un fattore pressoché insignificante. Nel 1464, nel testamento in cui aveva diseredato il figlio Giacomo, reo tra l'altro di essersi preso come

17 Trevor Dean, «Marriage and Mutilation: *Vendetta* in Late Medieval Italy», *Past & Present*, n° 157, 1997, p. 3-36 (p. 23); Andrea Gamberini, *Oltre le città. Assetti territoriali e culture aristocratiche nella Lombardia del tardo Medioevo*, Roma, Viella, 2009, p. 144-145.

18 Sul conflitto tra i Rossi e Ottobuono Terzi si v. Marco Gentile, «La formazione del dominio dei Rossi tra XIV e XV secolo», in Marco Gentile e Letizia Arcangeli (dir.), *Le signorie dei Rossi di Parma tra XIV e XV secolo*, Firenze, Firenze University Press, 2007, p. 42-45.

19 Marco Gentile, «La vendetta di sangue come rituale...», cit., p. 237-238.

20 Archivio di Stato di Milano, Comuni, cartella n° 64, supplica non datata [ma 1477].

concubina una Terzi appartenente a un ramo secondario del lignaggio, Pietro Maria Rossi aveva ritenuto necessario puntualizzare che

*iam uno anno, duobus, decem, viginti, triginta, quadraginta, quinquaginta, sexaginta et ultra elapsis vel ut constiterit homines et persone de domo et casata illorum de Terciis fuerunt et sunt inimici et inimice capitales omnibus de domo et casata illorum de Rubeis et omnibus hominibus et personis de eorum squadra et sequella; et quod alias quondam dominus Otto de Terciis gueram publicam et capitaliter fecit quondam magnifico militi domino Petro de Rubeis olim genitori magnifici domini Petrimarie [...] illos de Rubeis interficiendo et interfici faciendo*<sup>21</sup>.

294

In generale, credo si possa dire che nelle pratiche riconducibili al sistema vendicatorio in cui è coinvolta l'aristocrazia territoriale, l'enfasi posta sulla simmetria e sulla forma, e su elementi lessicali o rituali (veri o presunti), risponda ad esigenze di legittimazione politica; e non a caso proprio nelle costellazioni vendicatorie aristocratiche emerge più vivida (anche a dispetto della distanza nel tempo) la tendenza della vendetta a farsi racconto, la sua predisposizione a fornire una struttura narrativa su cui costruire la memoria del casato<sup>22</sup>.

#### NARRAZIONE E IDENTITÀ

Ma la faida più importante per i Rossi, o se non altro la più lunga, è quella che li oppone ai Pallavicini almeno dal tardo Trecento alla prima metà del Cinquecento. Le origini dell'inimicizia capitale fra i due casati si trovano nei tipici rapporti di cattivo vicinato fra poteri signorili, in particolare per un conflitto su alcuni beni fondiari nella bassa pianura in riva al Po, dove agli aspetti patrimoniali in senso stretto si sommano problemi connessi all'esercizio di poteri giurisdizionali. Nei primi decenni del Quattrocento, la rivalità tra i Rossi e i Pallavicini diviene un elemento stabile della configurazione politica del Parmense e di Parma, dove i primi sono ormai i capi della locale parte guelfa, e i secondi sono per antica tradizione i capi della parte ghibellina. In questo caso, le logiche della faida si intrecciano inestricabilmente a quelle del conflitto di fazione: in sintesi, il conflitto tra i Rossi e i Pallavicini costituisce da molti punti di vista il *leitmotiv* della storia politica di questa provincia per tutto il xv secolo<sup>23</sup>, e avrà l'ultima grande esplosione durante le guerre d'Italia ai primi

<sup>21</sup> Biblioteca Palatina di Parma, Fondo Casapini, cassetta n° 28, fasc. n° 12, 14 gennaio 1464, Parma.

<sup>22</sup> Edward Muir, *Mad Blood Stirring. Vendetta & Factions in Friuli during the Renaissance*, Baltimore/London, Johns Hopkins University Press, 1993; M. Bellabarba, *La giustizia ai confini*, op. cit., p. 34-47.

<sup>23</sup> M. Gentile, *Terra e poteri*, op. cit., passim.

del Cinquecento<sup>24</sup>. Intorno alla metà del Quattrocento il casato dei Rossi sembrava prevalere nella contesa, anche perché gli eredi del ramo principale dei Pallavicini, in discordia tra loro, erano stati costretti ad accettare la ridefinizione dei rapporti con i duchi di Milano in termini di soggezione vassallatica e il frazionamento dell'ampio dominio territoriale di famiglia<sup>25</sup>. Ma dopo il colpo di stato del 1479 che portò al potere Ludovico il Moro, il rovesciamento degli equilibri alla corte di Milano proiettò i fratelli Pallavicini – molto vicini al nuovo principe – nelle stanze del potere, mentre Pietro Maria Rossi, legato a filo doppio al partito perdente, si ritrovò in mano carte pessime da giocare nel rapporto con il centro. Il ribaltamento a corte non tardò a produrre effetti in periferia, dove la giustizia ducale cominciò a dare sistematicamente ragione ai Pallavicini nelle cause che li opponevano ai Rossi, finché, dopo un lungo stillicidio di pronunciamenti sfavorevoli, Pietro Maria Rossi si rifiutò di obbedire alle ingiunzioni provenienti da Milano. Nell'inverno del 1482 l'esercito sforzesco mosse guerra a Pietro Maria Rossi, che nel frattempo aveva cercato e trovato la protezione della Repubblica di Venezia: solo dopo una durissima lotta, protrattasi per più di un anno, le truppe ducali riuscirono a venire a capo dell'accanita resistenza opposta dai Rossi e dai loro sudditi<sup>26</sup>. Dall'inizio del conflitto, ovviamente, Ludovico il Moro considerò Pietro Maria Rossi un ribelle; Pietro Maria Rossi, da parte sua, vedeva le cose molto diversamente. Il 2 agosto 1482 il marchese di Monferrato, comandante delle truppe sforzesche, mandò un cancelliere a Pietro Maria Rossi per convincerlo a ritirarsi dall'aderenza a Venezia e a trattare la pace con lo stato di Milano. Pietro Maria rispose al marchese che non poteva mancare di parola ai veneziani, e aggiunse «*quod potius volebat statum suum perdere, mendicare et per aliena tecta proficisci, quam se Pallavicinis submittere, qui totius huius discensionis causa erant*»; inoltre, mandò a dire al Marchese «*quod hortaretur statum Mediolani ad se de medio inter eum et Pallavicinos levandum, quoniam statui Mediolani non noceret, nisi si et quatenus lacessitus ad hoc artaretur*»<sup>27</sup>.

24 Letizia Arcangeli, «Principi, *homines* e “partesani” nel ritorno dei Rossi», in L. Arcangeli e Marco Gentile (dir.), *Le signorie dei Rossi...*, op. cit., p. 231-306; sugli sviluppi cinquecenteschi molte informazioni in Francesco Luigi Campari, *Un castello parmigiano attraverso i secoli: Pallavicini, Rossi e Rangoni* [1910], Parma, Battei, 2010.

25 Sulle opportunità di potere paradossalmente aperte ai Pallavicini dalla perdita dell'autonomia si v. però Letizia Arcangeli, «Un lignaggio padano tra autonomia signorile e corte principesca: i Pallavicini», in M. Gentile e P. Savy (dir.), *Noblesse et États princiers en Italie et en France au x<sup>e</sup> siècle*, Rome, École française de Rome, 2009, p. 29-100.

26 Sulla cosiddetta «Guerra dei Rossi» si v. ora L. Arcangeli, «Principi, *homines* e “partesani” nel ritorno dei Rossi», cit., p. 231-256.

27 *Cronica gestorum in partibus Lombardie et reliquis Italie*, ed. Giuliano Bonazzi, Città di Castello, Lapi, 1904-1910, p. 113.

Una delle fonti principali per la storia di Parma del tardo Quattrocento è l'anonima *Cronica gestorum in partibus Lombardie et reliquis Italie*, verosimilmente scritta da un cancelliere di Pietro Maria Rossi: dal confronto con le lettere del carteggio sforzesco, del quale in alcuni casi la cronaca pare una parafrasi, traggo buone ragioni per ritenere che essa rifletta fedelmente l'interpretazione che dei fatti dava lo stesso Pietro Maria. Fin dalle prime pagine, il cronista adotta il conflitto tra i Rossi e Pallavicini come chiave di lettura complessiva della vicenda politica di Parma, che naturalmente è molto più complessa e vede più nuclei di potere come protagonisti; in particolare, l'Anonimo tende a ridurre l'iniziativa politica dei Pallavicini a una «vindicta iniusta»<sup>28</sup>, e in generale ad osservare tutti gli episodi di conflittualità attraverso il prisma della vendetta, a cominciare dalla congiura che porta all'uccisione del duca di Milano Galeazzo Maria Sforza, con la quale si apre la narrazione. È notevole tra l'altro che nel 1487 il parmigiano Giacomo Caviceo, multiforme figura di chierico, romanziere e giurista, e ritenuto da Ludovico Antonio Muratori l'autore della cronaca, che aveva seguito in esilio il figlio prediletto di Pietro Maria Rossi, Guido, il quale combatteva al soldo di Venezia contro l'Arciduca Sigismondo d'Asburgo, scrivesse un libello in cui accusava quest'ultimo di aver mosso guerra alla Repubblica di San Marco contro il diritto. Marco Bellabarba ha parlato, a questo proposito, di una contingente mutazione della «dialettica di sfida e di risposta», che può abbandonare temporaneamente «il campo dei sentimenti generatori delle vendette familiari» per divenire criterio atto a stabilire i fondamenti giuridici di un conflitto tra Stati: in questo senso, le argomentazioni del Caviceo contro gli Asburgo costituirebbero uno «slittamento dalla sfera del privato a quella del pubblico»<sup>29</sup>. Che il Caviceo e l'Anonimo siano o meno la stessa persona (ma è fortemente improbabile), si potrebbe, a proposito della *Cronica gestorum* e dell'adozione della vendetta come chiave di lettura complessiva delle vicende parmensi (e non solo), rovesciare il concetto in uno slittamento dalla sfera del pubblico a quella del privato, sempre che sia possibile distinguerle nettamente: ciò dipende dalle esigenze della narrazione, e in buona parte anche dal contesto politico. È un'ovvietà che sappiamo bene: il modo in cui gli attori si vedono e si autorappresentano è molto importante, ma non è tutto. Quando un

28 «Causa tanti mali fuerunt Pallavicini, inimici ab antiquo squadre Rubee, qui gubernationem ducis parvi habebant, et videbatur eis ob differentias et rixas veteres inter eos et Rubeos, nunc vindictam licet iniustam summere» (*Ibid.*, p. 112). Sarà bene precisarlo: anche in questo caso il discorso dei giuristi, condizionato da modelli culturali di matrice urbana e funzionale alla rivendicazione dell'esercizio della violenza pubblica legittima a beneficio di soggetti determinati (poteri universali, principi e città-stato), non è di grande aiuto; in Giovanni da Legnano, ad esempio, il concetto di *bellum particulare* non definisce «le guerre aristocratiche (di cui non si occupa), bensì la *legittima difesa*, le *rappresaglie* e soprattutto il *duello*», come nota A. Gamberini, *Oltre le città*, op. cit., p. 111.

29 M. Bellabarba, *La giustizia ai confini*, op. cit., p. 40-41.

conflitto ci viene descritto in termini di vendetta e di faida occorre sempre guardarsi dal fascino molto forte di un racconto che ha il vantaggio decisivo della continuità rispetto ai frammenti sparsi che di solito ci tocca mettere insieme. Secondo l'Anonimo, alla fine del Quattrocento i Pallavicini, «*inimici ab antiquo*» dei Rossi, avevano approfittato della loro posizione dominante a corte per «*summere vindictam licet iniustam*» delle «*differentias et rixas veteres inter eos et Rubeos*»<sup>30</sup>. Sotto la penna di altri narratori più o meno coevi, tale *antiquitas* poteva affacciarsi su inverosimili abissi cronologici: «al tempo dello 'mperadore Federigo Barbarossa fu innella città di Parma du' sette, l'una quelli de' Rossi e l'altra di Palavigini», scriveva nel secondo decennio del Quattrocento il lucchese Giovanni Sercambi<sup>31</sup>. Per Pietro Cirneo, autore verso la fine del secolo di una storia della guerra di Ferrara, la rivalità tra i due casati si perdeva addirittura nella notte dei tempi: «*Rubei enim et Palavicini semper inter se fuerunt inimici*»<sup>32</sup>. Quel che è certo è che la vendetta si presta molto bene ad evocare o a costruire un percorso di lungo periodo: l'*antiquitas* legittima, e nel caso di soggetti politicamente rilevanti legittima, più ancora che il ricorso alla violenza come strumento di azione politica, il profilo politico e sociale delle famiglie che vi sono coinvolte, e dell'aristocrazia territoriale in generale<sup>33</sup>. Per questo motivo, nel dialogo sempre meno equilibrato col Principe, con lo Stato, con un sistema di stati territoriali in via di assestamento, ai casati dell'aristocrazia territoriale lombarda del xv secolo capitava ancora di raccontarsi (e quindi di definire la propria identità) in questo modo.

30 *Cronica gestorum in partibus Lombardie et reliquis Italie*, ed. cit., p. 112.

31 Giovanni Sercambi, *Novelle*, ed. Giovanni Sinicropi, Firenze, Le Lettere, 1995, p. 1129-1135: la novella che ci interessa s'intitola «De summa et iusta vindicta de ingrato. Delle parti di Parma, tra Rossi e Palavicini». Sul contesto si v. M. Gentile, *Terra e poteri*, op. cit., p. 151-166.

32 *Petri Cynaei [...] Commentarium de bello ferrariensi ab anno MCCCCLXXXII, usque ad annum MCCCCLXXXIV*, ed. Ludovico Antonio Muratori, Milano, Soc. Palatina, 1732, col. 1191-1218 (col. 1205).

33 Su un piano leggermente diverso, definito dall'area semantica coperta dal termine *bellum*, si v. Gamberini, *Oltre le città*, op. cit., p. 109-131; sulla difficoltà di «stabilire una distinzione netta tra faida e guerra» si v. del resto M. Surdi, *Faida, contratto, patto*, op. cit., p. 15-40 (p. 23), in riferimento alla fondamentale opera di Otto Brunner, *Terra e potere. Strutture prestatuali e pre-moderne nella storia costituzionale dell'Austria medioevale*, Milano, Giuffrè, 1983 (trad. it. di *Land und Herrschaft. Grundfragen der territorialen Verfassungsgeschichte Österreichs im Mittelalter*, Wien, Rohrer, 1965).



*Edward Muir*  
*Traduzione Cristina Varisco*

Com'è possibile per gli storici trovare la lingua necessaria per descrivere il dinamismo e le inconsistenze della politica nell'Italia del Rinascimento? La teoria politica, con la sua enfasi sulle forme costituzionali di governo – monarchie o repubbliche, principati feudali o città stato, giustizia pubblica o privata – ci aiuta poco perché la necessità di definire e classificare le strutture oscura la fluidità della pratica. Infatti, i dubbi fondamentali per gli studiosi di storia sulle pratiche politiche del Rinascimento non derivano più dalle teorie politiche degli umanisti o di Macchiavelli, ma da problemi reali creati dalle conquiste che le più grandi città stato hanno fatto di più piccole città stato e territori adiacenti nel tardo XIV e XV secolo. Come hanno costruito gli stati regionali la prime città stato? Gli stati regionali si sono evoluti rispetto a preesistenti frammenti, situazione che suscita la seguente domanda: come potevamo comprendere lo stato prima ancora che esistesse il concetto di stato? Se queste entità fossero qualcosa in più che semplicemente un altro reggimento, allora che cosa stiamo dicendo? Per rispondere a questi quesiti vorrei dare uno sguardo a quello che potrebbe definirsi uno dei casi più difficili di tutta l'Italia – il rapporto tra la Patria del Friuli, aristocratica ed etnicamente distinta e la sua sovrana, la Venezia repubblicana, marittima ed imperialista. In questo rapporto di dominio, due sistemi sociali distinti si sono incontrati in una stretta ineguale. L'assenza di istituzioni comuni, valori e persino la lingua, crearono un divario tra la regione subordinata e la città dominante, un divario così grande che Venezia probabilmente non considerò mai il Friuli molto di più che un'avanzata di confine. Ciò nonostante, i veneziani tentarono di colmare la divergenza in due modi: inizialmente con un sistema di giurisdizioni e appelli e successivamente attraverso una precisa definizione dei confini. La sovranità consisteva nell'indiretta amministrazione della giustizia e nella definizione non di chi era un cittadino o suddito ma di quali luoghi erano interni o esterni al regime. Nominare la corte finale di appello su uno spazio definito costituì la forma più elementare di pratica politica nell'Italia del Rinascimento.

Le ingenue osservazioni di un diciassettenne veneziano Marin Sanudo, non influenzato dall'esposizione alla filosofia politica o all'esperienza politica, offrono uno sguardo entro un rapporto altrimenti oscurato dalla retorica politica e dal gergo legale. Nel 1483 lo zio di Marin, Marco, e altri due patrizi, viaggiarono per sei mesi sulla terraferma come *auditori nuovi* per ascoltare appelli e sentenze fatte da giudici locali. Marin accompagnò suo zio e tenne un registro di quello che vide, rivelando un'ossessione per i dettagli che poi, successivamente, andranno a formare il suo famoso volume 58 del diario<sup>1</sup>. Coltivò gli occhi da viaggiatore e agì come un politico *in fieri*. Mentre visitava ciascuna città Marin descriveva fortezze, mura, porte, mercati, fiumi e chiese. Discusse le fiere periodiche, la navigabilità dei corsi d'acqua, i danni recati dalle incursioni turche, i santi patronali e le immagini di miracoli avvenuti. Elencò i salari e le responsabilità dei governatori, rettori, capitani e podestà. Imparò un po' di storia locale e tenendosi fedele alle priorità dell'educazione umanistica, trascrisse accuratamente ogni iscrizione latina che trovò<sup>2</sup>.

Per ogni città annotò le complessità giurisdizionali del luogo perché le giurisdizioni costituivano la vera presenza dell'autorità veneziana all'interno del dominio. Alla Motta di Livenza, la prima città friulana che il partito visitò, descrisse il piccolo castello e cinquanta rustici attorno. Fuori dalle mura c'erano trentuno villaggi sotto la giurisdizione della Motta, sedici sotto la giurisdizione di Treviso, quindici sotto quella del Friuli. Ecco qui una delle prime indicazioni sulla complessità della pratica politica in Friuli. I viaggianti *auditori nuovi*, che erano politici non istruiti in legge, dovettero fronteggiare una missione carica di contraddizioni. Venezia stessa adottò quella che l'ultimo Gaetano Cozzi chiamò «legge oracolare» che prestò poca attenzione a statuti o a precedenti e fu altamente soggetta a calcoli politici e corruzione<sup>3</sup>. Le terre sottomesse sulla terraferma, in contrasto, ebbero i loro statuti, che a differenza di quelli di Venezia trovarono guida nelle leggi lombarde e romane. Lo zio di Marin e i suoi due compagni arrivarono a La Motta per ascoltare appelli basati su due statuti diversi, quelli di Treviso e del Friuli, ma erano a La Motta solo per alcuni giorni, il che li ha costretti ad affidarsi agli esperti locali, gli avvocati ed i notai. Nonostante la loro responsabilità per garantire principi uniformi di giustizia, gli auditori erano alla mercé delle persone stesse che erano obbligati a rettificare<sup>4</sup>.

1 Marino Sanuto [Marin Sanudo], *I diarii*, ed. Rinaldo Fulin, Venezia, Visentini, 1879-1903.

2 Marino Sanuto, *Itinerario per la Terraferma veneziana nell'anno MCCCCLXXXIII*, Padova, Tipografia del Seminario, 1847.

3 Gaetano Cozzi, *Repubblica di Venezia e stati italiani: Politica e giustizia dal secolo XVI al secolo XVIII*, Torino, Einaudi, 1982, p. 217-318.

4 Ceferino Caro Lopez, «Gli auditori nuovi e il dominio di terraferma», in *Stato, società e giustizia*, a cura di Gaetano Cozzi, Roma, 1980, vol. 1, p. 259-316.

Il compito di Marco Sanudo lo condusse dentro al labirinto delle giurisdizioni locali che suo nipote Marin aveva catalogato. Il podestà di Portobuffole aveva responsabilità su undici villaggi entro un miglio di circonferenza dalla città, tutti sotto leggi friulane. Sacile era in Friuli, ma i suoi dodici villaggi subordinati cadevano fuori dalla giurisdizione del Luogotenente a Udine, che era capo giudiziario e ufficiale amministrativo nella Patria. Limitato solo agli affari di piccola Sacile, «el Retor à pocho da far, et pocha utilità»<sup>5</sup>. Sulla strada da Sacile a Udine giace Pordenone, un'isola di giurisdizione imperiale completamente circondata dal Friuli dominato da Venezia: «Pordenon è uno castello, ne la patria di Friul, di l'Imperador, in mezo di tuti lochi di la Signora nostra»<sup>6</sup>. Un podestà imperiale giudicò casi a Pordenone e nei villaggi circostanti, per un miglio, nonostante, come notò Marin, gli abitanti fossero tutti friulani e nessuno tedesco. Il patriarca di Aquileia mantenne, in una vestige della sua sovranità prima della conquista, la giurisdizione sulla città limitrofa, San Vito, e una grande fascia di terra attorno ad essa. Finalmente il gruppo di Marin raggiunse Udine, l'unica vera città del Friuli, il centro dell'amministrazione friulana e dell'influenza veneziana sulla Patria. Da qui il luogotenente veneziano e i suoi ufficiali subordinati «governarono» una città di 15.000 abitanti e altre sessantasei giurisdizioni nella Patria, ma governarono è un termine ingannevole qui. Ognuna delle sessantasei giurisdizioni aveva i propri abituali privilegi e procedure, la proprie distribuzioni di potere formali e informali, i suoi rapporti con autorità superiori. Dietro a queste complessità giurisdizionali si nascondeva il governo ombra delle fazioni:

di una parte è capi li Sovergnani, zoè messer Nicolò el chavalier et li altri Sovergnani i qualli sono fati dil nostro conseio per soi benemeriti; [...] et questi ha quasi il populo tutto che li sequitano, et al incontro sono il resto di li castelani di la patria; *tamen* di giorno in giorno si va sedano tal parte, et Io ho visto in alcune strade cadene da poter serar che non si passa. Qui fano el suo conseio di castellani, e qual chiamano Parlamento<sup>7</sup>.

Quando il gruppo arrivò a Cividale, Marin iniziò ad identificare i confini di Venezia e del Friuli imperiale. «Et fuera di la porta di Civald è una aqua chiamata el Rosimian [Judrio?], va nel Nadixon [Natisone], la qual, *ut dicitur*, parte la Italia da la Schiavania [Slovenia]; *ergo* in fino a la fin de l'Italia son stado»<sup>8</sup>. Il giovane Marin scoprì non solo dove il dominio veneziano, ma addirittura dove la stessa «Italia» finiva. A Corno di Rosazzo Marin trovò un

5 Marino Sanuto, *Itinerario...*, op. cit., p. 130.

6 *Ibid.*, p. 131.

7 *Ibid.*, p. 133-134.

8 *Ibid.*, p. 139.

pilastro dipinto con l'immagine di San Marco che delimitava il confine con il feudo imperiale, la Contea di Gorizia<sup>9</sup>.

Marin descrisse gli elementi fondamentali della pratica politica veneziana in Friuli: giurisdizioni per casi civili e penali contro i quali i veneziani avrebbero ricorso. L'unico tentacolo di governo che si estendeva da Venezia ai villaggi dei Friuli era il diritto infrequente di appello giudiziario e l'occasionale potere di servizio d'ordine dei dispersi capitani veneziani. Per una popolazione della Patria che variava da 140.000 a 194.000 durante il quindicesimo e sedicesimo secolo, Venezia fornì solamente venti comandanti, ognuno dei quali assunse come rinforzi un gran numero di *spirri* in base alle risorse disponibili e al bisogno. I capitani, tuttavia, beneficiarono da una precisa definizione dei distretti che vigilavano. I confini erano importanti. Dove non vi erano confini naturali, come fiumi o corsi d'acqua, i veneziani costruirono delle insegne per definire quello che era di loro proprietà. Perciò, Venezia in Friuli era un regime di deboli istituzioni centrali ma di forti coordinate geografiche. Tutti sapevano esattamente dove si trovava ogni cosa. Qualunque altra cosa ci fosse per la pratica politica, c'era un profondo senso di conoscenza locale<sup>10</sup>. Un fatto di cui mi sono occupato in altra sede, l'assassinio di Federico di Strassoldo nel 1561, rivela l'importanza di confini precisi. Un assassino e il suo seguace tesero un agguato a Federico mentre si stava recando alla villa della famiglia a Chiarmiacis per la vendemmia. Gli assassini scelsero un punto in cui la strada passava per un fossato che formava il confine tra i territori veneziani e quelli imperiali. Durante l'attacco uno dei servi di Federico scappò dentro a un campo di sorgo dal quale osservò i sicari che trascinavano il corpo del suo padrone dall'altra parte del fossato dal territorio veneziano a quello imperiale per assicurarsi che notizie di questo caso non giungessero ai giudici veneziani. Gli assassini poi fuggirono nuovamente dentro al territorio veneziano dove non avrebbero potuto essere arrestati senza creare un incidente diplomatico tra la repubblica e l'imperatore, che era particolarmente suscettibile anche solo riguardo un'apparenza di violazioni veneziane dei suoi diritti giurisdizionali in Friuli<sup>11</sup>.

Unificare tutte le giurisdizioni locali e le forme di conoscenza locale era probabilmente impossibile anche se i veneziani avessero cercato di fare questo perché il Friuli stesso non era linguisticamente unificato. In ogni parte dell'Italia

9 Della problema dei confini col Impero, vedi Karl Appuhn, *A Forest on the Sea: Environmental Expertise in Renaissance Venice*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2009, p. 110, 174-175 e 294-302.

10 Edward Muir, *Mad Blood Stirring: Vendetta and Factions in Friuli during the Renaissance*, Baltimore/London, Johns Hopkins University Press, 1993, p. 30 e 58-60.

11 Edward Muir, «The Double Binds of Manly Revenge», in Richard C. Trexler (dir.), *Gender Rhetorics: Postures of Dominance and Submission in Human History*, Binghamton, Medieval and Renaissance Texts & Studies, 1994, p. 72-73.

i dialetti dividevano le persone per località e per classe, ma in Friuli la diversità linguistica era marcata. Vi erano alcuni tedeschi e settantatre villaggi in cui si parlava sloveno, che costituivano una significativa minoranza linguistica. Un quarto del Cividale era sloveno. Anche all'interno della maggioranza friulana della popolazione, vi erano quattro strati linguistici distinti. La massa di contadini non educati e artigiani parlava solo friulano, che era indecifrabile per gli esterni e non dava ai suoi parlanti un facile accesso all'italiano. Alcuni contadini meglio istruiti, come il mugnaio Menocchio, conoscevano il veneto, che permise loro di leggere libri in italiano. In alcune zone isolate come Monfalcone, la popolazione parlava una versione del veneto, ma solo un piccolo gruppo di ben istruiti conosceva il toscano e il latino. L'umanista Pietro Capretto nella sua traduzione in vernacolare del 1484 delle Costituzioni della Patria del Friuli analizzò il problema linguistico di scegliere l'appropriato vernacolare per il Friuli:

Volendo adoncha dar principio a cotal opera e considerando la varietà de li paesi, sono varie anchora le lingue italiane, però, volendone io elezer una che fosse condecante et conforme non tanto a la materia del volume, quanto a le persone a chi per alguna casone tal constitutioni ponno esser necessarie, et non me parendo conveniente la elegantia de la toschana lengua, per esser troppo oscura a li populi furlani, né anchora la furlana, tra perché non è universale in tutto il Friule e tra perché mal se può scrivere e pezo, lezendo, pronunciare, e specialmente da chi non è pratico ne li vocabuli et accenti furlani, imaginai in tal translatione dovermi acostar più tosto a la lengua trivisana che ad altra, per esser assai expedita e chiara et intelligibile da tutti, come quella che, secondo il mio giudicio, partipica in molti vocabuli con tutte lingue italiane<sup>12</sup>.

Né il friulano, né il toscano o il veneziano funzionò. Capretto dovette ricorrere alla lingua franca della terraferma, trevigiano veneto.

Le difficoltà linguistiche per comunicare con i friulani non migliorarono la profonda ignoranza degli ufficiali veneziani riguardo alla Patria. Per combattere il problema, nel 1460 la Signoria veneziana ordinò a tutti i rettori sulla terraferma di mappare le loro giurisdizioni, un decreto che certamente aiutò il tentativo di Marin Sanudo ad identificare il layout giurisdizionale delle terre che visitò. Pochi veneziani, tuttavia, possedevano ville o facevano business nella regione, il che voleva dire che c'era poca esperienza personale per contribuire al giudizio pubblico. Fu solo nel 1566 che un consulente militare friulano a

<sup>12</sup> *Costituzioni della Patria del Friuli nel volgarizzamento di Pietro Capretto del 1484 e nell'edizione latina del 1565*, ed. Anna Gobessi and Ermanno Orlando, y con uno studio introduttivo di Giorgio Zordan, Roma, Viella, 1998, p. 103-104.

Venezia riscontrò che l'incomprensione dei senatori veneziani della geografia base del Friuli era così profonda che fece disegnare delle mappe per loro<sup>13</sup>.

Oltre ad incomprensioni linguistiche, la mancanza di una chiara gerarchia amministrativa inibì la legge veneziana in Friuli. Innanzi tutto, vi erano delle considerazioni politiche che ostacolarono il luogotenente a Udine dal supervisionare in modo efficace i suoi colleghi in altre città friulane. Anche loro erano politici veneziani con incarichi temporanei, cosa che portò a fare ogni genere di considerazione che non aveva niente a che fare con l'efficiente governo del Friuli. In secondo luogo, ciascuno dei rettori veneziani riportava direttamente al Senato e al Concilio dei Dieci, invece che al luogotenente, il che rese semplice per loro evadere dagli ordini del luogotenente. In terzo luogo, come osservò un luogotenente deluso, quando Venezia conquistò il Friuli costruì nuove istituzioni veneziane in aggiunta alle vecchie friulane, rendendo le linee di autorità eccessivamente oscure.

304

Perfino l'attento e diligente Marin Sanudo non comprese completamente la complessità delle giurisdizioni in Friuli. In fatti, c'erano 816 *ville* o comunità legalmente costituite delle quali Venezia ne governava direttamente solo 49, l'impero 29 e il patriarca di Aquileia 10. Il luogotenente di Udine sentì appelli dei restanti 729 (non solo dei 66 di cui aveva sentito Marin). Sottoinfeudamenti tenuti da feudatari secolari ed ecclesiastici o città indipendenti divisero la giurisdizione del luogotenente in almeno 60 ulteriori distretti. Anche il livello di autorità variò da giudice a giudice: alcuni sentirono dei casi solo di primo grado, alcuni sentirono anche il primo appello, alcuni avevano autorità solo nei casi civili, altri in entrambi civili e penali ed alcuni potevano infliggere torture o condanne a morte. I giudici locali non avevano nemmeno l'obbligo di informare il luogotenente delle decisioni<sup>14</sup>. Un povero contadino dichiarato colpevole di un crimine aveva poche possibilità di appello contro un giudice abusivo e corrotto, specialmente poiché avrebbe dovuto occuparsi delle spese di viaggio a Udine per perorare prima del luogotenente o aspettare la visita successiva degli *auditori nuovi*. Nel 1553 il luogotenente Francesco Sanudo riportò al Senato riguardo alle «molte discordie e moti» che trovò a Udine. Una delle cause principali derivavano dalla confusione giurisdizionale:

Io trovo, Principe Serenissimo che tante et diverse giurisdizioni insieme con li varij suoi privilegij sono causa de tutti li moti et errori di quella Patria, perchè sotto il Luogotenente sono per l'information che io ho 16 comunità, 16 prelature, 54 castelli, 54 che hano giurisdittioni chi in prima instanti, chi in prima, et in seconda, di modo che, con li molti dottori ed avvocati si mette

13 Edward Muir, *Mad Blood Stirring*, op. cit., p. 33.

14 *Ibid.*, p. 34.

difficoltà nelle cose chiare, e tutte apretiano tanto li suoi privilegij che per ogni minima causa nasceno discordie tra loro, per le qual poi se amazano<sup>15</sup>.

L'attento ascoltatore avrà notato la discrepanza nel numero di giurisdizioni citate. Anche un luogotenente non riusciva a quantificare quante giurisdizioni vi erano sotto la sua propria autorità. Conflitti giurisdizionali si aggiungevano semplicemente alle altre cause di disordine, includendo il continuo feudo tra le principali famiglie aristocratiche, i conflitti di classe a Udine tra i cittadini nobili e il popolo e la resistenza del Parlamento del Friuli all'autorità del luogotenente<sup>16</sup>.

Una parte del problema originò dal fatto che dopo la conquista per assicurare la lealtà degli aristocratici dei feudi, Venezia promise di onorare le loro «*libertates, iura et consuetudines*». Il simbolo dell'autonomia degli aristocratici divenne la bandiera rossa che svolazzava sulle torri dei castelli offrendo inviolabilità personale a coloro che stavano dentro. Così, i castelli divennero paradisi per ladri e assassini che erano disposti ad offrire il loro servizio ai padroni in cambio di protezione.

Ma torniamo ora alla mia domanda iniziale: come possono gli storici trovare il linguaggio adatto a descrivere il dinamismo e le inconsistenze della pratica politica nell'Italia del Rinascimento? Le pratiche politiche del regime veneziano in Friuli erano molto più simili a un colonialismo che a un programma dedicato alla costruzione dello stato. I luogotenenti veneziani, che erano in carica solo per un periodo di 16 mesi, faticarono per trovare un modo per ovviare alle incoerenze istituzionali del *reggimento* negoziando tra le fazioni inclinate alla violenza e costruendo rapporti personali con le famiglie del Friuli. Le istituzioni aggravarono anziché assolvere il loro compito. Ritenevano stimolante il fornire i più elementari servizi governativi di legge e ordine. Il Friuli può essere un caso isolato tra i modelli della formazione dello stato rinascimentale, ma è un caso istruttivo. Neppure una ragnatela amministrativa legò insieme il Friuli perché le fila della legge non furono emanate dal centro di Udine ma direttamente ed individualmente da Venezia. Al massimo, la legge di Venezia era diarchica basata su legami tra gli ufficiali al centro e quelli in periferia. Nell'assenza di una rete amministrativa, ogni nuovo luogotenente a Udine e rettore in altre città friulane doveva ricostruire i legami da sé.

Il Friuli, tuttavia, dimostrò più precisione riguardo i confini di quello che fece per le istituzioni centralizzate. In questo senso, il significato del Friuli per

<sup>15</sup> *Relazioni dei rettori veneti in Terraferma*, vol. 1, *La Patria del Friuli (Luogotenenza di Udine)*, Milano, A. Giuffrè, 1973, p. 53.

<sup>16</sup> *Ibid.*, p. 51-53.

Venezia era di una frontiera con la Germania e l'impero ottomano. Venezia, perciò, creò quello di cui aveva bisogno in Friuli, non tanto il controllo interno della provincia ma piuttosto una sorta di confine. Il Friuli non era un cuscinetto perché era militarizzato per servire le priorità difensive di Venezia e non era un'area perché delle precise linee demarcavano le giurisdizioni veneziane ed imperiali. Come confine il Friuli uguagliava altri confini, luoghi in cui gli ordini del re non arrivavano, luoghi di violenza dilagante che sembrava stranamente «fuori luogo» rispetto al centro metropolitano. Sotto i veneziani il Friuli tornò efficacemente alle sue funzioni del periodo carolingio quando ci fu la marcia del Friuli, una marcia di confine contro gli Slavi e gli Avari. Comprendendo il Friuli come la Krajina d'Italia piuttosto che come una parte integrale di un nascente stato territoriale, possiamo meglio descrivere le anomalie nelle sue pratiche politiche ed evitare di imporre gli standard fuorvianti dello «stato» che la teoria politica richiede.

TECHNOLOGIES DU RÉEMPLOI : MISE EN ORDRE /  
MISE EN ŒUVRE DES ARCHIVES À VENISE (XV<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> SIÈCLE)\*

*Filippo de Vivo*

*All'indice ricorse, e vide tosto  
a quante carte era il rimedio posto.  
L'Arioste, Orlando Furioso*

Au vingt-deuxième chant du *Roland furieux* de l'Arioste, Astolphe d'Angleterre découvre ses amis et compagnons d'armes prisonniers d'un sortilège dans un château enchanté. Il les libère grâce à un livre de magie que lui a offert une sorcière, mais il doit encore trouver la formule du contre-sort. Aussi, « il parcourut l'index et, sur-le-champ / Trouva l'endroit du bon médicament<sup>1</sup> ». L'ironie de l'Arioste joue sur le contraste entre la dimension surnaturelle de la magie et la prosaïque matérialité du livre renfermant les instructions magiques, entre l'ordre naturel du monde, que la magie subvertit, et l'ordre alphabétique de l'index, qui permet de localiser le bon sortilège. L'Arioste semble dire qu'il n'est de savoir, si intimidant soit-il, qui n'ait besoin d'aide à la recherche. La même conclusion s'applique à l'information politique et administrative, en particulier lorsqu'elle s'est accumulée au cours des siècles. Au temps où la politique était secrète et les *Arcana imperii* ésotériques, les élites qui avaient accès à l'information politique ont aussi créé des archives pour les y ranger, et réfléchi à des systèmes pour organiser et indexer ces archives.

C'est particulièrement vrai dans la Venise du premier âge moderne, un État réputé tant pour son art du secret que pour ses immenses archives. Les archives, en particulier celles de la chancellerie secrète, créées à partir du XV<sup>e</sup> siècle et décrites par plusieurs contemporains comme un « trésor », représentent à la fois un symbole de l'omniscience du gouvernement et un instrument de son

\* Une version différente de cet article est parue dans *Archival Science*, 10, 2010, p. 231-248. Je remercie Michela Del Borgo et Claudia Salmini pour leur aide précieuse à l'Archivio di Stato de Venise. Nous utilisons les abréviations suivantes : ASV = Archivio di Stato di Venezia ; CdL = Compilazione delle leggi ; CX = Consiglio di Dieci ; b. = busta ; f. = filza ; r. = registro.

1 « All'indice ricorse, e vide tosto / a quante carte era il rimedio posto » (L'Arioste, *Orlando furioso*, XXII.16).

efficacité<sup>2</sup>. Comme l'écrit en 1646 le conseiller de la République Fulgenzio Micanzio, elles recèlent

outre les raisons publiques de tout l'État, les lois fondamentales, les négociations de guerre, de paix, de trêves, de confédération, et tout ce qui peut appartenir à un grand État, également tous les grands manèges de toute l'Europe, depuis plusieurs centaines d'années, les mutations, les altérations, les relations de tout le christianisme, lesquelles se trouvent dans des livres anciens, dans les lettres des siècles passés, et qui se lisent très difficilement.

À la richesse et à l'ancienneté des archives correspondait la difficulté de sa consultation, comme l'atteste la suite du discours de Micanzio, extrait de la *Vie* de son maître et prédécesseur, Paolo Sarpi. Pour réaliser son propre travail, Paolo Sarpi, conseiller *in iure* et historien, avait été admis à la chancellerie secrète :

308

Avec quelle confiance il répondit à un tel honneur, c'est ce que savent ceux qui gouvernent ; et en peu de temps il en devint si familier, qu'il avait vu tout ce que l'on pouvait souhaiter et, avec un bonheur de mémoire incomparable, il mettait immédiatement la main sur n'importe quel mémoire, livre, manuscrit, relation ou quoi que ce soit qui fut recherché. Qui sait ce que sont les deux chancelleries secrètes de Venise [nous verrons plus loin pourquoi Micanzio parle des chancelleries au pluriel], sait que seuls un esprit divin et une mémoire monstrueuse peuvent les maîtriser facilement.

Comme pour le livre de magie d'Astolphe, il y avait quelque chose de surnaturel dans la capacité de Sarpi à dominer la substance des archives, au point que, avec le temps, « son esprit semblait la chancellerie secrète elle-même ». Le Servite mit en outre cette connaissance au service de ses collègues présents et à venir : « afin que cet usage important ne pérît avec sa vie [Sarpi] a fait tant d'éclaircissements, de notes, de registres, qu'il en a facilité de beaucoup l'usage pour les temps à venir ». Cet article se propose d'examiner l'élaboration d'instruments d'archivage semblables à ceux que Sarpi avait conçus. Comme nous le verrons, ils se fondent sur les traditions de classement bien consolidées de la chancellerie secrète qui connurent une impulsion nouvelle au début du xvii<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>.

Cet aspect n'a pas retenu jusqu'alors l'attention de l'historiographie. L'histoire des archives vénitiennes s'est articulée autour de deux axes connexes. Le premier,

2 Fulgenzio Micanzio, *Vita del Padre Paolo*, dans Paolo Sarpi, *Istoria del concilio tridentino*, a cura di Corrado Vivanti, Torino, Einaudi, 1974, p. 1375.

3 L'organisation des autres archives de la République, en particulier celles de la chancellerie ducale et de la chancellerie inférieure, et des archives des différents offices devra être examinée ailleurs.

élaboré par Leopold von Ranke à une période où les archives occupaient une place particulière dans l'imaginaire européen<sup>4</sup>, s'est intéressé à l'accumulation progressive de données par l'un des gouvernements les mieux informés de l'Europe du premier âge moderne : les archives ont été examinées comme faisant partie de l'art de gouverner<sup>5</sup>. Le second a étudié le milieu de la chancellerie, un corps professionnel qui était également celui d'une élite urbaine sélectionnée sur la base d'un mélange de mérite et de naissance<sup>6</sup>. Peu d'études, en revanche, se sont intéressées à l'usage immédiat et futur de l'archive, aux emplois et réemplois des documents qui s'y accumulaient selon une organisation bien spécifique<sup>7</sup>. Davantage, à de rares exceptions près<sup>8</sup>, on connaît mal les systèmes développés par les Vénitiens dans le but de maîtriser leurs gigantesques archives.

Or, reconstruire ces méthodes est essentiel pour comprendre comment la connaissance de l'histoire a pu être mise au service de la pratique politique du gouvernement de la République de Venise. C'est ce que dit Sarpi lui-même dans un discours repris dans le texte de Micanzio évoqué plus haut. Dans un mémoire, rédigé en 1618, pour décrire la charge qu'il occupait, celle de conseiller *in iure*, il explique que

dans les affaires qui surgissent chaque jour et où le fait est clair, tout bon docteur sera bon conseiller [...] mais, dans les affaires liées à des choses anciennes parfois de plusieurs centaines d'années, quiconque n'aura pas pris le temps de bien

- 4 Filippo De Vivo, « Quand le passé résiste à ses historiographies : Venise et le XVII<sup>e</sup> siècle », *Cahiers du Centre de recherches historiques*, n° 28-29, 2002, p. 223-34.
- 5 Armand Baschet, *Les Archives de Venise. Histoire de la Chancellerie secrète*, Paris, H. Plon, 1870 ; Leopold von Ranke, *Zur Venezianischen Geschichte*, Leipzig, von Duncker & Humblot, vol. 42, 1878, en particulier p. 172-178 ; Horatio F. Brown, « The Constitution of the Venetian Republic and the State Archives », dans *id.*, *Studies in the History of Venice*, London, J. Murray, 1907, vol. 1, p. 293-334.
- 6 Giuseppe Trebbi, « La cancelleria veneta nei secoli XVI e XVII », *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, n° 14, 1980, p. 65-125, et *id.*, « Il segretario Veneziano », *Archivio Storico Italiano*, n° 144, 1986, p. 35-73 ; Mary F. Neff, « Chancery Secretaries in Venetian Politics and Society, 1480-1533 », Los Angeles, University of California, 1986 ; Andrea Zannini, *Burocrazia e burocrati a Venezia in età moderna: i cittadini originari (sec. XVI-XVIII)*, Venezia, Istituto veneto di scienze, lettere ed arti, 1993 ; Marco Pozza, « La cancelleria », dans *Storia di Venezia. Dalle origini alla caduta della Serenissima*, Roma, Istituto della Enciclopedia italiana, vol. 2, 1995, p. 349-369, et vol. 3, 1997, p. 365-387 ; Massimo Galtarossa, *Mandarini veneziani: la cancelleria ducale nel Settecento*, Roma, Aracne, 2009.
- 7 Marco Pozza, « La Cancelleria » dans *Storia di Venezia*, vol. 2, *op. cit.*, p. 349-369 ; *id.*, « La Cancelleria », dans *Storia di Venezia*, vol. 3, *op. cit.*, p. 365-387 ; Claudia Salmini, « Buildings, Furnishing, Access and Use: Examples from the Archive of the Venetian Chancery, from Medieval to Modern Times », dans M. V. Roberts (dir.), *Archives and the Metropolis*, London, Guildhall Library in association with the Centre for Metropolitan History, 1998, p. 93-108.
- 8 Bartolomeo Cecchetti, *Il Regio Archivio generale di Venezia*, Venezia, Naratovich, 1873, p. 32-37 ; Armand Baschet, *Les Archives de Venise*, *op. cit.*, p. 166-215 ; Amelia Vianello, *Gli archivi del Consiglio dei dieci. Memoria e istanze di riforma nel secondo Settecento Veneziano*, Padova, Il Poligrafo, 2009.

regarder le tout et ne sera pas certain qu'il ne s'y trouve rien de plus, ne sera jamais assuré de donner une réponse ferme.

Soigneusement reconstruite, authentifiée de manière convaincante, la documentation historique pouvait se transformer en arme destinée à la défense de la souveraineté vénitienne. De façon plus générale, comme Randolph Head l'a démontré à propos des cantons suisses entre le <sup>xv</sup><sup>e</sup> et le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, les méthodes anciennes d'organisation des archives, en particulier les systèmes utilisés pour compiler les index, reflétaient la vision du monde propre à l'institution qui produisaient ces archives<sup>9</sup>. L'enjeu de cet article est d'illustrer une pratique et de fournir des éléments pour l'étude d'une « mentalité politique ».

## PRODUIRE ET CONSERVER LES DOCUMENTS

310

Avec Simancas et le Vatican, les archives de la République de Venise sont parmi les plus importants dépôts d'archives produites par une chancellerie avant l'époque contemporaine. Situées depuis 1818 dans l'un des plus vastes édifices de la ville, un ancien couvent franciscain, elles rassemblent près de 400 000 documents sur près de 78 km d'étagères<sup>10</sup>. La plupart des documents datent de la période précédant la chute de la République en 1797, et l'important volume de papiers procède de la nature même du gouvernement. Dans une aristocratie gouvernée par des conseils électifs, toutes les décisions faisaient l'objet de discussions et de votes dans un ou plusieurs conseils délibératifs, essentiellement le conseil des Dix, le sénat, et le Grand Conseil qui rassemblait la totalité des patriciens. Si aucune transcription officielle des débats n'était effectuée, c'était cependant le cas des propositions, des contre-propositions et enfin des décisions prises, ainsi que des informations sur lesquelles elles étaient basées et qui formaient une masse substantielle de données continuellement mises à jour. Les archives du sénat à elles seules représentent quelques 14 900 dossiers, entre registres et liasses<sup>11</sup>. La prolifération des écrits est liée à la multiplicité des corps exécutifs en charge d'aspects spécifiques de l'administration de l'État, dans la mesure où une seule affaire pouvait passer successivement par plusieurs bureaux et conseils. La politique de la République, avec ses arbitrages et ses contrôles, avait un impact direct sur la multiplication des éléments enregistrés. De plus, la crainte largement répandue que le corps exécutif le plus petit puisse

9 Randolph Head, « Knowing Like a State: The Transformation of Political Knowledge in Swiss Archives, 1450-1770 », *Journal of Modern History*, n° 75, 2003, p. 745-782.

10 *Guida dell'Archivio di Stato di Venezia*, dans *Guida generale degli Archivi di Stato*, Roma, Istituto poligrafico dello Stato, 1994, vol. 4, p. 857 et 907-909.

11 *Guida dell'Archivio di Stato di Venezia*, op. cit., p. 894.

retrancher du pouvoir à la collectivité du patriciat faisait que les plus petits conseils étaient responsables devant les plus importants et jusqu'au Grand Conseil. Un flot continu d'informations au sein de la structure institutionnelle créait une duplication permanente d'enregistrements.

Avant le rassemblement des archives de la République dans un seul édifice, au XIX<sup>e</sup> siècle, chaque bureau gardait ses propres archives dans ses locaux dispersés dans la ville, soit au Rialto, s'agissant des bureaux supervisant les affaires économiques, soit à l'Arsenal, s'agissant des projets navals, ou aux bureaux des *Procuratie* qui encadraient la place saint Marc (au trésor de saint Marc et dans les édifices publics). Mais les archives les plus importantes appartenaient aux principaux conseils délibératifs et étaient conservées au palais ducal où siégeaient ces conseils. Là, ils étaient divisés en différents dépôts. La *Cancelleria ducale*, dite auparavant *Curia maior*, avait été créée au moment du transfert de plusieurs dépôts à l'intérieur du palais au XIII<sup>e</sup> siècle, comme ce fut le cas ailleurs en Italie au même moment. Son fonds recueillait les chartes du Grand Conseil et, dans une certaine mesure aussi, du sénat<sup>12</sup>. La *Cancelleria secreta*, dite aussi simplement *Secreta*, créée au terme d'un long processus au cours du XV<sup>e</sup> siècle, conservait les documents politiques les plus sensibles, provenant notamment du sénat<sup>13</sup>. Hormis les deux chancelleries, le conseil des Dix avait son fonds propre, qui était peut-être encore plus secret. C'est ce qui peut expliquer, comme nous l'avons vu plus haut, que le biographe de Sarpi parle de deux *Secrete*, même si je n'ai pas trouvé d'autres occurrences de cet emploi. Enfin, la *Cancelleria inferiore*, nommée ainsi car elle était située sous la salle du sénat dans le palais ducal, comprenait les documents du doge et les archives des notaires décédés<sup>14</sup>.

La masse et la complexité de ces documents étaient telles que les chancelleries employaient à temps plein une équipe de quatre-vingts personnes aux statuts variés. Après avoir étudié dans une école spécifique financée par la République, les jeunes apprentis étaient placés sous surveillance au poste de *notai straordinari*, après quoi ils pouvaient progresser par étapes successives et passer *notai ordinari*, puis secrétaires du sénat ou secrétaires du conseil des Dix. Au sommet de la hiérarchie se trouvait le *Cancellier grande*, ou Grand Chancelier, l'office le plus important des non-patriciens dans l'État, élu à vie<sup>15</sup>. L'équipe assistait aux activités quotidiennes des différents conseils et gérait les archives. De même

<sup>12</sup> Marco Pozza, « La Cancelleria », art. cit., dans *Storia di Venezia*, vol. 2, *op. cit.*

<sup>13</sup> Marco Pozza, « La Cancelleria », art. cit., dans *Storia di Venezia*, vol. 3, *op. cit.* ; *Guida dell'Archivio di Stato di Venezia*, *op. cit.*, p. 882.

<sup>14</sup> Maria Pia Pedani Fabris, « *Veneta auctoritate notarius* ». *Storia del notariato veneziano (1514-1797)*, Milano, Giuffrè, 1996.

<sup>15</sup> Matteo Casini, « Realtà e simboli del Cancellier Grande veneziano in Età moderna (secc. XVI-XVII) », *Studi veneziani*, n° 22, 1991, p. 195-251.

que dans d'autres chancelleries européennes du premier âge moderne, il existait peu de distinctions physiques entre les espaces dédiés à la production et au rangement des documents<sup>16</sup>. Les membres de la chancellerie préparaient les informations nécessaires aux affaires du jour, les lisaient aux conseils, et aidaient probablement à la préparation des propositions qui devaient par la suite être modifiées au cours des débats. Puis ils enregistraient les décisions finales, et les archivaient avec les copies ou les originaux des informations discutées au cours de l'instruction, qu'ils serraient dans des volumes cousus ou non reliés (respectivement appelées *filze* et *buste*). Il est fréquent de décrire ces documents comme des brouillons d'actes de gouvernement, mais c'est vraisemblablement une erreur car ceux-ci ne comprennent presque jamais de corrections ni d'annotations d'aucune sorte. Le processus d'écriture comportait deux étapes : premièrement, des textes aujourd'hui pour la plupart perdus, étaient discutés, puis une version finale était consignée, complétée par le résultat des votes. En 1624 en effet, le conseil des Dix rappela aux secrétaires qu'ils devaient transcrire tous les brouillons contenant « apostilles, corrections, ajouts, réformes<sup>17</sup> ».

Un processus linéaire menait de la production à la conservation des données, trait aujourd'hui familier de nos collections. Mais à Venise, les archives couvraient plusieurs siècles et le dispositif pouvait également emprunter le sens inverse. Ce n'était pas simplement parce que l'art de gouverner devait prendre en compte les dossiers antérieurs. De façon plus générale, le système juridique lui-même était basé sur les précédents, et chaque nouvelle loi résumait ou au moins mentionnait les morceaux de législation les plus importants sur le sujet, remontant pour cela souvent longtemps en arrière. Depuis 1263 au moins, les secrétaires de chancellerie étaient chargés de repérer d'éventuelles incompatibilités chaque fois qu'une nouvelle loi était soumise à délibération<sup>18</sup>. C'est une des raisons pour lesquelles on mit une telle énergie à préserver les documents sur le long terme. En effet, depuis le XIII<sup>e</sup> siècle au moins, l'une des tâches des officiers de la chancellerie était la transcription de toutes les décisions (mais non pas des informations sur lesquelles ces décisions se fondaient), sur du parchemin, des registres reliés en cuir ou en bois (*registri*), couvrant un an ou plus, et organisés chronologiquement. Cette pratique, qui représentait une troisième étape du processus évoqué plus haut, était alors appelée *registrare*. Comme un secrétaire l'affirmait en 1600, l'enregistrement était crucial pour la conservation, car leur usage fréquent abîmait le papier des *filze*, « lesquels

16 Bernd Wunder, « La cancelleria », dans Heinz-Gerhard Haupt (dir.), *Luoghi quotidiani nella storia d'Europa*, Roma/Bari, Laterza, 1993, p. 171-181.

17 ASV, CX, Comuni, f. 351, feuillets non numérotés (désormais f.n.n.), 30 mai 1624.

18 Marco Pozza, « La Cancelleria », art. cit., dans *Storia di Venezia*, vol. 3, op. cit., p. 380.

se gâtent et se consomment à tel point qu'avec le temps on pourra difficilement les enregistrer et à peine les lire<sup>19</sup> ». D'une importance symbolique sinon plus grande, du moins égale, la préservation de la mémoire sur le long terme était le signe de l'ancienneté de l'État vénitien, une preuve de sa sagesse et de sa stabilité. Pour cette raison, les registres des archives, y compris les registres secrets qui n'étaient pas destinés à être montrés à quiconque en dehors du cercle des oligarques, étaient frappés aux armes de la République, ornés de miniatures allégoriques de cornes d'abondances, de chérubins et de dieux antiques<sup>20</sup>.

## CLASSER LES DOCUMENTS

Hormis les questions de production et de conservation, la taille des archives vénitiennes rendait les procédés de recherche particulièrement difficiles, parce que les différents documents relatifs à la même affaire, comme par exemple les précédents d'une même loi, relevaient de dossiers distincts, pas seulement par sujet, mais aussi par date, dans les séries appartenant aux différents conseils. Pire, les documents étaient classés, au moment de leur création, selon des modalités qui en affectaient l'archivage. Cela était en partie dû au fait que des institutions gouvernementales diverses supervisaient des champs différents de l'action gouvernementale – ce qui était, comme nous l'avons vu, particulièrement vrai pour les magistratures les plus petites. Mais même dans les conseils les plus importants et dotés de la compétence la plus vaste, tels que le sénat ou le conseil des Dix, différentes activités donnaient lieu à différentes séries de documents, reliés dans des volumes séparés et transcrits dans différents registres, rangés dans des cabinets et des pièces distincts. L'exception à la règle était le Grand Conseil, dont toutes les mesures étaient enregistrées à la suite par ordre chronologique<sup>21</sup>. Cette pratique reflète d'une certaine façon l'influence déclinante de ce conseil au cours du premier âge moderne : il conserva le dernier mot sur la législation constitutionnelle, mais un nombre croissant de décisions furent préemptées par des conseils plus étroits. La plus grande source du pouvoir du Grand Conseil était son pouvoir d'élire de nombreux offices dans la République, et ces élections étaient en effet enregistrées, dans des séries à part de documents, par un secrétaire spécial appelé *Segretario alle Voci*<sup>22</sup>. Une nouvelle fois, la nature évolutive de la politique de la République affectait la forme de ses archives, en l'occurrence par le biais de la prééminence fluctuante de différents conseils.

19 Document publié dans Alfred von Reumont, *Della diplomazia italiana dal secolo XIII al XVI*, Firenze, Barbera, Bianchi e comp., 1857, p. 318-319.

20 Voir par exemple ASV, Senato, Secreti, reg. 64, à propos de l'année 1545.

21 *Guida dell'Archivio di Stato di Venezia*, op. cit., p. 887-888.

22 *Guida dell'Archivio di Stato di Venezia*, op. cit., p. 905-906.

En revanche, le pouvoir croissant du sénat conduisit à une plus grande complexité dans l'organisation de ses archives à partir du xv<sup>e</sup> siècle. En 1493, un patricien vénitien affirmait que les prérogatives du conseil étaient extrêmement intrusives : « Dans ce Conseil [...] se font les grandes choses du gouvernement de la République [...]. On traite les paix, les guerres, les trêves, les traités, les privilèges, les prérogatives [...] »<sup>23</sup>. Des compétences très vastes allant des affaires internes à la politique étrangère s'y déployaient sans cesse, et pour cette raison le sénat se réunissait au moins trois jours par semaine, contrairement au Grand Conseil qui ne se réunissait que les dimanches<sup>24</sup>. Les papiers résultant de ces différentes activités étaient classés en différentes séries dès le moment de leur production. En 1401, on distinguait les *Misti*, qui regardaient l'administration de la cité et de l'État, des *Secreti*, dont on estimait qu'ils devaient être tenus secrets (conservés par la suite dans la chancellerie secrète). À partir de 1440, les *Misti* furent divisés en *Terra*, pour ce qui concerne l'administration de la cité et de l'État territorial, et en *Mar*, pour ce qui concerne l'administration de l'Empire maritime.

Au cours des années 1556-1560, deux séries parallèles de mémoires « secrets » furent créées, aux côtés des *Secreti* à proprement parler : *Costantinopoli* (regardant les relations avec l'Empire ottoman) et *Roma* (regardant les relations avec le Saint-Siège). En 1630, la série des *Secreti* fut divisée entre *Corti* (relations extérieures) et *Rettori* (relations intérieures). Somme toute, le sénat produisit des séries d'archives plus ou moins continues, y compris certaines très spécifiques telles que celles de l'administration des bénéfices ecclésiastiques (*Possessi ecclesiastici*), de la Monnaie (*Zecca*) et de l'Arsenal<sup>25</sup>.

Une semblable spécialisation dans les archives obéissait à un double objectif. Le premier était procédural. Tous les membres d'un conseil n'étaient pas admis à la discussion de toutes les affaires. On peut citer à cet égard le cas bien connu des individus proches des prélats, les *papalisti*, exclus des discussions concernant les négociations avec le Saint-Siège, dont le contenu était consigné dans la série *Roma*<sup>26</sup>. À partir de 1674, ils furent autorisés à participer à certaines d'entre elles, ce qui amena à la création d'une autre série spéciale, *Roma expulsis papalis*, qui s'opposait désormais à la série *Roma*

<sup>23</sup> « In questo Conseio [...] si fa le gran cose in governo della Republica [...] si tratta le pase, le guerre, le trieve, i pacti, i privilegij, et prerogative, et similia » (Marino Sanudo, *De origine, situ et magistratibus urbis venetae ovvero la Città di Venetia* [1493-1530], Milano, Cisalpino / La Goliardica, 1980, p. 101).

<sup>24</sup> Filippo De Vivo, *Information and Communication in Venice*, Oxford, Oxford University Press, 2007, p. 25-28.

<sup>25</sup> Guida dell'Archivio di Stato di Venezia, op. cit., p. 894-895.

<sup>26</sup> Giuseppe Del Torre, « "Dalli preti è nata la servitù di quella repubblica". Ecclesiastici e segreti di stato nella Venezia del Quattrocento », dans S. Gasparri, G. Levi et P. Moro (dir.), *Venezia. Itinerari per la storia della città*, Bologna, Il Mulino, 1998, p. 131-158.

*ordinaria*. Comme il aurait été peu pratique de leur demander de quitter la pièce plusieurs fois par jour, la production de différentes séries d'archives a probablement eu pour corollaire une réorganisation du travail des membres du conseil, consacrant l'examen de certaines affaires à certains moments bien précis de la journée. Aussi, l'organisation des séries accompagna la mise au point d'un mécanisme constitutionnel.

Mais la spécialisation des registres eut aussi un objectif archivistique. Tout d'abord, elle permit l'élaboration de différents niveaux de confidentialité, impliquant à leur tour des règles de sécurité différentes concernant la préservation et l'accès aux différents registres d'archives. Ainsi, par exemple, l'ensemble du service de la chancellerie n'était pas autorisé à intervenir dans n'importe quel domaine. Comme le leur rappelait une affiche apposée aux murs de la chancellerie ducal, seuls les secrétaires du sénat pouvaient accéder au sénat et en consigner les actes. Puis ils séparaient ceux-ci entre *secreti* et *comuni*, et transmettaient les derniers aux apprentis notaires pour transcription<sup>27</sup>. La spécialisation des registres aidait également à retrouver des données spécifiques. La prolifération de séries différentes peut nous sembler augmenter la complexité de l'archive. Mais, à l'époque, cela a dû être d'une grande aide pour les secrétaires chargés de préparer le travail sur des domaines particuliers, car ils savaient quels conseils traitaient tel aspect du gouvernement et de quelles séries il relevait. Le seul élément supplémentaire à connaître était l'année à laquelle la législation concernée était entrée en vigueur car les registres et les documents préparatoires étaient archivés par ordre chronologique. Par souci de clarté, les dates de chaque pièce d'archive étaient reproduites au dos ou dans la marge de celle-ci, souvent en lettres capitales, horizontalement ou verticalement selon la disposition des dossiers sur les étagères des archives. En outre, les *registri* comprenaient un index chronologique en tête de chaque feuille (dans une position identique à celle d'un titre courant dans un livre imprimé) afin de permettre de retrouver les dates en un clin d'œil. De la sorte, les archives vénitiennes combinaient de façon pragmatique notre système de classement par institution et une autre forme de classement par thème ou par matière.

## L'INDEXATION DES DOCUMENTS

Deux complications supplémentaires se présentaient à quiconque cherchait à retrouver des documents anciens à Venise, qu'il s'agisse de localiser un document par date ou de repérer des informations sur le long terme. La pratique d'enregistrement des documents (décrite plus haut), répondait au premier de

<sup>27</sup> ASV, CX, Comuni, r. 64, c. 151v, 18 décembre 1614.

ces problèmes. Toutefois, connaître l'année d'une décision précise ne dispensait pas de dépouiller une masse considérable de documents. Ainsi, au début du xvii<sup>e</sup> siècle, la série *Terra* du sénat représentait quatre liasses épaisses d'écriture fine et serrée pour chaque année, la série des *Comuni* du conseil des Dix en comportait quatre ou cinq. Les registres rendaient possible la navigation dans le dédale de cette masse des décisions grâce à un index des matières. Les index étaient généralement nommés *rubriche*, et *rubricare* (indexer) était l'une des activités les plus régulières des membres de la chancellerie. Les index étaient particulièrement importants pour les séries les plus généralistes, telles que les *Secreti*, qui comprenaient sans distinction toutes les décisions dont on estimait qu'elles devaient demeurer secrètes et qui n'étaient pas incluses, pour cette raison, dans des séries spécifiques.

Mais les index placés au début de chaque registre n'apportaient qu'une aide ponctuelle, ajustée à chaque registre : trouver le bon dossier imposait malgré tout d'avoir une vague idée de la date du document. Or, en pratique, les secrétaires à la recherche de précédents ou les patriciens désireux de retracer l'histoire de certaines décisions avaient besoin de consulter les archives sur le long, voire le très long terme. De quels outils pouvaient-ils disposer ? Le plus immédiat provenait de la dimension jurisprudentielle de la loi vénitienne : chaque décision mentionnait les dates de celles auxquelles elle se référait. Après avoir repéré une mesure spécifique, il était ainsi aisé de retrouver au moins une partie de la législation antérieure sur le sujet. Avec le temps toutefois, un instrument plus systématique fut élaboré sous la forme d'index couvrant plusieurs années, voire plusieurs décénies, référençant plusieurs registres d'une série et combinant tous les index placés au début de chacun de ces registres. Ces index d'index étaient appelés également *Rubriche* (j'utiliserai désormais la majuscule pour les distinguer des index spécifiques à chaque registre, bien que la distinction entre les deux n'apparaisse pas clairement dans les textes de l'époque).

Certaines séries de documents conservés dans la *Secreta* avaient des *Rubriche* séparées, telles que les dépêches d'ambassadeurs et des autres représentants de la Sérénissime à l'étranger. Les secrétaires de la chancellerie ne recopiaient pas les dépêches, mais en résumaient les points saillants au dos de chacune d'elle. De plus, à partir de 1557, ils commencèrent à en copier des résumés, ou des bouts de résumés, sur des *Rubricari* distincts, un pour chaque ambassade. Au total, on possède 300 de ces *Rubricari*<sup>28</sup>. Ces résumés étaient extrêmement détaillés, représentant parfois la moitié de la longueur de la dépêche d'origine, et

28 R. Morozzo Della Rocca (dir.), *Archivio di Stato di Venezia. Dispacci degli ambasciatori al senato. Indice*, Roma, Ministero dell'Interno, 1959, p. 349-404.

distinguaient les différents sujets par paragraphe (« *a capo per capo* »)<sup>29</sup>. Tous ces sujets étaient ensuite indexés au début du *Rubricario*. Destinés de toute évidence à une consultation rapide, ils furent pour cette raison placés dans les « *armaruoli* » de la salle du *Collegio*, l'institution chargée de la politique extérieure<sup>30</sup>.

Enfin, il faut également citer le cas des *Annali*, tenues par le « *segretario annalista* », selon la décision du conseil des Dix en 1551, qui représentaient une chronique des actes principaux et les plus mémorables de la République, touchant plus particulièrement à la politique étrangère<sup>31</sup>. Même s'il ne s'agissait pas à proprement parler d'index, ces derniers étaient malgré tout des registres chronologiques de documents extraits de séries variées et ils pouvaient servir de guide à la consultation de ces séries (le secrétaire était d'ailleurs chargé de rechercher et d'apporter au *Collegio* les précédents utiles aux discussions en cours)<sup>32</sup>. Mises à jour périodiquement, les *Annali* devaient ainsi gagner une fonction véritablement « historique », parallèle à celle de l'historiographie officielle, fonction qui, à la différence de cette dernière, était interne au gouvernement, pourvoyeuse des « *ragioni della Signoria nostra* » et utile dans les controverses juridictionnelles ou frontalières.

#### LE CLASSEMENT COMME PROCESSUS HISTORIQUE

L'élaboration du classement des archives prit place sur une très longue durée. D'une certaine manière, l'élément temporel est inscrit dans le processus d'indexation et d'enregistrement, travail de longue haleine que les secrétaires réalisaient de façon discontinue. Idéalement, les dossiers devaient être transcrits dans des registres immédiatement après avoir été conclus, chaque année, semestre ou trimestre. Mais ce travail était bien souvent réalisé plus tard. Les registres ne sont pas datés, mais on peut avoir une idée du délai de leur élaboration en observant l'intervalle de temps qui sépare les derniers registres indexés de ceux qui sont restés non indexés à la fin de la République en 1797. Les registres des séries *Terra* et *Corti*, par exemple, s'arrêtent en 1787-1788 ; mais les séries *Rettori* et *Roma* courent, elles, jusqu'en 1795. Il y avait donc un intervalle de temps important entre la consignation des documents et leur indexation. En 1602, le

29 ASV, CdL, b. 107, c. 501, 26 novembre 1557. Pour un exemple de dépêche et de résumé indexés côte à côte, voir Rawdon Brown, *L'archivio di Venezia con riguardo speciale alla storia inglese, con una nota preliminare del Conte Agostino Sagredo*, Venezia/Torino, G. Antonelli/L. Basadonna, 1865, p. 311-314.

30 R. Brown, *L'archivio...*, op. cit., p. 72n.

31 ASV, CdL, b. 107, c. 448, décret du 18 décembre 1551, publié dans R. Brown, *L'archivio...*, op. cit., p. 62-63, trad. fr. dans A. Baschet, *Les Archives de Venise*, op. cit., p. 402-404. Voir aussi B. Cecchetti, *Il Regio Archivio generale di Venezia*, op. cit., p. 77-79.

32 R. Brown, *L'archivio...*, op. cit., p. 62-63 et 315-319.

responsable de la *Secreta* rapportait que seuls quelques index existaient pour les registres d'audiences d'ambassades depuis l'année 1574<sup>33</sup>.

Il a dû être plus difficile encore de maintenir les *Rubriche* à jour. Quand le conseil des Dix ordonna leur compilation pour la première fois en 1459, il ne précisa pas la fréquence du processus. Le secrétaire chargé des documents secrets avait pour tâche d'enregistrer et de rubriquer « de temps en temps », *de tempore in tempus*<sup>34</sup>. Les Dix ont semble-t-il exigé que les secrétaires mettent à jour les *Rubriche* au fur et à mesure qu'ils complétaient les registres. Dans la réalité, ces mises à jour avaient lieu lors de périodes d'activité intense qui suivaient des années de négligence. La *Rubrica* portant le numéro 2 de la série *Mar* du fonds du sénat en est un bon exemple, qui compile 22 registres couvrant les années 1478-1541<sup>35</sup>. Elle a été rédigée par six mains au moins. Deux ou trois secrétaires la tinrent à jour dans les années 1478-1500 mais, après cela, la *Rubrica* a dû tomber dans l'oubli jusqu'à 1538 environ. Un autre secrétaire reprit alors l'indexation des registres 14-15, puis la maintint à jour avec l'aide d'un collègue au moins jusqu'en 1541. Le procédé requerrait tant de temps qu'il était parfois tout simplement abandonné. Les *Rubriche* de la série *Mar* du sénat semblent disparaître en 1639, celles de la série *Terra* en 1645<sup>36</sup>. En 1459, le conseil des Dix avait clairement sous-estimé la tâche. Seul un *Rubricario* de la série *Secreti* du sénat fut compilé au xvi<sup>e</sup> siècle, couvrant les trente premières années de la série.

Au vu de ces difficultés structurelles, l'indexation doit être considérée comme un processus historique à part entière, qui absorba les énergies et connut des accélérations liées à des conjonctures particulières ou à des événements de l'histoire vénitienne. Le milieu du xv<sup>e</sup> siècle représente le premier de ces moments d'accélération : comme nous l'avons vu, les archives furent alors divisées et séparées en fonction de leur degré de confidentialité. À partir de là, les index se firent plus complexes et les premières *Rubriche* indexant les registres furent réalisées. C'est également à cette époque que la République et ses *domini* connurent leur plus grande extension géographique – en particulier sur la terre ferme italienne, lorsqu'une politique extérieure agressive accrut la nécessité du secret –, mais aussi la plus importante production de documents<sup>37</sup>.

Il y eut un second moment d'accélération, peu après les guerres des années 1509 et 1529 et la défaite qui s'ensuivit, qui mirent fin à la période

33 Document publié dans Alfred von Reumont, *Della diplomazia italiana dal secolo XIII al XVI*, op. cit., p. 325.

34 ASV, CX, Misti, r. 15, c. 191, 31 octobre 1459.

35 ASV, Senato, Mar, Rubriche, r. 2.

36 Guida dell'Archivio di Stato di Venezia, op. cit., p. 895.

37 Frederic C. Lane, *Venice: A Maritime Republic*, Baltimore/London, Johns Hopkins University Press, 1973, p. 224-242.

d'accroissement que l'on vient d'évoquer. Comme Claudia Salmini l'a suggéré, Andrea de Franceschi (1473-1552, Grand Chancelier depuis 1529), conçut la réorganisation des archives dans le cadre d'un processus de rénovation générale de la République, dans sa forme et dans sa constitution, sous le règne du doge Andrea Gritti (1523-1538) : la *renovatio archivii* coïncida avec la *renovatio urbis* de Venise<sup>38</sup>. C'est aussi dans les années 1530 que Andrea de Franceschi prépara un inventaire de tous les registres de la série des *Secreti* antérieurs à cette date ainsi qu'un inventaire plus complet de la chancellerie secrète sans index<sup>39</sup>. Avec le secrétaire Pietro Bressan, de Franceschi compila également un magnifique index enluminé sur parchemin de tous les traités passés par la République de Venise avec les puissances étrangères, et il adjoignit aux volumes des *Patti* un index alphabétique des régions auxquelles ces traités s'appliquaient<sup>40</sup>. Ils préparèrent ensemble une *Rubrica* richement ornée, organisée par matière selon trois couleurs différentes, de deux des plus importants volumes de ces traités intitulés respectivement *Albus* (puissances orientales) et *Blancus* (puissances occidentales) ainsi que des index d'une série similaire, les *Commemoriali*<sup>41</sup>. Ce n'est pas un hasard si cette période de grande énergie dans la transcription et l'indexation de traités relatifs à la politique étrangère coïncide avec le moment où la République abandonna ses velléités expansionnistes pour une stratégie déterminée de neutralité. Négociations et traités étaient désormais les nouvelles armes de Venise et, pour cette raison, ils devaient être tenus en bon ordre.

En dépit des nombreux index spécifiques réalisés par de Franceschi, le processus d'enregistrement et d'indexation régulier s'étira jusqu'au début du XVII<sup>e</sup> siècle. La plupart des études les plus récentes des archives vénitiennes s'arrêtent au XVI<sup>e</sup> siècle renaissant, ce qui correspond à la désaffection générale des études pour le *Seicento*, perçu comme le siècle de la « décadence<sup>42</sup> ». En réalité, il y eut une période de « révision et de réorganisation » radicale, comme l'indique le conseil des Dix, en 1599, lorsqu'il chargea deux patriciens de la *revisione et regulatione* de leurs propres archives<sup>43</sup>. En 1601, les Dix créèrent également l'office de Surintendant (« *Sopraintendente* ») de la chancellerie secrète et le réservèrent

38 Claudia Salmini, « Buildings, Furnishing, Access and Use: Examples from the Archive of the Venetian Chancery, from Medieval to Modern Times », art. cit., p. 102 ; Gaetano Cozzi, *Repubblica di Venezia e Stati italiani. Politica e giustizia dal secolo XVI al secolo XVIII*, Torino, Einaudi, 1982, p. 293-311 ; Manfredo Tafuri, *Venezia e il Rinascimento. Religione, scienza, architettura*, Torino, Einaudi, 1985.

39 Respectivement « Index librorum secretorum », ASV, Secreta, Indici, b. 4 et « Inventarium librorum Cancellariae », ASV, Secreta, Indici, b. 4.

40 Gaetano Cozzi, *Repubblica di Venezia e Stati italiani. Politica e giustizia dal secolo XVI al secolo XVIII*, op. cit., p. 306 ; Claudia Salmini, « Buildings, Furnishing, Access and Use », art. cit., p. 102-103 ; *Guida dell'Archivio di Stato di Venezia*, op. cit., p. 907.

41 ASV, Secreta, Indici, b. 3.

42 Marco Pozza, « La Cancelleria », art. cit., dans *Storia di Venezia*, vol. 2 et vol. 3, op. cit.

43 ASV, CX, Comuni, r. 49.

à l'historien officiel de la République et à ses successeurs<sup>44</sup>. La décision est demeurée célèbre car c'était la première fois qu'un historien prenait en charge le gouvernement des archives. Mais les Dix n'étaient pas concernés au premier chef par la pertinence d'une méthode historique – dans les faits, Morosini avait été nommé historiographe deux ans plus tôt et avait déjà accès aux archives<sup>45</sup>. En revanche, ils étaient préoccupés par l'inefficacité de la *Secreta*, comme ils l'expliquaient dans le préambule à la nomination de Morosini :

Les *Rubricarii* de la correspondance des Cours, et les registres des discours faits aux ambassadeurs et des autres représentants des princes n'ayant pas été compilés depuis de nombreuses années sinon de façon très partielle [...] ainsi que les registres ordinaires des délibérations du Sénat, et des affaires de Rome, Constantinople et des autres Cours qui doivent encore être enregistrées et indexées, on ne doit cependant plus tarder à y pourvoir par provision prompte et exécutive, pour qu'on ne puisse laisser perdurer un ordre aussi pernicieux et qui apporterait trop d'inconvénients aux choses de notre Gouvernement.

Morosini était tout désigné pour ce travail en raison de sa connaissance de l'histoire et de sa formation. Patron des arts, hôte du rassemblement vénitien d'hommes de lettres le plus important dans les années 1590, il prit à cœur sa tâche d'indexation et d'inventaire. L'un de ses frères, bibliothécaire de la République, prépara un catalogue des livres que le cardinal Bessarion avait légués à Venise, classés par langue, que Morosini fit transcrire dans un codex spécifique<sup>46</sup>.

Ayant placé un expert à cette charge, les Dix accrurent l'équipe permanente chargée d'enregistrer et d'indexer les documents de la *Secreta*, tout d'abord de un à deux<sup>47</sup>, puis à quatre secrétaires, ces derniers étant nommés dans le même décret que Morosini.

Les Dix définirent également précisément les tâches spécifiques de ces secrétaires : l'enregistrement des vieux documents (un secrétaire avec une pension de 120 ducats par an), celui des documents en cours (deux secrétaires, avec une pension de 60 ducats par an chacun), l'enregistrement des données en ordre chronologique et thématique dans les *Annale*s (un secrétaire, 120 ducats

<sup>44</sup> ASV, CdL, b. 108, c. 22, 17 septembre 1601, publiés dans Alfred von Reumont, *Della Diplomazia italiana dal secolo XIII al XVI*, op. cit., p. 320-322.

<sup>45</sup> Emmanuele Antonio Cicogna, *Delle iscrizioni veneziane*, Venezia, G. Orlandelli, 6 vol., 1824-1853, vol. 4, p. 465.

<sup>46</sup> Marino Zorzi, *La Libreria di San Marco. Libri, lettori, società nella Venezia dei Dogi*, Milano, Mondadori, 1987, p. 205 et 473.

<sup>47</sup> ASV, CdL, b. 108, cc. 6-9, 21 avril 1600, publié dans Alfred von Reumont, *Della Diplomazia italiana dal secolo XIII al XVI*, op. cit., p. 317-318.

par an). Puis, un an après son entrée en charge en 1605, le Grand Chancelier Bonifacio Antelmi (1542-1610) modifia de nouveau les statuts de la chancellerie de façon à fixer les horaires de travail, réduire les absences et rationaliser la répartition des charges. Parmi les buts fixés, il mentionna celui de tenir les registres et les *rubricarii* des dépêches « en ordre et tenus au jour le jour [...] afin que dans les délibérations des sages et des autres services du sénat, lesdits *rubricarii* soient disponibles, et qu'ils n'entravent pas les affaires publiques ».

Les secrétaires chargés de ces tâches étaient exemptés d'autres services et on leur fournit l'aide supplémentaire de quatre novices de la chancellerie<sup>48</sup>. Il semble qu'Antelmi ait aussi réorganisé les archives internes de la chancellerie, concernant les activités du service, en ouvrant un registre des « secrétaires ordonnés hors de Venise » en 1608<sup>49</sup>.

Près de trois ans après, son successeur Leonardo Ottobon s'attela à la réalisation d'une liste alphabétique de tous les membres de la chancellerie, avec des informations sur la progression de leur carrière et leurs tâches spécifiques<sup>50</sup>. Au même moment, les Dix transférèrent la charge de l'indexation des secrétaires travaillant au sein de la chancellerie vers les secrétaires au service des ambassadeurs à l'étranger, qui devaient compiler les *Rubricari* dans des volumes spéciaux destinés à être remis à ceux-ci avant leur départ de Venise, ainsi que les dépêches<sup>51</sup>.

Ces réformes d'organisation du travail des personnels rencontrèrent un certain succès. En 1612, les *Rubricari* des lettres des ambassadeurs avaient toujours du retard mais l'enregistrement et l'indexation de toutes les délibérations étaient à jour en 1614<sup>52</sup>. Davantage, Morosini s'assura de la mise à jour des *Annale*s, instituées en 1551 mais laissées inachevées depuis plusieurs années<sup>53</sup>. Cette accélération de l'indexation des données coïncida avec un effort plus large pour organiser l'ensemble des archives de la République. S'agissant des archives propres du conseil des Dix, deux patriciens furent chargés de superviser, d'une part, la préparation de deux répertoires des lois, civile et criminelle et, d'autre part, l'élaboration d'un *Rubricario* par matière<sup>54</sup>. En 1614, ils préparaient probablement un « extrait de nombreuses lois par chapitres,

48 ASV, CX, Comuni, f. 257, f.n.n., 25 septembre 1606.

49 Guida dell'Archivio di Stato di Venezia, op. cit., p. 904.

50 Le registre couvre les années 1554-1658 ; notre datation provient du fait qu'Ottobon, élu en 1511, est le premier Grand Chancelier à être cité. Cf. ASV, Cancellier Grande, r. 1, Catalogo dell'Ordine della Cancelleria Ducale.

51 ASV, CX, Comuni, r. 64, c. 152, 18 décembre 1614, publié dans R. Brown, L'Archivio..., op. cit., p. 59-61.

52 ASV, CX, Comuni, r. 64, c. 152, 18 décembre 1614.

53 Rapport du 26 octobre 1616, dans ASV, CX, Secreti, f. 32, f.n.n., qui comprend des mesures prises le 19 avril 1617.

54 Gino Benzoni, « Un Ulpiano mancato: Giovanni Finetti », Studi veneziani, n° 25, 1993, p. 57-58.

pour pouvoir plus facilement et avec plus de rigueur réduire celles-ci, ainsi que d'autres matières traitées par le présent Conseil, selon un ordre plus restreint, en recueil, pour la pleine connaissance et bonne exécution de toutes ces lois<sup>55</sup> ». Dans les mêmes années, les Dix prirent également des mesures pour réaliser un effort global de revue de la législation de la République, comprenant les archives des trois plus importantes assemblées législatives, dont deux secrétaires furent chargés avec le titre de *Segretari leggisti*<sup>56</sup>. En outre, le sénat proposa également de payer à un légiste de renom le salaire extraordinairement élevé de 1 000 ducats par an afin de produire une collection systématique des lois extraites des archives<sup>57</sup>. Cette entreprise échoua, mais laissa quelques traces dans les archives<sup>58</sup>. Enfin, des inventaires furent préparés ainsi que des index. En 1610, le Grand Chancelier Antelmi prépara un inventaire de la chancellerie ducal<sup>59</sup>. En 1611, les patriciens responsables des archives du conseil des Dix préparèrent un autre inventaire, au total 858 pièces divisées en plusieurs séries, avec de nombreuses listes de *Registri* reliés et de *filze* non enregistrées, classées par ordre chronologique<sup>60</sup>.

Ce qui frappe dans toutes ces mesures n'est pas seulement l'accélération qui fut donnée à l'organisation des différentes séries de documents d'archives de la République, mais la coordination qu'elle impliquait au sein des différentes sections de cet archive : celles des chancelleries ducal et secrètes, celles du conseil des Dix. Il y a plusieurs raisons à cela. En 1574-1577, deux incendies détruisirent les archives du palais ducal, ce qui rendit sans doute le gouvernement sensible à la fragilité de l'archive et à la nécessité de disposer d'un inventaire de ses contenus<sup>61</sup>. En outre, l'indexation devint à la fois plus cruciale et plus onéreuse, car le nombre d'archives secrètes réclamant des dossiers séparés et l'enregistrement dans la *Secreta* avaient cru de manière exponentielle : pour le seul sénat, on passa d'une à cinq séries, ce que Morosini ne manqua pas

55 « *Un'estratto di molte leggi sotto capi, per poter con maggior facilità et miglior ordine ridur, et queste, et altre più necessarie nelle materie che al presente vengono trattate in esso Consiglio [di Dieci] ad una ristretta regulatione, et compendio per intiero lume et essecutione di tutte esse leggi* » (ASV, CX, Comuni, r. 64, cc. 110v-111, 17 octobre 1614 ; l'extrait est probablement en CX, Miscellanea Codici, 10).

56 ASV, CdL, b. 108, c. 40-42, 24 octobre 1606.

57 Gino Benzoni, « Un Ulpiano mancato: Giovanni Finetti », art. cit., p. 57-68.

58 Par exemple, la « Tavola générale » dans ASV, CX, Miscellanea codici, 79.

59 Cité dans Armand Baschet, *Les Archives de Venise*, op. cit., p. 178-180. Nous n'avons pas pu retrouver ce volume ; en 1786 il était conservé dans les archives du conseil des Dix où un clerc chargé d'inventorier le fonds le signale (ASV, CX, Miscellanea codici 93, Catalogo Ragionato di tutti i Registri, filze, e Carte, che si trovano nell'Archivio Secreto dell'Eccelso Cons. di X, c. 90v).

60 ASV, CX, Miscellanea Codici, 93bis, Inventario di filze, libri, e registri delle parti e lettere dell'Eccelso Consiglio di Dieci.

61 Armand Baschet, *Les Archives de Venise*, op. cit., p. 160-166.

de souligner dans son premier rapport<sup>62</sup>. Les archives du conseil des Dix connurent également un accroissement impressionnant. Ainsi, l'inventaire de 1611 montre que les dossiers de la série des *Communi* augmentaient d'un par an dans les années 1530, puis deux dans les années 1544-1579, trois dans les années 1580-1590, quatre entre 1591 et 1600 puis cinq, voire six lors des années suivantes<sup>63</sup>. Accroître l'activité d'indexation de la chancellerie fut une réponse à l'augmentation de la production d'écrits administratifs.

Maintenir l'archive en ordre ne relevait pas seulement de la routine mais également de périodes de travail exceptionnelles. L'archivage revêtait une importance particulière lorsqu'il s'agissait de préparer et de soutenir les offensives légales entreprises par la République concernant les frontières, la juridiction et les fiefs. En 1606-1607, l'affaire de l'Interdit reposait largement sur des questions de précédents juridiques, amenant la République à commander des recherches à grande échelle dans ses archives<sup>64</sup>. Quelques années plus tard, entre 1610 et 1617, une controverse avec Rome et l'Espagne à propos du *dominio* vénitien dans l'Adriatique exigea également des recherches approfondies, couvrant plusieurs siècles d'histoire<sup>65</sup>. C'est pour de telles raisons que les conseillers juridiques de la République, comme Paolo Sarpi, se virent concéder un accès plein et entier aux archives. Il ne reste aucune trace des index que Paolo Sarpi aurait compilés, comme l'affirme Fulgenzio Micanzio, ni de la *Rubrica* générale à laquelle un de ses biographes aurait eu accès au XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>66</sup>. Mais des *sommari* réalisés par Sarpi à propos de controverses particulières nous sont parvenus. Il s'agit d'inventaires, recensant les références des documents dans les archives, ainsi que d'une brève indication de la façon dont ils pouvaient être utilisés<sup>67</sup>. À la mort de Sarpi, les *sommari* furent retranscrits sur parchemin et déposés dans les archives de la *Secreta*, probablement afin de servir de guide à la recherche pour les futures générations de conseillers.

62 Document publié dans Alfred von Reumont, *Della diplomazia italiana dal secolo XIII al XVI*, op. cit., p. 323-324.

63 ASV, CX, Miscellanea Codici, 93bis.

64 Cf. Filippo De Vivo, *Information and Communication*, op. cit., p. 162.

65 Filippo De Vivo, « Historical Justifications of Venetian Power in the Adriatic », *Journal of the History of Ideas*, n° 64, numéro spécial, « The Uses of Historical Evidence in Early Modern Europe », 2003, p. 159-176.

66 Francesco Grisellini, *Memorie anedote spettanti alla vita ed agli studi del sommo filosofo e giureconsulto F. Paolo servita*, Lausanne, Giovanni Nestenus et comp., 1760, p. 151-152 ; Corrado Pin, « Le scritture pubbliche trovate alla morte di fra Paolo Sarpi nel convento dei Servi », *Memorie dell'Accademia delle Scienze di Torino*, 2, 1978, p. 311-369.

67 Les documents sont principalement extraits de la série *Commemoriali* ; cf. par exemple Biblioteca nazionale braidense, ms. AG.X.6, cc. 51v-86, *Sommario del dominio del Mar Adriatico*, avec un inventaire des documents cotés 840 à 1614.

La mise en ordre des archives, la division des documents dans des séries parallèles, leur enregistrement dans des volumes reliés et indexés, la création d'index généraux, d'inventaires et des registres furent un processus de longue haleine. Celui-ci connu, à l'occasion des réorganisations des archives de la République, des périodes d'accélération liées à une conjoncture politique spécifique. En d'autres termes, l'activité bureaucratique de l'indexation est un aspect de l'histoire de la République au sens plein et entier. Comme d'autres états à la même époque, la Sérénissime se tint à l'organisation de ses écrits par institution. Toutefois, grâce à une spécialisation de ses fonctions de gouvernement, partant de procédures délibératives traduites ensuite en archives manuscrites soigneusement séparées, les Vénitiens introduisirent également une forme de division par matière dans les archives de chaque institution, qu'ils développèrent dans des compilations d'index incroyablement complexes et englobantes. Les archivistes vénitiens combinèrent les deux systèmes les plus essentiels pour l'organisation des données : le système chronologique et le système thématique<sup>68</sup>. Dès le xv<sup>e</sup> siècle, la République vénitienne sépara et indexa les documents selon les différents champs d'action de l'État – ce que des États plus petits au nord des Alpes ne commencèrent à faire qu'au xviii<sup>e</sup> siècle<sup>69</sup>. Aussi, il ne fait pas de doute que l'organisation croissante des archives de la République reflète la complexité croissante de l'État.

Pour finir, il est instructif de revenir sur les relations, évoquées au début de cet article, entre l'ordre des archives et leur secret. D'un côté, le désir de préserver le secret était l'un des soucis majeurs de l'organisation des archives. En 1401, le gouvernement décida de séparer le fonds du sénat des autres afin d'en rendre l'accès plus difficile. En 1459, le conseil des Dix ordonna pour la première fois la compilation de *Rubricari* dans la même loi qui instaurait un dépôt séparé pour les archives les plus sensibles. Il est clair que le caractère secret des archives et la possibilité de leur exploitation étaient les deux faces d'une même médaille, à tel point que la plus grande énergie fut déployée dans l'indexation des archives les plus secrètes. Ainsi par exemple, il n'existe pas de *Rubriche* pour les séries *Terra* et *Mar* après 1645 et 1639 respectivement, alors que les *Rubriche* des séries plus secrètes des *Rettori* et *Corti* sont continues, jusqu'à 1713 et 1735<sup>70</sup>. Toutefois, le secret et l'organisation n'en constituent pas moins des objectifs contradictoires. Tout d'abord, seule une petite partie des membres de la chancellerie pouvait avoir accès aux documents de la *Secreta*, et *a fortiori* les

68 Cf. Arnaldo D'Addario, « Principi e metodi dell'inventariazione archivistica fra xvii e xix secolo », *Archiva Ecclesiae*, 26-27, 1983-1984, p. 29-48.

69 Randolph Head, « Knowing Like a State: The Transformation of Political Knowledge in Swiss Archives, 1450-1770 », art. cit., p. 745-782.

70 Guida dell'Archivio di Stato di Venezia, op. cit., p. 895.

enregistrer et les indexer, même lorsque le nombre de secrétaires augmenta. De plus, certains documents étaient tenus hors de la vue des secrétaires du sénat. Celui qui compilait la *Rubrica* des registres du fonds des *Secreti* du sénat entre 1483 et 1539 dut omettre toute référence au registre 42. En recensant les volumes qu'il consultait, il s'est contenté de noter que le registre manquait en place (« *vacat, est in Cons[ilio] D[ominorum] Cap[um]*<sup>71</sup> »). Plus de deux siècles après, en 1783, un autre secrétaire chargé d'inventorier les archives du conseil des Dix fut encore interdit d'accès à ce registre dont il nota qu'il se trouvait « dans une armoire secrète, face à la salle du conseil des Dix<sup>72</sup> ». Il contenait la liste des concessions que les ambassadeurs vénitiens avaient été autorisés à faire à l'ennemi après la défaite de l'armée vénitienne en 1509 – concessions que Venise devait plus tard retirer et renier. Il existait certains secrets que la République ne souhaitait pas indexer.

71 ASV, Senato, Secreti, Rubriche 3, c. 4r, se référant au registre n° 42.

72 « *armer segreto in faccia la scala [del] Consiglio di Dieci* » (B. Cecchetti, *Il Regio archivio generale di Venezia*, op. cit., p. 431).



L'USO DELLA LIBERTÀ – LE PROVE DELLA STORIA.  
COMUNICAZIONE TRA SUDDITI BOLOGNESI E SOVRANI  
PONTEFICI (XVI-XVII SECOLO)

*Angela De Benedictis*

Individuare e segnalare analogie e differenze tra due diverse letture di una «libertà» particolare e concreta e tra due diversi usi della storia (e delle storie) è lo scopo che si prefigge il mio contributo. Le fonti sono un trattato manoscritto sempre rimasto tale dalla data di composizione, il 1589, e un'opera a stampa del 1659: entrambe riguardano la peculiare «libertà» bolognese. Gli autori sono un patrizio cittadino che viveva nella esperienza quotidiana delle pratiche politiche di governo, e un religioso professore di diritto e di filosofia morale nello Studio di Bologna. L'uno e l'altro affrontarono sostanzialmente uno stesso problema, ma lo declinarono in maniera diversa.

LA *RESPUBLICA* E LA *LIBERTAS* DI CAMILLO PALEOTTI (1589)

Può essere libera una *Respublica* che sia sotto l'*imperium* di altri? E quale è il significato di *Res publica*? E come si può distinguere la vera libertà dalla falsa libertà? Nel settembre dell'anno 1589 il tempo presente imponeva queste domande a Camillo Paleotti, senatore bolognese, ambasciatore bolognese presso la corte di papa Sisto V<sup>1</sup>, fratello del più famoso arcivescovo di Bologna e poi cardinale Gabriele Paleotti<sup>2</sup>. Il senatore Paleotti formulava quelle domande che investivano l'essenza stessa della politica come arte e come scienza e offriva le risposte allo stesso pontefice Sisto V tramite un breve trattato in tre libri, intitolato *De Republica bononiensi*<sup>3</sup>.

1 Angela De Benedictis, *Repubblica per contratto. Bologna: una città europea nello Stato della Chiesa*, Bologna, Il Mulino, 1995, p. 231-234 e 249-250.

2 Su cui si rinvia al monumentale studio di Paolo Prodi, *Il Cardinale Gabriele Paleotti (1522-1597)*, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 1959-1967, vol. I-II.

3 La copia consultata del trattato manoscritto consultato è una delle definitive, ed è conservata in Archivio Isolani, E. 50 (2), «Manoscritti del Sen. Camillo Paleotti "De Repubblica"». Del trattato ha parlato Paolo Prodi, *Il cardinale Gabriele Paleotti, 1522-1597*, Roma, Edizioni di storia e letteratura, 1959, vol. I, p. 47-50. Cf. anche Angela De Benedictis, *Repubblica per contratto*, op. cit., p. 249, nota 162. Un accenno anche in Andrea Gardi, *Lo Stato in provincia: l'amministrazione della Legazione di Bologna durante il regno di Sisto V (1585-1590)*,

Peraltro le questioni affrontate non erano affatto nuove per lui. Da qualche anno vi si doveva misurare quasi quotidianamente nella pratica della sua vita di senatore e di ambasciatore bolognese a Roma, cioè nei «negozi» che gli imponevano di muoversi in uno spazio politico perimetrato dalla obbedienza al principe e dalla difesa della libertà dello stato della città.

Si trattava di quella pratica di negoziazione che costituiva l'essenza stessa della società degli uomini intesa come comunicazione, come nella seconda metà del '500 osservava chiunque (qualsiasi soggetto collettivo come una città) desiderasse obbedire al principe senza rinunciare alla difesa della propria libertà. Era questione squisitamente politica, come ad esempio un ventennio prima e in tutt'altro contesto – ma sempre a proposito delle capitolazioni tra principe e sudditi – aveva scritto il giurista ugonotto Jean de Coras, riprendendo argomenti anche «ciceroniani», non a caso in un pamphlet che era un piccolo trattato<sup>4</sup>.

I tempi e le procedure dell'agire quotidiano, infatti, non consentivano sempre di poter presentare con argomenti e discorsi adeguati, che andassero oltre la stretta contingenza, i principî cui la pratica pur sempre si informava.

Camillo Paleotti lo aveva sperimentato a più riprese nei quattro anni precedenti la redazione del *De Republica bononiensi* e ne aveva riferito regolarmente al governo cittadino attraverso le lettere ad esso indirizzate.

Quando Felice Peretti era stato eletto e poi consacrato con il nome di Sisto V, Paleotti era uno dei due ambasciatori bolognesi ai quali il papa aveva espresso il suo amore per la città di Bologna proprio in virtù delle sue degne qualità ed in quanto era «antemurale alle cose di Santa Chiesa»<sup>5</sup>. Il 21 maggio 1585, durante la cerimonia nel corso della quale gli ambasciatori bolognesi avevano reso ubbidienza al pontefice a nome della città, era di nuovo stata una giornata che aveva offerto motivi di soddisfazione a Paleotti. Il pontefice aveva risposto con molta dolcezza a tutti i punti dell'orazione con la quale l'ambasciatore gli aveva offerto l'obbedienza di Bologna, e gli aveva promesso di considerare la

---

Bologna, Istituto per la storia di Bologna, 1994, p. 149. Una mia precedente parziale analisi del testo è in Angela De Benedictis, «*Paradoxeurs, flateurs, seducteurs*. Adulatori del principe nella prima Età moderna», in Gian Paolo Brizzi e Giuseppe Olmi (dir.), *Dai cantieri della storia. Liber amicorum per Paolo Prodi*, Bologna, Clueb, 2007, p. 425-433 e 428-430. È ora in corso la trascrizione del manoscritto ad opera di Irene Iarocci, come lavoro per una tesi di laurea triennale presso la Facoltà di Lettere e Filosofia dell'Alma Mater Studiorum – Università di Bologna.

4 Jean de Coras, *Question politique : s'il est licite aux subjects de capituler avec leur prince*, a cura di Robert M. Kingdon, Genève, Droz, 1989. Ne ho esaminato argomentazioni e contesto in Angela De Benedictis, «*Supplicare, capitulare, resistere*. Politica come comunicazione», in Cecilia Nubola e Andreas Würzler (dir.), *Suppliche e «gravamina». Politica, amministrazione, giustizia in Europa (secoli XIV-XVIII)*, Bologna, Il Mulino, 2002, p. 455-472.

5 Archivio di Stato di Bologna (ASB), Senato, Lettere dell'ambasciatore, VII, reg. 58, 1 maggio 1585 (cf. Angela De Benedictis, *Repubblica per contratto*, op. cit., p. 231).

città «raccomandata» e di mantenervi la giustizia in suo potere<sup>6</sup>. Nel giro di tre mesi, però, si erano mostrate illusorie le aspettative che gli iniziali discorsi con il papa avevano creato in Paleotti. Quando si era trattato di negoziare il rinnovo degli accordi per il governo della città, proponendo il continuo riuso e adeguamento ai tempi dei «capitoli» di Niccolò V del 1447, l'atteggiamento di Sisto V si era andato progressivamente modificando, fino a che tutto era stato bloccato negli ultimi giorni di agosto 1585<sup>7</sup>.

Da allora e fino alla primavera del 1588 il «negoziato» dei capitoli non sarebbe stato più trattato. Il volontarismo del pontefice, l'attivismo della Curia romana, la politica dei cardinali legati<sup>8</sup> avrebbero impegnato il governo cittadino e i successivi ambasciatori bolognesi a Roma in questioni complesse e difficili, nel corso delle quali più volte sarebbe risuonata nei loro confronti l'accusa papale e curiale di ribellione<sup>9</sup>.

Nell'aprile 1588 Camillo Paleotti era di nuovo a Roma come ambasciatore, questa volta ordinario. Il Senato bolognese gli aveva affidato l'impegnativo incarico di ottenere che Bologna continuasse ad essere «come libera, né sottoposta ad altri, che alla Sua Santità et alla Santa Sede»<sup>10</sup>. Gli «altri» cui Bologna non voleva essere sottoposta erano la Reverenda Camera Apostolica e il suo visitatore monsignor Fabio della Corgna. Dopo qualche mese di permanenza a Roma, Paleotti riteneva che per difendere la libertà di Bologna, per tutelarne le ragioni, sarebbe stato di nuovo necessario riprendere l'affare dei capitoli, abbandonato tre anni prima, e richiederne la conferma al papa: «stante che in quelli sono fondate tutte le ragioni della nostra città»<sup>11</sup>. Per qualche tempo, però, quel pensiero non si era concretizzato. Ancora alla fine del 1588 all'ambasciatore pareva di capire che il papa fosse ben disposto a dichiarare Bologna non soggetta alla Reverenda Camera Apostolica<sup>12</sup>. Ma il 15 marzo 1589 il papa emanava una bolla su multe e confische che toglieva ogni dubbio sulle reali intenzioni del pontefice: la bolla sottoponeva tutte le città dello Stato della Chiesa alla giurisdizione della Camera Apostolica, Bologna compresa. Da quel momento in poi gli avvocati del governo bolognese costruirono una strategia difensiva della libertà cittadina dalle pretese della Camera Apostolica

6 ASB, Senato, Lettere dell'ambasciatore, VII, reg. 58, 22 maggio 1585 (cf. Angela De Benedictis, *Repubblica per contratto*, op. cit., p. 233).

7 *Ibid.*, p. 237.

8 Sulla quale Andrea Gardi, *Lo Stato in provincia*, op. cit.

9 Angela De Benedictis, *Repubblica per contratto*, op. cit., p. 238-248.

10 *Ibid.*, p. 249; ASB, Ambasciata bolognese a Roma, Lettere all'oratore, reg. 27, 15 aprile 1588.

11 ASB, Senato, Lettere dell'ambasciatore, VII, reg. 61, 6 luglio 1588 (cf. Angela De Benedictis, *Repubblica per contratto*, op. cit., p. 249).

12 ASB, Senato, Lettere dell'ambasciatore, VII, reg. 61, 17 dicembre 1588 (cf. Angela De Benedictis, *Repubblica per contratto*, op. cit., p. 165).

che si esprime in numerose consulte, memoriali, scritture, informazioni: un vero e proprio genere letterario che fu parte integrante della pratica politica.

«*Consultatio super conventionibus inter Papam et Civitatem Bononiae; Quod Papa secundum iuris dispositionem attentis Capitulis Nicolae quinti non valeat onera Civitati Bononae imponere facere videtur; De statu Bononiae; Bononiensium Conventionum et Capitulorum; Pro Civitatis Bononiae immunitate quantum ad Camera Apostolicam*»<sup>13</sup>: questi furono alcuni dei titoli di scritture nelle quali si insisteva su argomenti che non erano unicamente «bolognesi», ma più generalmente «europei». Il principe non doveva mai togliere ad una città suddita quanto precedentemente concesso e mutarne lo stato o diminuirne i diritti senza il consenso della città. Nel caso di Bologna ciò non significava che la città non volesse continuare ad essere suddita ai pontefici anche nel temporale. La sudditanza che consisteva nel servire i pontefici era una condizione di cui i bolognesi erano onorati, era un soave giogo, era un lieve peso; ma era altro dall'essere dominati. La Reverenda Camera Apostolica doveva osservare i capitoli sottoscritti tra la città e i pontefici, allo stesso modo in cui venivano osservati *ad unguem* i concordati tra il papa ed il re di Francia<sup>14</sup>: non doveva quindi imporre nuovi oneri (come sarebbero state multe e confische) a Bologna. La libertà di Bologna dal dominio della Camera Apostolica doveva rimanere intatta.

L'ora era grave: i motivi addotti dagli avvocati bolognesi lo dimostravano. Poteva sembrare che non fossero più disponibili i consueti mezzi di difesa. Si temeva che la libertà collettiva della città fosse in pericolo, come da tempo non lo era più stata. Sisto V e la Reverenda Camera Apostolica sembravano intenzionati ad annullare non solo i privilegi che costituivano la libertà collettiva cittadina, ma anche i mezzi con cui li si sarebbe potuti eventualmente reintegrare nel loro primitivo stato (come era già accaduto con precedenti pontefici).

Nel settembre di quello stesso anno 1589 l'ambasciatore Camillo Paleotti non poteva più fare a meno di esporre direttamente al papa<sup>15</sup> quegli stessi argomenti in una forma sufficientemente ampia e organica, che ordinasse i contenuti delle diverse scritture in una presentazione della natura dei rapporti tra il *princeps* e la *res publica*.

<sup>13</sup> Angela De Benedictis, *Repubblica per contratto*, op. cit., p. 250-270.

<sup>14</sup> Il riferimento era al trattato di Pierre Rebuffi, *Commentarii in constitutiones seu ordinationes regias*, Lugduni, ad Salamandrae, apud Sennetornios fratres, 1554, a proposito del concordato di Bologna tra Leone X e Francesco I (Angela De Benedictis, *Repubblica per contratto*, op. cit., p. 254).

<sup>15</sup> Camillo Paleotti, *De republica bononiensi*, ms. cit., c. 2v: «[...]haud potui me contenere, quin eadem ad nostrae civitatis statum, libertatemque tuendam spectantia a me tunc strictim, ut temporis ratio postulabat, exposita, uberius aliquanto postularem».

Glielo imponeva, dopo le continue e ripetute difficoltà di «comunicare» con Sisto V a partire dal 1585, il significato della bolla sistina *Ad Romanum pontificem pertinet*. Si trattava di una manifestazione dell'*imperium* del papa e della Curia romana *in temporalibus*, peraltro sorretto dall'abituale uso delle armi spirituali, che sembrava definire un solo metro di misura per il rapporto tra il principe e i suoi sudditi bolognesi: quello della obbedienza incondizionata. Al di fuori di quella qualità dell'obbedienza, l'agire dei sudditi si poteva configurare come *crimen laesae maiestatis*. In quanto tale era punibile senza il rispetto della procedura ordinaria.

Per amore della patria cittadina, nel breve trattato Camillo Paleotti «spiegava» allora a Sisto V quale nesso esistesse tra *Respublica bononiensis e libertas*; spiegava come quel nesso non costituisse alcun pregiudizio per la fedeltà della città alla Chiesa; spiegava come chi metteva in dubbio quella fedeltà fosse vittima di allucinazioni e/o diffondesse menzogne.<sup>16</sup>

Bisognava ristabilire la verità; bisognava distinguere il vero dal falso. Per questo erano necessarie prove. E le prove stavano nell'uso immemorabile della libertà: immemorabile perché praticato da lunghissimo tempo, ma soggetto a ricordo perché concretamente declinato in consuetudini e magistrature singolarmente sottoposte alle mutazioni dei tempi e depositate nei documenti pubblici del governo cittadino.

Le prove stavano dunque nella storia. E la storia aveva per Paleotti sostanzialmente due dimensioni. La prima era quella degli *exempla*, dei modelli politici dell'antichità. La seconda, che sulla prima si fondava, era quella di momenti chiave della storia cittadina, di momenti in cui la *libertas* era stata in pericolo, ma dal pericolo era uscita illesa e conservata per il futuro.

Il breve trattato *De Republica* era infatti suddiviso in due parti sostanzialmente equivalenti: una prima parte (costituita da due libri) dedicata alla definizione di *Respublica*, ai modelli delle repubbliche antiche, al problema della *optima respublica*; una seconda parte (III libro) in cui veniva spiegato lo *status* di Bologna nello Stato della Chiesa a partire dalla metà del xv secolo, in cui venivano esposti *mores e consuetudines* bolognesi, in cui si discuteva della falsa e della vera *libertas* e infine si definiva di conseguenza la natura della *libertas* bolognese<sup>17</sup>. Paleotti iniziava il trattato con la definizione di *respublica*.

<sup>16</sup> *Ibid.*, c. 58r.

<sup>17</sup> *Ibid.*, *De Republica et eius definitione. Liber primus*, c. 4r-18r; *De antiquioribus Rebuspublicis, atque prima in turris condita civitate. Lib. II*, c. 18r-39v; *Brevis Italiae, ac Bononiensis status explicatur. Lib. III.*, c. 40r-68r.

*Haec ea ipsa definitionis formula est, quam Aristoteles nobis praescripsit, dicens, Rempublicam esse institutionem civitatis circa magistratus, et honores publicos, quemadmodum debeant impartiri, et in quo potestas, auctoritas summa debet consistere, et qui sit finis cuiusque societatis [...]. Politiam, seu Rempublicam esse Taxix [nel testo in lettere greche] dispositionem, seu ordinem, institutionem, vel normam civitatis, tum aliorum magistratus, tum proprie eius, qui est princeps omnium, in quo summa regendi potestas, et auctoritas posita est, quod ipsum regimen civitatis appellatur<sup>18</sup>.*

*Respublica* era quindi ciò che una città istituiva riguardo i suoi magistrati e sul modo di distribuire gli onori pubblici; era l'ordine della città sia in relazione a tutti i magistrati, sia riguardo quel sommo magistrato nel quale, come principe, erano poste la *potestas* e l'*auctoritas* di governare, cioè nel *regimen civitatis*<sup>19</sup>.

332

A me pare che con queste definizioni – e con la «realità storica» in esse sussunta – siamo tangibilmente di fronte ad una declinazione del «repubblicanesimo cittadino» che gli studi di Heinz Schilling, di Ulrich Meier e di Klaus Schreiner (solo per limitarmi ai «capofila») in Germania hanno messo in luce come la cifra di una lunga prima Età moderna nella società europea delle monarchie e dei principi<sup>20</sup>.

<sup>18</sup> *Ibid.*, c. 4r.

<sup>19</sup> Il problema è stato ampiamente sottolineato da Pietro Costa, *Storia della cittadinanza in Europa*, vol. 1, *Dalla civiltà comunale al Settecento*, Roma/Bari, Laterza, 1999.

<sup>20</sup> Heinz Schilling, «Gab es im Spätmittelalter und zu Beginn der Neuzeit in Deutschland einen städtischen Republikanismus? Zur politischen Kultur des alteuropäischen Stadtbürgertums», in Helmut G. Koenigsberger (dir.), *Republiken und Republikanismus im Europa der frühen Neuzeit*, München, Oldenburg, 1988, p. 101-143; Ulrich Meier, *Mensch und Bürger. Die Stadt im Denken spätmittelalterlicher Theologen, Philosophen und Juristen*, München, Oldenburg, 1994; Klaus Schreiner, «Teilhabe, Konsens und Autonomie. Leitbegriffe kommunaler Ordnung in der politischen Theorie des späten Mittelalters und der frühen Neuzeit», in Peter Blickle (dir.), *Theorien kommunaler Ordnung in Europa*, München, Oldenburg, 1996, p. 35-61. Una sintesi di tali posizioni in Angela De Benedictis, *Politica, governo e istituzioni nell'Europa moderna*, Bologna, Il Mulino, 2001, p. 382-386. Più recenti riflessioni in Diego Quaglioni, «La civitas medievale e le sue magistrature. L'«Oculus pastoralis» (1222)», in *Magistrature repubblicane. Modelli nella storia del pensiero politico. Atti del convegno di Perugia-Gubbio 30 novembre-2 dicembre 2006, Il pensiero politico*, LX, 2007, p. 232-241. La dimensione del «repubblicanesimo cittadino» che emerge da questi studi è diversa da quella affrontata nei saggi raccolti nei due volumi, Martin van Gelderen e Quentin Skinner (dir.), *Republicanism: A Shared European Heritage*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002. Vale la pena di segnalare, peraltro, come le definizioni correnti di *res publica* nel corso del XVI secolo contemplassero ancora come normale l'identificazione di *res publica* con il governo cittadino o comunale. Due esempi: uno da un giurista medievale molto utilizzato nel XVI secolo («*Respublica non solum dicitur romanorum sed etiam cuiuslibet castri seu municipii*», Alexander de Imola, *Consilia*, Lugduni, Myt, 1535, VI, cons. xiii, f. 10); l'altro da un giurista di confessione evangelica del primo Cinquecento («*RESPUBLICA, quasi populica. Ius enim Imperij Romani ad populum pertinebat, donec per legem Rhemiam populus in Augustum Caesarem ius omnium trastulit. [...] Nunc autem dicitur etiam cuiuscumque municipii*», in Jacob Spiegel, *Lexicon iuris civilis*, Basileae, Hervagius, 1549).

Lo conferma il fatto che Camillo Paleotti concretizzi la propria definizione di *respublica* nella comparazione con le «repubbliche» antiche (quella ateniese, quella spartana, quella cretese cartaginese e calcedone, quella romana)<sup>21</sup>, offrendo così una fonte importante per quella ulteriore declinazione del problema storiografico «repubblicanesimo» che recentemente ha riconsiderato i modelli repubblicani a partire dall'importanza, proprio a partire dalla seconda metà del '500, del modello «*respublica Hebraeorum*»<sup>22</sup>.

Il riferimento a modelli repubblicani è particolarmente importante nel caso del breve trattato di Camillo Paleotti, poiché la realtà nella quale Paleotti opera è quella stessa in cui opera lo storico Carlo Sigonio, la cui rilevanza «repubblicana» è stata recentemente ben messa in luce sulla base di una attenta analisi del suo *De Republica Hebraeorum*<sup>23</sup>. È un dato, questo, che per il caso che sto affrontando può confermare le proposte di riflessione avanzate da Elisabeth Crouzet-Pavan in apertura del Colloquio, insistendo sulla molteplicità delle forme che l'uso della storia può assumere in rapporto alla pratica politica.

Nel breve trattato del senatore bolognese e ambasciatore alla corte pontificia Paleotti l'uso della storia è infatti in qualche modo implicito – ma non per questo meno determinante nel discorso – attraverso la messa in campo di argomentazioni che attestano un «regime di storicità»<sup>24</sup>, strutturalmente essenziale a qualsiasi rivendicazione di diritti e privilegi. Nell'opera dello storico Carlo Sigonio l'uso della storia è invece esplicito. Costruisce una storia di un passato (dell'Italia e di Bologna) che risale fino all'antichità per spiegare il tempo presente, ma rifiuta di piegarsi all'«uso politico» della storia intesa come storiografia, come pure vorrebbero fargli fare i suoi censori<sup>25</sup>. L'uso della storia può presentarsi in forma ancora diversa, assumendo il codice simbolico degli emblemi: nel 1555 il filosofo Achille Bocchi aveva rappresentato la *Libertas populi bononiensis* con l'evidente ri-uso di «una» storia romana<sup>26</sup>.

21 Camillo Paleotti, *De republica bononiensi*, ms. cit., c. 18v-23r.

22 Lea Campos Boralevi e Diego Quaglioni (dir.), *Politeia biblica*, Firenze, Olschki, 2003.

23 Guido Bartolucci, *La repubblica ebraica di Carlo Sigonio. Modelli politici nell'Età moderna*, Firenze, Olschki, 2007, p. 76 e p. 186.

24 Uso il concetto nel senso datogli da François Hartog, *Regimi di storicità. Presentismi ed esperienze del tempo*, trad. it., Palermo, Sellerio, 2007.

25 Guido Bartolucci, *La repubblica ebraica di Carlo Sigonio*, op. cit., p. 156-176.

26 È il simbolo CXV di Achille Bocchi, *Symbolicarum Quaestionum De universo genere, quas serio ludebat, libri quinque*, Bononiae, apud Societatem Typographiae Bononiensis, MDLV (ed. anast. Roma, 1983), CCXLII-CCXLIII. «*Quadratum numero patrum beanda est Libertas populi bononiensis / S.P.Q.B. / Fortis Salutem Affert Sibimet / Ipse Imperans / Sic Fingitur Bononia / Felsina docta tibi denu quater imperat ordo / Denu quadrato perficitur numerus / Libertas, census, leges, custodias, fines / Quattuor hos virtus continet una patrum. / Purpurea hinc albo crux intersecta salutem / In pace, illa decus lilia fulva notant. / Signifer id statuit signum Leo, vincit & iram / Fortis, vexillo hoc imperat ipse sibi*». Alcuni recenti analisi italiane sull'opera di Achille Bocchi in Samuele Giombi, «Umanesimo e mistero simbolico: la prospettiva di Achille Bocchi», *Schede Umanistiche. Archivio Umanistico*

Ma torno alla *respublica* di Paleotti, e agli argomenti finalizzati alla necessità di difenderla. Il senatore e ambasciatore bolognese declinava sulla base della specificità cittadina bolognese discorsi sullo «stato misto», che da studi più o meno recenti sappiamo quanto fosse «normale» per delineare le complesse realtà politiche dell'Europa della prima Età moderna<sup>27</sup>. Se la *respublica* o *politia* di una città era il suo *regimen*, ovvero il *regimen* del suo *populus*, lo *status* di quella città era uno stato «misto». I modelli di repubbliche antiche e anche le *respublicae Hebraeorum* che circolavano in Europa erano stati misti<sup>28</sup>.

Per Camillo Paleotti la *respublica bononiensis* era uno *status mixtus* nel senso che era composto di ottimati e popolari, così come lo erano le *respublicae* moderne che egli comparava a Bologna: cioè Genova, Pisa, Lucca, Firenze, Siena<sup>29</sup>. Ma era anche un genere «misto» di «repubblica» in quanto composto da monarchia pontificia, ottimati e popolari. Non era sempre stato così. La storia offriva di nuovo le prove. Da stato misto di ottimati e popolari era diventata stato misto anche di monarchia quando, nel 1447, si era data al *patrocinium* del pontefice Niccolò V in base a determinate condizioni e capitolazioni. La conseguenza era stata che nell'amministrare la *respublica*, né i cittadini né il governatore pontificio decidevano alcunché ognuno separatamente dall'altro, ma solo comunicando tra di loro, ovvero con comune e reciproco consenso gli uni degli altri<sup>30</sup>.

Non si trattava solo di una modalità di descrivere le forme di governo. La «mistura», cioè l'*habitus* alla comunicazione reciproca e al comune e reciproco consenso dipendeva dai *mores* dei bolognesi<sup>31</sup>: primo dei quali era l'altissimo amore per la patria e quindi per la sua libertà. Per conservarla gli antenati avevano istituito buone leggi, in base alle quali ognuno potesse essere partecipe nel comandare e nell'ubbidire, nell'avere doveri e diritti. Amore per la patria e per la sua libertà costituivano un altro *mos* bolognese: la fedeltà e la

*Rinascimentale Bolognese*, Quaderno n. 1, Bologna, Clueb, 1988, p. 157-216; *id.*, *Libri e pulpiti. Letteratura, sapienza e storia religiosa nel Quattrocento*, Roma, Carocci, 2001, in particolare p. 156-160; Annarita Angelini, *Simboli e questioni: l'eterodossia culturale di Achille Bocchi e dell'Hermathena*, Bologna, Pendragon, 2003.

27 Angela De Benedictis, *Politica, governo e istituzioni nell'Europa moderna*, *op. cit.*, p. 205-247.

28 Sul problema vedi, di recente, i saggi raccolti in Marie Gaille-Nikodimov (dir.), *Le Gouvernement mixte. De l'idéal politique au monstre constitutionnel en Europe (xiii<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> siècle)*, Saint-Étienne, Publications de l'Université de Saint-Étienne, 2005, soprattutto Diego Quaglioni, «La souveraineté partagée au Moyen Âge», p. 15-24.

29 Camillo Paleotti, *De republica bononiensi*, *ms. cit.*, c. 46r.

30 *Ibid.*, c. 50v.: «mixtum illud Reipublicae genus sit habendum, ex regno quodam modo et optimatum et popularium statu conflatum, cum in Reipublicae administratione neque cives ex se, neque Praefecti Pontificii quidquam statuunt, sed communicato cum Senatoribus, ac reliquis Magistratibus consilio, communi omnium auctoritate et consensu ipsi Reipublicae consulatur».

31 *Ibid.*, «De Bononiensium moribus, ac foelici eorum statu», c. 51r-57v.

*pietas* verso il pontefice e la Chiesa. E poiché i *mores* erano fatti che si erano succeduti nel tempo, la ripetuta sequenza di quei fatti nel passato – la storia – che aveva reso «felice» lo *status* dei bolognesi doveva costituire la premessa per il loro mantenimento nel tempo futuro. Paleotti lo scriveva molto chiaramente alla fine del capitolo dedicato ai *mores* dei bolognesi. Perché l'uso continuato della libertà come fatto aveva reso la libertà imprescrittibile.

Che le novità introdotte dalla bolla di Sisto V fossero contrarie tanto alla inveterata pratica della libertà quanto allo «stato misto» avevano cercato di dimostrarlo, nello stesso periodo, anche gli avvocati consulenti del *regimen* cittadino. «*Novitates pariunt discordias*»: lo avevano sostenuto sulla base di noti giuristi francesi come Du Moulin, Tiraqueau, Rebuffi e sulla base della grande letteratura consiliare italiana cinquecentesca come quella di Tiberio Deciani e di Rolando Dalla Valle<sup>32</sup>.

È stato infatti recentemente osservato, a proposito dell'opera del noto giurista francese Pierre Grégoire – di poco più tardo – che i *mores* svolgevano un ruolo fondamentale come limiti al potere di legiferare del *princeps*. «Ciò che rende i costumi in un certo modo “originari” rispetto alla legislazione positiva, conferendo loro una sorta di intangibilità, non è semplicemente la loro ripetitività, ma piuttosto la loro conformità alla *ratio locorum et personarum ibi habitantium*. Se conformi a tale *ratio*, che è anche *veritas*, verità di luoghi e persone, essi sono anche conformi a un ordine che è sottratto alla disponibilità del legislatore umano, in quanto rispettoso di un altro Legislatore, quello divino»<sup>33</sup>. Per Grégoire, così come per non pochi giuristi della seconda metà del '500, si poneva in tal modo la questione dei limiti di una sovranità che era già di tipo legislativo e che trovava i suoi confini solo in un ordine di carattere «morale», in quanto costituito da *mores* che erano la natura stessa degli uomini su cui si esercitava e da cui dipendeva, in fondo, la sua stessa autorità<sup>34</sup>. Con questi argomenti l'immagine del buon re sembrava essere costruita *a contrario* su quella del tiranno, proseguendo un modello ben rappresentato nella tradizione medievale<sup>35</sup>.

32 Il tema è stato affrontato da Christian Zendri, «*Novitates pariunt discordias*. A proposito della nozione di *novum* nella tradizione giuridica fra Medioevo ed Età moderna», *Laboratoire italien. Politique et société*, 6, 2005, p. 37-54. Su Rolando Della Valle alcuni riferimenti anche in Angela De Benedictis, «La figura quadrata non deve essere trasformata in rotonda. La dottrina del privilegio e la pace di Costanza in Età moderna», in Gerhard Dilcher e Diego Quaglioni (dir.), *Gli inizi del diritto pubblico*, 2. *Da Federico I a Federico II / Die Anfänge des öffentlichen Rechts*, vol. 2, *Von Friedrich Barbarossa zu Friedrich II*, Bologna/Berlin, Il Mulino/Duncker & Humblot, 2008, p. 341-361.

33 Christian Zendri, *Pierre Grégoire tra leges e mores. Ricerche sulla pubblicistica francese del tardo Cinquecento*, Bologna, Monduzzi, 2007, p. 194.

34 *Ibid.*, p. 209.

35 *Ibid.*, p. 196. L'evoluzione della tradizione di sapere sulla tirannide è stata ricostruita da Diego Quaglioni, «L'iniquo diritto. “Regimen regis” e “ius regis” nell'esegesi di I Sam. 8, 11-17 e negli

Quella *civilis sapientia* era pure alla base del *De Republica* dell'ambasciatore bolognese a Roma.

336

Se nella corrispondenza quotidiana con il governo cittadino Paleotti aveva dovuto occuparsi di singole e particolari libertà che la politica sistina intendeva di fatto annullare (libertà dal controllo su questo o questo altro dazio, libertà dalla giurisdizione della Reverenda Camera Apostolica), in un trattato il cui scopo primario – perché la coscienza così gli dettava – era quello di fare ciò che spettava allo *status* della città, era *la* libertà a dover essere difesa. Soprattutto perché – come scriveva all'inizio del capitolo *Quae sit habenda vera libertas*<sup>36</sup> – era ben consapevole del fatto che al suo tempo non pochi tra coloro che discettevano molto sottilmente di questioni politiche erano soliti sostenere che la *libertas* bolognese poteva essere spezzata o anche del tutto eliminata. Il loro argomento principale era che nessuna città poteva dirsi libera se si trovava nella *potestas* e nello *imperium* di un principe, nel caso specifico del pontefice<sup>37</sup>.

Da qui, da questa negazione della radicata esistenza di una *libertas* del tutto compatibile con l'*imperium*, la necessità e l'obbligo che Paleotti sentiva di dover assumere: quello di provare in quali e quante situazioni, e con quale aderenza ai *mores* della città, *libertas* bolognese e *imperium* papale avessero coesistito insieme – per quanto «pericolosamente» – negli ultimi 250 anni circa<sup>38</sup>. Per fare sì che quella libertà non fosse oppressa da alcuno, in base ai loro *mores* i bolognesi arrivavano a comportarsi come quei cani, normalmente placidi, che abbaiano e potevano attaccare solo se e quando fossero provocati<sup>39</sup>.

#### LA LIBERTÀ E LE STORIE DI GIACOMO CERTANI (1659)

A settant'anni di distanza dal trattato di Camillo Paleotti, un lungo pamphlet polemico pubblicato a stampa difendeva la «storicità» della libertà di Bologna e dei suoi cittadini dalle menzogne di una cattiva storiografia.

Diversamente da Paleotti, l'autore non era uomo per il quale la pratica di governo costituisse la normalità del proprio orizzonte di esperienza. Giacomo Certani, colui che nel 1659 dava alle stampe *La verità vendicata cioè Bologna*

“Specula principum” del tardo Medioevo», in Angela De Benedictis (dir.), *Specula principum*, Frankfurt am Main, Klostermann, 1999, p. 209-242.

<sup>36</sup> Camillo Paleotti, *De republica bononiensi*, ms. cit., c. 57v.

<sup>37</sup> *Ibid.*, c. 60r.

<sup>38</sup> *Ibid.*, c. 63r-67r, «*De Bononiensium libertate*».

<sup>39</sup> *Ibid.*, c. 67r.

*difesa dalle calunnie di Francesco Guicciardini*<sup>40</sup>, era un religioso, maestro di teologia, predicatore e professore di filosofia morale<sup>41</sup>.

Entrambi, però, furono accomunati da uno scopo simile: dimostrare l'uno (Paleotti) che i cattivi «politici» (che si occupavano di questioni politiche) sbagliassero nel sostenere che la *libertas* bolognese poteva essere spezzata o anche del tutto eliminata; dimostrare l'altro (Certani) che sbagliava la storiografia per la quale la difesa della *libertas* cittadina costituiva un atto di ribellione. Paleotti aveva usato argomentazioni giuridico-politiche che erano per loro natura storiche, trattando della imprescrittibilità della libertà. Certani usava precedenti storiografici che, attraverso casi particolari, esemplificavano argomentazioni giuridico-politiche di carattere generale sulla fedeltà di una città suddita al proprio sovrano.

Per Certani la cattiva storiografia che aveva calunniato e ancora continuava a calunniare la libertà bolognese era rappresentata da Guicciardini<sup>42</sup>. La buona storiografia, che offriva le prove della libertà bolognese nonché della fedeltà di Bologna alla Chiesa, era costituita da Giovio, Corio, Ciaconio, Platina; ma anche da scrittori politici come Traiano Boccalini e Justus Lipsius e da giuristi come Pierre Grégoire.

«Con le storie alla mano», svelando una «verità tratta dalle più accreditate Storie», Certani intendeva confutare le calunnie di Guicciardini. Non si trattava solo della messa in scena di una guerra di penne, una delle quali – per di più – non avrebbe mai potuto controbattere. Si trattava di difendere città e cittadini da accuse che venivano formulate e/o minacciate sempre più frequentemente, come mezzo per costringere alla obbedienza incondizionata nei confronti di leggi pontificie. Dall'epoca di Paleotti all'epoca di Certani era stato un crescendo continuo<sup>43</sup>.

La storia (un certo tipo di storia) poteva essere la migliore cartina di tornasole rispetto al «presentismo» incurante delle consuetudini e dei costumi. Poteva essere il mezzo più adatto per difendere la patria, mettendo in campo soprattutto le virtù del cittadino. Allo scopo bisognava essere, oltre che storici, buoni oratori. In apertura dell'opera Certani esponeva il suo metodo al «Curioso»

<sup>40</sup> Giacomo Certani, *La verità vendicata cioè Bologna difesa dalle calunnie di Francesco Guicciardini*, in Bologna, per gli Heredi del Dozza, 1659.

<sup>41</sup> Lo scritto è stato sintetizzato da Gian Luigi Betti, «Un polemist e teorico della politica nella Bologna del Seicento: Giacomo Certani», *Il Carrobbio*, VI, 1980, p. 42-49; *id.*, *Scrittori politici bolognesi nell'Età moderna*, Genova, Name, 2000, p. 202-216; *id.*, «Francesco Guicciardini nemico della Chiesa e di Bologna: la verità vendicata di Giacomo Certani», *Il Carrobbio*, XXXIII, 2007, p. 79-90.

<sup>42</sup> Il problema del perché Certani polemizzasse proprio con Guicciardini meriterebbe un approfondimento che deve ancora essere intrapreso.

<sup>43</sup> Angela De Benedictis, *Repubblica per contratto*, *op. cit.*, p. 279-320.

lettore, spiegandogli che cosa lo avesse persuaso «scrivendo Historie, a non servar interamente le regole delle Historie».

Era stato proprio la lettura del grande storico Guicciardini a convincerlo. «A così fatta lettura mi si svelarono gli occhi, e m'avvidi che troppo ingrata, o negligenemente s'erano sofferte da' miei Concittadini, ormai per un secolo intero, quelle false, e calunniose menzogne, che tanto pregiudicano alla gloriosa riputazione della comune patria».

Certani aveva iniziato a scrivere «non per comporre una ben'ordinata Istoria, ma per confutar alcuna delle non vere Istorie portate dalla storia del Guicciardini». Quella era la ragione per la quale «scrivendo Istorie non batto puntualmente la strada prescritta alle istoriche Penne». Il suo lavoro era «un misto d'Istoria, e declamazione», che lo aveva portato a «ora scrivere come Istorico, & ora come Oratore». Fine della sua scrittura era stato quello di mostrarsi «più che buono Istorico, buon Cittadino», per difendere la patria, come doveva fare, «dalle false imposture con le quali altri [avevano] preteso di maltrattarla».

338

Per mostrarsi buon cittadino, nel terzo libro dell'opera e lungo centoquaranta pagine<sup>44</sup> Certani adduceva le prove della sostanziale fedeltà di Bologna allo Stato della Chiesa per un periodo bisecolare, dal 1300 al 1514. «Consideriamo pure ad una ad una le mutazioni dello stato della mia Patria, e si vedrà, che come il Cielo, giri da qual parte più vuole è sempre Cielo, così Bologna soggetta a qual si sia dominio è sempre stata alla Chiesa fedele»<sup>45</sup>. Si trattava di un costume tanto più lodevole se si considerava che nei secoli per i quali la città veniva «incaricata d'infedeltà» l'Europa tutta era stata toccata dalla «commune contagione», dal «morbo» delle «sollevazioni, ribellioni, e mutazioni di stato, che in quei tempi seguirono». Nell'«universale naufragio» Bologna sola aveva saputo «superar le procelle»<sup>46</sup>.

Le prove della fedeltà di Bologna potevano essere addotte «storie alla mano»<sup>47</sup>. Bologna non aveva mai praticato «ribellione alcuna contro del Romano Pastore», per quanto più di una volta avesse «ubidito ad un altro scettro, che a quello del Romano Pastore»<sup>48</sup>. La controprova della fedeltà consisteva nel fatto che anche quando era accaduto (ed era successo ripetutamente) che i pontefici avessero accusato Bologna di ribellione, fulminandola con le censure dell'interdetto e facendole guerra, gli stessi papi si erano poi «finalmente» accorti «che non erano fuori del ragionevole le difese, che i Bolognesi facevano, per non vedersi tutti

<sup>44</sup> Giacomo Certani, *La verità vendicata...*, op. cit., p. 160-300.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 160-161.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 161.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 200.

<sup>48</sup> *Ibid.*

svenati da quella spada, che non era maneggiata dal braccio della Giustizia»<sup>49</sup>. Con Eugenio IV, ad esempio, era successo che il papa «depose l'arme, donò la quiete alla Città. E si contentò, che restasse nel termine, che si ritrovava, cioè libera»<sup>50</sup>.

«Storie alla mano» Certani dimostrava la continuata libertà di Bologna.

L'ultima prova e l'ultima storia si riferivano – e non a caso – al periodo di Giulio II e al rapporto del papa con i Bentivoglio e con la città. «Cacciati» nell'autunno 1506 dal papa guerriero, i Bentivoglio avevano ripreso la città per poco più di un anno, dal maggio 1511 al giugno 1512. Alla fine del 1511 – quindi sotto il governo dei Bentivoglio – la statua bronzea di Giulio II eseguita da Michelangelo era stata distrutta dalla folla<sup>51</sup>. Per Guicciardini questa era stata la prova, scriveva Certani, «dell'avversione, e dell'odio, che i Bolognesi fomentavano nel cuore contro del Pontefice». Guicciardini ne aveva parlato per ben due volte, «mostrando il Beatissimo Padre principalmente irritato dal poco rispetto portato a quella Statua, che per tutte le ragioni doveva rendersi alla Città rispettabile»<sup>52</sup>. Ma del «delitto», sosteneva Certani, non erano responsabili i bolognesi, bensì solo i Bentivoglio. «Or a questa Statua già non fecero i Cittadini alcuna ingiuria, ma i Bentivogli col mezzo dei loro armati seguaci, poiché si furono rimessi in Bologna non sofferendo, che ne anche in immagine il Pontefice di loro trionfasse, o pure dubbiosi, che quella immagine, fomentasse sempre più vivo il desiderio, ch'eglino conoscevano nel cuore de' Cittadini, dell'Ecclesiastico governo».

In realtà Guicciardini sapeva bene che le cose stavano così, «ma ad ogni modo il fiele, col quale sempre procurava d'infettare il nome Bolognese, lo persuase ad accomunare anche a gl'innocenti Cittadini il delitto, che commesso non avevano»<sup>53</sup>. Guicciardini sapeva che i bolognesi erano innocenti e ciò non ostante nella sua storia li aveva giudicati come colpevoli. Non solo, ma nella sua storia aveva anche voluto che Giulio II macchinasse di «castigar la Città tutta per la pretesa ingiuria»<sup>54</sup>.

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 267.

<sup>50</sup> *Ibid.* Argomentazioni e casi di riferimento non erano, in realtà, affatto nuovi al tempo di Certani, ma risultavano ben attestati nella cronachistica di fine xv-inizi xvi secolo: Angela De Benedictis, «Il papa “desiderava de havere Bologna libera”: libero dominio papale e libertà cittadina tra Martino V e Niccolò V», in Gian Mario Anselmi e Marta Guerra (dir.), *Lorenzo Valla e l'umanesimo bolognese. Atti del Convegno internazionale – Comitato nazionale VI Centenario della nascita di Lorenzo Valla* (Bologna, 25-26 gennaio 2008), Bologna, Bononia University Press, 2009, p. 185-199.

<sup>51</sup> Nel maggio dello stesso anno era stata un'altra statua di Giulio II, collocata nel Palazzo comunale: Angela De Benedictis, *Una guerra d'Italia, una resistenza di popolo. Bologna 1506*, Bologna, Il Mulino, 2004, p. 158-159 (con riferimenti bibliografici a studi precedenti).

<sup>52</sup> Giacomo Certani, *La verità vendicata...*, *op. cit.*, p. 296.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 297.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 298. Certani affronta qui, di fatto, il problema della responsabilità dell'azione collettiva «criminosa» e della punibilità dei corpi, su cui si veda Diego Quagliani, «Universi consentire non possunt», in Cecilia Nubola e Andreas Würzler (dir.), *Suppliche e «gravamina»*, *op. cit.*, p. 409-425.

Lo storico Guicciardini aveva fatto il giudice (parziale). Lo storico Certani doveva fare l'oratore per dimostrare le prove dell'innocenza della città e che Giulio II, nonostante tutto, non aveva mai interrotto completamente e irrevocabilmente la «comunicazione» con la città<sup>55</sup>.

---

<sup>55</sup> Concludere così il mio contributo comporterebbe aprire immediatamente un noto problema di metodo, che qui posso (troppo) velocemente sintetizzare facendo riferimento ad una discussione che parte dalle riflessioni su «Giudicare o comprendere» di Marc Bloch, *Apologia della storia o mestiere di storico*, trad. it., Torino, Einaudi, 1950, p. 123-127 e arriva quanto meno a Carlo Ginzburg, *Rapporti di forza: storia, retorica, prova*, Milano, Feltrinelli, 2000 e oltre. Mi corre l'obbligo di informare il lettore che, nel periodo intercorso tra la consegna del manoscritto del presente saggio alla correzione delle bozze, la tesi di laurea di Irene Iaroci, annunciata in preparazione alla nota 3, è nel frattempo stata presentata e discussa prima come etsti di laurea triennale (6 ottobre 2010: *Per un'edizione del «De Republica bononiensi» di Camillo Paleotti. Trascrizione del manoscritto E. 50 dell'Archivio Isolani*), poi notevolmente perfezionata come tesi di laurea magistrale (18 marzo 2013: *I «De Republica bononiensi» tres di Camillo Paleotti*). Con una diversa impostazione i temi di questo saggio sono stati affrontati anche in Angela De Benedictis, «“Libertas” e “res publica” tra potere temporale e potere spirituale. Bologna nel '500-'600», in Xavier Torres i Sans (dir.), *Les altres guerres de religió. Catalunya, Espanya, Europa (segles XVI-XIX)*, Girona, Documenta universitaria, 2012, p. 79-102.

*Angelantonio Spagnoletti*

Presento in questa sede un saggio che tratta del ruolo e dell'uso della storia nella *institutio* del principe tra il XVI e la prima metà del XVII secolo, nell'Italia degli antichi stati sotto egemonia spagnola, quando i processi di stabilizzazione politica si accompagnarono a estesi processi di aristocratizzazione e di dinastizzazione e alla diffusione degli ideali della Controriforma<sup>1</sup>. Ragionando sull'educazione del principe, specie di quello destinato a succedere al padre sul trono, non prendo in considerazione l'*institutio* del nobile privato il cui statuto è completamente diverso, anche se la precettistica relativa alla sua educazione presenta numerosi tratti in comune con quella del principe che – ricordiamolo – informa e dirige la società dell'onore, è al vertice di un sistema di valori ed è come un orologio sul quale i sudditi, specie i più eminenti, regolano le proprie azioni<sup>2</sup>.

Sulla necessità che il principe dovesse essere istruito tutti convenivano: principe si nasce, diceva Erasmo, ma buon principe si diventa grazie all'istruzione impartitagli<sup>3</sup>. Il principe illetterato, aveva a suo tempo detto il re di Napoli Alfonso I d'Aragona (1442-1458), è un asino coronato<sup>4</sup>. Allo stesso modo Filippo Valentini affermava, nella sua opera *Il principe*

- 1 Mi permetto di rinviare, su questi temi, ad Angelantonio Spagnoletti, *Le dinastie italiane nella prima Età moderna*, Bologna, Il Mulino, 2003. Si veda anche Lucien Bély, *La Société des princes, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 1999, specie le p. 83-87.
- 2 Francesco Lanario, *Il principe bellicoso*, Napoli, Scoriggio, 1631, p. 39. Si veda anche Notker Hammerstein, «La nobiltà educata», in *Disciplina dell'anima, disciplina del corpo e disciplina della società tra Medioevo ed Età moderna*, a cura di Paolo Prodi, Bologna, Il Mulino, 1994, p. 787-808. In riferimento ai modelli educativi circolanti all'interno dell'aristocrazia meridionale, cfr. Domenico Defilippis, *Tradizione umanistica e cultura nobiliare nell'opera di Belisario Acquaviva*, Galatina, Congedo, 1993; Isabella Nuovo, «Institutio principis e ideale principesco in una corte meridionale: Belisario Acquaviva, duca di Nardò, e Antonio Galateo», in Caterina Lavarra (a cura di), *Territorio e feudalità nel Mezzogiorno rinascimentale. Il ruolo degli Acquaviva tra XV e XVI secolo*, Galatina, Congedo, 1995, t. I, p. 73-86; Francesco Tedeschi, *Il cavaliere della lancia*, a cura di Maria Concetta Calabrese, Catania, CUECM, 2008.
- 3 Erasmo da Rotterdam, *L'educazione del principe cristiano*, traduzione, introduzione e note a cura di Margherita Isnardi Parente, Napoli, Morano, 1977, p. 54.
- 4 Giovanni Botero, *La Ragion di Stato*, a cura di Chiara Continisio, Donzelli, Roma, 1997, p. 43.

*fanciullo*, un trattato pedagogico infarcito di riferimenti storici e moralistici tratti dall'antichità, «quanto [il principe] sarà più insegnato et più cose avrà lette et appurate, tanto stimiamo che più a ben signoreggiare gli debbia giovare»<sup>5</sup>.

L'istruzione serve certamente al principe che ne riverserà gli effetti benefici sul suo popolo, dato che

l'ammaestrare un Principe è come stampar un libro, perché in quel modo che hai fatto un foglio in poco tempo tu ne puoi far mille o due mila [...], così se ti è riuscito di far buono il Re, tu hai presto e speditamente fatto tutto buono il regno a cui egli comanda<sup>6</sup>.

Ma cosa dovrà leggere e appurare il giovane principe per giovare al suo regno? Alessandro Tassoni riteneva che dipendenti dalla politica fossero tre nobili arti, la storia, la poetica e l'oratoria,

342

la prima delle quali riguarda l'ammaestramento de' principi e de' signori; la seconda l'ammaestramento del popolo; e la terza l'ammaestramento di coloro che consigliano sopra le cause pubbliche, o difendono le private in giudizio<sup>7</sup>.

La storia è, dunque, per Tassoni l'arte principale deputata a formare principi e signori, ma di quale storia si tratta, a quali modelli storici si attinge per educare un giovane principe che possa diventare esperto nel governo della pace e in quello della guerra? E di che intensità deve essere la sua preparazione, dato che, continuando con Tassoni, il principe deve essere istruito ma non dotto (tuttavia, in grado di apprezzare coloro che sono «più scientati di lui»)<sup>8</sup> e che ci sono stati principi buoni e non dotti e principi dotti ma cattivi?

Non solo nei principati, ma anche nelle repubbliche la storia manteneva un posto fondamentale nell'educazione dell'uomo destinato a far parte degli organismi che le governavano: a lui si consigliava di leggere «l'historie de Regni,

5 Filippo Valentini, *Il principe fanciullo. Trattato inedito dedicato a Renata ed Ercole II d'Este*, testo, introduzione e note a cura di Lucia Felici, Firenze, Olschki, 2000, p. 274. L'opera composta negli anni '40-'50 del Cinquecento prefigurava l'educazione di Alfonso, figlio di Ercole II d'Este (1534-1559). Alfonso II sarebbe stato duca dal 1559 al 1597.

6 Scipione Ammirato, *Discorsi di S.A. sopra Cornelio Tacito*, Torino, Pomba, 1853, Discorso II, *In che cosa si possono i Principi giovani adulare*, vol. II, p. 8.

7 Alessandro Tassoni, *Prose politiche e morali*, a cura di Pietro Puliatto, Roma/Bari, Laterza, 1980, vol. II, p. 314-315.

8 Filippo Valentini, *Il principe fanciullo*, op. cit., p. 275.

9 Fra questi ultimi si annoverano Dionisio di Siracusa, Tiberio, Claudio, Nerone, Galieno, Falaride, Periandro, Clearco, Giuliano l'apostata, Filippo Bardane, Teodato re dei goti e Costantino Copronimo (Alessandro Tassoni, *Prose politiche e morali*, ed. cit., vol. I, p. 166-167).

e delle Tirannidi; delle Signorie legittime e delle violente; delle Repubbliche ordinate e delle confuse [...] acciocché [potesse] valersene secondo l'occorrenza a beneficio della sua patria»<sup>10</sup>.

Una disciplina che ha forti risvolti utilitari, nelle repubbliche e nei principati, è la storia; ma mentre nelle repubbliche, che si sostengono sul governo di molti, la conoscenza della storia deve essere appannaggio non di uno solo, ma di tutti coloro che intraprendono una carriera negli apparati pubblici<sup>11</sup> e, contemporaneamente, può avere, grazie alla lezione degli antichi, un valore civile che esalti la patria e i suoi ordinamenti, nelle monarchie la storia entra pienamente nell'itinerario pedagogico approntato per il principe fornendogli un bagaglio di saperi e di conoscenze che gli permettano di muoversi a proprio agio nel sempre più tortuoso labirinto del governo dello stato e degli uomini e una metodologia che gli consenta un'autonomia critica di fronte agli eventi che coinvolgono il suo regno.

In ogni caso, per le repubbliche e per i principati, buon governo è sinonimo di istruzione, un'istruzione che, nelle corti signorili che si consolidano dopo la pace di Lodi, si basa su una simbiosi fra le lettere e le armi e che propone il modello del guerriero sapiente, come ai loro tempi erano stati Cesare, Alessandro, Scipione<sup>12</sup>. Le lettere e le letture, che una particolare trattatistica si occupa di indicare al giovane principe<sup>13</sup>, si traducono in una serie di regole di comportamento, utili a navigare nelle corti e a fare di lui un punto di riferimento per i suoi sudditi e cortigiani. Ma la temperie politica che l'Italia e l'Europa attraversarono nella prima metà del Cinquecento avrebbe fatto sì che, col declino delle corti signorili<sup>14</sup> e dell'«avventura intellettuale umanistica»<sup>15</sup>, si sarebbe ben presto superata la concezione delle lettere come «regole del ben vivere», sostituite da un ventaglio più o meno ampio di discipline destinate a

<sup>10</sup> Ansaldo Cebà, *Il cittadino di Repubblica*, Genova, Giuseppe Pavoni, 1617, p. 25.

<sup>11</sup> Sulle carriere dei diplomatici nelle repubbliche, cfr. Daniela Frigo, «Politica estera e diplomazia: figure, problemi e apparati», in Gaetano Greco e Mario Rosa (a cura di), *Storia degli antichi stati italiani*, Roma/Bari, Laterza, 1996, p. 117-161.

<sup>12</sup> I capitani antichi congiunsero tutti le armi alle lettere (Baldassar Castiglione, *Il Libro del Cortegiano*, con introduzione di Amedeo Quondam, Milano, Garzanti, 1981, p. 91). Cesare (ma anche gli altri due) sono percepiti «non tanto come modello stilistico quanto modello di apologia politica in terza persona» (Gary Ianziti, «Storiografia come propaganda: il caso dei "Commentarii" rinascimentali», *Società e storia*, VI, 1983, p. 909-918).

<sup>13</sup> Raffaele Puddu, *Lettere ed armi: il ritratto del guerriero tra Quattro e Cinquecento*, in *Federico da Montefeltro. Lo stato, le arti, la cultura. Lo stato*, a cura di Giorgio Cerboni Baiardi, Giorgio Chittolini e Piero Floriani, Roma, Bulzoni, 1986, p. 487-512.

<sup>14</sup> Isabella Lazzarini, *L'Italia degli Stati territoriali. Secoli XIII-XV*, Roma/Bari, Laterza, 2003, e Marco Pellegrini, *Le guerre d'Italia, 1494-1530*, Bologna, Il Mulino, 2009.

<sup>15</sup> Walter Barberis, «Uomini di corte nel Cinquecento», in *Storia d'Italia. Annali 4. «Intelletuali e potere»*, Torino, Einaudi, 1981, p. 855-894, p. 864.

fornire al principe conoscenze ben precise, quasi tecniche, su singoli aspetti della vita pubblica<sup>16</sup>. Infatti, passata l'età puerile,

il Principe si tirerà subito nella guerra et ne li maneggi delli stati, si che si converta con tutta la mente alla sua propria professione; perciocche la capacità del suo intelletto fa che egli adoperi il discorso assai più tosto che gli altri<sup>17</sup>.

Le sei qualità che dovevano rivestire la persona del signore (cortesi costumi, bel parlare, prudenza, magnanimità, larghezza, giustizia) permangono ancora e vengono esaltate<sup>18</sup>, ma – come avviene nella già citata opera di Filippo Valentini, *Il principe fanciullo* – l'attenzione si sposta sempre di più sulle discipline tecniche e, attraverso impressionanti serie di *exempla* tratti dall'antichità classica, emerge l'importanza della storia nella formazione del principe. La filosofia, disciplina «che sempre cerca la virtù», invece, era di scarsa utilità al retto operare del principe che doveva consolidare il proprio stato, assicurarne la conservazione, governare in qualche caso su territori e paesi diversi e su realtà politiche molto più complesse di quelle del xv secolo<sup>19</sup>. Bisognava conoscere, invece, la disciplina che metteva in pratica la virtù, ossia la storia, ed evitare, pertanto, l'esempio di Giulio Agricola che, nella sua giovinezza – scrive Cornelio Tacito – si era dedicato con ardore «allo studio di filosofia che a romano huomo et senator non conveniva»<sup>20</sup>.

Certo, l'ideale di Erasmo era che il principe diventasse filosofo e il filosofo principe, come sosteneva Platone, ma pensando a Carlo d'Asburgo, non ancora Carlo I di Castiglia e tantomeno Carlo V imperatore, Erasmo invitava il principe a comportarsi come un buon padre di famiglia e a vivere in mezzo ai suoi sudditi per conoscerne l'indole, i costumi e le esigenze. Fondamentale nel suo percorso

16 Domenico Defilippis, *Tradizione umanistica e cultura nobiliare*, op. cit., specie le p. 52 e 67.

17 Giovan Battista Pigna, *Il Principe. Nel quale si descrive come debba essere il Principe Heroico, sotto il cui governo un felice popolo possa tranquillamente e beatamente vivere*, Venezia, Francesco Sansovino, 1561, p. 4. Si veda anche Paul Larivaille, «Familiari, consiglieri, segretari nel *Il Principe* di Giambattista Pigna», in Cesare Mozzarelli (a cura di), «*Familia* del principe e famiglia aristocratica», Roma, Bulzoni, 1988, vol. I, p. 27-50.

18 Si rinvia, per questo punto, a Chiara Continisio, «Il principe, il sistema delle virtù e la costruzione di una "buona società"», in Cesare Mozzarelli e Danilo Zardin (a cura di), *I tempi del Concilio. Religione, cultura e società nell'Europa tridentina*, Roma, Bulzoni, 1997, p. 283-305, e a Giovanni Guerzoni, *Liberalitas, magnificentia, splendor. Le origini classiche del fasto rinascimentale italiano*, in *Cheiron*, 31-32, 1999, p. 49-82.

19 Gianfranco Borrelli, «Dalla "civil conversazione" alla conservazione politica: utopia e ragion di Stato nelle scritture politiche italiane della seconda metà del Cinquecento», in Luigi Lotti e Rosario Villari (a cura di), *Filippo II e il Mediterraneo*, Roma/Bari, Laterza, 2003, p. 387-405.

20 Filippo Valentini, *Il principe fanciullo*, op. cit., p. 276. I filosofi «sono inetti alla vita attiva, e per conseguenza al governo politico, e a quello della guerra» (Ghirolamo Frachetta, *Il Principe. Nel quale si considera il prencipe e quanto al governo dello Stato, e quanto al maneggio della guerra*, Venezia, G.B. Ciotti, 1599, p. 44). Sulla figura del Frachetta si veda Enzo Baldini, «Ghirolamo Frachetta informatore politico al servizio della Spagna», in Chiara Continisio e Cesare Mozzarelli (a cura di), *Repubblica e virtù. Pensiero politico e Monarchia Cattolica fra XVI e XVII secolo*, Roma, Bulzoni, 1995, p. 465-482.

educativo era l'apprendimento della storia e della geografia. La seconda gli sarebbe servita quando avrebbe visitato le regioni e le città del suo regno, la prima gli doveva fornire sin da subito le qualità che avrebbero reso degno di menzione il suo agire. La storia, per Erasmo, non era solo conoscenza: essa, con il racconto della vita e delle imprese di principi e di generali che si erano segnalati nell'antichità, accende l'animo alla virtù. Bisognava, però, leggere gli storici «con prevenzione e con debita scelta» per non lasciarsi incantare «da nomi di scrittori o di condottieri esaltati dal consenso dei secoli»<sup>21</sup>. Sallustio e Livio – continua Erasmo – scrissero dottamente, ma «qualche volta poi considerano [lodevole] qualcosa che non lo è per un principe cristiano»<sup>22</sup> esaltando le imprese di condottieri pagani che, a volte, furono anche grandi predoni (Achille, Serse, Dario, Giulio Cesare); era opportuno, pertanto, che il principe sapesse scegliere gli uomini dell'antichità ai quali guardare come esempi di vita e di comportamento, ad esempio Aristide, Epaminonda, Ottaviano, Traiano, Antonio Pio, Alessandro Mamea (Alessandro Severo)<sup>23</sup>.

In Erasmo, come in altri che scrissero attorno all'educazione del principe, la storia è un insieme di *exempla* tratti dal mondo classico, un grande serbatoio di memorie legate a biografie eccezionali decontestualizzate e attualizzate<sup>24</sup>, puri schemi retorici al di fuori di qualsiasi organizzazione cronologica, organizzati invece secondo schemi logici che seguono il ragionamento del trattatista e gli obiettivi che egli intende conseguire, ossia porgere al principe fanciullo modelli di comportamento in positivo o in negativo<sup>25</sup>, insegnargli a saper discernere ciò che è bene da ciò che è male, fornirgli i rudimenti delle arti necessarie a condurre un esercito in battaglia, anche se l'evoluzione delle tecniche della guerra rende poco plausibili gli esempi tratti dalle vite dei condottieri dell'antichità.

Il ben vivere dell'età umanistica sembra allontanarsi sempre di più e Lucio Paolo Rosello ne *Il ritratto del vero governo del principe*<sup>26</sup>, dedicato a Francesco

<sup>21</sup> Erasmo da Rotterdam, *L'educazione del principe cristiano*, ed. cit., p. 114.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 114-115.

<sup>24</sup> Albano Biondi, *Forme di storia e immagini di corte tra Umanesimo e Barocco*, in Cesare Mozzarelli e Giuseppe Olmi (a cura di), *La corte nella cultura e nella storiografia*, Roma, Bulzoni, 1983, p. 9-33, p. 10.

<sup>25</sup> Ofelia Rey Castelao, «El peso de la herencia: la influencia de los modelos en la historiografía barroca», *Pedralbes. Revista d'Història moderna*, 27, 2007, p. 47. La storia non si trova solo allorché si tratta in maniera specifica degli aspetti dell'educazione relativi a quella disciplina, ma infarcisce l'argomentare di coloro che approntano le istruzioni di governo e di comportamento destinate al principe.

<sup>26</sup> Lucio Paolo Rosello, *Il ritratto del vero governo del principe* [1552], edizione critica a cura di Matteo Salvetti, Milano, Franco Angeli, 2008. Sull'autore e sull'opera si vedano anche Cesare Vasoli, «Lucio Paolo Rosello e un'immagine cinquecentesca del Principe», in *Nuova Rivista storica*, LXV, 1981, p. 552-571; Mario Rosa, «La Chiesa e gli stati regionali nell'età dell'assolutismo», in *Letteratura italiana. Il letterato e le istituzioni*, Torino, Einaudi, 1982, vol. I, p. 285-286; Laura Mitarotondo, «La virtù dimostrata», *Annali della Facoltà di Lettere e Filosofia dell'Università di Bari*, XLII, 1999, p. 173-195.

dei Medici, principe di Toscana e futuro granduca (1574-1587), si scaglia contro coloro che «ammaestrano i figliuoli de' principi di nostra età, i quali si contentano che sappiano motteggiare, caminar con magnificentia, et cotali altre goffezze»<sup>27</sup> e contro i cortigiani i quali sostengono che lo studio indebolisce le membra e la memoria e che conviene ai figli di povera gente che si devono guadagnare il pane, ma temono, in realtà, che un principe istruito non si dia più ai convivi e ai bagordi e non si lasci più condizionare da loro. Il principe prudente non si deve lasciare persuadere da parassiti o da adulatori: non si governano gli imperi solo con la forza e l'astuzia, ma con le conoscenze che derivano dallo studio della storia, della matematica, dell'astrologia, dell'arte oratoria, del diritto, della morale, della filosofia, delle discipline militari. Lo studio di queste ultime ha fatto sì che in Italia «a tempi de' nostri padri» vi fossero chiari esempi di condottieri «i quali tutti uscirono come dal cavallo Troiano della scola di Alberico Romagnuolo»<sup>28</sup>; Gian Giacomo Trivulzio, Prospero Colonna «il quale revocò a nostri tempi l'antica disciplina de' Romani, della quale era Fabio Massimo peritissimo», Ferdinando d'Avalos, marchese di Pescara, e Alfonso d'Avalos, marchese del Vasto<sup>29</sup>.

A Rosello si deve un'affermazione che è anche la spia di un dibattito in corso sull'idea di nobiltà: grande virtù è nel principe quella di far istruire i figli da uomini dotti perché «quantunque dica Aristotele, che ragionevolmente per l'ordinario nascono buoni da buoni, tuttavia che non sempre riesce questo, se non vi si aggiunge [l']ottima nudritura»<sup>30</sup> costituita dall'educazione che potenzia e sublima le qualità e le virtù concesse dal cielo ai principi sin dalla nascita<sup>31</sup>. Certo, a volte succede che l'educazione impartita sia buona, ma i risultati pessimi e l'allievo «tristo» o per avere l'inclinazione al male o «per giudizio di Dio che vuole in cotal guisa punire i popoli». A questo non c'è rimedio umano e il principe deve fare quello che è in suo potere per allevare i figli e raccomandare a Dio la loro cura e quella dei popoli<sup>32</sup>.

27 Lucio Paolo Rosello, *Il ritratto del vero governo del prencipe*, ed. cit., p. 130.

28 *Ibid.*, p. 169. L'immagine del cavallo di Troia dal quale sortirono i condottieri italiani è anche in Baldassar Castiglione, *Il Libro del Cortegiano*, ed. cit., p. 364.

29 Lucio Paolo Rosello, *Il ritratto del vero governo del prencipe*, ed. cit., p. 169-170.

30 *Ibid.*, p. 130. Sulla parte de *Il ritratto* che vede i dialoganti trattare il tema della nobiltà, delle sue origini e delle qualità del nobile, cfr. Claudio Donati, *L'idea di nobiltà in Italia. Secoli XIV-XVIII*, Roma/Bari, Laterza, 1988, p. 70-72.

31 Samuel Guichenon, *Histoire généalogique de la Royale Maison de Savoye*, Lion, Barbier, 1660, vol. I, p. 96. Si veda anche Andrea Merlotti, «La nobiltà piemontese come problema storico-politico: Francesco Agostino Della Chiesa tra storiografia dinastica e patrizia», in A. Merlotti (a cura di), *Nobiltà e stato in Piemonte. I Ferrero d'Ormea*, Torino, Zamorani, 2003, p. 19-56.

32 Girolamo Frachetta, *Il Prencipe*, op. cit., p. 45.

Colui che scrive sull'educazione del principe o vi si dedica materialmente è in genere un personaggio dall'incerto o complesso statuto professionale, spesso è un diplomatico, un cortigiano, un letterato, un ecclesiastico che deve inserire la storia in un mix di discipline che servano a fornire al suo illustre allievo un'istruzione completa<sup>33</sup>, ma per lungo tempo la storia fece la parte del leone, soprattutto quella antica che nella sua completezza e finitezza assumeva un forte valore pedagogico.

D'altra parte, come poteva essere altrimenti se era opinione comune che «la dottrina e l'autorità degli antichi [avevano] già preso sì fattamente ogni posto delle scienze e dell'arti umane che più saperne di quel che sanno non se ne possa»<sup>34</sup>?

La storia, scriveva Sperone Speroni, è «condimento simile a quello di mele e zucchero, il qual conserva per molto tempo la verità, poi che ella è nata, nella memoria delle persone» mentre la poesia la dipinge e la retorica la dà a credere<sup>35</sup>. In altre parole, gli uomini si infiammano più con l'esempio degli antichi eroi che con le parole dei contemporanei<sup>36</sup>. Per questo motivo bisognava leggere gli storici antichi e Virgilio, Omero, Quintiliano che, pur non essendo storici, «empiono l'animo di spiriti grandi, di virtù heroiche et cavalleresche»<sup>37</sup>.

Memoria e verità sono i due elementi costitutivi della storia, la disciplina che, attraverso la conoscenza, incita all'azione; ma da questo punto di vista anche la poesia è importante e, nella fattispecie, lo è quella che infiamma «d'un certo ardore d'imitare gli eroi da loro celebrati» come faceva Alessandro che si «aiutava assai della lettura di Omero» e Ferdinando d'Avalos marchese di Pescara che «leggendo nella sua adolescenza i libri de' Romanzi, s'infiammò di quel desiderio di gloria che lo rese tanto segnalato Capitano»<sup>38</sup>. I romanzi, poi, non bisogna

33 Anche se, in realtà, i precettori erano diversi ed erano esperti nelle singole discipline impartite ai giovani principi. Si vedano le osservazioni al riguardo di Daniela Frigo, «L'affermazione della sovranità: famiglia e corte dei Savoia tra Cinque e Settecento», in C. Mozzarelli (a cura di), «*Famiglia del principe e famiglia aristocratica*, op. cit., vol. I, p. 277-332, specie le p. 288-289. Del ruolo educativo dei genitori, accanto ai precettori, parlano Elisabetta Stumpo, «Rapporti familiari e modelli educativi: il caso di Cristina di Lorena», in Giulia Calvi e Riccardo Spinelli (a cura di), *Le donne Medici nel sistema europeo delle corti. XVI-XVIII secolo*, Firenze, Polistampa, 2008, vol. I, p. 257-268, e Maria Pia Paoli, «Di madre in figlio: per una storia dell'educazione alla corte dei Medici», *Annali di storia di Firenze*, III, 2008, p. 65-145.

34 Sperone Speroni, *Dialogo della Istoria*, in Mario Pozzi (a cura di), *Trattatisti del Cinquecento*, Milano, Ricciardi, 1996, t. II, p. 784.

35 *Ibid.*

36 Girolamo Galimberto [i], *Il capitano generale*, Venezia, Ziletti, 1556, p. 6.

37 Filippo Valentini, *Il principe fanciullo*, op. cit., p. 272.

38 Giovanni Botero, *La Ragion di Stato*, ed. cit., p. 47. «Né la lettura de' più scelti romanzi [...] riprovo io come del tutto inutile. Li quali, quantunque per lo più sieno fole di romazi, come de' cavallieri della tavola rotonda, de paladini et altri, pure anchora vi rilucono molte favilluzze di gentilezze et le lingue vi si possono imparar senza noia» (Filippo Valentini, *Il Principe fanciullo*, op. cit., p. 274).

dimenticarlo, sono «nati dalle vittorie delli Romani, che sono state infinite, prendendo regni e provincie»<sup>39</sup>.

La storia, al pari dei romanzi cavallereschi, nutre l'immaginario dei giovani principi destinati un giorno a salire sul trono dei loro padri o dei giovani aristocratici che vivono negli anni della rinascita del mito imperiale, della lotta contro il Turco, della diffusione della religione militante della Controriforma: un immaginario che si riflette nell'onomastica, ricca di Cesare, di Alessandro, di Vespasiano, di Ercole, di Scipione, di Fabrizio, di Pompeo, di Ascanio<sup>40</sup>, nei cerimoniali degli ingressi dei sovrani (si pensi alle entrate di Carlo V a Palermo, a Messina, a Napoli e a Bologna)<sup>41</sup>, nelle celebrazioni delle vittorie, simili ai trionfi dell'antichità<sup>42</sup>, nelle gallerie dei palazzi zeppa di busti di uomini celebri e di raffigurazioni di scene tratte da episodi eroici dell'antichità (si veda la galleria del palazzo di Vespasiano Gonzaga a Sabbioneta)<sup>43</sup>, nelle stesse forme della lotta politica<sup>44</sup>.

348

Il recupero della *romanitas* nell'onomastica e nelle grandi celebrazioni, appagava l'immaginario di uomini che si immedesimavano, anche se in modo epidermico, negli eroi dell'antichità, ma era anche il frutto di un bisogno di storia che servisse a fornire coordinate mentali e politiche a un mondo in profonda

39 Sperone Speroni, *Dialogo della Istoria*, ed. cit., p. 766.

40 Si vedano le osservazioni di Maria Antonietta Visceglia nel capitolo introduttivo al suo *La città rituale. Roma e le sue cerimonie in Età moderna*, Roma, Viella, 2002, specie le p. 39-40.

41 A titolo esemplificativo si vedano Vicente De Cadenas y Vicent, *Doble coronación de Carlos Ven Bononia*, Madrid, Hidalguía, 1985; Tiziana Bernardi, «Analisi di una cerimonia pubblica. L'incoronazione di Carlo V a Bologna», in *Quaderni storici*, XXI, 1986, p. 171-199; Maria Antonietta Visceglia, «Cerimoniali romani: il ritorno e la trasfigurazione dei trionfi antichi», in *Storia d'Italia. Annali* 16, «Roma, città del papa», Einaudi, Torino, 2000, p. 111-170; ead., «Il viaggio cerimoniale di Carlo V dopo Tunisi», *Dimensioni e problemi della ricerca storica*, 2, 2001, p. 5-50; e Teresa Megale, «*Sic per te superis gens inimica ruat*: l'ingresso trionfale di Carlo V a Napoli (1535)», *Archivio storico per le province napoletane*, CXIX, 2001, p. 587-610. Di Maria Antonietta Visceglia si veda anche *Riti di corte e simboli della regalità. I regni d'Europa e del Mediterraneo dal Medioevo all'Età moderna*, Roma, Salerno, 2009, specie le p. 103-104.

42 Sul trionfo che celebrò a Roma, Marco Antonio Colonna, ammiraglio delle galere pontificie nella battaglia di Lepanto, cfr. Maria Antonietta Visceglia, «La cerimonialità spagnola a Roma nell'età di Filippo II», *Annali di Storia moderna e contemporanea*, VI, 2000, p. 9-37, p. 31-32, e Nicoletta Bazzano, *Marco Antonio Colonna*, Roma, Salerno, 2003, p. 155-161.

43 Claudia Cieri Via, «Collezionismo e memoria alla Corte di Vespasiano Gonzaga: dalla Galleria degli Antenati alla Galleria degli Antichi», in Ugo Bazzotti, Daniela Ferrari e Cesare Mozzarelli (a cura di), *Vespasiano Gonzaga e il ducato di Sabbioneta*, Mantova, Accademia nazionale virgiliana di scienze lettere ed arti, 1993, p. 49-75.

44 Alessandra Camerano, «La restaurazione cinquecentesca della romanitas: identità e giochi di potere fra Curia e Campidoglio», in Biagio Salvemini (a cura di), *Gruppi ed identità sociali nell'Italia di Età moderna*, Bari, Edipuglia, 1998, p. 29-79. Ma si veda anche Marina Caffiero e Maria Antonietta Visceglia, «Congiure romane e cultura politica europea: riflessioni introduttive», *Roma moderna e contemporanea*, XI, 2003, p. 7-25, e Gianfranco Borrelli, «La necessità della congiura nelle scritture italiane della ragion di stato», in Yves-Marie Bercé e Elena Fasano Guarini (a cura di), *Complots et conjurations dans l'Europe moderne*, Rome, École française de Rome, 1996, p. 81-91.

trasformazione che la riforma protestante, le grandi guerre del Cinquecento, la formazione di complesse entità statuali, la scoperta del Nuovo Mondo avevano privato dei tradizionali e rassicuranti ancoraggi del recente passato.

Lo studio della storia ubbidiva a questo scopo, ma ad esso era affidato anche un altro compito, quello di «affinar la prudenza» del principe, la virtù che definisce meglio di tutte le altre il profilo politico e le capacità di governo di un regnante e che si sostiene sull'esperienza<sup>45</sup>.

Come scrive Botero, essa può essere acquistata immediatamente da noi o per mezzo di altri: la seconda si può imparare dai viventi o dai morti, nel primo caso è limitata, ma

molto maggior campo d'imparare è quello che ci porgono i morti con l'istorie scritte da loro [...] ivi a spese d'altri l'uomo impara quel che conviene a sé, ivi si veggono i naufragi senza orrore, le guerre senza pericolo, i costumi di varie genti e gli istituti di diverse Repubbliche senza spese...

Lucullo divenne uno dei primi capitani per aver appreso la lezione dei tempi passati, Maometto II aveva tra le mani sempre qualche libro di storia e Selim I si diletta grandemente a leggere le storie di Alessandro Magno e di Giulio Cesare che fece addirittura tradurre<sup>46</sup>.

Gli eroi dell'antichità classica sono esempi da seguire o da respingere, ma quell'arsenale di citazioni che infarcisce ogni discorso, mettendo insieme Tito Livio e Tacito, gli Scipioni e Tiberio costituisce una specie di prontuario di virtù e di vizi per i giovani principi, fornisce un modello di comportamento e di azione, indica loro come dovrebbero o non dovrebbero essere, semplifica e banalizza i ritratti dei grandi protagonisti della storia antica, costruisce una saggezza che, data l'età e l'inesperienza, essi non posseggono, ma soprattutto, indica, a voler uscire dalla selva di citazioni, un modello di stato, che si trasforma da repubblica a impero, che ha anche superato discordie e guerre civili come la Roma preaugusta, e prepara quei principi, ormai stabilizzati nella loro legittimità politica e dinastica, a regnare su quello che noi definiamo «Stato moderno», sebbene in formazione<sup>47</sup>.

<sup>45</sup> Chiara Continisio, «Il Re prudente. Saggio sulle virtù politiche e sul cosmo culturale dell'antico regime», in C. Continisio e C. Mozzarelli (a cura di), *Repubblica e virtù*, op. cit., p. 311-353. Madre della prudenza è l'esperienza che si acquisisce anche attraverso lo studio della storia (Maurizio Viroli, *Dalla politica alla ragion di stato. La scienza del governo tra XIII e XVII secolo*, Roma, Donzelli, 1994, p. 165). Definizione di prudenza in Daniela Frigo, «Corte, onore e ragion di stato: il ruolo dell'ambasciatore in Età moderna», *Cheiron*, 30, 1999, p. 52.

<sup>46</sup> Giovanni Botero, *La Ragion di Stato*, ed. cit., p. 46-47.

<sup>47</sup> André Stegmann, «Modules antiques et modernes dans la "Ragion di Stato" et leur fonctionnement», in Artemio Enzo Baldini (a cura di), *Botero e la «Ragion di Stato»*, Firenze, Olschki, 1992, p. 23-40.

Non bisogna mai dimenticare il rapporto tra educazione e trasformazione dello stato, le difficoltà che quest'ultima incontrava, le resistenze che comportava, il faticoso processo di creazione di una nuova ideologia del governo e della sovranità che per essere accettata doveva avere i crismi dell'antichità, epoca ormai avvolta in un alone mitico e atemporale che aveva dato i natali a uomini le cui vite potevano essere riusate e, addirittura, reinventate<sup>48</sup>.

I modelli convenzionali che la storia e le storie propongono devono confrontarsi con gli ideali del tempo<sup>49</sup>, e in questo senso si comprende l'operazione che Botero compie nella sua opera *I Prencipi* nella quale propone tre modelli di principi cristiani (i tre figli di Carlo Emanuele I di Savoia)<sup>50</sup> che trovano un corrispettivo in tre grandi personaggi dell'antichità. Al primogenito del duca, Filippo Emanuele, corrisponde Alessandro Magno, a Vittorio Amedeo, secondogenito, Giulio Cesare e a Maurizio, terzogenito, Scipione l'Africano, forse in una graduazione e in un rapporto simbiotico che unisce il più o meno alto rango degli infanti sabaudi e il destino che loro si prefigurava con le più o meno eclatanti imprese condotte dai tre personaggi classici e con particolari aspetti del loro carattere<sup>51</sup>.

Obiettivi di governo e stili di vita richiedono nei principi ai quali si rivolge Botero un'istruzione completa, ma sommaria, che non si deve sovrapporre a quella di coloro che professionalmente e settorialmente sono deputati all'esercizio del governo in pace e in guerra. Pertanto, poiché spetta al principe la guerra, egli deve avere

piena notizia delle cose militari, della qualità d'un buon Capitano, d'un buon soldato [...] e delle scienze che sono quasi ministre dell'arte militare [...] nel che fu eccellentissimo Giulio Cesare. Non voglio però che egli attenda a queste cose come ingegniero o artefice, ma come Principe [...] perché l'ufficio suo non è di fabricar ponti e machine da guerra [...] ma di servirsi giudiziosamente di quei che fanno professione di tutte queste cose<sup>52</sup>.

48 Per quanto riguarda le città-stato italiane e il loro bisogno di legittimare la propria esistenza rifacendosi alla vita di alcuni eroi dell'antichità, cfr. Randolph Starn, «Reinventing Heroes in Renaissance Italy», *The Journal of Interdisciplinary History*, XVII, 1986, p. 67-84.

49 Stefan Bielański, «La biografia storica in Botero», in E. Baldini (a cura di), *Botero e la «Ragion di Stato»*, op. cit., p. 149-166, p. 164.

50 Il duca regnò dal 1580 al 1630.

51 Giovanni Botero, *I Prencipi. Con le aggiunte alla Ragion di Stato nuovamente poste in luce*, Torino, Giovanni Domenico Torino, 1600. Si vedano anche Federico Chabod, «Giovanni Botero», in *id.*, *Scritti sul Rinascimento*, Torino, Einaudi, 1967, p. 271-374, e Pierpaolo Merlin, «Tra storia e "institutio": principe e capitano nel pensiero di Giovanni Botero», in Marcello Fantoni (a cura di), *Il «Perfetto Capitano». Immagini e realtà (secoli XV-XVII)*, Roma, Bulzoni, 2001, p. 305-329. Il libro di Famiano Strada, *Fatti d'arme del principe Alessandro Farnese all'assedio di Anversa, volgarizzati da Paolo Segneri* (Milano, Istituto editoriale italiano, 1947) gioca sul continuo paragone tra due Alessandri: Alessandro Magno e il Farnese.

52 Giovanni Botero, *La Ragion di Stato*, ed. cit., p. 44.

Va da sé che queste affermazioni illuminano il processo di professionalizzazione in atto negli apparati di governo, che tendono a staccarsi sempre di più dalla figura del principe, e l'emergere di nuclei di funzionari e di burocrati che all'istruzione, oltre che al favore del principe, devono il posto occupato nei ranghi dell'amministrazione dello stato<sup>53</sup>.

In tale contesto la storia continua a connotarsi come una scienza utile e, proprio per questo, scrive Marcello Adriani, bisogna rivolgersi a Plutarco i cui precetti prestano «agli uomini quelle utilità che da tutti gli altri riceviamo, perché in esso sono sparsi quei semi dell'arti e delle scienze che si ricercano a riformare e rabbellire l'anime degli huomini»<sup>54</sup>.

Storia utile significava storia propedeutica alla politica, storia esemplarizzante che si nutriva di sentenze e di aforismi; pertanto nei progetti educativi per i principi non trovavano posto le «storie nazionali» che nel XVI secolo conobbero importanti e prestigiosi autori, a partire da Francesco Guicciardini (non citato nell'opera di Valentini), e che furono un modello di riflessione storica connessa al particolarismo politico italiano e alla trasformazione degli stati signorili in stati principeschi nell'età della *pax hispanica* né, tantomeno, trovavano posto le storie che narravano le vicende contemporanee in chiave europea o autori come Bentivoglio, Davila, Bisaccioni, Brusoni<sup>55</sup>.

La storiografia contemporanea, che annovera anche opere scritte su committenza del sovrano<sup>56</sup>, è un terreno minato dal quale si deve allontanare chi intende educare il giovane principe, anche perché usare gli storici contemporanei significa in un certo qual modo confrontarsi con Machiavelli e con Bodin, i cui libri sono «perniciosi, ch'insegnano il male sotto spezie del bene, e che ricoprono col velo della ragion di stato i più enormi, et esecrandi

53 Tra tutti, Hilde de Ridder-Symoens, «Formation et professionalisation», in Wolfgang Reinhard (a cura di), *Les Élités du pouvoir et la construction de l'État en Europe*, Paris, PUF, 1996, p. 203-235.

54 Marcello Adriani, *Lezioni sull'educazione della nobiltà fiorentina*, in *Scritti vari editi ed inediti di G.B. Adriani e di Marcello suo figliuolo pubblicati a cura di Adolfo Bartoli*, Bologna, Romagnoli, 1871, p. 257-258.

55 Benedetto Croce, «La storiografia politica», in *Storia dell'età barocca in Italia*, Bari, Laterza, 1963; Giorgio Spini, «La istorica del barocco italiano», *Belfagor*, I, 1946, p. 324-337; Aurelio Musi, «Forme della storiografia barocca», in *I capricci di Proteo. Percorsi e linguaggi del barocco*, Roma, Salerno, 2002, p. 457-478; Sergio Bertelli, «Storiografi, eruditi, antiquari e politici», in Emilio Cecchi e Natalino Sapegno (a cura di), *Storia della Letteratura Italiana*, Milano, Garzanti, 1970, vol. V, *Il Seicento*, p. 319-414. Per quanto riguarda l'ambito ispanico si veda Ofelia Rey Castelao, «El peso de la herencia», cit.

56 Per la Toscana medicea si rinvia a Piero Floriani, «Il linguaggio dei principi (e quello dei cortigiani)» e a Elena Fasano Guarini, «Committenza del principe e storiografia pubblica: Benedetto Varchi e Giovan Battista Adriani», entrambi in Elena Fasano Guarini e Franco Angiolini (a cura di), *La pratica della storia in Toscana. Continuità e mutamenti tra la fine del '400 e la fine del '700*, Milano, FrancoAngeli, 2009, p. 63-78 e 79-99. Si veda anche Corrado Vivanti, «Benedetto Varchi e l'ultima repubblica fiorentina», in *Alberto Tenenti. Scritti in memoria*, a cura di Pierroberto Scaramella, Napoli, Bibliopolis, 2005, p. 103-122.

precetti di qualsivoglia barbara tirannia». Meglio leggere le storie (intese nel senso di quelle dell'antichità) facendo però attenzione, anche in questo caso a selezionare gli autori: no Tacito, sì Aristotele<sup>57</sup>.

Diversamente la pensava Alessandro Tassoni del quale abbiamo già citato un brano relativo all'importanza della storia nella formazione intellettuale del principe. Nel cimentarsi, nel libro X dei suoi *Pensieri diversi*, sul rapporto tra gli «ingegni antichi e moderni», giunto a trattare degli storici, afferma preliminarmente che la storia è la memoria dei popoli, prova ne è che coloro che hanno voluto opprimere un popolo ne hanno bruciato i libri di storia<sup>58</sup>, in secondo luogo che essa è «narrazione di cose vere» (e in tale definizione «potrebbero alcuni de'nostri pretender vantaggio co'greci» che riempivano le storie di vanità e di bugie), infine e soprattutto che gli storici contemporanei come Guicciardini, Commines, Giovio, Maffei, Sigonio, Bembo, Machiavelli, Borghini non cedono il passo agli antichi. La differenza tra gli antichi e i moderni è nel fatto che ai secondi i principi «non sumministr[a]no loro materia di scrivere cose grandi» e non tollerano che si scriva la verità<sup>59</sup> nel timore che vengano svelati gli *arcana imperii*, come a suo tempo aveva fatto Tacito, e in questo modo rendono difficile il mestiere dello storiografo<sup>60</sup>.

La mediocrità della maggior parte dei principi italiani della prima metà del Seicento affievolisce il valore paradigmatico della storia antica, ma la affievolisce anche la consapevolezza che essi reggono formazioni territoriali dominate da nuove logiche politiche e da categorie che sono diverse da quelle entro cui operavano gli antichi: aveva sbagliato, pertanto, Machiavelli a ricorrere alle storie antiche e non a quelle moderne, perché erano cambiati gli uomini, le leggi, i costumi, la religione, le arti. Sarebbe ridicolo, afferma Virginio Malvezzi, un politico «che volesse insegnare di mantenersi alle moderne repubbliche co'modi della romana»; errore sarebbe credere che il «giovamento delle istorie consistesse nel valersi dell'esempio», anche perché gli esempi, moderni o antichi

57 Giovanni De Castro, *Fulvio Testi e le corti italiane nella prima metà del XVII secolo*, Milano, Natale Battezzati, 1875, p. 232. A proposito degli studi più adatti al principe Alfonso, figlio di Francesco I d'Este.

58 «Odoardo primo re d'Inghilterra avendo debellato la Scozia, fece abbruciar tutte l'istorie degli scozzesi, acciòché non rimanesse a' quei popoli memoria alcuna della loro antica potenza e virtù, che gli eccitasse a pensieri di ribellarsi; il che mostra, che l'istorie non si lasciano a'posterì per trattenimento, come i romanzi, ma per documento» (Alessandro Tassoni, *Prose politiche e morali*, ed. cit., vol. II, p. 314).

59 *Ibid.*, p. 314-315. Scrivendo a Virginio Orsini, Scipione Ammirato ricordava che era compito dei nobili «far fatti e opere tali che possano essere scritte o contate da noi [scrittori]» (Scipione Ammirato, *Opuscoli*, Firenze, Maffei e Landi, 1637, vol. II, p. 499).

60 Elena Fasano Guarini, *Committenza del principe e storiografia pubblica*, op. cit., p. 99. Alessandro Magno «agramente si dolse d'Aristotile, che [aveva] pubblicate quelle materie, che a lui per cosa recondita erano state insegnate» (Alessandro Tassoni, *Prose politiche e morali*, ed. cit., vol. I, p. 43).

che siano, «ricercano troppo grandi circostanza per essere gl'istessi e ne ricercano troppa quantità per formare una regola»<sup>61</sup>.

Ma, nonostante tutto, la storia antica (ma, in generale, tutta la storia) continuava a mantenere un ragguardevole posto nella *paideia* del principe: essa non soltanto serviva a renderlo edotto sulla qualità e natura degli stati e dei sudditi, su come il principato fosse diventato grande e su quali fossero i mezzi per conservarlo, ma soprattutto – in un contesto politico dominato dall'emergere dei favoriti<sup>62</sup> – gli faceva aprire gli occhi sulla scelta dei ministri e sul loro operato

non essendo burla il dominare, né che si possa fare a chiusi occhi, et senza molta fatica, o col rimettersene; essendo una pestifera massima quella di dar autorità a un ministro, et creder che con essa possa, o debba far ogni cosa bene<sup>63</sup>.

Il principe ignorante e mediocre, in mano ai cortigiani e ai favoriti, sembrava essere lo spauracchio di coloro che dovevano provvedere alla sua educazione. Egli, come tutti convenivano, poteva anche non essere un dotto, ma certamente non doveva essere un ignorante, specie se l'ignoranza diventava l'espressione di un particolare stile di vita e di atteggiamenti che portavano ad una continua delega ad altri del governo dello stato. Da rigettare era anche la convinzione, diffusa

fra'Principi odierni che essi non debbano affaticarsi molto nello studio delle lettere per non fraudare i lor negotii del tempo che si spende nel leggere, sa V.E. assai meglio di me quanto si sia discosta dal vero: et appare manifestamente di esser falsa, però che le lettere [...] insegnano il governo politico e il maneggio degli stati, che non fa l'uso o la sperienza di quelli; e colui che legge, si risolve meglio e più presto nelle azioni del mondo che non fa il Principe idiota<sup>64</sup>.

Bisogna vedere, però, se lo studio che occupava il tempo dei principi fosse loro proficuo o invece fosse solo un ozio che snervava e infiacchiva i corpi: meglio che il principe esercitasse le sue capacità nello scegliere i ministri che, loro sì, dovevano essere dotti<sup>65</sup>.

61 Virginio Malvezzi, *Il ritratto del privato politico cristiano*, a cura di Maria Luisa Doglio, Palermo, Sellerio, 1993, p. 112-115. L'opera apparve a stampa nel 1635.

62 Francesco Benigno, *L'ombra del re. Ministri e lotta politica nella Spagna del Seicento*, Venezia, Marsilio, 1992.

63 Scipione Ammirato, *Istorie fiorentine di S.A. con l'aggiunte di S.A. il giovane*, Firenze, Marchini e Beccherini, 1827. L'opera è dedicata a Ferdinando II dei Medici (1621-1670), la citazione è tratta dalla dedica.

64 Camillo Porzio, «Relazione del regno di Napoli al marchese di Mondesciar viceré di Napoli tra il 1577 e il 1579», in *id.*, *La congiura de'baroni del Regno di Napoli contra il re Ferdinando primo e gli altri scritti*, a cura di Ernesto Pontieri, Napoli, Edizioni scientifiche italiane, 1958, p. 343-344.

65 Virginio Malvezzi, *Il ritratto del privato politico cristiano*, ed. cit., p. 43.

Come è noto, anche per evitare che i giovani principi si abbandonassero all'ignoranza, anticamera dell'ozio e dei vizi, i gesuiti approntarono un modello pedagogico, coerente nelle sue articolazioni, che teneva conto, contemporaneamente, delle loro qualità e dei compiti ai quali erano destinati<sup>66</sup>.

Logica, legge, ballo<sup>67</sup>, scherma, storia, scienze cavalleresche, matematica, cosmografia, geografia, entrarono a far parte delle discipline impartite a Odoardo Farnese, figlio di Ranuccio<sup>68</sup>, simili a quelle che dovevano seguire, ma nei collegi, gli alunni aristocratici<sup>69</sup> ai quali era offerta una pedagogia asservita ad un'ideologia e ad una cultura che si sostenevano sul «disprezzo per le arti meccaniche, il culto dell'onore, la passione per la genealogia e l'araldica, l'aspirazione al modello ideale del gentiluomo»<sup>70</sup>.

Alla cultura nobiliare della *ratio studiorum* dei gesuiti ben si adattava la trasformazione, non tanto del ruolo della storia, quanto della storia stessa. Questa tendeva a diventare sempre più storia dinastica e genealogica e storia della propria famiglia; gli eroi di cui si narrava non erano più quelli dell'antichità classica (a meno che non avessero qualche rapporto con l'origine della propria famiglia)<sup>71</sup>, bensì i propri antenati, più o meno vicini<sup>72</sup>.

Ne *Il principe infante o vero dell'educazione del principe*, edito nel 1620, e dedicata agli infanti farnesiani, Raimondo Silvestri sottolinea l'importanza dell'educazione pratica che deve fornire al principe, attraverso un duro tirocinio, le cognizioni necessarie a ben governare: egli studierà la matematica (non quella astratta), il disegno per apprendere i rudimenti dell'arte delle fortificazioni, la

66 Gian Paolo Brizzi, *La formazione della classe dirigente nel Sei-Settecento*, Bologna, Il Mulino, 1976.

67 Per Frachetta, invece, la musica, il canto e il ballo «tengon tutte del basso e non servono punto a chi ha da governare popoli» (Girolamo Frachetta, *Il Principe*, op. cit., p. 43).

68 Ranuccio I fu duca di Parma e Piacenza dal 1592 al 1622, il figlio dal 1622 al 1646.

69 Gian Paolo Brizzi, «Educare il Principe, formare le élites: i Gesuiti e Ranuccio I Farnese», in *Università, principe, gesuiti. La politica farnesiana dell'istruzione a Parma e Piacenza (1545-1622)*, introduzione di Cesare Vasoli, Roma, Bulzoni, 1980, p. 133-211. Si vedano anche, come modello di educazione gesuitica, Umberto Benassi, «I natali e l'educazione del duca Odoardo Farnese», *Archivio storico per le province parmensi*, IX, 1909, p. 99-227, e Stefano Lorenzetti, «"Per animare agli esercizi nobili". Esperienza musicale e identità nobiliare nei collegi di educazione», *Quaderni storici*, XXXII, 1997, p. 435-460.

70 Gian Paolo Brizzi, *La formazione della classe dirigente*, op. cit., p. 23.

71 Roberto Bizzocchi, «Familiae romanae antiche e moderne», *Rivista storica italiana*, CIII, 1991, p. 355-397; *id.*, «La culture généalogique dans l'Italie du seizième siècle», *Annales ESC*, 1991, n. 4, p. 789-805, *id.*, *Genealogie incredibili. Scritti di storia nell'Europa moderna*, Bologna, Il Mulino, 1995. Si vedano anche Alessandro D'Alessandro, «Vincenzo Borghini e gli "Aramei": mito e storia nel principato mediceo», in *Firenze e la Toscana dei Medici nell'Europa del '500*, Firenze, Olschki, 1983, vol. I, p. 133-156, e Angelantonio Spagnoletti, *Le dinastie italiane nella prima Età moderna*, op. cit., p. 314-333.

72 Valerio Castronovo, *Samuel Guichenon e la storiografia del Seicento*, Torino, Giappichelli, 1965; Andrea Merlotti, *La nobiltà piemontese come problema storico-politico*, op. cit., e Roberto Sabbadini, «L'uso della memoria. I Farnese e le immagini di Alessandro, duca e capitano», in M. Fantoni (a cura di), *Il «Perfetto Capitano»*, op. cit., p. 155-182.

geografia, si eserciterà a piedi e a cavallo, praticherà la caccia e studierà le storie. Ma non le storie degli antichi, bensì le gesta degli illustri antenati, specie quelle di Alessandro e di Ranuccio Farnese, perché

ogni institutione è superflua, perde ogni scienza, ogni disciplina è poca, rispetto alla viva scuola delle magnanimi attioni, ch'in toga, e in arme, in pace e in guerra havete tutto di avanti agli occhi vostri [...] de moderni e antichi fatti farnesiani<sup>73</sup>.

Allo stesso modo, scrive Giovan Battista Gelli, i principi estensi del XVI secolo erano inclinati alle grandi azioni non per emulazione di Cesare o di Augusto, ma per la loro nobiltà e il loro sangue<sup>74</sup>.

La storia, ormai, non è più memoria dei popoli, come aveva ritenuto Alessandro Tassoni, o raccolta delle grandi gesta degli antichi, ma memoria dei principi e delle loro famiglie.

La dimensione mitica, con i suoi eroi greci e latini, ma anche con quelli germanici, sopravviveva, ma era inserita nelle storie e nelle genealogie delle famiglie: la storia costituiva il sostegno alla legittimità dinastica di una casata che si basava anche sulla sua lunga durata, una durata che stupiva e che avvicinava i re e i principi agli dei<sup>75</sup>.

I principi non sono persone solitarie che conducono la loro vita negli eremi o nei chiostri; essi vivono «sommersi nella profondità de gli affari, e interessi mondani»<sup>76</sup>, devono governare e non trasformarsi in uomini di lettere<sup>77</sup> e, pertanto, riteneva Fulvio Testi nell'approntare un percorso di studi per Alfonso, figlio di Francesco I d'Este<sup>78</sup>, essi non dovevano studiare grammatica, latino e greco (lingue morte, roba da frati), ma l'italiano, le lingue straniere, la matematica (serviva per apprendere l'arte delle fortificazioni), l'architettura. Espunte sono la retorica e la poetica (roba di avvocati e di uomini di repubblica che salendo in pergamo hanno bisogno di arringare), la logica e la dialettica, la filosofia e la metafisica; il principe deve parlare poco ed operare molto,

73 Raimondo Silvestri, *Il Principe infante o vero dell'educatione del Principe*, Macerata, Pietro Salvioni, 1620, p. 162 e *passim*. Per *infante* il Silvestri indica un principe di circa 16 anni (ivi, p. 6).

74 Citato da Eric Cochrane, *Historians and historiography in the italian Renaissance*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 1981, p. 416. Cochrane aggiunge che «*Having nothing to learn from their predecessors they had nothing to teach their contemporaries*» (ivi).

75 Samuel Guichenon, *Histoire généalogique de la Royale Maison de Savoye*, op. cit., vol. I, p. 79.

76 Ranuccio Pico, *Specchio de'Principi. Overo vite di Principi santi*, Parma, Anteo Viotti, 1622, p. 6.

77 Filippo Valentini, *Il Principe fanciullo*, op. cit., p. 276.

78 Alfonso IV fu duca di Modena e di Reggio dal 1658 al 1662, il padre Francesco I dal 1628 al 1658.

i suoi problemi legali sarebbero stati risolti dalle conoscenze pratiche, quelli morali dal confessore<sup>79</sup>. Utili all'educazione del principe sono i soggiorni all'estero, che servono per imparare le lingue, i modi e i costumi, diventare caro alle genti fra le quali si è vissuti (come facevano i romani che inviavano «i lor figliuoli ad Atene lor tributaria») <sup>80</sup>, soprattutto quelli che si svolgevano presso le corti straniere che sarebbero serviti loro per dirozzarsi, farsi conoscere e per intavolare trattative matrimoniali (come fecero Francesco de' Medici, Alessandro Farnese, i figli di Carlo Emanuele I di Savoia, Francesco Maria II della Rovere) <sup>81</sup>.

Nel progetto stilato da Testi manca la storia ma, all'interno del ventaglio delle competenze che si richiedono al principe, non manca mai la matematica, altra disciplina utile, il cui studio è finalizzato a fornirgli la conoscenza delle arti militari che gli possano consentire di comandare un esercito. La matematica, diceva Frachetta, è una disciplina degna di un principe: attraverso il suo studio si apprende l'arte di innalzare fortificazioni e di fondere artiglierie<sup>82</sup>. Il principe capitano accomunerà dunque la conoscenza della storia a quella della matematica.

Lo studio della storia è funzionale alle mansioni militari alle quali si ritiene debba dedicarsi il principe anche se, in realtà, tali incombenze vengono ormai espletate da individui che hanno una professionalità specifica. Ma – sottolinea Daniela Frigo – i progetti di una *institutio* completa del principe fanno sempre riferimento alla duplice veste della regalità (guerra e pace, lettere e armi) <sup>83</sup> e, pertanto, come le lettere sono fondamentali nella formazione degli uomini d'arme (conferiscono prudenza e giudizio, stimolano il desiderio di onore e di gloria, insegnano a vincere più col consiglio che con le armi), così lo studio delle arti militari, anche in un principe che non avrebbe mai calcato i campi di battaglia,

rende l'uomo abile ad ogni impresa. Scipione l'Africano (come narrano alcuni storici) per lo molto studio della militia divenne nell'ascoltar benigno, nel risponder facondo, et in rappacificare gli uomini egregio <sup>84</sup>.

<sup>79</sup> Giovanni De Castro, *Fulvio Testi e le corti italiane*, op. cit., p. 232. Si veda anche Flavio Rurale (a cura di), *I religiosi a corte. Teologia, politica e diplomazia in Antico Regime*, Roma, Bulzoni, 1998.

<sup>80</sup> Filippo Valentini, *Il Principe fanciullo*, op. cit., p. 291.

<sup>81</sup> Guglielmo Enrico Saltini, «L'educazione del principe don Francesco dei Medici», *Archivio storico italiano*, IX, 1883, p. 49-84 e 157-172.

<sup>82</sup> Girolamo Frachetta, *Il Principe*, op. cit., p. 43.

<sup>83</sup> Daniela Frigo, «Principe e capitano, pace e guerra: figure del "politico" tra Cinque e Seicento», in M. Fantoni (a cura di), *Il «Perfetto Capitano»*, op. cit., p. 273-304, p. 286.

<sup>84</sup> Lucio Paolo Rosello, *Il ritratto del vero governo del principe*, ed. cit., p. 152.

A partire dagli ultimi decenni del Cinquecento i principi condottieri furono ben pochi<sup>85</sup>, Alessandro Farnese è il più noto, anche se nel duca di Parma la figura del capitano offusca quella del principe regnante, e di questo erano consapevoli precettori e trattatisti che continuavano ad offrire percorsi educativi che comprendevano lo studio delle scienze militari infarcendo il loro periodare di esempi tratti dall'antichità. In realtà, essi pensavano ad un principe eroico e cristiano che, come sosteneva Rossello, potesse usare le conoscenze acquisite nelle arti militari ai fini di un governo civile prudente e giusto e che vivesse la religione come una vera e propria milizia<sup>86</sup>. Sussiste la visione paradigmatica della storia romana e dell'uomo romano, dedito all'azione e mai impulsivo, ma ormai il dibattito tra i trattatisti politici verte sulla domanda se il principe debba personalmente scendere in campo e porsi alla testa dei propri eserciti.

Giovanni Botero era convinto che il mestiere di un sovrano fosse l'esercizio dell'arte della guerra<sup>87</sup>, ma vi erano anche coloro che ritenevano che dovesse introdursi una vera e propria divisione di compiti tra il principe e il capitano. Il principe in guerra costituiva un vero pericolo per la sopravvivenza del suo stato: egli metteva a repentaglio la propria persona e i sudditi, profittando della sua assenza, potevano essere indotti a sollevarsi<sup>88</sup>. E poi, una volta stabilito che il principe dovesse andare in guerra, l'educazione che gli era stata impartita serviva a farne un provetto capitano? Scipione Ammirato era dell'idea che, se non il principe, almeno i figli dovessero andare in guerra «per non guastarsi nelle morbidezze e lascivie della città»<sup>89</sup> e per capire che vi era una profonda differenza tra i tornei, ai quali erano soliti assistere o partecipare, e le battaglie. L'educazione teorica che avevano assimilato serviva, però, fino ad un certo punto: Marco Antonio Colonna, il marchese di Pescara, Vespasiano Gonzaga dovettero il loro successo militare non all'istruzione ma al fatto che «s'abbatterono ad allevarsi in campo tra l'arme e i soldati, lontani dai commodi delle case loro

85 Riferimenti in Angelantonio Spagnoletti, «Due Don Juan in Italia», in M. Fantoni (a cura di), *Il «Perfetto Capitano»*, op. cit., p. 69-85 e, in generale, tutti i saggi contenuti nel volume. Si vedano anche Gian Luca Podestà, «I Farnese e il mestiere di principe (1545-1611)», e Marcello Fantoni, «Immagine del "capitano" e cultura militare nell'Italia del Cinque-Seicento», entrambi in Antonella Bilotto, Piero Del Negro e Cesare Mozzarelli (a cura di), *I Farnese. Corti, guerra e nobiltà in antico regime*, Roma, Bulzoni, 1997, p. 53-92 e 209-243.

86 Daniela Frigo, «Principe e capitano, pace e guerra...», cit., p. 281 e 295.

87 Giovanni Botero, *Discorso della lega contro il turco*, Viterbo, Girolamo Discepolo, 1614, p. 22. Egli aggiungeva che un'eventuale impresa contro i turchi sarebbe stata validamente capitanata da Carlo Emanuele I di Savoia, ma riteneva che il duca per avere «uno stato tanto importante, e di tanta gelosia» non si sarebbe mosso (*ibid.*, p. 23).

88 Girolamo Frachetta, *Il Principe*, op. cit., p. 145.

89 S. Ammirato, *Discorsi di S.A. sopra Cornelio Tacito*, op. cit., *Discorso X sul libro II degli Annali*, vol. II, p. 124-125.

e dalle lascivie della città»<sup>90</sup>. Anche in questo caso, la partecipazione alla vita castrense, come lo studio della storia, diventa un fatto utile, serve – più che a preparare militarmente il principe – a tenerlo lontano dalle lascivie della città (leggi corte); chi veramente deve intraprendere la carriera militare, e questo vale soprattutto per i cadetti, deve avere la scienza militare «nelle mani, nei piedi e in tutto il resto della persona»<sup>91</sup>.

Le arti militari apprese dai precettori di corte sono parte, come la storia, di un'educazione alla disciplina, alla prudenza, al buon governo, servono a forgiare il carattere di una persona che deve navigare in un mondo pieno di adulatori e di gente che ricerca sempre la sua grazia, che gli nasconde la verità, che coltiva un amore sfrenato del proprio bene e che invidia quello altrui<sup>92</sup>.

358

Gli esempi di uomini ammolitisi nei piaceri delle città devono spronare il principe a intraprendere la strada della conoscenza e ad usare la storia come fonte di informazione politica e di irrobustimento nei principi del governo. Il passato può essere adattato alle esigenze del presente, la storia può comparire in tutte le argomentazioni dei precettori, ma nell'età confessionale i progetti educativi che ne rimarcano la centralità devono fare i conti con un altro modo di intendere l'educazione, un modo che lasciava ancora ampio margine alla storia, ma che intendeva formare un altro tipo di principe.

Ciro re dei persiani, affermava Cosimo Minerbetti, vescovo di Cortona, nell'orazione funebre che recitò in morte di Cosimo II dei Medici (1609-1621), riteneva che il principe ereditario dovesse essere educato da quattro saggi «il primo, com'egli Dio riverir dovesse gli insegnasse, il secondo, che giusto e verace fusse, gli altri due, che i sensuali piaceri vincessero, e non fusse dal terror della morte spaventato»<sup>93</sup>.

La storia era piegata all'oratoria, ma di essa come di altre discipline non c'era traccia nell'orazione di Minerbetti che, ricordiamolo, come tutte le orazioni funebri era la presentazione di un progetto politico agli eredi del sovrano defunto. Al principe istruito, anche se non dotto, si doveva sostituire il principe cristiano e, se possibile, *heroico* nella propria fede<sup>94</sup>.

---

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 126.

<sup>91</sup> *Ibid.*, p. 123.

<sup>92</sup> Girolamo Frachetta, *Il Principe*, op. cit., p. 28.

<sup>93</sup> Cosimo Minerbetti, *Orazione di C.M. in lode del Serenissimo Cosimo II*, Firenze, Cocconcelli, 1621, p. 27.

<sup>94</sup> Si veda, con riferimento a Francesco I d'Este, Giovanni Ricci, «Sacralità del potere in Italia dal XVI al XVII secolo. Un caso di studio e una riflessione generale», in Francesca Cantù (a cura di), *I linguaggi del potere nell'età barocca*, Roma, Viella, 2009, vol. I, p. 185-205, specie le p. 194-196.

## TABLE DES MATIÈRES

|                              |   |
|------------------------------|---|
| Introduction                 |   |
| Élisabeth Crouzet-Pavan..... | 9 |

### PREMIÈRE PARTIE SE SOUVENIR DE ROME

|                                                                                                                                   |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Una politica della memoria: Milano fra Roma antica, pavia e Federico Barbarossa<br>Paolo Grillo.....                              | 19 |
| Quelques aspects du réemploi dans la Rome communale (xii <sup>e</sup> -xiv <sup>e</sup> siècle)<br>Jean-Claude Maire Vigueur..... | 35 |
| La città intoccabile. Sovrani pontefici, <i>renovationes Urbis</i> e resistenze nel xv secolo<br>Amedeo De Vincentiis.....        | 51 |
| Pouvoir pontifical et <i>imperium</i> au xvi <sup>e</sup> siècle<br>Benoît Schmitz.....                                           | 79 |

### DEUXIÈME PARTIE *LIBERTAS* : EMPLOIS ET RÉEMPLOIS

|                                                                                                                                                                      |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Autour de la <i>libertas</i> . Usage du passé et langage du pouvoir à Florence à l'époque<br>de Coluccio Salutati<br>Lorenzo Tanzini.....                            | 97  |
| Brutus, de l'enfer au paradis. La fabrique du héros dans l'humanisme italien<br>de la première moitié du xv <sup>e</sup> siècle<br>Clémence Revest.....              | 113 |
| Le réemploi en politique : usages de l'histoire et écritures de la liberté à Lucques<br>à la fin du xiv <sup>e</sup> siècle<br>Diane Chamboduc de Saint Pulgent..... | 133 |
| Unione, libertà, «azienda» : Note sul linguaggio della politica genovese<br>nel Cinque-Seicento<br>Carlo Bitossi.....                                                | 157 |
| Il mito di Bruto a Firenze nel Cinquecento tra storia e letteratura<br>Salvatore Lore.....                                                                           | 171 |

## TROISIÈME PARTIE DIEUX, HÉROS ET SAINTS

|                                                                                                                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Memoria sacra e storia cittadina: il caso fiorentino<br>Anna Benvenuti .....                                                                              | 191 |
| La compagnie des hommes illustres : mobilisation et usage d'un thème<br>(Italie, xiv <sup>e</sup> -xv <sup>e</sup> siècle)<br>Jean-Baptiste Delzant ..... | 211 |
| Mythes et dévotions dynastiques en Savoie-Piémont aux xvi <sup>e</sup> et xvii <sup>e</sup> siècles<br>Paolo Cozzo .....                                  | 259 |
| Histoire et autorité épiscopale selon Frédéric Borromée, archevêque de Milan<br>Marie Lezowski .....                                                      | 269 |

## QUATRIÈME PARTIE PESANTEUR DES MOTS, DYNAMISME DES STRUCTURES

360

|                                                                                                                                                                   |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Cultura della vendetta e pratiche di resistenza nello stato territoriale:<br>osservazioni sull'aristocrazia signorile lombarda (xv secolo)<br>Marco Gentile ..... | 287 |
| La Patria del Friuli e della Repubblica di Venezia<br>Edward Muir (traduzione Cristina Varisco) .....                                                             | 299 |
| Technologies du réemploi : mise en ordre / mise en œuvre des archives à Venise<br>(xv <sup>e</sup> -xvii <sup>e</sup> siècle)<br>Filippo de Vivo .....            | 307 |
| L'uso della libertà – le prove della storia. Comunicazione tra sudditi bolognesi<br>e sovrani pontefici (xvi-xvii secolo)<br>Angela De Benedictis .....           | 327 |
| La storia nell'educazione del principe capitano<br>Angelantonio Spagnoletti .....                                                                                 | 341 |







